

Treaty Series

*Treaties and international agreements
registered
or filed and recorded
with the Secretariat of the United Nations*

Recueil des Traités

*Traités et accords internationaux
enregistrés
ou classés et inscrits au répertoire
au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies*

Copyright © United Nations 1997
All rights reserved
Manufactured in the United States of America

Copyright © Nations Unies 1997
Tous droits réservés
Imprimé aux Etats-Unis d'Amérique



Treaty Series

*Treaties and international agreements
registered
or filed and recorded
with the Secretariat of the United Nations*

VOLUME 1532

Recueil des Traités

*Traités et accords internationaux
enregistrés
ou classés et inscrits au répertoire
au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies*

United Nations • Nations Unies
New York, 1997

*Treaties and international agreements
registered or filed and recorded
with the Secretariat of the United Nations*

VOLUME 1532

1989

I. No. 26559 (continued)

TABLE OF CONTENTS

I

*Treaties and international agreements
registered on 24 May 1989*

No. 26559. Multilateral (continued):

International Telecommunication Convention (with annexes, final protocol, additional protocols, and resolutions, recommendation and opinions). Concluded at Nairobi on 6 November 1982

Optional Additional Protocol to the above-mentioned Convention. Concluded at Nairobi on 6 November 1982

Page

2

(The authentic French and Russian texts registered under No. 26559 are published in this volume. The authentic Chinese and English texts are published in volume 1531 and the authentic Spanish text is published in volume 1533.)

***Traités et accords internationaux
enregistrés ou classés et inscrits au répertoire
au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies***

VOLUME 1532

1989

I. N° 26559 (suite)

TABLE DES MATIÈRES

I

*Traités et accords internationaux
enregistrés le 24 mai 1989*

N° 26559. Multilatéral (suite) :

Convention internationale des télécommunications (avec annexes, protocole final, protocoles additionnels, et résolutions, recommandation et vœux). Conclue à Nairobi le 6 novembre 1982

Protocole additionnel facultatif à la Convention susmentionnée. Conclu à Nairobi le 6 novembre 1982.....

Page

3

(On trouvera les textes authentiques français et russe enregistrés sous le numéro 26559 dans le présent volume. Les textes authentiques chinois et anglais sont publiés dans le volume 1531 et le texte authentique espagnol est publié dans le volume 1533.)

NOTE BY THE SECRETARIAT

Under Article 102 of the Charter of the United Nations every treaty and every international agreement entered into by any Member of the United Nations after the coming into force of the Charter shall, as soon as possible, be registered with the Secretariat and published by it. Furthermore, no party to a treaty or international agreement subject to registration which has not been registered may invoke that treaty or agreement before any organ of the United Nations. The General Assembly, by resolution 97 (I), established regulations to give effect to Article 102 of the Charter (see text of the regulations, vol. 859, p. VIII).

The terms "treaty" and "international agreement" have not been defined either in the Charter or in the regulations, and the Secretariat follows the principle that it acts in accordance with the position of the Member State submitting an instrument for registration that so far as that party is concerned the instrument is a treaty or an international agreement within the meaning of Article 102. Registration of an instrument submitted by a Member State, therefore, does not imply a judgement by the Secretariat on the nature of the instrument, the status of a party or any similar question. It is the understanding of the Secretariat that its action does not confer on the instrument the status of a treaty or an international agreement if it does not already have that status and does not confer on a party a status which it would not otherwise have.

*
* *

Unless otherwise indicated, the translations of the original texts of treaties, etc., published in this *Series* have been made by the Secretariat of the United Nations.

NOTE DU SECRÉTARIAT

Aux termes de l'Article 102 de la Charte des Nations Unies, tout traité ou accord international conclu par un Membre des Nations Unies après l'entrée en vigueur de la Charte sera, le plus tôt possible, enregistré au Secrétariat et publié par lui. De plus, aucune partie à un traité ou accord international qui aurait dû être enregistré mais ne l'a pas été ne pourra invoquer ledit traité ou accord devant un organe des Nations Unies. Par sa résolution 97 (I), l'Assemblée générale a adopté un règlement destiné à mettre en application l'Article 102 de la Charte (voir texte du règlement, vol. 859, p. IX).

Le terme «traité» et l'expression «accord international» n'ont été définis ni dans la Charte ni dans le règlement, et le Secrétariat a pris comme principe de s'en tenir à la position adoptée à cet égard par l'Etat Membre qui a présenté l'instrument à l'enregistrement, à savoir que pour autant qu'il s'agit de cet Etat comme partie contractante l'instrument constitue un traité ou un accord international au sens de l'Article 102. Il s'ensuit que l'enregistrement d'un instrument présenté par un Etat Membre n'implique, de la part du Secrétariat, aucun jugement sur la nature de l'instrument, le statut d'une partie ou toute autre question similaire. Le Secrétariat considère donc que les actes qu'il pourrait être amené à accomplir ne confèrent pas à un instrument la qualité de «traité» ou d'«accord international» si cet instrument n'a pas déjà cette qualité, et qu'ils ne confèrent pas à une partie un statut que, par ailleurs, elle ne posséderait pas.

*
* *

Sauf indication contraire, les traductions des textes originaux des traités, etc., publiés dans ce *Recueil* ont été établies par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

I

Treaties and international agreements

registered

on 24 May 1989

No. 26559 (continued)



Traités et accords internationaux

enregistrés

le 24 mai 1989

N° 26559 (suite)

No. 26559
(continued)

MULTILATERAL

International Telecommunication Convention (with annexes, final protocol, additional protocols, and resolutions, recommendation and opinions). Concluded at Nairobi on 6 November 1982

Optional Additional Protocol to the above-mentioned Convention. Concluded at Nairobi on 6 November 1982

Authentic texts: Chinese, English, French, Russian and Spanish.

Registered by the International Telecommunication Union on 24 May 1989.

(For the authentic Chinese and English texts, see volume 1531. For the authentic Spanish text, see volume 1533.)

N° 26559
(suite)

MULTILATÉRAL

Convention internationale des télécommunications (avec annexes, protocole final, protocoles additionnels, et résolutions, recommandation et vœux). Conclue à Nairobi le 6 novembre 1982

Protocole additionnel facultatif à la Convention susmentionnée. Conclu à Nairobi le 6 novembre 1982

Textes authentiques : chinois, anglais, français, russe et espagnol.

Enregistrés par l'Union internationale des télécommunications le 24 mai 1989.

(Pour les textes authentiques chinois et anglais, voir volume 1531. Pour le texte authentique espagnol, voir volume 1533.)

CONVENTION¹ INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

PREMIÈRE PARTIE. DISPOSITIONS FONDAMENTALES

PRÉAMBULE

1. En reconnaissant pleinement à chaque pays le droit souverain de réglementer ses télécommunications et compte tenu de l'importance croissante des télécommunications pour la sauvegarde de la paix et le développement social et économique de tous les pays, les plénipotentiaires des gouvernements contractants, ayant en vue de faciliter les relations pacifiques et la coopération entre les peuples par le bon fonctionnement des télécommunications ont, d'un commun accord, arrêté la présente Convention, qui est l'instrument fondamental de l'Union internationale des télécommunications.

CHAPITRE I. COMPOSITION, OBJET ET STRUCTURE DE L'UNION

Article 1. COMPOSITION DE L'UNION

2. 1. L'Union internationale des télécommunications se compose de Membres qui, eu égard au principe d'universalité et à l'intérêt qu'il y a à ce que la participation à l'Union soit universelle, sont :
3. a) Tout pays énuméré dans l'annexe 1, qui signe et ratifie la Convention ou adhère à cet Acte;

¹ Appliquée à tous les Membres de l'Union à partir du 1^{er} janvier 1984, ainsi que cela résulte du Rapport final du Groupe d'Experts créé en vertu de la Résolution N° 62* de la Conférence de Plénipotentiaires de Nairobi (1982), nonobstant les dispositions de l'article 52.

* Voir p. 179 du présent volume.

Les instruments ont été déposés auprès du Secrétaire général de l'Union internationale des télécommunications comme suit :

<i>Etat</i>	<i>Date de dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion (a)</i>	<i>Etat</i>	<i>Date de dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion (a)</i>
Afghanistan**	26 octobre 1984	Botswana**	11 avril 1986
Afrique du Sud**	14 novembre 1984 a	Brunéi Darussalam	19 novembre 1984 a
Albanie**	2 novembre 1984 a	Bulgarie**	21 mai 1986
Algérie	14 janvier 1986	Burkina Faso	30 avril 1986
Allemagne, République fédérale d'***	6 décembre 1985	Burundi	17 mai 1988
(Avec déclaration d'application à Berlin-Ouest)		Cameroun	17 juin 1986
Antigua-et-Barbuda	4 février 1987 a	Canada	11 octobre 1983
Arabie saoudite**	25 avril 1986	Chili**	12 décembre 1985
Argentine**	2 février 1987	Chine**	19 août 1985
Australie	12 janvier 1984	Chypre	22 août 1986
Bahamas	5 février 1988	Colombie**	19 septembre 1985
Bahreïn**	13 janvier 1984 a	Congo	27 avril 1988
Barbade	22 mai 1986	Côte d'Ivoire	17 septembre 1986
Belgique	9 octobre 1986	Cuba**	28 janvier 1986
Belize**	20 décembre 1985	Danemark	14 mars 1985
Bénin	4 juillet 1986	Djibouti	21 avril 1987 a
Bhoutan	15 septembre 1986 a	Egypte	16 septembre 1985
Birmanie	24 octobre 1986 a	El Salvador	28 mars 1985
Bolivie	30 janvier 1984 a	Emirats arabes unis**	22 mai 1986 a
		Equateur**	13 avril 1988
		Espagne	17 décembre 1985

(Suite à la page 5)

4. b) Tout pays non énuméré dans l'annexe 1, qui devient Membre des Nations Unies et adhère à la Convention conformément aux dispositions de l'article 46;
5. c) Tout pays souverain non énuméré dans l'annexe 1, et non Membre des Nations Unies, qui adhère à la Convention conformément aux dispositions de l'article 46, après que sa demande d'admission en qualité de Membre de l'Union a été agréée par les deux tiers des Membres de l'Union.
6. 2. En application des dispositions du numéro 5, si une demande d'admission en qualité de Membre est présentée dans l'intervalle de deux Conférences de plénipotentiaires, par la voie diplomatique et par l'entremise du pays où est fixé le siège de l'Union, le secrétaire général consulte les Membres de l'Union; un Membre sera considéré comme s'étant abstenu s'il n'a pas répondu dans le délai de quatre mois à compter du jour où il a été consulté.

(Suite de la page 4)

<i>Etat</i>	<i>Date de dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion (a)</i>	<i>Etat</i>	<i>Date de dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion (a)</i>
Etats-Unis d'Amérique**	10 janvier 1986	Mauritanie	11 octobre 1988
Ethiopie	3 juillet 1984	Mexique**	15 mars 1984
Fidji	25 septembre 1986	Monaco	30 décembre 1985
Finlande	3 janvier 1986	Mongolie**	17 mars 1986
France**	1 ^{er} octobre 1984	Mozambique	31 octobre 1988
Gabon	28 avril 1988	Namibie	25 janvier 1984 a
Ghana	19 février 1987	Népal	4 janvier 1988
Grèce**	15 mai 1985	Nicaragua	17 février 1988
Guatemala	21 novembre 1986	Niger	6 février 1984
Guinée	11 janvier 1988	Nigéria	26 août 1986
Guinée équatoriale	11 juin 1986	Norvège	6 mars 1986
Guyana	30 décembre 1985	Nouvelle-Zélande	3 janvier 1986
Haïti	27 septembre 1984 a	(Avec déclaration d'application aux îles Cook et à Nioué.)	
Honduras	11 septembre 1985 a	Oman	23 janvier 1986
Hongrie**	4 juillet 1985	Pakistan	6 mars 1986
Iles Salomon**	27 juillet 1987 a	Panama	23 octobre 1986 a
Inde	8 janvier 1986	Papouasie-Nouvelle-Guinée**	25 janvier 1984
Indonésie**	30 décembre 1985	Paraguay	30 décembre 1985
Iran (République islamique d')	8 janvier 1986	Pays-Bas**	31 août 1984
Iraq	16 octobre 1986	(Pour le Royaume en Europe, les Antilles néerlandaises et Aruba.)	
Irlande**	3 novembre 1988	Pérou	19 mars 1986
Islande	3 juillet 1986	Philippines	23 juillet 1986
Israël	19 juillet 1984	Pologne	25 mars 1986
Italie**	13 mai 1986	Portugal	11 février 1987
Jamahiriya arabe libyenne	15 décembre 1986	Qatar**	2 mai 1985
Jamaïque	12 juin 1985	République arabe syrienne	15 janvier 1987
Japon	12 juillet 1984	République centrafricaine	28 novembre 1988
Jordanie	14 mars 1984	République de Corée	26 novembre 1985
Kenya	29 novembre 1985	République démocratique allemande	12 octobre 1984
Kiribati	3 novembre 1986 a	République démocratique populaire lao**	8 août 1984 a
Koweït	9 octobre 1986	République populaire démocratique de Corée	9 janvier 1984 a
Lesotho	18 septembre 1986	République socialiste soviétique de Biélorussie**	13 janvier 1986
Liban	13 février 1986	République socialiste soviétique d'Ukraine**	13 janvier 1986
Libéria	9 mars 1987 a	République-Unie de Tanzanie	5 janvier 1987
Liechtenstein	1 ^{er} avril 1985	Roumanie**	1 ^{er} juillet 1986
Luxembourg	1 ^{er} novembre 1984		
Madagascar	22 janvier 1987		
Malaisie	15 avril 1986		
Malawi	1 ^{er} avril 1985		
Maldives	1 ^{er} avril 1985		
Mali	8 mai 1987		
Malte**	11 avril 1984 a		
Maurice	24 juillet 1985 a		

(Suite à la page 6)

Article 2. DROITS ET OBLIGATIONS DES MEMBRES

7. 1. Les Membres de l'Union ont les droits et sont soumis aux obligations prévues dans la Convention.
8. 2. Les droits des Membres, en ce qui concerne leur participation aux conférences, réunions et consultations de l'Union, sont les suivants :
9. a) Tout Membre a le droit de participer aux conférences de l'Union, est éligible au Conseil d'administration et a le droit de présenter des candidats aux postes de fonctionnaires élus de tous les organes permanents de l'Union;
10. b) Tout Membre a, sous réserve des dispositions des numéros 117 et 179, droit à une voix à toutes les conférences de l'Union, à toutes les réunions des Comités consultatifs internationaux et, s'il fait partie du Conseil d'administration, à toutes les sessions de ce Conseil;
11. c) Tout Membre a, sous réserve des dispositions des numéros 117 et 179, également droit à une voix dans toute consultation effectuée par correspondance.

Article 3. SIÈGE DE L'UNION

12. Le siège de l'Union est fixé à Genève.

(Suite de la page 5)

<i>Etat</i>	<i>Date de dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion (a)</i>	<i>Etat</i>	<i>Date de dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion (a)</i>
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	15 novembre 1984	Sierra Leone	2 septembre 1985 a
(A l'égard du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et des territoires suivants : bailliage de Jersey, bailliage de Guernesey, île de Man, Anguilla, Bermudes, Terre antarctique britannique, Territoire britannique de l'océan Indien, îles Vierges britanniques, îles Caïmanes, îles Falkland, dépendances des îles Falkland, Gibraltar, Hong-Kong, Montserrat, îles Pitcairn, Henderson, Ducie et Oeno, Sainte-Hélène et dépendances de Sainte-Hélène, îles Turques et Caïques, et zones de souveraineté du Royaume-Uni d'Akrotiri et de Dhekeia dans l'île de Chypre.)		Singapour	23 décembre 1985
Rwanda	5 septembre 1986	Somalie	25 juin 1984
Saint-Marin	3 juillet 1985	Sri Lanka	1 ^{er} septembre 1986
Saint-Siège	30 décembre 1985	Suède**	3 octobre 1985
Saint-Vincent-et-Grenadines	15 décembre 1986 a	Suisse	1 ^{er} avril 1985
Samoa	7 octobre 1988 a	Suriname	7 janvier 1985
Sao Tomé-et-Principe	6 février 1984 a	Swaziland**	23 mai 1985
Sénégal	13 novembre 1984	Tchad	12 décembre 1984 a
		Tchécoslovaquie	5 mars 1985
		Thaïlande	13 novembre 1985
		Togo	17 mars 1986
		Tonga	11 janvier 1988
		Trinité-et-Tobago	1 ^{er} octobre 1984 a
		Tunisie	10 février 1987
		Turquie	10 mars 1986
		Union des Républiques socialistes soviétiques**	16 décembre 1985
		Uruguay**	24 septembre 1984
		Vanuatu	30 mars 1988 a
		Venezuela	23 juin 1986
		Viet Nam**	23 janvier 1986
		Yémen	11 mars 1987
		Yougoslavie	9 mai 1986
		Zambie	29 mai 1986
		Zimbabwe**	4 juillet 1986

** Pour les textes des réserves et déclarations faites lors de la ratification ou de l'adhésion, voir p. 199 du volume 1533.

Par la suite, des déclarations relatives à la déclaration de l'application à la Terre antarctique britannique par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et des déclarations relatives à la déclaration de l'application à Berlin-Ouest par la République fédérale d'Allemagne ont été effectuées. Pour le texte de ces déclarations, voir p. 211 du volume 1533.

Article 4. OBJET DE L'UNION

13. 1. L'Union a pour objet :
14. a) De maintenir et d'étendre la coopération internationale entre tous les Membres de l'Union pour l'amélioration et l'emploi rationnel des télécommunications de toutes sortes, ainsi que de promouvoir et d'offrir l'assistance technique aux pays en développement dans le domaine des télécommunications;
15. b) De favoriser le développement de moyens techniques et leur exploitation la plus efficace, en vue d'augmenter le rendement des services de télécommunication, d'accroître leur emploi et de généraliser le plus possible leur utilisation par le public;
16. c) D'harmoniser les efforts des nations vers ces fins.
17. 2. A cet effet et plus particulièrement, l'Union :
18. a) Effectue l'attribution des fréquences du spectre radioélectrique et l'enregistrement des assignations de fréquence, de façon à éviter les brouillages préjudiciables entre les stations de radiocommunication des différents pays;
19. b) Coordonne les efforts en vue d'éliminer les brouillages préjudiciables entre les stations de radiocommunication des différents pays et d'améliorer l'utilisation du spectre des fréquences;
20. c) Encourage la coopération internationale en vue d'assurer l'assistance technique aux pays en développement ainsi que la création, le développement et le perfectionnement des installations et des réseaux de télécommunication dans les pays en développement par tous les moyens à sa disposition, y compris sa participation aux programmes appropriés des Nations Unies et l'utilisation de ses propres ressources, selon les besoins;
21. d) Coordonne les efforts en vue de permettre le développement harmonieux des moyens de télécommunication, notamment ceux faisant appel aux techniques spatiales, de manière à utiliser au mieux les possibilités qu'ils offrent;
22. e) Favorise la collaboration entre ses Membres en vue de l'établissement de tarifs à des niveaux aussi bas que possible, compatibles avec un service de bonne qualité et une gestion financière des télécommunications saine et indépendante;
23. f) Provoque l'adoption de mesures permettant d'assurer la sécurité de la vie humaine par la coopération des services de télécommunication;
24. g) Procède à des études, arrête des réglementations, adopte des résolutions, formule des recommandations et des vœux, recueille et publie des informations concernant les télécommunications.

Article 5. STRUCTURE DE L'UNION

25. L'Union comprend les organes suivants :
26. 1. La Conférence de plénipotentiaires, organe suprême de l'Union;
27. 2. Les conférences administratives;
28. 3. Le Conseil d'administration;

29. 4. Les organes permanents désignés ci-après :
30. a) Le Secrétariat général;
31. b) Le Comité international d'enregistrement des fréquences (IFRB);
32. c) Le Comité consultatif international des radiocommunications (CCIR);
33. d) Le Comité consultatif international télégraphique et téléphonique (CCITT).

Article 6. CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES

34. 1. La Conférence de plénipotentiaires est composée de délégations représentant les Membres. Elle est normalement convoquée tous les cinq ans et, de toute façon, l'intervalle entre les Conférences de plénipotentiaires successives n'excède pas six ans.
35. 2. La Conférence de plénipotentiaires:
36. a) Détermine les principes généraux que doit suivre l'Union pour atteindre les objectifs énoncés à l'article 4 de la présente Convention;
37. b) Examine le Rapport du Conseil d'administration relatant l'activité de tous les organes de l'Union depuis la dernière Conférence de plénipotentiaires;
38. c) Etablit les bases du budget de l'Union ainsi que le plafond de ses dépenses pour la période allant jusqu'à la prochaine Conférence de plénipotentiaires, après avoir examiné tous les aspects pertinents de l'activité de l'Union durant cette période, y compris le programme des conférences et réunions et tout autre plan à moyen terme présenté par le Conseil d'administration;
39. d) Formule toutes directives générales concernant les effectifs de l'Union et fixe, au besoin, les traitements de base, les échelles de traitements et le régime des indemnités et pensions de tous les fonctionnaires de l'Union;
40. e) Examine les comptes de l'Union et les approuve définitivement s'il y a lieu;
41. f) Elit les Membres de l'Union appelés à composer le Conseil d'administration;
42. g) Elit le secrétaire général et le vice-secrétaire général et fixe la date à laquelle ils prennent leurs fonctions;
43. h) Elit les membres du Comité international d'enregistrement des fréquences et fixe la date à laquelle ils prennent leurs fonctions;
44. i) Elit les directeurs des Comités consultatifs internationaux et fixe la date à laquelle ils prennent leurs fonctions;
45. j) Révise la Convention si elle le juge nécessaire;
46. k) Conclut ou révisé, le cas échéant, les accords entre l'Union et les autres organisations internationales, examine tout accord provisoire conclu par le Conseil d'administration au nom de l'Union avec ces mêmes organisations et lui donne la suite qu'elle juge convenable;
47. l) Traite toutes les autres questions de télécommunication jugées nécessaires.

Article 7. CONFÉRENCES ADMINISTRATIVES

48. 1. Les conférences administratives de l'Union comprennent :
49. a) Les conférences administratives mondiales;
50. b) Les conférences administratives régionales.

51. 2. Les conférences administratives sont normalement convoquées pour traiter de questions de télécommunication particulières. Seules les questions inscrites à leur ordre du jour peuvent y être débattues. Les décisions de ces conférences doivent être, dans tous les cas, conformes aux dispositions de la Convention. Lors de la prise des résolutions et décisions, les conférences administratives devraient tenir compte des répercussions financières prévisibles et doivent s'efforcer d'éviter de prendre telles résolutions et décisions qui peuvent entraîner le dépassement des limites supérieures des crédits fixées par la Conférence de plénipotentiaires.
52. 3. (1) L'ordre du jour d'une conférence administrative mondiale peut comporter :
53. a) La révision partielle des Règlements administratifs énumérés au numéro 643;
54. b) Exceptionnellement, la révision complète d'un ou plusieurs de ces Règlements;
55. c) Toute autre question de caractère mondial relevant de la compétence de la conférence.
56. (2) L'ordre du jour d'une conférence administrative régionale ne peut porter que sur des questions de télécommunication particulières de caractère régional, y compris des directives destinées au Comité international d'enregistrement des fréquences en ce qui concerne ses activités intéressant la région dont il s'agit, à condition que ces directives ne soient pas contraires aux intérêts d'autres régions. En outre, les décisions d'une telle conférence doivent être, dans tous les cas, conformes aux dispositions des Règlements administratifs.

Article 8. CONSEIL D'ADMINISTRATION

57. 1. (1) Le Conseil d'administration est composé de quarante et un Membres de l'Union élus par la Conférence de plénipotentiaires en tenant compte de la nécessité d'une répartition équitable des sièges du Conseil entre toutes les régions du monde. Sauf dans les cas de vacances se produisant dans les conditions spécifiées par le Règlement général, les Membres de l'Union élus au Conseil d'administration remplissent leur mandat jusqu'à la date à laquelle la Conférence de plénipotentiaires procède à l'élection d'un nouveau Conseil. Ils sont rééligibles.
58. (2) Chaque Membre du Conseil désigne pour siéger au Conseil une personne qui peut être assistée d'un ou plusieurs assesseurs.
59. 2. Le Conseil d'administration établit son propre règlement intérieur.
60. 3. Dans l'intervalle qui sépare les Conférences de plénipotentiaires, le Conseil d'administration agit en tant que mandataire de la Conférence de plénipotentiaires dans les limites des pouvoirs délégués par celle-ci.
61. 4. (1) Le Conseil d'administration est chargé de prendre toutes mesures pour faciliter la mise à exécution, par les Membres, des dispositions de la Convention, des Règlements administratifs, des décisions de la Conférence de plénipotentiaires et, le cas échéant, des décisions des autres conférences et réunions de l'Union ainsi que d'accomplir toutes les autres tâches qui lui sont assignées par la Conférence de plénipotentiaires.

62. (2) Il définit chaque année la politique d'assistance technique conformément à l'objet de l'Union.
63. (3) Il assure une coordination efficace des activités de l'Union et exerce un contrôle financier effectif sur les organes permanents.
64. (4) Il favorise la coopération internationale en vue d'assurer par tous les moyens à sa disposition, et notamment par la participation de l'Union aux programmes appropriés des Nations Unies, la coopération technique avec les pays en développement, conformément à l'objet de l'Union, qui est de favoriser par tous les moyens possibles le développement des télécommunications.

Article 9. SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

65. 1. (1) Le Secrétariat général est dirigé par un secrétaire général assisté d'un vice-secrétaire général.
66. (2) Le secrétaire général et le vice-secrétaire général prennent leur service à la date fixée au moment de leur élection. Ils restent normalement en fonctions jusqu'à la date fixée par la Conférence de plénipotentiaires au cours de sa réunion suivante et ne sont rééligibles qu'une fois.
67. (3) Le secrétaire général prend toutes les mesures requises pour faire en sorte que les ressources de l'Union soient utilisées avec économie et il est responsable devant le Conseil d'administration pour la totalité des aspects administratifs et financiers des activités de l'Union. Le vice-secrétaire général est responsable devant le secrétaire général.
68. 2. (1) Si l'emploi de secrétaire général devient vacant, le vice-secrétaire général succède au secrétaire général dans son emploi, qu'il conserve jusqu'à la date fixée par la Conférence de plénipotentiaires au cours de sa réunion suivante; il est éligible à ce poste sous réserve des dispositions du numéro 66. Lorsque, dans ces conditions, le vice-secrétaire général succède au secrétaire général dans son emploi, le poste de vice-secrétaire général est considéré devenu vacant à la même date et les dispositions du numéro 69 s'appliquent.
69. (2) Si l'emploi de vice-secrétaire général devient vacant à une date antérieure de plus de 180 jours à celle qui a été fixée pour la réunion de la prochaine Conférence de plénipotentiaires, le Conseil d'administration nomme un successeur pour la durée du mandat restant à courir.
70. (3) Si les emplois de secrétaire général et de vice-secrétaire général deviennent vacants simultanément, le fonctionnaire élu qui a été le plus longtemps en service exerce les fonctions de secrétaire général pendant une durée ne dépassant pas 90 jours. Le Conseil d'administration nomme un secrétaire général et, si les emplois devenus vacants à une date antérieure de plus de 180 jours à celle qui a été fixée pour la réunion de la prochaine Conférence de plénipotentiaires, il nomme également un vice-secrétaire général. Un fonctionnaire ainsi nommé reste en service pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur. Il peut faire acte de candidature à l'élection au poste de secrétaire général ou de vice-secrétaire général à la Conférence de plénipotentiaires précitée.
71. 3. Le secrétaire général agit en qualité de représentant légal de l'Union.

72. 4. Le vice-secrétaire général assiste le secrétaire général dans l'exercice de ses fonctions et assume les tâches particulières que lui confie le secrétaire général. Il exerce les fonctions du secrétaire général en l'absence de ce dernier.

Article 10. COMITÉ INTERNATIONAL D'ENREGISTREMENT DES FRÉQUENCES

73. 1. Le Comité international d'enregistrement des fréquences (IFRB) est composé de cinq membres indépendants élus par la Conférence de plénipotentiaires. Ces membres sont élus parmi les candidats proposés par les pays Membres de l'Union, de manière à assurer une répartition équitable entre les régions du monde. Chaque Membre de l'Union ne peut proposer qu'un seul candidat, ressortissant de son pays.
74. 2. Les membres du Comité international d'enregistrement des fréquences prennent leurs fonctions aux dates qui ont été fixées lors de leur élection et restent en fonctions jusqu'aux dates fixées par la Conférence de plénipotentiaires suivante.
75. 3. Les membres du Comité international d'enregistrement des fréquences, en s'acquittant de leur tâche, ne représentent pas leur pays ni une région, mais sont des agents impartiaux investis d'un mandat international.
76. 4. Les tâches essentielles du Comité international d'enregistrement des fréquences consistent :
77. a) A effectuer l'inscription et l'enregistrement méthodiques des assignations de fréquence faites par les différents pays, conformément à la procédure spécifiée dans le Règlement des radiocommunications et, le cas échéant, conformément aux décisions des conférences compétentes de l'Union, afin d'en assurer la reconnaissance internationale officielle;
78. b) A effectuer, dans les mêmes conditions et dans le même but, une inscription méthodique des emplacements assignés par les pays aux satellites géostationnaires;
79. c) A fournir des avis aux Membres en vue de l'exploitation d'un nombre aussi grand que possible de voies radioélectriques dans les régions du spectre des fréquences où des brouillages préjudiciables peuvent se produire, ainsi qu'en vue de l'utilisation équitable, efficace et économique de l'orbite des satellites géostationnaires, compte tenu des besoins des Membres qui requièrent une assistance, des besoins particuliers des pays en développement, ainsi que la situation géographique particulière de certains pays;
80. d) A exécuter toutes les tâches additionnelles relatives à l'assignation et à l'utilisation des fréquences, ainsi qu'à l'utilisation équitable de l'orbite des satellites géostationnaires conformément aux procédures prévues par le Règlement des radiocommunications, prescrites par une conférence compétente de l'Union ou par le Conseil d'administration avec le consentement de la majorité des Membres de l'Union en vue de la préparation d'une telle conférence ou en exécution de ses décisions;
81. e) A apporter son aide technique à la préparation et à l'organisation des conférences de radiocommunication en consultant si nécessaire les autres organes permanents de l'Union, en tenant compte de toute directive du Conseil d'administration relative à l'exécution de cette préparation; le

Comité apportera également son assistance aux pays en développement dans les travaux préparatoires à ces conférences;

82. f) A tenir à jour les dossiers indispensables qui ont trait à l'exercice de ses fonctions.

Article 11. COMITÉS CONSULTATIFS INTERNATIONAUX

83. 1. (1) Le Comité consultatif international des radiocommunications (CCIR) est chargé d'effectuer des études et d'émettre des recommandations sur les questions techniques et d'exploitation se rapportant spécifiquement aux radiocommunications, sans limitation quant à la gamme de fréquences; en règle générale, ces études ne prennent pas en compte les questions d'ordre économique, mais dans les cas où elles supposent des comparaisons entre plusieurs solutions techniques, les facteurs économiques peuvent aussi être pris en considération.
84. (2) Le Comité consultatif international télégraphique et téléphonique (CCITT) est chargé d'effectuer des études et d'émettre des recommandations sur les questions techniques, d'exploitation et de tarification concernant les services de télécommunication, à l'exception des questions techniques et d'exploitation se rapportant spécifiquement aux radiocommunications qui, selon le numéro 83, relèvent du CCIR.
85. (3) Dans l'accomplissement de ses tâches, chaque Comité consultatif international doit porter dûment attention à l'étude des questions et à l'élaboration des recommandations directement liées à la création, au développement et au perfectionnement des télécommunications dans les pays en développement, dans le cadre régional et dans le domaine international.
86. 2. Les Comités consultatifs internationaux ont pour membres :
87. a) De droit, les administrations de tous les Membres de l'Union;
88. b) Toute exploitation privée reconnue qui, avec l'approbation du Membre qui l'a reconnue, demande à participer aux travaux de ces Comités.
89. 3. Le fonctionnement de chaque Comité consultatif international est assuré par :
90. a) L'assemblée plénière;
91. b) Les commissions d'études qu'elle constitue;
92. c) Un directeur, élu par la Conférence de plénipotentiaires et nommé conformément au numéro 323.
93. 4. Il est institué une Commission mondiale du Plan ainsi que des Commissions régionales du Plan, selon des décisions conjointes des assemblées plénières des Comités consultatifs internationaux. Ces Commissions élaborent un Plan général pour le réseau international de télécommunication, afin de faciliter le développement coordonné des services internationaux de télécommunication. Elles soumettent aux Comités consultatifs internationaux des questions dont l'étude présente un intérêt particulier pour les pays en développement et qui relèvent du mandat de ces Comités.
94. 5. Les Commissions régionales du Plan peuvent associer étroitement à leurs travaux les organisations régionales qui le souhaitent.
95. 6. Les méthodes de travail des Comités consultatifs internationaux sont définies dans le Règlement général.

Article 12. COMITÉ DE COORDINATION

96. 1. Le Comité de coordination est composé du secrétaire général, du vice-secrétaire général, des directeurs des Comités consultatifs internationaux et des président et vice-président du Comité international d'enregistrement des fréquences. Il est présidé par le secrétaire général, et en son absence, par le vice-secrétaire général.
97. 2. Le Comité de coordination conseille le secrétaire général et lui fournit une aide pratique pour toutes les questions d'administration, de finances et de coopération technique intéressant plus d'un organe permanent, ainsi que dans les domaines des relations extérieures et de l'information publique. Dans l'examen de ces questions, le Comité tient pleinement compte des dispositions de la Convention, des décisions du Conseil d'administration et des intérêts de l'Union tout entière.
98. 3. Le Comité de coordination examine également les autres questions qui lui sont confiées au titre de la Convention et toutes questions qui lui sont soumises par le Conseil d'administration. Après étude de ces questions, le Comité présente au Conseil d'administration un rapport à leur sujet par l'intermédiaire du secrétaire général.

Article 13. LES FONCTIONNAIRES ÉLUS ET LE PERSONNEL DE L'UNION

99. 1. (1) Dans l'accomplissement de leurs fonctions, les fonctionnaires élus ainsi que le personnel de l'Union ne doivent solliciter ni accepter d'instructions d'aucun gouvernement, ni d'aucune autorité extérieure à l'Union. Ils doivent s'abstenir de tout acte incompatible avec leur situation de fonctionnaires internationaux.
100. (2) Chaque Membre doit respecter le caractère exclusivement international des fonctions des fonctionnaires élus et du personnel de l'Union, et ne pas chercher à les influencer dans l'exécution de leur tâche.
101. (3) En dehors de leurs fonctions, les fonctionnaires élus ainsi que le personnel de l'Union, ne doivent pas avoir de participation ni d'intérêts financiers, de quelque nature que ce soit, dans une entreprise quelconque s'occupant de télécommunication. Toutefois, l'expression « intérêts financiers » ne doit pas être interprétée comme s'opposant à la continuation de versements pour la retraite en raison d'un emploi ou de services antérieurs.
102. (4) Pour garantir un fonctionnement efficace de l'Union, tout pays Membre dont un ressortissant a été élu secrétaire général, vice-secrétaire général, membre du Comité international d'enregistrement des fréquences, ou directeur d'un Comité consultatif international doit, dans la mesure du possible, s'abstenir de le rappeler entre deux Conférences de plénipotentiaires.
103. 2. Le secrétaire général, le vice-secrétaire général et les directeurs des Comités consultatifs internationaux ainsi que les membres du Comité international d'enregistrement des fréquences doivent tous être ressortissants de pays différents, Membres de l'Union. Lors de l'élection de ces fonctionnaires, il convient de tenir dûment compte des principes exposés au numéro 104 et d'une répartition géographique équitable entre les régions du monde.

104. 3. La considération dominante dans le recrutement et la fixation des conditions d'emploi du personnel doit être la nécessité d'assurer à l'Union les services de personnes possédant les plus hautes qualités d'efficacité, de compétence et d'intégrité. L'importance d'un recrutement effectué sur une base géographique aussi large que possible doit être dûment prise en considération.

Article 14. ORGANISATION DES TRAVAUX ET CONDUITE DES DÉBATS AUX CONFÉRENCES ET AUTRES RÉUNIONS

105. 1. Pour l'organisation de leurs travaux et la conduite de leurs débats, les conférences, les assemblées plénières et réunions des Comités consultatifs internationaux appliquent le règlement intérieur compris dans le Règlement général.
106. 2. Les conférences, le Conseil d'administration, les assemblées plénières et réunions des Comités consultatifs internationaux peuvent adopter les règles qu'ils jugent indispensables en complément de celles du règlement intérieur. Toutefois, ces règles complémentaires doivent être compatibles avec les dispositions de la Convention; s'il s'agit de règles complémentaires adoptées par des assemblées plénières et des commissions d'études, elles sont publiées sous forme de résolution dans les documents des assemblées plénières.

Article 15. FINANCES DE L'UNION

107. 1. Les dépenses de l'Union comprennent les frais afférents :
108. a) Au Conseil d'administration et aux organes permanents de l'Union;
109. b) Aux Conférences de plénipotentiaires et aux conférences administratives mondiales;
110. c) A la coopération et à l'assistance techniques dont bénéficient les pays en développement.
111. 2. Les dépenses de l'Union sont couvertes par les contributions de ses Membres, déterminées en fonction du nombre d'unités correspondant à la classe de contribution choisie par chaque Membre selon le tableau suivant :
- | | |
|---------------------|--|
| Classe de 40 unités | Classe de 3 unités |
| Classe de 35 unités | Classe de 2 unités |
| Classe de 30 unités | Classe de 1 1/2 unités |
| Classe de 25 unités | Classe de 1 unité |
| Classe de 20 unités | Classe de 1/2 unité |
| Classe de 18 unités | Classe de 1/4 unité |
| Classe de 15 unités | Classe de 1/8 unité pour les pays les moins avancés tels qu'ils sont recensés par les Nations Unies et pour d'autres pays déterminés par le Conseil d'administration |
| Classe de 13 unités | |
| Classe de 10 unités | |
| Classe de 8 unités | |
| Classe de 5 unités | |
| Classe de 4 unités | |
112. 3. En plus des classes de contribution mentionnées au numéro 111, tout Membre peut choisir un nombre d'unités contributives supérieur à 40.
113. 4. Les Membres choisissent librement la classe de contribution selon laquelle ils entendent participer aux dépenses de l'Union.

114. 5. Aucune réduction de la classe de contribution choisie conformément à la Convention ne peut prendre effet pendant la durée de validité de cette Convention. Toutefois, dans les circonstances exceptionnelles, telles que des catastrophes naturelles nécessitant le lancement de programmes d'aide internationale, le Conseil d'administration peut autoriser une réduction du nombre d'unités de contribution lorsqu'un Membre en fait la demande et fournit la preuve qu'il ne peut plus maintenir sa contribution dans la classe choisie à l'origine.
115. 6. Les dépenses des conférences administratives régionales visées au numéro 50 sont supportées par tous les Membres de la région concernée, selon la classe de contribution de ces derniers et, sur la même base, par ceux des Membres d'autres régions qui ont éventuellement participé à de telles conférences.
116. 7. Les Membres payent à l'avance leur part contributive annuelle, calculée d'après le budget arrêté par le Conseil d'administration.
117. 8. Un Membre en retard dans ses paiements à l'Union perd son droit de vote défini aux numéros 10 et 11, tant que le montant de ses arriérés est égal ou supérieur au montant des contributions à payer par ce Membre pour les deux années précédentes.
118. 9. Les dispositions régissant les contributions financières des exploitations privées reconnues, des organismes scientifiques ou industriels et des organisations internationales figurent dans le Règlement général.

Article 16. LANGUES

119. 1. (1) L'Union a pour langues officielles : l'anglais, l'arabe, le chinois, l'espagnol, le français et le russe.
120. (2) L'Union a pour langues de travail : l'anglais, l'espagnol et le français.
121. (3) En cas de contestation, le texte français fait foi.
122. 2. (1) Les documents définitifs des Conférences de plénipotentiaires et des conférences administratives, leurs Actes finals, protocoles, résolutions, recommandations et vœux sont établis dans les langues officielles de l'Union, d'après des rédactions équivalentes aussi bien dans la forme que dans le fond.
123. (2) Tous les autres documents de ces conférences sont rédigés dans les langues de travail de l'Union.
124. 3. (1) Les documents officiels de service de l'Union prescrits dans les Règlements administratifs sont publiés dans les six langues officielles.
125. (2) Les propositions et contributions présentées pour examen aux conférences et réunions des Comités consultatifs internationaux et qui sont rédigées dans l'une des langues officielles sont communiquées aux Membres dans les langues de travail de l'Union.
126. (3) Tous les autres documents dont le secrétaire général doit, conformément à ses attributions, assurer la distribution générale, sont établis dans les trois langues de travail.
127. 4. (1) Lors des conférences de l'Union et des assemblées plénières des Comités consultatifs internationaux, lors des réunions des commissions

d'études inscrites au programme de travail approuvé par une assemblée plénière et celles du Conseil d'administration, un système efficace d'interprétation réciproque dans les six langues officielles doit être utilisé.

128. (2) Lors des autres réunions des Comités consultatifs internationaux, les débats ont lieu dans les langues de travail, pour autant que les Membres qui désirent une interprétation dans une langue de travail particulière indique avec un préavis d'au moins 90 jours leur intention de participer à la réunion.
129. (3) Lorsque tous les participants à une conférence ou à une réunion conviennent de cette procédure, les débats peuvent avoir lieu dans un nombre de langues inférieur à celui mentionné ci-dessus.

Article 17. CAPACITÉ JURIDIQUE DE L'UNION

130. L'Union jouit, sur le territoire de chacun de ses Membres, de la capacité juridique qui lui est nécessaire pour exercer ses fonctions et atteindre ses objectifs.

CHAPITRE II. DISPOSITIONS GÉNÉRALES RELATIVES AUX TÉLÉCOMMUNICATIONS

Article 18. DROIT DU PUBLIC À UTILISER LE SERVICE INTERNATIONAL DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

131. Les Membres reconnaissent au public le droit de correspondre au moyen du service international de correspondance publique. Les services, les taxes et les garanties sont les mêmes pour tous les usagers, dans chaque catégorie de correspondance, sans priorité ni préférence quelconque.

Article 19. ARRÊT DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

132. 1. Les Membres se réservent le droit d'arrêter la transmission de tout télégramme privé qui paraîtrait dangereux pour la sûreté de l'Etat ou contraire à ses lois, à l'ordre public ou aux bonnes mœurs, à charge d'aviser immédiatement le bureau d'origine de l'arrêt total du télégramme ou d'une partie quelconque de celui-ci, sauf dans le cas où cette notification paraîtrait dangereuse pour la sûreté de l'Etat.
133. 2. Les Membres se réservent aussi le droit d'interrompre toute autre télécommunication privée qui peut paraître dangereuse pour la sûreté de l'Etat ou contraire à ses lois, à l'ordre public ou aux bonnes mœurs.

Article 20. SUSPENSION DU SERVICE

134. Chaque Membre se réserve le droit de suspendre le service des télécommunications internationales pour une durée indéterminée, soit d'une manière générale, soit seulement pour certaines relations et/ou pour certaines natures de correspondances de départ, d'arrivée ou de transit, à charge pour lui d'en aviser immédiatement chacun des autres Membres par l'intermédiaire du secrétaire général.

Article 21. RESPONSABILITÉ

135. Les Membres n'acceptent aucune responsabilité à l'égard des usagers des services internationaux de télécommunication, notamment en ce qui concerne les réclamations tendant à obtenir des dommages et intérêts.

Article 22. SECRET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

136. 1. Les Membres s'engagent à prendre toutes les mesures possibles, compatibles avec le système de télécommunication employé, en vue d'assurer le secret des correspondances internationales.
137. 2. Toutefois, ils se réservent le droit de communiquer ces correspondances aux autorités compétentes, afin d'assurer l'application de leur législation intérieure ou l'exécution des conventions internationales auxquelles ils sont parties.

Article 23. ETABLISSEMENT, EXPLOITATION ET SAUVEGARDE DES VOIES ET DES INSTALLATIONS DE TÉLÉCOMMUNICATION

138. 1. Les Membres prennent les mesures utiles en vue d'établir, dans les meilleures conditions techniques, les voies et installations nécessaires pour assurer l'échange rapide et ininterrompu des télécommunications internationales.
139. 2. Autant que possible, ces voies et installations doivent être exploitées selon les méthodes et procédures que l'expérience pratique de l'exploitation a révélées les meilleures, entretenues en bon état d'utilisation et maintenues au niveau des progrès scientifiques et techniques.
140. 3. Les Membres assurent la sauvegarde de ces voies et installations dans les limites de leur juridiction.
141. 4. A moins d'arrangements particuliers fixant d'autres conditions, tous les Membres prennent les mesures utiles pour assurer la maintenance de celles des sections de circuits internationaux de télécommunication qui sont comprises dans les limites de leur contrôle.

Article 24. NOTIFICATION DES CONTRAVENTIONS

142. Afin de faciliter l'application des dispositions de l'article 44, les Membres s'engagent à se renseigner mutuellement au sujet des contraventions aux dispositions de la présente Convention et des Règlements administratifs y annexés.

Article 25. PRIORITÉ DES TÉLÉCOMMUNICATIONS RELATIVES À LA SÉCURITÉ DE LA VIE HUMAINE

143. Les services internationaux de télécommunication doivent accorder la priorité absolue à toutes les télécommunications relatives à la sécurité de la vie humaine en mer, sur terre, dans les airs et dans l'espace extra-atmosphérique, ainsi qu'aux télécommunications épidémiologiques d'urgence exceptionnelle de l'Organisation mondiale de la santé.

Article 26. PRIORITÉ DES TÉLÉGRAMMES D'ETAT ET DES CONVERSATIONS TÉLÉPHONIQUES D'ETAT

144. Sous réserve des dispositions des articles 25 et 36, les télégrammes d'Etat jouissent d'un droit de priorité sur les autres télégrammes, lorsque l'expéditeur en fait la demande. Les conversations téléphoniques d'Etat peuvent

également, sur demande expresse et dans la mesure du possible, bénéficier d'un droit de priorité sur les autres communications téléphoniques.

Article 27. LANGAGE SECRET

145. 1. Les télégrammes d'Etat, ainsi que les télégrammes de service, peuvent être rédigés en langage secret dans toutes les relations.
146. 2. Les télégrammes privés en langage secret peuvent être admis entre tous les pays à l'exception de ceux qui ont préalablement notifié, par l'intermédiaire du secrétaire général, qu'ils n'admettent pas ce langage pour cette catégorie de correspondance.
147. 3. Les Membres qui n'admettent pas les télégrammes privés en langage secret en provenance ou à destination de leur propre territoire, doivent les accepter en transit, sauf dans le cas de suspension de service prévu à l'article 20.

Article 28. TAXES ET FRANCHISE

148. Les dispositions relatives aux taxes des télécommunications et les divers cas dans lesquels la franchise est accordée sont fixés dans les Règlements administratifs annexés à la présente Convention.

Article 29. ETABLISSEMENT ET REDDITION DES COMPTES

149. Les règlements de comptes internationaux sont considérés comme transactions courantes et effectués en accord avec les obligations internationales courantes des pays intéressés, lorsque les gouvernements ont conclu des arrangements à ce sujet. En l'absence d'arrangements de ce genre ou d'accords particuliers, conclus dans les conditions prévues à l'article 31, ces règlements de comptes sont effectués conformément aux dispositions des Règlements administratifs.

Article 30. UNITÉ MONÉTAIRE

150. En l'absence d'arrangements particuliers conclus entre Membres, l'unité monétaire employée à la composition des taxes de répartition pour les services internationaux de télécommunication et à l'établissement des comptes internationaux est :
- Soit l'unité monétaire du Fonds monétaire international,
 - Soit le franc-or,
- comme définis dans les Règlements administratifs. Les modalités d'application sont fixées dans l'appendice 1 aux Règlements télégraphique et téléphonique.

Article 31. ARRANGEMENTS PARTICULIERS

151. Les Membres se réservent, pour eux-mêmes, pour les exploitations privées reconnues par eux et pour d'autres exploitations dûment autorisées à cet effet, la faculté de conclure des arrangements particuliers sur des questions de télécommunication qui n'intéressent pas la généralité des

Membres. Toutefois, ces arrangements ne doivent pas aller à l'encontre des dispositions de la présente Convention ou des Règlements administratifs y annexés, en ce qui concerne les brouillages préjudiciables que leur mise à exécution serait susceptible de causer aux services de radiocommunication des autres pays.

Article 32. CONFÉRENCES RÉGIONALES, ARRANGEMENTS RÉGIONAUX,
ORGANISATIONS RÉGIONALES

152. Les Membres se réservent le droit de tenir des conférences régionales, de conclure des arrangements régionaux et de créer des organisations régionales, en vue de régler des questions de télécommunication susceptibles d'être traitées sur un plan régional. Les arrangements régionaux ne doivent pas être en contradiction avec la présente Convention.

CHAPITRE III. DISPOSITIONS SPÉCIALES RELATIVES AUX RADIOCOMMUNICATIONS

Article 33. UTILISATION RATIONNELLE DU SPECTRE DES FRÉQUENCES
RADIOÉLECTRIQUES ET DE L'ORBITE DES SATELLITES GÉOSTATIONNAIRES

153. 1. Les Membres s'efforcent de limiter le nombre de fréquences et l'étendue du spectre utilisé au minimum indispensable pour assurer de manière satisfaisante le fonctionnement des services nécessaires. A cette fin, ils s'efforcent d'appliquer dans les moindres délais les derniers perfectionnements de la technique.
154. 2. Lors de l'utilisation de bandes de fréquences pour les radiocommunications spatiales, les Membres tiennent compte du fait que les fréquences et l'orbite des satellites géostationnaires sont des ressources naturelles limitées qui doivent être utilisées de manière efficace et économique, conformément aux dispositions du Règlement des radiocommunications, afin de permettre un accès équitable à cette orbite et à ces fréquences aux différents pays ou groupes de pays, compte tenu des besoins spéciaux des pays en développement et de la situation géographique de certains pays.

Article 34. INTERCOMMUNICATION

155. 1. Les stations qui assurent les radiocommunications dans le service mobile sont tenues, dans les limites de leur affectation normale, d'échanger réciproquement les radiocommunications sans distinction du système radioélectrique adopté par elles.
156. 2. Toutefois, afin de ne pas entraver les progrès scientifiques, les dispositions du numéro 155 n'empêchent pas l'emploi d'un système radioélectrique incapable de communiquer avec d'autres systèmes, pourvu que cette incapacité soit due à la nature spécifique de ce système et qu'elle ne soit pas l'effet de dispositifs adoptés uniquement en vue d'empêcher l'intercommunication.
157. 3. Nonobstant les dispositions du numéro 155, une station peut être affectée à un service international restreint de télécommunication, déterminé par le but de ce service ou par d'autres circonstances indépendantes du système employé.

Article 35. BROUILLAGES PRÉJUDICIALES

158. 1. Toutes les stations, quel que soit leur objet, doivent être établies et exploitées de manière à ne pas causer de brouillages préjudiciables aux communications ou services radioélectriques des autres Membres, des exploitations privées reconnues et des autres exploitations dûment autorisées à assurer un service de radiocommunication, et qui fonctionnent en se conformant aux dispositions du Règlement des radiocommunications.
159. 2. Chaque Membre s'engage à exiger, des exploitations privées reconnues par lui et des autres exploitations dûment autorisées à cet effet, l'observation des prescriptions du numéro 158.
160. 3. De plus, les Membres reconnaissent désirable de prendre les mesures pratiquement possibles pour empêcher que le fonctionnement des appareils et installations électriques de toutes sortes ne cause des brouillages préjudiciables aux communications ou services radioélectriques visés au numéro 158.

Article 36. APPELS ET MESSAGES DE DÉTRESSE

161. Les stations de radiocommunication sont obligées d'accepter en priorité absolue les appels et messages de détresse quelle qu'en soit la provenance, de répondre de même à ces messages et d'y donner immédiatement la suite qu'ils comportent.

Article 37. SIGNAUX DE DÉTRESSE, D'URGENCE, DE SÉCURITÉ OU D'IDENTIFICATION FAUX OU TROMPEURS

162. Les Membres s'engagent à prendre les mesures utiles pour réprimer la transmission ou la mise en circulation de signaux de détresse, d'urgence, de sécurité ou d'identification faux ou trompeurs, et à collaborer en vue de localiser et d'identifier les stations de leur propre pays qui émettent de tels signaux.

Article 38. INSTALLATIONS DES SERVICES DE DÉFENSE NATIONALE

163. 1. Les Membres conservent leur entière liberté relativement aux installations radioélectriques militaires de leurs armées et de leurs forces navales et aériennes.
164. 2. Toutefois, ces installations doivent, autant que possible, observer les dispositions réglementaires relatives aux secours à prêter en cas de détresse et aux mesures à prendre pour empêcher les brouillages préjudiciables ainsi que les prescriptions des Règlements administratifs concernant les types d'émission et les fréquences à utiliser, selon la nature du service qu'elles assurent.
165. 3. En outre, lorsque ces installations participent au service de la correspondance publique ou aux autres services régis par les Règlements administratifs annexés à la présente Convention, elles doivent se conformer, en général, aux prescriptions réglementaires applicables à ces services.

CHAPITRE IV. RELATIONS AVEC LES NATIONS UNIES ET LES
ORGANISATIONS INTERNATIONALES

Article 39. RELATIONS AVEC LES NATIONS UNIES

166. 1. Les relations entre les Nations Unies et l'Union internationale des télécommunications sont définies dans l'Accord conclu entre ces deux organisations, dont le texte figure dans l'annexe 3 à la présente Convention.
167. 2. Conformément aux dispositions de l'article XVI de l'Accord ci-dessus mentionné, les services d'exploitation des télécommunications des Nations Unies jouissent des droits et sont soumis aux obligations prévues dans cette Convention et dans les Règlements administratifs. Ils ont, en conséquence, le droit d'assister, à titre consultatif, à toutes les conférences de l'Union, y compris les réunions des Comités consultatifs internationaux.

Article 40. RELATIONS AVEC LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

168. Afin d'aider à la réalisation d'une entière coordination internationale dans le domaine des télécommunications, l'Union collabore avec les organisations internationales qui ont des intérêts et des activités connexes.

CHAPITRE V. APPLICATION DE LA CONVENTION ET DES RÈGLEMENTS

Article 41. DISPOSITIONS FONDAMENTALES ET RÈGLEMENT GÉNÉRAL

169. En cas de divergence entre une disposition de la première partie de la Convention (Dispositions fondamentales, numéros 1 à 194) et une disposition de la seconde partie (Règlement général, numéros 201 à 643), la première prévaut.

Article 42. RÈGLEMENTS ADMINISTRATIFS

170. 1. Les dispositions de la Convention sont complétées par les Règlements administratifs, qui régissent l'utilisation des télécommunications et lient tous les Membres.
171. 2. La ratification de la présente Convention conformément à l'article 45 ou l'adhésion à la présente Convention conformément à l'article 46, implique l'acceptation des Règlements administratifs en vigueur au moment de cette ratification ou de cette adhésion.
172. 3. Les Membres doivent informer le secrétaire général de leur approbation de toute révision de ces Règlements par des conférences administratives compétentes. Le secrétaire général notifie ces approbations aux Membres au fur et à mesure qu'il les reçoit.
173. 4. En cas de divergence entre une disposition de la Convention et une disposition d'un Règlement administratif, la Convention prévaut.

Article 43. VALIDITÉ DES RÈGLEMENTS ADMINISTRATIFS EN VIGUEUR

174. Les Règlements administratifs visés au numéro 170 sont ceux en vigueur au moment de la signature de la présente Convention. Ils sont considérés comme annexés à la présente Convention et demeurent valables, sous réserve des révisions partielles qui peuvent être adoptées aux termes du numéro 53,

jusqu'au moment de l'entrée en vigueur des nouveaux Règlements élaborés par les conférences administratives mondiales compétentes et destinés à les remplacer en tant qu'annexes à la présente Convention.

Article 44. EXÉCUTION DE LA CONVENTION ET DES RÈGLEMENTS

175. 1. Les Membres sont tenus de se conformer aux dispositions de la présente Convention et des Règlements administratifs y annexés dans tous les bureaux et dans toutes les stations de télécommunication établis ou exploités par eux et qui assurent des services internationaux ou qui peuvent provoquer des brouillages préjudiciables aux services de radiocommunication d'autres pays, sauf en ce qui concerne les services qui échappent à ces obligations en vertu des dispositions de l'article 38.
176. 2. Ils doivent en outre prendre les mesures nécessaires pour imposer l'observation des dispositions de la présente Convention et des Règlements administratifs aux exploitations autorisées par eux à établir et à exploiter des télécommunications et qui assurent des services internationaux ou exploitent des stations pouvant causer des brouillages préjudiciables aux services de radiocommunication d'autres pays.

Article 45. RATIFICATION DE LA CONVENTION

177. 1. La présente Convention sera ratifiée par chacun des gouvernements signataires selon les règles constitutionnelles en vigueur dans les pays respectifs. Les instruments de ratification seront adressés, dans le plus bref délai possible, par la voie diplomatique et par l'entremise du gouvernement du pays où se trouve le siège de l'Union, au secrétaire général qui les notifie aux Membres.
178. 2. (1) Pendant une période de deux ans à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente Convention, tout gouvernement signataire jouit des droits conférés aux Membres de l'Union aux numéros 8 à 11, même s'il n'a pas déposé d'instrument de ratification aux termes du numéro 177.
179. (2) A l'expiration d'une période de deux ans à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente Convention, un gouvernement signataire qui n'a pas déposé d'instrument de ratification aux termes du numéro 177 n'a plus qualité pour voter à aucune conférence de l'Union, à aucune session du Conseil d'administration, à aucune réunion des organes permanents de l'Union, ni lors d'aucune consultation par correspondance effectuée en conformité avec les dispositions de la Convention, et cela tant que l'instrument de ratification n'a pas été déposé. Les droits de ce gouvernement, autres que les droits de vote, ne sont pas affectés.
180. 3. Après l'entrée en vigueur de la présente Convention conformément à l'article 52, chaque instrument de ratification prend effet à la date de dépôt auprès du secrétaire général.
181. 4. Dans le cas où l'un ou plusieurs des gouvernements signataires ne ratifieraient pas la Convention, celle-ci n'en serait pas moins valable pour les gouvernements qui l'auraient ratifiée.

Article 46. ADHÉSION À LA CONVENTION

182. 1. Le gouvernement d'un pays qui n'a pas signé la présente Convention peut y adhérer en tout temps sous réserve des dispositions de l'article 1.

183. 2. L'instrument d'adhésion est adressé au secrétaire général par la voie diplomatique et par l'entremise du gouvernement du pays où se trouve le siège de l'Union. Il prend effet à la date de son dépôt, à moins qu'il n'en soit stipulé autrement. Le secrétaire général notifie l'adhésion aux Membres et transmet à chacun d'eux une copie authentique de l'Acte.

Article 47. DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

184. 1. Tout Membre qui a ratifié la présente Convention ou qui y a adhéré a le droit de la dénoncer par une notification adressée au secrétaire général par la voie diplomatique et par l'entremise du gouvernement du pays où se trouve le siège de l'Union. Le secrétaire général en avise les autres Membres.
185. 2. Cette dénonciation produit son effet à l'expiration d'une période d'une année à partir du jour où le secrétaire général a reçu la notification.

Article 48. ABROGATION DE LA CONVENTION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS DE MALAGA-TORREMOLINOS (1973)¹

186. La présente Convention abroge et remplace la Convention internationale des télécommunications de Malaga-Torremolinos (1973) dans les relations entre les gouvernements contractants.

Article 49. RELATIONS AVEC DES ETATS NON CONTRACTANTS

187. Tous les Membres se réservent, pour eux-mêmes et pour les exploitations privées reconnues, la faculté de fixer les conditions dans lesquelles ils admettent les télécommunications échangées avec un Etat qui n'est pas partie à la présente Convention. Si une télécommunication originaire d'un Etat non contractant est acceptée par un Membre, elle doit être transmise et, pour autant qu'elle emprunte les voies de télécommunication d'un Membre, les dispositions obligatoires de la Convention et des Règlements administratifs ainsi que les taxes normales lui sont appliquées.

Article 50. RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

188. 1. Les Membres peuvent régler leurs différends sur les questions relatives à l'interprétation ou à l'application de la présente Convention ou des Règlements prévus à l'article 42 par la voie diplomatique, ou suivant les procédures établies par les traités bilatéraux ou multilatéraux conclus entre eux pour le règlement des différends internationaux, ou par toute autre méthode dont ils pourraient décider d'un commun accord.
189. 2. Au cas où aucun de ces moyens de règlement ne serait adopté, tout Membre, partie dans un différend, peut avoir recours à l'arbitrage, conformément à la procédure définie au Règlement général ou au Protocole additionnel facultatif, selon le cas.

CHAPITRE VI. DÉFINITIONS

Article 51. DÉFINITIONS

190. Dans la présente Convention, à moins de contradiction avec le contexte :

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1209, p. 33 (textes authentiques chinois et anglais), et vol. 1210, p. 3 (textes authentiques français, russe et espagnol).

191. a) Les termes qui sont définis dans l'annexe 2 à la présente Convention ont le sens qui leur est assigné dans cette annexe;
192. b) Les autres termes définis dans les Règlements visés à l'article 42 ont le sens qui leur est assigné dans ces Règlements.

CHAPITRE VII. DISPOSITION FINALE

Article 52. MISE EN VIGUEUR ET ENREGISTREMENT DE LA CONVENTION

193. La présente Convention entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1984 entre les Membres dont les instruments de ratification ou d'adhésion auront été déposés avant cette date.
194. Conformément aux dispositions de l'article 102 de la Charte des Nations Unies, le secrétaire général de l'Union enregistrera la présente Convention auprès du Secrétariat des Nations Unies.

SECONDE PARTIE. RÈGLEMENT GÉNÉRAL

CHAPITRE VIII. FONCTIONNEMENT DE L'UNION

Article 53. CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES

201. 1. (1) La Conférence de plénipotentiaires se réunit conformément aux dispositions du numéro 34.
202. (2) Si cela est pratiquement possible, la date et le lieu d'une Conférence de plénipotentiaires sont fixés par la Conférence de plénipotentiaires précédente; dans le cas contraire, cette date et ce lieu sont déterminés par le Conseil d'administration avec l'accord de la majorité des Membres de l'Union.
203. 2. (1) La date et le lieu de la prochaine Conférence de plénipotentiaires, ou l'un des deux seulement, peuvent être changés :
204. a) A la demande d'au moins un quart des Membres de l'Union, adressée individuellement au secrétaire général;
205. b) Sur proposition du Conseil d'administration.
206. (2) Dans les deux cas, une nouvelle date et un nouveau lieu, ou l'un des deux seulement, sont fixés avec l'accord de la majorité des Membres de l'Union.

Article 54. CONFÉRENCES ADMINISTRATIVES

207. 1. (1) L'ordre du jour d'une conférence administrative est fixé par le Conseil d'administration, avec l'accord de la majorité des Membres de l'Union s'il s'agit d'une conférence administrative mondiale, ou de la majorité des Membres de la région considérée s'il s'agit d'une conférence administrative régionale, sous réserve des dispositions du numéro 229.
208. (2) Le cas échéant, cet ordre du jour comprend toute question dont l'inclusion a été décidée par une Conférence de plénipotentiaires.
209. (3) Une conférence administrative mondiale traitant de radiocommunication peut également porter à son ordre du jour des directives à donner au Comité international d'enregistrement des fréquences touchant ses activités

et l'examen de celles-ci. Une conférence administrative mondiale peut inclure dans ses décisions des instructions ou des demandes, selon le cas, aux organes permanents.

210. 2. (1) Une conférence administrative mondiale est convoquée :
211. a) Sur décision d'une Conférence de plénipotentiaires, qui peut fixer la date et le lieu de sa réunion;
212. b) Sur recommandation d'une conférence administrative mondiale précédente, sous réserve d'approbation par le Conseil d'administration;
213. c) A la demande d'au moins un quart des Membres de l'Union, adressée individuellement au secrétaire général;
214. d) Sur proposition du Conseil d'administration.
215. (2) Dans les cas visés aux numéros 212, 213, 214 et éventuellement 211, la date et le lieu de la conférence sont fixés par le Conseil d'administration avec l'accord de la majorité des Membres de l'Union, sous réserve des dispositions du numéro 229.
216. 3. (1) Une conférence administrative régionale est convoquée :
217. a) Sur décision d'une Conférence de plénipotentiaires;
218. b) Sur recommandation d'une conférence administrative mondiale ou régionale précédente, sous réserve d'approbation par le Conseil d'administration;
219. c) A la demande d'au moins un quart des Membres de l'Union appartenant à la région intéressée, adressée individuellement au secrétaire général;
220. d) Sur proposition du Conseil d'administration.
221. (2) Dans les cas visés aux numéros 218, 219, 220 et éventuellement 217, la date et le lieu de la conférence sont fixés par le Conseil d'administration avec l'accord de la majorité des Membres de l'Union appartenant à la région considérée, sous réserve des dispositions du numéro 229.
222. 4. (1) L'ordre du jour, la date et le lieu d'une conférence administrative peuvent être changés :
223. a) A la demande d'au moins un quart des Membres de l'Union s'il s'agit d'une conférence administrative mondiale, ou d'un quart des Membres de l'Union appartenant à la région considérée s'il s'agit d'une conférence administrative régionale. Les demandes sont adressées individuellement au secrétaire général qui en saisit le Conseil d'administration aux fins d'approbation;
224. b) Sur proposition du Conseil d'administration.
225. (2) Dans les cas visés aux numéros 223 et 224, les modifications proposées ne sont définitivement adoptées qu'avec l'accord de la majorité des Membres de l'Union s'il s'agit d'une conférence administrative mondiale, ou de la majorité des Membres de l'Union appartenant à la région considérée s'il s'agit d'une conférence administrative régionale, sous réserve des dispositions du numéro 229.
226. 5. (1) Une Conférence de plénipotentiaires ou le Conseil d'administration peuvent juger utile de faire précéder la session principale d'une conférence administrative d'une session préparatoire chargée d'établir et de soumettre un rapport sur les bases techniques des travaux de la conférence.

227. (2) La convocation de cette session préparatoire et son ordre du jour doivent être approuvés par la majorité des Membres de l'Union s'il s'agit d'une conférence administrative mondiale, ou par la majorité des Membres de l'Union appartenant à la région intéressée s'il s'agit d'une conférence administrative régionale, sous réserve des dispositions du numéro 229.
228. (3) A moins que la réunion préparatoire d'une conférence administrative n'en décide autrement, les textes qu'elle a finalement approuvés sont rassemblés sous la forme d'un rapport qui est approuvé par cette réunion et signé par son président.
229. 6. Dans les consultations visées aux numéros 207, 215, 221, 225 et 227, les Membres de l'Union qui n'ont pas répondu dans le délai fixé par le Conseil d'administration sont considérés comme n'ayant pas participé à ces consultations et en conséquence ne sont pas pris en considération dans le calcul de la majorité. Si le nombre des réponses reçues ne dépasse pas la moitié du nombre des Membres de l'Union consultés, on procède à une nouvelle consultation dont le résultat sera déterminant quel que soit le nombre de suffrages exprimés.
230. 7. S'il y est invité par une Conférence de plénipotentiaires, par le Conseil d'administration ou par une conférence administrative précédente chargée d'établir les bases techniques à l'intention d'une conférence administrative ultérieure, et sous réserve que les dispositions budgétaires nécessaires soient prises par le Conseil d'administration, le CCIR peut convoquer une réunion préparatoire à la conférence, qui se tient préalablement à ladite conférence administrative. Le directeur du CCIR soumet le rapport de cette réunion préparatoire, par l'intermédiaire du secrétaire général, comme contribution aux travaux de la conférence administrative.

Article 55. CONSEIL D'ADMINISTRATION

231. 1. (1) Le Conseil d'administration est composé de Membres de l'Union élus par la Conférence de plénipotentiaires.
232. (2) Si, entre deux Conférences de plénipotentiaires, une vacance se produit au sein du Conseil d'administration, le siège revient de droit au Membre de l'Union qui a obtenu, lors du dernier scrutin, le plus grand nombre de suffrages parmi les Membres qui font partie de la même région et dont la candidature n'a pas été retenue.
233. (3) Un siège au Conseil est considéré comme vacant :
234. a) Lorsqu'un Membre du Conseil ne s'est pas fait représenter à deux sessions annuelles consécutives du Conseil;
235. b) Lorsqu'un Membre de l'Union se démet de ses fonctions de Membre du Conseil.
236. 2. Dans la mesure du possible, la personne désignée par un Membre du Conseil d'administration pour siéger au Conseil est un fonctionnaire de son administration des télécommunications ou est directement responsable devant cette administration ou en son nom; cette personne doit être qualifiée en raison de son expérience des services de télécommunication.
237. 3. Au début de chaque session annuelle, le Conseil d'administration élit, parmi les représentants de ses Membres et en tenant compte du principe du roulement entre les régions, ses propres président et vice-président. Ceux-

ci restent en fonction jusqu'à l'ouverture de la session annuelle suivante et ne sont pas rééligibles. Le vice-président remplace le président en l'absence de ce dernier.

238. 4. (1) Le Conseil d'administration se réunit en session annuelle au siège de l'Union.
239. (2) Au cours de cette session, il peut décider de tenir exceptionnellement une session supplémentaire.
240. (3) Dans l'intervalle des sessions ordinaires, il peut être convoqué, en principe au siège de l'Union, par son président, à la demande de la majorité de ses Membres, ou à l'initiative de son président dans les conditions prévues au numéro 267.
241. 5. Le secrétaire général et le vice-secrétaire général, le président et le vice-président du Comité international d'enregistrement des fréquences et les directeurs des Comités consultatifs internationaux participent de plein droit aux délibérations du Conseil d'administration, mais sans prendre part aux votes. Toutefois, le Conseil peut tenir des séances réservées à ses seuls membres.
242. 6. Le secrétaire général assume les fonctions de secrétaire du Conseil d'administration.
243. 7. Le Conseil d'administration ne prend de décision que lorsqu'il est en session. A titre exceptionnel, le Conseil réuni en session peut décider qu'une question particulière sera réglée par correspondance.
244. 8. Le représentant de chacun des Membres du Conseil d'administration a le droit d'assister en qualité d'observateur à toutes les réunions des organes permanents de l'Union désignés aux numéros 31, 32 et 33.
245. 9. Seuls les frais de voyage, de subsistance et d'assurances engagés par le représentant de chacun des Membres du Conseil d'administration pour exercer ses fonctions aux sessions du Conseil sont à la charge de l'Union.
246. 10. Pour l'exécution des attributions qui lui sont dévolues par la Convention, le Conseil d'administration, en particulier :
247. a) Est chargé, dans l'intervalle qui sépare les Conférences de plénipotentiaires, d'assurer la coordination avec toutes les organisations internationales visées aux articles 39 et 40. A cet effet, il conclut au nom de l'Union des accords provisoires avec les organisations internationales visées à l'article 40 et avec les Nations Unies en application de l'Accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union internationale des télécommunications; ces accords provisoires doivent être soumis à la Conférence de plénipotentiaires suivante conformément aux dispositions du numéro 46;
248. b) Statue sur la mise en œuvre des décisions relatives aux futures conférences ou réunions ayant des répercussions financières, qui sont prises ou présentées par les conférences administratives ou les assemblées plénières des Comités consultatifs internationaux. Ce faisant, le Conseil d'administration tient compte de l'article 80;
249. c) Décide de l'adoption des propositions de changements structurels des organes permanents de l'Union, qui lui sont soumises par le secrétaire général;

250. *d)* Examine et arrête les plans pluri-annuels relatifs aux postes de travail et au personnel de l'Union;
251. *e)* Arrête l'effectif et la classification du personnel du Secrétariat général et des secrétariats spécialisés des organes permanents de l'Union, en tenant compte des directives générales données par la Conférence de plénipotentiaires et, en prenant en considération le numéro 104, approuve une liste d'emplois des catégories professionnelle et supérieure qui, compte tenu des progrès constants accomplis dans les techniques et l'exploitation des télécommunications, seront pourvus par les titulaires de contrats de durée déterminée avec possibilité de prolongation, en vue d'employer les spécialistes les plus compétents dont les candidatures sont présentées par l'entremise des Membres de l'Union; cette liste sera proposée par le secrétaire général en consultation avec le Comité de coordination et sera soumise régulièrement à réexamen;
252. *f)* Etablit tous les règlements qu'il juge nécessaires aux activités administratives et financières de l'Union, ainsi que les règlements administratifs destinés à tenir compte de la pratique courante de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées qui appliquent le régime commun des traitements, indemnités et pensions;
253. *g)* Contrôle le fonctionnement administratif de l'Union et arrête des mesures appropriées visant la rationalisation efficace de ce fonctionnement;
254. *h)* Examine et arrête le budget annuel de l'Union et le budget prévisionnel pour l'année suivante, compte tenu des limites fixées pour les dépenses par la Conférence de plénipotentiaires, en réalisant toutes les économies possibles, mais en gardant à l'esprit l'obligation faite à l'Union d'obtenir des résultats satisfaisants aussi rapidement que possible par l'intermédiaire des conférences et des programmes de travail des organes permanents; ce faisant, le Conseil tient compte des vues du Comité de coordination concernant les plans de travail mentionnés au numéro 302, telles qu'elles lui sont communiquées par le secrétaire général, et des résultats de toutes analyses de coûts mentionnées aux numéros 301 et 304;
255. *i)* Prend tous arrangements nécessaires en vue de la vérification annuelle des comptes de l'Union établis par le secrétaire général et approuve ces comptes, s'il y a lieu, pour les soumettre à la Conférence de plénipotentiaires suivante;
256. *j)* Ajuste, s'il est nécessaire :
257. 1. Les échelles de base des traitements du personnel de la catégorie professionnelle et des catégories supérieures, à l'exclusion des traitements des postes auxquels il est pourvu par voie d'élection, afin de les adapter aux échelles de base des traitements fixées par les Nations Unies pour les catégories correspondantes du régime commun;
258. 2. Les échelles de base des traitements du personnel de la catégorie des services généraux, afin de les adapter aux salaires appliqués par les Nations Unies et les institutions spécialisées au siège de l'Union;
259. 3. Les indemnités de poste de la catégorie professionnelle et des catégories supérieures, y compris celles des postes auxquels il est pourvu par voie d'élection, conformément aux décisions des Nations Unies valables pour le siège de l'Union;

260. 4. Les indemnités dont bénéficie tout le personnel de l'Union, en harmonie avec toutes les modifications adoptées dans le régime commun des Nations Unies;
261. 5. Les contributions de l'Union et du personnel à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, conformément aux décisions du Comité mixte de cette Caisse;
262. 6. Les indemnités de cherté de vie accordées aux bénéficiaires de la Caisse d'assurance du personnel de l'Union selon la pratique suivie par les Nations Unies;
263. *k)* Prend les dispositions nécessaires pour la convocation des Conférences de plénipotentiaires et des conférences administratives de l'Union conformément aux articles 53 et 54;
264. *l)* Soumet à la Conférence de plénipotentiaires les avis qu'il juge utiles;
265. *m)* Examine et coordonne les programmes de travail ainsi que leur progrès, de même que les arrangements de travail des organes permanents de l'Union, y compris les calendriers des réunions et prend en particulier les mesures qu'il estime appropriées concernant la réduction du nombre et de la durée des conférences et réunions ainsi que la diminution des dépenses prévues pour les conférences et réunions;
266. *n)* Fournit aux organes permanents de l'Union, avec l'accord de la majorité des Membres de l'Union s'il s'agit d'une conférence administrative mondiale, ou par la majorité des Membres de l'Union appartenant à la région intéressée s'il s'agit d'une conférence administrative régionale, des directives appropriées en ce qui concerne leur assistance technique et autre à la préparation et à l'organisation des conférences administratives;
267. *o)* Procède à la désignation d'un titulaire au poste devenu vacant de secrétaire général ou de vice-secrétaire général, sous réserve des dispositions énoncées au numéro 103, dans la situation visée au numéro 69 ou 70 et cela au cours d'une de ses sessions ordinaires si la vacance s'est produite dans les 90 jours qui précèdent cette session, ou bien au cours d'une session convoquée par son président dans les périodes prévues au numéro 69 ou 70;
268. *p)* Procède à la désignation d'un titulaire au poste devenu vacant de directeur d'un Comité consultatif international à la première session régulière tenue après la date où la vacance s'est produite. Un directeur ainsi nommé reste en fonctions jusqu'à la date fixée par la Conférence de plénipotentiaires suivante comme le stipule le numéro 323, il peut être élu à ce poste lors de la Conférence de plénipotentiaires suivante;
269. *q)* Procède à la désignation d'un titulaire au poste devenu vacant de membre du Comité international d'enregistrement des fréquences selon la procédure prévue au numéro 315;
270. *r)* Remplit les autres fonctions prévues dans la Convention et, dans le cadre de celle-ci et des Règlements administratifs, toutes les fonctions jugées nécessaires à la bonne administration de l'Union ou de ses organes permanents pris individuellement;
271. *s)* Prend les dispositions nécessaires, après accord de la majorité des Membres de l'Union, pour résoudre à titre provisoire les cas non prévus

- dans la Convention, les Règlements administratifs et leurs annexes, pour la solution desquels il n'est plus possible d'attendre la prochaine conférence compétente;
272. *t*) Soumet un rapport sur les activités de tous les organes de l'Union depuis la dernière Conférence de plénipotentiaires;
273. *u*) Envoie aux Membres de l'Union le plus tôt possible après chacune de ses sessions, des comptes rendus succincts de ses travaux, ainsi que tous documents qu'il juge utiles;
274. *v*) Prend les décisions nécessaires pour assurer la répartition géographique équitable du personnel de l'Union et contrôle l'exécution de ces décisions.

Article 56. SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

275. 1. Le secrétaire général :
276. *a*) Coordonne les activités des différents organes permanents de l'Union en tenant compte des vues du Comité de coordination dont il est question au numéro 96, afin d'assurer une utilisation aussi efficace et économique que possible du personnel, des fonds et des autres ressources de l'Union;
277. *b*) Organise le travail du Secrétariat général et nomme le personnel de ce Secrétariat, en se conformant aux directives données par la Conférence de plénipotentiaires et aux règlements établis par le Conseil d'administration;
278. *c*) Prend les mesures administratives relatives à la constitution des secrétariats spécialisés des organes permanents et nomme le personnel de ces secrétariats sur la base du choix et des propositions du chef de chaque organe permanent, la décision finale de nomination ou de licenciement appartenant cependant au secrétaire général;
279. *d*) Porte à la connaissance du Conseil d'administration toute décision, prise par les Nations Unies et les institutions spécialisées, qui affecte les conditions de service, d'indemnités et de pensions du régime commun;
280. *e*) Veille à l'application des règlements administratifs et financiers approuvés par le Conseil d'administration;
281. *f*) Fournit des avis juridiques aux organes de l'Union;
282. *g*) Supervise, pour les besoins de la gestion administrative, le personnel du siège de l'Union, afin d'assurer une utilisation aussi efficace que possible de ce personnel et de lui appliquer les conditions d'emploi du régime commun. Le personnel désigné pour assister directement les directeurs des Comités consultatifs internationaux et le Comité international d'enregistrement des fréquences travaille sous les ordres directs des hauts fonctionnaires intéressés, mais conformément aux directives administratives générales du Conseil d'administration et du secrétaire général;
283. *h*) Dans l'intérêt général de l'Union et en consultation avec le président du Comité international d'enregistrement des fréquences ou avec le directeur du Comité consultatif en cause, affecte temporairement des fonctionnaires à d'autres emplois en fonction des fluctuations du travail

- au siège de l'Union. Le secrétaire général signale au Conseil d'administration ces affectations temporaires et leurs conséquences financières;
284. *i)* Assure le travail de secrétariat qui précède et qui suit les conférences de l'Union;
285. *j)* Prépare des recommandations pour la première réunion des chefs de délégation mentionnée au numéro 450, en tenant compte des résultats des consultations régionales éventuelles;
286. *k)* Assure, s'il y a lieu en coopération avec le gouvernement invitant, le secrétariat des conférences de l'Union et, en collaboration avec le chef de l'organe permanent intéressé, fournit les services nécessaires à la tenue des réunions de chaque organe permanent de l'Union, en recourant, dans la mesure où il l'estime nécessaire, au personnel de l'Union, conformément au numéro 283. Le secrétaire général peut aussi, sur demande et sur la base d'un contrat, assurer le secrétariat de toute autre réunion relative aux télécommunications;
287. *l)* Tient à jour les nomenclatures officielles établies d'après les renseignements fournis à cet effet par les organes permanents de l'Union ou par les administrations, à l'exception des fichiers de référence et de tous autres dossiers indispensables qui peuvent avoir trait aux fonctions du Comité international d'enregistrement des fréquences;
288. *m)* Publie les principaux rapports des organes permanents de l'Union ainsi que les avis et les instructions d'exploitation à utiliser dans les services internationaux de télécommunication qui découlent de ces avis;
289. *n)* Publie les accords internationaux et régionaux concernant les télécommunications qui lui sont communiqués par les parties, et tient à jour les documents qui s'y rapportent;
290. *o)* Publie les normes techniques du Comité international d'enregistrement des fréquences, ainsi que toute autre donnée concernant l'assignation et l'utilisation des fréquences et des positions de satellites sur l'orbite des satellites géostationnaires, telle qu'elle a été élaborée par le Comité dans l'exercice de ses fonctions;
291. *p)* Etablit, publie et tient à jour en recourant, le cas échéant, aux autres organes permanents de l'Union :
292. 1. Une documentation indiquant la composition et la structure de l'Union;
293. 2. Les statistiques générales et les documents officiels de service de l'Union prescrits dans les Règlements administratifs;
294. 3. Tous autres documents dont l'établissement est prescrit par les conférences et par le Conseil d'administration;
295. *q)* Rassemble et publie, sous forme appropriée, les renseignements nationaux et internationaux concernant les télécommunications dans le monde entier;
296. *r)* Recueille et publie, en collaboration avec les autres organes permanents de l'Union, les informations de caractère technique ou administratif qui pourraient être particulièrement utiles pour les pays en développement afin de les aider à améliorer leurs réseaux de télécommunication. L'attention de ces pays est également attirée sur les possibilités offertes par les programmes internationaux placés sous les auspices des Nations Unies;

297. *s)* Rassemble et publie tous les renseignements susceptibles d'être utiles aux Membres, concernant la mise en œuvre de moyens techniques destinés à obtenir le meilleur rendement des services de télécommunication et, notamment, le meilleur emploi possible des fréquences radioélectriques en vue de diminuer les brouillages;
298. *t)* Publie périodiquement, à l'aide des renseignements réunis ou mis à sa disposition, y compris ceux qu'il peut recueillir auprès d'autres organisations internationales, un journal d'information et de documentation générales sur les télécommunications;
299. *u)* Détermine, en consultation avec le directeur du Comité consultatif international intéressé ou, suivant le cas, avec le président du Comité international d'enregistrement des fréquences, la forme et la présentation de toutes les publications de l'Union, en tenant compte de leur nature et de leur contenu ainsi que du mode de publication le mieux approprié et le plus économique;
300. *v)* Prend les mesures nécessaires pour que les documents publiés soient distribués en temps opportun;
301. *w)* Après consultation avec le Comité de coordination et après avoir réalisé toutes les économies possibles, prépare et soumet au Conseil d'administration un projet de budget annuel et un budget prévisionnel pour l'année suivante, couvrant les dépenses de l'Union dans les limites fixées par la Conférence de plénipotentiaires et comprenant deux versions. Une version correspondra à une croissance zéro pour l'unité de contribution, l'autre à une croissance inférieure ou égale à toute limite fixée par le Protocole additionnel I après prélèvement éventuel sur le compte de provision. Le projet de budget et l'annexe contenant une analyse des coûts, après approbation par le Conseil, sont transmis à titre d'information à tous les Membres de l'Union;
302. *x)* Après consultation avec le Comité de coordination et compte tenu des vues de celui-ci, prépare et soumet au Conseil d'administration des plans de travail pour l'avenir portant sur les principales activités exercées au siège de l'Union conformément aux directives du Conseil d'administration;
303. *y)* Prépare et soumet au Conseil d'administration des plans pluri-annuels de reclassement de postes de travail, de recrutement et de suppression d'emplois;
304. *z)* En tenant compte de l'opinion du Comité de coordination, prépare et soumet au Conseil d'administration des analyses de coûts des principales activités exercées au siège de l'Union lors de l'année précédant la session, en tenant compte surtout des effets de rationalisation obtenus;
305. *aa)* Avec l'aide du Comité de coordination, établit un rapport de gestion financière soumis chaque année au Conseil d'administration et un compte récapitulatif à la veille de chaque Conférence de plénipotentiaires; ces documents, après vérification et approbation par le Conseil d'administration, sont communiqués aux Membres et soumis à la Conférence de plénipotentiaires suivante aux fins d'examen et d'approbation définitive;
306. *ab)* Avec l'aide du Comité de coordination, établit un rapport annuel sur l'activité de l'Union transmis, après approbation du Conseil d'administration, à tous les Membres;

307. *ac)* Assure toutes les autres fonctions de secrétariat de l'Union;
308. *ad)* Accomplit toute autre fonction qui lui confie le Conseil d'administration.
309. 2. Il convient que le secrétaire général ou le vice-secrétaire général assiste, à titre consultatif, aux Conférences de plénipotentiaires et aux conférences administratives de l'Union ainsi qu'aux assemblées plénières des Comités consultatifs internationaux; leur participation aux séances du Conseil d'administration est régie par les dispositions des numéros 241 et 242; le secrétaire général ou son représentant peut participer, à titre consultatif, à toutes les autres réunions de l'Union.

Article 57. COMITÉ INTERNATIONAL D'ENREGISTREMENT DES FRÉQUENCES

310. 1. (1) Les membres du Comité international d'enregistrement des fréquences doivent être pleinement qualifiés par leur compétence technique dans le domaine des radiocommunications et posséder une expérience pratique en matière d'assignation et d'utilisation des fréquences.
311. (2) En outre, pour permettre une meilleure compréhension des problèmes qui viennent devant le Comité en vertu du numéro 79, chaque membre doit être au courant des conditions géographiques, économiques et démographiques d'une région particulière du globe.
312. 2. (1) La procédure d'élection est établie par la Conférence de plénipotentiaires de la façon spécifiée au numéro 73.
313. (2) A chaque élection, tout membre du Comité en fonctions peut être proposé à nouveau comme candidat par le pays dont il est ressortissant.
314. (3) Les membres du Comité prennent leur service à la date fixée par la Conférence de plénipotentiaires qui les a élus. Ils restent normalement en fonctions jusqu'à la date fixée par la conférence qui élit leurs successeurs.
315. (4) Si, dans l'intervalle qui sépare deux Conférences de plénipotentiaires chargées d'élire les membres du Comité, un membre élu du Comité démissionne, abandonne ses fonctions ou décède, le président du Comité demande au secrétaire général d'inviter les Membres de l'Union qui font partie de la région intéressée à proposer des candidats pour l'élection d'un remplaçant par le Conseil d'administration lors de sa session annuelle suivante. Cependant, si la vacance se produit plus de 90 jours avant la session du Conseil d'administration ou après la session annuelle du Conseil d'administration qui précède la prochaine Conférence de plénipotentiaires, le pays dont ce membre était ressortissant désigne, aussitôt que possible et dans les 90 jours, un remplaçant également ressortissant de ce pays, qui restera en fonction jusqu'à l'entrée en fonctions du nouveau membre élu par le Conseil d'administration ou jusqu'à l'entrée en fonctions des nouveaux membres du Comité élus par la prochaine Conférence de plénipotentiaires. Dans les deux cas, les dépenses qu'entraîne le voyage du remplaçant sont à la charge de son administration. Le remplaçant pourra être présenté comme candidat à l'élection par le Conseil d'administration ou par la Conférence de plénipotentiaires, selon le cas.
316. 3. (1) Les méthodes de travail du Comité sont définies dans le Règlement des radiocommunications.
317. (2) Les membres du Comité élisent parmi eux un président et un vice-président, lesquels remplissent leurs fonctions pendant une durée d'une

année. Par la suite, le vice-président succède chaque année au président, et un nouveau vice-président est élu.

318. (3) Le Comité dispose d'un secrétariat spécialisé.

319. 4. Aucun membre du Comité ne doit, relativement à l'exercice de ses fonctions, demander ni recevoir d'instructions d'aucun gouvernement, ni d'aucun membre d'un gouvernement quelconque, ni d'aucune organisation ou personne publique ou privée. De plus, chaque membre doit respecter le caractère international du Comité et des fonctions de ses membres et il ne doit en aucun cas essayer d'influencer l'un quelconque d'entre eux dans l'exercice de ses fonctions.

Article 58. COMITÉS CONSULTATIFS INTERNATIONAUX

320. 1. Le fonctionnement de chaque Comité consultatif international est assuré par :

321. a) L'Assemblée plénière, réunie de préférence tous les quatre ans. Lorsqu'une conférence administrative mondiale correspondante a été convoquée, la réunion de l'Assemblée plénière se tient, si possible, au moins huit mois avant cette conférence;

322. b) Les commissions d'études constituées par l'Assemblée plénière pour traiter les questions à examiner;

323. c) Un directeur élu par la Conférence de plénipotentiaires pour la période séparant deux Conférences de plénipotentiaires. Il est rééligible à la Conférence de plénipotentiaires suivante. Si le poste se trouve inopinément vacant, le Conseil d'administration, lors de sa session annuelle suivante, désigne le nouveau directeur conformément aux dispositions du numéro 268;

324. d) Un secrétariat spécialisé qui assiste le directeur;

325. e) Des laboratoires ou installations techniques créés par l'Union.

326. 2. (1) Les questions étudiées par chaque Comité consultatif international, et sur lesquelles il est chargé d'émettre des recommandations, lui sont posées par la Conférence de plénipotentiaires, par une conférence administrative, par le Conseil d'administration, par l'autre Comité consultatif ou par le Comité international d'enregistrement des fréquences. Ces questions viennent s'ajouter à celles que l'Assemblée plénière du Comité consultatif intéressé lui-même a décidé de retenir, ou, dans l'intervalle des Assemblées plénières, à celles dont l'inscription a été demandée ou approuvée par correspondance par vingt Membres de l'Union au moins.

327. (2) Sur demande des pays intéressés, chaque Comité consultatif international peut également faire des études et donner des conseils sur des questions relatives aux télécommunications nationales de ces pays. L'étude de ces questions doit être effectuée conformément aux dispositions du numéro 326; dans les cas où cette étude implique la comparaison de plusieurs solutions techniques possibles, des facteurs économiques peuvent être pris en considération.

Article 59. COMITÉ DE COORDINATION

328. 1. (1) Le Comité de coordination assiste et conseille le secrétaire général sur toutes les questions mentionnées au numéro 97; il assiste le secré-

taire général dans l'accomplissement des tâches qui sont assignées à celui-ci en vertu des numéros 276, 298, 301, 302, 305 et 306.

329. (2) Le Comité est chargé d'assurer la coordination avec toutes les organisations internationales mentionnées aux articles 39 et 40, en ce qui concerne la représentation des organes permanents de l'Union aux conférences de ces organisations.
330. (3) Le Comité examine les résultats des activités de l'Union dans le domaine de la coopération technique et présente des recommandations au Conseil d'administration par l'intermédiaire du secrétaire général.
331. 2. Le Comité doit s'efforcer de formuler ses conclusions par accord unanime. S'il n'est pas appuyé par la majorité du Comité, le président peut, dans des circonstances exceptionnelles, prendre des décisions sous sa propre responsabilité, s'il estime que le règlement des questions en cause est urgent et ne peut attendre la prochaine session du Conseil d'administration. Dans ces circonstances, il fait rapport promptement et par écrit aux Membres du Conseil d'administration sur ces questions, en indiquant les raisons qui l'ont amené à prendre ces décisions, et en lui communiquant les vues, exposées par écrit, des autres membres du Comité. Si les questions étudiées dans de telles circonstances ne sont pas urgentes mais néanmoins importantes, elles doivent être soumises à l'examen du Conseil d'administration à sa prochaine session.
332. 3. Le Comité se réunit sur convocation de son président, au moins une fois par mois; il peut également se réunir en cas de besoin, à la demande de deux de ses membres.
333. 4. Un rapport sur les travaux du Comité de coordination est établi et communiqué sur demande aux Membres du Conseil d'administration.

CHAPITRE IX. DISPOSITIONS GÉNÉRALES CONCERNANT LES CONFÉRENCES

Article 60. INVITATION ET ADMISSION AUX CONFÉRENCES DE PLÉNIPOTENTIAIRES LORSQU'IL Y A UN GOUVERNEMENT INVITANT

334. 1. Le gouvernement invitant, en accord avec le Conseil d'administration, fixe la date définitive et le lieu exact de la conférence.
335. 2. (1) Un an avant cette date, le gouvernement invitant envoie une invitation au gouvernement de chaque pays Membre de l'Union.
336. (2) Ces invitations peuvent être adressées soit directement, soit par l'entremise du secrétaire général, soit par l'intermédiaire d'un autre gouvernement.
337. 3. Le secrétaire général adresse une invitation aux Nations Unies conformément aux dispositions de l'article 39 et, sur leur demande, aux organisations régionales de télécommunication dont il est fait mention à l'article 32.
338. 4. Le gouvernement invitant, en accord avec le Conseil d'administration ou sur proposition de ce dernier, peut inviter les institutions spécialisées des Nations Unies ainsi que l'Agence internationale de l'énergie atomique à envoyer des observateurs pour participer à la conférence à titre consultatif, sur la base de la réciprocité.

339. 5. (1) Les réponses des Membres doivent parvenir au gouvernement invitant au plus tard un mois avant l'ouverture de la conférence; elles doivent, autant que possible, donner toutes indications sur la composition de la délégation.
340. (2) Ces réponses peuvent être adressées au gouvernement invitant soit directement, soit par l'entremise du secrétaire général, soit par l'intermédiaire d'un autre gouvernement.
341. 6. Tous les organes permanents de l'Union sont représentés à la conférence à titre consultatif.
342. 7. Sont admis aux Conférences de plénipotentiaires :
343. a) Les délégations, telles qu'elles sont définies à l'annexe 2;
344. b) Les observateurs des Nations Unies;
345. c) Les observateurs des organisations régionales de télécommunication, conformément au numéro 337;
346. d) Les observateurs des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique, conformément au numéro 338.

Article 61. INVITATION ET ADMISSION AUX CONFÉRENCES ADMINISTRATIVES
LORSQU'IL Y A UN GOUVERNEMENT INVITANT

347. 1. (1) Les dispositions des numéros 334 à 340 sont applicables aux conférences administratives.
348. (2) Les Membres de l'Union peuvent faire part de l'invitation qui leur a été adressée aux exploitations privées reconnues par eux.
349. 2. (1) Le gouvernement invitant, en accord avec le Conseil d'administration ou sur proposition de ce dernier, peut adresser une notification aux organisations internationales qui ont intérêt à envoyer des observateurs pour participer à la conférence à titre consultatif.
350. (2) Les organisations internationales intéressées adressent au gouvernement invitant une demande d'admission dans un délai de deux mois à partir de la date de la notification.
351. (3) Le gouvernement invitant rassemble les demandes et la décision d'admission est prise par la conférence elle-même.
352. 3. Sont admis aux conférences administratives :
353. a) Les délégations, telles qu'elles sont définies à l'annexe 2;
354. b) Les observateurs des Nations Unies;
355. c) Les observateurs des organisations régionales de télécommunication dont il est fait mention à l'article 32;
356. d) Les observateurs des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique, conformément au numéro 338;
357. e) Les observateurs des organisations internationales agréées conformément aux dispositions des numéros 349 à 351;
358. f) Les représentants des exploitations privées reconnues, dûment autorisées par le Membre dont elles dépendent;
359. g) Les organes permanents de l'Union à titre consultatif, lorsque la conférence traite des affaires qui relèvent de leur compétence. En cas de besoin,

la conférence peut inviter un organe qui n'aurait pas jugé utile de s'y faire représenter;

360. h) Les observateurs des Membres de l'Union qui participent, sans droit de vote, à la conférence administrative régionale d'une région autre que celle à laquelle appartiennent lesdits Membres.

Article 62. PROCÉDURE POUR LA CONVOCATION DE CONFÉRENCES ADMINISTRATIVES MONDIALES À LA DEMANDE DE MEMBRES DE L'UNION OU SUR PROPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

361. 1. Les Membres de l'Union qui désirent qu'une conférence administrative mondiale soit convoquée en informent le secrétaire général en indiquant l'ordre du jour, le lieu et la date proposés pour la conférence.
362. 2. Le secrétaire général, au reçu de requêtes concordantes provenant d'au moins un quart des Membres, en informe tous les Membres par les moyens de télécommunication les plus appropriés en les priant de lui indiquer, dans un délai de six semaines, s'ils acceptent ou non la proposition formulée.
363. 3. Si la majorité des Membres, déterminée selon les dispositions du numéro 229, se prononce en faveur de l'ensemble de la proposition, c'est-à-dire accepte à la fois l'ordre du jour, la date et le lieu de réunion proposés, le secrétaire général en informe tous les Membres par les moyens de télécommunication les plus appropriés.
364. 4. (1) Si la proposition acceptée tend à réunir la conférence ailleurs qu'au siège de l'Union, le secrétaire général demande au gouvernement du pays intéressé s'il accepte de devenir gouvernement invitant.
365. (2) Dans l'affirmative, le secrétaire général, en accord avec ce gouvernement, prend les dispositions nécessaires pour la réunion de la conférence.
366. (3) Dans la négative, le secrétaire général invite les Membres qui ont demandé la convocation de la conférence à formuler de nouvelles propositions quant au lieu de la réunion.
367. 5. Lorsque la proposition acceptée tend à réunir la conférence au siège de l'Union, les dispositions de l'article 64 sont applicables.
368. 6. (1) Si l'ensemble de la proposition (ordre du jour, lieu et date) n'est pas accepté par la majorité des Membres, déterminée selon les dispositions du numéro 229, le secrétaire général communique les réponses reçues aux Membres de l'Union, en les invitant à se prononcer de façon définitive, dans un délai de six semaines, sur le ou les points controversés.
369. (2) Ces points sont considérés comme adoptés lorsqu'ils ont été approuvés par la majorité des Membres, déterminée selon les dispositions du numéro 229.
370. 7. La procédure indiquée ci-dessus est également applicable lorsque la proposition de convocation d'une conférence administrative mondiale est présentée par le Conseil d'administration.

Article 63. PROCÉDURE POUR LA CONVOCATION DE CONFÉRENCES ADMINISTRATIVES RÉGIONALES À LA DEMANDE DE MEMBRES DE L'UNION OU SUR PROPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

371. Dans le cas des conférences administratives régionales, la procédure décrite à l'article 62 s'applique aux seuls Membres de la région intéressée. Si la convocation doit se faire sur l'initiative des Membres de la région, il suffit que le secrétaire général reçoive des demandes concordantes émanant du quart des Membres de cette région.

Article 64. DISPOSITIONS RELATIVES AUX CONFÉRENCES QUI SE RÉUNISSENT SANS GOUVERNEMENT INVITANT

372. Lorsqu'une conférence doit être réunie sans gouvernement invitant, les dispositions des articles 60 et 61 sont applicables. Le secrétaire général, après entente avec le Gouvernement de la Confédération suisse, prend les dispositions nécessaires pour convoquer et organiser la conférence au siège de l'Union.

Article 65. DISPOSITIONS COMMUNES À TOUTES LES CONFÉRENCES; CHANGEMENT DE LA DATE OU DU LIEU D'UNE CONFÉRENCE

373. 1. Les dispositions des articles 62 et 63 s'appliquent par analogie lorsqu'il s'agit, à la demande de Membres de l'Union ou sur proposition du Conseil d'administration, de changer la date et le lieu d'une conférence, ou l'un des deux seulement. Toutefois, de tels changements ne peuvent être opérés que si la majorité des Membres intéressés, déterminée selon les dispositions du numéro 229, s'est prononcée en leur faveur.
374. 2. Tout Membre qui propose de changer la date ou le lieu d'une conférence est tenu d'obtenir l'appui du nombre requis d'autres Membres.
375. 3. Le cas échéant, le secrétaire général fait connaître dans la communication prévue au numéro 362 les conséquences financières probables qui résultent du changement de lieu ou du changement de date, par exemple lorsque des dépenses ont été engagées pour préparer la réunion de la conférence au lieu prévu initialement.

Article 66. DÉLAIS ET MODALITÉS DE PRÉSENTATION DES PROPOSITIONS ET RAPPORTS AUX CONFÉRENCES

376. 1. Immédiatement après l'envoi des invitations, le secrétaire général prie les Membres de lui faire parvenir dans un délai de quatre mois leurs propositions pour les travaux de la conférence.
377. 2. Toute proposition dont l'adoption entraîne la révision du texte de la Convention ou des Règlements administratifs doit contenir des références aux numéros des parties du texte qui requièrent cette révision. Les motifs de la proposition doivent être indiqués dans chaque cas aussi brièvement que possible.
378. 3. Le secrétaire général communique les propositions à tous les Membres au fur et à mesure de leur réception.

379. 4. Le secrétaire général réunit et coordonne les propositions et rapports reçus des administrations, du Conseil d'administration, des assemblées plénières des Comités consultatifs internationaux et des réunions préparatoires aux conférences, selon le cas, et les fait parvenir aux Membres quatre mois au moins avant la date d'ouverture de la conférence. Les fonctionnaires élus de l'Union ne sont pas habilités à présenter des propositions.

Article 67. POUVOIRS DES DÉLÉGATIONS AUX CONFÉRENCES

380. 1. La délégation envoyée à une conférence par un Membre de l'Union doit être dûment accréditée conformément aux dispositions des numéros 381 et 387.
381. 2. (1) Les délégations aux Conférences de plénipotentiaires sont accréditées par les actes signés par le chef de l'Etat, ou par le chef du gouvernement, ou par le ministre des Affaires étrangères.
382. (2) Les délégations aux conférences administratives sont accréditées par les actes signés par le chef de l'Etat, ou par le chef du gouvernement, ou par le ministre des Affaires étrangères, ou par le ministre compétent pour les questions traitées au cours de la conférence.
383. (3) Sous réserve de confirmation émanant de l'une des autorités citées au numéro 381 ou 382 et reçue avant la signature des Actes finals, une délégation peut être provisoirement accréditée par le chef de la mission diplomatique de son pays auprès du gouvernement du pays où se tient la conférence ou, si ce dernier est celui du siège de l'Union, par le chef de la délégation permanente de son pays auprès de l'Office des Nations Unies à Genève.
384. 3. Les pouvoirs sont acceptés s'ils sont signés par l'une des autorités énumérées aux numéros 381 à 383 et s'ils répondent à l'un des critères suivants :
385. — Conférer les pleins pouvoirs à la délégation;
386. — Autoriser la délégation à représenter son gouvernement sans aucune restriction;
387. — Donner à la délégation ou à certains de ses membres le droit de signer les Actes finals.
388. 4. (1) Une délégation dont les pouvoirs sont reconnus en règle par la séance plénière est habilitée à exercer le droit de vote du Membre intéressé et à signer les Actes finals.
389. (2) Une délégation dont les pouvoirs ne sont pas reconnus en règle par la séance plénière n'est pas habilitée à exercer le droit de vote ni à signer les Actes finals tant qu'il n'a pas été remédié à cet état de choses.
390. 5. Les pouvoirs doivent être déposés au secrétariat de la conférence dès que possible. Une commission spéciale telle que celle qui est décrite au numéro 471 est chargée de les vérifier; elle présente à la séance plénière un rapport sur ses conclusions dans le délai fixé par celle-ci. En attendant la décision de la séance plénière à ce sujet, la délégation d'un Membre de l'Union est habilitée à participer aux travaux et à exercer le droit de vote de ce Membre.
391. 6. En règle générale, les Membres de l'Union doivent s'efforcer d'envoyer aux conférences de l'Union leurs propres délégations. Toutefois, si

pour des raisons exceptionnelles un Membre ne peut pas envoyer sa propre délégation, il peut donner à la délégation d'un autre Membre le pouvoir de voter et de signer en son nom. Ce transfert de pouvoir doit faire l'objet d'un acte signé par l'une des autorités citées au numéro 381 ou 382.

392. 7. Une délégation ayant le droit de vote peut donner mandat à une autre délégation ayant le droit de vote d'exercer ce droit au cours d'une ou de plusieurs séances auxquelles il ne lui est pas possible d'assister. En pareil cas, elle doit en informer le président de la conférence en temps utile et par écrit.
393. 8. Une délégation ne peut exercer plus d'un vote par procuration.
394. 9. Les pouvoirs et procurations adressés par télégramme ne sont pas acceptables. En revanche, sont acceptées les réponses télégraphiques aux demandes d'éclaircissement du président ou du secrétariat de la conférence concernant les pouvoirs.

CHAPITRE X. DISPOSITIONS GÉNÉRALES CONCERNANT LES COMITÉS CONSULTATIFS INTERNATIONAUX

Article 68. CONDITIONS DE PARTICIPATION

395. 1. Les membres des Comités consultatifs internationaux mentionnés aux numéros 87 et 88 peuvent participer à toutes les activités du Comité consultatif intéressé.
396. 2. (1) Toute demande de participation aux travaux d'un Comité consultatif émanant d'une exploitation privée reconnue doit être approuvée par le Membre qui l'a reconnue. La demande est adressée par ce Membre au secrétaire général, qui la porte à la connaissance de tous les Membres et du directeur de ce Comité. Le directeur du Comité consultatif fait connaître à cette exploitation la suite qui a été donnée à sa demande.
397. (2) Une exploitation privée reconnue ne peut intervenir au nom du Membre qui l'a reconnue que si celui-ci, dans chaque cas particulier, fait savoir au Comité consultatif intéressé qu'il l'a autorisée à cet effet.
398. 3. (1) Les organisations internationales et les organisations régionales de télécommunication mentionnées à l'article 32 qui coordonnent leurs travaux avec ceux de l'Union et qui ont des activités connexes, peuvent être admises à participer, à titre consultatif, aux travaux des Comités consultatifs.
399. (2) La première demande de participation aux travaux d'un Comité consultatif émanant d'une organisation internationale ou d'une organisation régionale de télécommunication mentionnée à l'article 32 est adressée au secrétaire général, qui la porte par les moyens de télécommunication les plus appropriés à la connaissance de tous les Membres et les invite à se prononcer sur l'acceptation de cette demande; la demande est acceptée si la majorité des réponses des Membres parvenues dans le délai d'un mois est favorable. Le secrétaire général porte le résultat de cette consultation à la connaissance de tous les Membres et des membres du Comité de coordination.
400. 4. (1) Les organismes scientifiques ou industriels qui se consacrent à l'étude de problèmes de télécommunication ou à l'étude ou la fabrication de matériel destiné aux services de télécommunication peuvent être admis à participer, à titre consultatif, aux réunions des commissions d'études des

Comités consultatifs, sous réserve de l'approbation des administrations des pays intéressés.

401. (2) Toute demande d'admission aux réunions des commissions d'études d'un Comité consultatif émanant d'un organisme scientifique ou industriel doit être approuvée par l'administration du pays intéressé. La demande est adressée par cette administration au secrétaire général qui en informe tous les Membres et le directeur de ce Comité. Le directeur du Comité consultatif fait connaître à l'organisme scientifique ou industriel la suite qui a été donnée à sa demande.
402. 5. Toute exploitation privée reconnue, toute organisation internationale ou organisation régionale de télécommunication, ou tout organisme scientifique ou industriel qui a été admis à participer aux travaux d'un Comité consultatif a le droit de dénoncer cette participation par une notification adressée au secrétaire général. Cette dénonciation prend effet à l'expiration d'une période d'une année à partir du jour de réception de la notification par le secrétaire général.

Article 69. RÔLES DE L'ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE

403. L'assemblée plénière :
404. a) Examine les rapports des commissions d'études et approuve, modifie ou rejette les projets de recommandation que contiennent ces rapports;
405. b) Examine les questions existantes afin de voir s'il y a lieu ou non d'en poursuivre l'étude, et établit la liste des nouvelles questions à étudier conformément aux dispositions du numéro 326. Lors de la rédaction du texte de nouvelles questions, il convient de s'assurer qu'en principe leur étude devrait pouvoir être menée à bien dans un délai égal au double de l'intervalle entre deux assemblées plénières;
406. c) Approuve le programme de travail découlant des dispositions du numéro 405 et fixe l'ordre des questions à étudier d'après leur importance, leur priorité et leur urgence en tenant compte de la nécessité de maintenir au minimum les exigences quant aux ressources de l'Union;
407. d) Décide, au vu du programme de travail approuvé dont il est question au numéro 406, s'il y a lieu de maintenir ou de dissoudre les commissions d'études existantes, ou de créer de nouvelles commissions d'études;
408. e) Attribue aux commissions d'études les questions à étudier;
409. f) Examine et approuve le rapport du directeur sur les travaux du Comité depuis la dernière réunion de l'assemblée plénière;
410. g) Approuve, s'il y a lieu, en vue de la transmettre au Conseil d'administration, l'estimation présentée par le directeur aux termes des dispositions du numéro 439 des besoins financiers du Comité jusqu'à la prochaine assemblée plénière;
411. h) Lors de la prise des résolutions ou décisions, l'assemblée plénière devrait tenir compte des répercussions financières prévisibles et doit s'efforcer d'éviter de prendre telles résolutions et décisions qui peuvent entraîner le dépassement des limites supérieures des crédits fixées par la Conférence de plénipotentiaires;
412. i) Examine les rapports de la Commission mondiale du Plan et toutes les autres questions jugées nécessaires dans le cadre des dispositions de l'article 11 et du présent chapitre.

Article 70. RÉUNIONS DE L'ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE

413. 1. L'assemblée plénière se réunit normalement à la date et au lieu fixés par l'assemblée plénière précédente.
414. 2. La date et le lieu d'une réunion de l'assemblée plénière, ou l'un des deux seulement, peuvent être modifiés avec l'approbation de la majorité de Membres de l'Union qui ont répondu à une demande du secrétaire général sollicitant leur avis.
415. 3. A chacune de ces réunions, l'assemblée plénière d'un Comité consultatif est présidée par le chef de la délégation du pays dans lequel la réunion a lieu ou, lorsque cette réunion se tient au siège de l'Union, par une personne élue par l'assemblée plénière elle-même; le président est assisté de vice-présidents élus par l'assemblée plénière.
416. 4. Le secrétaire général est chargé de prendre, en accord avec le directeur du Comité consultatif intéressé, les dispositions administratives et financières nécessaires en vue des réunions de l'assemblée plénière et des commissions d'études.

Article 71. LANGUES ET DROIT DE VOTE AUX ASSEMBLÉES PLÉNIÈRES

417. 1. (1) Les langues utilisées au cours des assemblées plénières sont celles qui sont prévues aux articles 16 et 78.
418. (2) Les documents préparatoires des commissions d'études, les documents et les procès-verbaux des assemblées plénières et les documents publiés à la suite de celles-ci par les Comités consultatifs internationaux sont rédigés dans les trois langues de travail de l'Union.
419. 2. Les Membres autorisés à voter aux séances des assemblées plénières des Comités consultatifs sont ceux qui sont visés au numéro 10. Toutefois, lorsqu'un Membre de l'Union n'est pas représenté par une administration, les représentants des exploitations privées reconnues du pays concerné ont, ensemble et quel que soit leur nombre, droit à une seule voix, sous réserve des dispositions du numéro 397.
420. 3. Les dispositions des numéros 391 et 394 relatives aux procurations s'appliquent aux assemblées plénières.

Article 72. COMMISSIONS D'ÉTUDES

421. 1. L'assemblée plénière crée et maintient selon les besoins les commissions d'études nécessaires pour traiter les questions qu'elle a mises à l'étude. Les administrations, les exploitations privées reconnues, les organisations internationales et les organisations régionales de télécommunication, admises conformément aux dispositions des numéros 398 et 399, désireuses de prendre part aux travaux de commissions d'études, se font connaître soit au cours de l'assemblée plénière, soit, ultérieurement, au directeur du Comité consultatif intéressé.
422. 2. En outre, et sous réserve des dispositions des numéros 400 et 401, les experts des organismes scientifiques ou industriels peuvent être admis à participer, à titre consultatif, à toute réunion de l'une quelconque des commissions d'études.

423. 3. L'assemblée plénière nomme normalement un rapporteur principal et un vice-rapporteur principal pour chaque commission d'études. Si le volume de travail d'une commission d'études l'exige, l'assemblée plénière nomme, pour cette commission, autant de vice-rapporteurs principaux supplémentaires qu'elle l'estime nécessaire. Lors de la nomination des rapporteurs principaux et des vice-rapporteurs principaux, on tiendra compte tout particulièrement des critères de compétence et de l'exigence d'une répartition géographique équitable, ainsi que de la nécessité de favoriser la participation plus efficace des pays en développement. Si, dans l'intervalle entre deux réunions de l'assemblée plénière, un rapporteur principal vient à être empêché d'exercer ses fonctions, et si sa commission d'études n'avait qu'un vice-rapporteur principal, celui-ci prend sa place. Dans le cas où il s'agit d'une commission d'études pour laquelle l'assemblée plénière avait nommé plusieurs vice-rapporteurs principaux, cette commission, au cours de sa réunion suivante, élit parmi eux son nouveau rapporteur principal et, si nécessaire, un nouveau vice-rapporteur principal parmi ses membres. Une telle commission d'études élit de même un nouveau vice-rapporteur principal au cas où l'un de ses vice-rapporteurs principaux est empêché d'exercer ses fonctions dans l'intervalle entre deux réunions de l'assemblée plénière.

Article 73. TRAITEMENT DES AFFAIRES DES COMMISSIONS D'ÉTUDES

424. 1. Les questions confiées aux commissions d'études sont, dans la mesure du possible, traitées par correspondance.
425. 2. (1) Cependant, l'assemblée plénière peut utilement donner des directives au sujet des réunions de commissions d'études qui apparaissent nécessaires pour traiter des groupes importants de questions.
426. (2) En règle générale, dans l'intervalle entre deux assemblées plénières, une commission d'études ne tient pas plus de deux réunions, dont sa réunion finale qui précède l'assemblée plénière.
427. (3) En outre, s'il apparaît à un rapporteur principal, après l'assemblée plénière, qu'une ou plusieurs réunions de sa commission d'études non prévues par l'assemblée plénière sont nécessaires pour discuter verbalement des questions qui n'ont pas pu être traitées par correspondance, il peut, avec l'autorisation de son administration et après consultation du directeur intéressé et des membres de sa commission, proposer une réunion à un endroit convenable, en tenant compte de la nécessité de réduire les dépenses au minimum.
428. 3. L'assemblée plénière peut, en cas de besoin, constituer des groupes de travail mixtes pour l'étude des questions qui requièrent la participation d'experts de plusieurs commissions d'études.
429. 4. Après avoir consulté le secrétaire général, le directeur d'un Comité consultatif, d'accord avec les rapporteurs principaux des diverses commissions d'études intéressées, établit le plan général des réunions du groupe des commissions d'études qui doivent siéger en un même lieu pendant la même période.
430. 5. Le directeur envoie les rapports finals des commissions d'études aux administrations participantes, aux exploitations privées reconnues du Comité consultatif et, éventuellement, aux organisations internationales et aux organisations régionales de télécommunication, qui y ont participé. Ces rapports sont envoyés aussitôt que possible et, en tout cas, assez tôt pour

qu'ils parviennent à leurs destinataires au moins un mois avant la date de la prochaine assemblée plénière. Il peut seulement être dérogé à cette clause lorsque des réunions des commissions d'études ont lieu immédiatement avant celle de l'assemblée plénière. Les questions qui n'ont pas fait l'objet d'un rapport parvenu dans les conditions ci-dessus ne peuvent pas être inscrites à l'ordre du jour de l'assemblée plénière.

Article 74. FONCTIONS DU DIRECTEUR; SECRÉTARIAT SPÉCIALISÉ

431. 1. (I) Le directeur d'un Comité consultatif coordonne les travaux de l'assemblée plénière et des commissions d'études; il est responsable de l'organisation des travaux du Comité.
432. (2) Le directeur a la responsabilité des documents du Comité et prend, de concert avec le secrétaire général, les mesures voulues pour qu'ils soient publiés dans les langues de travail de l'Union.
433. (3) Le directeur est assisté par un secrétariat formé de personnel spécialisé qui travaille sous son autorité directe à l'organisation des travaux du Comité.
434. (4) Le personnel des secrétariats spécialisés, des laboratoires et des installations techniques des Comités consultatifs relève, du point de vue administratif, de l'autorité du secrétaire général conformément aux dispositions du numéro 282.
435. 2. Le directeur choisit le personnel technique et administratif de ce secrétariat dans le cadre du budget approuvé par la Conférence de plénipotentiaires ou par le Conseil d'administration. La nomination de ce personnel technique et administratif est arrêtée par le secrétaire général, en accord avec le directeur. La décision définitive de nomination ou de licenciement appartient au secrétaire général.
436. 3. Le directeur participe de plein droit à titre consultatif aux délibérations de l'assemblée plénière et des commissions d'études. Il prend toutes mesures concernant la préparation des réunions de l'assemblée plénière et des commissions d'études, sous réserve des dispositions du numéro 416.
437. 4. Le directeur rend compte, dans un rapport présenté à l'assemblée plénière, de l'activité du Comité consultatif depuis la dernière réunion de l'assemblée plénière. Ce rapport, après approbation, est envoyé au secrétaire général pour être transmis au Conseil d'administration.
438. 5. Le directeur présente au Conseil d'administration, à sa session annuelle, un rapport sur les activités du Comité pendant l'année précédente, aux fins d'information du Conseil et des Membres de l'Union.
439. 6. Le directeur, après avoir consulté le secrétaire général, soumet à l'approbation de l'assemblée plénière une estimation des besoins financiers du Comité consultatif jusqu'à la prochaine assemblée plénière. Cette estimation, après approbation, est envoyée au secrétaire général pour être soumise au Conseil d'administration.
440. 7. Le directeur établit, afin que le secrétaire général les incorpore aux prévisions budgétaires annuelles de l'Union, les prévisions de dépenses du Comité pour l'année suivante, en se fondant sur l'estimation des besoins financiers du Comité approuvée par l'assemblée plénière.

441. 8. Le directeur participe dans toute la mesure nécessaire aux activités de coopération et d'assistance technique de l'Union dans le cadre des dispositions de la Convention.

Article 75. PROPOSITIONS POUR LES CONFÉRENCES ADMINISTRATIVES

442. 1. Les assemblées plénières des Comités consultatifs internationaux sont autorisées à soumettre aux conférences administratives des propositions découlant directement de leurs recommandations ou de conclusions de leurs études en cours.
443. 2. Les assemblées plénières des Comités consultatifs peuvent également formuler des propositions de modification aux Règlements administratifs.
444. 3. Ces propositions sont adressées en temps utile au secrétaire général en vue d'être rassemblées, coordonnées et communiquées dans les conditions prévues au numéro 379.

Article 76. RELATIONS DES COMITÉS CONSULTATIFS ENTRE EUX ET AVEC DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

445. 1. (1) Les assemblées plénières des Comités consultatifs peuvent constituer des commissions mixtes pour effectuer des études et émettre des recommandations sur les questions d'intérêt commun.
446. (2) Les directeurs des Comités consultatifs peuvent, en collaboration avec les rapporteurs principaux, organiser des réunions mixtes de commissions d'études des deux Comités consultatifs, en vue d'effectuer des études et de préparer des projets de recommandation sur des questions d'intérêt commun. Ces projets de recommandation sont soumis à la prochaine réunion de l'assemblée plénière de chacun des Comités consultatifs.
447. 2. Lorsque l'un des Comités consultatifs est invité à se faire représenter à une réunion de l'autre Comité consultatif ou d'une organisation internationale, son assemblée plénière ou son directeur est autorisé, en tenant compte du numéro 329, à prendre des dispositions pour assurer cette représentation à titre consultatif.
448. 3. Le secrétaire général, le vice-secrétaire général, le président du Comité international d'enregistrement des fréquences et le directeur de l'autre Comité consultatif, ou leurs représentants, peuvent assister à titre consultatif aux réunions d'un Comité consultatif. En cas de besoin, un Comité peut inviter à ses réunions, à titre consultatif, des représentants de tout organe permanent de l'Union qui n'a pas jugé nécessaire de se faire représenter.

CHAPITRE XI. RÈGLEMENT INTÉRIEUR DES CONFÉRENCES ET AUTRES RÉUNIONS

Article 77. RÈGLEMENT INTÉRIEUR DES CONFÉRENCES ET AUTRES RÉUNIONS

1. *Ordre des places*

449. Aux séances de la conférence, les délégations sont rangées dans l'ordre alphabétique des noms en français des pays représentés.

2. *Inauguration de la conférence*

450. 1. (1) La séance inaugurale de la conférence est précédée d'une réunion des chefs de délégation au cours de laquelle est préparé l'ordre du

jour de la première séance plénière et sont présentées des propositions concernant l'organisation et la désignation des présidents et vice-présidents de la conférence et de ses commissions compte tenu du principe du roulement de la répartition géographique, de la compétence nécessaire et des dispositions du numéro 454.

451. (2) Le président de la réunion des chefs de délégation est désigné conformément aux dispositions des numéros 452 et 453.
452. 2. (1) La conférence est inaugurée par une personnalité désignée par le gouvernement invitant.
453. (2) S'il n'y a pas de gouvernement invitant, elle est inaugurée par le chef de délégation le plus âgé.
454. 3. (1) A la première séance plénière, il est procédé à l'élection du président qui, généralement, est une personnalité désignée par le gouvernement invitant.
455. (2) S'il n'y a pas de gouvernement invitant, le président est choisi compte tenu de la proposition faite par les chefs de délégation au cours de la réunion visée au numéro 450.
456. 4. La première séance plénière procède également :
457. a) A l'élection des vice-présidents de la conférence;
458. b) A la constitution des commissions de la conférence et à l'élection des présidents et vice-présidents respectifs;
459. c) A la constitution du secrétariat de la conférence, lequel est composé de personnel du Secrétariat général de l'Union et, le cas échéant, de personnel fourni par l'administration du gouvernement invitant.

3. *Prérogatives du président de la conférence*

460. 1. En plus de l'exercice de toutes les autres prérogatives qui lui sont conférées dans le présent règlement, le président prononce l'ouverture et la clôture de chaque séance plénière, dirige les débats, veille à l'application du règlement intérieur, donne la parole, met les questions aux voix et proclame les décisions adoptées.
461. 2. Il a la direction générale des travaux de la conférence et veille au maintien de l'ordre au cours des séances plénières. Il statue sur les motions et points d'ordre et a, en particulier, le pouvoir de proposer l'ajournement ou la clôture du débat, la levée ou la suspension d'une séance. Il peut aussi décider d'ajourner la convocation d'une séance plénière, s'il le juge nécessaire.
462. 3. Il protège le droit de toutes les délégations d'exprimer librement et pleinement leur avis sur le sujet en discussion.
463. 4. Il veille à ce que les débats soient limités au sujet en discussion et il peut interrompre tout orateur qui s'écarterait de la question traitée, pour lui rappeler la nécessité de s'en tenir à cette question.

4. *Institution des commissions*

464. 1. La séance plénière peut instituer des commissions pour examiner les questions soumises aux délibérations de la conférence. Ces commissions peuvent instituer des sous-commissions. Les commissions et sous-commissions peuvent également constituer des groupes de travail.

465. 2. Il n'est institué de sous-commissions et groupes de travail que si cela est absolument nécessaire.
466. 3. Sous réserve des dispositions prévues aux numéros 464 et 465, il sera établi les commissions suivantes :
467. 4.1. *Commission de direction*
468. a) Cette commission est normalement constituée par le président de la conférence ou de la réunion, qui la préside, par les vice-présidents et par les présidents et vice-présidents des commissions.
469. b) La commission de direction coordonne toutes les activités afférentes au bon déroulement des travaux et elle établit l'ordre et le nombre des séances, en évitant, si possible, toute simultanéité vu le petit nombre des membres de certaines délégations.
470. 4.2. *Commission des pouvoirs*
471. Cette commission vérifie les pouvoirs des délégations aux conférences et elle présente ses conclusions à la séance plénière dans les délais fixés par celle-ci.
472. 4.3. *Commission de rédaction*
473. a) Les textes établis autant que possible dans leur forme définitive par les diverses commissions en tenant compte des avis exprimés, sont soumis à la commission de rédaction, laquelle est chargée d'en perfectionner la forme sans en altérer le sens et, s'il y a lieu, de les assembler avec les textes antérieurs non amendés.
474. b) Ces textes sont soumis par la commission de rédaction à la séance plénière, laquelle les approuve ou les renvoie, aux fins de nouvel examen, à la commission compétente.
475. 4.4. *Commission de contrôle budgétaire*
476. a) A l'ouverture de chaque conférence ou réunion, la séance plénière nomme une commission de contrôle budgétaire chargée d'apprécier l'organisation et les moyens d'action mis à la disposition des délégués, d'examiner et d'approuver les comptes des dépenses encourues pendant toute la durée de la conférence ou réunion. Cette commission comprend, indépendamment des membres des délégations qui désirent y participer, un représentant du secrétaire général et, s'il y a un gouvernement invitant, un représentant de celui-ci.
477. b) Avant l'épuisement du budget approuvé par le Conseil d'administration pour la conférence ou réunion, la commission de contrôle budgétaire, en collaboration avec le secrétariat de la conférence ou réunion, présente à la séance plénière un état provisoire des dépenses. La séance plénière en tient compte, afin de décider si les progrès réalisés justifient une prolongation au-delà de la date à laquelle le budget approuvé sera épuisé.
478. c) A la fin de chaque conférence ou réunion, la commission de contrôle budgétaire présente à la séance plénière un rapport indiquant, aussi exactement que possible, le montant estimé des dépenses de la conférence ou réunion, ainsi que de celles que risque d'entraîner l'exécution des décisions prises par cette conférence ou réunion.
479. d) Après avoir examiné et approuvé ce rapport, la séance plénière le transmet au secrétaire général, avec ses observations, afin qu'il en saisisse le Conseil d'administration lors de sa prochaine session annuelle.

5. *Composition des commissions*

480. 5.1. *Conférences de plénipotentiaires*

481. Les commissions sont composées des délégués des pays Membres et des observateurs prévus aux numéros 344, 345 et 346, qui en ont fait la demande ou qui ont été désignés par la séance plénière.

482. 5.2. *Conférences administratives*

483. Les commissions sont composées des délégués des pays Membres, des observateurs et des représentants prévus aux numéros 354 à 358, qui en ont fait la demande ou qui ont été désignés par la séance plénière.

484. 6. *Présidents et vice-présidents des sous-commissions*

485. Le président de chaque commission propose à celle-ci le choix des présidents et vice-présidents des sous-commissions qu'elle institue.

7. *Convocation aux séances*

486. Les séances plénières et celles des commissions, sous-commissions et groupes de travail sont annoncées suffisamment à l'avance au lieu de réunion de la conférence.

8. *Propositions présentées avant l'ouverture de la conférence*

487. Les propositions présentées avant l'ouverture de la conférence sont réparties par la séance plénière entre les commissions compétentes instituées conformément aux dispositions de la section 4 du présent règlement intérieur. Toutefois, la séance plénière peut traiter directement n'importe quelle proposition.

9. *Propositions ou amendements présentés au cours de la conférence*

488. 1. Les propositions ou amendements présentés après l'ouverture de la conférence sont remis, selon le cas, au président de la conférence ou au président de la commission compétente ou bien au secrétariat de la conférence aux fins de publication et de distribution comme document de conférence.

489. 2. Aucune proposition ou amendement écrit ne peut être présenté s'il n'est signé par le chef de la délégation intéressée ou par son suppléant.

490. 3. Le président de la conférence, d'une commission, d'une sous-commission ou d'un groupe de travail peut présenter en tout temps des propositions susceptibles d'accélérer le cours des débats.

491. 4. Toute proposition ou amendement doit contenir en termes concrets et précis le texte à examiner.

492. 5. (1) Le président de la conférence ou le président de la commission, de la sous-commission ou du groupe de travail compétent décide dans chaque cas si une proposition ou un amendement présenté en cours de séance peut faire l'objet d'une communication verbale ou s'il doit être remis aux fins de publication et de distribution dans les conditions prévues au numéro 488.

493. (2) En général, le texte de toute proposition importante qui doit faire l'objet d'un vote doit être distribué dans les langues de travail de la conférence suffisamment tôt pour permettre son étude avant la discussion.

494. (3) En outre, le président de la conférence, qui reçoit les propositions ou amendements visés au numéro 488, les aiguille, selon le cas, vers les commissions compétentes ou la séance plénière.
495. 6. Toute personne autorisée peut lire ou demander que soit lu en séance plénière toute proposition ou tout amendement présenté par elle au cours de la conférence et peut en exposer les motifs.
10. *Conditions requises pour l'examen et le vote d'une proposition ou d'un amendement*
496. 1. Aucune proposition ou amendement présenté avant l'ouverture de la conférence, ou par une délégation durant la conférence, ne peut être mis en discussion si, au moment de son examen, il n'est pas appuyé par au moins une autre délégation.
497. 2. Toute proposition ou tout amendement dûment appuyé doit être, après discussion, mis aux voix.
11. *Propositions ou amendements omis ou différés*
498. Quand une proposition ou un amendement a été omis ou lorsque son examen a été différé, il appartient à la délégation sous les auspices de laquelle il a été présenté de veiller à ce que cette proposition ou cet amendement ne soit pas perdu de vue par la suite.
12. *Conduite des débats en séance plénière*
499. 12.1. *Quorum*
500. Pour qu'un vote soit valablement pris au cours d'une séance plénière, plus de la moitié des délégations accréditées à la conférence et ayant droit de vote doivent être présentes ou représentées à la séance.
501. 12.2. *Ordre de discussion*
502. (1) Les personnes qui désirent prendre la parole ne peuvent le faire qu'après avoir obtenu le consentement du président. En règle générale, elles commencent par indiquer à quel titre elles parlent.
503. (2) Toute personne qui a la parole doit s'exprimer lentement et distinctement, en séparant bien les mots et en marquant les temps d'arrêt nécessaires pour permettre à tous de bien comprendre sa pensée.
504. 12.3. *Motions d'ordre et points d'ordre*
505. (1) Au cours des débats, une délégation peut, au moment qu'elle juge opportun, présenter toute motion d'ordre ou soulever tout point d'ordre, lesquels donnent immédiatement lieu à une décision prise par le président conformément au présent règlement intérieur. Toute délégation peut en appeler de la décision du président, mais celle-ci reste valable en son intégrité si la majorité des délégations présentes et votant ne s'y oppose pas.
506. (2) La délégation qui présente une motion d'ordre ne peut pas, dans son intervention, traiter du fond de la question en discussion.
507. 12.4. *Ordre de priorité des motions et points d'ordre*
508. L'ordre de priorité à assigner aux motions et points dont il est question aux numéros 505 et 506 est le suivant :
509. a) Tout point d'ordre relatif à l'application du présent règlement intérieur, y compris les procédures de vote;

510. b) Suspension de la séance;
511. c) Levée de la séance;
512. d) Ajournement du débat sur la question en discussion;
513. e) Clôture du débat sur la question en discussion;
514. f) Toutes autres motions ou points d'ordre qui pourraient être présentés et dont la priorité relative est fixée par le président.
515. 12.5. *Motion de suspension ou de levée de la séance*
516. Pendant la discussion d'une question, une délégation peut proposer de suspendre ou de lever la séance, en indiquant les motifs de sa proposition. Si cette proposition est appuyée, la parole est donnée à deux orateurs s'exprimant contre la motion et uniquement sur ce sujet, après quoi la motion est mise aux voix.
517. 12.6. *Motion d'ajournement du débat*
518. Pendant la discussion de toute question, une délégation peut proposer l'ajournement du débat pour une période déterminée. Au cas où une telle motion fait l'objet d'une discussion, seuls trois orateurs, en plus de l'auteur de la motion, peuvent y prendre part, un en faveur de la motion et deux contre, après quoi la motion est mise aux voix.
519. 12.7. *Motion de clôture du débat*
520. A tout moment, une délégation peut proposer que le débat sur la question en discussion soit clos. En ce cas, la parole n'est accordée qu'à deux orateurs opposés à la clôture, après quoi cette motion est mise aux voix. Si la motion est adoptée, le président demande immédiatement qu'il soit voté sur la question en discussion.
521. 12.8. *Limitation des interventions*
522. (1) La séance plénière peut éventuellement limiter la durée et le nombre des interventions d'une même délégation sur un sujet déterminé.
523. (2) Toutefois, sur les questions de procédure, le président limite la durée de chaque intervention à cinq minutes au maximum.
524. (3) Quand un orateur dépasse le temps de parole qui lui a été accordé, le président en avise l'assemblée et prie l'orateur de vouloir bien conclure son exposé à bref délai.
525. 12.9. *Clôture de la liste des orateurs*
526. (1) Au cours d'un débat, le président peut donner lecture de la liste des orateurs inscrits; il y ajoute le nom des délégations qui manifestent le désir de prendre la parole et, avec l'assentiment de l'assemblée, peut déclarer la liste close. Cependant, s'il le juge opportun, le président peut accorder, à titre exceptionnel, le droit de répondre à toute intervention antérieure, même après la clôture de la liste.
527. (2) Lorsque la liste des orateurs est épuisée, le président prononce la clôture du débat.
528. 12.10. *Question de compétence*
529. Les questions de compétence qui peuvent se présenter doivent être réglées avant qu'il soit voté sur le fond de la question en discussion.

530. 12.11. *Retrait et nouvelle présentation d'une motion*

531. L'auteur d'une motion peut la retirer avant qu'elle soit mise aux voix. Toute motion, amendée ou non, qui serait ainsi retirée, peut être présentée à nouveau ou reprise, soit par la délégation auteur de l'amendement, soit par toute autre délégation.

13. *Droit de vote*

532. 1. A toutes les séances de la conférence, la délégation d'un Membre de l'Union, dûment accréditée par ce dernier pour participer à la conférence, a droit à une voix, conformément à l'article 2.

533. 2. La délégation d'un Membre de l'Union exerce son droit de vote dans les conditions précisées à l'article 67.

14. *Vote*

534. 14.1. *Définition de la majorité*

535. (1) La majorité est constituée par plus de la moitié des délégations présentes et votant.

536. (2) Les abstentions ne sont pas prises en considération dans le décompte des voix nécessaires pour constituer la majorité.

537. (3) En cas d'égalité des voix, la proposition ou l'amendement est considéré comme rejeté.

538. (4) Aux fins du présent règlement, est considérée comme « délégation présente et votant » toute délégation qui se prononce pour ou contre une proposition.

539. 14.2. *Non-participation au vote*

540. Les délégations présentes qui ne participent pas à un vote déterminé ou qui déclarent expressément ne pas vouloir y participer, ne sont pas considérées comme absentes du point de vue de la détermination du quorum au sens du numéro 500, ni comme s'étant abstenues du point de vue de l'application des dispositions du numéro 544.

541. 14.3. *Majorité spéciale*

542. En ce qui concerne l'admission de nouveaux Membres de l'Union, la majorité requise est fixée à l'article 1.

543. 14.4. *Plus de cinquante pour cent d'abstentions*

544. Lorsque le nombre des abstentions dépasse la moitié du nombre des suffrages exprimés (pour, contre, abstentions), l'examen de la question en discussion est renvoyé à une séance ultérieure au cours de laquelle les abstentions n'entreront plus en ligne de compte.

545. 14.5. *Procédures de vote*

546. (1) Les procédures de vote sont les suivantes :

547. a) A main levée, en règle générale, à moins qu'un vote par appel nominal selon la procédure b) ou un vote au scrutin secret selon la procédure c) n'ait été demandé;

548. b) Par appel nominal dans l'ordre alphabétique français des noms des Membres présents et habilités à voter :

549. 1. Si au moins deux délégations, présentes et habilitées à voter, le demandent avant le début du vote à moins qu'un vote au scrutin secret selon la procédure c) n'ait été demandé, ou
550. 2. Si une majorité ne se dégage pas clairement d'un vote selon la procédure a);
551. c) Au scrutin secret si cinq au moins des délégations présentes et habilitées à voter le demandent avant le début du vote.
552. (2) Avant de faire procéder au vote, le président examine toute demande concernant la façon dont celui-ci s'effectuera, puis il annonce officiellement la procédure de vote qui va être appliquée et la question mise aux voix. Il déclare ensuite que le vote a commencé et, lorsque celui-ci est achevé, il en proclame les résultats.
553. (3) En cas de vote au scrutin secret, le secrétariat prend immédiatement les dispositions propres à assurer le secret du scrutin.
554. (4) Si un système électronique adéquat est disponible et si la conférence en décide ainsi, le vote peut être effectué au moyen d'un système électronique.
555. 14.6. *Interdiction d'interrompre un vote quand il est commencé*
556. Quand le vote est commencé, aucune délégation ne peut l'interrompre, sauf s'il s'agit d'une motion d'ordre relative au déroulement du vote. Cette motion d'ordre ne peut comprendre de proposition entraînant une modification du vote en cours ou une modification du fond de la question mise aux voix. Le vote commence par la déclaration du président indiquant que le vote a commencé et il se termine par la déclaration du président proclamant des résultats.
557. 14.7. *Explications de vote*
558. Le président donne la parole aux délégations qui désirent expliquer leur vote postérieurement au vote lui-même.
559. 14.8. *Vote d'une proposition par parties*
560. (1) Lorsque l'auteur d'une proposition le demande, ou lorsque l'assemblée le juge opportun, ou lorsque le président, avec l'approbation de l'auteur, le propose, cette proposition est subdivisée et ses différentes parties sont mises aux voix séparément. Les parties de la proposition qui ont été adoptées sont ensuite mises aux voix comme un tout.
561. (2) Si toutes les parties d'une proposition sont rejetées, la proposition elle-même est considérée comme rejetée.
562. 14.9. *Ordre de vote des propositions relatives à une même question*
563. (1) Si la même question fait l'objet de plusieurs propositions, celles-ci sont mises aux voix dans l'ordre où elles ont été présentées, à moins que l'assemblée n'en décide autrement.
564. (2) Après chaque vote, l'assemblée décide s'il y a lieu ou non de mettre aux voix la proposition suivante.
565. 14.10. *Amendements*
566. (1) Est considérée comme amendement toute proposition de modification qui comporte uniquement une suppression, une adjonction à une partie de la proposition originale ou la révision d'une partie de cette proposition.

567. (2) Tout amendement à une proposition qui est accepté par la délégation qui présente cette proposition est aussitôt incorporé au texte primitif de la proposition.
568. (3) Aucune proposition de modification n'est considérée comme un amendement si l'assemblée est d'avis qu'elle est incompatible avec la proposition initiale.
569. 14.11. *Vote sur les amendements*
570. (1) Si une proposition est l'objet d'un amendement, c'est cet amendement qui est mis aux voix en premier lieu.
571. (2) Si une proposition est l'objet de plusieurs amendements, celui qui s'écarte le plus du texte original est mis aux voix en premier lieu. Si cet amendement ne recueille pas la majorité des suffrages, celui des amendements parmi ceux qui restent, qui s'écarte encore le plus du texte original est ensuite mis aux voix et ainsi de suite jusqu'à ce que l'un des amendements ait recueilli la majorité des suffrages; si tous les amendements proposés ont été examinés sans qu'aucun d'eux ait recueilli une majorité, la proposition originale non amendée est mise aux voix.
572. (3) Si un ou plusieurs amendements sont adoptés, la proposition ainsi modifiée est ensuite elle-même mise aux voix.
573. 14.12. *Répétition d'un vote*
574. (1) S'agissant des commissions, sous-commissions et groupes de travail d'une conférence ou d'une réunion, une proposition, une partie d'une proposition ou un amendement ayant déjà fait l'objet d'une décision à la suite d'un vote dans une des commissions, ou sous-commissions ou dans un des groupes de travail, ne peut pas être mis aux voix à nouveau dans la même commission ou sous-commission ou dans le même groupe de travail. Cette disposition s'applique quelle que soit la procédure de vote choisie.
575. (2) S'agissant des séances plénières, une proposition, une partie d'une proposition ou un amendement ne doit pas être remis aux voix, à moins que les deux conditions suivantes soient remplies :
576. a) La majorité des Membres habilités à voter en fait la demande,
577. b) La demande de répétition du vote est faite au moins un jour franc après le vote.

15. *Commissions et sous-commissions;
Conduite des débats et procédure de vote*

578. 1. Les présidents des commissions et sous-commissions ont des attributions analogues à celles dévolues au président de la conférence par la section 3 du présent règlement intérieur.
579. 2. Les dispositions fixées à la section 12 du présent règlement intérieur pour la conduite des débats en séance plénière sont applicables aux débats des commissions ou sous-commissions, sauf en matière de quorum.
580. 3. Les dispositions fixées à la section 14 du présent règlement intérieur sont applicables aux votes dans les commissions ou sous-commissions.

16. *Réserves*

581. 1. En règle générale, les délégations qui ne peuvent pas faire partager leur point de vue par les autres délégations doivent s'efforcer, dans la mesure du possible, de se rallier à l'opinion de la majorité.

582. 2. Toutefois, s'il apparaît à une délégation qu'une décision quelconque est de nature à empêcher son gouvernement de ratifier la Convention ou d'approuver la révision d'un règlement, cette délégation peut faire des réserves à titre provisoire ou définitif au sujet de cette décision.

17. *Procès-verbaux des séances plénières*

583. 1. Les procès-verbaux des séances plénières sont établis par le secrétariat de la conférence, qui en assure la distribution aux délégations le plus tôt possible et en tout cas au plus tard 5 jours ouvrables après chaque séance.
584. 2. Lorsque les procès-verbaux ont été distribués, les délégations peuvent déposer par écrit au secrétariat de la conférence, et ceci dans le plus bref délai possible, les corrections qu'elles estiment justifiées, ce qui ne les empêche pas de présenter oralement des modifications à la séance au cours de laquelle les procès-verbaux sont approuvés.
585. 3. (1) En règle générale, les procès-verbaux ne contiennent que les propositions et les conclusions, avec les principaux arguments sur lesquels elles sont fondées, dans une rédaction aussi concise que possible.
586. (2) Néanmoins, toute délégation a le droit de demander l'insertion analytique ou in extenso de toute déclaration formulée par elle au cours des débats. Dans ce cas, elle doit en règle générale l'annoncer au début de son intervention, en vue de faciliter la tâche des rapporteurs. Elle doit, en outre, en fournir elle-même le texte au secrétariat de la conférence dans les deux heures qui suivent la fin de la séance.
587. 4. Il ne doit, en tout cas, être usé qu'avec discrétion de la faculté accordée au numéro 586 en ce qui concerne l'insertion des déclarations.

18. *Comptes rendus et rapports des commissions et sous-commissions*

588. 1. (1) Les débats des commissions et sous-commissions sont résumés, séance par séance, dans des comptes rendus établis par le secrétariat de la conférence et distribués aux délégations 5 jours ouvrables au plus tard après chaque séance. Les comptes rendus mettent en relief les points essentiels des discussions, les diverses opinions qu'il convient de noter, ainsi que les propositions et conclusions qui se dégagent de l'ensemble.
589. (2) Néanmoins, toute délégation a également le droit d'user de la faculté prévue au numéro 586.
590. (3) Il ne doit être recouru qu'avec discrétion à la faculté à laquelle se réfère l'alinéa ci-dessus.
591. 2. Les commissions et sous-commissions peuvent établir les rapports partiels qu'elles estiment nécessaires et, éventuellement, à la fin de leurs travaux, elles peuvent présenter un rapport final dans lequel elles récapitulent sous une forme concise les propositions et les conclusions qui résultent des études que leur ont été confiées.

19. *Approbation des procès-verbaux, comptes rendus et rapports*

592. 1. (1) En règle générale, au commencement de chaque séance plénière ou de chaque séance de commission ou de sous-commission, le président demande si les délégations ont des observations à formuler quant au procès-verbal ou au compte rendu de la séance précédente. Ceux-ci sont considérés comme approuvés si aucune correction n'a été communiquée au secrétariat

ou si aucune opposition ne se manifeste verbalement. Dans le cas contraire, les corrections nécessaires sont apportées au procès-verbal ou au compte rendu.

593. (2) Tout rapport partiel ou final doit être approuvé par la commission ou la sous-commission intéressée.
594. 2. (1) Les procès-verbaux des dernières séances plénières sont examinés et approuvés par le président.
595. (2) Les comptes rendus des dernières séances d'une commission ou d'une sous-commission sont examinés et approuvés par le président de cette commission ou sous-commission.

20. *Numérotage*

596. 1. Les numéros des chapitres, articles et paragraphes des textes soumis à révision sont conservés jusqu'à la première lecture en séance plénière. Les textes ajoutés portent provisoirement le numéro du dernier paragraphe précédent du texte primitif, auquel on ajoute « A », « B », etc.
597. 2. Le numérotage définitif des chapitres, articles et paragraphes est normalement confié à la commission de rédaction, après leur adoption en première lecture, mais peut être confié au secrétaire général sur décision prise en séance plénière.

21. *Approbation définitive*

598. Les textes des Actes finals sont considérés comme définitifs lorsqu'ils ont été approuvés en seconde lecture par la séance plénière.

22. *Signature*

599. Les textes définitifs approuvés par la conférence sont soumis à la signature des délégués munis des pouvoirs définis à l'article 67, en suivant l'ordre alphabétique des noms en français des pays représentés.

23. *Communiqués de presse*

600. Des communiqués officiels sur les travaux de la conférence ne peuvent être transmis à la presse qu'avec l'autorisation du président de la conférence.

24. *Franchise*

601. Pendant la durée de la conférence, les membres des délégations, les membres du Conseil d'administration, les hauts fonctionnaires des organes permanents de l'Union qui assistent à la conférence et le personnel du secrétariat de l'Union détaché à la conférence, ont droit à la franchise postale, à la franchise des télégrammes ainsi qu'à la franchise téléphonique et télex dans la mesure où le gouvernement du pays où se tient la conférence a pu s'entendre à ce sujet avec les autres gouvernements et les exploitations privées reconnues concernés.

CHAPITRE XII. AUTRES DISPOSITIONS

Article 78. LANGUES

602. 1. (1) Lors des conférences de l'Union ainsi que des réunions du Conseil d'administration et des Comités consultatifs internationaux, des

langues autres que celles indiquées aux numéros 120 et 127 peuvent être employées :

603. a) S'il est demandé au secrétaire général ou au chef de l'organe permanent intéressé d'assurer l'utilisation d'une ou de plusieurs langues supplémentaires, orales ou écrites, et à condition que les dépenses supplémentaires encourues de ce fait soient supportées par les Membres qui ont fait cette demande ou qui l'ont appuyée;
604. b) Si une délégation prend elle-même des dispositions pour assurer à ses propres frais la traduction orale de sa propre langue dans l'une des langues indiquées au numéro 127.
605. (2) Dans le cas prévu au numéro 603, le secrétaire général ou le chef de l'organe permanent concerné se conforme à cette demande dans la mesure du possible, après avoir obtenu des Membres intéressés l'engagement que les dépenses encourues seront dûment remboursées par eux à l'Union.
606. (3) Dans le cas prévu au numéro 604, la délégation intéressée peut en outre, si elle le désire, assurer à ses propres frais la traduction orale dans sa propre langue à partir de l'une des langues indiquées au numéro 127.
607. 2. Tous les documents dont il est question aux numéros 122 à 126 peuvent être publiés dans une autre langue que celles qui y sont spécifiées à condition que les Membres qui demandent cette publication s'engagent à prendre à leur charge la totalité des frais de traduction et de publication encourus.

Article 79. FINANCES

608. 1. (1) Chaque Membre fait connaître au secrétaire général, six mois au moins avant l'entrée en vigueur de la Convention, la classe de contribution qu'il a choisie.
609. (2) Le secrétaire général notifie cette décision aux Membres.
610. (3) Les Membres qui n'ont pas fait connaître leur décision dans le délai spécifié au numéro 608 conservent la classe de contribution qu'ils avaient choisie antérieurement.
611. (4) Les Membres peuvent à tout moment choisir une classe de contribution supérieure à celle qu'ils avaient adoptée auparavant.
612. 2. (1) Tout nouveau Membre acquitte, au titre de l'année de son adhésion, une contribution calculée à partir du premier jour du mois de l'adhésion.
613. (2) En cas de dénonciation de la Convention par un Membre, la contribution doit être acquittée jusqu'au dernier jour du mois où la dénonciation prend effet.
614. 3. Les sommes dues portent intérêt à partir du début de chaque année financière de l'Union. Cet intérêt est fixé au taux de 3% (trois pour cent) par an pendant les six premiers mois et au taux de 6% (six pour cent) par an à partir du septième mois.
615. 4. Les dispositions suivantes s'appliquent aux contributions des exploitations privées reconnues, organismes scientifiques ou industriels et organisations internationales :
616. a) Les exploitations privées reconnues et les organismes scientifiques ou industriels contribuent aux dépenses des Comités consultatifs internationaux aux travaux desquels ils sont convenus de participer. De même,

- les exploitations privées reconnues contribuent aux dépenses des conférences administratives auxquelles elles sont convenues de participer ou ont participé aux termes du numéro 358;
617. b) Les organisations internationales contribuent également aux dépenses des conférences ou réunions auxquelles elles ont été admises à participer à moins que, sous réserve de réciprocité, elles n'aient été exonérées par le Conseil d'administration;
618. c) Les exploitations privées reconnues, les organismes scientifiques ou industriels et les organisations internationales qui contribuent aux dépenses des conférences ou réunions selon les dispositions des numéros 616 et 617 choisissent librement, dans le tableau qui figure au numéro 111 de la Convention, la classe de contribution selon laquelle ils entendent participer aux dépenses, à l'exclusion des classes de 1/4 [et]¹ de 1/8 d'unité réservées aux Membres de l'Union, et ils informent le secrétaire général de la classe choisie;
619. d) Les exploitations privées reconnues, les organismes scientifiques ou industriels et les organisations internationales qui contribuent aux dépenses des conférences ou réunions peuvent à tout moment choisir une classe de contribution supérieure à celle qu'ils avaient adoptée auparavant;
620. e) Aucune réduction du nombre d'unités de contribution ne peut prendre effet pendant la durée de validité de la Convention;
621. f) En cas de dénonciation de la participation aux travaux d'un Comité consultatif international, la contribution doit être acquittée jusqu'au dernier jour du mois où la dénonciation prend effet;
622. g) Le montant de l'unité contributive des exploitations privées reconnues, des organismes scientifiques ou industriels et des organisations internationales aux dépenses des Comités consultatifs internationaux aux travaux desquels ils sont convenus de participer est fixé à 1/5 de l'unité contributive des Membres de l'Union. Ces contributions sont considérées comme une recette de l'Union. Elles portent intérêt conformément aux dispositions du numéro 614;
623. h) Le montant de l'unité contributive aux dépenses d'une conférence administrative des exploitations privées reconnues qui y participent aux termes du numéro 358 et des organisations internationales qui y participent, est fixé en divisant le montant total du budget de la conférence en question par le nombre total d'unités versées par les Membres au titre de leur contribution aux dépenses de l'Union. Les contributions sont considérées comme une recette de l'Union. Elles portent intérêt à partir du sixième jour qui suit l'envoi des factures, aux taux fixés au numéro 614.
624. 5. Les dépenses occasionnées aux laboratoires et installations techniques de l'Union par des mesures, des essais ou des recherches spéciales pour le compte de certains Membres, groupes de Membres, organisations régionales ou autres, sont supportées par ces Membres, groupes, organisations ou autres.
625. 6. Le prix de vente des publications aux administrations, aux exploitations privées reconnues ou à des particuliers est déterminé par le secrétaire général, en collaboration avec le Conseil d'administration, en s'inspirant du souci de couvrir, en règle générale, les dépenses de reproduction et de distribution.

¹ Se lit « ou » dans les textes authentiques chinois et anglais.

626. 7. L'Union entretient un fonds de réserve constituant un capital de roulement permettant de faire front aux dépenses essentielles et de maintenir des réserves en espèces suffisantes pour éviter, dans la mesure du possible, d'avoir recours à des prêts. Le Conseil d'administration fixe annuellement le montant du fonds de réserve en fonction des besoins prévus. A la fin de chaque année financière, tous les crédits budgétaires qui n'ont pas été dépensés ou engagés sont placés dans le fonds de réserve. Les autres détails relatifs à ce fonds de réserve sont décrits dans le Règlement financier.

Article 80. RESPONSABILITÉS FINANCIÈRES DES CONFÉRENCES ADMINISTRATIVES ET DES ASSEMBLÉES PLÉNIÈRES DES CCI

627. 1. Avant d'adopter des propositions ayant des incidences financières, les conférences administratives et assemblées plénières des Comités consultatifs internationaux tiennent compte de toutes les prévisions budgétaires de l'Union en vue d'assurer que ces propositions n'entraînent pas de dépenses supérieures aux crédits dont le Conseil d'administration peut disposer.
628. 2. Il ne sera donné suite à aucune décision d'une conférence administrative ou d'une assemblée plénière d'un Comité consultatif international ayant pour conséquence une augmentation directe ou indirecte des dépenses au-delà des crédits dont le Conseil d'administration peut disposer.

Article 81. ETABLISSEMENT ET REDDITION DES COMPTES

629. 1. Les administrations des Membres et les exploitations privées reconnues qui exploitent des services internationaux de télécommunication doivent se mettre d'accord sur le montant de leurs créances et de leurs dettes.
630. 2. Les comptes afférents aux débits et crédits visés au numéro 629 sont établis conformément aux dispositions des Règlements administratifs à moins d'arrangements particuliers entre les parties intéressées.

Article 82. ARBITRAGE : PROCÉDURE

(Voir article 50)

631. 1. La partie qui fait appel entame la procédure en transmettant à l'autre partie une notification de demande d'arbitrage.
632. 2. Les parties décident d'un commun accord si l'arbitrage doit être confié à des personnes, à des administrations ou à des gouvernements. Au cas où, dans le délai d'un mois à compter du jour de la notification de la demande d'arbitrage, les parties n'ont pas pu tomber d'accord sur ce point, l'arbitrage est confié à des gouvernements.
633. 3. Si l'arbitrage est confié à des personnes, les arbitres ne doivent ni être des ressortissants d'un pays partie dans le différend, ni avoir leur domicile dans un de ces pays, ni être à leur service.
634. 4. Si l'arbitrage est confié à des gouvernements ou à des administrations de ces gouvernements, ceux-ci doivent être choisis parmi les Membres qui ne sont pas impliqués dans le différend, mais qui sont parties à l'accord dont l'application a provoqué le différend.
635. 5. Dans le délai de trois mois à compter de la date de réception de la notification de la demande d'arbitrage, chacune des deux parties en cause désigne un arbitre.

636. 6. Si plus de deux parties sont impliquées dans le différend, chacun des deux groupes de parties ayant des intérêts communs dans le différend désigne un arbitre conformément à la procédure prévue aux numéros 634 et 635.
637. 7. Les deux arbitres ainsi désignés s'entendent pour nommer un troisième arbitre qui, si les deux premiers sont des personnes et non des gouvernements ou des administrations, doit répondre aux conditions fixées au numéro 633, et qui, de plus, doit être d'une nationalité différente de celle des deux autres. A défaut d'accord entre les deux arbitres sur le choix du troisième arbitre, chaque arbitre propose un troisième arbitre n'ayant aucun intérêt dans le différend. Le secrétaire général procède alors à un tirage au sort pour désigner le troisième arbitre.
638. 8. Les parties en désaccord peuvent s'entendre pour faire régler leur différend par un arbitre unique désigné d'un commun accord; elles peuvent aussi désigner chacune un arbitre et demander au secrétaire général de procéder à un tirage au sort pour désigner l'arbitre unique.
639. 9. Le ou les arbitres décident librement de la procédure à suivre.
640. 10. La décision de l'arbitre unique est définitive et lie les parties au différend. Si l'arbitrage est confié à plusieurs arbitres, la décision intervenue à la majorité des votes des arbitres est définitive et lie les parties.
641. 11. Chaque partie supporte les dépenses qu'elle a encourues à l'occasion de l'instruction et de l'introduction de l'arbitrage. Les frais d'arbitrage, autres que ceux exposés par les parties elles-mêmes, sont répartis d'une manière égale entre les parties en litige.
642. 12. L'Union fournit tous les renseignements se rapportant au différend dont le ou les arbitres peuvent avoir besoin.

CHAPITRE XIII. RÈGLEMENTS ADMINISTRATIFS

Article 83. RÈGLEMENTS ADMINISTRATIFS

643. Les dispositions de la Convention sont complétées par les Règlements administratifs suivants :
- Le Règlement télégraphique,
 - Le Règlement téléphonique,
 - Le Règlement des radiocommunications.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires respectifs ont signé la Convention en un exemplaire dans chacune des langues anglaise, chinoise, espagnole, française et russe, le texte français faisant foi en cas de contestation; cet exemplaire restera déposé aux archives de l'Union internationale des télécommunications, laquelle en remettra une copie à chacun des pays signataires.

FAIT à Nairobi, le 6 novembre 1982.

Pour la République démocratique d'Afghanistan :

[Signé]

MOHAMMAD ASLAM WATANJAR

[Signé]

MOHAMMAD ZAREEN KARIMI

[Signé]

KHOWAJA AQA SHARAR

[Signé]

AZIZULLAH BURHANI

Pour la République algérienne démocratique et populaire :

[Signé]

N. BOUHIRED

[Signé]

M. ALI BELHADJ

[Signé]

A. HAMZA

Au nom de la République fédérale d'Allemagne :

[Signé]

H. VENHAUS

[Signé]

J. VON VACANO

Pour la République populaire d'Angola :

[Signé]

MARIA EDITH PINTO ALVES

[Signé]

JOSÉ ANTÓNIO SMITH

Pour le Royaume d'Arabie saoudite :

[Signé]

RABEA SADIK DAHLAN

[Signé]

TAHER JAMEL AABED

[Signé]

SAMY S. AL-BASHEER

[Signé]

OBAIDULLA H. MOHAMED

Pour la République argentine :

[*Signé*]

NICOLAS JOAQUIN MAZZARO

[*Signé*]

GRACIELA BRÍGIDA MEALLA

[*Signé*]

MARCELLO OTERO MOSTEIRIN

[*Signé*]

ANTONIO ERMETE CRISTIANI

Pour l'Australie :

[*Signé*]

E. J. WILKINSON

[*Signé*]

M. R. RAMSAY

[*Signé*]

E. F. SANDBACH

Pour l'Autriche :

[*Signé*]

Dr. HEINRICH ÜBLEIS

[*Signé*]

Dr. HEINRICH GÄRTNER

[*Signé*]

Dr. WALTER KUDRNA

[*Signé*]

Dr. KURT HENSELY

Pour la République populaire du Bangladesh :

[*Signé*]

A. B. M. TAHER

[*Signé*]

A. M. RASHED CHOWDHURY

Pour la Barbade :

[*Signé*]
NIGEL A. BARROW
[*Signé*]
C. M. THOMPSON
[*Signé*]
EUGENE V. FINGALL

Pour la Belgique :

[*Signé*]
Vicomte GEORGES VILAIN XIII
[*Signé*]
JOZEF DE PROFT
[*Signé*]
MICHEL GONY

Pour le Belize :

[*Signé*]
J. F. R. MARTIN

Pour la République populaire du Bénin :

[*Signé*]
FRANÇOIS DOSSOU
[*Signé*]
TAOFIQUI BOURAÏMA
[*Signé*]
ALPHONSE D'OLIVEIRA
[*Signé*]
FIDELIA AZODOGBEHOU
[*Signé*]
PATRICE HOUNGAVOU
[*Signé*]
DÉSIRÉ ADADJA
[*Signé*]
NASSIROU MACHIOUDI

Pour la République socialiste soviétique de Biélorussie :

[*Signé*]

I. M. GRITSUK

Pour la République du Botswana :

[*Signé*]

JOSEPH M. B. SEKETE

Pour la République fédérative du Brésil :

[*Signé*]

ARTHUR CEZAR ARAUJO ITUASSU

Pour la République populaire de Bulgarie :

[*Signé*]

N. KREKMANSKY

Pour la République du Burundi :

[*Signé*]

PIERRE CLAVER GAHUNGU

[*Signé*]

ZACHARIE BANYIYEZAKO

[*Signé*]

THARCISSE NYAMWANA

Pour la République-Unie du Cameroun :

[*Signé*]

P. KAMGA NJIKÉ

[*Signé*]

J. JIPGUEP

[*Signé*]

H. DJOUAKA

[*Signé*]

V. VEGA

Pour le Canada :

[*Signé*]

ALAIN GOURD

[*Signé*]

JOHN A. GILBERT

Pour la République du Cap-Vert :

[*Signé*]

MARIA EDITH PINTO ALVES

Pour la République centrafricaine :

[*Signé*]

Commandant EMMANUEL MOKALO

[*Signé*]

JEAN-CYRILLE KOUNKOU

[*Signé*]

DOMINIQUE VIDAKOUA

[*Signé*]

JOSEPH KONDAOULE

[*Signé*]

JOSUÉ YONGORO

[*Signé*]

SIMON KOSSIGNON

Pour le Chili :

[*Signé*]

JULIO SERGIO POLLONI PEREZ

[*Signé*]

MIGUEL L. PIZARRO ARAGONES

[*Signé*]

SERGIO A. ANGELLOTTI CÁDIZ

[*Signé*]

JORGE OSSA ARANGUA

Pour la République populaire de Chine :

[*Signé*]

LI YUKUI

[*Signé*]

LIU YUAN

Pour la République de Chypre :

[*Signé*]

ANDREAS G. SKARPARIS

Pour l'Etat de la Cité du Vatican :

[*Signé*]

Monseigneur P. PHAM VAN THUONG

[*Signé*]

ANTONIO STEFANIZZI

Pour la République de Colombie :

[*Signé*]

HECTOR CHARRY SAMPER

[*Signé*]

ORLANDO GALLO SUAREZ

Pour la République populaire du Congo :

[*Signé*]

BERNARD BALOUNDA

[*Signé*]

ISIDORE N'DONGABEKA

[*Signé*]

FLORENTIN BOUCKACKA

[*Signé*]

JULIEN BOUKAMBOU MIAKAMIOUE

Pour la République de Corée :

[*Signé*]

SUK JAE KANG

Pour le Costa Rica :

[*Signé*]

MIGUEL LEÓN SOLER

[*Signé*]

MARCO T. DELGADO MORA

Pour la République de Côte d'Ivoire :

[*Signé*]

KOUASSI APETE

[*Signé*]

YAPO SAMSON BROU

[*Signé*]

LEON AKA BONNY

[*Signé*]

KOUASSI BLE

[*Signé*]

JULIENNE KOFFI

[*Signé*]

OUMAR DICOH

Pour Cuba :

[*Signé*]

FERNANDO GALINDO CASTELLANOS

Pour le Danemark :

[*Signé*]

HANS JESPERSEN

[*Signé*]

J. F. PEDERSEN

[*Signé*]

JØRN JENSBY

Pour la République arabe d'Égypte :

[*Signé*]

MOHAMED WAGDI ABDEL HAMID

[*Signé*]

IBRAHIM FATHI HASSAN KHATTAB

[*Signé*]

OLFAT ABDELHAI ABDEL HAMID SHAWKAT

Pour la République d'El Salvador :

[Signé]

MIGUEL LEÓN SOLER

[Signé]

MARCO T. DELGADO MORA

Pour l'Equateur :

[Signé]

NELSON F. RUIZ CORAL

[Signé]

GABRIEL BERNAL GOMEZ

Pour l'Espagne :

[Signé]

F. MOLINA NEGRO

[Signé]

J. M. NOVILLO-FERTRELL Y PADERES

Pour les Etats-Unis d'Amérique :

[Signé]

MICHAEL R. GARDNER

[Signé]

FRANCIS S. URBANY

[Signé]

KALMANN SCHAEFER

Pour l'Ethiopie :

[Signé]

INGIDAYEHU GIRMAW

[Signé]

GABRECHRISTO SEYOUM

[Signé]

ABEBE GOSHU

[Signé]

ALEMSEGED DEGEFA

Pour Fidji :

[*Signé*]

G. H. RAILTON

Pour la Finlande :

[*Signé*]

PEKKA TARJANNE

[*Signé*]

JORMA NIKKILÄ

Pour la France :

[*Signé*]

YVES PLATTARD

[*Signé*]

MICHEL TOUTAN

[*Signé*]

MARIE HUET

Pour la République gabonaise :

[*Signé*]

DOMINIQUE HELLA-ONDO

[*Signé*]

NESTOR TCHIMINA

[*Signé*]

AARON NGUEMA-ALLOGO

[*Signé*]

JULES LEGNONGO

[*Signé*]

FABIEN MBENG EKOOGHA

Pour la République de Gambie :

[*Signé*]

ASSANE NDIAYE

Pour le Ghana :

[*Signé*]

PETER TETTEH DEBRAH

[*Signé*]

JOHN KOFI GYIMAN

Pour la Grèce :

[*Signé*]

ALEXANDRE G. AFENDOULIS

[*Signé*]

VASSILI G. CASSAPOGLOU

Pour la Grenade :

[*Signé*]

FENNIS AUGUSTINE

[*Signé*]

RAY SMITH

Pour la République du Guatemala :

[*Signé*]

RAFAEL A. LEMUS M.

Pour la République populaire révolutionnaire de Guinée :

[*Signé*]

ALAFE KOUROUMA

[*Signé*]

MAMADOU SALIOU DIALLO

[*Signé*]

KADIO KOLON FOFANA

[*Signé*]

M. FALILOU BAH

Pour la République de Guinée équatoriale :

[*Signé*]

DEMETRIO ELO NDONG NSEFUMU

[*Signé*]

EMILIO MANGUE OYONO MEYE

[*Signé*]

CRISTOBAL NDONG MBA AYANG

Pour le Guyana :

[*Signé*]

KENNETH R. SHORTT

[*Signé*]

RONALD CASE

Pour la République de Haute-Volta :

[*Signé*]

GABRIEL SEMPORÉ

[*Signé*]

GASTON ZONGO

[*Signé*]

AUGUSTINE BALIMA

Pour la République populaire hongroise :

[*Signé*]

FERENC VALTER

Pour la République de l'Inde :

[*Signé*]

T. V. SRIRANGAN

[*Signé*]

M. K. RAO

[*Signé*]

P. K. GARG

[*Signé*]

V. S. SESHADRI

Pour la République d'Indonésie :

[Signé]

R. SOEPANGAT

[Signé]

R. WIKANTO

[Signé]

ARNOLD PH. DJIWATAMPU

[Signé]

S. SOEGIHARTO

[Signé]

NAZARUDDIN NASUTION

[Signé]

P. SARTONO

[Signé]

MUNTOYO HADISUWARNO

[Signé]

S. A. JASIN

Pour la République islamique d'Iran :

[Signé]

SAYED MOSTAFA SAFAVI

Pour la République d'Iraq :

[Signé]

ALI M. ABDULAH SHABAN

[Signé]

JAWAD ABDUL AMIN KHAKI

[Signé]

Dr. AMER JOMARD

Pour l'Irlande :

[Signé]

H. E. MICHAEL C. GREENE

[Signé]

F. G. MCGOVERN

[Signé]

P. M. Ó CIONNAITH

Pour l'Islande :

[*Signé*]
JÓN A. SKÚLASON

Pour l'Etat d'Israël :

[*Signé*]
M. SHAKKÉD
[*Signé*]
URI M. GORDON
[*Signé*]
G. ROSENHEIMER

Pour l'Italie :

[*Signé*]
MARCELLO SERAFINI

Pour la Jamaïque :

[*Signé*]
P. D. CROSS

Pour le Japon :

[*Signé*]
TERUO KOSUGI
[*Signé*]
MORIYA KOYAMA
[*Signé*]
MITSUO KOJIMA
[*Signé*]
TOSHIRO TAKAHASHI

Pour le Royaume hachémite de Jordanie :

[*Signé*]
Eng. M. DABBAS

Pour la République du Kenya :

[*Signé*]
Hon. HENRY KIPRONO ARAP KOSGEY

Pour l'Etat du Koweït :

[*Signé*]

ABDULLA M. AL SABEJ

[*Signé*]

SALMAN Y. AL ROOMI

[*Signé*]

AHEMAD R. AL HUMAIDA

[*Signé*]

ADEL A. AL EBRAHIM

Pour le Royaume du Lesotho :

[*Signé*]

M. MATHIEBELI

[*Signé*]

F. M. RAMAKOAE

Pour le Liban :

[*Signé*]

MAURICE-HABIB GHAZAL

Pour la Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste :

[*Signé*]

ZAKARIA AHMED FAHMI EL HAMMALI

[*Signé*]

ALI MOHAMMED SALEM ENAYLI

[*Signé*]

MOHAMED SALEH ALSABEY

[*Signé*]

MOHAMED ABULGASSEM GHAWI

Pour la Principauté de Liechtenstein :

[*Signé*]

M. APOTHÉLOZ

[*Signé*]

J. MANZ

Pour le Luxembourg :

[*Signé*]

CHARLES DONDELINGER

Pour la République démocratique de Madagascar :

[*Signé*]

PASCAL RÁTOVONDRAHONA

[*Signé*]

BERNARD RABENORO

Pour la Malaisie :

[*Signé*]

MOHAMED BIN DARUS

[*Signé*]

CHAN YAN CHOONG

Pour le Malawi :

[*Signé*]

JASPER ANTOINE MBEKEANI

[*Signé*]

JAMES CHIDAMBO KAMFOSE

[*Signé*]

EWEN SANGSTER HIWA

Pour la République des Maldives :

[*Signé*]

HASSAN MAHIR

Pour la République du Mali :

[*Signé*]

MAMADOU BA

Pour le Royaume du Maroc :

[*Signé*]
MOHAMED MOUHCINE
[*Signé*]
MOHAMED MEZIATI
[*Signé*]
HASSAN LEBBADI
[*Signé*]
AHMED KHAOUJA

Pour la République islamique de Mauritanie :

[*Signé*]
OUSMANE SAÏDOU SOW

Pour le Mexique :

Ad referendum
[*Signé*]
ENRIQUE BUJ FLORES

Pour Monaco :

[*Signé*]
ETIENNE FRANZI

Pour la République populaire de Mongolie :

[*Signé*]
D. GARAM-OCHIR
[*Signé*]
L. BALGANSHOSH
[*Signé*]
L. NATSAGDORJ

Pour la République populaire du Mozambique :

[*Signé*]
SMART EDWARD KATAWALA

Pour le Népal :

[*Signé*]
RAM PRASAD SHARMA

Pour le Nicaragua :

[*Signé*]
Dr. NORMAN LACAYO RENER
[*Signé*]
Ing. AUGUSTO GOMEZ ROMERO

Pour la République du Niger :

[*Signé*]
DANDARE NAMEOUA
[*Signé*]
IDRISSA IBRAHIM
[*Signé*]
MOUNKAILA MOUSSA
[*Signé*]
HAMANI KINDO HASSANE

Pour la République fédérale du Nigéria :

[*Signé*]
NUHU MOHAMMED
[*Signé*]
STEPHEN JERRY OKAFOR MBANEFO
[*Signé*]
IDRIS OLA LEDIJU
[*Signé*]
SHEHU ADEBAYO NASIRU
[*Signé*]
KEHINDE AYOOLA FADAHUNSI
[*Signé*]
JOHN ADEBAYO LATEJU
[*Signé*]
ALBERT ADEBAYO BEECROFT

Pour la Norvège :

[*Signé*]
KJELL HOLLER
[*Signé*]
IVAR MØKLEBUST
[*Signé*]
PER MORTENSEN
[*Signé*]
ARNE BØE

Pour la Nouvelle-Zélande :

[*Signé*]
D. C. ROSE
[*Signé*]
A. TURPIE
[*Signé*]
C. W. SINGLETON
[*Signé*]
W. J. GRAY

Pour le Sultanat d'Oman :

[*Signé*]
H. E. KARIM AHMED AL HAREMI

Pour la République de l'Ouganda :

[*Signé*]
Hon. AKENA P'OJOK
[*Signé*]
S. ELIPHAZ K. MBABAALI
[*Signé*]
BARNABAS L. KATO

Pour la République islamique du Pakistan :

[*Signé*]
ABDULLAH KHAN

Pour la Papouasie-Nouvelle-Guinée :

[*Signé*]

D. P. KAMARA

[*Signé*]

K. MAITAVA

[*Signé*]

G. H. RAILTON

Pour la République du Paraguay :

[*Signé*]

RAUL FERNANDEZ GAGLIARDONE

[*Signé*]

JALEI GARCIA

Pour le Royaume des Pays-Bas :

[*Signé*]

PHILIPPUS LEENMAN

Pour le Pérou :

[*Signé*]

CARLOS A. ROMERO SANJINES

[*Signé*]

ROBERTO KANNA UESU

Pour la République des Philippines :

[*Signé*]

CEFERINO S. CARREON

Pour la République populaire de Pologne :

[*Signé*]

LEON KOŁATKOWSKI

Pour le Portugal :

[*Signé*]

AFONSO DE CASTRO

[*Signé*]

JOSÉ ANTÓNIO DA SILVA GOMES

[*Signé*]

JOÃO VERSTEEG

Pour l'Etat du Qatar :

[*Signé*]

FUAD ABBAS

[*Signé*]

IBRAHIM A. AL MAHMOOD

Pour la République arabe syrienne :

[*Signé*]

Eng. M. R. AL KUDRI

[*Signé*]

Eng. M. OBEID

[*Signé*]

Eng. A. M. NAFFAKH

Pour la République démocratique allemande :

[*Signé*]

Dr. MANFRED CALOV

Pour la République socialiste soviétique d'Ukraine :

[*Signé*]

VLADIMIR DELIKATNYI

Pour la République socialiste de Roumanie :

[*Signé*]

I. TĂNASE

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord :

[*Signé*]

J. H. M. SOLOMON

[*Signé*]

A. MARSHALL

[*Signé*]

J. F. R. MARTIN

Pour la République rwandaise :

[*Signé*]

JEAN KAJYIBWAMI

[*Signé*]

ASSUMANI BIZIMANA

Pour la République de Saint-Marin :

[*Signé*]

PIETRO GIACOMINI

Pour la République du Sénégal :

[*Signé*]

ASSANE NDIAYE

[*Signé*]

MAHMOUDOU SAMOURA

[*Signé*]

MARIE-JEANNE NDIAYE

[*Signé*]

LEON DIA

[*Signé*]

ASSANE GUEYE

[*Signé*]

SOULEYMANE MBAYE

[*Signé*]

ALIOUNE BADARA KEBE

[*Signé*]

GUILA THIAM

[*Signé*]

MAMADOU NDIAYE

Pour la République de Singapour :

[*Signé*]

LIM CHOON SAI

Pour la République démocratique somalie :

[*Signé*]

H. E. ABDUKAHMAN HUSSEIN MOHAMOUD

[*Signé*]

ABDULKADIR MOHAMOUD WALAYO

Pour la République démocratique du Soudan :

[*Signé*]

ABDALLA SIRAG ELDIN

[*Signé*]

HASSAN BABIKER MOHAMED

[*Signé*]

AWAD BABIKER ABDELGADIR

[*Signé*]

MAHMOUD TAMIM

Pour la République socialiste démocratique de Sri Lanka :

[*Signé*]

AMBALAVARNAR SHANMUGARAJAH

Pour la Suède :

[*Signé*]

TONY HAGSTRÖM

[*Signé*]

T. LARSSON

[*Signé*]

ARNE RÅBERG

Pour la Confédération suisse :

[*Signé*]

M. APOTHÉLOZ

[*Signé*]

G. DUPUIS

[*Signé*]

J. MANZ

[*Signé*]

TH. MOECKLI-PELET

[*Signé*]

P. L. GALLI

Pour la République du Suriname :

[*Signé*]

JOHAN RICARDO NEEDE

Pour le Royaume du Swaziland :

[Signé]

VICTOR SYDNEY LEIBBRANDT

[Signé]

JOHN SELBY SIKHONDZE

[Signé]

BASILIO FANUKWENTE MANANA

[Signé]

JAMES PENZIE MBAYIYANE MHLANGA

Pour la République-Unie de Tanzanie :

[Signé]

J. A. MSAMBICHAKA

[Signé]

CHARLES KAZUKA

[Signé]

ABDULLA H. KHAMIS

[Signé]

W. J. G. MALLYA

Pour la République socialiste tchécoslovaque :

[Signé]

MICHAL ONDREJKA

Pour la Thaïlande :

[Signé]

SUCHART P. SAKORN

[Signé]

KANES SCHMARAKKUL

[Signé]

MANOTE MITRSOMWANG

[Signé]

WIDHYA BHOOLSUWAN

Pour la République togolaise :

[*Signé*]

A. DO AITHNARD

[*Signé*]

KOUMA SETHI NENONENE

[*Signé*]

KOSSIVI AYIKOE

[*Signé*]

K. HINVI EDJOSSAN

[*Signé*]

MAHAMA BOUKARI

Pour le Royaume des Tonga :

[*Signé*]

D. C. ROSE

[*Signé*]

A. TURPIE

[*Signé*]

C. W. SINGLETON

[*Signé*]

W. J. GRAY

Pour la Tunisie :

[*Signé*]

BRAHIM KHOUADJA

[*Signé*]

BECHIR GUEBLAOUI

[*Signé*]

RAOUF CHKIR

[*Signé*]

MOHAMED EZZEDINE

[*Signé*]

CHEDLY HELAL

Pour la Turquie :

[*Signé*]

AHMET AKYAMAÇ

[*Signé*]

A. MÜNİR ÇAĞAVI

[*Signé*]

ENVER IBEK

Pour l'Union des Républiques socialistes soviétiques :

[*Signé*]

Y. ZOUBAREV

Pour la République orientale de l'Uruguay :

[*Signé*]

GILBERTO L. VERDIER

[*Signé*]

LUIS M. MELIDE

Pour la République du Venezuela :

[*Signé*]

LUIS MANUEL LEAÑEZ LUGO

[*Signé*]

HECTOR MIGUEL PALMA NUÑEZ

[*Signé*]

MARIA ELENA RODRIGUEZ C.

[*Signé*]

ABRAHAM EDUARDO MIZRAHI R.

[*Signé*]

CARLOS JULIO MARTINEZ G.

[*Signé*]

CARLOS A. SANCHEZ

[*Signé*]

MIGUEL LEON CASTRO

Pour la République socialiste du Viet Nam :

[*Signé*]

TRUONG VAN THOAN

Pour la République arabe du Yémen :

[*Signé*]

ABDULLA ALI AL-KHOURABI

Pour la République démocratique populaire du Yémen :

[*Signé*]

KAMAL ABDULRAHIM

Pour la République socialiste fédérative de Yougoslavie :

[*Signé*]

VUČIĆ ČAGORVIĆ

Pour la République du Zaïre :

[*Signé*]

NDEZE MATABARO

[*Signé*]

LUTULA ELONGA

Pour la République de Zambie :

[*Signé*]

H. E. MUSONDA JUSTIN CHIMBA

[*Signé*]

THOMAS NELSON CHINYONGA

Pour la République du Zimbabwe :

[*Signé*]

Dr. NAOMI NHIWATIWA

[*Signé*]

RAYMOND MUTAMBIRWA

[*Signé*]

ABNIEL WHENDERO

[*Signé*]

CHEMIST SIZIBA

[*Signé*]

DAVIS DAURAMANZI

ANNEXE 1

(Voir numéro 3)

Afghanistan (République démocratique d')	Gambie (République de)
Albanie (République populaire socialiste d')	Ghana
Algérie (République algérienne démocratique et populaire)	Grèce
Allemagne (République fédérale d')	Grenade
Angola (République populaire d')	Guatemala (République du)
Arabie saoudite (Royaume d')	Guinée (République populaire révolutionnaire de)
Argentine (République)	Guinée-Bissau (République de)
Australie	Guinée équatoriale (République de)
Autriche	Guyane
Bahamas (Commonwealth des)	Haïti (République d')
Bahreïn (Etat de)	Haute-Volta (République de)
Bangladesh (République populaire du)	Honduras (République du)
Barbade	Hongroise (République populaire)
Belgique	Inde (République de l')
Belize	Indonésie (République d')
Bénin (République populaire du)	Iran (République islamique d')
Biélorussie (République socialiste soviétique de)	Iraq (République d')
Birmanie (République socialiste de l'Union de)	Irlande
Bolivie (République de)	Islande
Botswana (République du)	Israël (Etat d')
Brésil (République fédérative du)	Italie
Bulgarie (République populaire de)	Jamaïque
Burundi (République du)	Japon
Cameroun (République-Unie du)	Jordanie (Royaume hachémite de)
Canada	Kampuchea démocratique
Cap-Vert (République du)	Kenya (République du)
Centrafricaine (République)	Koweït (Etat du)
Chili	Lao (République démocratique populaire)
Chine (République populaire de)	Lesotho (Royaume du)
Chypre (République de)	Liban
Cité du Vatican (Etat de la)	Libéria (République du)
Colombie (République de)	Libye (Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste)
Comores (République fédérale islamique des)	Liechtenstein (Principauté de)
Congo (République populaire du)	Luxembourg
Corée (République de)	Madagascar (République démocratique de)
Costa Rica	Malaisie
Côte d'Ivoire (République de)	Malawi
Cuba	Maldives (République des)
Danemark	Mali (République du)
Djibouti (République de)	Malte (République de)
Dominicaine (République)	Maroc (Royaume du)
Egypte (République arabe d')	Maurice
El Salvador (République d')	Mauritanie (République islamique de)
Emirats arabes unis	Mexique
Equateur	Monaco
Espagne	Mongolie (République populaire de)
Etats-Unis d'Amérique	Mozambique (République populaire du)
Ethiopie	Namibie
Fidji	Nauru (République de)
Finlande	Népal
France	Nicaragua
Gabonaise (République)	Niger (République du)

Nigéria (République fédérale du)	Singapour (République de)
Norvège	Somalie (République démocratique)
Nouvelle-Zélande	Soudan (République démocratique du)
Oman (Sultanat d')	Sri Lanka (République socialiste démocratique de)
Ouganda (République de l')	Sudafricaine (République)
Pakistan (République islamique du)	Suède
Panama (République du)	Suisse (Confédération)
Papouasie-Nouvelle-Guinée	Suriname (République du)
Paraguay (République du)	Swaziland (Royaume du)
Pays-Bas (Royaume des)	Tanzanie (République-Unie de)
Pérou	Tchad (République du)
Philippines (République des)	Tchécoslovaque (République socialiste)
Pologne (République populaire de)	Thaïlande
Portugal	Togolaise (République)
Qatar (État du)	Tonga (Royaume des)
République arabe syrienne	Trinité-et-Tobago
République démocratique allemande	Tunisie
République populaire démocratique de Corée	Turquie
République socialiste soviétique d'Ukraine	Union des Républiques socialistes soviétiques
Roumanie (République socialiste de)	Uruguay (République orientale de l')
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Venezuela (République du)
Rwandaise (République)	Viet Nam (République socialiste du)
Saint-Marin (République de)	Yémen (République arabe du)
Sao Tomé-et-Principe (République démocratique de)	Yémen (République démocratique populaire du)
Sénégal (République du)	Yougoslavie (République socialiste fédérative de)
Sierra Leone	Zaire (République du)
	Zambie (République de)
	Zimbabwe (République du)

ANNEXE 2

DÉFINITION DE CERTAINS TERMES EMPLOYÉS DANS LA CONVENTION ET DANS LES RÈGLEMENTS
DE L'UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

2001. Aux fins de la présente Convention, les termes suivants ont le sens donné par les définitions qui les accompagnent.
2002. *Administration.* Tout service ou département gouvernemental responsable des mesures à prendre pour exécuter les obligations de la Convention internationale des télécommunications et des Règlements.
2003. *Brouillage préjudiciable.* Brouillage qui compromet le fonctionnement d'un service de radionavigation ou d'autres services de sécurité ou qui dégrade sérieusement, interrompt de façon répétée ou empêche le fonctionnement d'un service de radiocommunication utilisé conformément au Règlement des radiocommunications.
2004. *Correspondance publique.* Toute télécommunication que les bureaux et stations, par le fait de leur mise à la disposition du public, doivent accepter aux fins de transmission.
2005. *Délégation.* Ensemble des délégués et, éventuellement, des représentants, conseillers, attachés ou interprètes envoyés par un même pays.
Chaque Membre est libre de composer sa délégation à sa convenance. En particulier, il peut y inclure en qualité de délégués, de conseillers ou d'attachés, des personnes appartenant à des exploitations privées reconnues par lui ou des personnes appartenant à d'autres entreprises privées qui s'intéressent aux télécommunications.
2006. *Délégué.* Personne envoyée par le gouvernement d'un Membre de l'Union à une Conférence de plénipotentiaires, ou personne représentant le gouvernement ou l'administration d'un Membre de l'Union à une conférence administrative ou à une réunion d'un Comité consultatif international.

2007. *Expert*. Personne envoyée par un établissement national scientifique ou industriel autorisé par le gouvernement ou l'administration de son pays à assurer aux réunions des commissions d'études d'un Comité consultatif international.
2008. *Exploitation privée*. Tout particulier ou société, autre qu'une institution ou agence gouvernementale, qui exploite une installation de télécommunication destinée à assurer un service de télécommunication international ou susceptible de causer des brouillages préjudiciables à un tel service.
2009. *Exploitation privée reconnue*. Toute exploitation privée répondant à la définition ci-dessus, qui exploite un service de correspondance publique ou de radiodiffusion et à laquelle les obligations prévues à l'article 44 de la Convention sont imposées par le Membre sur le territoire duquel est installé le siège social de cette exploitation ou par le Membre qui a autorisé cette exploitation à établir et à exploiter un service de télécommunication sur son territoire.
2010. *Observateur*. Personne envoyée par :
- Les Nations Unies, une institution spécialisée des Nations Unies, l'Agence internationale de l'énergie atomique ou une organisation régionale de télécommunication pour participer à titre consultatif à la Conférence de plénipotentiaires, à une conférence administrative ou à une réunion d'un Comité consultatif international;
 - Une organisation internationale, pour participer à titre consultatif à une conférence administrative ou à une réunion d'un Comité consultatif international;
 - Le gouvernement d'un Membre de l'Union, pour participer sans droit de vote à une conférence administrative régionale;
- conformément aux dispositions pertinentes de la Convention.
2011. *Radiocommunication*. Télécommunication réalisée à l'aide des ondes radio-électriques.
- Note 1*. Les ondes radioélectriques sont des ondes électromagnétiques dont la fréquence est par convention inférieure à 3 000 GHz, se propageant dans l'espace sans guide artificiel.
- Note 2*. Pour les besoins du numéro 83 de la Convention, le terme « radiocommunication » comprend également les télécommunications réalisées à l'aide d'ondes électromagnétiques dont la fréquence est supérieure à 3 000 GHz, se propageant dans l'espace sans guide artificiel.
2012. *Service de radiodiffusion*. Service de radiocommunication dont les émissions sont destinées à être reçues directement par le public en général. Ce service peut comprendre des émissions sonores, des émissions de télévision ou d'autres genres d'émission.
2013. *Service international*. Service de télécommunication entre bureaux ou stations de télécommunication de toute nature, situés dans des pays différents ou appartenant à des pays différents.
2014. *Service mobile*. Service de radiocommunication entre stations mobiles et stations terrestres, ou entre stations mobiles.
2015. *Télécommunication*. Toute transmission, émission ou réception de signes, de signaux, d'écrits, d'images, de son ou de renseignements de toute nature, par fil, radioélectricité, optique ou autres systèmes électromagnétiques.
2016. *Télégramme*. Ecrit destiné à être transmis par télégraphie en vue de sa remise au destinataire. Ce terme comprend aussi le radiotélégramme, sauf spécification contraire.
2017. *Télégrammes de service*. Télégrammes échangés entre :
- a) Les administrations;
 - b) Les exploitations privées reconnues;

- c) Les administrations et les exploitations privées reconnues;
- d) Les administrations et les exploitations privées reconnues d'une part, et le secrétaire général de l'Union d'autre part;
- et relatifs aux télécommunications publiques internationales.
2018. *Télégrammes et conversations téléphoniques d'Etat.* Télégrammes et conversations téléphoniques émanant de l'une des autorités ci-après :
- Chef d'un Etat;
 - Chef d'un gouvernement et membres d'un gouvernement;
 - Commandant en chef des forces militaires, terrestres, navales ou aériennes;
 - Agents diplomatiques ou consulaires;
 - Secrétaire général des Nations Unies; chef des organes principaux des Nations Unies;
 - Cour internationale de Justice.
- Les réponses aux télégrammes d'Etat définis ci-dessus sont également considérées comme des télégrammes d'Etat.
2019. *Télégrammes privés.* Télégrammes autres que les télégrammes d'Etat ou de service.
2020. *Télégraphie.* Forme de télécommunication dans laquelle les informations transmises sont destinées à être enregistrées à l'arrivée sous forme d'un document graphique; ces informations peuvent dans certains cas être présentées sous une autre forme ou enregistrées pour un usage ultérieur.
- Note.* Un document graphique est un support d'information sur lequel est enregistré de façon permanente un texte écrit ou imprimé ou une image fixe, et qui est susceptible d'être classé et consulté.
2021. *Téléphonie.* Forme de télécommunication essentiellement destinée à l'échange d'informations sous la forme de parole.

ANNEXE 3¹

(Voir article 39)

ACCORD ENTRE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET L'UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

¹ Pour le texte de l'annexe, voir le *Recueil des Traités* des Nations Unies, vol. 30, p. 315.

**PROTOCOLE FINAL* À LA CONVENTION INTERNATIONALE DES
TÉLÉCOMMUNICATIONS (NAIROBI, 1982)**

Au moment de signer la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), les plénipotentiaires soussignés prennent acte des déclarations suivantes qui font partie des Actes finals de la Conférence de plénipotentiaires (Nairobi, 1982)¹ :

1

Pour la République populaire révolutionnaire de Guinée

La Délégation de la République populaire révolutionnaire de Guinée réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts si certains Membres ne prennent pas leur part des dépenses de l'Union ou ne se conforment pas de quelque manière que ce soit aux dispositions de la

* *Note du Secrétariat général.* Les textes du Protocole final sont rangés par ordre chronologique de leur dépôt.

¹ Les déclarations ont été effectuées dans les langues originales suivantes :

Langue originale des Déclarations
Nairobi, 1982

N ^o décl.	<i>Langue originale</i>	N ^o décl.	<i>Langue originale</i>	N ^o décl.	<i>Langue originale</i>
1	français	40	français	79	russe
2	français	41	français	80	espagnol
3	anglais	42	anglais	81	espagnol
4	français	43	français	82	espagnol
5	français	44	anglais	83	espagnol
6	anglais	45	français	84	anglais
7	français	46	anglais	85	anglais
8	anglais	47	anglais	86	espagnol
9	français	48	anglais	87	anglais
10	espagnol	49	français	88	anglais
11	anglais	50	français	89	anglais
12	anglais	51	français	90	espagnol
13	espagnol	52	russe	91	français
14	français	53	français	92	français
15	français	54	espagnol	93	anglais
16	français	55	anglais	94	anglais
17	français	56	anglais	95	espagnol
18	espagnol	57	anglais	96	anglais
19	français	58	russe	97	anglais
20	non utilisé	59	espagnol	98	anglais
21	anglais	60	espagnol	99	anglais
22	anglais	61	français	100	français
23	français	62	français	101	anglais
24	anglais	63	anglais	102	anglais
25	français	64	anglais	103	anglais
26	anglais	65	anglais	104	anglais
27	espagnol	66	français	105	russe
28	anglais	67	anglais	106	russe
29	anglais	68	anglais	107	russe
30	français	69	espagnol	108	espagnol
31	français	70	anglais	109	espagnol
32	français	71	anglais	110	anglais
33	espagnol	72	anglais	111	anglais
34	anglais	73	français	112	espagnol
35	anglais	74	anglais	113	espagnol
36	anglais	75	français	114	anglais
37	anglais	76	espagnol	115	anglais
38	anglais	77	espagnol		
39	anglais	78	espagnol		

Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), de ses annexes ou des protocoles qui y sont attachés ou encore si les réserves formulées par d'autres pays compromettent le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

2

Pour la France

La Délégation française réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes les mesures qu'il pourra estimer nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union ou manqueraient de quelque autre façon de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), de ses annexes ou des protocoles qui y sont attachés, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays compromettraient le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

3

Pour la Thaïlande

La Délégation de la Thaïlande réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes les mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où un pays quelconque n'observerait pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), ou si les réserves formulées par un pays quelconque devaient compromettre le bon fonctionnement des services de télécommunication de la Thaïlande ou conduire à une augmentation de sa part de contribution aux dépenses de l'Union.

4

Pour la République islamique de Mauritanie

La Délégation du Gouvernement de la République islamique de Mauritanie à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982) réserve à son Gouvernement le droit de n'accepter aucune mesure financière pouvant entraîner une augmentation de sa part contributive à l'Union et de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses services de télécommunication au cas où des pays Membres n'observeraient pas les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982).

5

Pour la République algérienne démocratique et populaire

La Délégation de la République algérienne démocratique et populaire à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts, au cas où certains Membres n'observeraient pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), ou si les réserves formulées par les autres Membres devaient compromettre ses services de télécommunication ou entraîner une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union.

6

Pour la Malaisie

La Délégation de la Malaisie :

1. Réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres ne prendraient

pas leur part aux dépenses de l'Union ou manqueraient, de quelque manière que ce soit, de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), de ses annexes ou des protocoles qui y sont attachés, ou encore si des réserves d'autres pays compromettraient le bon fonctionnement des services de télécommunication de la Malaisie;

2. Déclare que la signature de la Convention susmentionnée et la ratification éventuelle de celle-ci par le Gouvernement de la Malaisie n'ont aucune valeur en ce qui concerne le Membre figurant à l'annexe 1 sous le nom d'Israël, et n'impliquent d'aucune manière la reconnaissance de ce Membre par le Gouvernement de la Malaisie.

7

Pour Monaco

La Délégation de la Principauté de Monaco réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union ou manqueraient de se conformer aux dispositions de la Convention (Nairobi, 1982), de ses annexes ou des protocoles y attachés ou encore si des réserves formulées par d'autres Membres compromettraient le parfait et efficace fonctionnement de ses services de télécommunication.

8

Pour la République fédérale du Nigéria

En signant la présente Convention, la Délégation de la République fédérale du Nigéria déclare que son Gouvernement se réserve le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres de l'Union ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union ou manqueraient de quelque autre façon de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), de ses annexes ou des protocoles qui y sont attachés, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays compromettraient de quelque manière que ce soit le bon fonctionnement des services de télécommunication de la République fédérale du Nigéria.

9

Pour la Confédération suisse et la Principauté de Liechtenstein

1. Les Délégations des pays susmentionnés réservent le droit de leurs Gouvernements de prendre les mesures nécessaires à la protection de leurs intérêts si des réserves déposées ou d'autres mesures prises devaient avoir pour conséquences de porter atteinte au bon fonctionnement de leurs services de télécommunication ou de conduire à une augmentation de leurs parts contributives aux dépenses de l'Union.

2. En ce qui concerne l'article 83 de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), les Délégations des pays susmentionnés déclarent formellement maintenir les réserves qu'elles ont formulées au nom de leurs Administrations lors de la signature des Règlements mentionnés dans ledit article.

10

Pour la République argentine

1. En signant la présente Convention, la Délégation de la République argentine déclare, au nom de son Gouvernement, que toute référence du Protocole final de la

Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982) ou de tout autre document de la Conférence, aux îles Malouines, aux îles de la Géorgie du Sud et aux îles Sandwich du Sud, sous la dénomination erronée de « îles Falkland et leurs dépendances », n'affecte en rien les droits souverains de la République argentine sur lesdites îles.

2. L'occupation de ces îles par le Royaume de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, à la suite d'un acte de force que n'a jamais accepté la République argentine, a conduit l'Organisation des Nations Unies, dans les résolutions 2065 (XX)¹, 3160 (XXVIII)² et 31/49³ de l'Assemblée générale, à inviter les deux parties à rechercher un règlement pacifique de ce conflit de souveraineté sur lesdites îles et à les prier instamment d'entreprendre des négociations en vue de mettre fin à une situation coloniale.

3. De plus, il convient de signaler que toute référence des mêmes documents au prétendu « Territoire antarctique britannique » n'affecte en rien les droits de la République argentine dans le secteur antarctique argentin et que cette mention figure à l'article IV du Traité antarctique conclu à Washington le 1^{er} décembre 1959⁴, dont la République argentine et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord sont tous deux signataires.

11

Pour la République des Philippines

La Délégation de la République des Philippines réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qui pourraient être nécessaires pour protéger ses intérêts si certains Membres ne prenaient pas leur part des dépenses de l'Union, ce qui pourrait entraîner une augmentation de la contribution des Philippines, ou s'ils manquaient, de quelque autre manière que ce soit, aux obligations de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), de ses annexes ou des protocoles qui y sont attachés, ou encore si les réserves faites par d'autres pays avaient pour conséquence de léser les intérêts des Philippines.

12

Pour Barbade

La Délégation de Barbade réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts si un ou plusieurs Membres ne paient pas leurs parts contributives aux dépenses de l'Union, ou n'observent pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), de ses annexes ou des protocoles qui y sont attachés, ou si les réserves d'autres Membres peuvent compromettre les services de télécommunication de Barbade.

13

Pour la République du Venezuela

La Délégation de la République du Venezuela réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où d'autres Membres, actuels ou futurs, ne contribueraient pas aux dépenses de l'Union,

¹ Nations Unies, *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingtième session, Supplément n° 14 (A/6014)*, p. 61.

² *Ibid.*, *vingt-huitième session, Supplément n° 30 (A/9030)*, p. 117.

³ *Ibid.*, *trente et unième session, Supplément n° 39 (A/31/39)*, p. 135.

⁴ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 402, p. 71.

ou manqueraient de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), de ses annexes ou des protocoles qui y sont attachés, ou encore si des réserves formulées par d'autres Membres compromettaient le bon fonctionnement de ses services de télécommunication. En outre, conformément à sa politique internationale, le Gouvernement du Venezuela n'accepte pas l'arbitrage comme moyen de régler les différends. C'est la raison pour laquelle il formule des réserves au sujet des articles de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982) qui traitent de cette question.

14

Pour la République socialiste de Roumanie

Au moment de signer la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), la Délégation de la République socialiste de Roumanie déclare que le maintien de l'état de dépendance de certains territoires, auquel font référence les dispositions du Protocole additionnel III, n'est pas conforme aux documents adoptés par l'ONU concernant l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, y compris la Déclaration relative aux principes de droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats, conformément à la Charte des Nations Unies qui a été adoptée à l'unanimité par la résolution de l'Assemblée générale de l'ONU 2625 (XXV) du 24 octobre 1970¹ et qui proclame solennellement l'obligation des Etats de favoriser la réalisation du principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes, dans le but de mettre un terme sans retard au colonialisme.

15

Pour la République socialiste de Roumanie

En signant les Actes finals de la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), la Délégation de la République socialiste de Roumanie réserve à son Gouvernement le droit :

1. De prendre toutes mesures qu'il jugera utiles quant aux conséquences financières qui pourraient découler des Actes finals de la Conférence ou des réserves faites par d'autres Etats Membres, et notamment celles qui ont trait à une augmentation éventuelle de sa part contributive aux dépenses de l'Union;
2. De faire toute déclaration ou réserve jusqu'au moment de la ratification de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982).

16

Pour la République rwandaise

La Délégation de la République rwandaise à la Conférence réserve à son Gouvernement le droit de prendre les mesures nécessaires pour protéger ses intérêts :

- Si des Membres ne prenaient pas leur part des dépenses de l'Union, entraînant ainsi une augmentation des parts contributives des autres pays Membres;
- Si des Membres n'observaient pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), de ses annexes ou des protocoles qui y sont attachés;
- Si des réserves formulées par d'autres administrations compromettaient le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

¹ Nations Unies, *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-cinquième session, Supplément n° 28 (A/8028)*, p. 131.

17

Pour l'Italie

La Délégation de l'Italie déclare que le Gouvernement italien ne peut accepter aucune conséquence financière susceptible de découler de réserves faites par d'autres gouvernements participant à la Conférence de plénipotentiaires (Nairobi, 1982).

Elle réserve également à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts si des Membres manquaient, de quelque manière que ce soit, de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), ou si des réserves formulées par d'autres pays devaient compromettre le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

18

Pour la République du Guatemala

La Délégation de la République du Guatemala à la Conférence de plénipotentiaires (Nairobi, 1982),

1. Réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires et suffisantes pour protéger ses intérêts au cas où d'autres Membres n'observeraient pas les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), de ses annexes ou des protocoles qui y sont attachés, ou si des réserves quelconques formulées par d'autres pays devaient compromettre le bon fonctionnement de ses services de télécommunication;

2. Réserve, de plus, à son Gouvernement, le droit de formuler toute déclaration ou réserve jusqu'au moment où il ratifiera la Convention (Nairobi, 1982).

19

Pour la République centrafricaine

La Délégation de la République centrafricaine à la Conférence de plénipotentiaires (Nairobi, 1982) déclare que son Gouvernement se réserve le droit de prendre toutes les dispositions nécessaires en vue de sauvegarder ses intérêts si certains pays Membres de l'Union n'observaient pas les dispositions de la présente Convention internationale des télécommunications ou formulaient de façon anormale des réserves tendant à augmenter les parts de contributions de son pays aux dépenses de l'Union.

20

(Ce numéro n'a pas été utilisé.)

21

Pour Malawi

En signant la présente Convention, la Délégation du Malawi réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts si certains Membres ne paient pas leurs parts contributives aux dépenses de l'Union ou n'observent pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la présente Convention, de ses annexes ou des protocoles qui y sont attachés, ou si les réserves d'autres pays peuvent compromettre ses services de télécommunication.

22

Pour la République populaire du Bangladesh

La Délégation de la République populaire du Bangladesh réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts :

1. Si les réserves formulées par d'autres gouvernements de pays Membres de l'Union entraînent une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union;
2. Si des Membres n'observent pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982) ou de ses annexes ou protocoles;
3. Si les réserves formulées par d'autres gouvernements devaient compromettre le bon fonctionnement de ses propres services de télécommunication.

23

Pour la République populaire du Congo

1. En signant le Protocole final de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), la Délégation de la République populaire du Congo réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres ne se conformeraient pas, de quelque manière que ce soit, aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), ou si les réserves formulées par d'autres Membres devaient compromettre le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

2. La Délégation de la République populaire du Congo réserve en outre à son Gouvernement, le droit de n'accepter aucune mesure financière susceptible d'entraîner une éventuelle augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union.

24

Pour la République d'Iraq

La Délégation de la République d'Iraq déclare que son Gouvernement se réserve le droit de prendre toute mesure qu'il estimera nécessaire pour sauvegarder ses intérêts, au cas où un Membre n'observerait pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982) ou si les réserves formulées par un tel Membre compromettraient le bon fonctionnement des services de télécommunication de l'Iraq ou conduisaient à une augmentation de la quote-part contributive de l'Iraq aux dépenses de l'Union.

25

Pour le Liban

La Délégation du Liban déclare que son Gouvernement se réserve le droit de prendre toute mesure qu'il estimera nécessaire pour sauvegarder ses intérêts, au cas où un Membre n'observerait pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications ([de Malaga-Torremolinos, 1973]^{1,2} et de Nairobi, 1982) ou si les réserves formulées par un tel Membre compromettraient le bon fonctionnement des services de télécommunication du Liban ou conduisaient à une augmentation de la quote-part contributive du Liban aux dépenses de l'Union.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1210, p. 3.

² Le texte entre crochets ne figure pas dans le texte authentique russe.

26

Pour la Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste

La Délégation de la Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste réserve à son Gouvernement le droit d'accepter ou non les conséquences découlant de toute réserve formulée par d'autres pays, de nature à entraîner une augmentation de sa quote-part contributive aux dépenses de l'Union, et de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires à la sauvegarde de ses intérêts et de ses services de télécommunication au cas où un Membre manquera de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982) ou des Règlements qui y sont annexés.

27

Pour Costa Rica

La Délégation de Costa Rica réserve à son Gouvernement le droit de :

1. N'accepter aucune mesure financière susceptible d'entraîner une augmentation de sa contribution à l'Union;
2. De prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses services de télécommunication au cas où des pays Membres n'observeraient pas les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982);
3. De formuler les réserves qu'il estimera opportunes à l'égard des textes contenus dans la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982) et qui pourraient affecter directement ou indirectement sa souveraineté.

28

Pour l'Etat d'Israël

La Délégation de l'Etat d'Israël, au nom de son Gouvernement — réitérant le numéro XCIX du Protocole final à la Convention internationale des télécommunications de Malaga-Torremolinos, 1973 — déclare que les parties de la Résolution N° 74 relative à Israël reposent sur des allégations mensongères. Elles font valoir des considérations matérielles et juridiques qui ne sont fondées ni *de facto* ni *de jure*. Elles ne servent ni les buts véritables ni l'objet de l'UIT et Israël les rejette purement et simplement.

29

Pour la République d'Indonésie

1. La Délégation de la République d'Indonésie réserve à son Gouvernement le droit :

- a) De prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts si des Membres n'observent pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications de 1982, ou si des réserves formulées par d'autres pays compromettent le bon fonctionnement de ses services de télécommunication;
- b) De prendre toute autre mesure conforme à la Constitution et aux lois de la République d'Indonésie.

2. La Délégation indonésienne, au nom du Gouvernement de la République d'Indonésie, déclare qu'elle ne se juge pas tenue d'appliquer les dispositions de l'article 50, paragraphe 2, de la Convention internationale des télécommunications de 1982.

30

Pour la République socialiste fédérative de Yougoslavie

La Délégation de la République socialiste fédérative de Yougoslavie réserve à son Gouvernement le droit :

1. De prendre toutes mesures qu'il estime nécessaires pour protéger les intérêts de ses télécommunications si certains Membres n'observaient par les dispositions de la présente Convention, ou si des réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement de ses services de télécommunication;

2. De prendre toutes mesures qu'il pourra estimer nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres ne prendraient pas leur part aux dépenses de l'Union, ou si des réserves formulées par d'autres pays étaient susceptibles de donner lieu à une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union.

31

Pour la République populaire du Bénin

La Délégation de la République populaire du Bénin à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres n'observeraient pas les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), ou si les réserves formulées par d'autres Membres devaient compromettre le bon fonctionnement de ses services de télécommunication ou entraîner une augmentation de sa contribution aux dépenses de l'Union.

32

Pour la République togolaise

La Délégation de la République togolaise réserve à son Gouvernement le droit de prendre les mesures qu'il jugerait opportunes, si un pays ne respectait pas les dispositions de la présente Convention ou si des réserves émises par certains Membres pendant la Conférence de Nairobi, 1982, ou lors de la signature ou de l'adhésion entraînaient des situations préjudiciables à ses services de télécommunication ou une augmentation estimée trop importante de sa part de contribution aux dépenses de l'Union.

33

Pour la République orientale de l'Uruguay

La Délégation de la République orientale de l'Uruguay déclare, au nom de son Gouvernement, que celui-ci se réserve le droit de prendre les mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres n'observeraient pas les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), ou des annexes ou protocoles qui y sont joints, ou si des réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

34

Pour la République démocratique d'Afghanistan

La Délégation de la République démocratique d'Afghanistan à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982) réserve à son Gouvernement le droit :

1. De prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses intérêts si un Membre n'observe pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), ou des annexes et protocoles qui y sont joints, ou encore si les conséquences de toute réserve formulée par un autre pays lèsent ses intérêts, et plus particulièrement compromettent le bon fonctionnement de ses services de télécommunication;
2. De n'accepter aucune mesure financière pouvant entraîner une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union;
3. De faire toute réserve ou déclaration avant qu'il ratifie la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982).

35

Pour l'Etat du Koweït et l'Etat du Qatar

Les Délégations de l'Etat du Koweït et de l'Etat du Qatar déclarent que leurs Gouvernements se réservent le droit de prendre toutes mesures qu'ils jugeront nécessaires pour protéger leurs intérêts si un Membre de l'Union n'observe pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, Kenya, 1982), ou si les réserves qu'il a formulées compromettent le bon fonctionnement de leurs services de télécommunication ou entraînent une augmentation de la contribution du Koweït ou du Qatar aux dépenses de l'Union.

36

Pour le Royaume du Lesotho

La Délégation du Lesotho déclare au nom de son Gouvernement :

1. Qu'elle n'accepte aucune conséquence des réserves formulées par un pays quel qu'il soit, et réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires;
2. Qu'elle réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts si d'autres pays n'observaient pas les dispositions de la présente Convention (Nairobi, 1982), ou des annexes ou protocoles qui y sont joints, ou si des réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

37

Pour la République démocratique d'Afghanistan, la République algérienne démocratique et populaire, le Royaume d'Arabie saoudite, la République populaire du Bangladesh, la République islamique d'Iran, la République d'Iraq, le Royaume hachémite de Jordanie, l'Etat du Koweït, le Liban, la Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste, la République des Maldives, le Royaume du Maroc, la République islamique de Mauritanie, le Sultanat d'Oman, la République islamique du Pakistan, l'Etat du Qatar, la République arabe syrienne, la République démocratique Somalie, la République démocratique du Soudan, la Tunisie, la République arabe du Yémen, la République démocratique populaire du Yémen

Les Délégations des pays ci-dessus à la Conférence de plénipotentiaires (Nairobi, 1982) déclarent que leur signature de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), ainsi que la ratification éventuelle de cet Acte par leurs Gouvernements respectifs, ne sont pas valables vis-à-vis de l'entité sioniste figurant dans l'annexe 1 à la Convention sous la prétendue appellation d'Israël et n'impliquent aucunement sa reconnaissance.

38

Pour la République de Singapour

La Délégation de la République de Singapour réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts si un Membre de l'Union manque, de quelque manière que ce soit, aux obligations qui découlent de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), ou des annexes et des protocoles qui y sont joints, ou si les réserves faites par un pays compromettent le bon fonctionnement de ses services de télécommunication ou entraînent une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union.

39

Pour la République de Corée

La Délégation de la République de Corée réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il estime nécessaires pour protéger ses intérêts si un Membre de l'Union ne prend pas sa part des dépenses de l'Union ou n'observe pas les dispositions de la présente Convention, ou des annexes, protocoles et règlements qui y sont joints, ou si des réserves faites par d'autres pays compromettent le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

40

Pour la République du Sénégal

En signant la présente Convention, la Délégation de la République du Sénégal déclare au nom de son Gouvernement, qu'elle n'accepte aucune conséquence des réserves faites par d'autres gouvernements ayant pour conséquence l'augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union.

Par ailleurs, la République du Sénégal se réserve le droit de prendre toutes mesures qu'elle jugera utiles à la sauvegarde de ses intérêts au cas où certains Membres n'observeraient pas les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), des annexes ou protocoles qui y sont attachés ou au cas où les réserves émises par d'autres pays tendraient à compromettre le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

41

Pour la République du Burundi

La Délégation de la République du Burundi réserve à son Gouvernement le droit :

1. De prendre toutes mesures qu'il pourra estimer nécessaires pour protéger ses intérêts aux cas où certains Membres n'observaient pas, de quelque façon que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), de ses annexes ou des protocoles qui y sont attachés;
2. D'accepter ou non toute mesure susceptible de donner lieu à une augmentation de sa part contributive.

42

Pour le Ghana

La Délégation du Ghana réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts si le non-respect de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), des annexes et protocoles

qui y sont attachés, ou les réserves formulées par d'autres pays compromettent le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

43

Pour la République démocratique de Madagascar

La Délégation de la République démocratique de Madagascar réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il jugera utiles pour protéger ses intérêts au cas où les Membres de l'Union n'observeraient pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982) ou si des réserves formulées par d'autres pays venaient à compromettre le bon fonctionnement de ses propres services de télécommunication.

Elle réserve également à son Gouvernement le droit de n'accepter aucune incidence financière résultant des réserves faites par d'autres gouvernements participant à la présente Conférence.

44

Pour la République islamique du Pakistan

La Délégation du Gouvernement du Pakistan à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982) se réserve le droit d'accepter ou non les conséquences qui pourraient résulter du non-respect, par tout autre Membre de l'Union, des dispositions de la Convention (1982) ou des Règlements y annexés.

45

Pour la République-Unie du Cameroun

La Délégation de la République-Unie du Cameroun à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982) déclare que son Gouvernement se réserve le droit de prendre toutes les mesures nécessaires à la sauvegarde de ses intérêts, si les réserves émises par d'autres délégations ou le non-respect de la présente Convention tendaient à compromettre le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

En outre, le Gouvernement de la République-Unie du Cameroun n'accepte aucune conséquence des réserves faites par d'autres délégations à la présente Conférence, ayant pour effet l'augmentation de sa contribution aux dépenses de l'Union.

46

Pour la Turquie

La Délégation du Gouvernement de la Turquie à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982) réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra estimer nécessaires pour protéger ses intérêts, si des réserves formulées par d'autres Membres de l'Union entraînent une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union.

Elle réserve de plus à son Gouvernement le droit de procéder à une réduction proportionnelle à la contribution de la Turquie au titre de toute rubrique ou sous-rubrique du budget, au cas où des réserves émises par d'autres parties se traduiraient par le non-versement par ces parties des parts contributives dues au titre de cette rubrique ou sous-rubrique.

47

Pour la République arabe syrienne

La Délégation de la République arabe syrienne déclare que son Gouvernement se réserve le droit de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où un Membre manquerait, de quelque façon que ce soit, de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), ou si des réserves formulées par un Membre compromettraient ses services de télécommunication ou conduisaient à une augmentation de la part contributive de la République arabe syrienne aux dépenses de l'Union.

48

Pour la République socialiste du Viet Nam

Au nom de son Gouvernement, la Délégation de la République socialiste du Viet Nam à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982) déclare ce qui suit :

1. Elle confirme une fois de plus la position du Gouvernement de la République socialiste du Viet Nam, exposée dans la déclaration de son Ministère des affaires étrangères, en date du 7 août 1979, à savoir que les archipels Hoang Sa (Paracels) et Truong Sa (Spratly ou Spratley) font partie intégrante du territoire de la République socialiste du Viet Nam. Par conséquent, le Gouvernement du Viet Nam ne peut accepter les modifications de l'attribution de fréquences et les délimitations des subdivisions des zones 6D, 6F et 6G, figurant dans les Actes finals (ADD 27/132A) de la Conférence administrative mondiale des radiocommunications pour les services mobiles aéronautiques (Genève, 1978). Etant donné que ces dispositions affectent les services aéronautiques de télécommunication du Viet Nam et ceux de certains autres pays de la région, elles doivent être révisées par les prochaines Conférences administratives mondiales des radiocommunications pour les services mobiles;

2. Elle réserve en outre à son Gouvernement le droit de n'accepter aucune autre disposition du Règlement des radiocommunications qui pourraient porter préjudice à ses services de télécommunication, et celui de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses intérêts et ses services de télécommunication.

49

Pour la République gabonaise

La Délégation de la République gabonaise réserve à son Gouvernement le droit :

1. De prendre toutes mesures nécessaires pour protéger ses intérêts si des Membres n'observent pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982) ou si des réserves faites par d'autres Membres peuvent compromettre ses services de télécommunication;

2. D'accepter ou non les conséquences financières qui pourraient éventuellement résulter de ces réserves.

50

Pour la République de Côte d'Ivoire

La Délégation de la République de Côte d'Ivoire déclare qu'elle réserve à son Gouvernement le droit d'accepter ou de refuser les conséquences des réserves formulées dans la présente Convention (Nairobi, 1982) par d'autres gouvernements et qui pourraient

entraîner une augmentation de sa part de contribution aux dépenses de l'Union ou qui pourraient compromettre ses services de télécommunication.

51

(Ce numéro n'a pas été utilisé.)

52

Pour la République populaire de Bulgarie

En signant la Convention internationale des télécommunications, la République populaire de Bulgarie déclare qu'elle se réserve le droit de prendre toutes mesures nécessaires pour protéger ses intérêts si d'autres Etats n'observent pas les dispositions de la Convention internationale des télécommunications ou si, par d'autres actes, ils portent atteinte à la souveraineté de la République populaire de Bulgarie.

53

Pour le Portugal

La Délégation portugaise déclare, au nom de son Gouvernement, qu'elle n'accepte aucune conséquence des réserves faites par d'autres gouvernements, qui entraîneraient une augmentation de sa quote-part contributive aux dépenses de l'Union.

Elle déclare aussi réserver à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra estimer nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union ou manqueraient de quelque autre façon de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), de ses annexes ou des protocoles qui y sont attachés, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

54

Pour la République fédérative du Brésil

En signant ces Actes finals, qui devront être ratifiés par son Congrès national, la Délégation du Brésil réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où d'autres Membres manqueraient de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), ou de ses annexes et protocoles joints, ou encore si des réserves formulées par d'autres Membres risquent d'entraîner une augmentation de la contribution du Brésil aux dépenses de l'Union ou enfin si les réserves d'autres Membres risquent de compromettre le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

55

Pour la République démocratique Somalie

La Délégation de la République démocratique Somalie déclare que son Gouvernement ne saurait accepter aucune des conséquences financières qui pourraient découler des réserves faites par d'autres gouvernements participant à la Conférence de plénipotentiaires (Nairobi, 1982).

Elle réserve en outre à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour sauvegarder ses intérêts au cas où certains Membres, de quelque façon que ce soit, ne respectaient pas les dispositions de la Convention internationale

des télécommunications (Nairobi, 1982) ou si des réserves formulées par d'autres pays compromettaient ses services de télécommunication.

56

Au nom de la République fédérale d'Allemagne

La Délégation de la République fédérale d'Allemagne déclare officiellement à propos de l'article 83 de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982) qu'elle maintient les réserves faites au nom de la République fédérale d'Allemagne lors de la signature des Règlements mentionnés dans ledit article.

57

Au nom de la République fédérale d'Allemagne

La Délégation de la République fédérale d'Allemagne réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts si certains Membres ne prennent pas leur part des dépenses de l'Union ou, de quelque autre manière que ce soit, ne respectent pas les dispositions de la Convention, de ses annexes ou des protocoles qui y sont joints, ou si des réserves formulées par d'autres pays sont de nature à accroître sa contribution aux dépenses de l'Union ou à compromettre le bon fonctionnement de ses services de télécommunication. De plus, la Délégation de la République fédérale d'Allemagne formule, à titre de mesure conservatoire, une réserve contre toute modification de l'article 4 de la Convention internationale des télécommunications qui tendrait à inclure dans la Convention la coopération technique en tant qu'objet de l'Union; elle réserve également à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures nécessaires au cas où le budget ordinaire de l'Union s'en trouverait obéré.

58

Pour la République socialiste tchécoslovaque

Au nom de son Gouvernement, la Délégation de la République socialiste tchécoslovaque déclare que, en signant la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), elle laisse ouverte la question de l'adoption du Règlement des radio-communications (Genève, 1979).

59

Pour le Chili

La Délégation du Chili tient à signaler que chaque fois qu'apparaissent dans la Convention internationale des télécommunications, dans ses annexes, dans les Règlements, ou dans les documents de quelque nature que ce soit, des mentions ou des références à des « territoires antarctiques » comme dépendances d'un Etat quelconque, ces mentions ou références ne s'appliquent pas, et ne peuvent pas s'appliquer, au secteur antarctique chilien, compris entre 53° et 90° de longitude ouest, qui fait partie intégrante du territoire national de la République du Chili et sur lequel cette République possède des droits imprescriptibles et exerce la souveraineté.

Eu égard à ce qui précède, le Gouvernement du Chili se réserve le droit de prendre les mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où d'autres Etats porteraient atteinte, de quelque manière que ce soit, à tout ou partie du territoire défini ci-dessus, en invoquant les dispositions de ladite Convention, de ses annexes ou de ses protocoles et/ou des Règlements y afférents.

60

Pour le Chili

La Délégation du Chili à la Conférence de plénipotentiaires réserve à son Gouvernement le droit de formuler les réserves qu'il jugera nécessaires au sujet des textes contenus dans la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), dans ses annexes, dans ses protocoles ou dans les Règlements y afférents et qui affectent directement ou indirectement le fonctionnement de ses services de télécommunication ou qui portent atteinte à sa souveraineté.

Elle lui réserve aussi le droit de protéger ses intérêts au cas où les réserves d'autres gouvernements entraîneraient une augmentation de sa contribution aux dépenses de l'Union.

61

Pour la République du Niger

La Délégation de la République du Niger à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), réserve à son Gouvernement le droit :

1. De prendre les mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres de l'Union manqueraient, de quelque façon que ce soit, de se conformer aux dispositions de la Convention ou des Règlements, ou encore si des réserves formulées par ces Membres compromettraient le bon fonctionnement des services de télécommunication du Niger;

2. D'accepter ou de refuser les conséquences des réserves propres à entraîner une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union.

62

Pour la Grèce

En signant la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), la Délégation de la République de Grèce à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982) déclare formellement qu'elle réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures conformes à la Constitution, à la législation et aux engagements internationaux de la République de Grèce, qu'il pourra estimer ou juger nécessaires ou utiles pour protéger et sauvegarder ses droits et intérêts nationaux au cas où des Etats Membres de l'Union manqueraient, de quelque manière que ce soit, de respecter les dispositions de la présente Convention et de ses annexes, protocoles et Règlements qui y sont attachés, ou de s'y conformer ou encore au cas où ils ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union.

Elle réserve également le droit à son Gouvernement de n'accepter aucune conséquence de toutes réserves formulées par d'autres parties contractantes qui, entre autres choses, pourraient entraîner une augmentation de sa propre quote-part contributive aux dépenses de l'Union, ou encore si les réserves en question devaient compromettre le bon et efficace fonctionnement des services de télécommunication de la République de Grèce.

63

Pour Papouasie-Nouvelle-Guinée

La Délégation de Papouasie-Nouvelle-Guinée réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts si certains

Membres ne prennent pas leur part des dépenses de l'Union ou s'ils manquent, de quelque autre manière que ce soit, aux obligations qui découlent de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982) ou des annexes et des protocoles qui y sont joints, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays compromettent le bon fonctionnement des services de télécommunication de Papouasie-Nouvelle-Guinée.

64

Pour la République-Unie de Tanzanie

La Délégation de la République-Unie de Tanzanie réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où des Membres n'observeraient pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982) ou si les réserves formulées par d'autres pays compromettent le bon fonctionnement de ses services de télécommunication ou entraînent une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union.

65

Pour la Guyane

La Délégation de la Guyane réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts si des Membres n'observent pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982) ou si les réserves et les actions d'autres pays compromettent le bon fonctionnement de ses services de télécommunication ou entraînent une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union.

66

Pour la République de Haute-Volta

La Délégation de la République de Haute-Volta à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982) réserve à son Gouvernement le droit :

1. De refuser toutes mesures financières de nature à augmenter sa part contributive aux dépenses de l'Union;
2. De prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires à la sauvegarde de ses intérêts au cas où des Membres n'observeraient pas les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982) ou des annexes, Règlements et protocoles y afférents, ou encore si des réserves formulées par d'autres Etats Membres compromettaient le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

67

Pour la République de l'Inde

1. En signant les Actes finals de la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), la Délégation de la République de l'Inde n'accepte pour son Gouvernement aucune conséquence financière résultant des réserves qui pourraient être faites par un Membre au sujet des finances de l'Union.
2. De plus, la Délégation de la République de l'Inde réserve à son Gouvernement le droit de prendre, en tant que de besoin, les mesures propres à assurer le bon fonctionnement de l'Union et de ses organes permanents, ainsi que l'application des dis-

positions de base du Règlement général et des Règlements administratifs annexés à la Convention si un pays quelconque fait des réserves et/ou n'accepte pas les dispositions de la Convention.

68

Pour la Jamaïque

La Délégation de la Jamaïque réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où des Membres manqueraient, de quelque façon que ce soit, de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), de ses annexes ou des protocoles qui y sont joints, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays compromettraient le bon fonctionnement des services de télécommunication de la Jamaïque ou entraînaient une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union.

69

Pour Cuba

En signant les Actes finals de la présente Conférence de plénipotentiaires, l'Administration de la République de Cuba tient à bien préciser que, devant les déclarations par lesquelles le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique a fait connaître son intention d'émettre vers Cuba des programmes de radiodiffusion à des fins subversives et déstabilisatrices — déclarations qui contreviennent aux dispositions de la Convention de l'Union internationale des télécommunications — elle se réserve le droit d'utiliser, quand elle le jugera nécessaire, les moyens dont elle dispose et d'appliquer toutes les mesures qu'elle jugera opportunes pour assurer le meilleur fonctionnement possible de ses services de radiodiffusion.

70

Pour les Etats-Unis d'Amérique

Profondément troublés par l'évolution des débats de la Conférence de plénipotentiaires de 1982 de l'UIT, les Etats-Unis d'Amérique se réservent le droit de faire toutes réserves et déclarations particulières appropriées avant de ratifier la Convention internationale des télécommunications. La préoccupation générale des Etats-Unis d'Amérique est motivée par l'absence regrettable, dans tous les secteurs de l'Union, d'une planification financière réaliste, par la politisation de l'Union et par l'obligation imposée à celle-ci d'offrir une coopération et une assistance techniques qui seraient mieux assurées par le Programme des Nations Unies pour le développement et par le secteur privé. Cette déclaration est nécessairement de caractère général, vu l'incapacité dans laquelle se trouve la Conférence d'achever l'essentiel de ses travaux avant le délai fixé pour la présentation des réserves.

71

Pour la Nouvelle-Zélande

La Délégation de la Nouvelle-Zélande réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union ou manqueraient de quelque autre façon de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), de ses annexes ou des protocoles qui y sont

joint, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement des services de télécommunication de la Nouvelle-Zélande.

72

Pour le Royaume des Tonga

La Délégation de la Nouvelle-Zélande, au nom du Gouvernement du Royaume des Tonga, réserve à ce Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union ou manqueraient, de quelque autre façon, de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), de ses annexes ou des protocoles qui y sont joints, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement des services de télécommunication du Royaume des Tonga.

73

Pour la République populaire de Bulgarie, la République populaire hongroise, la République populaire de Mongolie, la République populaire de Pologne, la République démocratique allemande et la République socialiste tchécoslovaque

Les Délégations des pays ci-dessus réservent à leurs Gouvernements respectifs le droit de n'accepter aucune mesure financière pouvant entraîner une augmentation non justifiée de leurs parts contributives aux dépenses de l'Union, ainsi que le droit de prendre toutes mesures qu'ils jugeront nécessaires pour sauvegarder leurs intérêts.

De plus, elles leur réservent également le droit de faire toute déclaration ou réserve au moment de la ratification de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982).

74

Pour la République du Kenya

La Délégation de la République du Kenya déclare, au nom de son Gouvernement et conformément aux pouvoirs qui lui sont dévolus :

1. Qu'elle réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour sauvegarder et protéger ses intérêts si un Membre, quel qu'il soit, n'observe pas, comme il y est tenu, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982);

2. Que le Gouvernement de la République du Kenya décline toute responsabilité en ce qui concerne les conséquences qui pourraient résulter des réserves émises par des Membres de l'Union.

75

(Ce numéro n'a pas été utilisé.)

76

Pour le Mexique

La Délégation du Mexique déclare que son Gouvernement se réserve le droit de prendre les mesures qu'il juge nécessaires pour protéger ses intérêts si des Membres n'observent pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), ou si les réserves formulées par des

Membres compromettent les services de télécommunication du Mexique ou entraînent une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union.

77

Pour le Nicaragua

En signant la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), la Délégation de la République du Nicaragua réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il juge nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où les réserves formulées par d'autres Gouvernements entraîneraient une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union ou compromettraient les services de télécommunication du Nicaragua.

78

Pour la République de Colombie

La Délégation de la République de Colombie réserve à son Gouvernement le droit d'adopter toutes mesures qu'elle pourra juger nécessaires, conformément à sa législation nationale et au droit international, pour sauvegarder ses intérêts au cas où les réserves formulées par les représentants d'autres Etats pourraient compromettre les services de télécommunication de la Colombie ou le plein exercice de ses droits souverains, ainsi qu'au cas où l'application ou l'interprétation d'une disposition quelconque de la Convention rendraient ces mesures nécessaires.

79

Pour la République socialiste soviétique de Biélorussie, la République socialiste soviétique d'Ukraine et l'Union des Républiques socialistes soviétiques

En signant la Convention internationale des télécommunications, la République socialiste soviétique de Biélorussie, la République socialiste soviétique d'Ukraine et l'Union des Républiques socialistes soviétiques déclarent qu'elles réservent le droit de prendre toutes mesures qu'elles jugeront nécessaires pour protéger leurs intérêts au cas où d'autres Etats manqueraient de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications ou prendraient d'autres mesures susceptibles d'empiéter sur la souveraineté de l'U.R.S.S.

La République socialiste soviétique de Biélorussie, la République socialiste soviétique d'Ukraine et l'Union des Républiques socialistes soviétiques tiennent pour illégitime et ne reconnaissent pas la signature de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982) par la Délégation du Chili.

Les Délégations de la République socialiste soviétique de Biélorussie, de la République socialiste soviétique d'Ukraine et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques réservent à leurs Gouvernements le droit de n'accepter aucune décision d'ordre financier qui conduirait à une augmentation injustifiée de leurs contributions annuelles et résultant, en particulier, des modifications apportées au numéro [107]¹, article 15, de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982) par la Conférence de plénipotentiaires.

80

Pour l'Equateur

La Délégation de l'Equateur déclare, au nom de son Gouvernement, qu'elle s'efforcera, dans la mesure du possible, d'observer les dispositions de la Convention approuvée par la présente Conférence (Nairobi, 1982) et réserve à son Gouvernement le droit :

¹ Se lit « 111 » dans le texte authentique russe.

- a) D'adopter toutes mesures nécessaires pour protéger ses ressources naturelles, ses services de télécommunication et ses intérêts, dans le cas où ils seraient compromis par suite de l'inapplication des dispositions de ladite Convention et de ses annexes, ou des réserves formulées par d'autres pays Membres de l'Union;
- b) De prendre toute autre décision, conformément à sa législation et au droit international, pour défendre ses droits souverains.

81

Pour l'Espagne

La Délégation de l'Espagne déclare au nom de son Gouvernement que le mot « pays » utilisé dans le préambule, les articles 1 et 2 et d'autres dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982) au sujet des Membres et de leurs droits et obligations, est pour ledit Gouvernement synonyme du terme « Etat souverain » et qu'il a la même valeur, la même portée et le même contenu juridique et politique.

82

Pour l'Espagne

La Délégation de l'Espagne déclare, au nom de son Gouvernement, qu'elle n'accepte aucune des réserves formulées par d'autres gouvernements et qui impliqueraient une augmentation de ses obligations financières à l'égard de l'Union.

83

Pour le Nicaragua

Le Gouvernement de la République de Nicaragua se réserve le droit de formuler toute déclaration ou réserve jusqu'à ce qu'il ratifie la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982).

84

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

1

La Délégation du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra estimer nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union ou manqueraient de quelque autre façon de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), de ses annexes ou des protocoles qui y sont attachés, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays compromettraient le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

II

Le Royaume-Uni note que la Conférence a adopté une réduction de 10% de certains des plafonds financiers proposés dans le projet de Protocole additionnel 1 pour la période commençant en 1984; cependant, cette réduction ne répond pas entièrement au souci exprimé à plusieurs reprises par de nombreuses délégations qui ont préconisé que l'Union ajuste ses dépenses futures aux ressources financières de tous les Membres de l'Union. Cette carence renforce la nécessité, pour le Conseil d'administration, de s'attacher très sérieusement à faire toutes les économies possibles dans le budget annuel de l'Union. Pour sa part, le Royaume-Uni réserve sa position concernant toute proposition impliquant des dépenses supérieures au montant total fixé au budget de l'Union pour 1983.

III

Le Royaume-Uni a appuyé les activités d'assistance technique des organes permanents de l'Union et le rôle éventuel de l'Union comme stimulant de la coopération technique par le Programme volontaire spécial adopté à la présente Conférence, ainsi que par l'intermédiaire du Programme des Nations Unies pour le développement. Toutefois, en l'absence d'instructions claires de la présente Conférence quant aux incidences financières de l'introduction de « l'assistance technique » dans les objectifs de l'Union, le Royaume-Uni se doit d'exprimer son inquiétude à propos de l'incidence que les dépenses consacrées à ces activités pourrait avoir sur l'aptitude de l'Union à exercer ses fonctions techniques normales. Par conséquent, le Royaume-Uni se réserve le droit, dans les discussions futures du budget de l'Union, d'insister pour que ces fonctions techniques normales viennent en priorité dans l'attribution des crédits de l'Union.

85

Pour le Canada

La Délégation du Canada, notant l'ampleur de l'augmentation des plafonds financiers dans le Protocole additionnel I pour les années 1983 à 1989, réserve la position de son Gouvernement au sujet de l'acceptation des obligations financières imposées au titre du Protocole additionnel I, Dépenses de l'Union pour la période 1983 à 1989.

Conformément aux dispositions du paragraphe 2, section 16, de l'article 77 de la Convention internationale des télécommunications, la Délégation du Canada réserve en outre à son Gouvernement le droit de formuler toutes réserves supplémentaires qui pourraient être nécessaires jusques et y compris le moment où la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982) aura été ratifiée par le Canada.

86

Pour le Pérou

La Délégation du Pérou réserve à son Gouvernement le droit :

1. De prendre les mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres de l'Union manqueraient, de quelque façon que ce soit, de se conformer aux dispositions de la Convention ou de ses Règlements, ou encore si des réserves formulées par ces Membres compromettraient le bon fonctionnement des services de télécommunication du Pérou;
2. D'accepter ou de refuser les conséquences des réserves susceptibles d'entraîner une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union;
3. De formuler toute autre déclaration ou réserve jusqu'au moment où sera ratifiée la présente Convention.

87

Pour la République islamique d'Iran

1. En signant les Actes finals de la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), la Délégation de la République islamique d'Iran réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qui pourront être nécessaires pour protéger ses intérêts si certains Membres ne prennent pas leur part des dépenses de l'Union ou si un Membre n'observe pas de quelque autre manière que ce soit, les dispositions de la Convention (Nairobi, 1982), ou des annexes et des protocoles qui y sont joints, ou encore si les réserves formulées par d'autres pays compromettent le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

2. En outre, la Délégation de la République islamique d'Iran réserve à son Gouvernement le droit de prendre, s'il y a lieu, les mesures propres à assurer le bon fonctionnement de l'Union et de ses organes permanents.

88

Pour l'Australie

Au nom de son Gouvernement, la Délégation de l'Australie, notant que les débats qui ont eu lieu à la Conférence de plénipotentiaires de Nairobi à propos des numéros 14 et 20 (article 4), du numéro 110 (article 15) et du numéro 1.1 du Protocole additionnel I, laissent subsister des doutes quant aux effets que l'application des nouvelles dispositions de l'article 4 pourrait avoir sur les ressources financières de l'Union, déclare qu'elle accepte les nouvelles dispositions de l'article 4 à condition que :

1. Les activités de coopération technique et d'assistance technique financées sur le budget ordinaire excluent les activités de projets telles que la fourniture de matériel pour les systèmes;

2. La coopération technique et l'assistance technique financées sur les ressources propres de l'Union n'entraînent pas de modifications fondamentales et majeures pour les finances de l'Union internationale des télécommunications.

89

Pour le Danemark, la Finlande, l'Islande, la Norvège et la Suède

1. En ce qui concerne les articles 42 et 83 de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), les Délégations des pays susmentionnés déclarent formellement maintenir les réserves qu'elles ont formulées au nom de leurs Administrations lors de la signature des Règlements mentionnés dans l'article 83.

2. Les Délégations des pays ci-dessus déclarent, au nom de leurs Gouvernements respectifs, qu'ils n'acceptent aucune conséquence des réserves qui entraîneraient une augmentation de leur quote-part contributive aux dépenses de l'Union.

3. Les Délégations des pays susmentionnés réservent à leurs Gouvernements le droit de prendre toutes mesures qu'ils pourront estimer nécessaires pour protéger leurs intérêts au cas où certains Membres de l'Union ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union, ou bien si un Membre manquait, de quelque autre manière, de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), des annexes ou des protocoles qui y sont attachés, ou si des réserves formulées par d'autres pays devaient compromettre le bon fonctionnement de leurs services de télécommunication.

90

Pour la République de Colombie, la République populaire du Congo, l'Equateur, la République gabonaise, la République d'Indonésie, la République du Kenya, la République de l'Ouganda, la République démocratique Somalie

Les Délégations des pays ci-dessus ratifient, quant au fond et compte tenu des nouvelles dispositions introduites dans la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), les réserves N^{os} 40, 42 et 79 formulées lors de la Conférence administrative mondiale des radiocommunications (Genève, 1979), dans la mesure où elles s'appliquent aux résolutions, recommandation, protocoles et Actes finals de la Conférence de plénipotentiaires de l'UIT (Nairobi, 1982).

91

Pour l'Autriche, la Belgique, le Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas

Les Délégations des pays ci-dessus réservent à leurs Gouvernements le droit de prendre toutes mesures qu'ils pourront estimer nécessaires pour protéger leurs intérêts au cas où certains Membres ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union, ou manqueraient de quelque autre façon de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), de ses annexes et des protocoles qui y sont attachés, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays étaient susceptibles de donner lieu à une augmentation de leurs parts contributives aux dépenses de l'Union, ou enfin si des réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement de leurs services de télécommunication.

92

Pour l'Autriche, la Belgique, le Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas

En ce qui concerne l'article 83 de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), les Délégations des pays susmentionnés déclarent formellement maintenir les réserves qu'elles ont formulées au nom de leurs Administrations lors de la signature des Règlements mentionnés dans l'article 83.

93

Pour la République du Zimbabwe

En signant la présente Convention et avant sa ratification, le Gouvernement de la République du Zimbabwe formule les réserves suivantes :

1. Sa signature ne signifie nullement qu'il excuse les actions agressives d'Israël contre ses voisins;

2. Il ne reconnaît en aucune façon la politique de ségrégation raciale de la République sudafricaine, ni ses actions agressives en Namibie et ses activités de déstabilisation de la région de l'Afrique du Sud.

3. La Délégation de la République du Zimbabwe réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union ou manqueraient de quelque autre façon de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), de ses annexes ou des protocoles qui y sont joints, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

94

Pour la République de Chypre

A

La Délégation de la République de Chypre à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982) déclare qu'elle réserve à son Gouvernement le droit de n'accepter aucune incidence financière qui pourrait résulter de réserves faites par d'autres Etats parties à la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982).

Elle réserve également à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires ou utiles pour protéger ou sauvegarder ses intérêts ou ses droits

nationaux si les Etats Membres de l'Union, de quelque manière que ce soit, n'observent pas les dispositions de la Convention précitée, de ses annexes, protocoles et Règlements, ou si des réserves formulées par d'autres Etats Membres compromettent le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

B

La Délégation de la République de Chypre à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982) en signant la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), déclare officiellement et fermement que le Gouvernement de la République de Chypre récuse, rejette et considère comme irrecevable toute contestation avancée par le passé ou qui pourrait l'être à tout moment dans l'avenir, par n'importe quel Etat Membre de l'Union partie à la Convention précitée, concernant l'intégrité et la souveraineté nationale de la République de Chypre sur l'ensemble de son territoire.

Elle déclare également que les régions du territoire de la République illégalement et temporairement occupées sont et restent partie intégrante et inséparable dudit territoire, dont les relations internationales relèvent de la compétence légale et de la responsabilité du Gouvernement de la République de Chypre.

En vertu de ce qui précède, le Gouvernement de la République de Chypre a le droit exclusif, entier, absolu et souverain de représenter dans les relations internationales la République de Chypre dans sa totalité, vu qu'elle est reconnue non seulement en droit international mais encore par tous les Etats, par l'Organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées, ainsi que par toutes les autres organisations internationales ou intergouvernementales.

95

Pour la République d'El Salvador

Le Gouvernement de la République d'El Salvador se réserve le droit de n'accepter aucune mesure financière qui pourrait entraîner une augmentation de sa contribution et de formuler les réserves qu'il jugera nécessaires au sujet des textes contenus dans la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982) qui pourraient porter directement ou indirectement atteinte à sa souveraineté.

Il se réserve aussi le droit de prendre des mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses services de télécommunication au cas où des pays Membres manqueraient de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982).

96

Pour Grenade

En ce qui concerne la déclaration N° 13 de la Délégation de la République du Venezuela relative à la politique de son Gouvernement dans les affaires internationales, et selon laquelle le Venezuela n'accepte pas l'arbitrage en tant que moyen de règlement des différends, la Délégation de Grenade réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour sauvegarder ses intérêts si un Membre n'observe pas les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), ou les annexes et protocoles qui y sont joints, ou si les réserves formulées par d'autres Membres devaient compromettre le bon fonctionnement des services de télécommunication de Grenade.

97

Pour l'Etat d'Israël

Les déclarations formulées par certaines délégations dans les numéros 6, 37, 93 (1) du Protocole final étant en contradiction flagrante avec les principes et les objectifs de l'Union internationale des télécommunications et, par conséquent, dénuées de toute valeur juridique, le Gouvernement d'Israël tient à faire savoir officiellement qu'il rejette purement et simplement ces déclarations et qu'il considère qu'elles ne peuvent avoir aucune valeur pour ce qui est des droits et des obligations des États Membres de l'Union internationale des télécommunications.

De toute façon, le Gouvernement d'Israël se prévaudra des droits qui sont les siens pour sauvegarder ses intérêts au cas où les gouvernements de ces délégations violeraient de quelque manière que ce soit l'une quelconque des dispositions de la Convention ou des annexes, des protocoles ou des Règlements y annexés.

98

Pour le Royaume du Swaziland

La Délégation du Royaume du Swaziland réserve le droit à son Gouvernement de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour sauvegarder ses intérêts dans le cas où des Membres ne respecteraient pas, d'une façon ou d'une autre, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982) ou les annexes et Règlements qui y sont joints, ou si des réserves faites par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

99

Pour la République de l'Ouganda

En signant la présente Convention, la Délégation de la République de l'Ouganda déclare que son Gouvernement se réserve le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts si certains Membres ne respectent pas leurs obligations envers l'Union en ce qui concerne la contribution aux dépenses ou s'ils n'observent pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), de ses annexes ou des protocoles qui y sont attachés, ou encore si les réserves formulées par d'autres pays devaient compromettre le bon fonctionnement des services de télécommunication de la République de l'Ouganda.

100

Pour la République du Mali

La Délégation de la République du Mali déclare que son Gouvernement n'acceptera aucune augmentation de sa part contributive au budget de l'Union, en raison de la défaillance de quelque pays que ce soit au règlement de ses contributions et autres frais connexes, ou du fait des réserves émises par d'autres pays, ou encore du non-respect de la présente Convention par certains pays.

Elle réserve de plus à son Gouvernement le droit de prendre toutes les mesures qui s'imposeraient pour protéger ses intérêts en matière de télécommunication du fait du non-respect de la Convention de Nairobi (1982), par un pays Membre quelconque de l'Union.

101

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

La Délégation du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord prend acte de la déclaration N° 59 de la Délégation du Chili concernant les territoires antarctiques. Dans la mesure où cette déclaration peut viser le Territoire antarctique britannique, le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord tient à préciser qu'il ne doute nullement de son droit de souveraineté sur le Territoire antarctique britannique. A propos de ladite déclaration, la Délégation du Royaume-Uni attire l'attention sur les dispositions du Traité antarctique, et notamment sur l'article IV de ce Traité.

102

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

La Délégation du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord déclare qu'elle n'accepte pas la déclaration N° 10 faite par la Délégation argentine pour autant que cette déclaration conteste la souveraineté du Gouvernement de Sa Majesté au Royaume-Uni sur les Iles Falkland et leurs dépendances, ainsi que sur le Territoire antarctique britannique et elle désire formellement réserver les droits du Gouvernement de Sa Majesté sur cette question. Les Iles Falkland et leurs dépendances ainsi que le Territoire antarctique britannique sont, et continuent à être, partie intégrante des territoires dont les relations internationales sont assurées par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

La Délégation du Royaume-Uni ne peut pas non plus accepter l'opinion exprimée par la Délégation argentine selon laquelle l'appellation « Dépendances des Iles Falkland » est erronée, pas plus, dans la mesure où cette opinion se réfère à l'appellation « d'Iles Falkland », le fait que cette appellation soit erronée. En outre, la Délégation du Royaume-Uni ne peut pas accepter l'opinion exprimée par la Délégation argentine selon laquelle il convient d'associer le terme « Malouines » à la désignation des Iles Falkland et de leurs dépendances. La décision du Comité spécial des Nations Unies d'ajouter « Malouines » après cette désignation n'avait trait qu'aux documents du Comité spécial des Nations Unies chargé d'étudier l'appellation de la déclaration relative à l'octroi de l'indépendance aux pays coloniaux et à leurs peuples et elle n'a pas été adoptée par les Nations Unies pour tous leurs documents. Cette décision ne concerne donc nullement la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982) ni ses annexes ou tous autres documents publiés par l'Union internationale des télécommunications.

Pour ce qui est des Résolutions 2065 (XX), 3160 (XXVIII) et 31/49 de l'Assemblée générale des Nations Unies, la Délégation du Royaume-Uni n'accepte pas les raisons données par la Délégation argentine à cet égard. Le Royaume-Uni s'est abstenu lors du vote des deux premières Résolutions et s'est prononcé contre la troisième.

La Délégation du Royaume-Uni souligne également que, dans le courant de l'année, l'Argentine a interrompu, sans avertissement ou provocation, les négociations visant à régler ce différend, pour envahir les Iles Falkland.

La Délégation du Royaume-Uni note la référence de la Délégation argentine à l'article IV du Traité de l'Antarctique signé à Washington le 1^{er} décembre 1959, mais elle tient à déclarer que cet article ne confirme ni ne justifie le pouvoir ou la souveraineté d'une puissance quelconque sur un territoire antarctique quel qu'il soit. Le Gouvernement de Sa Majesté n'a aucun doute quant à la souveraineté du Royaume-Uni sur le Territoire antarctique britannique.

103

Pour la Turquie

En ce qui concerne la déclaration 94 (B) de la Délégation de Chypre, le Gouvernement turc considère que l'Administration gréco-chypriote actuelle ne représente que la partie méridionale de l'île de Chypre.

104

Pour la République fédérale d'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, les Etats-Unis d'Amérique, la Finlande, la France, la Grèce, l'Islande, l'Italie, le Japon, la Principauté de Liechtenstein, le Luxembourg, Monaco, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Royaume des Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Suède et la Confédération suisse

Les Délégations des pays ci-dessus, se référant à la réserve formulée par la République de Colombie, la République populaire du Congo, l'Equateur, la République gabonaise, la République d'Indonésie, la République du Kenya, la République de l'Ouganda et la République démocratique Somalie dans la déclaration N° 90 estiment, pour autant que cette déclaration se réfère à la Déclaration de Bogota, signée le 3 décembre 1976 par les pays équatoriaux, et à la revendication de ces pays d'exercer des droits souverains sur des parties de l'orbite des satellites géostationnaires, que cette revendication ne peut être admise par la présente Conférence. En outre, les Délégations des pays ci-dessus souhaitent renouveler la déclaration faite à ce sujet, au nom de leurs Administrations, lors de la signature des Actes finals de la Conférence administrative mondiale des radiocommunications (Genève, 1979).

Elles souhaitent également affirmer que la référence à la « situation géographique de certains pays » dans l'article 33 ne signifie pas que l'on admette la revendication de droits préférentiels quelconques sur l'orbite des satellites géostationnaires.

105

Pour la République démocratique d'Afghanistan, la République socialiste soviétique de Biélorussie, la République populaire de Bulgarie, la République populaire hongroise, la République populaire de Mongolie, la République populaire de Pologne, la République démocratique allemande, la République socialiste soviétique d'Ukraine, la République socialiste tchécoslovaque et l'Union des Républiques socialistes soviétiques

Les Délégations des pays ci-dessus ne reconnaissent pas les prétentions qui visent à étendre la souveraineté d'Etat sur les parties de l'orbite des satellites géostationnaires, car elles sont contraires au statut de l'espace extra-atmosphérique selon le droit international universellement reconnu (déclaration N° 90).

106

Pour l'Union des Républiques socialistes soviétiques

Comme l'a déjà déclaré à maintes reprises le Gouvernement soviétique à propos de la question des prétentions territoriales dans l'Antarctique formulées par certains Etats, l'Union des Républiques socialistes soviétiques n'a reconnu ni ne peut reconnaître comme légal aucun règlement séparé de la question de l'appartenance de l'Antarctique aux Etats (déclarations N°s 10 et 59).

107

Pour la République socialiste soviétique de Biélorussie, la République socialiste soviétique d'Ukraine et l'Union des Républiques socialistes soviétiques

Les Délégations des pays ci-dessus réservent à leurs Gouvernements le droit de faire toutes déclarations ou réserves qu'ils estimeront nécessaires lors de la ratification de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982).

108

Pour la République argentine

En ce qui concerne la déclaration N° 59 du Protocole final de la Convention internationale des télécommunications adoptée par la Conférence de plénipotentiaires (Nairobi, 1982), la République argentine réfute la déclaration, qui y est contenue, qu'elle soit formulée en particulier par l'Etat qui en est l'auteur ou par tout autre Etat, qui risquerait de compromettre les droits qu'elle a sur le secteur compris entre le 25° et le 74° degré de longitude ouest au sud du 60° degré de latitude sud qui comprend des territoires sur lesquels la République argentine exerce ses droits de souveraineté imprescriptibles et inaliénables.

109

Pour la République argentine

La Délégation de la République argentine réserve à son Gouvernement le droit :

1. De n'accepter aucune mesure financière susceptible d'entraîner une augmentation de sa contribution;
2. De prendre toutes mesures qu'il peut estimer opportunes afin de protéger ses services de télécommunication au cas où des pays Membres n'observeraient pas les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982);
3. De formuler les réserves qu'il peut estimer opportunes en ce qui concerne les textes qui sont inclus dans la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982) et qui pourraient porter atteinte directement ou indirectement à sa souveraineté.

110

Pour la République du Botswana

La Délégation de la République du Botswana déclare qu'elle réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourrait juger nécessaires pour sauvegarder ses intérêts, au cas où certains Membres n'observeraient pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982) ou des Règlements, annexes et protocoles qui y sont attachés, ou encore au cas où les réserves formulées par d'autres pays devraient compromettre le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

111

Pour les Etats-Unis d'Amérique

Prenant note de la déclaration formulée par l'Administration de Cuba (N° 69), les Etats-Unis d'Amérique réaffirment leur droit d'émettre vers Cuba sur des fréquences appropriées, libres de perturbations ou d'autres brouillages préjudiciables, et se réservent le droit de prendre toutes les mesures nécessaires en ce qui concerne le brouillage existant et tout brouillage éventuel que Cuba causerait au service de radiodiffusion des Etats-Unis.

112

Pour le Chili

La Délégation du Chili à la Conférence de plénipotentiaires s'oppose, dans le fond et dans la forme, à la déclaration des Républiques soviétiques de Biélorussie, d'Ukraine et de l'U.R.S.S. qui figure au numéro 79 du Protocole final et qui la concerne, et elle estime que ces Délégations n'ont ni le pouvoir ni « l'autorité morale » pour se constituer en tribunal habilité à juger de la légalité des délégations accréditées à la présente Conférence, outrepassant ainsi les décisions de la Commission de vérification des pouvoirs, organe légitime constitué par la Conférence qui a reconnu la légalité et la légitimité de la Délégation du Chili, comme les ont également reconnues les autres Délégations des Membres de l'Union.

En conséquence, la Délégation du Chili rejette énergiquement et considère comme illégale la déclaration mentionnée ci-dessus, car elle manque de base juridique et elle n'est motivée que par des raisons exclusivement politiques, totalement étrangères aux objectifs de l'Union internationale des télécommunications et au mandat de la présente Conférence, ce qui la situe automatiquement en dehors du cadre juridique de ladite Conférence.

113

Pour la République argentine

La République argentine déclare qu'elle n'accepte pas la déclaration N° 102 faite, lors de la signature du Protocole final, par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord quant à ses droits sur les territoires mentionnés, et se rapportant aux îles Malouines, aux îles de la Géorgie du Sud et aux îles Sandwich du Sud.

114

Pour la République islamique d'Iran

Au nom de Dieu, compatissant et miséricordieux,

La Délégation de la République islamique d'Iran à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982) rejette catégoriquement les déclarations faites dans le Protocole final sous les numéros 9, 28, 57, 70, 79, 84, 85, 88, 89, 90, 92.

Elle déclare en outre que, vu le temps insuffisant dont elle dispose pour présenter des contre-réserves, elle réserve à son Gouvernement le droit de formuler les réserves et contre-réserves supplémentaires qui pourront être nécessaires jusques et y compris la date de ratification de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982) par le Gouvernement de la République islamique d'Iran.

115

Pour la République populaire de Chine

En signant cette Convention, la Délégation de la République populaire de Chine déclare :

1. Que toute revendication de souveraineté éventuellement formulée par un autre pays dans le Protocole final de la Convention de l'UIT (Nairobi, 1982) et dans d'autres documents sur les îles Xisha et Nansha, qui sont des parties inséparables du territoire de la République populaire de Chine, sera illégale et non avenue; en outre, une telle

revendication injustifiée ne portera en aucun cas atteinte aux droits de souveraineté absolus et incontestables de la République populaire de Chine sur lesdites îles;

2. Qu'elle réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts si un Membre ne se conforme pas aux dispositions de la Convention (Nairobi, 1982) ou si les réserves formulées par d'autres pays compromettent le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires respectifs ont signé ce Protocole final en un exemplaire et en chacune des langues anglaise, chinoise, espagnole, française et russe. Ce Protocole restera déposé aux archives de l'Union internationale des télécommunications, laquelle en remettra une copie à chacun des pays signataires.

FAIT à Nairobi, le 6 novembre 1982.

Suivent les mêmes signatures que pour la Convention.

[Pour les signatures, voir p. 60 du présent volume.]

PROTOCOLES ADDITIONNELS

PROTOCOLE ADDITIONNEL I. DÉPENSES DE L'UNION POUR LA PÉRIODE DE 1983 À 1989

1.1. Le Conseil d'administration est autorisé à établir le budget annuel de l'Union de telle sorte que les dépenses annuelles :

- Du Conseil d'administration,
- Du Secrétariat général,
- Du Comité international d'enregistrement des fréquences,
- Des secrétariats des Comités consultatifs internationaux,
- Des laboratoires et installations techniques de l'Union,
- De la coopération et de l'assistance techniques dont bénéficient les pays en développement

ne dépassent pas les sommes ci-après pour les années 1983 et suivantes, jusqu'à la prochaine Conférence de plénipotentiaires :

- 66.950.000 francs suisses pour l'année 1983,
- 72.300.000 francs suisses pour l'année 1984,
- 72.850.000 francs suisses pour l'année 1985,
- 74.100.000 francs suisses pour l'année 1986,
- 75.050.000 francs suisses pour l'année 1987,
- 75.400.000 francs suisses pour l'année 1988,
- 76.550.000 francs suisses pour l'année 1989.

1.2. Pour les années postérieures à 1989, les budgets annuels ne devront pas dépasser la somme fixée pour l'année précédente.

1.3. Les montants fixés ci-dessus ne comprennent pas les montants affectés aux conférences, réunions, cycles d'études et projets spéciaux inclus aux paragraphes 2 et 3.

2. Le Conseil d'administration peut autoriser les dépenses relatives aux conférences visées au numéro 109 de la Convention ainsi qu'aux réunions des Comités consultatifs internationaux et des cycles d'études. Le montant affecté à cette fin doit couvrir les dépenses relatives aux réunions préparatoires aux conférences, aux travaux entre les sessions, aux réunions proprement dites et celles suivant immédiatement ces réunions y compris, si l'information est disponible, les dépenses immédiates qui peuvent découler des décisions de ces conférences ou réunions.

2.1. Durant les années 1983 à 1989, le budget adopté par le Conseil d'administration pour les conférences, réunions et cycles d'études, ne doit pas dépasser les montants suivants :

a) Conférences

- 1.950.000 francs suisses pour la Conférence administrative mondiale des radiocommunications pour les services mobiles, 1983.
- 10.000.000 francs suisses pour la Conférence administrative mondiale des radiocommunications pour la planification des bandes d'ondes décimétriques attribuées au service de radiodiffusion 1984/1986 (budgets 1983 à 1986).

- 11.100.000 francs suisses pour la Conférence administrative mondiale des radio-communications sur l'utilisation de l'orbite des satellites géostationnaires et la planification des services spatiaux utilisant cette orbite, 1985/1988 (budgets 1983 à 1988).
- 4.600.000 francs suisses pour la Conférence administrative mondiale des radio-communications pour les services mobiles, 1987 (budgets 1986 et 1987).
- 1.130.000 francs suisses pour la Conférence administrative mondiale télégraphique et téléphonique, 1988 (budgets 1987 et 1988).
- 4.130.000 francs suisses pour la Conférence de plénipotentiaires, 1989.
- 4.550.000 francs suisses, pour la mise en œuvre des seules décisions des conférences; ce montant, s'il n'est pas employé, ne pourra pas être transféré à d'autres rubriques du budget. Les dépenses afférentes sont sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration.

b) Réunions du CCIR

- 2.700.000 francs suisses pour l'année 1983,
- 2.200.000 francs suisses pour l'année 1984,
- 5.250.000 francs suisses pour l'année 1985,
- 1.100.000 francs suisses pour l'année 1986,
- 3.450.000 francs suisses pour l'année 1987,
- 3.500.000 francs suisses pour l'année 1988,
- 5.300.000 francs suisses pour l'année 1989.

c) Réunions du CCITT

- 4.800.000 francs suisses pour l'année 1983,
- 6.900.000 francs suisses pour l'année 1984,
- 6.100.000 francs suisses pour l'année 1985,
- 6.300.000 francs suisses pour l'année 1986,
- 6.500.000 francs suisses pour l'année 1987,
- 6.650.000 francs suisses pour l'année 1988,
- 7.000.000 francs suisses pour l'année 1989.

d) Cycles d'études

- 800.000 francs suisses pour l'année 1983,
- 200.000 francs suisses pour l'année 1984,
- 420.000 francs suisses pour l'année 1985,
- 200.000 francs suisses pour l'année 1986,
- 330.000 francs suisses pour l'année 1987,
- 200.000 francs suisses pour l'année 1988,
- 330.000 francs suisses pour l'année 1989.

2.2. Si la Conférence de plénipotentiaires ne se réunit pas en 1989, le Conseil d'administration doit établir le coût de chacune des conférences visées au numéro 109 ainsi qu'un budget annuel pour les réunions des Comités consultatifs internationaux tenues après 1989, l'approbation des crédits budgétaires correspondants devant être préalablement obtenue auprès des Membres de l'Union conformément aux dispositions du paragraphe 7 du présent Protocole. Les crédits correspondants ne sont pas transférables.

2.3. Le Conseil d'administration peut autoriser un dépassement des limites fixées pour les réunions et cycles d'études dans chacun des paragraphes 2.1 *b*), 2.1 *c*) et 2.1 *d*) ci-dessus si ce dépassement peut être compensé par des sommes s'inscrivant dans les limites des dépenses :

- Restant disponibles sur une année précédente
- Ou à prélever sur une année future.

3. Les dépenses consacrées au Projet « Utilisation accrue de l'ordinateur par l'IFRB » autorisées par le Conseil d'administration ne peuvent pas dépasser les sommes suivantes :

- 3.976.000 francs suisses pour 1983,
- 3.274.000 francs suisses pour 1984,
- 3.274.000 francs suisses pour 1985,
- 3.274.000 francs suisses pour 1986,
- 3.274.000 francs suisses pour 1987,
- 3.274.000 francs suisses pour 1988,
- 3.274.000 francs suisses pour 1989.

3.1. Le Conseil d'administration peut autoriser un dépassement des limites susmentionnées si ce dépassement peut être compensé par des sommes s'inscrivant dans les limites des dépenses :

- Restant disponibles sur une année précédente
- Ou à prélever sur une année future.

4. Le Conseil évalue rétrospectivement chaque année les écarts intervenus dans les deux années écoulées, les écarts susceptibles de se produire dans l'année en cours et les écarts probables fondés sur les meilleures estimations, susceptibles de se produire dans les deux années à venir (l'exercice budgétaire suivant et celui qui suit), sous les rubriques suivantes :

4.1. Echelles de traitements, contributions au titre des pensions ou indemnités, y compris les indemnités de poste, admises par les Nations Unies pour être appliquées à leur personnel en fonctions à Genève;

4.2. Cours du change entre le franc suisse et le dollar des Etats-Unis, dans la mesure où il influe sur les dépenses de personnel payé selon le barème des Nations Unies;

4.3. Pouvoir d'achat du franc suisse par rapport aux dépenses autres que celles concernant le personnel.

5. En fonction de ces données, le Conseil peut autoriser pour l'exercice budgétaire suivant (et provisoirement pour l'exercice qui suit) des dépenses jusqu'à concurrence des montants indiqués aux paragraphes 1, 2 et 3 ci-dessus, ajustés en fonction du para-

graphe 4 en tenant compte de l'opportunité de financer une bonne part de ces augmentations par des économies au sein de l'organisation, tout en reconnaissant que certaines dépenses ne peuvent pas être ajustées rapidement à des écarts échappant au contrôle de l'Union. Toutefois, les dépenses effectives ne peuvent pas dépasser le montant résultant des écarts effectifs visés au paragraphe 4 ci-dessus.

6. Le Conseil d'administration a mission de réaliser toutes les économies possibles. A cette fin, il se doit de fixer chaque année les dépenses autorisées au niveau le plus bas possible compatible avec les besoins de l'Union, dans les limites fixées aux paragraphes 1, 2 et 3 ci-dessus, en tenant compte, le cas échéant, des dispositions du paragraphe 4.

7. Si les crédits qui peuvent être utilisés par le Conseil en vertu des paragraphes 1 à 4 ci-dessus ne suffisent pas à financer des activités imprévues mais urgentes, le Conseil peut dépasser de moins de 1 % les crédits du plafond fixé par la Conférence de plénipotentiaires. Si les crédits proposés dépassent le plafond de 1 % ou plus, le Conseil ne peut autoriser ces crédits qu'avec l'approbation de la majorité des Membres de l'Union dûment consultés. Toute consultation des Membres de l'Union doit s'appuyer sur un exposé complet des faits justifiant une telle demande.

8. Pour fixer le montant de l'unité contributive d'une année quelconque, le Conseil d'administration tient compte du programme des conférences et des réunions futures et de leur coût respectif estimé, afin d'éviter de larges fluctuations d'une année à l'autre.

PROTOCOLE ADDITIONNEL II. PROCÉDURE À SUIVRE PAR LES MEMBRES POUR LE CHOIX DE LEUR CLASSE DE CONTRIBUTION

1. Chaque Membre informe le secrétaire général avant le 1^{er} juillet 1983 de la classe de contribution qu'il a choisie dans le tableau des classes de contribution figurant au numéro 111 de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982).

2. Les Membres qui n'auront pas fait connaître leur décision avant le 1^{er} juillet 1983 conformément aux dispositions du paragraphe 1 ci-dessus seront tenus de verser le même nombre d'unités que celui qu'ils versaient en vertu de la Convention de Malaga-Torremolinos (1973).

3. A la première réunion du Conseil d'administration qui suit la mise en vigueur de la présente Convention, les Membres peuvent, avec l'approbation du Conseil d'administration, réduire le niveau de l'unité contributive qu'ils ont choisi si leur position relative de contribution en vertu de la nouvelle Convention est sensiblement moins bonne que leur position en vertu de l'ancienne.

PROTOCOLE ADDITIONNEL III. MESURES PROPRES À DONNER AUX NATIONS UNIES LA POSSIBILITÉ D'APPLIQUER LA CONVENTION EN CE QUI CONCERNE TOUT MANDAT EXERCÉ EN VERTU DE L'ARTICLE 75 DE LA CHARTE DES NATIONS UNIES

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), a décidé de prendre les mesures suivantes afin de donner aux Nations Unies la possibilité de continuer à appliquer la Convention internationale des télécommunications à la suite de la décision de la Conférence de plénipotentiaires de Malaga-Torremolinos (1973) de supprimer la qualité de Membre associé.

Il est convenu que la possibilité dont jouissent actuellement les Nations Unies conformément aux dispositions de l'article 75 de la Charte des Nations Unies, aux termes

de la Convention internationale des télécommunications de Montreux (1965)¹, sera reconduite aux termes de la Convention de Nairobi (1982) dès l'entrée en vigueur de cette Convention. Chaque cas sera examiné par le Conseil d'administration de l'Union.

PROTOCOLE ADDITIONNEL IV. DATE D'ENTRÉE EN FONCTIONS DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ET DU VICE-SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Le secrétaire général et le vice-secrétaire général élus par la Conférence de plénipotentiaires de Nairobi (1982) dans les conditions fixées par cette même Conférence entreront en fonctions le 1^{er} janvier 1983.

PROTOCOLE ADDITIONNEL V. DATE D'ENTRÉE EN FONCTIONS DES MEMBRES DU COMITÉ INTERNATIONAL D'ENREGISTREMENT DES FRÉQUENCES

Les membres du Comité international d'enregistrement des fréquences élus par la Conférence de plénipotentiaires de Nairobi (1982) dans les conditions fixées par cette même Conférence entreront en fonctions le 1^{er} mai 1983.

PROTOCOLE ADDITIONNEL VI. ELECTION DES DIRECTEURS DES COMITÉS CONSULTATIFS INTERNATIONAUX

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982) a adopté des dispositions prévoyant l'élection des directeurs des Comités consultatifs internationaux par la Conférence de plénipotentiaires. Il a été décidé d'appliquer les mesures suivantes à titre intérimaire :

1. Jusqu'à la prochaine Conférence de plénipotentiaires, les directeurs des Comités consultatifs internationaux seront élus par leurs assemblées plénières, conformément à la procédure établie par la Convention internationale des télécommunications de Malaga-Torremolinos (1973).

2. Les directeurs des Comités consultatifs internationaux, élus en vertu des dispositions du paragraphe 1 ci-dessus, resteront en fonctions jusqu'à la date à laquelle leurs successeurs élus par la prochaine Conférence de plénipotentiaires prendront leurs fonctions selon la décision de cette Conférence.

PROTOCOLE ADDITIONNEL VII. ARRANGEMENTS TRANSITOIRES

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982) a adopté les dispositions suivantes qui seront appliquées à titre provisoire jusqu'à l'entrée en vigueur de la Convention internationale des télécommunications de Nairobi (1982) :

1. Le Conseil d'administration, qui sera composé de quarante et un Membres élus par la Conférence selon la procédure fixée par ladite Convention, pourra se réunir aussitôt après son élection et exécuter les tâches que la Convention lui confie.

2. Le président et le vice-président que le Conseil d'administration élira au cours de sa première session resteront en fonctions jusqu'à l'élection de leurs successeurs, qui aura lieu à l'ouverture de la session annuelle de 1984 du Conseil.

¹ Union internationale des télécommunications, *Convention internationale des télécommunications, Montreux, 1965* (Genève).

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires respectifs ont signé ces Protocoles additionnels en un exemplaire et en chacune des langues anglaise, chinoise, espagnole, française et russe. Ces Protocoles resteront déposés aux archives de l'Union internationale des télécommunications, laquelle en remettra une copie à chacun des pays signataires.

FAIT à Nairobi, le 6 novembre 1982.

Suivent les mêmes signatures que pour la Convention.

[Pour les signatures, voir p. 60 du présent volume.]

RÉSOLUTIONS, RECOMMANDATION, VŒUX

RÉSOLUTION N° 1. FUTURES CONFÉRENCES DE L'UNION

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982),

Ayant considéré :

- a) Le paragraphe 3.4 du Rapport du Conseil d'administration à la Conférence de plénipotentiaires, qui traite des conférences administratives prévues;
- b) Les propositions présentées par plusieurs Membres de l'Union;
- c) Les travaux préparatoires nécessaires, tant par les organes permanents de l'Union que par les administrations, avant chaque session d'une conférence;

Décide :

1. Que le calendrier des futures conférences de l'Union sera le suivant :
 - 1.1. Conférence administrative mondiale des radiocommunications pour les services mobiles (Genève, 28 février–18 mars 1983);
 - 1.2. Conférence administrative régionale pour la planification du service de radiodiffusion par satellite dans la Région 2 (Genève, 13 juin–15 juillet 1983);
 - 1.3. Première session de la Conférence administrative mondiale des radiocommunications pour la planification des bandes d'ondes décimétriques attribuées au service de radiodiffusion (janvier 1984, 5 semaines);
 - 1.4. Seconde session de la Conférence administrative régionale de radiodiffusion sonore en modulation de fréquence dans la bande des ondes métriques (Région 1 et certains pays concernés de la Région 3) (fin octobre 1984, 6 semaines);
 - 1.5. Première session de la Conférence administrative mondiale des radiocommunications sur l'utilisation de l'orbite des satellites géostationnaires et la planification des services spatiaux utilisant cette orbite (fin juin à mi-août 1985, 6 semaines);
 - 1.6. Première session de la Conférence administrative régionale chargée de la préparation d'un plan de radiodiffusion dans la bande 1 605–1 705 kHz dans la Région 2 (premier semestre 1986, 3 semaines);
 - 1.7. Seconde session de la Conférence administrative mondiale des radiocommunications pour la planification des bandes d'ondes décimétriques attribuées au service de radiodiffusion (octobre-novembre 1986, 7 semaines);
 - 1.8. Première session de la Conférence administrative régionale chargée de réexaminer et de réviser les dispositions des Actes finals de la Conférence africaine de radiodiffusion en ondes métriques et décimétriques (Genève, 1963) (1^{er} semestre 1987, 3 semaines);
 - 1.9. Conférence administrative mondiale des radiocommunications pour les services mobiles (mi-août à fin septembre 1987, 6 semaines);
 - 1.10. Conférence administrative régionale chargée de définir les critères de partage pour l'utilisation des bandes des ondes métriques et décimétriques attribuées aux services fixe, de radiodiffusion et mobile dans la Région 3 (fin novembre 1987, 4 semaines);

- 1.11. Seconde session de la Conférence administrative mondiale des radiocommunications sur l'utilisation de l'orbite des satellites géostationnaires et la planification des services spatiaux utilisant cette orbite (fin juin-début août 1988, 6 semaines);
 - 1.12. Seconde session de la Conférence administrative régionale chargée de la préparation d'un plan de radiodiffusion dans la bande 1 605-1 705 kHz dans la Région 2 (3^e trimestre 1988, 4 semaines);
 - 1.13. Conférence administrative mondiale télégraphique et téléphonique (début décembre 1988, 2 semaines) (voir Résolution N° 10);
 - 1.14. Conférence de plénipotentiaires (début 1989, 6 semaines);
 - 1.15. Seconde session de la Conférence administrative régionale chargée de réexaminer et de réviser les dispositions des Actes finals de la Conférence africaine de radiodiffusion en ondes métriques et décimétriques (Genève, 1963) (septembre 1989, 4 semaines);
2. Qu'en ce qui concerne les ordres du jour des conférences :
 - 2.1. Les ordres du jour de la Conférence administrative mondiale des radiocommunications pour les services mobiles, de la Conférence administrative régionale pour la planification du service de radiodiffusion par satellite dans la Région 2 et de la première session de la Conférence administrative mondiale des radiocommunications pour la planification des bandes d'ondes décimétriques attribuées au service de radiodiffusion, déjà établis par le Conseil d'administration, ne seront pas modifiés;
 - 2.2. Le Conseil d'administration, ayant été prié par la Résolution N° 6 d'examiner la meilleure façon de traiter le problème de la compatibilité entre le service de radionavigation aéronautique dans la bande 108-117,975 MHz et le service de radiodiffusion dans la bande 87,5-108 MHz, pourra néanmoins, s'il y a lieu, ajouter cette question à l'ordre du jour de la conférence qu'il estimera compétente pour examiner ce problème;
 - 2.3. Le Conseil d'administration, en établissant, lors de sa session de 1983, l'ordre du jour de la première session de la Conférence administrative mondiale des radiocommunications sur l'utilisation de l'orbite des satellites géostationnaires et la planification des services spatiaux qui utilisent cette orbite, devra, à titre de directives, tenir compte des résolutions pertinentes de la Conférence administrative mondiale des radiocommunications de 1979 et de la Résolution N° 8; l'ordre du jour de cette première session comportera aussi l'adoption formelle, pour inclusion dans le Règlement des radiocommunications, des décisions pertinentes de la Conférence administrative régionale de 1983 pour la planification du service de radiodiffusion par satellite dans la Région 2;
 3. Que les conférences seront tenues dans la période indiquée ci-dessus en 1, les dates exactes étant fixées par le Conseil d'administration après consultation des Membres de l'Union, en respectant un délai suffisant entre les diverses conférences; toutefois les sessions des conférences pour lesquelles une date précise est indiquée ne devront pas être déplacées. Les durées indiquées au paragraphe 1 ci-dessus pour les conférences pour lesquelles l'ordre du jour a déjà été établi ne doivent pas être modifiées; pour les autres conférences, leur durée exacte sera fixée par le Conseil d'administra-

tion après établissement de leur ordre du jour, dans les limites de durée indiquées au paragraphe 1.

RÉSOLUTION N° 2. CONVOCATION DE LA CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982),

Se fondant sur le numéro 34 de la Convention;

Considérant qu'il importe au plus haut point que la Conférence de plénipotentiaires soit convoquée à intervalles réguliers pour assurer le bon déroulement des activités diverses, en particulier administratives et financières, de l'Union ainsi que le fonctionnement efficace de ses organes permanents;

Considérant en outre qu'elle a décidé que la prochaine Conférence de plénipotentiaires serait convoquée au cours des quatre premiers mois de 1989;

Charge le Conseil d'administration de prendre, en étroite coopération avec le gouvernement invitant, toutes les mesures nécessaires pour garantir que la Conférence de plénipotentiaires sera convoquée au cours des quatre premiers mois de 1989;

Prie les Membres de l'Union d'apporter au Conseil d'administration et au Secrétariat général leur assistance et leur concours pour organiser les travaux relatifs à la préparation et à la tenue de la Conférence de plénipotentiaires à la date fixée par le Conseil.

RÉSOLUTION N° 3. INVITATIONS À TENIR DES CONFÉRENCES OU RÉUNIONS EN DEHORS DE GENÈVE

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982),

Considérant que les dépenses afférentes aux conférences ou réunions sont nettement moins élevées lorsque celles-ci ont lieu à Genève;

Considérant toutefois qu'il est avantageux de tenir certaines conférences et réunions dans des pays autres que celui où est établi le siège de l'Union;

Tenant compte de ce que l'Assemblée générale des Nations Unies a, dans sa Résolution N° 1202 (XII)¹, décidé que les réunions des organismes des Nations Unies doivent, en règle générale, se tenir au siège de l'organisme intéressé, mais qu'une réunion peut avoir lieu hors du siège si un gouvernement invitant accepte de prendre à sa charge les dépenses supplémentaires que cela occasionne;

Recommande que les conférences mondiales de l'Union et les Assemblées Plénières des Comités consultatifs internationaux soient normalement réunies au siège de l'Union;

Décide :

1. Que les invitations à tenir des conférences de l'Union hors de Genève ne doivent être acceptées que si le gouvernement invitant accepte de prendre à sa charge les dépenses supplémentaires que cela occasionne;

2. Que les invitations à tenir des réunions des commissions d'études des Comités consultatifs internationaux hors de Genève ne doivent être acceptées que si le gouvernement invitant fournit gratuitement au moins les locaux prêts à être utilisés, avec le mobilier et le matériel nécessaires, sauf dans le cas des pays en développement où le matériel ne doit pas nécessairement être fourni gratuitement par le gouvernement invitant, si celui-ci le demande.

RÉSOLUTION N° 4. PARTICIPATION À L'UIT COMME OBSERVATEUR
DES ORGANISATIONS DE LIBÉRATION RECONNUES PAR LES NATIONS UNIES

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982),

Considérant :

a) L'article 6 de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) donnant plein pouvoir aux Conférences de plénipotentiaires;

b) L'article 39 de la même Convention stipulant les relations de l'Union avec les Nations Unies;

c) L'article 40 de cette même Convention qui traite des rapports de l'Union avec les autres organisations internationales;

Vu les Résolutions N°s 2395², 2396³, 2426⁴ et 2465⁵ de l'Assemblée générale des Nations Unies traitant du problème des mouvements de libération;

Décide que les organisations de libération reconnues par les Nations Unies peuvent assister à tout moment aux réunions de l'Union internationale des télécommunications en qualité d'observateur;

Charge le Conseil d'administration de prendre toutes les dispositions nécessaires en vue de l'application de la présente Résolution.

RÉSOLUTION N° 5. PROCÉDURE POUR L'ÉLECTION DU PRÉSIDENT ET DES VICE-PRÉSIDENTS DES COMMISSIONS DES CONFÉRENCES ET RÉUNIONS

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982),

Considérant que l'article 77 de la Convention ne comporte aucune disposition précisant la procédure à suivre pour l'élection des présidents et vice-présidents des commissions, sous-commissions et groupes de travail des conférences et réunions, mais prenant en considération les procédures établies par le numéro 285;

¹ Nations Unies, *Documents officiels de l'Assemblée générale, douzième session, Supplément n° 18 (A/3805)*, p. 39.

² *Ibid.*, *vingt-troisième session, Supplément n° 18 (A/7218)*, p. 63.

³ *Ibid.*, p. 19.

⁴ *Ibid.*, p. 66.

⁵ *Ibid.*, p. 5.

Décide que tous les Membres devraient avoir la possibilité d'examiner à l'avance les listes des pays et des délégués proposés à l'élection aux postes de présidents et vice-présidents ainsi que les autres informations pertinentes et que leurs observations éventuelles doivent être prises en considération par la réunion des chefs de délégation et par la conférence;

Charge le Conseil d'administration de fixer une procédure pour l'élection des présidents et vice-présidents des commissions, sous-commissions et groupes de travail qui ne dépendent pas des commissions pour toutes les conférences et réunions de l'Union conformément à la présente Résolution;

Charge le secrétaire général :

1. De demander à tous les Membres de lui communiquer leur avis pour l'instauration de cette procédure;
2. D'établir un projet concernant la procédure d'élection des présidents et vice-présidents sur la base de leur compétence et d'une répartition géographique équitable afin de le soumettre pour examen à la prochaine session du Conseil d'administration, tous les avis et observations éventuels des Membres devant être pris en considération;
3. De communiquer au Conseil d'administration, pour l'aider dans sa tâche, toutes les informations utiles relatives à l'élection des présidents et des vice-présidents dans le passé;

Invite les pays Membres à communiquer au secrétaire général leurs avis et leurs opinions concernant la mise en œuvre de la présente Résolution.

RÉSOLUTION N° 6. COMPATIBILITÉ ENTRE LE SERVICE DE RADIONAVIGATION AÉRONAUTIQUE DANS LA BANDE 108-117,975 MHz ET LE SERVICE DE RADIODIFFUSION DANS LA BANDE 87,5-108 MHz

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982),

Considérant :

- a) Que le service de radionavigation aéronautique est un service de sécurité et qu'il convient d'éviter que les stations de ce service subissent des brouillages susceptibles de mettre en cause la vie humaine;
- b) Que les travaux de la première session de la Conférence administrative régionale de radiodiffusion sonore en modulation de fréquence dans la bande des ondes métriques pour la Région 1 et certains pays concernés de la Région 3 (Genève, 1982) ont montré que des brouillages préjudiciables sont susceptibles d'être causés aux stations du service de radionavigation aéronautique dans la bande 108-117,975 MHz;
- c) Que le manque de données précises sur la compatibilité entre ces deux services impose des contraintes à la planification au cours de la seconde session de la Conférence régionale de radiodiffusion;
- d) Que le CCIR a été invité, par la première session de la Conférence, à poursuivre ses travaux sur ce sujet;
- e) Que la coopération de l'Organisation de l'aviation civile internationale en cette matière aidera le CCIR à obtenir des résultats positifs;

f) Qu'il se pourrait que les critères de compatibilité entre les deux services concernés doivent s'appliquer sur une base mondiale;

Charge le Conseil d'administration :

1. D'examiner la meilleure façon de traiter le problème relatif aux critères de compatibilité entre le service de radionavigation aéronautique dans la bande 108–117,975 MHz et le service de radiodiffusion dans la bande 87,5–108 MHz en temps utile pour permettre la planification du service de radiodiffusion au cours de la seconde session de la Conférence régionale;

2. De prendre les mesures nécessaires pour porter sa décision en cette matière à la connaissance de l'Organisation de l'aviation civile internationale.

RÉSOLUTION N° 7. PLANIFICATION DU SERVICE MOBILE MARITIME ET DES RADIOPHARES MARITIMES

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982),

Considérant :

a) Que, dans sa Résolution N° 38, la Conférence administrative mondiale des radiocommunications (Genève, 1979) (CAMR-1979) a invité la Conférence administrative des radiocommunications pour les services mobiles en général, qu'il était alors prévu de convoquer en 1982, à donner la priorité à l'adoption d'un nouveau plan d'assignation de fréquences dans la bande 1 606,5–2 850 kHz pour le service maritime dans la Région 1;

b) Que, dans sa Recommandation N° 300, la CAMR-1979 a considéré que, pour le service mobile maritime utilisant des fréquences dans la bande 435–526,5 kHz dans la Région 1, certaines des normes techniques qui ont servi de base au plan d'assignations pour les pays européens contenu dans les Actes finals de la Conférence maritime européenne (Copenhague, 1948) sont dépassées et a recommandé au Conseil d'administration « de veiller à ce que la conférence pour les services mobiles soit compétente pour prendre des décisions à propos de la planification et de l'utilisation des fréquences de cette bande dans la Région 1 »;

c) Que, dans sa Recommandation N° 602, la CAMR-1979 a invité le Conseil d'administration à prendre les mesures nécessaires pour que les questions relatives aux radiophares maritimes soient inscrites à l'ordre du jour de la prochaine CAMR pour les services mobiles et a considéré qu'il était souhaitable qu'une conférence spécialisée soit convoquée sur la base de l'article 32 de la Convention afin de procéder à la révision de l'Arrangement de Paris, 1951;

Reconnaissant que, si l'ordre du jour de la CAMR pour les services mobiles qui se tiendra en 1983 comporte l'examen de la Résolution et des Recommandations susmentionnées, cette Conférence ne pourra vraisemblablement pas, en raison de sa brièveté, faire plus qu'établir la base des travaux de planification susmentionnés;

Reconnaissant en outre l'importance des services de radiocommunication en ce qui concerne la sécurité de la vie humaine et la nécessité d'accélérer la mise en œuvre du Règlement des radiocommunications révisé par la CAMR-1979 qui, dans les bandes 435–526,5 kHz et 1 606,5–3 280 kHz, dépend de l'adoption de nouveaux plans pour le service mobile maritime et pour les radiophares maritimes en Région 1;

Tenant compte des différents points de vue exprimés pendant la Conférence de plénipotentiaires en ce qui concerne l'opportunité de convoquer une conférence admi-

nistrative des radiocommunications appropriée au cours du premier semestre de 1985 ou d'inscrire cette question à l'ordre du jour de la Conférence administrative mondiale pour les services mobiles de 1987;

Charge le Conseil d'administration :

1. De réexaminer ce problème à sa session de 1983 à la lumière des décisions, résolutions et recommandations de la CAMR pour les services mobiles prévue pour 1983; de formuler des propositions relatives à la nature et à la date d'une conférence qui étudierait ce problème, et d'élaborer, le cas échéant, l'ordre du jour de cette conférence;

2. De donner à l'IFRB des directives appropriées relativement aux tâches à accomplir pour que la conférence puisse élaborer des plans;

3. De préciser les pays autres que ceux de la Zone maritime européenne qui ont un intérêt dans la planification;

Invite

1. Les parties à la Convention de Copenhague (1948)¹ à envisager pendant la conférence les instruments appropriés pour l'abrogation de cette Convention;

2. Les administrations à envoyer leurs commentaires au secrétaire général;

Charge le secrétaire général à l'issue de la CAMR pour les services mobiles de 1983, de consulter les administrations sur leur participation éventuelle à la planification et de présenter un rapport au Conseil d'administration à ce sujet.

RÉSOLUTION N° 8. LIAISONS DE CONNEXION POUR LES STATIONS DU SERVICE DE RADIODIFFUSION PAR SATELLITE FONCTIONNANT DANS LES BANDES 11,7-12,5 GHZ (RÉGION 1) ET 11,7-12,2 GHZ (RÉGION 3)

La Conférence de plémipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982),

Considérant :

a) Que la Conférence administrative mondiale des radiocommunications (Genève, 1977) a adopté un plan d'assignations de fréquences et de positions orbitales pour les stations de radiodiffusion par satellite fonctionnant dans les bandes 11,7-12,5 GHz (Région 1) et 11,7-12,2 GHz (Région 3);

b) Que par sa Résolution N° 101 la Conférence administrative mondiale des radiocommunications (Genève, 1979) a décidé que, dans les bandes du service fixe par satellite réservées exclusivement aux liaisons de connexion aux satellites de radiodiffusion fonctionnant en Régions 1 et 3 dans les bandes ci-dessus indiquées, ces liaisons doivent être organisées et exploitées conformément à des accords et des plans associés;

c) Que par sa Résolution N° 102, ladite Conférence a adopté une procédure de précoordination destinée à permettre l'harmonisation des besoins en matière de liaisons de connexion sans pour autant préjuger les décisions de la conférence administrative des radiocommunications prévue pour leur planification;

d) Que plusieurs administrations de pays des Régions 1 et 3 ont déjà appliqué, ou sont en train d'appliquer, les procédures des articles 11 et 13 du Règlement des radiocommunications pour les liaisons de connexion de leurs stations spatiales de radiodiffusion par satellite et que, de ce fait, la planification des liaisons de connexion pour les Régions 1 et 3 devient urgente;

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 97, p. 31.

Charge le Conseil d'administration :

1. D'examiner la question des liaisons de connexion en vue de l'inscription à l'ordre du jour de la première session de la Conférence administrative mondiale des radiocommunications spatiales prévue en 1985, de la planification des bandes attribuées au service fixe par satellite et réservées exclusivement aux liaisons de connexion pour le service de radiodiffusion par satellite*;

2. De donner à l'IFRB les directives appropriées relativement aux tâches à accomplir pour que la Conférence puisse effectuer la planification.

RÉSOLUTION N° 9. EMPLOI PAR LE SERVICE DE RADIODIFFUSION DES BANDES ADDITIONNELLES ATTRIBUÉES À CE SERVICE PAR LA CAMR-79

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982),

Considérant :

a) Que les bandes 9 775-9 900 kHz, 11 650-11 700 kHz, 11 975-12 050 kHz, 13 600-13 800 kHz, 15 450-15 600 kHz, 17 550-17 700 kHz et 21 750-21 850 kHz sont attribuées au service fixe à titre primaire, sous réserve de la procédure visée par la Résolution N° 8 de la Conférence administrative mondiale des radiocommunications (Genève, 1979);

b) Que l'utilisation de ces bandes par le service de radiodiffusion sera soumise aux dispositions qui seront élaborées par la Conférence administrative mondiale des radiocommunications pour la planification des bandes d'ondes décimétriques attribuées à ce service;

c) Que la mise en service de stations de radiodiffusion dans ces bandes ne doit pas être antérieure à la date d'achèvement d'un transfert satisfaisant (selon les procédures visées par la Résolution N° 8 de la Conférence administrative mondiale des radiocommunications, 1979) de toutes les assignations aux stations du service fixe qui fonctionnent conformément au Tableau d'attribution des fréquences et à d'autres dispositions du Règlement des radiocommunications, qui sont enregistrées dans le Fichier international et qui pourraient être affectées par les opérations de radiodiffusion;

Décide :

1. Que les administrations se conformeront rigoureusement aux dispositions du numéro 531 du Règlement des radiocommunications;

2. Qu'on ne mettra pas en service des stations de radiodiffusion dans les bandes susmentionnées tant que la planification ne sera pas terminée et que les conditions stipulées au numéro 531 du Règlement des radiocommunications ne seront pas remplies;

Charge le Comité international d'enregistrement des fréquences :

1. D'appeler l'attention de toutes les administrations sur la présente Résolution;

2. De collaborer avec toutes les administrations pour assurer la surveillance continue et permanente de ces bandes en vue de détecter toute émission de stations du service de radiodiffusion qui serait contraire aux dispositions du numéro 531 du Règlement des radiocommunications;

* Les bandes du service fixe par satellite exclusivement réservées, en Régions 1 et 3, aux liaisons de connexion aux satellites de radiodiffusion sont les suivantes :

— Pour la Région 1 : 10,7-11,7 GHz; 14,5-14,8 GHz (pour les pays situés en dehors de l'Europe et pour Malte); 17,3-18,1 GHz;

— Pour la Région 3 : 14,5-14,8 GHz; 17,3-18,1 GHz.

3. De publier les renseignements résultant de cette surveillance et d'y donner la suite qui convient.

**RÉSOLUTION N° 10. CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE MONDIALE
TÉLÉGRAPHIQUE ET TÉLÉPHONIQUE**

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982),

Notant :

a) Qu'en raison des récents progrès techniques, de nouveaux services de télécommunication ont été mis en place et continueront à être mis en place;

b) Que le Règlement téléphonique (Genève, 1973) ne porte que sur le service téléphonique international;

c) Que le Règlement télégraphique (Genève, 1973) porte essentiellement sur le service international des télégrammes;

Considérant :

a) Qu'il est souhaitable d'établir, dans la mesure nécessaire, un vaste cadre réglementaire international pour tous les nouveaux services de télécommunication existants ou prévus;

b) Que la mise en place et l'utilisation des nouveaux services de télécommunication ont fait apparaître une série de problèmes nouveaux relatifs aux télécommunications;

Considérant en outre que l'Union internationale des télécommunications, en tant que seule institution spécialisée responsable pour les télécommunications, doit prendre les mesures nécessaires pour traiter ces problèmes;

Décide qu'une Conférence administrative mondiale télégraphique et téléphonique sera convoquée immédiatement après l'Assemblée Plénière du CCITT en 1988 pour examiner les propositions concernant un nouveau cadre réglementaire afin de répondre à la situation nouvelle dans le domaine des nouveaux services de télécommunication;

Charge le Comité consultatif international télégraphique et téléphonique d'élaborer des propositions à cet effet et de les soumettre à l'Assemblée Plénière du CCITT en 1988 en vue de leur examen par ladite Conférence;

Charge le Conseil d'administration d'établir l'ordre du jour de cette Conférence administrative mondiale et de prendre des dispositions pour sa convocation.

RÉSOLUTION N° 11. MISE À JOUR DES DÉFINITIONS (ANNEXE 2 DE LA CONVENTION)

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982),

Considérant :

a) Que l'annexe 2 à la Convention contient les définitions de certains termes employés dans la Convention et dans les Règlements administratifs;

b) Que, compte tenu du progrès technique et de l'évolution des méthodes d'exploitation, il pourrait être souhaitable de réviser certaines de ces définitions;

Ayant noté que le CCIR et le CCITT ont chargé la Commission mixte CCIR/CCITT pour le vocabulaire d'étudier les modifications éventuelles qu'il pourrait être souhaitable d'apporter aux définitions figurant dans les Règlements et dans la Convention;

Charge le Conseil d'administration de prévoir, lors de la préparation de l'ordre du jour d'une conférence administrative, que toute modification à une définition relevant du domaine de compétence de ladite conférence et figurant aussi dans l'annexe 2 à la Convention soit soumise au Conseil d'administration pour être transmise à la Conférence de plénipotentiaires qui prendra à son sujet les dispositions appropriées.

RÉSOLUTION N° 12. RÉUNIONS PORTANT SUR LA MISE EN ŒUVRE
D'UNE GESTION NATIONALE DES FRÉQUENCES RADIOÉLECTRIQUES

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982),

Rappelant

a) Que la CAMR de 1979 a décidé, dans sa Résolution N° 7, que des réunions seront organisées entre des représentants de l'IFRB, du CCIR et du personnel des administrations de pays en développement et de pays développés, concernés par les questions relatives à la gestion des fréquences;

b) Que l'objet de ces réunions est de mettre au point des modèles de structures appropriées aux administrations de pays en développement et de discuter les moyens de les mettre en œuvre et d'exploiter ces services de gestion des fréquences;

c) Que ces réunions devraient aussi identifier les besoins particuliers de pays en développement pour établir de tels services et les moyens requis pour satisfaire ces besoins;

d) Que les mesures exposées par l'IFRB et par le Directeur du CCIR dans le document N° 5788/CA37 du Conseil d'administration se réfèrent aux dispositions prises pour organiser la première réunion qui doit se tenir à Genève à la suite du cycle d'études de l'IFRB en 1983;

Considérant que la première réunion de 1983 doit non seulement examiner les éléments prioritaires des modèles de structures applicables aux services de gestion de fréquences mais qu'elle peut également établir des directives quant à la nécessité de tenir de nouvelles réunions, conformément aux dispositions de la Résolution N° 7;

Reconnaissant qu'il n'a pas été possible, compte tenu des délais impartis, d'étudier en détail les variantes proposées par l'IFRB et par le Directeur du CCIR;

Décide :

1. Qu'il faut accroître les efforts en vue d'atteindre les objectifs énoncés dans la Résolution N° 7 de la CAMR-79, tels qu'ils sont exposés ci-dessus;

2. Qu'il faut élaborer un programme plus détaillé, établi conjointement par l'IFRB et par le Directeur du CCIR, en s'inspirant des suggestions faites à la présente Conférence, programme qui sera soumis à la session du Conseil d'administration en 1983;

Charge le Conseil d'administration après avoir considéré le rapport conjoint de l'IFRB et du Directeur du CCIR, de mettre des fonds à la disposition des réunions futures, afin d'assurer le succès du programme;

Invite les administrations à répondre favorablement à toutes les demandes d'assistance pour mener à bien cet important programme.

RÉSOLUTION N° 13. QUESTIONS CONCERNANT LE VOTE AU COURS DE LA CONFÉRENCE
DE PLÉNIPOTENTIAIRES DE L'UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS
(NAIROBI, 1982)

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982),

Considérant que la République islamique de Mauritanie, qui présente un arriéré de paiement à l'Union d'un total de 389.062,45 francs suisses, a informé l'Union par un télégramme du 1^{er} octobre 1982 que la Banque centrale de Mauritanie a reçu l'ordre de verser à l'Union, à titre de paiement partiel des contributions dues par la Mauritanie à l'Union, l'équivalent de 4.500.000 ouguiya, et qu'à la réception par l'Union du montant équivalent en francs suisses, la République islamique de Mauritanie recouvrera son droit de vote;

Considérant en outre que la République centrafricaine, qui présente un arriéré de paiement à l'Union d'un total de 629.909,95 francs suisses, a fait, malgré les difficultés rencontrées et énoncées dans le document N° 126 de la présente Conférence, un effort financier, en payant sur le total susmentionné un montant de 135.045,75 francs suisses représentant sa contribution de 1980 et une partie de sa contribution de 1981, somme qui a été reçue au siège de l'Union;

Décide :

1. Que, sans préjudice de l'applicabilité des autres dispositions pertinentes de la Convention en vigueur, la République islamique de Mauritanie et la République centrafricaine peuvent voter à la présente Conférence;
2. Que la présente Résolution ne sera prise en aucun cas comme précédent lors de conférences, réunions et consultations futures de l'Union.

RÉSOLUTION N° 14. EXCLUSION DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE SUDAFRICAINNE DE LA CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES ET DE TOUTES LES AUTRES CONFÉRENCES ET RÉUNIONS DE L'UNION

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982),

Rappelant :

- a) La Charte des Nations Unies et la Déclaration universelle des droits de l'homme;
- b) La Résolution N° 45 de la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Montreux, 1965) relative à l'exclusion du Gouvernement de la République sudafricaine de la Conférence de plénipotentiaires;
- c) La Résolution N° 2145 (XXI) en date du 27 octobre 1966¹, de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la question de la Namibie;
- d) La Résolution N° 2396 (XXIII) en date du [2 décembre 1968]^{2,3}, de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la politique d'*apartheid* du Gouvernement de la République sudafricaine;
- e) La Résolution N° 2426 (XXIII) en date du 18 décembre 1968⁴, de l'Assemblée générale des Nations Unies, qui demande à toutes les institutions spécialisées et à toutes les organisations internationales de prendre les dispositions nécessaires pour cesser toute assistance financière, économique, technique ou autre au Gouvernement de la République sudafricaine jusqu'à ce qu'il renonce à sa politique de discrimination raciale;
- f) La Résolution N° 6 de la Conférence administrative mondiale télégraphique et téléphonique (Genève, 1973) concernant la participation du Gouvernement de la République sudafricaine aux conférences et aux réunions de l'UIT;

¹ Nations Unies, *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Supplément n° 16 (A/6316)*, p. 2.

² *Ibid.*, vingt-troisième session, *Supplément n° 18 (A/7218)*, p. 19.

³ Se lit « 2 décembre 1969 » dans le texte authentique russe.

⁴ Nations Unies, *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-troisième session, Supplément n° 18 (A/7218)*, p. 66.

g) La Résolution N° 36/121, en date du 10 décembre 1981¹, de l'Assemblée générale des Nations Unies, relative à l'action des organisations intergouvernementales et non gouvernementales au sujet de la Namibie;

h) Les dispositions de la Résolution N° 619 du Conseil d'administration de l'Union internationale des télécommunications, selon lesquelles le Gouvernement de la République sudafricaine n'a plus le droit de représenter la Namibie auprès de l'Union;

i) La Résolution N° 31 de la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications de Malaga-Torremolinos (1973), relative à l'exclusion du Gouvernement de la République sudafricaine de la Conférence de plénipotentiaires et de toutes les autres conférences et réunions de l'Union;

Décide que le Gouvernement de la République sudafricaine continuera à être exclu de la Conférence de plénipotentiaires et de toutes les autres conférences et réunions de l'Union internationale des télécommunications.

RÉSOLUTION N° 15. APPROBATION DE L'ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DU KENYA ET LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'UNION AU SUJET DE LA CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES DE NAIROBI (1982)

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982),

Considérant :

a) Qu'un accord concernant les dispositions à prendre pour l'organisation et le financement de la Conférence de plénipotentiaires de Nairobi a été conclu entre le Gouvernement du Kenya et le secrétaire général de l'Union, en vertu des dispositions de la Résolution N° 83 (modifiée) du Conseil d'administration;

b) Que le Conseil d'administration a pris note de cet accord;

c) Que la commission de contrôle budgétaire de la Conférence a examiné cet accord;

Décide que l'accord conclu entre le Gouvernement du Kenya et le secrétaire général de l'Union est approuvé.

RÉSOLUTION N° 16. PARTICIPATION DE L'UNION AU PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT (PNUD) ET À D'AUTRES PROGRAMMES DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982),

Ayant pris note de la section 5.2 du Rapport du Conseil d'administration (document N° 65), du rapport séparé sur la mise en œuvre de résolutions, etc., concernant les activités de coopération technique de l'Union (document N° 46) et du Rapport séparé sur l'Avenir de la coopération technique de l'UIT (document N° 47);

Ayant approuvé les mesures prises par le Conseil d'administration en application de la Résolution N° 16 de la Conférence de plénipotentiaires de Malaga-Torremolinos (1973) au sujet de la participation de l'Union au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD);

¹ Nations Unies, *Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-sixième session, Supplément n° 51 (A/36/51)*, p. 35.

S'étant déclarée satisfaite de l'attention accordée par le PNUD au développement des télécommunications;

Décide :

1. Que l'Union continuera à participer pleinement au PNUD, dans le cadre de la Convention et dans les conditions établies par le Conseil d'administration du PNUD ou par d'autres organes compétents du système des Nations Unies;

2. Que les dépenses des services d'administration et d'exécution résultant de la participation de l'Union au PNUD seront incluses dans une partie distincte du budget de l'Union, étant entendu que les versements au titre des dépenses de soutien du PNUD figureront en recette dans ladite partie du budget;

3. Que les versements au titre des dépenses de soutien reçus du PNUD ne doivent pas être pris en considération pour fixer les limites du budget ordinaire de l'Union;

4. Que les vérificateurs des comptes de l'Union vérifieront toutes les dépenses et recettes relatives à la participation de l'Union au PNUD;

5. Que le Conseil d'administration procédera également à l'examen de ces dépenses et prendra toutes mesures qu'il jugera appropriées pour s'assurer que les fonds ainsi attribués par le PNUD sont employés exclusivement pour couvrir les dépenses des services d'administration et d'exécution;

Charge le secrétaire général :

1. De présenter chaque année au Conseil d'administration un rapport détaillé sur la participation de l'Union au PNUD;

2. De soumettre au Conseil d'administration les recommandations qu'il juge nécessaires pour améliorer l'efficacité de cette participation;

Charge le Conseil d'administration :

1. De prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer le maximum d'efficacité à la participation de l'Union au PNUD;

2. De tenir compte des décisions du Conseil d'administration du PNUD concernant les versements au titre des dépenses de soutien pour les agents d'exécution quand il détermine les crédits nécessaires pour couvrir les dépenses totales des services d'administration et d'exploitation qu'entraîne la participation de l'Union au PNUD.

RÉSOLUTION N° 17. PROJETS MULTINATIONAUX FINANCÉS PAR LE PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT (PNUD) DANS LE DOMAINE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982),

Soulignant que les services de télécommunication sont devenus, dans une grande mesure, de caractère multinational, ce qui exige des niveaux identiques de perfectionnement, pour tous les pays, en ce qui concerne les moyens techniques et la formation du personnel, afin d'assurer un fonctionnement efficace des circuits internationaux et une saine gestion du spectre radioélectrique;

Reconnaissant que, dans beaucoup de pays en développement, les ressources nationales en matière d'équipements, de services d'exploitation et de personnel local ne sont pas encore d'un niveau suffisamment élevé pour assurer des services de télécommunication d'une qualité acceptable et d'un prix raisonnable;

Estimant :

a) Que chaque pays, quel que soit son degré de développement technique et économique, a essentiellement besoin de disposer d'un certain nombre d'installations de télécommunication qui fonctionnent normalement, tant pour le service intérieur que pour le service international;

b) Que le PNUD, et plus particulièrement son programme multinational, constitue un précieux moyen d'aider les pays en développement à améliorer leurs services de télécommunication;

Exprimant sa satisfaction pour l'attention apportée par le PNUD en ce domaine dans certaines régions, où il a ouvert à l'UIT des crédits pour des projets multinationaux de coopération technique aux pays en développement;

Décide d'inviter le PNUD en vue d'augmenter la coopération technique dans le domaine des télécommunications et, par là, de contribuer efficacement à l'accélération du processus d'intégration et de développement, à envisager favorablement l'augmentation des crédits pour les projets multinationaux d'assistance et pour le soutien sectoriel des activités dans ce domaine;

Invite les administrations des Membres à faire part du contenu de la présente Résolution, en insistant sur l'importance que la Conférence lui attribue, aux autorités gouvernementales chargées de coordonner l'aide apportée de l'extérieur à leurs pays;

Invite les Membres de l'Union qui font également partie du Conseil d'administration du PNUD à tenir compte de la présente Résolution au sein de ce Conseil.

RÉSOLUTION N° 18. ASPECTS BUDGÉTAIRES ET ADMINISTRATIFS DE LA COOPÉRATION ET DE L'ASSISTANCE TECHNIQUES DE L'UNION

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982),

Tenant compte des dispositions de la Convention concernant la fonction de coopération et d'assistance techniques que doit remplir l'Union en faveur des pays en développement;

Considérant :

a) L'importance des télécommunications pour le développement économique et social de l'humanité;

b) Que les Membres, qu'il s'agisse de pays en développement ou de pays développés, reconnaissent la nécessité de coopérer pour la mise en œuvre d'un réseau mondial de télécommunication servant l'intérêt général;

c) Que le déséquilibre entre le niveau de développement des réseaux des pays en développement et des pays développés ne cesse de s'accroître;

d) Que l'Union est le centre international le plus approprié pour examiner toutes sortes de problèmes liés aux télécommunications et, en particulier, pour coordonner la plupart des ressources affectées à la coopération et à l'assistance techniques dans le domaine des télécommunications;

e) Que l'un des principaux objets de l'Union est de favoriser la coopération technique entre les Membres en matière de télécommunication et de faire ressortir l'importance particulière de l'aide aux pays en développement;

f) Qu'en matière de coopération et d'assistance techniques, certains des objectifs que l'Union devrait s'efforcer d'atteindre sont les suivants :

- i) Obtenir une meilleure appréciation du rôle des télécommunications dans un programme équilibré de développement économique;
- ii) Promouvoir la formation professionnelle dans toutes les activités liées au développement des télécommunications;
- iii) Prendre toutes les mesures nécessaires dans le domaine de compétence de l'Union pour aider les pays à devenir autonomes;
- iv) Encourager la coopération entre pays en développement afin d'établir un programme durable d'aide mutuelle;
- v) Faciliter le transfert de ressources dans l'intérêt de tous les Membres, en particulier vers les pays en développement;
- vi) Fournir une assistance pour le développement des télécommunications dans les zones rurales;

Décide :

1. De poursuivre la participation de l'Union aux programmes du système des Nations Unies et des autres programmes;

2. De renforcer la capacité opérationnelle de l'Union à fournir une coopération et une assistance techniques en faveur des pays en développement;

3. De définir comme suit la liste des activités de coopération et d'assistance techniques dont on pourrait envisager le financement sur les propres ressources de l'UIT :

- Coût des services du groupe d'ingénieurs,
- Services de la division de la formation professionnelle, y compris l'activité de CODEVTEL (normes de formation professionnelle),
- Missions à court terme — spécialistes et groupes d'ingénieurs,
- Appui logistique aux cycles d'études,
- Programme de bourses intéressant la participation aux cycles d'études de l'Union (par exemple les cycles d'études de l'IFRB) et la participation aux réunions des commissions d'études des CCI,
- Présence régionale,
- Services du chef du département de la coopération technique et de son bureau,
- Appui logistique au programme volontaire de coopération technique,
- Assistance spéciale aux pays les moins avancés,
- Prestations de services communs pour les activités de coopération technique,
- Identification des avantages des télécommunications pour le développement,
- Suite à donner aux recommandations et décisions des conférences et réunions de l'Union en faveur des pays en développement,
- Publications de l'Union,
- Année mondiale des communications,
- Etude des activités de coopération et d'assistance techniques de l'Union,
- Ressources destinées à promouvoir la coopération technique entre les pays en développement,
- Toutes autres activités que le Conseil d'administration juge appropriées;

4. Que l'accroissement des demandes de fonds du budget ordinaire de l'Union qui découlera de l'expansion des activités de coopération et d'assistance techniques doit

être financé, chaque fois que possible, par des économies réalisées sur d'autres postes du budget;

Charge le secrétaire général :

1. De réexaminer les activités actuelles de coopération et d'assistance techniques de l'Union;

2. De réexaminer l'organisation et la structure du département de la coopération technique et de présenter des propositions d'amélioration de ses capacités de gestion, afin de permettre à l'Union de contribuer au processus de développement de la façon la plus efficace et la plus économique possible, conformément à la décision de la Conférence de plénipotentiaires;

3. De présenter aussitôt que possible au Conseil d'administration un rapport détaillé sur les changements immédiats qu'il apparaît nécessaire d'apporter pour atteindre les objectifs visés au paragraphe 2 ci-dessus;

4. De présenter chaque année au Conseil d'administration le projet de programme de coopération et d'assistance techniques prévu pour l'année suivante ainsi qu'un rapport détaillé sur l'exécution du programme de l'année précédente, accompagné d'appréciations qualitatives et quantitatives des difficultés rencontrées;

5. De présenter à la session de 1983 du Conseil d'administration un projet de programme détaillé pour les activités de coopération et d'assistance techniques décidées par la Conférence de plénipotentiaires. En particulier, chaque activité énumérée dans le dispositif ci-dessus doit être décrite de telle manière que le Conseil soit en mesure d'évaluer l'efficacité, le degré de priorité et le coût de sa mise en œuvre;

Charge le Conseil d'administration :

1. D'établir, sans que cela entraîne des frais supplémentaires pour l'Union, un comité consultatif, afin d'examiner les moyens de réaliser les objectifs prioritaires de l'Union en matière de coopération et d'assistance techniques dans le cadre des ressources disponibles;

2. D'étudier dans leurs détails l'organisation et la gestion des activités de la coopération et de l'assistance techniques de l'Union de manière à :

2.1. Définir les fonctions découlant de la participation de l'Union aux programmes du système des Nations Unies et à d'autres programmes;

2.2. Définir les fonctions des organes permanents de l'Union dans le domaine de l'assistance technique aux pays en développement;

3. De réorganiser en conséquence, le département de la coopération technique et de définir le rôle attribué par la Convention au secrétaire général, de façon à permettre l'exécution efficace et économique des fonctions mentionnées ci-dessus;

4. D'autoriser des crédits, dans le cadre du budget ordinaire, pour les activités d'assistance technique des organes permanents de l'UIT, conformément aux objectifs de l'Union;

5. D'établir à l'intention de toutes les administrations, pour information, un rapport annuel sur le progrès des activités de l'Union dans les domaines de la coopération et de l'assistance techniques.

RÉSOLUTION N° 19. PROGRAMME VOLONTAIRE SPÉCIAL DE COOPÉRATION TECHNIQUE

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982),

Reconnaissant :

a) L'importance capitale que présente l'amélioration des télécommunications pour assurer un développement social et économique équilibré;

b) Qu'il est de l'intérêt de toutes les administrations et exploitations des télécommunications de promouvoir aussi rapidement que possible une extension des réseaux mondiaux s'appuyant sur des réseaux de télécommunication nationaux bien développés; et en particulier :

c) Qu'une assistance technique de caractère spécifique est nécessaire dans de nombreux pays pour améliorer la capacité et l'efficacité des équipements et des réseaux de télécommunication, et par là même réduire l'écart considérable entre pays en développement et pays développés;

Considérant que les crédits prévus dans le budget ordinaire pour les activités de coopération et d'assistance techniques des organes permanents de l'Union ne sont pas suffisants pour couvrir les besoins des pays en développement en ce qui concerne l'amélioration de leurs réseaux nationaux;

Considérant aussi que l'Union peut jouer un rôle très utile de catalyseur pour définir des projets de développement et les porter à l'attention des responsables des programmes bilatéraux et multilatéraux afin de mieux adapter les ressources aux besoins;

Décide d'établir un programme volontaire spécial de coopération technique comportant des contributions financières, des services de formation professionnelle ou toute autre forme d'assistance pour satisfaire au mieux les besoins des pays en développement en matière de télécommunication;

Prie instamment les Membres de l'Union, leurs exploitations privées reconnues, leurs organismes scientifiques ou industriels et autres organismes ou organisations d'offrir, en collaboration étroite avec l'Union, une coopération technique sous les formes requises pour satisfaire plus efficacement les besoins des pays en développement en matière de télécommunication;

Charge le secrétaire général :

1. De prendre immédiatement des dispositions en vue de préciser les types particuliers de coopération et d'assistance techniques nécessaires aux pays en développement et appropriés à ce programme volontaire spécial;

2. De rechercher activement un large appui à ce programme et de publier régulièrement les résultats de cette recherche pour les porter à la connaissance de tous les Membres de l'Union;

3. De créer, avec les moyens dont dispose le département de la coopération technique, les règlements, la structure de gestion, le cadre et les procédures nécessaires pour administrer et coordonner ce programme;

4. De prendre les dispositions nécessaires pour assurer une bonne intégration de ce programme et des autres activités poursuivies dans les domaines de la coopération et de l'assistance techniques;

5. De soumettre au Conseil d'administration un rapport annuel sur le développement et la gestion de ce programme;

Charge le Conseil d'administration de passer en revue les résultats obtenus grâce à ce programme et de prendre toutes les dispositions nécessaires pour en favoriser le succès prolongé.

RÉSOLUTION N° 20. CRÉATION D'UNE COMMISSION INTERNATIONALE INDÉPENDANTE POUR LE DÉVELOPPEMENT DES TÉLÉCOMMUNICATIONS MONDIALES

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982),

Reconnaissant l'importance fondamentale de l'infrastructure des communications comme élément essentiel du développement économique et social de tous les pays, ainsi qu'il est rappelé dans la Résolution N° 36/40¹ de l'Assemblée générale des Nations Unies;

Convaincue que la proclamation de 1983 comme « Année mondiale des communications : mise en place d'infrastructure des communications », fournira à tous les pays l'occasion d'entreprendre un examen et une analyse exhaustifs de leur politique de développement des communications et de stimuler le développement d'infrastructures des télécommunications;

Rappelant l'importante contribution de la « Commission indépendante Brandt sur les questions internationales du développement » au dialogue sur les questions économiques mondiales;

Notant le large consensus auquel est parvenue la Commission internationale pour l'étude des problèmes de communication (Commission McBride) au sujet de l'intérêt commun pour le développement accéléré de l'infrastructure des télécommunications;

Notant en outre avec préoccupation que nonobstant l'importance des communications et d'un transfert de l'information tributaires de l'infrastructure des télécommunications pour le développement social, économique et culturel, une quantité assez faible de ressources a été affectée jusqu'à présent au développement des télécommunications par les organisations internationales d'aide et d'investissement;

Décide :

1. D'établir une Commission internationale pour le développement des télécommunications mondiales;
2. Que cette Commission sera totalement indépendante et constituée de membres de réputation internationale siégeant à titre bénévole;
3. Que les dépenses de la Commission seront financées par des sources non commerciales indépendantes;

Charge le secrétaire général :

1. De proposer, après consultation et en coopération avec les gouvernements des Etats Membres, une liste de 15 à 20 représentants des centres de décision les plus élevés des administrations, des exploitations et de l'industrie des pays en développement et des pays développés, ainsi que des grandes institutions financières (y compris les banques de développement et le PNUD) et d'autres instances appropriées, en visant la meilleure représentation possible de toutes les régions du monde;
2. De rendre compte des mesures prises dans un rapport qu'il soumettra à la session de 1983 du Conseil d'administration;

Charge le Conseil d'administration :

1. D'examiner le rapport du secrétaire général et de prendre toutes mesures pour constituer la Commission ainsi que celles que le Conseil juge nécessaires pour permettre à la Commission d'exercer ses fonctions;

¹ Nations Unies, *Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-sixième session, Supplément n° 51 (A/36/51)*, p. 123.

2. De transmettre à la Commission le mandat suivant :
 - 2.1. Examiner la totalité des relations actuelles et des relations futures possibles entre les pays, dans le domaine des télécommunications et impliquant une coopération technique et un transfert de ressources, afin d'identifier les meilleures méthodes de ce transfert;
 - 2.2. Recommander une gamme de méthodes, y compris des méthodes inédites, pour stimuler le développement des télécommunications dans les pays en développement à l'aide de techniques appropriées et ayant fait leurs preuves de manière :
 - a) A servir les intérêts des gouvernements, des exploitations, du public et de groupes spécialisés d'utilisateurs des pays en développement et des secteurs public et privé des pays développés;
 - b) A assurer progressivement l'autosuffisance des pays en développement et à réduire l'écart entre les pays en développement et les pays développés;
 - 2.3. Envisager les moyens les plus rentables par lesquels l'Union pourrait stimuler et soutenir la gamme d'activités qui pourraient être nécessaires pour obtenir un développement plus équilibré des réseaux de télécommunication;
 - 2.4. Mener à bien ses travaux en une année environ;
 - 2.5. Présenter son rapport au secrétaire général;

Décide en outre que le Conseil d'administration examinera ce rapport et, en ce qui concerne les questions nécessitant une action de la part de l'Union, entreprendra toutes dispositions qu'il jugera appropriées.

RÉSOLUTION N° 21. ANALYSE DE LA GESTION ET DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DES ACTIVITÉS DE L'UNION EN MATIÈRE DE COOPÉRATION ET D'ASSISTANCE TECHNIQUES

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982),

Considérant :

- a) La nécessité d'optimiser l'utilisation des ressources consacrées à la coopération et à l'assistance techniques;
- b) Les besoins croissants des pays en développement en matière de coopération et d'assistance techniques;
- c) Les changements récents intervenus dans la structure d'assistance du Programme des Nations Unies pour le développement;
- d) La nécessité d'élaborer un programme de travail intégré pour les diverses activités de coopération et d'assistance techniques;
- e) Les recommandations du Conseil d'administration dans son rapport séparé sur l'Avenir de la coopération technique de l'UIT (document N° 47);
- f) Le rapport du secrétaire général sur l'organisation et les méthodes du département de la coopération technique (document N° 5816/CA37 du Conseil d'administration);

Gardant présent à l'esprit :

- a) Qu'elle a adopté plusieurs résolutions portant sur des activités et des objectifs de types divers dans le domaine de la coopération et de l'assistance techniques;
- b) Que l'extension optimale intégrée des réseaux de télécommunication nationaux dans les pays en développement est nécessaire;

c) Que la coopération et l'assistance techniques doivent renforcer la mise en œuvre d'une technologie appropriée dans les pays en développement;

d) Que le transfert de la technologie et des connaissances doit favoriser l'autonomie dans la planification, l'exploitation et la maintenance, ainsi que la production d'équipements de télécommunication;

e) Que l'application de nouvelles technologies, si elle intervient au stade de développement approprié, peut être bénéfique pour les pays en développement, à condition que ceux-ci prennent dûment en considération son intégration technique et économique effective dans le système existant;

Reconnaissant et appréciant :

a) Les services précieux que le département de la coopération technique a rendus aux Membres de l'Union;

b) Les efforts déployés par le secrétaire général pour appliquer les nombreuses recommandations contenues dans son rapport;

Décide :

1. Qu'il faut faire une analyse de la gestion et de la direction générales des activités de l'Union en matière de coopération et d'assistance techniques;

2. Qu'il faut adapter la gestion et le fonctionnement des organes permanents de l'Union afin d'exécuter les programmes de coopération et d'assistance techniques en utilisant les ressources disponibles de la manière la plus efficace et la plus rentable possible;

Charge le Conseil d'administration :

1. De constituer, au coût le plus faible possible, un groupe d'étude indépendant chargé de faire une telle analyse;

2. De demander à ce groupe de présenter son rapport et ses recommandations pour examen à la session de 1985 du Conseil;

3. De demander à ce groupe d'examiner tous les aspects des activités de l'Union qui stimulent la coopération et l'assistance techniques avec les pays en développement, en particulier les aspects qui ne sont pas envisagés dans le rapport du secrétaire général;

4. De demander à ce groupe de recommander toutes les modifications qu'il juge nécessaires d'apporter à la dotation en personnel et à la direction générale de ces activités et qui seraient de nature à en accroître l'efficacité;

5. D'étudier le rapport définitif et les recommandations du groupe et de les faire parvenir aux Membres avec ses propres conclusions;

6. D'appliquer ces recommandations de la manière qu'il juge appropriée;

7. De faire rapport sur ce projet à la prochaine Conférence de plénipotentiaires;

Invite les Membres de l'Union à coopérer pleinement aux activités du groupe d'étude et à aider le Conseil d'administration à faire pareille analyse et, en particulier, à mettre à la disposition du Conseil et du groupe d'étude des experts qualifiés en matière de gestion et dans d'autres domaines pertinents pour qu'ils prêtent leur concours à cette étude, sans aucuns frais pour l'Union;

Charge les organes permanents de fournir au groupe d'étude toute l'assistance nécessaire pour que cette étude soit menée à bien.

RÉSOLUTION N° 22. AMÉLIORATION DES MOYENS PAR LESQUELS L'UNION FOURNIT UNE ASSISTANCE TECHNIQUE AUX PAYS EN DÉVELOPPEMENT

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982),

Ayant pris note des rapports séparés du Conseil d'administration sur la mise en œuvre de résolutions, etc., concernant les activités de coopération technique de l'Union (document N° 46) et sur l'Avenir de la coopération technique de l'UIT (document N° 47);

Appréciant l'assistance technique fournie aux pays en développement conformément à la Résolution N° 17 de la Conférence de plénipotentiaires de Malaga-Torremolinos (1973);

Considérant :

a) Qu'il faut encore accroître la quantité et améliorer la qualité de l'assistance technique fournie par l'Union;

b) Que, dans bien des cas, les pays en développement, et en particulier les pays nouvellement indépendants, ont besoin de conseils portant sur des sujets très spéciaux et que ces conseils leur sont souvent nécessaires à bref délai;

c) Que les pays en développement peuvent acquérir, des Comités consultatifs internationaux et par leur intermédiaire, ainsi que du Comité international d'enregistrement des fréquences (IFRB), des connaissances et une expérience techniques très précieuses;

Décide :

1. Que les activités du groupe d'ingénieurs du département de la coopération technique seront élargies pour couvrir des spécialités telles que : commutation, planification des réseaux, communications par faisceaux hertziens et par satellite, transmission, radiodiffusion, télévision et systèmes d'alimentation en énergie pour télécommunication;

Le groupe d'ingénieurs sera chargé :

1.1. De coopérer avec les secrétariats spécialisés des Comités consultatifs internationaux et de l'IFRB en fournissant des informations et des conseils au sujet de questions intéressant particulièrement les pays en développement en matière de planification, d'organisation et le développement de leurs systèmes de télécommunication;

1.2. De fournir des conseils de manière rapide et constructive, soit par correspondance, soit au moyen de missions, en réponse aux questions d'ordre pratique qui leur sont soumises par les pays en développement Membres de l'Union;

1.3. De fournir des possibilités de consultations de spécialistes et de consultations de haut niveau au personnel supérieur des pays en développement lors de visites au siège de l'UIT;

1.4. De participer à des cycles d'études organisés au siège de l'UIT ou ailleurs et traitant d'aspects spécifiques des problèmes de télécommunication;

2. Que des spécialistes hautement qualifiés seront recrutés en fonction des besoins, pour des périodes n'excédant pas normalement un mois à chaque fois, afin de compléter les services d'experts offerts par le groupe d'ingénieurs;

Charge le secrétaire général :

1. De faire une étude du volume et de la nature de l'assistance dont les pays en développement ont besoin pour obtenir des avis urgents hautement spécialisés;

2. De présenter au Conseil d'administration un rapport faisant état :
- 2.1. Des spécialités requises pour les ingénieurs faisant partie du groupe visé au point 1 du paragraphe « décide »;
 - 2.2. De ses appréciations sur l'assistance technique fournie tant qualitativement que quantitativement et des difficultés éventuelles apparues pour satisfaire les demandes présentées par les pays en développement;
- Charge le Conseil d'administration :
1. D'examiner le rapport du secrétaire général et de prendre en conséquence toutes les mesures nécessaires;
 2. D'inscrire aux budgets annuels de l'Union les crédits nécessaires pour assurer le bon fonctionnement du groupe d'ingénieurs, ainsi qu'une somme globale correspondant à l'estimation des dépenses afférentes aux spécialistes visés au point 2 du paragraphe « décide »;
 3. De suivre de près l'évolution quantitative et qualitative de l'assistance technique fournie par l'Union en application de la présente Résolution.

**RÉSOLUTION N° 23. RECRUTEMENT DES EXPERTS POUR LES PROJETS
DE COOPÉRATION TECHNIQUE**

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982),

Considérant :

a) L'importance que présente le recrutement d'experts hautement qualifiés pour mener à bien les activités de coopération technique de l'Union;

b) Les difficultés rencontrées dans ce recrutement;

Ayant noté :

a) Que, dans bon nombre de pays qui sont les principales sources de candidatures aux postes d'experts, l'âge de la retraite s'abaisse progressivement en même temps que s'améliore l'état de santé de la population;

b) Que les besoins de l'Union en experts très qualifiés ainsi que les conditions de leur recrutement sont insuffisamment connus dans les pays qui sont en mesure de fournir de tels experts;

c) Le rapport séparé présenté par le Conseil d'administration (document N° 46) en application de la Résolution N° 22 de la Conférence de plénipotentiaires de Malaga-Torremolinos (1973);

Considérant en outre qu'il importe au plus haut point de renforcer la coopération technique entre pays en développement;

Tient à exprimer sa gratitude aux administrations ayant fourni des experts pour les projets de coopération technique;

Invite les Membres de l'Union :

1. A faire le maximum d'efforts pour prospector toutes les sources de candidatures aux postes d'experts, aussi bien parmi les cadres de l'administration que de l'industrie et des instituts de formation professionnelle, en diffusant aussi largement que possible les renseignements relatifs aux emplois vacants;

2. A faciliter au maximum le détachement des candidats choisis et leur réintégration à l'issue de la mission sans que la période d'absence représente un obstacle pour leur carrière;

3. A continuer à offrir gratuitement les conférences et les services nécessaires aux cycles d'études organisés par l'Union;

Invite les pays en développement Membres de l'Union à prendre particulièrement en considération les candidatures présentées par d'autres pays en développement, sous réserve qu'elles satisfassent aux conditions requises;

Charge le secrétaire général :

1. De prêter la plus grande attention aux qualifications et aptitudes des candidats aux postes à pourvoir à l'occasion de l'établissement des listes d'experts à soumettre aux pays bénéficiaires;

2. De ne pas imposer de limite d'âge aux candidats aux postes d'experts mais de s'assurer que les candidats ayant dépassé l'âge de la retraite fixé dans le cadre du régime commun des Nations Unies sont aptes à remplir les tâches prévues dans l'avis de vacance d'emploi;

3. D'établir, de tenir à jour et de diffuser une liste des postes d'experts qui, d'après les prévisions, devront être pourvus pendant les prochaines années à venir dans les différentes spécialités, accompagnée des renseignements sur les conditions de service;

4. D'établir et de tenir à jour un registre des candidats en puissance aux postes d'experts, en insistant sur les spécialistes qui peuvent être recrutés pour une courte durée; ce registre sera envoyé à tout Membre qui en exprimera le désir;

5. De présenter chaque année au Conseil d'administration un rapport sur les mesures adoptées pour donner suite à la présente Résolution et sur l'évolution de la question du recrutement des experts en général;

Invite le Conseil d'administration à suivre avec la plus grande attention la question du recrutement des experts et à prendre les mesures qu'il estimera nécessaires afin d'obtenir le plus de candidats possible aux postes d'experts mis au concours par l'Union pour les projets de coopération technique en faveur des pays en développement.

RÉSOLUTION N° 24. INFRASTRUCTURE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS ET DÉVELOPPEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982),

Consciente que le sous-développement économique et social d'une grande partie du monde est l'un des problèmes les plus aigus qui se posent non seulement aux pays intéressés mais aussi à l'ensemble de la communauté internationale;

Considérant :

a) Que les équipements et les services de télécommunication sont non seulement le produit de la croissance économique mais aussi une condition préalable au développement général;

b) Que la mise en place de l'infrastructure des télécommunications est un élément essentiel du développement national et international;

c) Que les progrès technologiques spectaculaires accomplis au cours de la dernière décennie ont permis d'accroître la rapidité et la fiabilité des communications ainsi que de réduire les dépenses d'exploitation et les besoins de maintenance;

Souligne le rôle de soutien important joué par les télécommunications dans le développement de l'agriculture, de la santé, de l'éducation, des transports, de l'industrie, du peuplement, du commerce, du transfert de l'information pour le bien-être social, ainsi que dans le progrès économique et social général des pays en développement;

Préoccupée de ce que la pénétration inégale dans le monde de deux services de télécommunication les plus courants, la téléphonie et la radiodiffusion, est l'un des obstacles réels au développement dans de nombreux pays et régions et qu'elle gêne l'établissement de bonnes communications entre les pays développés et les pays en développement;

Rappelant :

a) Que la « Stratégie internationale de développement pour la troisième décennie du développement » énonce, entre autres, les tâches qui incombent à l'UIT pour la promotion du développement international et qu'elle spécifie « qu'il convient de veiller particulièrement à ce que soient éliminés les obstacles et les contraintes auxquels se heurtent les pays en développement en matière de transports et de communications, en vue notamment de renforcer les liaisons intra-régionales et interrégionales »;

b) Les décisions prises par l'Assemblée générale des Nations Unies à sa septième session spéciale, ainsi qu'à ses sessions annuelles régulières, décisions relatives à la nécessité de disposer de stratégies internationales pour accélérer le progrès social et économique dans les zones rurales, et la Résolution N° 34/14¹ adoptée en 1979 invitant les institutions spécialisées des Nations Unies à renforcer leur participation pour atteindre l'objectif susmentionné;

c) La décision prise par les Nations Unies en 1981 de proclamer l'année 1983 « Année mondiale des communications » pour souligner l'importance de l'infrastructure des télécommunications tant comme condition préalable que comme partie intégrante du développement économique et social;

Notant

a) Qu'il est largement reconnu qu'un système de télécommunication bien développé est une condition fondamentale de toute économie moderne, mais que les tentatives faites dans les nombreux pays en développement pour qu'une priorité élevée soit accordée aux investissements dans ce secteur n'ont pas été, en général, couronnées de succès;

b) Que l'un des principaux obstacles au développement de l'infrastructure des télécommunications est le sous-investissement dans ce secteur, situation dont les raisons sont multiples mais qui s'explique en particulier par l'insuffisance de la recherche, par une diffusion inadéquate de l'information et par une prise de conscience insuffisante, par les ministères de planification nationaux, de l'interprétation des télécommunications et du développement économique et social;

c) Que les études consacrées jusqu'ici aux avantages que l'on peut retirer des télécommunications ont gravité, en général, autour de l'analyse de tableaux d'entrées-sorties et de la corrélation qui existe entre PNB, densité téléphonique et autres variables, sans cependant expliquer les liens de cause à effet;

Appréciant l'initiative prise par l'Union d'entreprendre, en coopération avec l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), l'étude de la contribution des télécommunications au développement économique et social, qui mettra particulièrement l'accent sur les problèmes du développement rural intégré et sur la nécessité d'un financement volontaire supplémentaire pour mener à bien cette étude;

Reconnaissant la nécessité de communiquer aux gouvernements, administrations, responsables des décisions, économistes, établissements financiers et autres, et organisations participant aux activités de développement, les résultats d'études détaillées

¹ Nations Unies, *Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-quatrième session, Supplément n° 46 (A/34/46)*, p. 100.

relatives aux avantages directs et indirects des investissements dans l'infrastructure des télécommunications et à la corrélation entre l'extension des services de télécommunication et le développement social et économique en général, afin de permettre aux pays en développement de mieux évaluer leurs propres priorités en matière de développement et d'accorder la priorité nécessaire aux télécommunications;

Décide que l'UIT doit continuer à organiser et à mener de telles études, en intégrant étroitement cet effort dans le programme général des activités de coopération et d'assistance techniques;

Invite les administrations et gouvernements des Etats Membres, les institutions et organisations du système des Nations Unies, les organismes non gouvernementaux et intergouvernementaux, les établissements financiers ainsi que les fournisseurs d'équipements et prestataires de services de télécommunication à renforcer leur appui en vue de la mise en œuvre satisfaisante de cette Résolution;

Prie instamment le PNUD, y compris son secrétariat et ses représentants sur le terrain, ainsi que les Etats Membres tant donateurs que bénéficiaires, de mieux apprécier l'importance des télécommunications pour le développement, afin qu'une part appropriée des ressources du PNUD soit affectée au secteur des télécommunications;

Prie le secrétaire général :

1. D'attirer l'attention de l'Assemblée générale des Nations Unies sur cette Résolution et de fournir à cette Assemblée des rapports réguliers sur les progrès et les résultats des recherches dans ce domaine;

2. D'attirer également l'attention de toutes les autres parties intéressées sur cette Résolution, notamment le PNUD, la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), les banques régionales de développement et les fonds nationaux de développement pour la coopération;

3. De présenter au Conseil d'administration un rapport annuel sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre de cette Résolution;

Prie le Conseil d'administration :

1. D'examiner les rapports du secrétaire général et de prendre les mesures appropriées pour permettre la mise en œuvre de cette Résolution;

2. De présenter à la prochaine Conférence de plénipotentiaires un rapport sur cette question.

RÉSOLUTION N° 25. APPLICATION DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNIQUE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS DANS L'INTÉRÊT DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), °

Vu les dispositions de diverses résolutions adoptées par le Conseil économique et social et par l'Assemblée générale des Nations Unies en vue d'accélérer l'application de la science et de la technique dans l'intérêt des pays en développement;

Considérant que l'Union internationale des télécommunications doit, pour les questions de son ressort, s'associer de toutes les manières possibles aux efforts ainsi déployés par les organisations de la famille des Nations Unies;

Ayant pris note du rapport séparé du Conseil d'administration sur les mesures prises en application de la Résolution N° 18 de la Conférence de plénipotentiaires de Malaga-Torremolinos (1973) (document N° 46);

Charge le Conseil d'administration de prendre les dispositions nécessaires, dans la limite des ressources disponibles, pour que l'Union :

1. Collabore dans la plus grande mesure possible avec les organes appropriés des Nations Unies;
2. Contribue dans la plus grande mesure possible, par la publication de manuels et autres documents appropriés, à accélérer le transfert et l'assimilation, dans les pays en développement, des connaissances scientifiques et de l'expérience technique dont les pays techniquement plus avancés disposent dans le domaine des télécommunications;
3. Tienne compte de la présente Résolution dans ses activités générales de coopération technique.

RÉSOLUTION N° 26. PRÉSENCE RÉGIONALE DE L'UIT

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982),

Reconnaissant :

- a) Le rôle important que l'UIT joue pour encourager la création et pour le développement des réseaux et des services de télécommunication dans tous les pays Membres;
- b) La contribution que les activités de l'Union dans le domaine de la coopération et de l'assistance techniques apportent à la réalisation de cet objectif dans les pays en développement;
- c) La nécessité de contacts étroits et permanents entre l'Union et tous les pays des diverses régions géographiques et les avantages qui en résultent pour tous;
- d) La nécessité de satisfaire d'une manière adéquate les besoins croissants des divers pays, sous-régions et régions pour ce qui est de l'information, des conseils et de l'assistance dans le domaine des télécommunications;
- e) Que, pour assurer ces activités, tous les organes permanents devront jouer le rôle qui leur est imparti;
- f) Que le rôle de l'Union, en sa qualité d'agent d'exécution du Programme des Nations Unies pour le Développement est un élément essentiel pour atteindre ces objectifs;
- g) Que ces objectifs sont déjà poursuivis par des conseillers et des experts régionaux agissant au nom de l'Union;
- h) Que le rythme du développement des services de télécommunication dans les pays en développement de diverses régions doit être accéléré dans les années à venir;

Considérant :

- a) Que le rapport séparé du Conseil d'administration sur l'Avenir des activités de coopération technique de l'UIT (document N° 47) a fait ressortir qu'il importe d'adopter des mesures assurant une présence régionale renforcée et plus efficace;
- b) La nécessité pour l'Union de respecter les lignes de conduite des Nations Unies concernant la présence régionale des institutions spécialisées;

Décide que le principe d'une présence régionale plus étoffée de l'Union s'impose de façon à accroître l'efficacité de son assistance aux pays Membres, notamment aux pays en développement;

Charge le secrétaire général :

1. De procéder aux études de coût-utilité et d'organisation nécessaires, y compris en ce qui concerne le département de la coopération technique de l'Union, afin d'atteindre

un renforcement de la présence dans les régions qui soit aussi économique que possible tout en améliorant l'efficacité des activités de l'Union;

2. De soumettre le plus tôt possible, au plus tard le 1^{er} mars 1983, un rapport contenant des recommandations à la session de 1983 du Conseil d'administration;

Charge le Conseil d'administration :

1. D'étudier le rapport du secrétaire général;

2. De consulter les administrations Membres au sujet de ses conclusions provisoires;

3. Sur la base de ces consultations, de prendre les mesures appropriées pour faire appliquer les recommandations, compte dûment tenu des impératifs budgétaires de l'Union et des lignes de conduite des Nations Unies concernant la présence des institutions spécialisées dans les régions;

4. D'évaluer en permanence l'efficacité de la présence progressivement plus étoffée dans les régions dans le cadre des tâches permanentes de gestion des activités de l'Union;

5. De soumettre, à la prochaine Conférence de plénipotentiaires, un rapport relatif aux résultats obtenus et aux difficultés rencontrées lors de la mise en œuvre de cette Résolution.

RÉSOLUTION N° 27. MESURES SPÉCIALES CONCERNANT LES PAYS LES MOINS AVANCÉS

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982),

Considérant la Résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies 36/194 (17 décembre 1981)¹, par laquelle a été adopté le « Nouveau Programme d'action fondamental pour les années 80 en faveur des pays les moins avancés » établi par la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés (Paris, septembre 1981) et le rapport séparé (document N° 48) présenté par le Conseil d'administration en application de la Résolution N° 19 de la Conférence de plénipotentiaires de Malaga-Torremolinos (1973);

Reconnaissant l'importance des télécommunications pour le développement des pays dont il s'agit;

Charge le secrétaire général :

1. De continuer à examiner la situation des services de télécommunication dans les pays désignés par les Nations Unies comme étant les moins avancés et dont le développement des moyens de télécommunication requiert des mesures spéciales;

2. De présenter au Conseil d'administration un rapport exposant ses conclusions;

3. De proposer des mesures concrètes dont l'application conduirait à de réelles améliorations et à une assistance efficace aux pays dont il s'agit, en faisant appel au Programme volontaire spécial de coopération technique, aux ressources propres de l'Union et à d'autres sources;

4. De présenter à ce sujet un rapport annuel au Conseil d'administration;

Charge le Conseil d'administration :

1. D'examiner les rapports susmentionnés et de prendre les mesures voulues afin que l'Union continue à manifester son vif intérêt et à coopérer activement en ce

¹ Nations Unies, *Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-sixième session, Supplément n° 51 (A/36/51)*, p. 160.

qui concerne le développement des services de télécommunication des pays dont il s'agit;

2. D'affecter à cette fin des crédits provenant du Programme volontaire spécial de coopération technique, des ressources propres de l'Union et d'autres sources;

3. De suivre de façon continue l'évolution de la situation et de présenter à ce sujet un rapport à la prochaine Conférence de plénipotentiaires.

RÉSOLUTION N° 28. CYCLES D'ÉTUDES

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications ([Nairobi, 1982]¹),

Reconnaissant :

a) Que les cycles d'études constituent pour le personnel des administrations des télécommunications, et notamment pour celui des pays en développement, un excellent moyen d'acquérir des connaissances sur les derniers perfectionnements de la technique des télécommunications et de confronter les expériences;

b) Qu'il s'agit là d'une activité de l'Union qu'il convient de poursuivre et d'étendre;

Ayant pris note du rapport séparé du Conseil d'administration relatif aux mesures prises en application de la Résolution N° 25 de la Conférence de plénipotentiaires de Malaga-Torremolinos (1973) (document N° 46);

Remercie les administrations qui ont déjà organisé ou qui se proposent d'organiser des cycles d'études, et qui fournissent gratuitement à cet effet des conférences ou animateurs qualifiés;

Invite instamment les administrations à poursuivre et intensifier leurs efforts dans ce sens, de concert avec le secrétaire général;

Charge le secrétaire général :

1. De coordonner les efforts des Membres de l'Union qui se proposent d'organiser des cycles d'études en vue d'éviter les doubles emplois et les chevauchements, en veillant particulièrement aux langues utilisées;

2. De rechercher et de faire connaître les sujets des cycles d'études qu'il serait souhaitable de traiter;

3. De promouvoir ou d'organiser des cycles d'études dans la limite des fonds disponibles;

4. D'améliorer constamment l'efficacité de ces cycles d'études à la lumière des expériences;

5. De prendre entre autres les dispositions suivantes :

5.1. Publier les documents préliminaires et finals des cycles d'études et les faire parvenir en temps opportun aux administrations et participants intéressés, par les moyens les plus appropriés;

5.2. Donner la suite qui convient à ces cycles d'études;

6. De présenter un rapport annuel au Conseil d'administration et de lui adresser, en vue d'atteindre les objectifs visés, des propositions tenant compte des opinions exprimées à la Conférence et des crédits disponibles;

Prie le Conseil d'administration de tenir compte des propositions du secrétaire général et de faire en sorte que soient inscrits, dans les budgets annuels de l'Union, les crédits appropriés permettant l'accomplissement des tâches envisagées dans la présente Résolution.

¹ Se lit « Malaga-Torremolinos, 1973 » dans le texte authentique russe.

**RÉSOLUTION N° 29. NORMES DE FORMATION PROFESSIONNELLE
POUR LE PERSONNEL DES TÉLÉCOMMUNICATIONS**

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982),

Ayant examiné la question du développement des ressources humaines pour les télécommunications et pour la formation du personnel des télécommunications sur la base des renseignements fournis dans les sections pertinentes du Rapport du Conseil d'administration à la Conférence de plénipotentiaires (document N° 65), dans les rapports séparés sur la mise en œuvre de résolutions, etc., concernant les activités de coopération technique de l'Union (document N° 46), sur l'Avenir de la coopération technique de l'UIT (document N° 47), et sur le point de la situation des services de télécommunication dans les pays les moins avancés et les mesures concrètes pour le développement des télécommunications (document N° 48), ainsi que dans la proposition relative au projet CODEVTEL PNUD/UIT (document N° 175);

Exprime sa satisfaction devant les résultats obtenus jusqu'à présent dans la réalisation des objectifs énoncés dans la Résolution N° 23 de la Conférence de plénipotentiaires de Malaga-Torremolinos (1973);

Note avec satisfaction l'appui accordé à l'Union dans la mise en œuvre de la Résolution susmentionnée par ses Membres et par le Programme des Nations Unies pour le développement;

Considérant que l'établissement rapide et efficace d'une communication ainsi que la maintenance des circuits exigent :

a) La présence d'équipements compatibles aux deux extrémités de la liaison et dans les centres de transit;

b) Une formation technique équivalente des techniciens et des exploitations ainsi que des qualifications linguistiques appropriées;

Considérant aussi l'importance :

a) D'une nouvelle amélioration de la qualité de la formation du personnel des télécommunications;

b) De l'établissement de la diffusion de normes de formation pour les différentes catégories de personnel affectées à la construction, à l'exploitation et à la maintenance du matériel de télécommunication;

c) D'une coordination efficace des activités de formation professionnelle et d'élaboration des programmes de cours à l'échelle nationale, régionale et interrégionale, en tenant compte de l'expérience acquise à l'occasion du projet CODEVTEL;

Charge le secrétaire général en vue d'atteindre les objectifs énumérés dans les considérants :

1. De continuer à élaborer des normes de formation professionnelle, en particulier :
 - 1.1. En participant à des recherches relatives à la formation conduites par les institutions spécialisées des Nations Unies et par d'autres organisations;
 - 1.2. En explorant les possibilités d'utiliser des techniques modernes de formation et de télécommunication, notamment pour résoudre les problèmes de formation des pays en développement;
 - 1.3. En organisant de nouvelles réunions du groupe de travail sur les normes de formation professionnelle;

- 1.4. En continuant à organiser des réunions de fabricants et d'utilisateurs de matériel de télécommunication et à étoffer les directives pour la formation donnée par les fabricants;
- 1.5. En mettant à jour et en améliorant les Directives de développement de la formation, le Manuel de référence de l'UIT à l'intention des centres de formation aux télécommunications et le Manuel sur le système d'échange de cours de formation, compte tenu de l'expérience acquise au cours de leur application;
2. De promouvoir une formation adaptée aux tâches, de conseiller les administrations, sur demande, au sujet des méthodes de formation les plus appropriées et de les aider à appliquer les méthodes de formation recommandées;
3. De contribuer en outre à la formation du personnel chargé de la formation en matière de télécommunication (instructeurs, concepteurs de programmes et directeurs de formation) et d'initier les experts en formation de l'UIT à l'emploi des normes actuelles de formation de l'UIT;
4. D'aider à coordonner les activités de formation en matière de télécommunication à l'échelle interrégionale, notamment :
 - 4.1. En collaborant avec les organisations régionales de télécommunications et avec les organisations connexes de formation professionnelle;
 - 4.2. En encourageant la création de centres régionaux ou sous-régionaux de formation et de documentation et l'utilisation dans ces centres de normes et méthodes de formation recommandées par l'UIT;
 - 4.3. En facilitant l'échange d'information et de données d'expérience sur la gestion du personnel et celle des centres professionnels;
5. D'élaborer et d'entretenir un système international d'échange de matériel de formation aux techniques de télécommunication et de l'information connexe;
6. De faciliter, dans le cadre des activités de coopération technique, l'échange d'instruments, de stagiaires, de techniciens, de matériel pédagogique et de personnel entre les administrations;
7. De tenir à jour des renseignements sur les résultats du système d'échange;
8. De proposer au Conseil d'administration toutes mesures nécessaires en matière d'organisation et de personnel pour atteindre les objectifs spécifiés dans la présente Résolution;

Charge le Conseil d'administration :

1. D'étudier les recommandations que lui présentera le secrétaire général, en vue de mettre à sa disposition des moyens et des crédits suffisants pour atteindre les objectifs spécifiés dans la présente Résolution;
2. D'apprécier, lors de ses sessions annuelles, l'organisation mise en place, son développement et ses progrès, puis d'adopter toutes mesures utiles pour faire en sorte que les objectifs énoncés dans la présente Résolution soient atteints;

Convaincue de l'importance du développement des ressources humaines pour les télécommunications et de la nécessité d'une formation technique pour permettre aux pays en développement d'accélérer la mise en service et l'application des techniques appropriées;

Invite les Membres de l'Union à participer et à contribuer autant que possible à la mise en œuvre de la présente Résolution.

RÉSOLUTION N^o 30. PROGRAMME DE BOURSES DE FORMATION DE L'UIT

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982),

Reconnaissant qu'il est important que le niveau de compétence technique soit partout le même dans le monde si l'on veut obtenir de bonnes communications mondiales;

Considérant :

a) L'intérêt qu'il y a, pour les activités de coopération technique, à ce que les titulaires de bourses de l'UIT bénéficient de programmes hautement applicables;

b) Les difficultés rencontrées pour assurer cette applicabilité;

Ayant noté :

a) Que les besoins de bourses définis dans les formulaires de désignation de boursiers peuvent varier d'un pays à l'autre pour des domaines de formation similaires;

b) Que le coût des programmes spécialisés est fréquemment élevé et, en conséquence, prohibitif pour les pays bénéficiaires disposant de fonds limités du PNUD;

c) Que les candidats ont parfois des connaissances insuffisantes dans la langue appropriée pour retirer le maximum de bénéfice d'un programme de formation;

Tient à exprimer sa gratitude aux administrations qui ont établi des programmes de formation pour les projets de coopération technique;

Prie instamment les pays donateurs :

1. De faire le maximum d'efforts pour identifier toutes les sources de formation de boursiers de l'UIT parmi leurs administrations, firmes industrielles et établissements de formation, en faisant connaître le plus largement possible les besoins des pays bénéficiaires;

2. De faire le maximum d'efforts pour fournir des programmes de formation qui répondent aux besoins des pays bénéficiaires et de tenir le secrétaire général informé de tous les programmes de formation disponibles pour répondre à ces besoins;

3. De continuer à offrir, gratuitement ou avec le minimum de frais possible pour l'Union, la formation la plus appropriée aux titulaires de bourses;

Prie instamment les pays bénéficiaires :

1. De veiller à ce que les candidats aient une bonne connaissance de la langue dans laquelle le programme sera exécuté, étant entendu que dans certains cas des dispositions spéciales pourraient être prises avec le pays hôte;

2. De veiller à ce que les candidats soient informés de la durée et du contenu de leurs programmes de bourses, tels qu'ils ont été indiqués par le pays hôte à l'UIT;

3. De veiller à ce que les candidats se familiarisent avec le « Guide administratif pour les bourses de l'UIT »;

4. D'employer le boursier, à son retour, de telle manière qu'un profit maximum puisse être retiré de la formation reçue;

Charge le secrétaire général :

1. D'essayer dans la mesure du possible, de grouper les besoins de formation analogues lorsqu'il présente des demandes de programmes de bourses aux pays hôtes;

2. D'élaborer et de publier une documentation décrivant un ensemble normalisé de conditions de formation à des niveaux d'aptitude appropriés répondant aux besoins particuliers des pays en développement;

3. D'établir, dans le cadre de projets spécifiques de coopération technique un catalogue des besoins de bourses correspondants, fondés sur les estimations des pays bénéficiaires, qu'il sera probablement nécessaire de satisfaire au cours de l'année suivante; ce catalogue sera remis, sur demande, à tous les Membres;

4. D'établir et de mettre à jour un catalogue des possibilités de bourses offertes par les pays hôtes au cours de l'année à venir; ce catalogue sera remis, sur demande, à tous les Membres;

5. De présenter des demandes de programmes de bourses aux pays hôtes aussi longtemps que possible avant les dates requises pour la formation;

Invite le Conseil d'administration à suivre attentivement cette question afin d'assurer aux boursiers de l'UIT la formation professionnelle la plus appropriée dans des conditions de coût-efficacité optimales.

RÉSOLUTION N° 31. FORMATION PROFESSIONNELLE DE RÉFUGIÉS

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982),

Ayant pris note :

a) De la Résolution N° 36/68 de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la mise en œuvre de la déclaration relative à l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples colonisés¹ et d'autres résolutions relatives à l'aide aux réfugiés;

b) Des Résolutions N°s 659 et 708 du Conseil d'administration;

c) Du rapport séparé du Conseil d'administration sur la mise en œuvre de résolutions, etc., concernant les activités de coopération technique de l'Union (document N° 46);

Considérant l'action menée pour mettre en œuvre la Résolution N° 24 de la Conférence de plénipotentiaires de Malaga-Torremolinos (1973);

Demande au secrétaire général :

1. De continuer son action en vue de l'application de la Résolution des Nations Unies;

2. De collaborer pleinement avec les organisations qui s'occupent d'assurer la formation des réfugiés tant à l'intérieur qu'en dehors du système des Nations Unies;

Invite les administrations des Membres à faire encore plus pour accueillir certains réfugiés sélectionnés et assurer leur formation en télécommunications dans les centres ou écoles professionnels.

RÉSOLUTION N° 32. ASSISTANCE EN FAVEUR DU PEUPLE TCHADIEN

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982),

Considérant les dispositions des articles 2 et 4 de la Convention où la participation de tous les Etats est énoncée comme étant souhaitable et où la nécessité de la coopération internationale est reconnue comme l'un des principaux objets de l'Union;

Considérant par ailleurs les dispositions de la Résolution N° 19 de la Conférence de plénipotentiaires de Malaga-Torremolinos (1973) sur les mesures spéciales concernant les pays les moins avancés, dont la République du Tchad fait partie;

¹ Nations Unies, *Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-sixième session, Supplément n° 51 (A/36/51)*, p. 25.

Tenant compte de la situation spécifique du Tchad, dont l'Administration et les infrastructures de télécommunication ont subi de graves dommages;

Charge le secrétaire général :

1. D'étudier les voies et moyens les plus appropriés et de prendre les mesures nécessaires pour mobiliser des ressources multilatérales et bilatérales en faveur du Tchad afin :

- 1.1. D'aider ce pays à remettre en état son réseau de télécommunication;
- 1.2. De lui fournir une assistance technique pour la réorganisation de son Administration et la formation de son personnel;
2. De coopérer, avec toutes les organisations intéressées, à l'exécution du programme d'assistance en faveur du Tchad;
3. De présenter régulièrement des rapports au Conseil d'administration sur les mesures prises pour mettre en œuvre la présente Résolution;

Prie le Conseil d'administration d'étudier les rapports du secrétaire général et de prendre toutes les mesures appropriées.

RÉSOLUTION N° 33. CENTRE DE FORMATION ARTHUR C. CLARKE AUX TECHNIQUES DES COMMUNICATIONS, DE L'ÉNERGIE ET DE L'ESPACE

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982),

Considérant :

a) Le document d'information que la délégation de Sri Lanka a présenté à propos du Centre de formation Arthur C. Clarke aux techniques de communication, de l'énergie et de l'espace (document N° 292);

b) La décision prise par la Conférence des Nations Unies sur l'exploration et l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, à des fins pacifiques, visant à encourager une plus grande coopération dans le domaine de l'espace, de la science et de la technologie, par l'intermédiaire des organisations du système des Nations Unies, en mettant tout particulièrement l'accent sur les activités de formation professionnelle et la fourniture de services techniques à titre consultatif;

Reconnaissant les difficultés que rencontrent les pays en développement pour combler le fossé qui existe entre ces pays en ce qui concerne l'élaboration et l'application de la technologie des télécommunications;

Consciente de la nécessité d'aider les pays en développement dans les efforts qu'ils fournissent pour se doter de moyens leur permettant de tirer parti des progrès technologiques dans le domaine de la science et de la technologie des télécommunications;

Consciente qu'il est indispensable, à cet effet, de déployer de plus grands efforts pour former le personnel scientifique et technique des pays en développement;

Décide de rendre hommage à l'initiative du Gouvernement de Sri Lanka qui a créé le Centre Arthur C. Clarke de formation aux techniques des communications, de l'énergie et de l'espace et qui, tout en reconnaissant la clairvoyance d'un homme remarquable, mettra à la disposition du personnel technique des pays en développement des installations de formation professionnelle et de recherche;

Demande à tous les Membres de l'Union d'examiner favorablement la demande présentée par Sri Lanka en vue de l'aider à développer ce centre, par une aide bilatérale ou par l'intermédiaire du programme de coopération technique de l'Union;

Charge le secrétaire général de fournir toute l'assistance possible aux autorités de Sri Lanka dans les limites des ressources dont il dispose à cet effet et de faire rapport au Conseil d'administration sur les activités déployées;

Charge le Conseil d'administration d'étudier le rapport présenté par le secrétaire général et de suivre de très près les progrès accomplis dans le développement du Centre Arthur C. Clarke de formation aux techniques des communications, de l'énergie et de l'espace.

RÉSOLUTION N° 34. RÔLE DE L'UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS DANS LE DÉVELOPPEMENT DES TÉLÉCOMMUNICATIONS MONDIALES

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982),

Considérant :

a) Les dispositions de la Convention internationale des télécommunications de Nairobi (1982) ainsi que celles du Règlement téléphonique, du Règlement télégraphique et du Règlement des radiocommunications y annexés;

b) Les recommandations du CCIR et du CCITT;

Considérant aussi :

c) Que ces documents réunis sont essentiels pour assurer les bases techniques de la planification et de la prestation de services de télécommunication dans le monde entier;

d) Que le rythme du progrès technique nécessite la coopération permanente de toutes les administrations et exploitations privées en vue d'assurer la compatibilité des systèmes de télécommunication dans le monde entier;

e) Que l'existence de moyens de télécommunication modernes est un élément vital pour le progrès économique, social et culturel de tous les pays;

Reconnaissant les intérêts de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), de l'Organisation maritime internationale (OMI), de l'Organisation internationale de normalisation (ISO), de la Commission électrotechnique internationale (CEI) et d'autres organismes spécialisés dans certains secteurs des télécommunications;

Décide en conséquence que l'Union internationale des télécommunications devrait :

1. Continuer à travailler à l'harmonisation, au développement et au perfectionnement des télécommunications dans le monde entier;

2. S'assurer que toutes ses activités manifestent le rôle particulier de l'UIT en tant qu'autorité chargée, au sein de la famille des Nations Unies, de fixer en temps opportun des normes techniques et d'exploitation pour toutes les formes de télécommunication et de veiller à l'utilisation rationnelle du spectre des fréquences radio-électriques et de l'orbite des satellites géostationnaires;

3. Encourager et promouvoir au maximum la coopération technique entre les Membres dans le domaine des télécommunications.

RÉSOLUTION N° 35. PROGRAMME INTERNATIONAL POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA COMMUNICATION

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982),

Rappelant :

a) La Déclaration universelle des droits de l'homme, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 10 décembre 1948;

b) Les Résolutions 31/139¹ et 33/115² adoptées par l'Assemblée générale des Nations Unies respectivement le 16 décembre 1976 et le 18 décembre 1978;

c) Les recommandations de la Conférence intergouvernementale de coopération sur les activités, besoins et programmes relatifs au développement de la communication (Paris, avril 1980), et en particulier la Recommandation viii) de la partie III du rapport de cette Conférence;

d) La Résolution N° 4.21 adoptée à sa 21^e session par la Conférence de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) (Belgrade, 1980), instituant un Programme international pour le développement de la communication (PIDC);

Ayant noté le rapport que, à la demande du Conseil d'administration, le secrétaire général a soumis à la Conférence de plénipotentiaires en vue de définir une politique d'orientation pour la participation de l'Union aux activités du PIDC (document N° 54);

Reconnaissant :

a) L'importance de la coopération entre l'Union et l'UNESCO pour une bonne exécution des activités du PIDC;

b) Qu'il importe de disposer d'une infrastructure de télécommunication suffisante pour atteindre les objectifs de ce programme;

c) Qu'il est nécessaire de maintenir une liaison constante entre l'Union et les divers services de l'UNESCO qui participent à l'exécution du PIDC;

Réaffirmant le rôle primordial que joue l'Union en matière de télécommunication au sein du système des Nations Unies, du fait qu'elle constitue la principale instance internationale d'étude et de promotion de la coopération internationale pour l'amélioration et l'emploi rationnel de tous les types de télécommunication;

Approuve les mesures prises par le Conseil d'administration pour renforcer la coopération entre l'Union et l'UNESCO;

Décide que le Conseil d'administration et le secrétaire général prendront les mesures appropriées pour poursuivre et soutenir la participation de l'Union au PIDC, y compris à son Conseil intergouvernemental, cette participation étant en outre directement liée aux activités de l'Union dans le domaine de l'assistance technique fournie aux pays en développement;

Charge le secrétaire général :

1. De faire rapport au Conseil d'administration sur la mise en œuvre de ces activités;

2. De porter la présente Résolution à l'attention de l'Assemblée générale des Nations Unies, du Conseil intergouvernemental du PIDC et du directeur général de l'UNESCO;

Charge le Conseil d'administration d'étudier les rapports présentés par le secrétaire général et de prendre les mesures propres à assurer au PIDC le soutien technique de l'UIT, en incluant dans le budget annuel de l'Union les crédits nécessaires au maintien

¹ Nations Unies, *Documents officiels de l'Assemblée générale, trente et unième session, volume 1, Supplément n° 39* (A/31/39), p. 126.

² *Ibid.*, trente-troisième session, *Supplément n° 45* (A/33/45), p. 73.

des relations avec le Conseil intergouvernemental, le secrétariat du PIDC et les services de l'UNESCO qui participent aux travaux du PIDC.

RÉSOLUTION N° 36. COLLABORATION AVEC LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES INTÉRESSÉES AUX RADIOCOMMUNICATIONS SPATIALES

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982),

Consciente des nombreuses possibilités d'utilisation sur le plan international de l'espace extra-atmosphérique à des fins pacifiques;

Considérant l'importance croissante du rôle que les télécommunications, et par conséquent l'Union, jouent nécessairement dans ce domaine;

Rappelant les articles pertinents du Traité sur les principes qui doivent régir les activités des Etats dans l'exploration et l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et d'autres corps célestes¹, ainsi que les résolutions adoptées par l'Assemblée générale des Nations Unies au sujet de la collaboration internationale dans les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique;

Note avec satisfaction :

a) Les mesures prises par les divers organes de l'Union en vue de l'utilisation la plus efficace possible de tous les services de radiocommunication spatiale;

b) Les progrès accomplis dans la technologie et l'utilisation des radiocommunications spatiales;

Invite le Conseil d'administration et le secrétaire général à prendre les mesures nécessaires :

1. Pour continuer à tenir les Nations Unies et les institutions spécialisées intéressées au courant des progrès des radiocommunications spatiales;

2. Pour encourager la poursuite et le développement de la collaboration entre l'Union et les autres institutions spécialisées des Nations Unies, ainsi que les organisations internationales qui sont intéressées par l'utilisation des radiocommunications spatiales.

RÉSOLUTION N° 37. PARTICIPATION DES ORGANISATIONS DE CARACTÈRE INTERNATIONAL AUX ACTIVITÉS DE L'UNION

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982),

Ayant pris note de la proposition relative à l'interprétation de la notion d'« organisation internationale » (document N° 64);

Considérant qu'elle n'a pas eu le temps d'étudier convenablement le sujet des organisations internationales;

Charge le secrétaire général :

1. De réviser le statut des organisations internationales qui participent aux activités de l'Union;

2. De soumettre à la session de 1983 du Conseil d'administration une proposition relative à la révision de la liste des organisations de caractère international, distinctes de l'Organisation des Nations Unies, des organismes du système des Nations Unies et

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 610, p. 205.

des organisations régionales de télécommunications, que l'on doit considérer comme visées par l'article 40 et les autres articles connexes de la Convention;

Charge le Conseil d'administration :

1. De fixer, compte tenu des débats qui ont eu lieu lors de la présente Conférence, le degré de participation aux activités de l'Union des organisations comprises dans la liste visée au paragraphe précédent et celui des autres organisations de caractère international qui n'y figurent pas;

2. De se prononcer dans chaque cas sur les organisations de caractère international qui peuvent être exonérées, conformément aux dispositions de l'article 79 de la Convention;

3. De donner au secrétaire général les directives à suivre pour toute demande d'accès au statut d'organisation internationale, afin d'assurer la consultation prévue à l'article 68 de la Convention;

Charge en outre le Conseil d'administration :

1. D'examiner avec l'aide du secrétaire général la pratique juridique internationale et notamment celle qu'appliquent les Nations Unies et les organismes du système des Nations Unies;

2. De présenter à la prochaine Conférence de plénipotentiaires un rapport sur la participation des organisations de caractère international aux activités de l'Union avec toutes les conclusions correspondantes.

RÉSOLUTION N° 38. CORPS COMMUN D'INSPECTION

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982),

Rappelant la Résolution N° 33 de la Conférence de plénipotentiaires de Malaga-Torremolinos (1973);

Ayant pris note :

a) Du rapport séparé du Conseil d'administration relatif au Corps commun d'inspection (document N° 37);

b) De la Résolution 31/192 de l'Assemblée générale des Nations Unies, en date du 22 décembre 1976¹;

Considérant qu'il convient que l'Union internationale des télécommunications continue à bénéficier du rôle utile joué par le Corps commun d'inspection en tant que service indépendant d'inspection et d'évaluation du système des Nations Unies;

Décide d'accepter le statut du Corps commun d'inspection (CCI) tel qu'il est défini dans l'annexe à la Résolution 31/192 de l'Assemblée générale, étant entendu que cette acceptation sous-entend ce qui suit :

1. L'instrument de base de l'Union, la Convention internationale des télécommunications ne prévoyant aucun mécanisme permettant au CCI de devenir un organe subsidiaire des organes délibérants de l'Union, tel que le spécifie le paragraphe 2 de l'article 1 du statut du CCI, ce dernier continuera à être reconnu par l'Union en tant qu'organe compétent du système des Nations Unies dans son domaine particulier d'activité et de responsabilité, ainsi qu'il est spécifié dans les dispositions de base du statut du CCI, et continuera à faire rapport, par l'intermédiaire du secrétaire général de l'Union, au Conseil d'administration;

¹ Nations Unies, *Documents officiels de l'Assemblée générale, trente et unième session, volume 1, Supplément n° 39 (A/31/39)*, p. 179.

2. Nonobstant les dispositions des articles 5 et 6 du statut du CCI, les activités techniques de l'Union concernant expressément des questions de télécommunication d'une nature hautement spécialisée — y compris les études, conclusions, vœux, décisions, résolutions, rapports et instructions — traitées par les organes permanents de l'Union dans l'exercice de leurs fonctions, en vertu des dispositions pertinentes de la Convention, des Règlements y annexés et des recommandations, résolutions et décisions connexes adoptées par les organes législatifs de l'Union, ne seront pas couvertes par les fonctions, pouvoirs et responsabilités du CCI, lequel n'en sera pas moins pleinement habilité à traiter de toutes les questions générales de caractère administratif et financier, y compris les questions générales de gestion concernant les organes permanents de l'Union;

3. En ce qui concerne les dispositions du paragraphe 4 de l'article 11 du statut du CCI, l'Union convient, en ce qui concerne les délais stipulés dans ledit paragraphe pour l'acheminement et l'examen des rapports du CCI, d'observer l'esprit et non la lettre de ces dispositions et de ne pas s'engager à respecter les délais stipulés, afin d'assurer le traitement le plus approprié et le plus rapide possible de ces rapports par l'Union; en ce qui concerne la distribution des rapports du CCI, l'Union décide que les rapports qui ne sont pas distribués par l'Organisation des Nations Unies aux Membres de l'Union ne seront distribués par le secrétaire général de l'Union qu'aux Membres du Conseil d'administration de l'UIT;

Charge le secrétaire général :

1. De notifier au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, conformément au paragraphe 3 de l'article 1 du statut du CCI, l'acceptation du statut du CCI par l'Union et, ce faisant, de lui transmettre aussi le texte de la présente Résolution sur laquelle est fondée cette acceptation;

2. De continuer à collaborer avec le CCI et à soumettre au Conseil d'administration les rapports du CCI présentant un intérêt pour l'Union, accompagnés des commentaires qu'il estime appropriés;

Charge le Conseil d'administration d'examiner les rapports du CCI présentés par le secrétaire général et de prendre à cet égard les mesures qu'il estime appropriées.

RÉSOLUTION N° 39. EMPLOI DU RÉSEAU DE TÉLÉCOMMUNICATION DES NATIONS UNIES POUR LE TRAFIC DES TÉLÉCOMMUNICATIONS DES INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982),

Considérant :

a) La Résolution N° 26 de la Conférence de plénipotentiaires de Buenos Aires (1952) motivée par une requête des Nations Unies demandant à l'Union internationale des télécommunications d'approuver que le trafic des institutions spécialisées soit écoulé sur le réseau de télécommunication entre points fixes des Nations Unies, moyennant une contribution égale au prorata des frais d'exploitation et correspondant au volume du trafic;

b) Le rapport séparé du Conseil d'administration à la Conférence de plénipotentiaires concernant l'actualisation de la Résolution N° 35 de la Conférence de plénipotentiaires de Malaga-Torremolinos (1973) (document N° 35);

Prenant note :

a) De ce que le Secrétaire général des Nations Unies a retiré, depuis le 1^{er} janvier 1954, l'offre qu'il avait faite auparavant aux institutions spécialisées de transmettre leur trafic sur le réseau des Nations Unies;

b) De ce que le Corps commun d'inspection a établi un rapport sur « les communications dans le système des Nations Unies »;

Réaffirme les vues exposées dans la Résolution N° 26 susvisée, à savoir :

1. Que, dans les circonstances normales, le réseau de télécommunication entre points fixes des Nations Unies ne doit pas être ouvert au trafic des institutions spécialisées et mis en concurrence avec les réseaux commerciaux de télécommunication existants;

2. Que l'Union n'est pas favorable à une dérogation quelconque aux dispositions de l'article XVI de l'Accord entre les Nations Unies et l'Union internationale des télécommunications;

3. Que cependant l'Union ne ferait pas d'objection si, en cas de situation critique, le trafic des institutions spécialisées empruntait le réseau de télécommunication entre points fixes des Nations Unies à un tarif tenant dûment compte des Recommandations pertinentes du CCITT relatives aux tarifs, ou à titre gratuit;

Charge le secrétaire général de continuer à coopérer avec les organismes du système des Nations Unies, y compris le Corps commun d'inspection, pour étudier les questions concernant les communications dans le système des Nations Unies et à présenter les rapports élaborés par ces organismes au Conseil d'administration, avec ses commentaires et ses propositions au sujet de la suite à donner par l'UIT;

Charge le Conseil d'administration d'étudier les rapports, commentaires et propositions présentés par le secrétaire général et de prendre toutes les mesures nécessaires.

RÉSOLUTION N° 40. RÉVISION ÉVENTUELLE DE L'ARTICLE IV, SECTION 11, DE LA CONVENTION SUR LES PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS DES INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982),

Vu la Résolution N° 28 de la Conférence de plénipotentiaires de Buenos Aires (1952)¹, la Résolution N° 31 de la Conférence de plénipotentiaires de Genève (1959)², la Résolution N° 23 de la Conférence de plénipotentiaires de Montreux (1965)³ et la Résolution N° 34 de la Conférence de plénipotentiaires de Malaga-Torremolinos (1973)⁴;

Tenant compte de la Résolution N° 36 de la Conférence de plénipotentiaires de Malaga-Torremolinos (1973);

Considérant :

a) Qu'il semble exister une contradiction entre la définition des télégrammes et communications téléphoniques d'Etat qui figure à l'annexe 2 à la Convention internationale des télécommunications et les dispositions de l'article IV, section 11, de la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées⁵;

b) Que la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées n'a pas été modifiée dans le sens demandé par les Conférences de plénipotentiaires de

¹ Union internationale des télécommunications, *Convention internationale des télécommunications, Buenos Aires, 1952* (Genève, 1953).

² *Ibid.*, Genève, 1959 (Genève).

³ *Ibid.*, Montreux, 1965 (Genève).

⁴ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1210, p. 3

⁵ *Ibid.*, vol. 33, p. 261. Pour les textes finals et révisés des annexes publiées ultérieurement, voir vol. 71, p. 319; vol. 79, p. 326; vol. 117, p. 386; vol. 275, p. 299; vol. 314, p. 309; vol. 323, p. 365; vol. 327, p. 327; vol. 371, p. 267; vol. 423, p. 285; vol. 559, p. 349; vol. 645, p. 341; vol. 1057, p. 322, et vol. 1060, p. 337.

Buenos Aires (1952), de Genève (1959), de Montreux (1965) et de Malaga-Torremolinos (1973);

Décide de maintenir les décisions des Conférences de plénipotentiaires de Buenos Aires (1952), de Genève (1959), de Montreux (1965) et de Malaga-Torremolinos (1973) de ne pas inclure les chefs des institutions spécialisées parmi les autorités énumérées à l'annexe 2 à la Convention comme habilitées à expédier des télégrammes d'Etat ou à demander des communications téléphoniques d'Etat;

Exprime l'espoir que les Nations Unies acceptent d'examiner à nouveau cette question et, tenant compte de la décision ci-dessus, apporteront la modification utile à l'article IV, section 11, de la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées;

Charge le Conseil d'administration de faire les démarches nécessaires auprès des organes appropriés des Nations Unies en vue d'arriver à une solution satisfaisante.

RÉSOLUTION N° 41. TÉLÉGRAMMES ET CONVERSATIONS TÉLÉPHONIQUES DES INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES DES NATIONS UNIES

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982),

Considérant :

a) Que les chefs des institutions spécialisées ne sont pas mentionnés dans la définition des télégrammes et des conversations téléphoniques d'Etat figurant à l'annexe 2 à la Convention;

b) Qu'il peut se présenter des cas où l'urgence ou l'importance des télécommunications des institutions spécialisées justifie un traitement spécial pour leurs télégrammes ou leurs conversations téléphoniques;

Décide que, si une institution spécialisée informe le Conseil d'administration de son désir d'obtenir des privilèges spéciaux pour ses télécommunications, en justifiant les cas particuliers pour lesquels un traitement spécial est nécessaire, le Conseil d'administration :

1. Saisira les Membres de l'Union des demandes qui lui paraissent devoir être acceptées;

2. Statuera définitivement sur ces demandes en tenant compte de l'avis de la majorité des Membres;

Charge le secrétaire général de notifier aux Membres toute décision prise par le Conseil d'administration.

RÉSOLUTION N° 42. SERVICE DU COURRIER/MESSAGE ÉLECTRONIQUE

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982),

Ayant pris note du rapport séparé du Conseil d'administration à la Conférence de plénipotentiaires (document N° 38);

Ayant approuvé :

a) Les mesures prises dès 1978 par le secrétaire général en vue d'établir les bases d'une collaboration éventuelle entre l'Union postale universelle (UPU) et l'Union internationale des télécommunications;

b) Les dispositions prises par le CCITT au début de 1982 pour répondre au désir exprimé par le Conseil consultatif des études postales (CCEP) de l'UPU, lors de sa session d'octobre 1981, de renforcer cette collaboration au niveau technique;

Considérant qu'il convient d'attendre les décisions qui pourraient être prises par les organes compétents de l'UPU, après que ceux-ci auront été informés des premiers résultats obtenus dans les études entreprises conjointement avec le CCITT;

Charge le secrétaire général :

1. De maintenir et de développer, selon les besoins, les relations entre les secrétariats de l'UIT et de l'UPU et de prendre toutes les mesures nécessaires en vue de répondre aux demandes qui pourraient émaner des organes compétents de l'UPU;

2. De faire rapport au Conseil d'administration sur l'évolution de cette question;

Charge le CCITT de poursuivre l'examen de toutes contributions qui pourraient lui être soumises par les organes compétents de l'UPU, dans le cadre des questions qui sont ou qui pourraient être mises à l'étude en vue de définir et de normaliser un service universel du type bureaufax;

Charge en outre le CCITT de reconnaître qu'il lui incombe de définir ce service sans aborder ou trancher les problèmes relatifs à l'entité qui l'exploite, qui relèvent de la compétence nationale;

Charge le Conseil d'administration d'étudier les rapports soumis par le secrétaire général et de prendre, le cas échéant, toutes les mesures jugées nécessaires.

RÉSOLUTION N° 43. DEMANDES D'AVIS CONSULTATIFS À LA COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982),

Vu :

a) L'article VII de l'Accord conclu entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union internationale des télécommunications, qui dispose que des demandes d'avis consultatifs peuvent être adressées à la Cour internationale de Justice par la Conférence de plénipotentiaires ou par le Conseil d'administration agissant en vertu d'une autorisation de la Conférence de plénipotentiaires;

b) La décision prise par le Conseil d'administration « d'affilier l'Union au Tribunal administratif de l'Organisation internationale du travail » et la déclaration faite par le secrétaire général, comme suite à cette décision, à l'effet de reconnaître la compétence du Tribunal;

c) Les dispositions contenues dans l'Annexe au Statut du Tribunal administratif de l'Organisation internationale du travail, en vertu desquelles ce Statut s'applique intégralement à toute organisation internationale de caractère interétatique qui reconnaît la compétence du Tribunal, conformément au paragraphe 5 de l'article II du Statut du Tribunal;

d) L'article XII du Statut du Tribunal administratif de l'Organisation internationale du travail, selon lequel, comme suite à la déclaration susmentionnée, le Conseil d'administration de l'Union internationale des télécommunications peut soumettre à la Cour internationale de Justice la question de la validité d'une décision rendue par le Tribunal;

Note que le Conseil d'administration est autorisé à demander à la Cour internationale de Justice des avis consultatifs, en application de l'article XII du Statut du Tribunal administratif de l'Organisation internationale du travail.

RÉSOLUTION N° 44. APPROBATION DES COMPTES DE L'UNION
POUR LES ANNÉES 1973 À 1981

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982),

Considérant :

a) Les dispositions du numéro 34 de la Convention internationale des télécommunications de Malaga-Torremolinos (1973);

b) Le paragraphe 2.2.7.3 du Rapport du Conseil d'administration à la Conférence de plénipotentiaires (document N° 65), le rapport séparé relatif à la gestion financière de l'Union au cours des années 1973 à 1981 (document N° 43) et le premier rapport de la Commission des finances de la présente Conférence (document N° 208);

c) Le rapport du vérificateur externe des comptes de l'Union relatif au système financier et comptable de l'Union (annexe 10 au document N° 43);

Décide d'approuver définitivement les comptes de l'Union pour les années 1973 à 1981.

RÉSOLUTION N° 45. VÉRIFICATION DES COMPTES DE L'UNION

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982),

Considérant que le vérificateur externe des comptes nommé par le Gouvernement de la Confédération suisse a vérifié avec beaucoup de soin, de compétence et de précision les comptes de l'Union pour les années 1973 à 1981;

Exprime :

1. Ses vifs remerciements au Gouvernement de la Confédération suisse;
2. L'espoir que les arrangements actuels relatifs à la vérification des comptes de l'Union pourront être reconduits;

Charge le secrétaire général de porter cette Résolution à la connaissance du Gouvernement de la Confédération suisse.

RÉSOLUTION N° 46. AIDE APPORTÉE PAR LE GOUVERNEMENT
DE LA CONFÉDÉRATION SUISSE DANS LE DOMAINE DES FINANCES DE L'UNION

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982),

Considérant qu'au cours des années 1974, 1975, 1976 et 1981, le Gouvernement de la Confédération suisse a mis des fonds à la disposition de l'Union pour faciliter sa trésorerie;

Exprime :

1. Au Gouvernement de la Confédération suisse sa satisfaction pour l'aide généreuse apportée dans le domaine des finances;
2. L'espoir que les arrangements en la matière pourront être reconduits;

Charge le secrétaire général de porter la présente Résolution à la connaissance du Gouvernement de la Confédération suisse.

RÉSOLUTION N° 47. STRUCTURE BUDGÉTAIRE ET COMPTABILITÉ ANALYTIQUE

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982),

Ayant examiné le rapport séparé du Conseil d'administration relatif à la structure budgétaire et à la comptabilité analytique (document N° 45);

Tenant compte des dispositions du numéro 287* de la Convention internationale des télécommunications de Malaga-Torremolinos (1973);

Charge le secrétaire général, avec l'assistance du Comité de coordination :

1. De regrouper dorénavant en un document unique doté d'une table des matières tous les documents relatifs au budget;
2. D'ajouter à la présentation actuelle du budget une présentation fonctionnelle;
3. De préparer à l'avenir des budgets prévisionnels pour la deuxième et, si possible, la troisième année;
4. De continuer l'analyse des coûts tout en s'efforçant de la perfectionner;
5. D'indiquer au Conseil d'administration les incidences financières, notamment sur l'unité contributive, des décisions des conférences et assemblées plénières;

Invite le Conseil d'administration :

1. A réviser le Règlement financier de l'Union s'il y a lieu;
2. A procéder à une vérification de la gestion de l'Union à l'aide d'experts bénévoles pris au sein du Conseil d'administration;
3. A réexaminer avec le vérificateur externe des comptes de l'Union la nécessité de créer un service de vérification interne des comptes de l'Union.

RÉSOLUTION N° 48. INCIDENCE SUR LE BUDGET DE L'UNION DE CERTAINES DÉCISIONS DES CONFÉRENCES ADMINISTRATIVES ET ASSEMBLÉES PLÉNIÈRES DES COMITÉS CONSULTATIFS INTERNATIONAUX

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982),

Notant :

a) La nécessité d'une bonne gestion financière de la part de l'Union et de ses Membres, nécessitant un contrôle étroit de toutes les demandes de prélèvement sur le budget annuel;

b) Que les conférences administratives et assemblées plénières des CCI ont pris des décisions ou adopté des résolutions et recommandations dont les incidences financières comportent des exigences supplémentaires et imprévues qui s'imposent aux budgets annuels de l'Union;

c) Que les ressources financières de l'Union doivent donc être prises en considération par toutes les conférences administratives et par toutes les assemblées plénières des CCI;

Reconnaissant que les décisions, résolutions et recommandations susmentionnées peuvent avoir une importance déterminante pour le succès des conférences administratives ou assemblées plénières des CCI;

* Numéro 304 de la Convention internationale des télécommunications de Nairobi (1982).

Reconnaissant aussi que, lors de l'examen et de l'approbation des budgets annuels de l'Union, le Conseil d'administration ne doit pas dépasser les limites financières fixées dans le Protocole additionnel I et ne peut, de sa propre autorité, satisfaire toutes les exigences imposées aux budgets;

Reconnaissant en outre que les dispositions des articles 7, 69, 77 et 80 de la Convention reflètent l'importance d'une bonne gestion financière;

Décide :

1. Qu'avant d'adopter des résolutions et recommandations ou de prendre des décisions dont résulteraient vraisemblablement des exigences supplémentaires et imprévues pour les budgets de l'Union, les conférences administratives et les assemblées plénières des CCI doivent, compte tenu de la nécessité de limiter les dépenses :

- 1.1. Avoir établi et pris en compte les prévisions des exigences supplémentaires imposées aux budgets de l'Union,
- 1.2. Lorsqu'il y a deux ou plusieurs propositions, les classer par ordre de priorité,
- 1.3. Etablir et soumettre au Conseil d'administration un exposé des incidences budgétaires telles qu'elles ont été évaluées, ainsi qu'un résumé de leur importance pour l'Union et des avantages que pourrait avoir pour celle-ci le financement de leur mise en œuvre, avec indication éventuelle de priorités;

2. Que le Conseil d'administration doit tenir compte de tous ces exposés, évaluations et priorités lorsqu'il examinera et approuvera ces résolutions et décisions et décidera de leur exécution dans les limites du budget de l'Union.

RÉSOLUTION N° 49. PARTS CONTRIBUTIVES AUX DÉPENSES DE L'UNION

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982),

Considérant :

a) Que le numéro 111 de la Convention prévoit la possibilité pour les pays les moins avancés tels qu'ils sont recensés par les Nations Unies de contribuer aux dépenses de l'Union dans la classe de 1/8 unité;

b) Que cette même disposition prévoit que la classe de 1/8 unité peut également être ouverte à d'autres pays déterminés par le Conseil d'administration;

c) Que certains pays de faible population et à faible produit national brut par habitant* pourraient avoir des difficultés financières en devant participer aux dépenses de l'Union dans la classe de 1/4 unité;

d) Qu'il est dans l'intérêt de l'Union que la participation soit universelle;

e) Que les petits pays devraient être encouragés à devenir Membres de l'Union;

Note les observations faites pendant les délais sur la présence de petits pays souverains au sein de l'Union;

Charge le Conseil d'administration à la demande des pays concernés, de revoir à chacune de ses sessions, la situation des petits pays non compris dans la liste des pays les moins avancés des Nations Unies qui pourraient avoir des difficultés financières à verser leur contribution dans la classe de 1/4 unité, pour déterminer lesquels peuvent être considérés comme ayant le droit de contribuer aux dépenses de l'Union dans la classe de 1/8 unité.

* Par exemple les pays suivants : Antigua-et-Barbuda, Belize, Dominique, Grenade, Kiribati, Nauru, Sainte-Lucie, Sao Tomé-et-Principe, Saint-Vincent-et-Grenadines, Seychelles, Tonga, Tuvalu et Vanuatu.

**RÉSOLUTION N° 50. ARRANGEMENTS PROVISOIRES
PERMETTANT UNE MISE EN ŒUVRE RAPIDE DE LA RÉSOLUTION N° 49**

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982),

Considérant que certains pays de faible population et à faible produit national brut par habitant pourraient avoir des difficultés financières en devant participer aux dépenses de l'Union aux termes des dispositions de la Convention internationale des télécommunications de Malaga-Torremolinos (1973);

Notant :

- a) Qu'il est dans l'intérêt de l'Union que la participation soit universelle;
- b) Que les petits pays devraient être encouragés à devenir Membres de l'Union;

Tenant compte de la Résolution N° 49, qui prévoit un réexamen de la situation des petits pays par le Conseil d'administration pour déterminer lesquels peuvent contribuer dans la classe la plus basse;

Considère que des arrangements provisoires pourraient être nécessaires à la mise en œuvre de la Résolution N° 49 en 1983;

Décide que, aux fins de la Résolution N° 49 uniquement, on considérera que le numéro 111 de la Convention de Nairobi (1982) entre en vigueur le 1^{er} janvier 1983, nonobstant toute disposition contraire de quelque autre article que ce soit.

**RÉSOLUTION N° 51. CONDITIONS FINANCIÈRES DE PARTICIPATION
D'ORGANISATIONS INTERNATIONALES AUX CONFÉRENCES ET RÉUNIONS DE L'UIT**

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982),

Ayant pris note du rapport séparé du Conseil d'administration au sujet des conditions financières de participation d'organisations internationales aux conférences et réunions de l'UIT (document N° 30);

Considérant qu'aux termes du numéro 548* de la Convention internationale des télécommunications de Malaga-Torremolinos (1973), les organisations internationales contribuent aux dépenses des conférences et réunions auxquelles elles ont été admises à participer à moins que, sous réserve de réciprocité, elles n'avaient été exonérées par le Conseil d'administration;

Charge le Conseil d'administration :

1. De réexaminer la liste des organisations internationales actuellement exonérées de toute contribution afin de voir quelles exonérations peuvent être maintenues en vertu des dispositions du numéro 617 de la Convention;

2. Lors de l'examen de futures demandes d'exonération de toute contribution émanant d'organisations internationales, de s'assurer :

2.1. Du statut de ces organisations,

2.2. De l'intérêt que peut retirer l'Union de la collaboration avec ces organisations;

3. De limiter la fourniture gratuite de la documentation aux organisations internationales à celle qui les concerne directement.

* Numéro 617 de la Convention internationale des télécommunications de Nairobi (1982).

RÉSOLUTION N° 52. CONTRIBUTIONS DES EXPLOITATIONS PRIVÉES RECONNUES, DES ORGANISMES SCIENTIFIQUES OU INDUSTRIELS ET DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982),

Notant :

a) Que les exploitations privées reconnues, les organismes scientifiques ou industriels et les organisations internationales contribuent aux activités de l'Union;

b) Que le principe des contributions volontaires applicable aux pays Membres s'applique également aux exploitations privées reconnues, aux organismes scientifiques ou industriels et aux organisations internationales dans les limites prévues par la Convention;

c) Que, aux termes de la Convention internationale des télécommunications de Malaga-Torremolinos (1973), les exploitations privées reconnues, les organismes scientifiques ou industriels et les organisations internationales n'ont jamais choisi de classes de contribution supérieures à 5 unités;

d) Que le numéro 622 de la Convention fixe l'unité de contribution des exploitations privées reconnues, des organismes scientifiques ou industriels et des organisations internationales aux dépenses afférentes aux activités des Comités consultatifs internationaux auxquelles les organismes en question sont convenus de participer à 1/5 de l'unité contributive des Membres de l'Union;

e) Que les exploitations privées reconnues et les organisations internationales contribuent également aux dépenses des conférences administratives auxquelles elles sont convenues de participer;

Reconnaissant :

a) Que les exploitations privées reconnues, les organismes scientifiques ou industriels et les organisations internationales apportent une contribution technique importante aux travaux des Comités consultatifs internationaux;

b) Que les exploitations privées reconnues, les organismes scientifiques ou industriels et les organisations internationales retirent des avantages des travaux des Comités consultatifs internationaux;

Décide qu'il convient d'encourager les exploitations privées reconnues, les organismes scientifiques ou industriels et les organisations internationales à choisir la classe de contribution la plus élevée possible compte tenu des avantages qu'ils retirent;

Charge le secrétaire général de porter la présente Résolution à l'attention de toutes les exploitations privées reconnues, de tous les organismes scientifiques ou industriels et de toutes les organisations internationales.

RÉSOLUTION N° 53. LIQUIDATION DES COMPTES ARRIÉRÉS

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982),

Vu :

a) Le Rapport du Conseil d'administration à la Conférence de plénipotentiaires ainsi que la documentation fournie par le secrétaire général;

b) La Résolution N° 10 annexée à la Convention internationale des télécommunications de Malaga-Torremolinos (1973);

Constate avec satisfaction :

a) Que le Chili, le Pérou, la République orientale de l'Uruguay et la République arabe du Yémen ont entièrement réglé leurs anciennes dettes;

b) Que la République d'El Salvador et la République d'Haïti amortissent leurs dettes par des versements périodiques;

Regrette :

a) Que la Bolivie, le Costa Rica et la République dominicaine n'aient pas fait connaître au secrétaire général le plan d'amortissement de leur dette envers l'Union;

b) Qu'un certain nombre de pays sont très en retard dans le paiement de leurs contributions;

Considérant les demandes présentées par des Membres de l'Union ayant des comptes arriérés importants;

Considérant en outre qu'il est de l'intérêt de l'ensemble des Membres de l'Union de maintenir les finances de l'Union sur une base saine;

Décide

1. Pour la République centrafricaine :

1.1. Que les contributions de la République centrafricaine pour les années 1974 (solde) à 1979, totalisant 310.570,15 francs suisses, seront transférées dans le compte spécial d'arriérés qui ne porte pas intérêt;

1.2. Que les intérêts moratoires dus par la République centrafricaine sur les conditions des années 1974 à 1979, soit 97.572,70 francs suisses, seront transférés dans un compte spécial d'intérêts;

2. Pour la République du Guatemala :

2.1. Que 50 % des contributions de la République du Guatemala, soit 1/2 unité, pour les années 1978 à 1982, totalisant 352.393.— francs suisses, seront transférées dans le compte spécial d'arriérés qui ne porte pas intérêt;

2.2. Que 50 % des intérêts moratoires mis en compte à la République du Guatemala sur les contributions des années 1978 à 1981, soit 34.174,80 francs suisses, seront transférés dans un compte spécial d'intérêts;

2.3. Que la République du Guatemala participera aux frais de l'Union pour l'année 1983 dans la classe de contribution de 1/2 unité;

3. Pour la République islamique de Mauritanie :

3.1. Que 50 % des sommes dues au titre des contributions de la République islamique de Mauritanie pour les années 1978 à 1982, soit 170.525.— francs suisses, seront transférées dans le compte spécial d'arriérés qui ne porte pas intérêt;

3.2. Que 50 % des sommes dues au titre des intérêts moratoires sur les contributions de la République islamique de Mauritanie pour les années 1977 à 1981, soit 24.006,25 francs suisses, seront transférées dans un compte spécial d'intérêts;

4. Pour la République du Tchad :

4.1. Que les sommes dues au titre des contributions de la République du Tchad pour les années 1971 à 1982, soit 629.793,50 francs suisses, seront transférées dans le compte spécial d'arriérés qui ne porte pas intérêt;

4.2. Que les sommes dues au titre des intérêts moratoires sur les contributions de la République du Tchad pour les années 1971 à 1981, soit 178.640,25 francs suisses, seront transférées dans un compte spécial d'intérêts;

5. Que le transfert au compte spécial d'arriérés ne libère pas les pays concernés du paiement de leurs arriérés;

6. Que les sommes dues au titre du compte spécial d'arriérés ne seront pas prises en compte lors de l'application des dispositions du numéro 117 de la Convention;

7. Que les sommes dues au titre des publications devront être réglées par les pays intéressés;

8. Que cette Résolution ne saurait en aucun cas être invoquée comme précédent;

Charge le secrétaire général :

1. De négocier avec les autorités compétentes de tous les pays en retard dans le paiement de leurs contributions les modalités de remboursement échelonné de leur dette;

2. De faire rapport chaque année au Conseil d'administration sur les progrès réalisés par ces pays dans le remboursement de leur dette;

Invite le Conseil d'administration :

1. A étudier la manière de régler le compte spécial d'intérêts;

2. A prendre les dispositions utiles en vue de l'application de la présente Résolution;

3. A faire rapport à la prochaine Conférence de plénipotentiaires sur les résultats obtenus par les présentes dispositions.

RÉSOLUTION N° 54. ASSAINISSEMENT DU FONDS DE PENSIONS DE LA CAISSE D'ASSURANCE DU PERSONNEL DE L'UIT

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982),

Considérant la situation du Fonds de pensions à la lumière des conclusions de l'expertise actuarielle arrêtée au 31 décembre 1981;

Tenant compte des mesures de soutien au Fonds de pensions décidées par le Conseil d'administration lors de ses 32^e, 33^e et 35^e sessions (respectivement 1977, 1978 et 1980);

Charge le Conseil d'administration d'examiner attentivement les résultats des prochaines évaluations actuarielles de la Caisse d'assurance de l'UIT et de prendre les mesures qu'il juge appropriées;

Décide que la contribution annuelle de 350.000 francs suisses du budget ordinaire au Fonds de pensions sera maintenue jusqu'à ce que ce Fonds soit en mesure de faire face à ses obligations.

RÉSOLUTION N° 55. TRAITEMENTS ET FRAIS DE REPRÉSENTATION DES FONCTIONNAIRES ÉLUS

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982),

Compte tenu de la Résolution N° 2 de la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications de Malaga-Torremolinos (1973);

Reconnaissant que les traitements des fonctionnaires élus devraient être fixés à un niveau adéquat au-dessus de ceux des fonctionnaires nommés du régime commun des Nations Unies;

Décide que, sous réserve des mesures dont le Conseil d'administration pourrait proposer l'adoption aux Membres de l'Union conformément aux instructions ci-dessous, le secrétaire général, le vice-secrétaire général, les directeurs des Comités consultatifs internationaux et les membres du Comité international d'enregistrement des fréquences recevront, à partir du 1^{er} janvier 1983, des traitements calculés en appliquant au traitement maximum d'un fonctionnaire nommé les pourcentages suivants :

Pour le secrétaire général	134 %
Pour le vice-secrétaire général et les directeurs des Comités consultatifs internationaux	123 %
Pour les membres de l'IFRB	113 %

Charge le Conseil d'administration

1. Au cas où les échelles de traitement du régime commun feraient l'objet d'un ajustement pertinent, d'approuver la modification des traitements des fonctionnaires élus qui résulterait de l'application des pourcentages ci-dessus;

2. Au cas où il lui apparaîtrait que des facteurs impératifs justifient une modification des pourcentages ci-dessus, de proposer à l'approbation de la majorité des Membres de l'Union des pourcentages révisés, avec les justifications appropriées;

Décide en outre que les frais de représentation seront remboursés sur facture à concurrence de :

	<i>Francs suisses par an</i>
Secrétaire général.....	20.000.—
Vice-secrétaire général, directeurs des Comités consultatifs	10.000.—
IFRB (pour le Comité dans son ensemble, à la discrétion du président)	10.000.—

Charge en outre le Conseil d'administration en cas d'augmentation marquée du coût de la vie en Suisse, de proposer à l'approbation de la majorité des Membres de l'Union des ajustements appropriés des limites indiquées ci-dessus.

RÉSOLUTION N° 56. ELECTION DES MEMBRES DE L'IFRB

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982),

Considérant :

a) Que les membres du Comité international d'enregistrement des fréquences sont élus par les Conférences de plénipotentiaires conformément aux dispositions du numéro 43 de la Convention;

b) Qu'aucune limite n'est fixée quant au nombre de mandats des membres du Comité;

c) Que plusieurs propositions tendant à faire stipuler dans la Convention qu'un membre ne peut être réélu qu'une seule fois ont été soumises à la Conférence;

d) Qu'il est opportun de promouvoir le roulement des membres du Comité tout en assurant une certaine continuité dans ses fonctions;

e) Que les fonctions du Comité sont très spécialisées et très importantes;

Charge le Conseil d'administration :

1. D'étudier les méthodes qui pourraient permettre d'atteindre l'objectif indiqué en d) ci-dessus et les amendements éventuels qu'il conviendrait d'apporter à cette fin à la Convention;

2. De porter les conclusions de cette étude à la connaissance de tous les Membres de l'Union au moins un an avant le début de la prochaine Conférence de plénipotentiaires;

Invite les administrations des pays Membres à présenter des propositions appropriées à la prochaine Conférence de plénipotentiaires.

RÉSOLUTION N° 57. NORMES DE CLASSEMENT ET CLASSEMENT DES EMPLOIS

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982),

Ayant noté et approuvé les mesures prises par le Conseil d'administration pour donner suite à la Résolution N° 4 de la Conférence de plénipotentiaires de Malaga-Torremolinos (1973), telles que décrites dans le Rapport du Conseil d'administration à la Conférence de plénipotentiaires (document N° 65, paragraphe 2.2.5.1);

Considérant l'introduction par la Commission de la fonction publique internationale (CFPI) d'un nouveau système de classement des emplois, applicable à toutes les organisations de la famille des Nations Unies;

Charge le Conseil d'administration de prendre, sans encourir de dépenses nettes supplémentaires, toute mesure qu'il jugera nécessaire pour s'assurer que le nouveau système de classement des emplois de la CFPI soit appliqué au sein de l'Union le plus tôt possible et que des descriptions détaillées soient établies pour tous les emplois. Cela nécessitera la mise en vigueur de nouvelles normes et méthodes de classement des emplois et une rationalisation de tous les grades déjà attribués.

RÉSOLUTION N° 58. RECRUTEMENT DU PERSONNEL DE L'UNION

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982),

Considérant :

a) Les dispositions pertinentes de la Convention internationale des télécommunications de Nairobi (1982);

b) La nécessité de mener une politique de recrutement rationnelle et efficace conforme au système commun des Nations Unies;

c) La nécessité d'améliorer la répartition géographique des postes à pourvoir dans les secrétariats des organes permanents de l'Union, tant sur le plan mondial qu'en ce qui concerne certaines régions du monde;

d) Les progrès constants accomplis dans les techniques et l'exploitation des télécommunications et, partant, la nécessité de recruter les spécialistes les plus compétents pour travailler aux secrétariats des organes permanents de l'Union;

Affirme qu'il est nécessaire d'accroître la représentation des régions insuffisamment représentées parmi le personnel de l'Union, conformément au principe d'une répartition géographique équitable;

Décide :

1. Que pour améliorer la répartition géographique des fonctionnaires nommés des catégories professionnelle et supérieure (grades P.1 et au-dessus) :

1.1. En règle générale, les vacances se produisant dans ces postes seront portées à la connaissance des administrations de tous les Membres de l'Union. Cependant,

il faut faire en sorte que le personnel en service continue à bénéficier de possibilités d'avancement raisonnables;

- 1.2. Tout en pourvoyant ces emplois par voie de recrutement international, la préférence devrait être donnée, à aptitudes égales, aux candidats originaires des régions du monde dont la représentation est insuffisante. Il importe notamment de veiller à assurer une représentation géographique équitable des cinq régions de l'Union, lorsqu'il s'agit de pourvoir des emplois des grades P.4 et au-dessus;
2. En ce qui concerne la catégorie des services généraux (grades G.1 à G.7) :
 - 2.1. Les fonctionnaires seront autant que possible recrutés parmi des personnes résidant en Suisse ou, dans un rayon de 25 km autour de Genève, sur le territoire français;
 - 2.2. A titre d'exception, lorsque des emplois de caractère technique des grades G.5 à G.7 deviendront vacants, un recrutement sur une base internationale sera pris en considération en premier lieu;
 - 2.3. Lorsqu'il ne sera pas possible de recruter, en observant les dispositions du paragraphe 2.1 ci-dessus, des personnes possédant les compétences requises, il conviendra que le secrétaire général recrute des personnes résidant aussi près que possible de Genève. Si cela n'est pas possible, le secrétaire général notifiera la vacance de l'emploi à toutes les administrations mais, en fixant son choix, il devra tenir compte des conséquences financières;
 - 2.4. Les fonctionnaires des grades G.1 à G.7 seront considérés comme recrutés sur la base internationale et auront droit aux avantages du recrutement international, tels qu'ils sont prévus dans le Règlement du personnel, à condition qu'ils ne soient pas de nationalité suisse et qu'ils soient recrutés hors de la zone définie au paragraphe 2.1 ci-dessus;

Charge le secrétaire général :

1. De mener une politique de recrutement active visant à accroître la représentation de certaines régions lorsque celle-ci est insuffisante;
2. D'examiner la question d'une redistribution des emplois, y compris ses aspects budgétaires, afin de créer des emplois dans les grades P.1 et P.2, lesquels pourraient être utilisés pour le recrutement de jeunes spécialistes et de faire rapport au Conseil d'administration pour décision;
3. De veiller à ce que les emplois des grades P.4 et au-dessus soient confiés en temps voulu à des fonctionnaires hautement qualifiés;

Charge le Conseil d'administration

1. D'examiner et d'approuver la liste des emplois de la catégorie professionnelle qu'il convient de pourvoir au moyen de contrats de durée déterminée;
2. De décider d'une redistribution des emplois visant la création d'emplois dans les grades P.1 et P.2 sur la base de rapports du secrétaire général;
3. De suivre l'évolution de cette question afin de réaliser une répartition géographique plus large et plus représentative;

Demande aux Membres de l'Union de prendre des dispositions pour sauvegarder la carrière des spécialistes qui réintègrent leurs administrations à l'issue de leur travail effectué à l'Union et pour inclure le temps de service qu'ils ont effectué à l'Union dans la période de service ininterrompue ouvrant droit aux avantages et aux privilèges prévus par le statut du personnel des administrations.

RÉSOLUTION N° 59. MISE À JOUR DU TABLEAU DES CADRES

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982),

Notant avec préoccupation qu'un nombre considérable de fonctionnaires sont employés au titre de contrats de courte durée ou de durée déterminée pour des emplois qui ne figurent pas au tableau des cadres, comme l'indique le Rapport du Conseil d'administration à la Conférence de plénipotentiaires;

Notant en outre :

a) Que le Conseil d'administration n'a pas été en mesure de fournir des crédits suffisants pour permettre la création d'emplois, en conformité avec sa Résolution N° 753/CA30;

b) Qu'un nombre croissant d'emplois hors cadres de la catégorie des services généraux, et certains de la catégorie professionnelle, ont été ainsi occupés pendant de longues périodes par des titulaires de contrats à court terme ou de durée déterminée;

Considérant :

a) Qu'il convient d'éviter le renouvellement de cette situation, non seulement pour des raisons budgétaires et de gestion, mais aussi pour des raisons humanitaires;

b) Qu'une meilleure évaluation des besoins de personnel de l'Union résultera d'une planification plus précise du travail, notamment en ce qui concerne les conférences et les réunions;

Charge le Conseil d'administration

1. D'étudier la création dans la catégorie professionnelle et d'autoriser progressivement la création dans la catégorie des services généraux, à partir du 1^{er} janvier 1983, des emplois requis pour régulariser la situation actuelle (voir le document N° 42, annexe 1), en affectant les crédits nécessaires aux chapitres 2 et 3 du budget ordinaire;

2. De permettre la création d'emplois des cadres, en tenant compte du numéro 251 de la Convention en ce qui concerne les emplois de la catégorie professionnelle et de la Résolution N° 58, en prévoyant chaque année les crédits correspondant à la progression des besoins de l'Union, dans les limites définies par le Protocole additionnel I;

Charge le secrétaire général :

1. D'éviter d'employer des fonctionnaires titulaires de contrats de courte durée pendant de longues périodes;

2. De veiller, en ce qui concerne les emplois de la catégorie des services généraux, à ce que l'équilibre entre les emplois permanents et les emplois de courte durée reflète les besoins de l'Union;

3. De maintenir cette question à l'étude, d'utiliser au mieux le numéro 283 de la Convention et d'informer tous les ans le Conseil d'administration des mesures prises.

RÉSOLUTION N° 60. FORMATION PROFESSIONNELLE EN COURS D'EMPLOI

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982),

Ayant pris note de la section du paragraphe 2.2.5.1 du Rapport du Conseil d'administration, qui traite de la suite donnée à la Résolution N° 7 de la Conférence de plénipotentiaires de Malaga-Torremolinos (1973), ainsi que du rapport séparé du Conseil sur la question (document N° 28);

Ayant examiné et approuvé les suggestions du Conseil d'administration relatives aux principes qui régiront la formation professionnelle en cours d'emploi à l'UIT à l'avenir;

Charge le secrétaire général d'appliquer le « Règlement pour la formation professionnelle des fonctionnaires de l'UIT en cours d'emploi » amendé par la présente Conférence;

Charge le Conseil d'administration de suivre l'évolution de la question et d'attribuer les crédits jugés nécessaires pour la formation professionnelle en cours d'emploi, dans la limite de 0,25 % de la part du budget consacrée aux dépenses du personnel.

RÉSOLUTION N° 61. AJUSTEMENT DES PENSIONS

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982),

Rappelant la Recommandation N° 3 adoptée par la Conférence de plénipotentiaires de Malaga-Torremolinos (1973) au sujet de l'ajustement des pensions;

Ayant examiné le rapport du Comité des pensions du personnel de l'UIT, qui relève que les mesures adoptées par l'Assemblée générale des Nations Unies ont été dans le sens de la Recommandation N° 3;

Préoccupée par les incertitudes qui pèsent néanmoins sur le niveau des pensions du fait des imperfections du système actuel et des modifications qui pourraient y être apportées ultérieurement ainsi que des conséquences futures des fluctuations monétaires et de l'inflation;

Charge le Conseil d'administration de suivre attentivement l'évolution de cette question en vue de s'assurer que le niveau des pensions soit maintenu et de prendre si besoin est les mesures qu'il jugera appropriées pour ce faire.

RÉSOLUTION N° 62. INSTRUMENT FONDAMENTAL DE L'UNION

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982),

Considérant que toutes les autres institutions spécialisées des Nations Unies se sont dotées d'instruments fondamentaux ayant un caractère de stabilité et de continuité;

Rappelant la Résolution N° 41 de la Conférence de plénipotentiaires de Malaga-Torremolinos (1973);

Constatant que le Conseil d'administration n'a pas pu examiner suffisamment cette Résolution;

Convaincue que l'Union doit adopter aussi un instrument fondamental qui lui permette d'atteindre ses objectifs de façon appropriée tout en maintenant la stabilité nécessaire à l'organisation;

Décide :

1. Que les dispositions de la Convention internationale des télécommunications seront partagées entre deux instruments :

- 1.1. Une Constitution qui regrouperait les dispositions de caractère fondamental,
- 1.2. Une Convention qui comprendrait les autres dispositions qui, de par leur nature, pourraient nécessiter une révision périodique;

2. Que chacun de ces instruments comportera sa propre procédure de modification, sous réserve que pour amender la Constitution une majorité spéciale sera requise;

Charge le Conseil d'administration :

1. D'étudier cette question, de faire établir et d'examiner des projets de textes de Constitution et de Convention et de les faire diffuser aux Membres de l'Union un an au moins avant le début de la prochaine Conférence de plénipotentiaires;

2. De constituer, si possible lors de sa session de 1983 et en respectant le principe d'une répartition géographique équitable, un groupe d'experts désignés par les Membres de l'Union, à titre volontaire, pour l'assister dans la mise en œuvre de la présente Résolution, en exécutant le mandat suivant :

2.1. Elaborer des projets de Constitution et de Convention de l'Union internationale des télécommunications en regroupant les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), en apportant les modifications nécessaires en vue de respecter les points 1 et 2 du dispositif et en tenant compte des observations formulées par les Membres de l'Union;

2.2. De soumettre, dans un délai suffisant, les projets de Constitution et de Convention de l'Union internationale des télécommunications au Conseil d'administration;

3. De veiller, en désignant le groupe d'experts, à ce que ne soit imputée au budget ordinaire de l'Union aucune dépense autre que celles de secrétariat pour l'élaboration, la publication et la distribution aux Membres de l'Union des projets de textes susmentionnés;

Charge le secrétaire général d'apporter au Conseil d'administration ainsi qu'au groupe d'experts toute l'aide possible pour la mise en œuvre de la présente Résolution.

RÉSOLUTION N° 63. LOCAUX AU SIÈGE DE L'UNION

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982),

Considérant qu'il faut disposer au siège de l'Union de locaux suffisants pour abriter le personnel, les installations et le matériel nécessaires au bon fonctionnement de tous les services;

Ayant examiné le rapport séparé du Conseil d'administration (document N° 49) et ses suggestions pour doter l'Union de locaux nécessaires;

Charge le secrétaire général :

1. De présenter à la session de 1983 du Conseil d'administration une étude supplémentaire traitant aussi des aspects financiers relatifs à l'extension des bâtiments actuels de l'Union en tenant compte :

1.1. Du taux de croissance des effectifs qui résulte des décisions de la présente Conférence,

1.2. Des priorités et des contraintes découlant de la nature des différentes extensions;

2. De s'assurer auprès des autorités suisses de la disponibilité future d'un terrain permettant éventuellement l'édification ultérieure d'un bâtiment supplémentaire;

Autorise le Conseil d'administration :

1. A prendre dès que possible, après avoir examiné l'étude qui lui sera soumise par le secrétaire général, une décision sur la meilleure manière de faire face aux besoins en matière de locaux;

2. A arrêter les dispositions administratives et financières nécessaires pour mettre sa décision à exécution. Les conséquences financières de cette décision devront être soumises à l'approbation des Membres conformément au paragraphe 7 du Protocole additionnel I à la Convention.

RÉSOLUTION N° 64. STATUT JURIDIQUE

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982),

Tenant compte de l'accord en date du 22 juillet 1971 entre le Conseil fédéral suisse et l'Union internationale des télécommunications pour régler le statut juridique de cette organisation en Suisse et des arrangements d'exécution y relatifs¹;

Ayant pris note avec satisfaction des observations faites par le Conseil d'administration dans le paragraphe 2.2.9.1 de son Rapport à la Conférence de plénipotentiaires (document N° 65) au sujet de la Résolution N° 40 de la Conférence de plénipotentiaires de Malaga-Torremolinos (1973);

Charge le secrétaire général de rester attentif aux dispositions de l'accord et des modalités de son application, en veillant à ce que les privilèges et immunités accordés à l'UIT soient équivalents à ceux obtenus par les autres institutions des Nations Unies qui ont leur siège en Suisse, et de faire rapport au Conseil d'administration en tant que de besoin;

Charge le Conseil d'administration de faire rapport à ce sujet, si cela est nécessaire, à la prochaine Conférence de plénipotentiaires.

RÉSOLUTION N° 65. LANGUES OFFICIELLES ET LANGUES DE TRAVAIL DE L'UNION

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982),

Tenant compte des articles 16 et 78 de la Convention;

Soucieuse d'établir le système le plus équitable et le plus efficace de langues officielles et de langues de travail de l'Union;

Consciente :

a) De l'opportunité d'une utilisation accrue des langues officielles de l'Union qui permettrait aux pays Membres de participer plus activement aux travaux de l'Union;

b) Des incidences que cette utilisation accrue pourrait avoir sur le plan de la technique, du personnel, de l'administration et des finances;

Rappelant les recommandations du Corps commun d'inspection quant à l'utilisation des langues dans les organisations des Nations Unies;

Nonobstant les dispositions des numéros 126, 418, 432 et 607 de la Convention;

Décide :

1. Que les documents suivants, préparés par le secrétaire général dans l'exercice de ses fonctions, seront établis dans les langues officielles de l'Union :

— Circulaire hebdomadaire de l'IFRB (section spéciale sur les services spatiaux uniquement);

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 793, p. 317.

— Principaux volumes des Comités consultatifs internationaux (on estime que le volume de documentation considéré sera égal à environ 50 % du volume total de la documentation produite par les Comités consultatifs internationaux);

2. Que les dépenses totales encourues resteront dans les limites financières fixées dans le Protocole additionnel I;

Charge le secrétaire général :

1. D'organiser, après avoir consulté les pays ou les groupes de pays intéressés, la préparation de ces documents avec le maximum d'efficacité et d'économie possible;

2. De présenter au Conseil d'administration un rapport sur l'évolution de la situation dans ce domaine;

Charge le Conseil d'administration :

1. D'examiner le rapport établi par le secrétaire général;

2. De prendre les mesures appropriées nécessaires pour assurer la diffusion générale, dans les langues officielles de l'Union, des documents susmentionnés, dans la limite des crédits établie par la présente Conférence.

RÉSOLUTION N° 66. RATIONALISATION DU TRAVAIL

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982),

Considérant :

a) Que la charge de travail du siège s'est accrue et qu'il en est résulté une augmentation du budget de l'Union;

b) Qu'en conséquence il convient d'utiliser au mieux les crédits et les effectifs et qu'une application aussi large que possible des techniques modernes contribuerait à y parvenir, compte tenu des difficultés humaines et financières auxquelles l'Union doit faire face;

Reconnaissant :

a) Que des décisions relatives à l'application de techniques modernes aux activités de l'IFRB ont été prises;

b) Que la gamme des produits disponibles sur le marché faisant appel à des techniques modernes de bureautique s'élargit et que ces produits pourraient être appelés à jouer un rôle accru dans les activités d'autres organes de l'Union, notamment les secrétariats et les services chargés de l'information;

Charge le secrétaire général d'étudier dans quelle mesure le siège de l'Union a recours actuellement aux techniques de bureautique, ainsi que les possibilités futures compte tenu de la nécessité d'utiliser au mieux les ressources financières et en personnel et de recommander au Conseil d'administration une politique en la matière;

Charge le Conseil d'administration d'étudier la recommandation soumise par le secrétaire général et de prendre les mesures qu'il jugera appropriées dans les limites des ressources budgétaires de l'Union afin d'assurer la rationalisation du travail.

RÉSOLUTION N° 67. AMÉLIORATION DU TRAITEMENT DES DOCUMENTS ET DES PUBLICATIONS DE L'UNION

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982),

Considérant :

a) La vaste gamme des activités de l'Union et la diversité des besoins de ses organes permanents;

b) Que les résultats de ces diverses activités sont diffusés et communiqués au moyen de textes écrits pour répondre de manière efficace aux besoins des Membres, en particulier des pays en développement;

c) Que les dispositions pertinentes de la Convention stipulent la publication des divers documents et comptes rendus des délibérations de l'Union;

d) Que l'élaboration des documents et le traitement de l'information nécessaires à la réalisation du produit fini utilisent une part importante des ressources de l'Union;

Tenant compte :

a) Des efforts soutenus fournis par le Secrétariat général pour satisfaire les besoins de publication et en automatiser le processus;

b) De la lourde charge de travail imposée à l'Union;

c) De la nature du logiciel servant au traitement des documents et à la composition des textes de l'Union;

d) De la nécessité de chercher les moyens de faire face, de la manière la plus rentable possible, à la charge de travail que représentent le traitement des documents et les publications;

Reconnaissant :

a) Les besoins variés des divers organes de l'Union en matière de traitement et de publication des documents ainsi que l'autonomie résultant de la structure fédérative de l'Union;

b) Que, étant donné la diversité des besoins, la mise au point et l'adoption de méthodes d'élaboration et de présentation uniformisées pour les documents permettraient d'accroître l'efficacité;

c) Les possibilités et besoins divers des administrations en matière d'automatisation, eu égard à l'insuffisance actuelle, dans certains pays en développement, d'installations permettant d'accéder à une information publiée conformément aux techniques les plus récentes; ces techniques pourraient constituer la méthode de publication la plus économique mais, bien qu'elles conviennent aux pays qui en ont entrepris l'adoption, leur mise en œuvre risque de dépasser les possibilités de ces pays en développement au cours des cinq prochaines années;

d) Qu'une part considérable du traitement des documents et de l'information est actuellement effectuée manuellement à l'Union;

e) Que les équipements de traitement des documents et de composition de textes disponibles dans le commerce, ainsi que le logiciel correspondant, sont constamment perfectionnés;

f) Que l'extension continue de l'automatisation en matière de traitement des documents et de composition de textes pourrait améliorer la productivité, la capacité de traitement et l'aptitude à traiter des sujets de plus en plus complexes;

Charge le Conseil d'administration d'étudier soigneusement les besoins de traitement des documents et de composition de textes et de recenser les opérations, les équipements et le logiciel pertinents actuels et, tout en veillant à ce que cela ne se traduise pas par une diminution du flux d'information diffusé aux administrations, d'appliquer rapidement, en totalité ou en partie, les conclusions de cette étude, si cela permet de

ramener au minimum le coût de la diffusion des publications et des documents à toutes les administrations.

RÉSOLUTION N° 68. EXAMEN DE L'AVENIR À LONG TERME DU COMITÉ INTERNATIONAL D'ENREGISTREMENT DES FRÉQUENCES COMPTE TENU DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982),

Considérant :

a) Les changements survenus depuis la fondation de l'IFRB par la Conférence de plénipotentiaires d'Atlantic City (1947);

b) La nature, le volume et la durée des tâches supplémentaires imposées à l'IFRB par les décisions de récentes conférences administratives des radiocommunications;

c) Les changements ultérieurs qui peuvent résulter du projet relatif à une informatisation accrue des travaux de l'IFRB entreprise par l'Union;

Reconnaissant et appréciant les grands services rendus à l'Union par le Comité depuis sa fondation;

Reconnaissant aussi le caractère dynamique de la situation des télécommunications qui se traduit par une évolution importante des modes et des niveaux d'utilisation des fréquences radioélectriques, ainsi que les services spéciaux que l'IFRB doit rendre aux pays en développement;

Décide qu'il doit être procédé à un examen approfondi de l'avenir à long terme du Comité international d'enregistrement des fréquences, compte tenu de l'évolution de la situation;

Décide en outre :

1. D'inviter le Conseil d'administration

1.1. A créer un groupe d'experts des administrations chargé d'effectuer l'examen susmentionné;

1.2. A demander à ce groupe d'experts d'effectuer cet examen et de soumettre au Conseil avant le 1^{er} janvier 1985 un rapport accompagné de recommandations;

1.3. A charger le groupe d'experts d'examiner attentivement si un autre mécanisme ne servirait pas mieux les intérêts prévisibles de l'Union dans les années à venir;

1.4. A charger le groupe d'experts d'inclure dans son rapport une comparaison sommaire des avantages et des inconvénients de tout autre mécanisme proposé à l'examen;

1.5. A examiner le rapport et les recommandations du groupe d'experts et à transmettre ce rapport aux administrations avant le 1^{er} juillet 1986 en y joignant ses propres conclusions;

1.6. A inscrire cette question à l'ordre du jour de la prochaine Conférence de plénipotentiaires;

2. D'inviter les administrations à répondre à l'initiative que doit prendre le Conseil d'administration en désignant des spécialistes appropriés comme membres du groupe d'experts;

3. D'inviter le secrétaire général, le président et les membres de l'IFRB, ainsi que les directeurs des CCI, à apporter au groupe d'experts toute l'assistance nécessaire à la bonne exécution de cette tâche;

4. D'inviter la prochaine Conférence de plénipotentiaires à examiner le rapport et les recommandations du groupe d'experts, après approbation par le Conseil d'administration, et à prendre les mesures appropriées.

RÉSOLUTION N° 69. UTILISATION ACCRUE DE L'ORDINATEUR PAR L'IFRB

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982),

Considérant :

a) L'augmentation constante du volume et de la complexité des travaux de l'IFRB relatifs d'une part aux assignations de fréquence et d'autre part à la préparation technique des conférences administratives des radiocommunications et aux tâches qui en découlent;

b) La nécessité urgente pour l'Union de procéder à un investissement important pour développer l'utilisation de l'ordinateur par l'IFRB;

Ayant accepté les conclusions et recommandations qui sont reproduites dans le rapport du Groupe de travail constitué par la présente Conférence (document N° 280);

Décide de renforcer les installations dont dispose l'IFRB en poursuivant la réalisation du projet d'« Utilisation accrue de l'ordinateur par l'IFRB » selon un plan de développement par étapes;

Charge l'IFRB d'élaborer et de soumettre, à la session de 1983 du Conseil d'administration, un Plan révisé de développement par étapes destiné à être mis en œuvre sur une période de huit années à partir de 1984;

Charge le secrétaire général de transmettre le rapport du Groupe de travail (document N° 280) au Conseil d'administration;

Charge le Conseil d'administration :

1. De revoir, d'ajuster le cas échéant et d'adopter le Plan révisé de développement par étapes à titre de structure flexible pouvant servir de cadre à des décisions qu'il prendra ultérieurement;

2. D'entreprendre à partir de 1984 la mise en œuvre de ce Plan en respectant les plafonds financiers figurant dans le Protocole additionnel I;

3. De former un groupe volontaire d'experts détachés par les administrations pour fournir des conseils et aider au contrôle régulier de la mise en œuvre du Plan de développement par étapes;

4. De veiller à ce qu'il n'y ait aucune augmentation des effectifs participant à la réalisation de ce projet;

Charge en outre le Conseil d'administration d'entreprendre et de présenter, six mois avant la prochaine Conférence de plénipotentiaires, un rapport assorti de recommandations sur les problèmes qu'entraînerait la fourniture aux administrations d'un service offrant, à quelque fin que ce soit, un accès direct, à distance, aux bases de données de l'IFRB ou des autres organes permanents; il convient de tenir compte, dans cette étude, des problèmes particuliers que posent l'égalité d'accès et l'assistance technique pour les pays en développement;

Charge les organes permanents de coopérer, chaque fois qu'il sera nécessaire, au succès de la mise en œuvre du Plan de développement par étapes et à l'étude de l'accès direct aux bases de données de l'Union;

Charge le secrétaire général et l'IFRB de soumettre au Conseil d'administration, après approbation par le Comité de coordination, un rapport annuel commun sur les

principaux aspects du Plan de développement par étapes, qui sera envoyé aux Membres de l'Union.

RÉSOLUTION N° 70. TAUX DE CONVERSION ENTRE LE FRANC-OR
ET LE DROIT DE TIRAGE SPÉCIAL (DTS)

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982),

Ayant adopté le franc-or et l'unité monétaire du Fonds monétaire international (FMI) comme unités monétaires employées à la composition des taxes de répartition pour les services internationaux de télécommunication et à l'établissement des comptes internationaux;

Considérant :

a) Que les modalités d'application devront être fixées dans les Règlements administratifs;

b) Que la conférence compétente à réviser ces Règlements ne pourra se tenir qu'en 1988;

c) Qu'entre-temps des dispositions transitoires sont nécessaires pour appliquer l'article 30 de la Convention;

d) Qu'actuellement l'unité monétaire du FMI est le droit de tirage spécial (DTS);

Ayant pris note du Vœu émis par la VII^e Assemblée Plénière du CCITT sur l'exigence que la Conférence de plénipotentiaires détermine un taux de conversion entre le franc-or et toute nouvelle unité monétaire;

Décide qu'en attendant les décisions de la conférence compétente à réviser les Règlements administratifs, le taux de conversion entre le franc-or et le DTS est celui que prévoit la Recommandation pertinente du CCITT, toute modification de ce taux devant être annoncée dans le Bulletin d'exploitation de l'Union.

RÉSOLUTION N° 71. VŒU N° 81 DE LA XV^e ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE DU CCIR,
GENÈVE, 1982

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982),

Ayant examiné le Vœu N° 81 de la XV^e Assemblée Plénière du CCIR (Genève, 1982) intitulé « Systèmes de radiodiffusion (télévision à accès conditionnel) »;

Décide :

1. Que la question relève du domaine de compétence de l'Union;
2. Que les aspects techniques de la question doivent faire l'objet d'études du CCIR.

RÉSOLUTION N° 72. JOURNÉE MONDIALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982),

Au vu du paragraphe 2.2.9.1 du Rapport du Conseil d'administration à la Conférence de plénipotentiaires (document N° 65);

Considérant l'intérêt porté par les Membres de l'Union à la célébration de la Journée mondiale des télécommunications;

Tenant compte de la Résolution N° 46 de la Conférence de plénipotentiaires de Malaga-Torremolinos (1973) instituant une Journée mondiale des télécommunications célébrée annuellement le 17 mai;

Invite les administrations des pays Membres :

1. A célébrer annuellement cette journée;
2. A mettre à profit cette journée pour faire connaître au public l'importance des télécommunications en ce qui concerne le développement économique, social et culturel, pour promouvoir l'intérêt porté aux télécommunications dans les universités et autres institutions d'enseignement en vue d'attirer de nouveaux et jeunes talents vers la profession et pour diffuser une large information sur l'action de l'Union dans le domaine de la coopération internationale;

Charge le secrétaire général de fournir aux administrations des télécommunications les renseignements et l'assistance qui pourraient leur être nécessaires pour coordonner les préparatifs de célébration de la Journée mondiale des télécommunications dans les pays Membres de l'Union;

Charge le Conseil d'administration de proposer aux Membres de l'Union un thème particulier pour la célébration de chaque Journée mondiale des télécommunications.

**RÉSOLUTION N° 73. ANNÉE MONDIALE DES COMMUNICATIONS :
MISE EN PLACE D'INFRASTRUCTURES DES COMMUNICATIONS**

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982),

Rappelant :

- a) La Résolution 32/160 du 19 décembre 1977 adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies sur la Décennie des transports et des communications en Afrique¹;
- b) La Résolution 1980/69 du Conseil économique et social sur l'Année mondiale des communications²;
- c) La Résolution 36/40 (1981) de l'Assemblée générale des Nations Unies qui proclame l'année 1983 « Année mondiale des communications : mise en place d'infrastructures des communications », l'Union internationale des télécommunications jouant le rôle d'institution chargée de coordonner les aspects interorganisations des programmes et les activités des autres institutions;
- d) Les Résolutions N°s 820 (1978) et 872 (1982) du Conseil d'administration de l'UIT;

Reconnaissant que les objectifs fondamentaux de l'Année mondiale des communications énoncés par l'Assemblée générale des Nations Unies sont les suivants :

- a) Fournir à tous les pays l'occasion d'examiner en profondeur et d'analyser leur politique en matière de développement des communications;
 - b) Encourager le développement accéléré d'infrastructures des communications;
- Ayant noté :

a) Le rapport du secrétaire général (document N° 52) sur la préparation de l'Année mondiale des communications;

¹ Nations Unies, *Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-deuxième session, Supplément n° 45 (A/32/45)*, p. 105.

² *Ibid.*, *Documents officiels du Conseil économique et social, deuxième session régulière, Supplément n° 1A*, p. 26.

b) Le programme d'activités orientées vers les infrastructures, prévu pour l'Année, élaboré par le secrétaire général en étroite coopération avec les Membres de l'Union, les Nations Unies et les institutions spécialisées;

Invite le secrétaire général à assurer la contribution la plus large possible au programme pour l'Année, conformément aux besoins des pays en développement et en étroite collaboration avec les organisations du système des Nations Unies;

Prie instamment les Membres de l'Union, les administrations des postes et télécommunications, les exploitations privées reconnues, les organisations non gouvernementales, les constructeurs, les usagers des télécommunications et les organisations de radiodiffusion, les universités et les instituts d'enseignement de coopérer avec le secrétaire général à la mise en œuvre du programme de l'Année;

Appelle les gouvernements, le secteur privé et les moyens d'information à aider le secrétaire général à répondre aux besoins des pays en développement, tels qu'ils sont définis dans le programme de l'Année, en fournissant des crédits, de l'équipement et des services;

Charge le secrétaire général :

1. De s'acquitter de ses responsabilités comme coordonnateur chargé de la préparation de l'Année en prenant toutes les mesures nécessaires pour appuyer le programme dans les limites des ressources dont il dispose à cet effet;

2. De soumettre à l'approbation du Conseil d'administration le rapport qu'il doit élaborer pour la 38^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies.

RÉSOLUTION N° 74. RÉSOLUTION ADOPTÉE PAR LA CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES À L'ÉGARD D'ISRAËL ET DE L'AIDE À APPORTER AU LIBAN

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982),

Rappelant la Charte des Nations Unies et la Déclaration universelle des droits de l'homme;

Considérant que les principes fondamentaux de la Convention internationale des télécommunications visent au renforcement de la paix et de la sécurité dans le monde par le développement de la coopération internationale et une plus grande compréhension entre les peuples;

Tenant compte de la Résolution N° 48 de la Convention internationale des télécommunications de Malaga-Torremolinos (1973);

Notant qu'Israël a refusé d'accepter et de mettre en œuvre les multiples résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale des Nations Unies;

Alarmée par la gravité de la situation au Moyen-Orient consécutive à l'invasion du Liban par Israël;

Préoccupée par la destruction des télécommunications au Liban;

Condamne sans appel la violation constante par Israël du droit international;

Condamne en outre les massacres de civils palestiniens et libanais;

Charge le secrétaire général de l'UIT d'étudier les mesures à prendre pour aider le Liban à rétablir les équipements de télécommunication détruits au cours de l'invasion du Liban par Israël et de faire rapport à ce sujet au Conseil d'administration, à sa prochaine session;

Prie le président de la Conférence de plénipotentiaires de porter immédiatement la présente Résolution à l'attention du Secrétaire général des Nations Unies.

RÉSOLUTION N° 75. TITRE ABRÉGÉ ET PRÉSENTATION
DE LA CONVENTION DE L'UIT DE 1982

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982),

Notant :

a) Que, pour plus de commodité, il faut adopter un titre abrégé et une présentation spéciale pour la Convention de 1982;

b) Que les Membres qui ont participé à la Conférence remercient vivement le Gouvernement de la République du Kenya d'avoir bien voulu être l'hôte de cette Conférence et d'avoir fourni tous les moyens nécessaires à ses travaux;

Décide :

1. Que la Convention internationale des télécommunications de Nairobi (1982) pourra être appelée « Convention de Nairobi »;

2. Que, sous réserve de l'accord de la République du Kenya, la couverture de la version imprimée de ladite Convention destinée à la publication pourra porter des bandes horizontales aux couleurs nationales de la République du Kenya.

RECOMMANDATION N° I. LIBRE DIFFUSION DE L'INFORMATION

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982),

Tenant compte :

a) De la Déclaration universelle des droits de l'homme adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 10 décembre 1948¹;

b) Du préambule et des articles 4, 18, 19 et 20 de la Convention internationale des télécommunications de Nairobi (1982);

c) De la disposition de la Constitution de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)² relative à la libre circulation des idées exprimées par des mots et des images de la Déclaration sur les principes fondamentaux adoptés par la XX^e session de la Conférence générale de l'UNESCO concernant la contribution des organes d'information au renforcement de la paix et de la compréhension internationale à la promotion des droits de l'homme et à la lutte contre le racisme, l'*apartheid* et l'incitation à la guerre et des résolutions pertinentes de la XXI^e session de la Conférence générale de l'UNESCO;

Consciente du noble principe de la libre diffusion de l'information;

Consciente également de l'importance du fait que ce noble principe favorisera la diffusion de l'information et donc le renforcement de la paix, de la coopération, de la compréhension mutuelle entre les peuples et l'enrichissement spirituel de la personnalité humaine ainsi que la diffusion de la culture et de l'éducation parmi tous les individus, quels que soient leur race, leur sexe, leur langue ou leur religion;

Recommande que les Membres de l'Union facilitent la libre diffusion de l'information par les services des télécommunications.

VŒU N° 1. IMPOSITION DE TAXES FISCALES

Les Membres de l'Union reconnaissent qu'il est souhaitable d'éviter l'imposition de taxes fiscales sur les télécommunications internationales.

¹ Nations Unies, *Documents officiels de l'Assemblée générale, troisième session*, première partie, p. 71.

² *Ibid.*, *Recueil des Traités*, vol. 4, p. 275.

VŒU N° 2. TRAITEMENT FAVORABLE AUX PAYS EN DÉVELOPPEMENT

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982),

Considérant :

- a) L'objet de l'Union, qui est de maintenir et d'étendre la coopération internationale pour l'amélioration et l'emploi rationnel des télécommunications de toutes sortes;
- b) Le déséquilibre croissant, dans les conditions actuelles, tant sur le plan économique que du point de vue des progrès technologiques, entre pays développés et pays en développement;
- c) Le fait que la puissance économique des pays développés se fonde sur le niveau élevé de leur technologie ou se conjugue avec elle, pour se traduire par la croissance de vastes marchés internationaux, alors que, dans les pays en développement, l'économie est relativement faible et fréquemment déficitaire, par suite d'une technologie en voie d'intégration ou d'acquisition;

Emet le vœu que les pays développés tiennent compte des demandes de traitement favorable qui leur sont présentées par les pays en développement dans leurs relations de service, commerciales ou autres, qui ont lieu dans le domaine des télécommunications, contribuant ainsi à l'équilibre économique souhaité, qui soulage les tensions mondiales existantes.

Afin d'identifier les pays appartenant à l'une ou l'autre de ces catégories, on pourra appliquer les critères du revenu par tête, du produit national brut, du développement téléphonique national ou d'autres critères faisant l'objet de conventions mutuelles, choisis parmi ceux qui sont reconnus sur le plan international par les sources d'information spécialisée de l'Organisation des Nations Unies.

VŒU N° 3. EXPOSITIONS DE TÉLÉCOMMUNICATION

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982),

Reconnaissant que les expositions sur les télécommunications constituent une aide considérable pour porter à la connaissance des Membres de l'Union les derniers perfectionnements de la technique des télécommunications et pour faire connaître les possibilités d'application de la science et de la technique des télécommunications dans l'intérêt des pays en développement;

Emet le vœu que l'Exposition mondiale de télécommunication soit organisée sous l'égide de l'Union internationale des télécommunications, de préférence dans la ville où son siège est établi, en étroite collaboration avec ses Membres, à condition qu'elle n'implique pour l'Union ni dépenses imputables à son budget, ni intérêt commercial;

Emet également le vœu que les administrations dont le pays accueille des réunions régionales ou mondiales de la Commission du plan ou d'autres réunions et manifestations régionales relatives aux télécommunications, envisagent d'organiser, en collaboration avec l'Union, des expositions de télécommunication spécialisées appropriées aux pays Membres accordant une importance particulière aux besoins d'infrastructure propres à chaque région en matière de télécommunication;

Emet, de plus, le vœu qu'une part importante des recettes qui dépasseront le cas échéant les dépenses occasionnées par de telles expositions, puisse être versée au Fonds de coopération technique de l'Union.

PROTOCOLE¹ ADDITIONNEL FACULTATIF À LA CONVENTION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS (NAIROBI, 1982)

RÈGLEMENT OBLIGATOIRE DES DIFFÉRENDS

Au moment de procéder à la signature de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982), les plénipotentiaires soussignés ont signé le Protocole additionnel facultatif suivant relatif au règlement obligatoire des différends et faisant partie des Actes finals de la Conférence de plénipotentiaires (Nairobi, 1982).

Les Membres de l'Union, parties au présent Protocole additionnel facultatif à la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982),

Exprimant le désir de recourir, pour ce qui les concerne, à l'arbitrage obligatoire pour la solution de tous différends relatifs à l'interprétation ou à l'application de la Convention ou des Règlements prévus à l'article 42 de celle-ci,

Sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1. A moins qu'un des modes de règlement énumérés à l'article 50 de la Convention n'ait été choisi d'un commun accord, les différends relatifs à l'application de la Convention ou des Règlements prévus à l'article 42 de celle-ci sont, à la demande d'une des parties, soumis à un arbitrage obligatoire. La procédure est celle de l'article 82 de la Convention dont le paragraphe 5 est modifié comme suit :

« 5. Dans le délai de trois mois à compter de la date de réception de la notification de la demande d'arbitrage, chacune des deux parties en cause désigne un

¹ Entré en vigueur le 24 février 1984, soit le trentième jour ayant suivi la date de dépôt du second instrument de ratification ou d'adhésion, conformément à l'article 3 :

<i>Etat</i>	<i>Date de dépôt de l'instrument de ratification</i>
Canada	11 octobre 1983
Papouasie-Nouvelle-Guinée	25 janvier 1984

Par la suite, le Protocole additionnel facultatif est entré en vigueur pour les Etats suivants le trentième jour après le dépôt de leur instrument de ratification ou d'adhésion auprès du Secrétaire général de l'Union internationale des télécommunications, conformément à l'article 3 du Protocole additionnel, comme suit :

<i>Etat</i>	<i>Date de dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion (a)</i>	<i>Etat</i>	<i>Date de dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion (a)</i>
Malte	11 avril 1984 a	tannique, Territoire britannique de l'océan Indien, îles Vierges britanniques, îles Caïmanes, îles Falkland, dépendances des îles Falkland, Gibraltar, Hong-Kong, Montserrat, îles Pitcairn, Henderson, Ducie et Oeno, Sainte-Hélène et dépendances de Sainte-Hélène, îles Turques et Caïques, et zones de souveraineté du Royaume-Uni d'Akrotiri et de Dhekelia dans l'île de Chypre. Avec effet au 15 décembre 1984.)	
(Avec effet au 11 mai 1984.)		Danemark	14 mars 1985
Japon	12 juillet 1984	(Avec effet au 13 avril 1985.)	
(Avec effet au 11 août 1984.)		El Salvador	28 mars 1985
Pays-Bas	31 août 1984	(Avec effet au 27 avril 1985.)	
(Pour le Royaume en Europe, les Antilles néerlandaises et Aruba. Avec effet au 30 septembre 1984.)		Liechtenstein	1 ^{er} avril 1985
Uruguay	24 septembre 1984	(Avec effet au 1 ^{er} mai 1985.)	
(Avec effet au 24 octobre 1984.)		Suisse	1 ^{er} avril 1985
Luxembourg	1 ^{er} novembre 1984	(Avec effet au 1 ^{er} mai 1985.)	
(Avec effet au 1 ^{er} décembre 1984.)			
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	15 novembre 1984		
(A l'égard du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et des territoires suivants : bailliage de Jersey, bailliage de Guernesey, île de Man, Anguilla, Bermudes, Terre antarctique bri-			

(Suite à la page 192)

arbitre. Si, à l'échéance de ce délai, l'une des parties n'a pas désigné son arbitre, cette désignation est faite, à la demande de l'autre partie, par le secrétaire général qui procède conformément aux dispositions des paragraphes 3 et 4 de l'article 82 de la Convention. »

Article 2. Le présent Protocole sera ouvert à la signature des Membres qui signeront la Convention. Il sera ratifié selon la procédure prévue pour la Convention et restera ouvert à l'adhésion des pays qui deviendront Membres de l'Union.

Article 3. Le présent Protocole entrera en vigueur le même jour que la Convention ou le trentième jour suivant la date de dépôt du second instrument de ratification ou d'adhésion mais au plus tôt lors de l'entrée en vigueur de la Convention.

Pour chaque Membre qui ratifiera le présent Protocole ou y adhérera après son entrée en vigueur, ce Protocole entrera en vigueur le trentième jour après le dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion.

Article 4. Le secrétaire-général notifiera à tous les Membres :

- a) Les signatures apposées au présent Protocole et le dépôt des instruments de ratification ou d'adhésion;
- b) La date à laquelle le présent Protocole entrera en vigueur.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Protocole en un exemplaire dans chacune des langues anglaise, chinoise, espagnole, française et russe, le texte français faisant foi en cas de contestation; cet exemplaire restera déposé aux archives de l'Union internationale des télécommunications, laquelle en remettra une copie à chacun des pays signataires.

FAIT à Nairobi, le 6 novembre 1982.

(Suite de la page 191)

<i>Etat</i>	<i>Date de dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion (a)</i>	<i>Etat</i>	<i>Date de dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion (a)</i>
Australie	3 avril 1985	Italie	13 mai 1986
(Avec effet au 3 mai 1985.)		(Avec effet au 12 juin 1986.)	
Grèce	15 mai 1985	Zimbabwe	4 juillet 1986
(Avec effet au 14 juin 1985.)		(Avec effet au 3 août 1986.)	
Swaziland	23 mai 1985	Chypre	22 août 1986
(Avec effet au 22 juin 1985.)		(Avec effet au 21 septembre 1986.)	
Honduras	11 septembre 1985	Côte d'Ivoire	17 septembre 1986
(Avec effet au 11 octobre 1985.)		(Avec effet au 17 octobre 1986.)	
Colombie	19 septembre 1985	Fidji	25 septembre 1986
(Avec effet au 19 octobre 1985.)		(Avec effet au 25 octobre 1986.)	
Suède	3 octobre 1985	Cameroun	3 octobre 1986
(Avec effet au 2 novembre 1985.)		(Avec effet au 2 novembre 1986.)	
Malawi	9 octobre 1985	Belgique	9 octobre 1986
(Avec effet au 8 novembre 1985.)		(Avec effet au 8 novembre 1986.)	
Qatar	18 novembre 1985	Guatemala	21 novembre 1986
(Avec effet au 18 décembre 1985.)		(Avec effet au 21 décembre 1986.)	
République de Corée	26 novembre 1985	Egypte	16 janvier 1987
(Avec effet au 26 décembre 1985.)		(Avec effet au 15 février 1987.)	
Chili	12 décembre 1985	Guinée équatoriale	4 février 1987
(Avec effet au 11 janvier 1986.)		(Avec effet au 6 mars 1987.)	
Finlande	3 janvier 1986	Tunisie	10 février 1987
(Avec effet au 2 février 1986.)		(Avec effet au 12 mars 1987.)	
Nouvelle-Zélande	3 janvier 1986	Barbade	18 mars 1987
(Avec effet au 2 février 1986. Avec déclaration d'application aux îles Cook et à Nioué.)		(Avec effet au 17 avril 1987.)	
Oman	23 janvier 1986	Paraguay	27 mars 1987
(Avec effet au 22 février 1986.)		(Avec effet au 26 avril 1987.)	
Bélize	21 mars 1986	Botswana	21 avril 1987
(Avec effet au 20 avril 1986.)		(Avec effet au 21 mai 1987.)	
		Zambie	5 avril 1988
		(Avec effet au 5 mai 1988.)	
		Ecuateur	13 avril 1988
		(Avec effet au 13 mai 1988.)	

Note du secrétaire général. Ce Protocole additionnel facultatif a été signé par les délégations suivantes : République démocratique d'Afghanistan, Royaume d'Arabie saoudite, République argentine, Australie, Autriche, République populaire du Bangladesh, Barbade, Belgique, Belize, République populaire du Bénin, République du Botswana, République fédérative du Brésil, République du Burundi, République-Union du Cameroun, Canada, République centrafricaine, Chili, République de Chypre, République de Colombie, République populaire du Congo, République de Corée, Costa Rica, République de Côte d'Ivoire, Cuba, Danemark, République arabe d'Egypte, République d'El Salvador, Equateur, Fidji, Finlande, République gabonaise, République de Gambie, Ghana, Grèce, Grenade, République du Guatemala, République populaire révolutionnaire de Guinée, République de Guinée équatoriale, Guyane, République de Haute-Volta, Islande, Italie, Jamaïque, Japon, Royaume hachémite de Jordanie, Etat du Koweït, Liban, Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste, Principauté de Liechtenstein, Luxembourg, République démocratique de Madagascar, Malawi, République des Maldives, République du Mali, Royaume du Maroc, République islamique de Mauritanie, Mexique, Népal, Nicaragua, République du Niger, République fédérale du Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Sultanat d'Oman, République de l'Ouganda, Papouasie-Nouvelle-Guinée, République du Paraguay, Royaume des Pays-Bas, République des Philippines, Etat du Qatar, République arabe syrienne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, République rwandaise, République de Saint-Marin, République du Sénégal, République démocratique du Soudan, République socialiste démocratique de Sri Lanka, Suède, Confédération suisse, République du Suriname, Royaume du Swaziland, République-Union de Tanzanie, Thaïlande, République togolaise, Tunisie, République orientale de l'Uruguay, République arabe du Yémen, République populaire démocratique du Yémen, République du Zaïre, République de Zambie, République du Zimbabwe.

[RUSSIAN TEXT — TEXTE RUSSE]

МЕЖДУНАРОДНАЯ КОНВЕНЦИЯ ЭЛЕКТРОСВЯЗИ

ПЕРВАЯ ЧАСТЬ. ОСНОВНЫЕ ПОЛОЖЕНИЯ

ПРЕАМБУЛА

1. Полностью признавая за каждой страной суверенное право регламентировать свою электросвязь и учитывая возрастающее значение электросвязи для сохранения мира, социального и экономического развития всех стран, полномочные представители договаривающихся правительств с целью обеспечения мирных связей и сотрудничества между народами путем эффективного функционирования служб электросвязи согласились заключить настоящую Конвенцию, являющуюся основным документом Международного союза электросвязи.

ГЛАВА I. СОСТАВ, ЦЕЛИ И СТРУКТУРА СОЮЗА

Статья 1. СОСТАВ СОЮЗА

2. 1. Международный союз электросвязи состоит из Членов, которыми, исходя из принципа универсальности и заинтересованности во всеобщем участии в Союзе, являются:
 3. a) любая страна, указанная в Приложении 1, подписывающая и ратифицирующая Конвенцию или присоединяющаяся к ней;
 4. b) любая страна, не указанная в Приложении 1, которая становится Членом Организации Объединенных Наций и которая присоединяется к Конвенции в соответствии с положениями статьи 46;
 5. c) любая суверенная страна, не указанная в Приложении 1 и не являющаяся Членом Организации Объединенных Наций, которая присоединяется к Конвенции в соответствии с положениями статьи 46 после того, как ее просьба о принятии в качестве Члена Союза была одобрена двумя третями Членов Союза.
6. 2. Если какая-либо просьба о присоединении в качестве Члена представляется в период между двумя Полномочными конференциями дипломатическим путем и через посредство страны, где установлено местонахождение Союза, то во исполнение п. 5 Генеральный секретарь проводит опрос Членов Союза; Член будет рассматриваться как воздержавшийся, если он не ответит в течение четырех месяцев со дня запроса его мнения.

Статья 2. ПРАВА И ОБЯЗАННОСТИ ЧЛЕНОВ СОЮЗА

7. 1. Члены Союза имеют права и должны выполнять обязательства, предусмотренные в Конвенции.

8. 2. Члены обладают следующими правами в отношении их участия в конференциях, собраниях и опросах Союза:
9. a) каждый Член имеет право участвовать в конференциях Союза, избираться в Административный совет и представлять кандидатов на выборные должности во все постоянные органы Союза;
10. b) при условии соблюдения положений п. п. 117 и 179 каждый Член имеет право на один голос на всех конференциях Союза, на всех собраниях Международных консультативных комитетов и, если он является членом Административного совета, на всех сессиях этого Совета;
11. c) при условии соблюдения положений п. п. 117 и 179 каждый Член имеет право также на один голос при всех опросах, проводимых путем переписки.

Статья 3. МЕСТОПРЕБЫВАНИЕ СОЮЗА

12. Местопребывание Союза установлено в Женеве.

Статья 4. ЦЕЛИ СОЮЗА

13. 1. Целями Союза являются:
14. a) обеспечивать и расширять международное сотрудничество между всеми членами Союза с целью усовершенствования и рационального использования всех видов электросвязи, а также содействовать технической помощи и предоставлять ее развивающимся странам в области электросвязи;
15. b) способствовать развитию технических средств и их наиболее эффективной эксплуатации с целью повышения производительности служб электросвязи, расширения их применения и их возможно большего использования населением;
16. c) согласовывать деятельность стран, направленную на достижение вышеуказанных целей.
17. 2. Для этого Союз, в частности:
18. a) осуществляет распределение радиочастотного спектра и регистрацию присвоений частот таким образом, чтобы избежать недопустимых помех между радиостанциями различных стран;
19. b) координирует деятельность, направленную на устранение недопустимых помех между радиостанциями различных стран и на улучшение использования спектра частот;
20. c) поощряет международное сотрудничество в целях оказания технической помощи развивающимся странам и в целях создания, развития и усовершенствования установок и сетей электросвязи в развивающихся странах всеми имеющимися в его распоряжении средствами, в частности, путем участия в соответствующих программах Организации Объединенных Наций и использования по мере необходимости своих собственных ресурсов;
21. d) координирует усилия, направленные на обеспечение гармоничного развития средств электросвязи, в частности, с использо-

- ванием космической техники в целях наилучшего использования возможностей этой техники;
22. e) поощряет сотрудничество между своими Членами с целью установления наиболее низких тарифов, совместимых с высоким качеством службы и независимым, построенным на здоровой основе финансовым управлением электросвязью;
 23. f) способствует принятию мер для обеспечения безопасности человеческой жизни путем сотрудничества между службами электросвязи;
 24. g) проводит изучения, устанавливает правила, принимает резолюции, составляет рекомендации и пожелания, собирает и публикует информацию по вопросам электросвязи.

Статья 5. СТРУКТУРА СОЮЗА

25. Союз состоит из следующих органов:
26. 1. Полномочная конференция, высший орган Союза;
27. 2. Административные конференции;
28. 3. Административный совет;
29. 4. Постоянные органы, перечисленные ниже:
30. a) Генеральный секретариат;
31. b) Международный комитет регистрации частот (МКРЧ);
32. c) Международный консультативный комитет по радио (МККР);
33. d) Международный консультативный комитет по телеграфии и телефонии (МККТТ).

Статья 6. ПОЛНОМОЧНАЯ КОНФЕРЕНЦИЯ

34. 1. Полномочная конференция состоит из делегаций, представляющих Членов Союза. Она обычно созывается каждые пять лет и во всяком случае, промежуток времени между двумя последующими Полномочными конференциями не превышает шести лет.
35. 2. Полномочная конференция:
36. a) определяет общие принципы, которым Союз должен следовать для достижения целей, указанных в статье 4 настоящей Конвенции;
37. b) рассматривает отчет Административного совета о деятельности всех органов Союза со времени последней Полномочной конференции;
38. c) устанавливает основы бюджета Союза, а также предел его расходов на период до очередной Полномочной конференции, после рассмотрения всех соответствующих аспектов деятельности Союза в течение этого периода, включая программу конференций и собраний и любой другой среднесрочный план, представленный Административным советом;
39. d) формулирует все основные положения относительно персонала Союза и, в случае необходимости, устанавливает основные окла-

- ды, шкалу окладов и систему пособий и пенсий для всех служащих Союза;
40. e) рассматривает счета Союза и при необходимости окончательно их утверждает;
 41. f) избирает Членов Союза в состав Административного совета;
 42. g) избирает Генерального секретаря и заместителя Генерального секретаря и устанавливает дату, с которой они приступают к исполнению своих обязанностей;
 43. h) избирает Членов МКРЧ и устанавливает дату, с которой они приступают к исполнению своих обязанностей;
 44. i) избирает Директоров Международных консультативных комитетов и устанавливает дату, с которой они приступают к исполнению своих обязанностей;
 45. j) пересматривает Конвенцию, если находит это необходимым;
 46. k) заключает или пересматривает, в случае необходимости, соглашения между Союзом и другими международными организациями, рассматривает все временные соглашения, заключенные от имени Союза Административным советом с этими международными организациями, и принимает по ним все необходимые по ее мнению меры;
 47. l) рассматривает все другие вопросы, касающиеся электросвязи, которые она считает необходимыми.

Статья 7. АДМИНИСТРАТИВНЫЕ КОНФЕРЕНЦИИ

48. 1. Административные конференции Союза подразделяются на:
 49. a) Всемирные административные конференции;
 50. b) Региональные административные конференции.
51. 2. Административные конференции обычно созываются для рассмотрения определенных вопросов электросвязи. На этих конференциях могут обсуждаться только вопросы, предусмотренные в их повестке дня. Решения этих конференций во всех случаях должны соответствовать положениям Конвенции. Во время принятия резолюций и решений Административные конференции должны учитывать предполагаемые финансовые последствия и должны стараться избегать принятия таких резолюций и решений, которые могут вызвать превышение верхних пределов расходов, установленных Полномочной конференцией.
52. 3. (1) Повестка дня Всемирной административной конференции может включать:
 53. a) частичный пересмотр Административных регламентов, перечисленных в п. 643;
 54. b) в виде исключения, полный пересмотр одного или нескольких из этих Регламентов;
 55. c) любой другой вопрос всемирного характера, входящий в компетенцию Конференции.

56. (2) Повестка дня Региональной административной конференции может касаться только определенных вопросов электросвязи регионального характера, включая директивы для Международного комитета регистраций частот в отношении его деятельности, касающейся данного района, при условии, что эти директивы не будут противоречить интересам других районов. Кроме того, решения такой конференции должны во всех случаях соответствовать положениям Административных регламентов.

Статья 8. АДМИНИСТРАТИВНЫЙ СОВЕТ

57. 1. (1) Административный совет состоит из сорока одного Члена Союза, избираемых Полномочной конференцией с учетом необходимости справедливого распределения мест в Совете между всеми районами мира. За исключением случаев, когда места освобождаются в соответствии с особыми условиями, оговоренными в Общем регламенте, Члены Союза, избранные в Административный совет, выполняют свои обязанности до тех пор, пока Полномочная конференция не избирает новый состав Совета. Они могут быть избраны вновь.
58. (2) Каждый Член Совета назначает для участия в Совете лицо, которое могут сопровождать один или несколько помощников.
59. 2. Административный совет устанавливает свой собственный внутренний регламент.
60. 3. В период между Полномочными конференциями Административный совет действует от имени Полномочной конференции в пределах прав, предоставленных ему последней.
61. 4. (1) Административный совет принимает все меры для облегчения выполнения Членами положений Конвенции, Административных регламентов, решений Полномочной конференции, и в соответствующих случаях решений других конференций и собрания Союза, а также выполняет все другие задачи, возложенные на него Полномочной конференцией.
62. (2) Он ежегодно определяет политику технической помощи в соответствии с целями Союза.
63. (3) Обеспечивает эффективную координацию деятельности Союза и осуществляет эффективный финансовый контроль за постоянными органами.
64. (4) Содействует международному сотрудничеству в деле оказания технической помощи развивающимся странам всеми имеющимися в его распоряжении средствами, и в особенности путем участия Союза в соответствующих программах Организации Объединенных Наций, в соответствии с целью Союза, заключающейся в развитии электросвязи всеми возможными способами.

Статья 9. ГЕНЕРАЛЬНЫЙ СЕКРЕТАРИАТ

65. 1. (1) Генеральным секретариатом руководит Генеральный секретарь, которому помогает заместитель Генерального секретаря.

66. (2) Генеральный секретарь и заместитель Генерального секретаря приступают к исполнению своих обязанностей в срок, установленный при их избрании. Они обычно выполняют свои обязанности до даты, устанавливаемой следующей Полномочной конференцией, и могут переизбираться только один раз.
67. (3) Генеральный секретариат принимает все необходимые меры для обеспечения экономного использования средств Союза и несет ответственность перед Административным советом за все административные и финансовые стороны деятельности Союза. Заместитель Генерального секретаря ответствен перед Генеральным секретарем.
68. 2. (1) Если должность Генерального секретаря становится вакантной, то заместитель Генерального секретаря замещает его до даты, устанавливаемой следующей Полномочной конференцией; он может быть избран на эту должность согласно положениям п. 66. Если в этих условиях заместитель Генерального секретаря занимает должность Генерального секретаря, пост заместителя Генерального секретаря считается вакантным с этой же даты и применяются положения п. 69.
69. (2) Если должность заместителя Генерального секретаря становится вакантной за 180 дней до даты созыва очередной Полномочной конференции, Административный совет назначает его преемника на оставшийся период полномочий.
70. (3) Если должности Генерального секретаря и заместителя Генерального секретаря становятся вакантными одновременно, то избираемый служащий, занимающий свой пост самый длительный срок среди всех избираемых служащих, выполняет функции Генерального секретаря в течение периода не превышающего 90 дней. Административный совет назначает Генерального секретаря, а если должности освобождаются более чем за 180 дней до даты созыва очередной Полномочной конференции, он назначает также и заместителя Генерального секретаря. Назначенный таким образом служащий выполняет свои обязанности в течение остающегося периода полномочий его предшественника. Такие служащие имеют право быть выдвинутыми на пост Генерального секретаря или заместителя Генерального секретаря на вышеупомянутой Полномочной конференции.
71. 3. Генеральный секретарь действует как юридический представитель Союза.
72. 4. Заместитель Генерального секретаря помогает Генеральному секретарю в выполнении им его обязанностей и выполняет отдельные задания, которые ему поручает Генеральный секретарь. Он исполняет обязанности Генерального секретаря в отсутствие последнего.

Статья 10. МЕЖДУНАРОДНЫЙ КОМИТЕТ РЕГИСТРАЦИИ ЧАСТОТ

73. 1. Международный комитет регистрации частот (МКРЧ) состоит из пяти независимых членов, избираемых Полномочной конференцией. Эти члены избираются из числа кандидатов, предло-

женных странами-Членами Союза таким образом, чтобы обеспечить справедливое представительство различных районов мира. Каждый Член Союза может предложить только одного кандидата, подданного своей страны.

74. 2. Члены Международного комитета регистрации частот приступают к исполнению своих обязанностей в сроки, определенные при их избрании, и исполняют свои обязанности до даты, устанавливаемой следующей Полиомочной конференцией.
75. 3. Члены Международного комитета регистрации частот при исполнении своих обязанностей не представляют ни своих стран, ни района, а являются беспристрастными должностными лицами, облеченными международным мандатом.
76. [4]. Основные задачи Международного комитета регистрации частот заключаются в следующем:
77. a) производить методическую запись и регистрацию частотных присвоений, сделанных различными странами в соответствии с порядком, предусмотренным Регламентом радиосвязи, и, в надлежащем случае, в соответствии с решениями компетентных конференций Союза, с целью обеспечения их официального международного признания;
78. b) проводить в единых условиях и с одной и той же целью методическую запись расположения регистрируемых странами геостационарных спутников;
79. c) давать Членам рекомендации с целью эксплуатации возможно большего числа радиоканалов в тех участках частотного спектра, в которых могут возникнуть недопустимые помехи, а также с целью справедливого, эффективного и экономного использования орбиты геостационарных спутников с учетом потребностей Членов, которые просят оказать им помощь, особых нужд развивающихся стран, а также особого географического положения некоторых стран;
80. d) решать все дополнительные задачи по присвоению и использованию частот, а также по справедливому использованию орбиты геостационарных спутников в соответствии с порядком, предусмотренным Регламентом радиосвязи, предписанным какой-либо компетентной конференцией Союза или Административным советом с согласия большинства Членов Союза с целью подготовки такой конференции или во исполнение ее решений;
81. e) оказывать техническую помощь при подготовке и организации конференций по радиосвязи, консультируясь в случае необходимости с другими постоянными органами Союза и учитывая указания Административного совета по проведению такой подготовки; Комитет оказывает также помощь развивающимся странам в проведении подготовительных работ к этим конференциям;
82. f) поддерживать в порядке необходимое делопроизводство, связанное с исполнением своих обязанностей.

Статья 11. МЕЖДУНАРОДНЫЕ КОНСУЛЬТАТИВНЫЕ КОМИТЕТЫ

83. 1. (1) На Международный консультативный комитет по радио (МККР) возлагаются обязанности по изучению технических и эксплуатационных вопросов, относящихся в особенности к радиосвязи без ограничения диапазона частот, и представлению рекомендаций по ним; это изучение, как правило, не должно касаться экономических вопросов, но когда оно связано со сравнением экономических показателей технических решений, эти вопросы также могут рассматриваться.
84. (2) На Международный консультативный комитет по телефонии и телеграфии (МККТТ) возлагаются обязанности по изучению и представлению рекомендаций по техническим, эксплуатационным и тарифным вопросам, касающимся служб электросвязи, за исключением технических или эксплуатационных вопросов, касающихся только радиосвязи и являющихся согласно п. 83 компетенцией МККР.
85. (3) При выполнении своих задач каждый Международный консультативный комитет должен уделять надлежащее внимание изучению вопросов и составлению рекомендаций, связанных непосредственно с созданием, развитием и усовершенствованием электросвязи в развивающихся странах как в региональном, так и в международном масштабе.
86. 2. Членами Международных консультативных комитетов являются:
87. а) по праву администрации всех Членов Союза;
88. б) любая признанная частная эксплуатационная организация, которая с одобрения признавшего ее Члена представляет просьбу о своем участии в работе этих комитетов.
89. 3. Деятельность каждого Международного консультативного комитета осуществляется через:
90. а) Пленарную ассамблею;
91. б) исследовательские комиссии, которые она создает;
92. с) директора, избираемого Полномочной конференцией или назначаемого в соответствии с п. 323.
93. 4. Всемирный комитет по планированию, а также Региональные комитеты по планированию учреждаются на основе совместных решений Пленарных ассамблей Международных консультативных комитетов. Эти комитеты разрабатывают генеральный план международной сети электросвязи с целью облегчения координированного развития международных служб электросвязи. Они передают Международным консультативным комитетам вопросы, изучение которых представляет собой интерес для развивающихся стран и которые относятся к компетенции этих Комитетов.
94. 5. Региональные комитеты по планированию могут тесно сотрудничать с региональными организациями, которые выразят такое желание.
95. 6. Методы работы Международных консультативных комитетов определены в Общем регламенте.

Статья 12. КООРДИНАЦИОННЫЙ КОМИТЕТ

96. 1. Координационный комитет состоит из Генерального секретаря, заместителя Генерального секретаря, директоров Международных консультативных комитетов и председателя и заместителя председателя Международного комитета регистрации частот. Он работает под председательством Генерального секретаря, а в его отсутствие — под председательством заместителя Генерального секретаря.
97. 2. Координационный комитет дает советы Генеральному секретарю и оказывает ему практическую помощь по всем административным и финансовым вопросам и по вопросам технического сотрудничества, касающимся более чем одного постоянного органа, а также по вопросам внешних сношений и общественной информации. При изучении этих вопросов Комитет полностью учитывает положения Конвенции, решения Административного совета и интересы Союза в целом.
98. 3. Координационный комитет рассматривает также все прочие вопросы, входящие в его компетенцию в соответствии с настоящей Конвенцией, и все вопросы, передаваемые ему Административным советом. После изучения этих вопросов Комитет представляет о них отчет Административному совету через Генерального секретаря.

Статья 13. ИЗБИРАЕМЫЕ СЛУЖАЩИЕ И ПЕРСОНАЛ СОЮЗА

99. 1. (1) При исполнении своих обязанностей избираемые служащие, а также персонал Союза не должны запрашивать или получать указаний от какого бы то ни было правительства или каких бы то ни было властей вне Союза. Они должны воздерживаться от всяких действий, несовместимых с их положением международных служащих.
100. (2) Каждый Член должен уважать исключительно международный характер обязанностей избираемых служащих и персонала Союза и не пытаться оказывать на них влияния при выполнении ими возложенных на них задач.
101. (3) Избираемые служащие, а также персонал Союза, кроме своих обязанностей, не должны принимать участия или иметь финансовую заинтересованность в работе какого-либо учреждения, занимающегося вопросами электросвязи. Однако выражение «финансовая заинтересованность» не следует понимать как разрешение продолжать получать льготы в счет пенсии, учитывая прежние должности или работу.
102. (4) Для обеспечения эффективности работы Союза любая страна-Член, подданный которой избран Генеральным секретарем, заместителем Генерального секретаря, членом Международного комитета регистрации частот или директором Международного консультативного комитета, должна стараться по мере возможности не отзываться его в период между двумя Полномочными конференциями.

103. 2. Генеральный секретарь, заместитель Генерального секретаря и директора Международных консультативных комитетов, а также члены Международного комитета регистрации частот должны быть подданными различных стран-Членов Союза. При избрании этих должностных лиц необходимо должным образом учитывать принципы, изложенные в п. 104, и справедливое географическое распределение между районами мира.
104. 3. Главным соображением при наборе персонала и определении условий его работы должна быть необходимость обеспечить Союзу кадры в высшей степени квалифицированных, работоспособных и честных служащих. Следует должным образом учитывать важность набора персонала на возможно более широкой географической основе.

*Статья 14. ОРГАНИЗАЦИЯ РАБОТЫ И ВЕДЕНИЕ ПРЕНИЙ
НА КОНФЕРЕНЦИЯХ И ДРУГИХ СОБРАНИЯХ*

105. 1. Для организации работы и для ведения прений на конференциях, Пленарных ассамблеях и собраниях Международных консультативных комитетов применяется внутренний регламент, который включен в Общий регламент.
106. 2. Конференции, Административный совет и Пленарные ассамблеи и собрания Международных консультативных комитетов могут принимать постановления, которые они считают необходимыми в дополнение к положениям внутреннего регламента. Однако эти дополнительные постановления должны соответствовать положениям Конвенции; если имеются в виду дополнительные постановления, принятые Пленарными ассамблеями и исследовательскими комиссиями, то они публикуются в виде резолюции в документах Пленарных ассамблей.

Статья 15. ФИНАНСЫ СОЮЗА

107. 1. Расходы Союза состоят из:
108. a) расходов Административного совета и постоянных органов Союза;
109. b) расходов на проведение Полномочных конференций и всемирных административных конференций;
110. c) расходов на техническое сотрудничество и техническую помощь, предоставляемых развивающимся странам.
111. 2. Расходы Союза покрываются взносами Членов Союза, причем каждый Член платит сумму, пропорциональную числу единиц, соответствующих классу взносов, выбранному каждым Членом согласно следующей таблице:

класс 40 единиц	класс 15 единиц
класс 35 единиц	класс 13 единиц
класс 30 единиц	класс 10 единиц
класс 25 единиц	класс 8 единиц
класс 20 единиц	класс 5 единиц
класс 18 единиц	класс 4 единицы

- | | |
|---|---|
| <p>класс 3 единицы
класс 2 единицы
класс 1½ единицы
класс 1 единица
класс ½ единицы
класс ¼ единицы</p> | <p>класс 1/8 единицы для наименее развитых стран, перечисленных ООН, и для других стран, определяемых Административным советом.</p> |
|---|---|
112. 3. В дополнение к классам взносов, перечисленным в п. 111, любой Член может выбрать число единиц взносов выше 40.
113. 4. Члены свободно выбирают класс взносов, по которому они желают участвовать в расходах Союза.
114. 5. В течение срока действия этой Конвенции количество единиц взносов, выбранное в соответствии с Конвенцией, не может быть уменьшено. Однако при исключительных обстоятельствах, таких, как стихийные бедствия, требующих организации программ международной помощи, Административный совет может разрешить снижение числа единиц взноса, если об этом попросил Член, который определил, что он более не в состоянии выплачивать свои взносы в первоначально выбранном им классе.
115. 6. Расходы на проведение региональных административных конференций, указанных в п. 50, распределяются между всеми Членами данного района соответственно классу их взносов и на тех же условиях между Членами из других районов, принимающими участие в таких конференциях.
116. 7. Члены платят вперед свою долю ежегодных взносов, исчисленную на основе бюджета, принятого Административным советом.
117. 8. Член, задержавший оплату своего взноса Союзу, теряет право голоса, определенное в п.п. 10 и 11, на то время, пока сумма его просроченных взносов будет равна или выше суммы взносов за два предшествующих года.
118. 9. Положения, регулирующие денежные взносы признанных частных эксплуатационных организаций, научных или промышленных организаций и международных организаций, содержатся в Общем регламенте.

Статья 16. Языки

119. 1. (1) Официальными языками Союза являются: английский, арабский, испанский, китайский, русский и французский.
120. (2) Рабочими языками Союза являются английский, испанский и французский.
121. (3) В случае расхождения имеет силу французский текст.
122. 2. (1) Окончательные документы Полномочных и административных конференций, их заключительные акты, протоколы, резолюции, рекомендации и пожелания составляются на официальных языках Союза в одинаковой по форме и по содержанию редакции.

123. (2) Все другие документы этих конференций составляются на рабочих языках Союза.
124. 3. (1) Официальные служебные документы Союза, предусмотренные в Административных регламентах, публикуются на шести официальных языках.
125. (2) Предложения и вклады, представляемые на рассмотрение конференций и собраний Международных консультативных комитетов и составленные на одном из официальных языков, передаются Членам на рабочих языках Союза.
126. (3) Все другие документы, общее распределение которых должен обеспечивать Генеральный секретарь в соответствии с его обязанностями, составляются на трех рабочих языках.
127. 4. (1) В ходе конференций Союза и Пленарных ассамблей Международных консультативных комитетов, на собраниях исследовательских комиссий, внесенных в рабочую программу, одобренную Пленарной ассамблеей, а также на заседаниях Административного совета должна применяться эффективная система взаимного перевода на шесть официальных языков.
128. (2) На других собраниях Международных консультативных комитетов прения ведутся на рабочих языках. Члены, желающие иметь перевод на определенный рабочий язык, должны заявить о своем намерении участвовать в собрании не позднее, чем за 90 дней до его начала.
129. (3) Если все участники конференции или собрания соглашаются с такой процедурой, прения могут проводиться на меньшем числе языков, чем указано выше.

Статья 17. ПРАВОСПОСОБНОСТЬ СОЮЗА

130. На территории каждого Члена Союз пользуется правоспособностью, которая ему необходима для исполнения своих обязанностей и достижения своих целей.

ГЛАВА II. ОБЩИЕ ПОЛОЖЕНИЯ, ОТНОСЯЩИЕСЯ К ЭЛЕКТРОСВЯЗИ

Статья 18. ПРАВО НАСЕЛЕНИЯ ПОЛЬЗОВАТЬСЯ МЕЖДУНАРОДНОЙ СЛУЖБОЙ ЭЛЕКТРОСВЯЗИ

131. Члены признают за населением право передавать сообщения при помощи международной службы общего пользования. Для всех клиентов по каждой категории сообщения устанавливаются одинаковые условия обслуживания, тарифы и гарантии без предоставления какого-либо приоритета или преимущества.

Статья 19. ЗАДЕРЖКА СООБЩЕНИЙ, ПЕРЕДАВАЕМЫХ ПО ЭЛЕКТРОСВЯЗИ

132. 1. Члены сохраняют за собой право задержать передачу любой частной телеграммы, которая могла бы представлять угрозу безопасности государства или противоречить его законам, общественному порядку или добрым нравам, при условии немед-

ленного извещения станции отправления о прекращении передачи всей телеграммы или части ее, если только такое извещение не будет представлять угрозу безопасности государства.

133. 2. Члены сохраняют за собой также право прервать любую другую частную связь, которая могла бы представлять угрозу безопасности государства или противоречить его законам, общественному порядку и добрым нравам.

Статья 20. ВРЕМЕННОЕ ПРЕКРАЩЕНИЕ СЛУЖБЫ

134. Каждый Член сохраняет за собой право временно прекратить службу международной электросвязи на неопределенный срок либо вообще, либо только в отношении некоторых связей и/или для определенного рода исходящей, входящей или транзитной корреспонденции при условии немедленного извещения об этом других Членов через Генерального секретаря.

Статья 21. ОТВЕТСТВЕННОСТЬ

135. Члены не принимают на себя никакой ответственности по отношению к пользователям международной службы электросвязи и, в частности, в отношении претензий по возмещению убытков.

Статья 22. ТАЙНА СООБЩЕНИЙ ЭЛЕКТРОСВЯЗИ

136. 1. Члены обязуются принимать все возможные, совместимые с применяемой системой электросвязи меры с целью обеспечения тайны международных сообщений.
137. 2. Тем не менее они сохраняют за собой право передавать эти сообщения компетентным властям, чтобы обеспечить соблюдение своего внутреннего законодательства или выполнение международных конвенций, участниками которых они являются.

Статья 23. ОРГАНИЗАЦИЯ, ЭКСПЛУАТАЦИЯ И ЗАЩИТА КАНАЛОВ И ОБОРУДОВАНИЯ ЭЛЕКТРОСВЯЗИ

138. 1. Члены принимают необходимые меры с целью применения отвечающих наилучшим техническим условиям каналов и оборудования, необходимых для осуществления быстрого и непрерывного обмена международными сообщениями электросвязи.
139. 2. Насколько возможно, эти каналы и оборудование должны эксплуатироваться по методам и правилам, которые в результате практического эксплуатационного опыта оказались лучшими, а также поддерживаться в надлежащем рабочем состоянии и быть на уровне современного научно-технического прогресса.
140. 3. Члены обеспечивают защиту этих каналов и оборудования в пределах своей юрисдикции.
141. 4. При отсутствии специальных соглашений, предусматривающих другие условия, все Члены принимают необходимые меры для обеспечения обслуживания участков международных цепей электросвязи, находящихся в их ведении.

Статья 24. ИЗВЕЩЕНИЯ О НАРУШЕНИЯХ

142. С целью облегчения применения положений статьи 44 Члены обязуются извещать друг друга о нарушениях положений настоящей Конвенции и приложений к ней Административных регламентов.

Статья 25. ПРИОРИТЕТ СООБЩЕНИЙ ЭЛЕКТРОСВЯЗИ, ОТНОСЯЩИХСЯ К БЕЗОПАСНОСТИ ЧЕЛОВЕЧЕСКОЙ ЖИЗНИ

143. Международные службы электросвязи должны предоставлять абсолютный приоритет всем сообщениям электросвязи, касающимся безопасности человеческой жизни на море, на земле, в воздухе и в космическом пространстве, а также эпидемиологическим сообщениям исключительной срочности Всемирной организации здравоохранения.

Статья 26. ПРИОРИТЕТ ПРАВИТЕЛЬСТВЕННЫХ ТЕЛЕГРАММ И ТЕЛЕФОННЫХ РАЗГОВОРОВ

144. При условии соблюдения положений статей 25 и 36 правительственные телеграммы пользуются правом приоритета перед другими телеграммами, если этот приоритет запрашивается отправителем. Равным образом правительственные телефонные разговоры могут, по особому требованию и по мере возможности, пользоваться приоритетом по отношению к другим телефонным разговорам.

Статья 27. ЗАСЕКРЕЧЕННЫЕ СООБЩЕНИЯ

145. 1. Правительственные телеграммы так же как служебные телеграммы могут составляться в засекреченном виде при всех видах связей.
146. 2. Частные телеграммы в засекреченном виде могут быть допущены между всеми странами за исключением тех, которые предварительно заявят через посредство Генерального секретаря, что они не допускают засекреченных сообщений для данной категории корреспондентов.
147. 3. Члены, которые не допускают как исходящих, так и входящих частных телеграмм в засекреченном виде, должны пропускать их транзитом, за исключением случая приостановки службы, предусмотренного в статье 20.

Статья 28. ТАКСЫ И ОСВОБОЖДЕНИЕ ОТ УПЛАТЫ СБОРОВ

148. Постановления, относящиеся к таксам, применяемым в электросвязи, и различные случаи освобождения от уплаты сборов предусмотрены в Административных регламентах, приложенных к настоящей Конвенции.

Статья 29. СОСТАВЛЕНИЕ И ПРЕДЪЯВЛЕНИЕ СЧЕТОВ

149. Урегулирование международных счетов рассматривается как текущая операция и должно производиться в соответствии с су-

шествующими международными обязательствами заинтересованных стран в тех случаях, когда их правительства заключили соглашения по этому вопросу. При отсутствии таких соглашений или особых договоров, заключенных на условиях, предусмотренных в статье 31, это урегулирование должно производиться в соответствии с положениями Административных регламентов.

Статья 30. ДЕНЕЖНАЯ ЕДИНИЦА

150. В отсутствие специальных соглашений, заключенных между Членами, денежной единицей, применяемой при установлении тарифов на услуги международной связи и при составлении международных счетов, должна быть:

— либо денежная единица Международного валютного фонда,
— либо золотой фрайк,

в том виде, как они определены в Административных регламентах. Условия их применения приведены в Приложении I к Телефонному и Телеграфному регламентам.

Статья 31. ОСОБЫЕ СОГЛАШЕНИЯ

151. Члены сохраняют за собой, за признанными ими частными эксплуатационными организациями и за другими, соответствующим образом уполномоченными на это организациями, право заключать особые соглашения по вопросам электросвязи, которые не касаются большинства Членов. Однако такие соглашения не должны противоречить положениям настоящей Конвенции или приложенных к ней Административных регламентов в отношении вредных помех, которые могут быть причиной службам радиосвязи других стран при выполнении этих соглашений.

Статья 32. РЕГИОНАЛЬНЫЕ КОФЕРЕНЦИИ, СОГЛАШЕНИЯ И ОРГАНИЗАЦИИ

152. Члены сохраняют за собой право созывать региональные конференции, заключать региональные соглашения и создавать региональные организации с целью урегулирования вопросов электросвязи, которые могут быть разрешены на региональной основе. Региональные соглашения не должны противоречить настоящей Конвенции.

ГЛАВА III. ОСОБЫЕ ПОЛОЖЕНИЯ, ОТНОСЯЩИЕСЯ К РАДИОСВЯЗИ

Статья 33. РАЦИОНАЛЬНОЕ ИСПОЛЬЗОВАНИЕ СПЕКТРА РАДИОЧАСТОТ И ОРБИТЫ ГЕОСТАЦИОНАРНЫХ СПУТНИКОВ

153. 1. Члены стараются ограничить до минимума количество используемых частот и ширину спектра, требующегося для обеспечения удовлетворительной работы необходимых служб. С этой целью они должны внедрять в кратчайшие сроки новейшие технические достижения.

154. 2. При использовании полос частот для космической радиосвязи Члены учитывают то, что частоты и орбита геостационарных спутников являются ограниченными естественными ресурсами, которые надлежит использовать эффективно, экономно, в соответствии с положениями Регламента радиосвязи, чтобы обеспечить справедливый доступ к этой орбите и к этим частотам разным странам или группам стран с учетом разных особых потребностей развивающихся стран и географического положения некоторых стран.

Статья 34. ВЗАИМНАЯ СВЯЗЬ

155. 1. Станции, обеспечивающие радиосвязь в подвижной службе, должны взаимно обмениваться в пределах их обычного назначения радиосообщениями независимо от принятой ими системы радиосвязи.
156. 2. Однако, для того чтобы не задерживать научный прогресс, положения п. 155 не препятствуют использованию радиосистемы, не способной вести связь с другими системами, при условии, что это вызвано особым характером системы и не является результатом применения оборудования, созданного исключительно с целью помешать взаимной связи.
157. 3. Несмотря на положения п. 155, станция может быть закреплена за какой-то определенной международной службой электросвязи, определяемой целью этой службы или другими обстоятельствами, не зависящими от применяемой системы.

Статья 35. ВРЕДНЫЕ ПОМЕХИ

158. 1. Все станции, независимо от их назначения, должны устанавливаться и эксплуатироваться таким образом, чтобы не причинять вредных помех радиосвязи или радиослужбам других Членов или признанных частных эксплуатационных организаций и других правомочных эксплуатационных организаций, которые осуществляют радиосвязь и работают в соответствии с предписаниями Регламента радиосвязи.
159. 2. Каждый Член обязуется требовать от признанных частных эксплуатационных организаций и от других эксплуатационных организаций, имеющих соответствующие права, соблюдения положений п. 158.
160. 3. Кроме того, Члены признают целесообразность принятия всех практически возможных мер для того, чтобы работа различных видов электроаппаратуры и оборудования не причиняла вредных помех радиосвязи или радиослужбам, указанным в п. 158.

Статья 36. ВЫЗОВЫ И СООБЩЕНИЯ О БЕДСТВИИ

161. Радиостанции обязаны принимать с предоставленным абсолютным приоритетом вызовы и сообщения о бедствии, откуда бы они ни исходили, и таким же образом отвечать на эти сообщения и немедленно принимать по ним требуемые меры.

Статья 37. ЛОЖНЫЕ ИЛИ ВВОДЯЩИЕ В ЗАБЛУЖДЕНИЕ СИГНАЛЫ БЕДСТВИЯ, СРОЧНОСТИ, БЕЗОПАСНОСТИ ИЛИ ОПОЗНАВАНИЯ

162. Члены обязуются принимать все меры, необходимые для предупреждения передачи или распространения ложных или вводящих в заблуждение сигналов бедствия, срочности, безопасности или опознавания, и содействовать обнаружению и опознаванию станций своей страны, передающих такие сигналы.

Статья 38. ОБОРУДОВАНИЕ СЛУЖБ НАЦИОНАЛЬНОЙ ОБОРОНЫ

163. 1. Члены сохраняют за собой полную свободу в отношении военного радиооборудования своих армий, военно-морских и военно-воздушных сил.
164. 2. Однако при использовании этого оборудования должны, по мере возможности, соблюдаться положения относительно оказания помощи в случае бедствия и принятия мер для предупреждения вредных помех, а также предписаний Административных регламентов, касающихся типов излучения и применения частот в соответствии с характером службы, которую они обеспечивают.
165. 3. Кроме того, если это оборудование используется в службе общего пользования или других службах, предусмотренных приложениями к данной Конвенции Административными регламентами, оно должно, как правило, придерживаться предписаний, регламентирующих такого рода службы.

ГЛАВА IV. ОТНОШЕНИЯ С ОРГАНИЗАЦИЕЙ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ И МЕЖДУНАРОДНЫМИ ОРГАНИЗАЦИЯМИ

Статья 39. ОТНОШЕНИЯ С ОРГАНИЗАЦИЕЙ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

166. 1. Отношения между Организацией Объединенных Наций и Международным союзом электросвязи определены в заключенном между этими двумя организациями Соглашении, текст которого приводится в Приложении 3 к настоящей Конвенции.
167. 2. Согласно постановлению статьи XVI вышеупомянутого Соглашения службы эксплуатации электросвязи Организации Объединенных Наций имеют право и должны соблюдать обязательства, предусмотренные в настоящей Конвенции и в Административных регламентах. Как следствие, они имеют право присутствовать с совещательным голосом на всех конференциях Союза, включая собрания Международных консультативных комитетов.

Статья 40. ОТНОШЕНИЯ С МЕЖДУНАРОДНЫМИ ОРГАНИЗАЦИЯМИ

168. В целях осуществления полной международной координации в области электросвязи Союз сотрудничает с международными организациями, имеющими связи с ним и интересы и деятельность.

ГЛАВА V. ПРИМЕНЕНИЕ КОНВЕНЦИИ И РЕГЛАМЕНТОВ

Статья 41. ОСНОВНЫЕ ПОЛОЖЕНИЯ И ОБЩИЙ РЕГЛАМЕНТ

169. В случае расхождения между каким-либо положением первой части Конвенции (основные положения, пункты 1–194) и положением второй части (Общий регламент, пункты [201–604]¹) первое имеет большую силу.

Статья 42. АДМИНИСТРАТИВНЫЕ РЕГЛАМЕНТЫ

170. 1. Положения Конвенции дополняются Административными регламентами, которые регулируют использование электросвязи и обязательны для всех Членов.
171. 2. Ратификация настоящей Конвенции в соответствии со статьей 45 или присоединение к настоящей Конвенции в соответствии со статьей 46 включает признание Административных регламентов, действующих в момент этой ратификации или присоединения.
172. 3. Члены должны ставить в известность Генерального секретаря об одобрении ими любого из пересмотренных соответствующими административными конференциями Регламентов. По мере получения извещений об одобрении Генеральный секретарь сообщает о них Членам.
173. 4. В случае расхождения между положением Конвенции и положением Административного регламента Конвенция имеет большую силу.

Статья 43. ДЕЙСТВИЕ НАХОДЯЩИХСЯ В СИЛЕ АДМИНИСТРАТИВНЫХ РЕГЛАМЕНТОВ

174. Упомянутые в п. 170 Административные регламенты — это Регламенты, действующие в момент подписания настоящей Конвенции. Они рассматриваются как приложение к настоящей Конвенции и остаются в силе с учетом частичных пересмотров, которые могут быть приняты в соответствии с п. 53, до момента вступления в силу новых Регламентов, составленных соответствующими Всемирными административными конференциями и заменяющих их в качестве приложений к настоящей Конвенции.

Статья 44. ВЫПОЛНЕНИЕ КОНВЕНЦИИ И РЕГЛАМЕНТОВ

175. 1. Члены обязуются соблюдать положения настоящей Конвенции и приложенных к ней Административных регламентов во всех учреждениях и на всех станциях электросвязи, созданных или эксплуатируемых ими, которые обеспечивают международную службу или могут причинять вредные помехи службам радиосвязи других стран, за исключением тех служб, которые освобождены от таких обязательств согласно статье 38.
176. 2. Они должны также принимать необходимые меры к тому, чтобы обеспечить соблюдение положений настоящей Конвенции и Административных регламентов организациями, которые полу-

¹ Reads as "201 to 643" in the authentic Chinese, English, French and Spanish texts — Se lit «201 à 643» dans les textes authentiques anglais, chinois, espagnol et français.

чили их разрешенные на создание и эксплуатацию служб электросвязи и которые участвуют в международной службе или эксплуатируют станции, способные причинять вредные помехи службам радиосвязи других стран.

Статья 45. РАТИФИКАЦИЯ КОНВЕНЦИИ

177. 1. Настоящая Конвенция должна быть ратифицирована каждым из подписавших ее правительств согласно конституционным правилам, действующим в их странах. Ратификационные грамоты должны быть в кратчайший срок направлены дипломатическим путем и посредством правительства страны местопребывания Союза Генеральному секретарю, который извещает об этом Членов.
178. 2. (1) В течение двух лет со дня вступления в силу настоящей Конвенции любое подписавшее ее правительство пользуется правами, предоставляемыми Членам Союза в п.п. 8–11, даже если оно не депонировало ратификационную грамоту согласно условиям, предусмотренным в п. 177.
179. (2) По истечении двух лет со дня вступления в силу настоящей Конвенции любое подписавшее ее правительство, не депонировавшее ратификационную грамоту согласно условиям, предусмотренным в п. 177, не имеет больше права голосовать на конференциях Союза, на сессиях Административного совета, на собраниях постоянных органов Союза или при письменном опросе, проводимом в соответствии с положениями Конвенции, до тех пор, пока не будет депонирована ратификационная грамота. Права этого правительства, кроме прав на голосование, не затрагиваются.
180. 3. После вступления в силу настоящей Конвенции в соответствии со статьей 52 каждая ратификационная грамота приобретает силу со дня ее депонирования у Генерального секретаря.
181. 4. В случае если одно или несколько подписавших Конвенцию правительств не ратифицирует ее, последняя продолжает действовать в отношении ратифицировавших ее правительств.

Статья 46. ПРИСОЕДИНЕНИЕ К КОНВЕНЦИИ

182. 1. Правительство какой-либо страны, которое не подписало настоящую Конвенцию, может в любое время присоединиться к ней в соответствии с положениями статьи 1.
183. 2. Акт о присоединении направляется Генеральному секретарю дипломатическим путем и через посредство правительства страны местопребывания Союза. Присоединение вступает в силу со дня депонирования Акта, если только это не обусловлено в нем иначе. Генеральный секретарь извещает Членов о присоединении и направляет каждому из них заверенную копию Акта.

Статья 47. ДЕНОНСАЦИЯ КОНВЕНЦИИ

184. 1. Каждый Член, ратифицировавший настоящую Конвенцию или присоединившийся к ней, имеет право денонсировать ее путем

извещения, адресуемого Генеральному секретарю дипломатическим путем через посредство правительства страны местопребывания Союза. Генеральный секретарь извещает об этом других Членов.

185. 2. Эта денонсация вступает в силу по истечении одного года со дня получения извещения Генеральным секретарем.

Статья 48. ОТМЕНА МЕЖДУНАРОДНОЙ КОНВЕНЦИИ ЭЛЕКТРОСВЯЗИ, МАЛАГА-ТОРРЕМОЛИНОС (1973 г.)

186. Настоящая Конвенция отменяет и заменяет в отношениях между договаривающимися правительствами Международную конвенцию электросвязи, Малага-Торремолинос (1973 г.).

Статья 49. ОТНОШЕНИЯ С НЕДОГОВАРИВАЮЩИМИСЯ ГОСУДАРСТВАМИ

187. Все Члены сохраняют за собой и за признанными ими частными эксплуатационными организациями право определять условия, на которых они согласны допустить обмен сообщениями электросвязи с государствами, не являющимися участниками настоящей Конвенции. Если сообщение, передаваемое по электросвязи и исходящее от недоговаривающегося государства, принимается каким-либо Членом, оно должно быть передано и, насколько при этом используются каналы электросвязи Члена Союза, к этому сообщению должны применяться обязательные положения Конвенции и Административных регламентов.

Статья 50. РАЗРЕШЕНИЕ СПОРОВ

188. 1. Члены могут разрешить свои споры по вопросам, относящимся к толкованию или к применению настоящей Конвенции или Регламентов, предусмотренных в статье 42, дипломатическим путем или в соответствии с порядком, установленным двусторонними или многосторонними договорами, заключенными между ними для разрешения международных споров или любым другим способом, взаимно согласованным между ними.
189. 2. В случае если ни один из тех методов разрешения спора не будет принят, любой Член, участвующий в споре, может прибегнуть к арбитражу в соответствии с порядком, определенным в Общем регламенте, или, в зависимости от случая, в Факультативном дополнительном протоколе.

ГЛАВА VI. ОПРЕДЕЛЕНИЯ

Статья 51. ОПРЕДЕЛЕНИЯ

190. В настоящей Конвенции, если только это не противоречит контексту:
191. а) термины, определенные в Приложении 2 к настоящей Конвенции, имеют тот смысл, который им присвоен в этом Приложении;

192. b) другие термины, определенные в Регламентах, указанных в статье 42, имеют тот смысл, который им присвоен в этих Регламентах.

ГЛАВА VII. ЗАКЛЮЧИТЕЛЬНЫЕ ПОСТАНОВЛЕНИЯ

Статья 52. ВСТУПЛЕНИЕ В СИЛУ И РЕГИСТРАЦИЯ КОНВЕНЦИИ

193. Настоящая Конвенция вступает в силу 1-го января 1984 года между Членами, ратификационные грамоты или акты о присоединении которых депонированы до этой даты.
194. В соответствии с положениями статьи 102 Устава Организации Объединенных Наций Генеральный секретарь Союза регистрирует настоящую Конвенцию в Секретариате Организации Объединенных Наций.

ВТОРАЯ ЧАСТЬ. ОБЩИЙ РЕГЛАМЕНТ

ГЛАВА VIII. ДЕЯТЕЛЬНОСТЬ СОЮЗА

Статья 53. ПОЛНОМОЧНАЯ КОНФЕРЕНЦИЯ

201. 1. (1) Полномочная конференция созывается в соответствии с положениями п. 34.
202. (2) Дата и место проведения Полномочной конференции устанавливаются по возможности предшествующей Полномочной конференцией; в противном случае они определяются Административным советом по согласованию с большинством Членов Союза.
203. 2. (1) Дата и место проведения очередной Полномочной конференции либо одно из них могут быть изменены:
204. a) по просьбе по меньшей мере одной четвертой части Членов Союза, направляемой в индивидуальном порядке Генеральному секретарю;
205. b) по предложению Административного совета.
206. (2) В любом случае новая дата или место, либо то и другое должны быть определены с согласия большинства Членов Союза.

Статья 54. АДМИНИСТРАТИВНЫЕ КОНФЕРЕНЦИИ

207. 1. (1) Повестка дня административной конференции устанавливается Административным советом по согласованию с большинством Членов Союза в том случае, если речь идет о всемирной административной конференции, или с большинством Членов соответствующего района в том случае, если дело касается региональной административной конференции, при условии соблюдения положений п. 229.
208. (2) В случае необходимости в повестку дня включается любой вопрос, который Полномочная конференция постановила в нее ввести.
209. (3) Всемирная административная конференция по вопросам радиосвязи может также включить в свою повестку дня указания

Международному комитету регистрации частот в отношении его деятельности, а также может контролировать эту деятельность. Всемирная административная конференция может включать в свои решения, в зависимости от случая, указания или требования постоянным органам Союза.

210. 2. (1) Всемирная административная конференция созывается:
211. a) по решению Полномочной конференции, которая может назначать дату и место ее проведения;
212. b) по рекомендации предыдущей всемирной административной конференции при условии одобрения Административным советом;
213. c) по просьбе по меньшей мере одной четвертой части Членов Союза, которые в индивидуальном порядке направляют ее Генеральному секретарю.
214. d) по предложению Административного совета.
215. (2) В случаях, предусмотренных п.п. 212, 213 и 214 и при необходимости в случае, указанном в п. 211, дата и место проведения конференции определяются Административным советом по согласованию с большинством Членов Союза при соблюдении положений п. 229.
216. 3. (1) Региональная административная конференция созывается:
217. a) по решению Полномочной конференции;
218. b) по рекомендации предшествующей всемирной или региональной административной конференции при условии одобрения Административным советом;
219. c) по просьбе по меньшей мере одной четвертой части Членов данного района, которые в индивидуальном порядке направляют ее Генеральному секретарю.
220. d) по предложению Административного совета.
221. (2) В случаях, оговоренных в п.п. 218, 219 и 220, и при необходимости в п. 217, дата и место проведения конференции определяются Административным советом по согласованию с большинством Членов Союза данного района при соблюдении положений п. 229.
222. 4. (1) Повестка дня, дата и место проведения конференции могут быть изменены:
223. a) по просьбе по меньшей мере одной четвертой части Членов Союза в случае всемирной административной конференции либо по меньшей мере одной четвертой части Членов Союза данного района, если речь идет о региональной административной конференции. Каждая страна в отдельности посылает свою просьбу Генеральному секретарю, который передает все просьбы на одобрение Административного совета;
224. b) по просьбе Административного совета.
225. (2) В случаях, предусмотренных в п.п. 223 и 224, предложенные изменения окончательно не утверждаются до тех пор, пока они не приняты большинством Членов Союза в случае всемирной административной конференции, или большинством Членов Союза дан-

ного района в случае региональной административной конференции, при соблюдении положений п. 229.

226. 5. (1) Полномочная конференция или Административный совет могут считать целесообразным до основной сессии административной конференции провести подготовительную сессию, чтобы подготовить и представить отчет о технических основах работы конференции.
227. (2) Созыв подготовительной сессии и ее повестка дня должны быть одобрены большинством Членов Союза в случае всемирной административной конференции, или большинством Членов Союза данного района в случае региональной административной конференции, при соблюдении положений п. 229.
228. (3) Если только пленарное собрание подготовительной сессии административной конференции не решит иначе, документы, принятые им в окончательном виде, объединяются в отчет, который также утверждается пленарным собранием и подписывается председателем.
229. 6. При консультациях, о которых говорится в п.п. 207, 215, 221, 225 и 227, Члены Союза, которые не ответили в срок, установленный Административным советом, не считаются участниками консультаций и, следовательно, не учитываются при подсчете большинства. Если количество ответов не превышает половины опрошенных Членов, проводится повторная консультация, результатом которой является решающим, независимо от количества поданных голосов.
230. 7. В том случае, если Полномочной конференцией, Административным советом или предыдущей административной конференцией МККР поручается подготовить технические основы проведения административной конференции и если Административный совет примет необходимые бюджетные постановления, то МККР может собрать подготовительное собрание к административной конференции, которое проводится до ее проведения. Директор МККР через Генерального секретаря представляет отчет об этом подготовительном собрании в виде вклада на административную конференцию.

Статья 55. АДМИНИСТРАТИВНЫЙ СОВЕТ

231. 1. (1) Административный совет состоит из Членов Союза, избранных Полномочной конференцией.
232. (2) Если в период между двумя Полномочными конференциями место в Административном совете становится вакантным, оно по праву переходит Члену Союза из того же района, получившему на предыдущих выборах наибольшее количество голосов, но кандидатура которого была отклонена.
233. (3) Место в Административном совете считается вакантным:
234. а) если Член Совета не был представлен на двух последовательных ежегодных сессиях Административного совета;

235. *b)* если Член Союза отказывается от членства в Совете.
236. 2. Лицо, назначенное для работы в Административном совете Членом этого Совета, должно быть, по возможности, либо служащим данной администрации связи, либо непосредственно нести ответственность перед этой администрацией или от ее имени; это лицо должно иметь опыт работы в службах электросвязи.
237. 3. В начале каждой ежегодной сессии Административный совет избирает из числа своих Членов и с учетом принципа ротации между районами председателя и заместителя председателя. Они исполняют свои обязанности до открытия следующей ежегодной сессии и не могут быть избраны вновь. В отсутствие председателя его замещает заместитель председателя.
238. 4. (1) Административный совет собирается на ежегодную сессию в месте пребывания Союза.
239. (2) В ходе этой сессии он может в исключительном случае принять решение о созыве дополнительной сессии.
240. (3) В период между обычными сессиями он может быть созван, как правило, в месте пребывания Союза председателем по просьбе большинства его Членов или по инициативе председателя в тех случаях, которые оговорены в п. 267.
241. 5. Генеральный секретарь и заместитель Генерального секретаря, председатель и заместитель председателя Международного комитета регистрации частот и директора Международных консультативных комитетов могут по праву участвовать в прениях Административного совета без участия в голосовании. Однако Совет может проводить заседания с участием только своих членов.
242. 6. Генеральный секретарь исполняет обязанности секретаря Административного совета.
243. 7. Административный совет принимает решения только на сессии. В порядке исключения на сессии Совета может быть принято решение об урегулировании какого-либо вопроса путем переноса.
244. 8. Представитель каждого из Членов Административного совета имеет право присутствовать в качестве наблюдателя на всех заседаниях постоянных органов Союза, упомянутых в п.п. 31, 32 и 33.
245. 9. Союз оплачивает только дорожные расходы, суточные и расходы по страхованию представителя каждого Члена Административного совета, связанные с исполнением им своих обязанностей на сессиях Совета.
246. 10. При исполнении своих обязанностей, предписанных настоящей Конвенцией, Административный совет, в частности:
247. *a)* обеспечивает в период между Полномочными конференциями координацию со всеми международными организациями, указанными в статьях 39 и 40; с этой целью заключает от имени Союза временные соглашения с международными организациями, указанными в статье 40, и с Организацией Объединенных

- Наций во исполнение Соглашения между Организацией Объединенных Наций и Международным союзом электросвязи; эти временные соглашения должны быть представлены следующей Полномочной конференции в соответствии с п. 46;
248. *b)* выносит постановления об исполнении решений, имеющих финансовые последствия, принятых или представленных административными конференциями или пленарными ассамблеями Международных консультативных комитетов. Поступая таким образом, Административный совет руководствуется положениями статьи 80;
249. *c)* рассматривает предложения и принимает решения о структурных изменениях постоянных органов Союза, представленных Генеральным секретарем;
250. *d)* рассматривает и утверждает долгосрочные планы, касающиеся штатного расписания и персонала Союза;
251. *e)* устанавливает численность и классификацию персонала Генерального секретариата и специализированных секретариатов постоянных органов Союза с учетом общих директив, данных Полномочной конференцией, и в соответствии с п. 104, утверждает перечень должностей профессиональной и высшей категории, на которые, принимая во внимание постоянный прогресс в технике и вопросах эксплуатации электросвязи и с целью использования наиболее квалифицированных специалистов, рекомендованных Членами Союза, должны набираться лица по фиксированным контрактам с возможностью их продления. Этот перечень должен представляться Генеральным секретарем по согласованию с Координационным комитетом и должен регулярно пересматриваться;
252. *f)* составляет такие регламенты, которые он может считать необходимыми для административной и финансовой деятельности Союза, а также Административные регламенты, в которых должна учитываться текущая практика Организации Объединенных Наций и специализированных учреждений, применяющих общую систему окладов, пособий и пенсий;
253. *g)* контролирует административную деятельность Союза и определяет соответствующие меры, направленные на эффективную рационализацию этой деятельности;
254. *h)* пересматривает и утверждает ежегодный бюджет Союза и предварительный бюджет на следующий год с учетом предельных размеров расходов, установленных Полномочной конференцией, осуществляя строжайшую экономию, но помня при этом об обязательстве Союза в возможно более короткий срок достигнуть удовлетворительных результатов посредством проведения конференций и выполнения рабочих программ постоянных органов; проводя это в жизнь, Совет учитывает мнение Координационного комитета, сообщенное Генеральным секретарем и касающееся планов работы, о которых говорится в п. 302, и результаты всевозможных анализов расходов, упоминаемых в п.п. 301 и 304;

255. *i)* организует ежегодную проверку счетов Союза, составляемых Генеральным секретарем, и утверждает их, если это необходимо, для представления следующей Полномочной конференции;
256. *j)* согласовывает, если необходимо:
257. 1. основную шкалу окладов персонала профессиональной и высших категорий, за исключением окладов для избираемых служащих с тем, чтобы она соответствовала основной шкале окладов, принятой Организацией Объединенных Наций для соответствующих категорий общей системы;
258. 2. основную шкалу окладов персонала категорий общих служб с тем, чтобы согласовать с окладами, принятыми в Организации Объединенных Наций и в специализированных учреждениях в месте пребывания Союза;
259. 3. должностные надбавки персоналу профессиональной и высших категорий, включая избираемых служащих, в соответствии с решениями Организации Объединенных Наций, действующими в месте пребывания Союза;
260. 4. надбавки для всего персонала Союза в соответствии со всеми изменениями, принятыми в общей системе Организации Объединенных Наций;
261. 5. взносы Союза и персонала в объединенный пенсионный фонд персонала Организации Объединенных Наций в соответствии с решениями правления этого фонда;
262. 6. надбавки на удорожание стоимости жизни членам пенсионного фонда персонала Союза в соответствии с практикой Организации Объединенных Наций;
263. *k)* принимает необходимые меры для созыва Полномочных и административных конференций Союза согласно статьям 53 и 54;
264. *l)* представляет на Полномочную конференцию все рекомендации, которые он считает полезными;
265. *m)* изучает и координирует рабочие программы и их выполнение постоянными органами Союза, включая распорядок собраний, и, в частности, принимает меры, которые он считает целесообразными в отношении сокращения количества и продолжительности конференций и собраний, а также снижения расходов, предусмотренных для проведения конференций и собраний;
266. *n)* дает соответствующие указания постоянным органам Союза, с согласия большинства Членов Союза, если речь идет о Всемирной административной конференции, или большинства Членов Союза, принадлежащих соответствующему району, если речь идет о региональной административной конференции, в отношении технической и иной помощи для подготовки и организации административных конференций;
267. *o)* производит назначение на вакантную должность Генерального секретаря и/или заместителя Генерального секретаря при условии соблюдения положений п. 103 в случаях, указанных в п. п. 69 или 70, на обычных сессиях, если они проводятся в течение

- 90 дней со дня открытия вакансии, либо на сессии, созываемой председателем в срок, установленный в п. н. 69 или 70;
268. *p)* производит назначение на вакантную должность Директора Международного консультативного комитета на следующей обычной сессии, которая созывается после открытия вакансий. Как предусмотрено в п. 323, назначенный таким образом директор исполняет свои обязанности до даты, установленной следующей Полномочной конференцией, и может быть избран на эту должность на следующей Полномочной конференции;
269. *q)* производит в соответствии с порядком, установленным в п. 315, назначение членов Международного комитета регистрации частот на посты, ставшие вакантными;
270. *r)* исполняет другие обязанности, предусмотренные настоящей Конвенцией, и, в рамках Конвенции и Административных регламентов, все обязанности, которые он считает необходимыми для надлежащего управления Союзом или каждым в отдельности постоянным органом;
271. *s)* принимает, с согласия большинства Членов Союза, необходимые меры для временного разрешения вопросов, не предусмотренных Конвенцией, Административными регламентами и приложениями к ним, и которые не могут быть отложены до урегулирования на следующей компетентной конференции;
272. *t)* представляет отчет о деятельности всех органов Союза за период, прошедший со времени последней Полномочной конференции;
273. *u)* направляет Членам Союза в кратчайший срок после каждой сессии отчеты о проделанной работе, а также все другие документы, которые он считает полезными;
274. *v)* принимает необходимые решения для обеспечения справедливого географического распределения служащих Союза и контролирует их исполнение.

Статья 56. ГЕНЕРАЛЬНЫЙ СЕКРЕТАРИАТ

275. 1. Генеральный секретарь:
276. *a)* координирует деятельность различных постоянных органов Союза с учетом мнений Координационного комитета, упомянутого в п. 96, с целью обеспечения наиболее эффективного и экономически оправданного использования персонала, а также финансовых и других ресурсов Союза;
277. *b)* организует работу Генерального секретариата и назначает сотрудников этого секретариата в соответствии с указаниями Полномочной конференции и порядком, установленным Административным советом;
278. *c)* принимает административные меры по организации специализированных секретариатов постоянных органов и назначает сотрудников этих секретариатов на основе выбора и предложений руководителей каждого постоянного органа; однако при этом окончательное решение о назначении или увольнении принадлежит Генеральному секретарю;

279. *d)* докладывает Административному совету о всех принятых Организацией Объединенных Наций и ее специализированными учреждениями решениях, которые касаются условий службы, пособий и пенсий в общей системе;
280. *e)* обеспечивает применение финансовых и административных регламентов, утвержденных Административным советом;
281. *f)* представляет органам Союза рекомендации юридического характера;
282. *g)* руководит в административных целях персоналом штаб-квартиры Союза с целью обеспечения наиболее эффективного использования этого персонала и соблюдения условий найма, существующего в общей системе персонала Союза. Служащие, назначенные для оказания непосредственной помощи директорам Консультативных комитетов и Международному комитету регистрации частот, выполняют работу под прямым руководством заинтересованных высших служащих, по в соответствии с общими административными установками Административного совета и Генерального секретаря;
283. *h)* в общих интересах Союза и по согласованию с председателем Международного комитета регистрации частот или с директором соответствующего Консультативного комитета временно использует служащих для других заданий, в зависимости от объема работы в штаб-квартире Союза. Генеральный секретарь докладывает Административному совету об этих временных перемещениях и об их финансовых последствиях;
284. *i)* обеспечивает работу секретариата до и после конференций Союза;
285. *j)* подготавливает рекомендации для первого заседания глав делегаций, упомянутого в п. 450, с учетом результатов возможных региональных консультаций;
286. *k)* обеспечивает, когда это необходимо, совместно с приглашающим правительством, работу секретариата на конференциях Союза, а также обеспечивает совместно с заинтересованным руководителем проведение собраний постоянных органов Союза, привлекая для этого, когда он считает необходимым, персонал Союза в соответствии с п. 283. При инициации запроса Генеральный секретарь может также обеспечивать на договорной основе работу секретариата на других собраниях, имеющих отношение к электросвязи;
287. *l)* обновляет официальные документы, составленные по данным постоянных органов Союза или администраций, за исключением справочного регистра и другой подобной документации, относящейся к ведению Международного комитета регистрации частот;
288. *m)* публикует основные отчеты постоянных органов Союза, а также рекомендации и эксплуатационные инструкции, составленные на основании этих рекомендаций, для использования международными службами электросвязи;

289. *n)* публикует международные и региональные соглашения по электросвязи, получаемые им от договаривающихся сторон, обновляет относящуюся к этим соглашениям документацию;
290. *o)* публикует технические нормы Международного комитета регистрации частот, а также другие сведения, касающиеся присвоения и использования частот и положений спутников на орбите геостационарных спутников, в том виде, как они подготовлены Комитетом во исполнение им своих обязанностей;
291. *p)* подготавливает, публикует и обновляет, прибегая, в случае необходимости, к помощи других постоянных органов Союза:
292. 1. документацию о составе и структуре Союза;
293. 2. общие статистические данные и официальные служебные документы Союза согласно предписаниям Административных регламентов;
294. 3. все другие документы, издание которых предписано конференциями или Административным советом;
295. *q)* собирает и публикует в соответствующей форме сведения национального и международного характера, касающиеся электросвязи во всем мире;
296. *r)* собирает и публикует совместно с другими постоянными органами Союза информацию технического или административного характера, которая могла бы быть особенно полезна для развивающихся стран, с целью оказания им помощи в улучшении их сетей связи. Следует также обратить внимание этих стран на возможности, предоставляемые международными программами в рамках Организации Объединенных Наций;
297. *s)* собирает и публикует все сведения, которые могут быть полезными для Членов в деле применения технических средств в целях содействия наибольшей производительности служб электросвязи и особенно для наилучшего использования радиочастот с целью уменьшения помех;
298. *t)* периодически издает журнал, содержащий общую информацию и документацию по вопросам электросвязи на основе имеющейся у него информации, включая предоставляемую в его распоряжение информацию от других международных организаций;
299. *u)* определяет по согласованию с директором соответствующего Международного консультативного комитета либо, в зависимости от случая, с председателем Международного комитета регистрации частот форму и внешний вид всех изданий Союза, учитывая характер и содержание, а также наиболее удобный и экономичный способ издания;
300. *v)* принимает необходимые меры для своевременной рассылки опубликованных документов;
301. *w)* после консультации с Координационным комитетом и достижения наибольшей возможной экономии составляет и представляет Административному совету проект годового бюджета и предварительный бюджет на следующий год, покрывающий расходы Союза в пределах, установленных Полномочной кон-

- ференцией, и имеющий два варианта. Один вариант должен соответствовать нулевому увеличению единицы взносов, другой — увеличению меньшему или равному любому пределу, установленному Дополнительным протоколом I, после возможного снятия сумм с резервного счета. После одобрения Советом проект бюджета и приложение, содержащее анализ расходов, передаются для информации всем Членам Союза;
302. x) после консультации с Координационным комитетом и с учетом его мнений составляет и представляет Административному совету планы будущих работ, охватывающих основные сферы деятельности в штаб-квартире Союза согласно указаниям Административного совета;
303. y) составляет и представляет Административному совету долгосрочные планы по переклассификации должностей, набору персонала и сокращению постов;
304. z) принимая во внимание мнение Координационного комитета, готовит и представляет Административному совету анализ расходов основной деятельности в штаб-квартире Союза за год, предшествующий сессии Совета, учитывая в особенности результаты, полученные от рационализации;
305. aa) с помощью Координационного комитета составляет отчет о финансовом руководстве и состоянии счетов, которые ежегодно представляются Административному совету, а также сводный баланс непосредственно перед каждой Полномочной конференцией; эти документы после проверки и одобрения Административным советом рассылаются Членам и представляются на следующую Полномочную конференцию для рассмотрения и окончательного утверждения;
306. ab) с помощью Координационного комитета составляет годовой отчет о работе Союза, который после утверждения Административным советом направляется всем Членам;
307. ac) выполняет все другие обязанности секретариата Союза;
308. ad) выполняет любые другие обязанности, которые ему поручает Административный совет;
309. 2. Генеральный секретарь или заместитель Генерального секретаря могут участвовать с правом совещательного голоса в работе Полномочных и Административных конференций Союза, а также Пленарных ассамблей Международных консультативных комитетов; их участие в заседаниях Административного совета регламентируется п. п. 241 и 242; Генеральный секретарь или его представитель могут участвовать с правом совещательного голоса во всех других собраниях Союза.

Статья 57. МЕЖДУНАРОДНЫЙ КОМИТЕТ РЕГИСТРАЦИИ ЧАСТОТ

310. 1. (1) Члены Международного комитета регистрации частот должны быть высококвалифицированными специалистами в области радиосвязи и иметь практический опыт в деле присвоения и использования частот.

311. (2) Кроме того, в целях лучшего понимания проблем, стоящих перед Комитетом согласно п. 79, каждый член должен быть знаком с географическими, экономическими и демографическими условиями какого-либо определенного района мира.
312. 2. (1) Порядок избрания устанавливается Полномочной конференцией, как это указано в п. 73.
313. (2) На каждых выборах любой исполняющий свои обязанности Член Комитета может быть вновь выдвинут в качестве кандидата той страной, гражданством которой он является.
314. (3) Члены Комитета приступают к выполнению своих обязанностей в срок, установленный той Полномочной конференцией, которая их избрала. Обычно они занимают эти должности вплоть до даты, установленной конференцией, которая избирает их преемников.
315. (4) Если в период между двумя Полномочными конференциями, которые избирают Членов Комитета, избранный Член подает в отставку, уходит с поста или умирает, председатель Комитета просит Генерального секретаря обратиться к Членам Союза заинтересованного района с просьбой выдвинуть кандидатов для избрания преемника на следующей ежегодной сессии Административного совета. Однако, если вакансия открывается более чем за 90 дней до сессии Административного совета или позже ежегодной сессии Административного совета, которая предшествует следующей Полномочной конференции, страна, подданым которой был этот Член, назначает в кратчайший срок и в течение 90 дней преемника, который также должен являться гражданином этой страны и который занимает эту должность вплоть до вступления на нее нового Члена, избранного Административным советом, или до вступления в должность новых Членов Комитета, избранных следующей Полномочной конференцией. В обоих случаях транспортные расходы преемника покрываются за счет его администрации. В зависимости от случая кандидатура преемника может быть представлена на выборы Административным советом или Полномочной конференцией.
316. 3. (1) Порядок работы Комитета определен в Регламенте радиосвязи.
317. (2) Члены Комитета избирают из своего числа сроком на один год председателя и заместителя председателя. Затем через год заместитель председателя становится председателем и избирается новый заместитель председателя.
318. (3) Комитет имеет в своем распоряжении специализированный секретариат.
319. 4. Ни один Член Комитета в ходе исполнения своих функций не должен запрашивать или получать указания относительно выполнения им своих обязанностей от любого правительства или члена правительства, либо от любой общественной или частной организации или лица. Кроме того, каждый Член обязан уважать международный характер Комитета и деятельность его Членов и

ни в коем случае не должен пытаться оказывать на какого-либо Члена влияние при исполнении им своих обязанностей.

Статья 58. МЕЖДУНАРОДНЫЕ КОНСУЛЬТАТИВНЫЕ КОМИТЕТЫ

320. 1. Деятельность каждого Международного консультативного комитета обеспечивается:
321. a) Пленарной ассамблеей, которая собирается обычно раз в четыре года. Если созывается соответствующая всемирная административная конференция, то Пленарная ассамблея должна проводиться, если это возможно, не менее чем за восемь месяцев до начала этой конференции;
322. b) исследовательскими комиссиями, которые создаются Пленарной ассамблеей для рассмотрения вопросов, подлежащих изучению;
323. c) директором, избранным Полномочной конференцией на период между двумя Полномочными конференциями. Он может быть избран вновь на следующей Полномочной конференции. Если эта должность неожиданно оказывается вакантной, следующая ежегодная сессия Административного совета назначает нового директора в соответствии с п. 268;
324. d) специализированным секретариатом, который помогает директору;
325. e) лабораториями или техническими установками, созданными Союзом.
326. 2. (1) Вопросы, изучаемые каждым Международным консультативным комитетом, по которым он должен принимать рекомендации, передаются ему на рассмотрение Полномочной конференцией, административной конференцией, Административным советом, другим Консультативным комитетом либо Международным комитетом регистрации частот в дополнение к тем вопросам, которые решила поставить на изучение Пленарная ассамблея самого Консультативного комитета, или к вопросам, изучение которых было занесено или одобрено путем переписки в период между Пленарными ассамблеями не менее чем двадцатью Членами Союза.
327. (2) По просьбе заинтересованных стран каждый Консультативный комитет может также проводить изучения и давать рекомендации по проблемам, касающимся национальной электросвязи этих стран. Изучение этих вопросов должно проходить в соответствии с п. 326. В тех случаях, когда это изучение включает сравнение многих возможных технических решений, могут быть приняты во внимание экономические факторы.

Статья 59. КООРДИНАЦИОННЫЙ КОМИТЕТ

328. 1. (1) Координационный комитет оказывает помощь Генеральному секретарю по всем вопросам, перечисленным в п. 97; он помогает Генеральному секретарю в выполнении возложенных на него обязанностей в силу п. п. 276, 298, 301, 302, 305 и 306.

329. (2) Комитет отвечает за обеспечение координации со всеми международными организациями, указанными в статьях 39 и 40, по вопросам представительства постоянных органов Союза на конференциях, проводимых этими организациями.
330. (3) Комитет рассматривает результаты деятельности Союза в области технического сотрудничества и представляет рекомендации Административному совету через посредство Генерального секретаря.
331. 2. Комитет должен стремиться к единодушному принятию решений. Если председателя Комитета не поддерживает большинство Членов Комитета, то в исключительных случаях он может принимать решение под свою ответственность, если он считает необходимым срочно урегулировать вопросы, не дожидаясь очередной сессии Административного совета. В этих случаях он в кратчайший срок составляет в письменной форме отчет для Членов Административного совета по этим вопросам, указав причины, которые вынудили его принять подобные решения, и сообщив мнения других Членов Комитета, изложенные в письменном виде. Если вопросы, рассмотренные таким образом, не являются срочными, по тем же менее важным, они должны представляться на рассмотрение очередной сессии Административного совета.
332. 3. Комитет собирается по созыву своего председателя не реже одного раза в месяц; в случае необходимости он может собираться по просьбе двух его Членов.
333. 4. Отчет о работе Координационного комитета составляется и передается по их просьбе Членам Административного совета.

ГЛАВА IX. ОБЩИЕ ПОЛОЖЕНИЯ ОТНОСИТЕЛЬНО КОНФЕРЕНЦИЙ

Статья 60. ПРИГЛАШЕНИЕ И ДОПУСК НА ПОЛНОМОЧНЫЕ КОНФЕРЕНЦИИ ПРИ НАЛИЧИИ ПРИГЛАШАЮЩЕГО ПРАВИТЕЛЬСТВА

334. 1. Приглашающее правительство по согласованию с Административным советом устанавливает окончательную дату и точное место проведения конференции.
335. 2. (1) За год до этой даты приглашающее правительство рассылает приглашение правительству каждой страны-Члена Союза.
336. (2) Эти приглашения могут посылаться либо непосредственно приглашающим правительством, либо через посредство Генерального секретаря или через другое правительство.
337. 3. Генеральный секретарь направляет приглашение Организации Объединенных Наций в соответствии со статьей 39 и всем региональным организациям электросвязи, указанным в статье 32, по их просьбе.
338. 4. Приглашающее правительство с согласия или по предложению Административного совета может, на основе взаимности, приглашать наблюдателей из специализированных учреждений Организации Объединенных Наций и Международного агентства

по атомной энергии для участия в конференциях с совещательным голосом.

339. 5. (1) Ответы Членов должны быть получены приглашающим правительством не позднее чем за месяц до открытия конференции и должны содержать возможно более полную информацию о составе делегации.
340. (2) Эти ответы могут быть посланы либо непосредственно приглашающему правительству, либо через посредство Генерального секретаря, либо через другое правительство.
341. 6. Все постоянные органы Союза представлены на конференциях с совещательным голосом.
342. 7. На Полномочные конференции допускаются:
343. a) делегации, как они определены в Приложении 2;
344. b) наблюдатели от Организации Объединенных Наций;
345. c) наблюдатели от региональных организаций электросвязи в соответствии с п. 337;
346. d) наблюдатели от специализированных учреждений и Международного агентства по атомной энергии в соответствии с п. 338.

Статья 61. ПРИГЛАШЕНИЕ И ДОПУСК НА АДМИНИСТРАТИВНЫЕ КОНФЕРЕНЦИИ ПРИ НАЛИЧИИ ПРИГЛАШАЮЩЕГО ПРАВИТЕЛЬСТВА

347. 1. (1) Положения п. п. 334–340 применяются к административным конференциям.
348. (2) Члены Союза могут сообщать признанным или частным эксплуатационным организациям о полученном приглашении.
349. 2. (1) С согласия Административного совета или по его предложению приглашающее правительство может известить международные организации, которые заинтересованы в направлении наблюдателей для участия в конференции с совещательным голосом.
350. (2) Заинтересованные международные организации направляют приглашающему правительству просьбу о допуске в течение двух месяцев со дня извещения.
351. (3) Приглашающее правительство собирает просьбы, а решение о допуске принимается самой конференцией.
352. 3. На Административные конференции допускаются:
353. a) делегации, как они определены в Приложении 2;
354. b) наблюдатели от Организации Объединенных Наций;
355. c) наблюдатели от региональных организаций электросвязи, указанных в статье 32;
356. d) наблюдатели от специализированных учреждений и Международного агентства по атомной энергии в соответствии с п. 338;
357. e) наблюдатели от международных организаций, допускаемые в соответствии с п. п. 349–351;

358. *f)* представители признанных частных эксплуатационных организаций, официально уполномоченных той страной-Членом, к которой они принадлежат;
359. *g)* постоянные органы Союза с правом совещательного голоса в случае обсуждения вопросов, входящих в их компетенцию. В случае необходимости конференция может пригласить постоянный орган, который сам не счит нужным быть на ней представленным;
360. *h)* наблюдатели от стран-Членов Союза, участвующие без права голоса в региональной административной конференции района, к которому эти Члены не принадлежат.

Статья 62. ПОРЯДОК СОЗЫВА ВСЕМИРНЫХ АДМИНИСТРАТИВНЫХ КОНФЕРЕНЦИЙ ПО ПРОСЬБЕ ЧЛЕНОВ СОЮЗА ИЛИ ПО ПРЕДЛОЖЕНИЮ АДМИНИСТРАТИВНОГО СОВЕТА

361. 1. Члены Союза, которые желают, чтобы была созвана Всемирная административная конференция, ставят об этом в известность Генерального секретаря, указывая при этом предлагаемые повестку дня, место и дату созыва конференции.
362. 2. По получении аналогичных просьб не менее чем от одной четверти Членов Союза, Генеральный секретарь сообщает об этом наиболее подходящими средствами электросвязи всем Членам и просит их известить его в течение шести недель об их согласии или несогласии с данным предложением.
363. 3. Если большинство Членов, определенное в соответствии с п. 229, принимает предложение в целом, т. е. одобряет повестку дня, дату созыва и место проведения предлагаемого собрания, Генеральный секретарь уведомляет об этом всех Членов наиболее подходящими средствами электросвязи.
364. 4. (1) Если принятое предложение предполагает созыв конференции вне места пребывания Союза, Генеральный секретарь запрашивает правительство заинтересованной страны, согласно ли оно быть приглашающим правительством.
365. (2) Если получен положительный ответ, Генеральный секретарь с согласия этого правительства принимает необходимые меры для созыва конференции.
366. (3) Если получен отрицательный ответ, Генеральный секретарь предлагает Членам, желающим созвать эту конференцию, внести новые предложения относительно места ее проведения.
367. 5. Если принятое предложение предусматривает созыв конференции в месте пребывания Союза, применяются положения статьи 64.
368. 6. (1) Если с предложением в целом (повесткой дня, местом и датой созыва) не согласно большинство Членов, определенное в соответствии с п. 229, то Генеральный секретарь информирует Членов Союза о полученных ответах, приглашая их выразить в течение шести недель окончательное мнение по спорному пункту или пунктам.

369. (2) Эти пункты считаются принятыми, если они одобрены большинством Членов, определенным согласно п. 229.
370. 7. Вышеуказанный порядок применяется также в том случае, если предложение о созыве Всемирной административной конференции исходит от Административного совета.

Статья 63. ПОРЯДОК СОЗЫВА РЕГИОНАЛЬНЫХ АДМИНИСТРАТИВНЫХ КОНФЕРЕНЦИЙ ПО ПРОСЬБЕ ЧЛЕНОВ СОЮЗА ИЛИ ПО ПРЕДЛОЖЕНИЮ АДМИНИСТРАТИВНОГО СОВЕТА

371. В случае региональных административных конференций порядок, описанный в статье 62, применяется только в отношении Членов из соответствующего района. Если конференция созывается по инициативе Членов данного района, достаточно, чтобы Генеральный секретарь получил аналогичные просьбы от одной четверти всех Членов из данного района.

Статья 64. ПОЛОЖЕНИЯ О КОНФЕРЕНЦИЯХ, СОЗЫВАЕМЫХ ПРИ ОТСУТСТВИИ ПРИГЛАШАЮЩЕГО ПРАВИТЕЛЬСТВА

372. Если конференция созывается без приглашающего правительства, применяются положения статей 60 и 61. Генеральный секретарь после получения согласия Правительства Швейцарской Конфедерации принимает необходимые меры по созыву и организации конференции в месте пребывания Союза.

Статья 65. ПОЛОЖЕНИЯ, ОБЩИЕ ДЛЯ ВСЕХ КОНФЕРЕНЦИЙ; ИЗМЕНЕНИЕ ДАТЫ ИЛИ МЕСТА СОЗЫВА КОНФЕРЕНЦИИ

373. 1. Положения статей 62 и 63 применяются по аналогии и в том случае, когда речь идет об изменении даты и места созыва конференции или одного из них по просьбе Членов Союза или по предложению Административного совета. Однако подобные изменения могут быть произведены только в том случае, если в соответствии с положениями п. 229 за них высказалось большинство заинтересованных Членов.
374. 2. Любой Член, предлагающий изменить дату или место проведения конференции, обязан сам заручиться поддержкой необходимого числа других Членов.
375. 3. В надлежащем случае Генеральный секретарь сообщает в извещении, о котором говорится в п. 362, о вероятных финансовых последствиях изменения места или даты, например, если уже произведены расходы на подготовку конференции в первоначально выбранном месте.

Статья 66. СРОКИ И ПОРЯДОК ПРЕДСТАВЛЕНИЯ ПРЕДЛОЖЕНИЙ И ОТЧЕТОВ КОНФЕРЕНЦИЯМ

376. 1. Непосредственно после рассылки приглашений Генеральный секретарь просит Членов прислать ему в четырехмесячный срок предложение, относящиеся к работе конференции.

377. 2. Любое предложение, принятие которого влечет за собой пересмотр текста Конвенции или Административных регламентов, должно иметь ссылки на номера пунктов тех частей текста, которые требуют такого пересмотра. В каждом случае должны быть даны мотивы предложения в самой краткой форме.
378. 3. Генеральный секретарь рассылает поступившие предложения всем Членам Союза по мере их получения.
379. 4. Генеральный секретарь собирает и систематизирует предложения, полученные от администраций, Административного совета, Пленарных ассамблей Международных консультативных комитетов и подготовительных собраний к конференциям в зависимости от случая, и рассылает их Членам не позднее чем за четыре месяца до открытия конференции. Избираемые служащие Союза не правомочны представлять предложения.

Статья 67. Полномочия делегаций на конференциях

380. 1. Делегация, направляемая на конференцию Членом Союза, должна быть облечена надлежащими полномочиями согласно п. п. 381–387.
381. 2. (1) Аккредитование делегаций на Полномочной конференции производится посредством полномочий, подписанных главой государства, главой правительства или министром иностранных дел.
382. (2) Аккредитование делегаций на Административные конференции производится посредством полномочий, подписанных главой государства, главой правительства, министром иностранных дел или министром, в чье ведение входят вопросы, рассматриваемые на конференции.
383. (3) При условии подтверждения, исходящего от властей, указанных в п. п. 381 или 382, и полученного до подписания заключительных актов, делегация может быть временно уполномочена главой дипломатического представительства своей страны при правительстве той страны, где проводится конференция. Если конференция проходит в стране местопребывания Союза, делегация может быть временно уполномочена главой постоянного представительства своей страны при Отделении Организации Объединенных Наций в Женеве.
384. 3. Полномочия принимаются в том случае, если они подписаны соответствующими властями, указанными в п. п. 381–383, и отвечают одному из следующих условий:
385. — предоставляют делегации все полномочия;
386. — разрешают делегации представлять свое правительство без каких-либо ограничений;
387. — дают делегации или некоторым ее Членам право подписывать заключительные акты.
388. 4. (1) Делегация, полномочия которой признаны пленарным заседанием действительным, имеет право голосовать от имени заинтересованного Члена и подписывать заключительные акты.

389. (2) Делегация, чьи полномочия не признаются действительными пленарным заседанием, не имеет права ни голосовать, ни подписывать Заключительные акты до тех пор, пока такое положение не будет урегулировано.
390. 5. Полномочия должны быть представлены в секретариат конференции как можно раньше. Специальной комиссии, как она определена в п. 471, поручается их проверка; она представляет пленарному заседанию отчет о проверке полномочий в срок, установленный этим заседанием. В ожидании решения пленарного заседания относительно полномочий делегация Члена Союза имеет право участвовать в работе конференции и голосовать от имени этого Члена.
391. 6. Как правило, Члены Союза должны стремиться посылать на конференции Союза свои собственные делегации. Однако, если Член Союза в силу особых причин не может прислать свою собственную делегацию, он может уполномочить делегацию другого Члена голосовать и подписывать документы от его имени. Такая передача полномочий должна быть удостоверена документом, подписанным любым лицом, указанным в п. п. 381 или 382.
392. 7. Делегация, имеющая право голоса, может поручить другой делегации, имеющей право голоса, голосовать за нее в течение одного или нескольких заседаний, на которых она не может присутствовать. В таком случае она заблаговременно уведомляет об этом председателя конференции в письменной форме.
393. 8. Делегация не может использовать более чем один голос по доверенности.
394. 9. Полномочия и передача полномочий, сообщенные телеграммой, не принимаются. Однако принимаются телеграфические ответы на вопросы председателя или секретариата конференции относительно разъяснения положения о полномочиях.

ГЛАВА X. ОБЩИЕ ПОЛОЖЕНИЯ, КАСАЮЩИЕСЯ МЕЖДУНАРОДНЫХ КОНСУЛЬТАТИВНЫХ КОМИТЕТОВ

Статья 68. УСЛОВИЯ УЧАСТИЯ

395. 1. Члены Международных консультативных комитетов, перечисленные в п. п. 87 и 88, могут участвовать во всех видах деятельности данного Консультативного комитета.
396. 2. (1) Любая просьба об участии в работе какого-либо Консультативного комитета, исходящая от признанной частной эксплуатационной организации, должна быть одобрена Членом, который ее признал. Этот Член адресует просьбу Генеральному секретарю, который доводит ее до сведения всех Членов и директора этого Комитета. Директор Консультативного комитета сообщает организации о принятых в связи с этим действиях.
397. (2) Признанная частная эксплуатационная организация не может действовать от имени Члена, который ее признал, если только

Член не сообщает в каждом конкретном случае соответствующему Консультативному комитету, что она уполномочена им на это.

398. 3. (1) Международные организации и региональные организации электросвязи, указанные в статье 32, которые координируют свою работу с деятельностью Международного союза электросвязи и связаны с ней, могут быть допущены к участию в работе Консультативных комитетов с совещательным голосом.
399. (2) Первая просьба об участии в работе какого-либо Консультативного комитета, исходящая от международной организации или региональной организации электросвязи, указанных в статье 32, адресуется Генеральному секретарю, который ставит о ней в известность всех Членов, используя для этого наиболее подходящее средство электросвязи и просит их сообщить, можно ли эту просьбу удовлетворить; просьба удовлетворяется, если большая часть полученных в течение месяца ответов от Членов является положительной. Генеральный секретарь сообщает о результатах этого опроса всем Членам и членам Координационного комитета.
400. 4. (1) Научные или промышленные организации, которые занимаются изучением проблем электросвязи либо проектированием или производством оборудования для служб электросвязи, могут допускаться к участию в собраниях исследовательских комиссий Консультативных комитетов с совещательным голосом при условии, что их участие одобрено администрациями заинтересованных стран.
401. (2) Любая просьба о допуске на собрания исследовательских комиссий какого-либо Консультативного комитета, исходящая от научной или промышленной организации, должна быть одобрена администрацией заинтересованной страны. Просьба адресуется этой администрацией Генеральному секретарю, который сообщает об этом всем Членам и директору Комитета. Директор Консультативного комитета сообщает научной или промышленной организации о принятых в связи с этим действиях.
402. 5. Любая признанная частная консультационная организация, международная организация, региональная организация электросвязи или научная или промышленная организация, допущенная к участию в работе какого-либо Международного консультативного комитета, имеет право отказаться от участия, известив об этом Генерального секретаря. Такой отказ вступает в силу по истечении одного года со дня получения извещения Генеральным секретарем.

Статья 69. ФУНКЦИИ ПЛЕНАРНОЙ АССАМБЛЕИ

403. Пленарная ассамблея:
404. а) рассматривает отчеты исследовательских комиссий и одобряет, изменяет или отклоняет проекты рекомендаций, содержащиеся в этих отчетах;
405. б) рассматривает существующие вопросы с целью определения того, следует или не следует продолжать их изучение, и составляет список новых вопросов, подлежащих изучению в соответ-

- ствии с положениями п. 326. При составлении новых вопросов она должна учитывать, что, в принципе, их изучение следует завершить в срок, вдвое превышающий период между двумя Пленарными ассамблеями;
406. c) утверждает программу работы, составляемую с учетом положений п. 405, и определяет порядок изучения вопросов согласно их важности, первоочередности и срочности, учитывая при этом необходимость поддерживать потребность в средствах Союза на минимальном уровне;
407. d) в свете утвержденной программы работы, составленной с учетом положений п. 406, решает вопрос о необходимости сохранения или роспуска существующих исследовательских комиссий и о целесообразности создания новых исследовательских комиссий;
408. e) распределяет между исследовательскими комиссиями подлежащие изучению вопросы;
409. f) рассматривает и утверждает отчет директора о работе Комитета со времени последней Пленарной ассамблеи;
410. g) утверждает при необходимости представляемую директором в соответствии с п. 439 смету финансовых расходов Комитета на период до следующей Пленарной ассамблеи для дальнейшего представления Административному совету;
411. h) при принятии резолюций или решений Пленарная ассамблея должна принимать во внимание предполагаемые финансовые последствия и стараться избегать принятия таких резолюций и решений, которые могут повлечь за собой превышение верхних пределов расходов, установленных Полномочной конференцией;
412. i) рассматривает отчеты Всемирного комитета по планированию по любым другим вопросам, которые сочтет необходимыми в соответствии с положениями статьи 11 и этой главы.

Статья 70. ЗАСЕДАНИЯ ПЛЕНАРНОЙ АССАМБЛЕИ

413. 1. Пленарная ассамблея созывается обычно в срок и в месте, которые устанавливаются предыдущей Пленарной ассамблеей.
414. 2. Дата и место созыва Пленарной ассамблеи, либо одно из них, могут быть изменены с согласия большинства Членов Союза в ответ на запрос Генерального секретаря об их мнении.
415. 3. На каждом из заседаний Пленарной ассамблеи председательствует глава делегации той страны, в которой проходит Ассамблея, или в случае ее проведения в месте пребывания Союза лицо, избранное самой Пленарной ассамблеей. В помощь председателю Пленарной ассамблеи избирают заместителей.
416. 4. Генеральный секретарь по согласованию с директором заинтересованного Консультативного комитета принимает необходимые административные и финансовые меры по обеспечению заседаний Пленарной ассамблеи и собраний исследовательских комиссий.

Статья 71. ЯЗЫКИ И ПРАВО ГОЛОСА НА ПЛЕНАРНЫХ АССАМБЛЕЯХ

417. 1. (1) На Пленарных ассамблеях используются языки, предусмотренные в статьях 16 и 78.
418. (2) Подготовительные документы исследовательских комиссий, документы и протоколы Пленарных ассамблей и документы, публикуемые Международными консультативными комитетами после Пленарных ассамблей, выпускаются на трех рабочих языках Союза.
419. 2. Члены, которые имеют право голосовать на заседаниях Пленарных ассамблей Консультативных комитетов, указаны в п. 10. Однако, если какой-либо Член Союза не представлен администрацией, представители признанных частных эксплуатационных организаций заинтересованной страны имеют все вместе, независимо от их числа, право только на один голос с учетом положений п. 397.
420. 3. Положения п. п. 391–394 относительно передачи права голоса относятся также и к Пленарным ассамблеям.

Статья 72. ИССЛЕДОВАТЕЛЬСКИЕ КОМИССИИ

421. 1. Пленарная ассамблея создает и по мере надобности сохраняет необходимые исследовательские комиссии для рассмотрения поставленных на изучение вопросов. Администрации, признанные частные эксплуатационные организации, международные организации и региональные организации электросвязи, допускаемые в соответствии с п. п. 398 и 399 и желающие принимать участие в работе исследовательских комиссий, сообщают об этом либо на Пленарной ассамблее, либо позднее директору соответствующего Консультативного комитета.
422. 2. Кроме того, при условии соблюдения положений п. п. 400 и 401, к участию в любом собрании какой-либо исследовательской комиссии могут допускаться с правом совещательного голоса эксперты научных и промышленных организаций.
423. 3. Пленарная ассамблея назначает, как правило, председателя и одного заместителя председателя для каждой исследовательской комиссии. Если того требует объем работы какой-либо исследовательской комиссии, Пленарная ассамблея назначает дополнительно столько заместителей председателя, сколько она считает нужным для данной исследовательской комиссии. При назначении председателей и заместителей председателей должны особенно учитываться критерии компетентности и требования справедливого географического распределения, а также необходимость способствовать более эффективному участию развивающихся стран. Если в период между двумя Пленарными ассамблеями председатель окажется не в состоянии выполнять свои обязанности и если был назначен только один его заместитель, этот заместитель занимает место председателя. В случае, если Пленарная ассамблея назначила для какой-либо исследовательской комиссии несколько заместителей председателя, то эта исследовательская комиссия на

своем следующем собрании избирает нового председателя из числа заместителей и при необходимости — нового заместителя из членов данной исследовательской комиссии. Таким же образом она избирает нового заместителя председателя, если один из заместителей не в состоянии выполнять свои обязанности в период между двумя Пленарными ассамблеями.

Статья 73. ПОРЯДОК РАБОТЫ ИССЛЕДОВАТЕЛЬСКИХ КОМИССИЙ

424. 1. Порученные исследовательским комиссиям вопросы по мере возможности рассматриваются путем переписки.
425. 2. (1) Однако Пленарная ассамблея может посчитать целесообразным дать указания о проведении собраний исследовательских комиссий, которые представляются необходимыми для изучения важных групп вопросов.
426. (2) Как правило, исследовательские комиссии проводят не более двух собраний в период между Пленарными ассамблеями, включая заключительные собрания, созываемые накануне Пленарной ассамблеи.
427. (3) Кроме того, если после Пленарной ассамблеи председатель какой-либо комиссии сочтет необходимым созвать одно или несколько собраний своей исследовательской комиссии, не предусмотренных Пленарной ассамблеей, для устного обсуждения вопросов, которые не могут быть решены по переписке, он может с согласия своей администрации и по согласованию с директором соответствующего комитета, а также с членами своей исследовательской комиссии, предложить провести собрание в удобном месте, учитывая при этом необходимость сведения расходов до минимума.
428. 3. При необходимости Пленарная ассамблея Консультативного комитета может создавать смешанные рабочие группы для изучения вопросов, требующих участия экспертов нескольких исследовательских комиссий.
429. 4. Директор Консультативного комитета после консультации с Генеральным секретарем и по договоренности с председателями различных заинтересованных исследовательских комиссий составляет общий план собраний группы исследовательских комиссий, которые созываются в одном и том же месте в одно и то же время.
430. 5. Директор рассылает заключительные отчеты исследовательских комиссий участвующим в работе администрациям, признанным частным эксплуатационным организациям, входящим в Консультативный комитет, и, в случае необходимости, тем международным организациям и региональным организациям электросвязи, которые участвовали в ее работе. Эти отчеты рассылаются по возможности быстрее и во всяком случае с таким расчетом, чтобы они были получены не позднее чем за месяц до следующей Пленарной ассамблеи. Отступления от этого правила допускаются только в том случае, если собрания исследовательских комиссий проводятся непосредственно перед Пленарной ассамблеей. Вопросы, которые не были оформлены в виде отчета, представленного

на вышеуказанных условиях, не вносятся в повестку дня Пленарной ассамблеи.

*Статья 74. ОБЯЗАННОСТИ ДИРЕКТОРА;
СПЕЦИАЛИЗИРОВАННЫЙ СЕКРЕТАРИАТ*

431. 1. (1) Директор Консультативного комитета координирует работу Пленарной ассамблеи и исследовательских комиссий; он несет ответственность за организацию работы Консультативного комитета.
432. (2) Директор несет ответственность за документы комитета и предпринимает с согласия Генерального секретаря необходимые меры для их опубликования на рабочих языках Союза.
433. (3) Директору помогает секретариат, состоящий из специализированного персонала, который работает под его непосредственным руководством по вопросам организации работы Комитета.
434. (4) Персонал специализированных секретариатов, лабораторий и персонал, обслуживающий технические установки Консультативных комитетов, подчиняется в административном отношении Генеральному секретарю в соответствии с положениями п. 282.
435. 2. Директор подбирает технический и административный персонал секретариата в рамках бюджета, утвержденного Полномочной конференцией или Административным советом. Назначение технического и административного персонала производится Генеральным секретарем по согласованию с директором. Окончательное решение о назначении или увольнении принадлежит Генеральному секретарю.
436. 3. Директор по праву участвует в заседаниях Пленарной ассамблеи и собраниях исследовательских комиссий с совещательным голосом. С учетом положений п. 416 он принимает все меры по подготовке Пленарной ассамблеи и собраний исследовательских комиссий.
437. 4. Директор представляет Пленарной ассамблее отчет о деятельности Консультативного комитета за период с последнего заседания Пленарной ассамблеи. После утверждения этот отчет направляется Генеральному секретарю для передачи его Административному совету.
438. 5. Директор представляет Административному совету на его ежегодную сессию отчет о деятельности Комитета за предыдущий год для сведения Совета и Членов Союза.
439. 6. По согласованию с Генеральным секретарем директор представляет на утверждение Пленарной ассамблеи смету финансовых расходов Комитета на период до следующей Пленарной ассамблеи. Эта смета после ее одобрения передается Генеральному секретарю для представления Административному совету.
440. 7. Директор составляет для включения Генеральным секретарем в проект ежегодного бюджета Союза примерную смету расходов Комитета на следующий год, основываясь при этом на смете расходов Комитета, одобренной Пленарной ассамблеей.

441. 8. Директор участвует, насколько это необходимо, в деятельности Союза по техническому сотрудничеству в соответствии с положениями Конвенции.

Статья 75. ПРЕДЛОЖЕНИЯ К АДМИНИСТРАТИВНЫМ КОНФЕРЕНЦИЯМ

442. 1. Пленарные ассамблеи Международных консультативных комитетов правомочны представлять Административным конференциям предложения, составленные непосредственно на основе их рекомендаций или вытекающие из результатов изучения вопросов.
443. 2. Пленарные ассамблеи Консультативных комитетов могут также представлять предложения об изменении Административных регламентов.
444. 3. Эти предложения направляются Генеральному секретарю заблаговременно для объединения, систематизации и рассылки согласно положениям п. 379.

Статья 76. ОТНОШЕНИЯ КОНСУЛЬТАТИВНЫХ КОМИТЕТОВ МЕЖДУ СОБОЙ И С МЕЖДУНАРОДНЫМИ ОРГАНИЗАЦИЯМИ

445. 1. (1) Пленарные ассамблеи Консультативных комитетов могут создавать объединенные исследовательские комиссии для изучения вопросов, представляющих общий интерес, и для составления по ним рекомендаций.
446. (2) Директоры Консультативных комитетов совместно с председателями комиссий могут организовывать совместные заседания исследовательских комиссий обоих Консультативных комитетов для изучения вопросов, представляющих общий интерес, и для подготовки проектов рекомендаций по ним. Эти проекты рекомендаций представляются следующей Пленарной ассамблеей каждого Консультативного комитета.
447. 2. Если один из Консультативных комитетов приглашен на собрание другого Консультативного комитета или другой международной организации, Пленарная ассамблея или директор приглашенного Консультативного комитета правомочны принять меры для обеспечения этого представительства с правом совещательного голоса с учетом п. 329.
448. 3. Генеральный секретарь, заместитель Генерального секретаря, председатель Международного комитета регистрации частот и директор другого Консультативного комитета либо их представители могут присутствовать с правом совещательного голоса на заседаниях какого-либо Консультативного комитета. В случае необходимости Консультативный комитет может пригласить на свои заседания с правом совещательного голоса представителей любого постоянного органа Союза, который не считал нужным быть на них представленным.

ГЛАВА XI. ВНУТРЕННИЙ РЕГЛАМЕНТ КОНФЕРЕНЦИЙ
И ДРУГИХ СОБРАНИЙ

Статья 77. ВНУТРЕННИЙ РЕГЛАМЕНТ КОНФЕРЕНЦИЙ
И ДРУГИХ СОБРАНИЙ

1. *Порядок мест*

449. На заседаниях конференции делегации располагаются в алфавитном порядке названий представляемых ими стран на французском языке.

2. *Открытие конференции*

450. 1. (1) До заседания, которым открывается конференция, проводится совещание глав делегаций, на котором составляется повестка дня первого пленарного заседания и вносятся предложения в отношении организации и назначения председателей и заместителей председателей конференции и ее комиссий с учетом принципов географического распределения, необходимой компетентности и положений п. 454.
451. (2) Председатель совещания глав делегаций назначается в соответствии с положениями п. п. 452 и 453.
452. 2. (1) Конференцию открывает лицо, назначенное приглашающим правительством.
453. (2) Если нет приглашающего правительства, ее открывает старейший по возрасту глава делегации.
454. 3. (1) Председатель конференции избирается на первом пленарном заседании; обычно им бывает лицо, назначенное приглашающим правительством.
455. (2) Если нет приглашающего правительства, то председатель избирается с учетом предложения, внесенного главами делегаций на совещании, упомянутом в п. 450.
456. 4. Кроме того, на первом пленарном заседании:
457. a) избираются заместители председателя конференции;
458. b) создаются комиссии конференции и избираются председатели и заместители председателей этих комиссий;
459. c) учреждается секретариат конференции, который состоит из сотрудников Генерального секретариата Союза п, в случае необходимости, из персонала, выделенного администрацией приглашающего правительства.

3. *Права председателя конференции*

460. 1. Кроме всех других прав, предоставляемых ему настоящими постановлениями, председатель открывает и закрывает пленарные заседания, руководит прениями, следит за соблюдением Внутреннего регламента, предоставляет слово ораторам, ставит вопросы на голосование и объявляет о принятых решениях.
461. 2. Он осуществляет общее руководство работой конференции и следит за соблюдением порядка на пленарных заседаниях. Он

выносит постановления по предложениям процедурного характера и выступления по порядку ведения заседания и, в частности, имеет право вносить предложения об отсрочке или прекращении прений по какому-либо вопросу, о перерыве или закрытии заседания. Он может также, если считает это необходимым, принять решение отложить созыв пленарного заседания.

462. 3. В обязанности председателя входит охрана права каждой делегации свободно и полно высказывать свое мнение по обсуждаемому вопросу.
463. 4. Он следит за тем, чтобы прения ограничивались обсуждаемым вопросом, и может прервать любого оратора, который отклоняется от него, для напоминания о необходимости придерживаться рассматриваемого вопроса.

4. *Образование комиссий*

464. 1. Пленарное собрание может создавать комиссии для рассмотрения вопросов, представляемых на обсуждение конференции. Эти комиссии могут создавать подкомиссии. Комиссии и подкомиссии могут в свою очередь создавать рабочие группы.
465. 2. Подкомиссии и рабочие группы создаются только в случае крайней необходимости.
466. 3. Согласно положениям п. п. 464 и 465 создаются следующие комиссии:
467. 4.1. *Руководящая комиссия*
468. a) Эта комиссия обычно состоит из председателя конференции или собрания, который является ее председателем, заместителей председателя конференции и председателей и заместителей председателей комиссий.
469. b) Руководящая комиссия координирует все вопросы, направленные на осуществление четкого проведения работы, и планирует порядок и количество заседаний, избегая по возможности одновременного проведения заседаний в связи с ограниченным количеством делегатов от некоторых администраций.
470. 4.2. *Комиссия по проверке полномочий*
471. Эта комиссия проверяет полномочия делегаций на конференции и представляет отчет со своими выводами пленарному заседанию в сроки, определяемые последним.
472. 4.3. *Редакционная комиссия*
473. a) Тексты, подготавливаемые разными комиссиями и сформулированные, насколько это возможно, в их окончательном виде самими комиссиями с учетом высказанных мнений, передаются редакционной комиссии, которая обрабатывает их по форме, не меняя смысла, и, в случае необходимости, объединяет их с теми частями текстов, которые остались без изменения.
474. b) Редакционная комиссия представляет тексты пленарному заседанию, которое либо одобряет их либо передает их обратно соответствующей комиссии для дальнейшего изучения.

475. 4.4. *Комиссия бюджетного контроля*
476. a) При открытии каждой конференции или собрания пленарное заседание назначает комиссию бюджетного контроля для определения уровня организации и условий, предоставленных делегатам для работы, а также для рассмотрения и утверждения счетов расходов в течение всего периода работы конференции или собрания. Кроме членов делегаций, которые желают участвовать в этой комиссии, в нее входят представитель Генерального секретаря и, если есть приглашающее правительство, представитель последнего.
477. b) До полного использования бюджета, утвержденного Административным советом для данной конференции или собрания, комиссия бюджетного контроля совместно с секретариатом конференции или собрания представляет пленарному заседанию доклад о предварительном состоянии расходов. Пленарное заседание принимает его во внимание при решении вопроса о том, оправдывают ли достигнутые результаты продление конференции или собрания после того, как будет полностью исчерпан утвержденный бюджет.
478. c) В конце каждой конференции или собрания комиссия бюджетного контроля представляет пленарному заседанию отчет, в котором максимально точно отражается общая сумма расходов конференции или собрания, а также проект расходов, которые могут быть вызваны реализацией решений, принятых этой конференцией или собранием.
479. d) После рассмотрения и утверждения этого отчета на пленарном заседании он направляется вместе со всеми замечаниями Генеральному секретарю для представления Административному совету на его следующей ежегодной сессии.

5. *Состав комиссий*

480. 5.1. *Полномочные конференции*
481. Комиссии состоят из делегатов стран-Членов и наблюдателей, указанных в п. п. 344, 345 и 346, которые выразили желание в них участвовать или которые были назначены пленарным заседанием.
482. 5.2. *Административные конференции*
483. Комиссии состоят из делегатов стран-Членов, наблюдателей и представителей, указанных в п. п. 354–358, которые выразили желание в них участвовать или которые были назначены пленарным заседанием.
484. 6. *Председатели и заместители председателей подкомиссий*
485. Председатель каждой комиссии предлагает своей комиссии кандидатуры на посты председателей и заместителей председателей подкомиссий, создаваемых этой комиссией.

7. *Созыв заседаний*

486. О пленарных заседаниях, заседаниях комиссий, подкомиссий и рабочих групп объявляется заблаговременно в месте проведения конференции.

8. *Предложения, представленные до открытия конференции*

487. Предложения, представленные до открытия конференции, распределяются пленарным заседанием между соответствующими комиссиями, созданными согласно разделу 4 настоящего Внутреннего регламента. Однако пленарное заседание может само рассматривать любое предложение.

9. *Предложения или поправки, представляемые во время конференции*

488. 1. Предложения или поправки, представляемые после открытия конференции, в зависимости от обстоятельств могут передаваться председателю конференции, либо председателю соответствующей комиссии, либо в секретариат конференции для опубликования и распространения в качестве документа конференции.
489. 2. Никакое предложение или поправка не могут быть представлены, если они не подписаны главой соответствующей делегации или его заместителем.
490. 3. Председатель конференции, комиссии, подкомиссии или рабочей группы может в любое время представлять предложения, способствующие ускорению хода прений.
491. 4. Любое предложение или поправка должны в точной и ясной формулировке излагать подлежащий рассмотрению текст.
492. 5. (1) Председатель конференции или председатель соответствующей комиссии или подкомиссии решает в каждом отдельном случае, могут ли предложение или поправка, внесенные на заседании, быть изложены устно или они должны быть представлены в письменной форме для опубликования и распространения, как это предусмотрено в п. 488.
493. (2) Как правило, тексты всех важных предложений, подлежащих голосованию, распространяются заблаговременно на рабочих языках конференции, чтобы их можно было изучить до обсуждения.
494. (3) Наряду с этим, председатель конференции, получив предложения и поправки, о которых идет речь в п. 488, направляет их в зависимости от обстоятельств в соответствующую комиссию или пленарному заседанию.
495. 6. Каждое лицо, имеющее на то право, может зачитать или попросить оглашения на пленарном заседании любого представленного им в ходе конференции предложения или поправки и может изложить мотивы их представления.

10. *Условия, необходимые для обсуждения и голосования любого предложения или поправки*

496. 1. Ни одно предложение или поправка, представленные до открытия конференции или внесенные какой-либо делегацией в ходе работы конференции, не могут ставиться на обсуждение, если в момент их рассмотрения они не были поддержаны по крайней мере одной делегацией.

497. 2. После обсуждения каждое одобренное данным образом предложение или поправка ставятся на голосование.
11. *Пропущенные или отложенные предложения или поправки*
498. Если какое-либо предложение или поправка были пропущены или их рассмотрение было отложено, то представлявшая их делегация должна проследить за тем, чтобы они были обсуждены позднее.
12. *Правила ведения прений на пленарном заседании*
499. 12.1. *Кворум*
500. Для того чтобы на пленарном заседании могло быть проведено имеющее законную силу голосование, на нем должны присутствовать или быть представлены более половины делегаций, аккредитованных на конференции и имеющих право голоса.
501. 12.2. *Порядок обсуждения*
502. (1) Лица, желающие взять слово, могут это сделать только с согласия председателя. Как правило, они начинают свое выступление с сообщения о том, в качестве кого они выступают.
503. (2) Каждый, кому предоставлено слово, должен говорить медленно и отчетливо, разделяя слова и делая необходимые паузы с тем, чтобы дать возможность всем понять свою мысль.
504. 12.3. *Предложения и вопросы по порядку ведения*
505. (1) В ходе обсуждения делегация, когда она найдет это нужным, может внести любое предложение по порядку ведения или поднять любой вопрос процедурного характера, которые решаются немедленно председателем в соответствии с настоящим внутренним регламентом. Любая делегация может оспорить решение председателя, которое, однако, полностью остается в силе, если оно не отменяется большинством присутствующих и голосующих делегаций.
506. (2) Делегация, представляющая предложение по порядку ведения, в своем выступлении не может говорить по существу рассматриваемого вопроса.
507. 12.4. *Очередность рассмотрения предложений и вопросов по порядку ведения*
508. Порядок очередности рассмотрения предложений и вопросов по порядку ведения, о которых говорится в п. п. 505 и 506, является следующим:
509. a) любой вопрос по порядку ведения, касающийся применения настоящего Внутреннего регламента, включая процедуры голосования;
510. b) перерыв заседания;
511. c) закрытие заседания;
512. d) отсрочка прений по обсуждаемому вопросу;
513. e) прекращение прений по обсуждаемому вопросу;

514. f) любые другие предложения или вопросы по порядку ведения, которые могут быть представлены и очередность рассмотрения которых устанавливается председателем.
515. 12.5. *Предложение о перерыве или закрытии заседания*
516. Во время обсуждения какого-либо вопроса делегация может предложить прервать или закрыть заседание, изложив при этом мотив предложения. Если это предложение поддерживается, слово по вопросу предоставляется только двум ораторам, возражающим против закрытия или перерыва в заседании, после чего предложение ставится на голосование.
517. 12.6. *Предложение об отсрочке прений*
518. Во время обсуждения любого вопроса делегация может предложить отсрочить прения на определенный срок. Если было выдвинуто такое предложение, то обсуждение его ограничивается тремя ораторами, не считая того, кто его представил: один за предложение и два против, после чего это предложение ставится на голосование.
519. 12.7. *Предложение о закрытии прений*
520. Делегация может в любое время предложить прекратить прения по обсуждаемому вопросу. В этом случае слово предоставляется только двум ораторам, возражающим против прекращения прений, после чего предложение ставится на голосование. Если предложение принимается, председатель немедленно призывает к голосованию по обсуждаемому вопросу.
521. 12.8. *Ограничение продолжительности выступлений*
522. (1) В случае необходимости пленарное заседание может ограничить продолжительность и число выступлений одной и той же делегации по определенному вопросу.
523. (2) Однако по процедурным вопросам председатель ограничивает продолжительность каждого выступления максимально пятью минутами.
524. (3) Если оратор не укладывается в предоставленное ему для выступления время, председатель ставит об этом в известность собрание и просит оратора быстрее закончить свое выступление.
525. 12.9. *Закрытие списка ораторов*
526. (1) В ходе прений председатель может зачитать список записавшихся ораторов; он записывает в него другие делегации, выражающие желание взять слово, и с согласия собрания может объявить этот список закрытым. Однако в виде исключения председатель может, если считает необходимым, предоставить право ответить на любое выступление даже после закрытия списка ораторов.
527. (2) После того, как список ораторов исчерпан, председатель объявляет о прекращении прений.
528. 12.10. *Вопросы компетенции*
529. Вопросы компетенции, которые могут возникнуть, должны разрешаться до проведения голосования по существу обсуждаемого вопроса.

530. 12.11. *Снятие предложения и представление его вновь*
531. Автор какого-либо предложения может снять его до того, как оно поставлено на голосование. Любое снятое таким образом предложение, независимо от того, представлены к нему поправки или нет, может быть возобновлено как автором поправки, так и любой другой делегацией.

13. *Право голоса*

532. 1. На всех заседаниях конференции делегация Члена Союза, надлежащим образом уполномоченная этим Членом для участия в работе конференции, имеет согласно статье 2 право па один голос.
533. 2. Делегация Члена Союза осуществляет свое право голоса согласно условиям, изложенным в статье 67.

14. *Голосование*

534. 14.1. *Определение большинства*
535. (1) Большинство составляют свыше половины присутствующих и голосующих делегаций.
536. (2) При определении большинства делегации, воздержавшиеся от голосования, не учитываются.
537. (3) В случае равенства голосов предложение или поправка считаются отклоненными.
538. (4) При применении настоящего регламента делегация, высказывающаяся за предложение, либо против него, считается «как присутствующая и голосующая делегация».
539. 14.2. *Неучастие в голосовании*
540. Делегации, которые присутствуют, но не участвуют в каком-либо голосовании или определенно заявляют о своем нежелании участвовать в нем, не считаются ни отсутствующими при определении кворума согласно п. 500, ни воздержавшимися согласно п. 544.
541. 14.3. *Особое большинство*
542. Большинство, касающееся приема в Члены Союза, устанавливается статьей 1.
543. 14.4. *Наличие более пятидесяти процентов воздержавшихся*
544. Когда число воздержавшихся превышает половину числа поданных голосов (за, против, воздержавшиеся), рассмотрение обсуждаемого вопроса откладывается до следующего заседания, на котором воздержавшиеся не будут больше приниматься в расчет.
545. 14.5. *Порядок голосования*
546. (1) Порядок голосования может быть следующим:
547. а) как правило, поднятием рук, если не было запроса относительно поименного голосования, выполняемого по пункту б), или относительно тайного голосования, выполняемого по пункту с);
548. б) поименным голосованием в алфавитном порядке названий стран-Членов на французском языке, которые присутствуют и имеют право голоса;

549. 1. если по крайней мере две делегации, которые присутствуют и имеют право голоса, просят об этом до начала голосования, и если не было запроса относительно тайного голосования по пункту с) или
550. 2. если нет явного большинства при голосовании по пункту а);
551. с) тайным голосованием, если того потребовали до начала голосования не менее пяти присутствующих и имеющих право голоса делегаций.
552. (2) До начала голосования председатель учитывает все просьбы относительно способа голосования и затем официально объявляет порядок голосования, который будет применяться, и вопрос, который ставится на голосование. Затем он объявляет начало голосования. После проведения голосования он объявляет его результаты.
553. (3) В случае тайного голосования секретариат немедленно принимает все необходимые меры для обеспечения тайны голосования.
554. (4) При наличии подходящей электронной системы и по решению Конференции голосование можно проводить с помощью такой системы.
555. 14.6. *Запрещение прерывать голосование, когда оно началось*
556. Когда начато голосование, ни одна делегация не может его прерывать, если только не поднимается процедурный вопрос в связи с порядком проведения голосования. Процедурный вопрос не может включать в себя какого-либо предложения, влекущего за собой изменения в проводимом голосовании или изменения существа вопроса, поставленного на голосование. Голосование начинается с объявления председателя о том, что голосование началось, и заканчивается после объявления председателем его результатов.
557. 14.7. *Объяснение мотивов голосования*
558. После проведения голосования председатель представляет слово тем делегациям, которые пожелали объяснить мотивы своего голосования.
559. 14.8. *Голосование предложения по частям*
560. (1) По требованию автора какого-либо предложения, или когда заседание паходит это нужным, или когда это с согласия автора предлагает председатель, предложение подразделяется на части и эти части ставятся на голосование отдельно. Принятые части предложения ставятся затем на голосование в целом.
561. (2) Если все части предложения отклоняются, то все предложение в целом тоже считается отклоненным.
562. 14.9. *Порядок голосования предложений, относящихся к одному и тому же вопросу*
563. (1) При наличии нескольких предложений по одному и тому же вопросу эти предложения ставятся на голосование в порядке их представления, если только заседание не принимает иного решения.
564. (2) После каждого голосования заседание решает, ставить или нет на голосование следующее предложение.

565. 14.10. *Поправки*
566. (1) Всякое предложение, состоящее только из исключений какой-либо части первоначального предложения, дополнения к нему или его изменения, считается поправкой.
567. (2) Всякая поправка к предложению, принятая представившей его делегацией, сразу же включается в первоначальный текст этого предложения.
568. (3) Ни одно предложение, поданное с целью изменения, не считается поправкой, если собрание полагает, что оно не совместимо с первоначальным предложением.
569. 14.11. *Голосование поправок*
570. (1) Если к предложению представляется поправка, то она ставится на голосование в первую очередь.
571. (2) Если к предложению представлено две или несколько поправок, то прежде всего голосуется та поправка, которая больше всего отличается от первоначального текста; если эта поправка не получает поддержки большинства голосующих, то после этого на голосование ставится та из оставшихся поправок, которая, в свою очередь, наиболее далека от первоначального текста, и так далее до тех пор, пока одна из последующих поправок не получит поддержки большинства; если все представленные поправки были рассмотрены и они не получили большинства, то на голосование ставится предложение без поправок.
572. (3) Если принимаются одна или несколько поправок, то затем ставится на голосование само предложение с соответствующими изменениями.
573. 14.12. *Повторное голосование*
574. (1) В коммиссиях, подкоммиссиях или рабочих группах конференции или собрания предложение, часть предложения или поправка, по которым уже было принято решение голосованием в одной из коммиссий, подкоммиссий или одной из рабочих групп, не могут снова ставиться на голосование в той же самой комиссии, подкомиссии или рабочей группе. Это положение применяется независимо от выбранной процедуры.
575. (2) На пленарных заседаниях предложение, часть предложения или поправка не ставятся вновь на голосование, если только:
576. a) об этом не попросит большинство Членов, имеющих право голоса,
577. b) не сделан запрос о повторе голосования по крайней мере через день после проведения голосования.

15. *Комиссии и подкомиссии;
Ведение прений и порядок голосования*

578. 1. Председатели всех коммиссий и подкоммиссий имеют те же права и обязанности, которые, согласно разделу 3 настоящего регламента, имеет председатель конференции.

579. 2. Положения, содержащиеся в разделе 12 настоящего регламента относительно порядка проведения прений на пленарном заседании, относятся также к обсуждениям в комиссиях, подкомиссиях, за исключением вопроса кворума.
580. 3. Положения раздела 14 применяются также к голосованию, проводящемуся в комиссиях или подкомиссиях.

16. Оговорки

581. 1. Как правило, любая делегация, мнение которой не разделяют остальные делегации, должна стремиться по мере возможности примкнуть к точке зрения большинства.
582. 2. Однако, если делегация полагает, что какое-либо решение конференции носит такой характер, что ее правительство не ратифицирует Конвенцию или не одобрит пересмотр регламента, эта делегация может сделать окончательные или временные оговорки в отношении этого решения.

17. Протоколы пленарных заседаний

583. 1. Протоколы пленарных заседаний ведутся секретариатом конференции, который обеспечивает раздачу их делегациям не позднее чем через 5 рабочих дней после каждого заседания.
584. 2. После раздачи протоколов делегации могут представить в секретариат в письменном виде те поправки, которые они считают нужным внести, что должно быть сделано в кратчайший срок. Это не лишает их права устно представлять поправки в ходе заседания, на котором эти протоколы утверждаются.
585. 3. (1) Как правило, в протоколах содержатся только предложения и заключения, а также как можно более сжатое изложение их основных мотивов.
586. (2) Однако любая делегация имеет право требовать включения в протокол в кратком изложении или полностью любого заявления, сделанного ею в ходе прений. В этом случае делегация должна, как правило, заявить об этом в начале выступления с тем, чтобы облегчить работу председателя, и сама представить текст в секретариат конференции в течение двух часов после окончания заседания.
587. 4. Во всех случаях следует умеренно пользоваться предоставляемым и 586 правом включения заявлений в протокол.

18. Протоколы и отчеты комиссий и подкомиссий

588. 1. (1) Протоколы прений на собраниях комиссий и подкомиссий последовательно ведутся секретариатом конференции, который обеспечивает их раздачу делегациям не позднее чем через 5 рабочих дней после каждого заседания. Эти протоколы отражают основные обсуждавшиеся вопросы и различные мнения, которые следует отметить, а также все предложения и заключения, вытекающие из прений в целом.

589. (2) Тем не менее любая делегация имеет право применять положения п. 586.
590. (3) Вышеуказанным правом при всех обстоятельствах следует пользоваться умеренно.
591. 2. Комиссии и подкомиссии могут составлять любые промежуточные отчеты, которые они сочтут необходимыми, и при завершении своей работы, если того потребуют обстоятельства, они могут представить заключительный отчет, где в сжатой форме дается обзор предложений и выводов, вытекающих из рассмотрения поставленных перед ними вопросов.

19. *Одобрение протоколов, отчетов и докладов*

592. 1. (1) Как правило, в начале каждого пленарного заседания или собрания комиссии или подкомиссии председатель спрашивает, имеются ли какие-либо замечания по протоколу предыдущего заседания, а на комиссиях и подкомиссиях — по сводному отчету предыдущего заседания. Эти документы считаются одобренными, если в секретариат не поступило никаких поправок или не сделано никаких устных возражений. В противном случае в протокол или в отчет вносятся необходимые замечания.
593. (2) Каждый промежуточный или заключительный отчет должен быть одобрен соответствующей комиссией или подкомиссией.
594. 2. (1) Протоколы предшествующих пленарных заседаний проверяются и утверждаются председателем.
595. (2) Отчеты предшествующих заседаний каждой комиссии или подкомиссии проверяются и утверждаются председателем этой комиссии или подкомиссии.

20. *Нумерация*

596. 1. Нумерация глав, статей и параграфов текстов, подлежащих пересмотру, сохраняется до первого чтения на пленарном заседании. Добавленные части временно обозначаются номером предыдущего параграфа в первоначальном тексте с добавлением букв «А», «В» и т.д.
597. 2. Окончательная нумерация глав, статей и параграфов после их принятия в первом чтении поручается обычно редакционной комиссии, но по решению пленарного заседания может быть поручена Генеральному секретарю.

21. *Окончательное одобрение*

598. Тексты заключительных актов считаются окончательными, если они были одобрены при втором чтении на пленарном заседании.

22. *Подписание*

599. Одобренные конференцией окончательные тексты представляются на подписание делегатам, уполномоченным на это согласно статье 67, в алфавитном порядке названий стран на французском языке.

23. Сообщения для печати

600. Официальные сообщения о работе конференции передаются в печать только с разрешения председателя конференции.

24. Льготы

601. Во время работы конференции члены делегаций, члены Административного совета, высшие служащие постоянных органов Союза, присутствующие на конференции, и персонал секретариата Союза, обслуживающий конференцию, имеют право на освобождение от уплаты почтовых, телеграфных и телефонных тарифов, а также тарифов службы телекса, в той мере, в какой правительство страны, в которой проходит конференция, договорилось с другими заинтересованными правительствами и признанными частными эксплуатационными организациями.

ГЛАВА XII. ДРУГИЕ ПОЛОЖЕНИЯ

Статья 78. ЯЗЫКИ

602. 1. (1) На конференциях Союза, на заседаниях Административного совета и собраниях Международных консультативных комитетов могут использоваться другие языки, не указанные в п. п. 120 и 127:
603. а) если Генеральному секретарю или главе соответствующего постоянного органа представляется просьба обеспечить применение одного или нескольких дополнительных языков для устных или письменных переводов при условии, что вытекающие отсюда дополнительные расходы несут те Члены, которые просили об этом или поддержали эту просьбу;
604. б) если какая-либо делегация сама организует за свой счет устный перевод со своего родного языка на любой из языков, указанных в п. 127.
605. (2) В случае, предусмотренном в п. 603, Генеральный секретарь или глава соответствующего постоянного органа удовлетворяют по возможности эту просьбу, предварительно получив от заинтересованных Членов заверение в том, что произведенные расходы будут ими должным образом возмещены Союзу.
606. (3) В случае, предусмотренном в п. 604, заинтересованная делегация при желании может кроме того обеспечить за свой счет устный перевод на свой родной язык с одного из языков, указанных в п. 127.
607. 2. Все документы, упомянутые в п. п. 122–126, могут быть опубликованы на тех языках, которые там не указаны, при условии, что требующие этого Члены берут на себя оплату всех расходов по их переводу и изданию.

Статья 79. ФИНАНСЫ

608. 1. (1) Не менее чем за шесть месяцев до вступления в силу настоящей Конвенции каждый Член сообщает Генеральному секретарю выбранный им класс взносов.

609. (2) Генеральный секретарь извещает об этом решении Членов.
610. (3) Члены, которые не сообщили о своем решении в срок, указанный в п. 608, сохраняют класс взносов, который был ими выбран раньше.
611. (4) Члены могут в любое время выбрать класс взносов выше того, который был ими принят ранее.
612. 2. (1) Каждый новый Член в год своего присоединения выплачивает взнос, исчисляемый с первого дня месяца присоединения.
613. (2) В случае денонсирования Конвенции как минимум Членом его взнос выплачивается до последнего дня месяца, в котором денонсирование вступило в силу.
614. 3. На причитающиеся суммы начисляются проценты с начала каждого финансового года Союза в размере 3% (трех процентов) годовых в течение первых шести месяцев и в размере 6% (шести процентов) годовых, начиная с седьмого месяца.
615. 4. В отношении взносов признанных частных эксплуатационных организаций, научных или промышленных организаций и международных организаций применяются следующие положения:
616. a) признанные частные эксплуатационные организации и научные или промышленные организации участвуют в покрытии расходов Международных консультативных комитетов, в работе которых они изъявили желание участвовать. Признанные частные эксплуатационные организации несут также расходы административных конференций, в которых они желают участвовать или участвовали в соответствии с п. 358;
617. b) международные организации участвуют также в покрытии расходов конференций или собраний, к участию в которых они были допущены, если только они не были от этого освобождены Административным советом на условиях взаимности;
618. c) признанные частные эксплуатационные организации, научные или промышленные организации и международные организации, которые участвуют в покрытии расходов конференций или собраний согласно п. п. 616 и 617, свободно выбирают на основе перечня, содержащегося в п. 111 Конвенции, класс взносов по оплате расходов Союза, за исключением классов взносов в 1/4 и 1/8 единицы, предназначенных исключительно для Членов Союза, и сообщают Генеральному секретарю о выбранном классе;
619. d) признанные частные эксплуатационные организации, научные или промышленные организации и международные организации, которые участвуют в оплате расходов конференций и собраний, могут в любое время выбрать класс взносов выше того, который был ими принят ранее;
620. e) в период действия Конвенции число единиц взносов не может быть уменьшено;

621. *f)* в случае отказа от участия в работе какого-либо Международного консультативного комитета взнос выплачивается до последнего дня того месяца, когда отказ вступает в силу;
622. *g)* сумма единицы взноса признанных частных эксплуатационных организаций, а также научных, промышленных или международных организаций по оплате расходов Международных консультативных комитетов, в работе которых они решили участвовать, устанавливается в размере 1/5 от единицы взноса Членов Союза. Эти взносы рассматриваются как доход Союза. На них начисляются проценты в соответствии с положениями п. 614.
623. *h)* сумма единицы взноса по оплате расходов административных конференций, выплачиваемая признанными частными эксплуатационными организациями, которые в них участвуют согласно п. 358, а также принимаемыми в них участие международными организациями определяется путем деления общей суммы бюджета данной конференции на общее количество единиц взносов Членов, взносов для оплаты расходов Союза. Эти взносы рассматриваются как доход Союза. Проценты на них, размер которых определен п. 614, начисляются начиная с шестидесятого дня после отправки счетов.
624. 5. Расходы на нужды лабораторий и технического оборудования, связанные с проведением измерений, испытаний или специальных исследований для отдельных Членов, группы Членов, региональных организаций, либо других организаций, оплачиваются этими Членами, группами, либо организациями.
625. 6. Продажная стоимость изданий, продаваемых администрациям, признанным частным эксплуатационным организациям или отдельным лицам, определяется Генеральным секретарем совместно с Административным советом с учетом того, что затраты на печать и рассылку, как правило, должны возмещаться продажей этих изданий.
626. 7. Союз должен иметь резервный фонд, составляющий оборотный капитал, позволяющий покрывать основные расходы и иметь достаточные наличные резервы, чтобы, по возможности, не прибегать к займам. Размеры резервного фонда устанавливаются ежегодно Административным советом, исходя из ожидаемых потребностей. В конце каждого финансового года все неиспользованные бюджетные кредиты помещаются на резервный фонд. Подробности об этом фонде содержатся в Финансовом регламенте.

Статья 80. ФИНАНСОВАЯ ОТВЕТСТВЕННОСТЬ АДМИНИСТРАТИВНЫХ КОНФЕРЕНЦИЙ И ПЛЕНАРНЫХ АССАМБЛЕЙ МКК

627. 1. Прежде чем принимать предложения, имеющие финансовые последствия, административные конференции и Пленарные ассамблеи Международных консультативных комитетов должны учитывать все аспекты финансовой деятельности Союза с тем,

чтобы эти предложения не приводили к расходам, превышающим кредиты, которыми может располагать Административный совет.

628. 2. Никакое решение административной конференции или Пленарной ассамблеи какого-либо Международного консультативного комитета не должно осуществляться, если оно приводит к прямому или косвенному увеличению расходов сверх кредитов, которыми может располагать Административный совет.

Статья 81. СОСТАВЛЕНИЕ И ПРЕДЪЯВЛЕНИЕ СЧЕТОВ

629. 1. Администрации Членов и признанные частные эксплуатационные организации, которые обеспечивают работу международных служб электросвязи, должны согласовывать суммы их кредита и дебета.
630. 2. Общие счета с указанием дебета и кредита, о которых идет речь в п. 629, составляются в соответствии с положениями Административных регламентов, если заинтересованные стороны не заключили особых соглашений.

Статья 82. АРБИТРАЖ: ПРОЦЕДУРА

(См. статью 50)

631. 1. Сторона, которая обращается к арбитражу, открывает процедуру путем передачи другой стороне извещения о просьбе на арбитраж.
632. 2. Стороны решают по взаимному согласию, должен ли арбитраж быть поручен отдельным лицам, администрациям или правительствам. В том случае, когда в течение месяца после извещения о просьбе на арбитраж стороны не могут прийти к соглашению по этому вопросу, арбитраж поручается правительствам.
633. 3. Если арбитраж поручается отдельным лицам, арбитры не должны быть ни подданными стран, участвующих в споре, ни иметь постоянного местожительства в одной из этих стран, ни находиться у них на службе.
634. 4. Если арбитраж поручается правительствам или администрациям этих правительств, то они должны быть выбраны среди Членов, не участвующих в споре, но являющихся участниками соглашения, применение которого явилось причиной спора.
635. 5. В течение трех месяцев со дня получения извещения о просьбе на арбитраж каждая из двух сторон, участвующих в споре, назначает арбитра.
636. 6. Если в споре участвует более двух сторон, каждая из двух групп сторон, имеющих общие интересы в споре, назначает арбитра в соответствии с порядком, предусмотренным п. п. 634 и 635.
637. 7. Назначенные таким образом два арбитра договариваются о назначении третьего арбитра, который, если первые два являются отдельными лицами, а не правительствами или администрациями, должен отвечать условиям, указанным в п. 633, и, кроме того,

должен быть другой национальности нежели два других арбитра. Если два арбитра не приходят к соглашению о выборе третьего арбитра, то каждый из этих двух арбитра предлагает третьего арбитра, который никоим образом не заинтересован в споре. В таком случае Генеральный секретарь определяет третьего арбитра по жребию.

638. 8. Стороны, участвующие в споре, могут договориться о передаче спора на разрешение единого арбитра, назначаемого по общему согласию; каждая сторона может также назначить арбитра и просить Генерального секретаря определить по жребию лицо, которое будет назначено единым арбитрам.
639. 9. Арбитр или арбитры по своему усмотрению устанавливают порядок, которого следует придерживаться.
640. 10. Решение единого арбитра является окончательным и обязательным для обеих участвующих в споре сторон. Если арбитраж поручается нескольким арбитрам, то решение, принятое большинством голосов арбитров, является окончательным и обязательным для сторон.
641. 11. Каждая сторона оплачивает расходы, произведенные ею в связи с расследованием и проведением арбитража. Издержки по арбитражу сверх тех, что оплачиваются самими сторонами, делятся поровну между сторонами, участвующими в споре.
642. 12. Союз предоставляет все относящиеся к спору сведения, которые могут понадобиться арбитру или арбитрам.

ГЛАВА XIII. АДМИНИСТРАТИВНЫЕ РЕГЛАМЕНТЫ

Статья 83. АДМИНИСТРАТИВНЫЕ РЕГЛАМЕНТЫ

643. Положения Конвенции дополняются следующими административными регламентами:
- Телеграфным регламентом,
 - Телефонным регламентом,
 - Регламентом радиосвязи.

В УДОСТОВЕРЕНИЕ ВЫШЕИЗЛОЖЕННОГО соответствующие полномочные представители подписали один экземпляр Конвенции на английском, китайском, испанском, французском и русском языках, причем в случае расхождения имеет силу французский текст; этот экземпляр будет храниться в архивах Международного союза электросвязи, который направит копию каждой из подписавших стран.

СОВЕРШЕНО в Найроби 6 ноября 1982 г.

За Демократическую Республику Афганистан:

[Signed — Signé]
MOHAMMAD ASLAM WATANJAR
[Signed — Signé]
MOHAMMAD ZAREEN KARIMI
[Signed — Signé]
KHOWAJA AQA SHARAR
[Signed — Signé]
AZIZULLAH BURHANI

За Алжирскую Народную Демократическую Республику:

[Signed — Signé]
N. BOUHIRED
[Signed — Signé]
M. ALI BELHADJ
[Signed — Signé]
A. HAMZA

От имени Федеративной Республики Германия:

[Signed — Signé]
H. VENHAUS
[Signed — Signé]
J. VON VACANO

За Народную Республику Ангола:

[Signed — Signé]
MARIA EDITH PINTO ALVES
[Signed — Signé]
JOSÉ ANTÓNIO SMITH

За Королевство Саудовской Аравии:

[Signed — Signé]
RABEA SADIK DAHLAN
[Signed — Signé]
TAHER JAMEL AABED
[Signed — Signé]
SAMY S. AL-BASHEER
[Signed — Signé]
OBAIDULLA H. MOHAMED

За Аргентинскую Республику:

[Signed — Signé]

NICOLAS JOAQUIN MAZZARO

[Signed — Signé]

GRACIELA BRÍGIDA MEALLA

[Signed — Signé]

MARCELO OTERO MOSTEIRIN

[Signed — Signé]

ANTONIO ERMETE CRISTIANI

За Австралию:

[Signed — Signé]

E. J. WILKINSON

[Signed — Signé]

M. R. RAMSAY

[Signed — Signé]

E. F. SANDBACH

За Австрию:

[Signed — Signé]

Dr. HEINRICH ÜBLEIS

[Signed — Signé]

Dr. HEINRICH GÄRTNER

[Signed — Signé]

Dr. WALTER KUDRNA

[Signed — Signé]

Dr. KURT HENSELY

За Народную Республику Бангладеш:

[Signed — Signé]

A. B. M. TAHER

[Signed — Signé]

A. M. RASHED CHOWDHURY

За Барбадос:

[*Signed — Signé*]
NIGEL A. BARROW
[*Signed — Signé*]
C. M. THOMPSON
[*Signed — Signé*]
EUGENE V. FINGALL

За Бельгию:

[*Signed — Signé*]
Vicomte GEORGES VILAIN XIII
[*Signed — Signé*]
JOZEF DE PROFT
[*Signed — Signé*]
MICHEL GONY

За Белиз:

[*Signed — Signé*]
J. F. R. MARTIN

За Народную Республику Бенин:

[*Signed — Signé*]
FRANÇOIS DOSSOU
[*Signed — Signé*]
TAOFIQUI BOURAÏMA
[*Signed — Signé*]
ALPHONSE D'OLIVEIRA
[*Signed — Signé*]
FIDELIA AZODOGBEHOU
[*Signed — Signé*]
PATRICE HOUNGAVOU
[*Signed — Signé*]
DÉSIRÉ ADADJA
[*Signed — Signé*]
NASSIROU MACHIOUDI

За Белорусскую Советскую Социалистическую Республику:

[Signed — Signé]

I. M. GRITSUK

За Республику Ботсвана:

[Signed — Signé]

JOSEPH M. B. SEKETE

За Федеративную Республику Бразилия:

[Signed — Signé]

ARTHUR CEZAR ARAUJO ITUASSU

За Народную Республику Болгария:

[Signed — Signé]

N. KREKMANSKY

За Республику Бурунди:

[Signed — Signé]

PIERRE CLAVER GAHUNGU

[Signed — Signé]

ZACHARIE BANYIYEZAKO

[Signed — Signé]

THARCISSE NYAMWANA

За Объединенную Республику Камерун:

[Signed — Signé]

P. KAMGA NJIKÉ

[Signed — Signé]

J. JIPGUEP

[Signed — Signé]

H. DJOUAKA

[Signed — Signé]

V. VEGA

За Канаду:

[Signed — Signé]

ALAIN GOURD

[Signed — Signé]

JOHN A. GILBERT

За Республику Острова Зеленого Мыса:

[Signed — Signé]

MARIA EDITH PINTO ALVES

За Центральноафриканскую Республику:

[Signed — Signé]

Commandant EMMANUEL MOKALO

[Signed — Signé]

JEAN-CYRILLE KOUNKOU

[Signed — Signé]

DOMINIQUE VIDAKOUA

[Signed — Signé]

JOSEPH KONDAOULE

[Signed — Signé]

JOSUÉ YONGORO

[Signed — Signé]

SIMON KOSSIGNON

За Чили:

[Signed — Signé]

JULIO SERGIO POLLONI PEREZ

[Signed — Signé]

MIGUEL L. PIZARRO ARAGONES

[Signed — Signé]

SERGIO A. ANGELLOTTI CÁDIZ

[Signed — Signé]

JORGE OSSA ARANGUA

За Китайскую Народную Республику:

[Signed — Signé]

LI YUKUI

[Signed — Signé]

LIU YUAN

За Республику Кипр:

[Signed — Signé]

ANDREAS G. SKARPARIS

За Государство Город Ватикан:

[Signed — Signé]

Monseigneur P. PHAM VAN THUONG

[Signed — Signé]

ANTONIO STEFANIZZI

За Республику Колумбия:

[Signed — Signé]

HECTOR CHARRY SAMPER

[Signed — Signé]

ORLANDO GALLO SUAREZ

За Народную Республику Конго:

[Signed — Signé]

BERNARD BALOUNDA

[Signed — Signé]

ISIDORE N'DONGABEKA

[Signed — Signé]

FLORENTIN BOUCKACKA

[Signed — Signé]

JULIEN BOUKAMBOU MIKAMIOUE

За Корейскую Республику:

[Signed — Signé]

SUK JAE KANG

За Коста-Рику:

[Signed — Signé]

MIGUEL LEÓN SOLER

[Signed — Signé]

MARCO T. DELGADO MORA

За Республику Берег Слоновой Кости:

[Signed — Signé]

KOUASSI APETE

[Signed — Signé]

YAPO SAMSON BROU

[Signed — Signé]

LEON AKA BONNY

[Signed — Signé]

KOUASSI BLE

[Signed — Signé]

JULIENNE KOFFI

[Signed — Signé]

OUMAR DICOH

За Кубу:

[Signed — Signé]

FERNANDO GALINDO CASTELLANOS

За Данию:

[Signed — Signé]

HANS JESPERSEN

[Signed — Signé]

J. F. PEDERSEN

[Signed — Signé]

JØRN JENSBY

За Арабскую Республику Египет:

[Signed — Signé]

MOHAMED WAGDI ABDEL HAMID

[Signed — Signé]

IBRAHIM FATHI HASSAN KHATTAB

[Signed — Signé]

OLFAT ABDELHAI ABDEL HAMID SHAWKAT

За Республику Эль-Сальвадор:

[Signed — Signé]

MIGUEL LEÓN SOLER

[Signed — Signé]

MARCO T. DELGADO MORA

За Эквадор:

[Signed — Signé]

NELSON F. RUIZ CORAL

[Signed — Signé]

GABRIEL BERNAL GOMEZ

За Испанию:

[Signed — Signé]

F. MOLINA NEGRO

[Signed — Signé]

J. M. NOVILLO-FERTRELL Y PAREDES

За Соединенные Штаты Америки:

[Signed — Signé]

MICHAEL R. GARDNER

[Signed — Signé]

FRANCIS S. URBANY

[Signed — Signé]

KALMANN SCHAEFER

За Эфиопию:

[Signed — Signé]

INGIDAYEHU GIRMAW

[Signed — Signé]

GABRECHRISTO SEYOUM

[Signed — Signé]

ABEBE GOSHU

[Signed — Signé]

ALEMSEGED DEGEFA

За Фиджи:

[*Signed — Signé*]

G. H. RAILTON

За Финляндию:

[*Signed — Signé*]

PEKKA TARJANNE

[*Signed — Signé*]

JORMA NIKKILÄ

За Францию:

[*Signed — Signé*]

YVES PLATTARD

[*Signed — Signé*]

MICHEL TOUTAN

[*Signed — Signé*]

MARIE HUET

За Габонскую Республику:

[*Signed — Signé*]

DOMINIQUE HELLA-ONDO

[*Signed — Signé*]

NESTOR TCHIMINA

[*Signed — Signé*]

AARON NGUEMA-ALLOGO

[*Signed — Signé*]

JULES LEGNONGO

[*Signed — Signé*]

FABIEN MBENG EKOCHA

За Республику Гамбия:

[*Signed — Signé*]

ASSANE NDIAYE

За Гану:

[Signed — Signé]
PETER TETTEH DEBRAH

[Signed — Signé]
JOHN KOFI GYIMAH

За Грецию:

[Signed — Signé]
ALEXANDRE G. AFENDOULIS

[Signed — Signé]
VASSILI G. CASSAPOGLOU

За Гренаду:

[Signed — Signé]
FENNIS AUGUSTINE

[Signed — Signé]
RAY SMITH

За Гватемалу:

[Signed — Signé]
RAFAEL A. LEMUS M.

За Гвинейскую Революционную Народную Республику:

[Signed — Signé]
ALAFE KOUROUMA

[Signed — Signé]
MAMADOU SALIOU DIALLO

[Signed — Signé]
KADIO KOLON FOFANA

[Signed — Signé]
M. FALILOU BAH

За Республику Экваториальная Гвинея:

[Signed — Signé]

DEMETRIO ELO NDONG NSEFUMU

[Signed — Signé]

EMILIO MANGUE OYONO MEYE

[Signed — Signé]

CRISTOBAL NDONG MBA AYANG

За Гайану:

[Signed — Signé]

KENNETH R. SHORTT

[Signed — Signé]

RONALD CASE

За Республику Верхняя Вольта:

[Signed — Signé]

GABRIEL SEMPORÉ

[Signed — Signé]

GASTON ZONGO

[Signed — Signé]

AUGUSTINE BALIMA

За Венгерскую Народную Республику:

[Signed — Signé]

FERENC VALTER

За Республику Индия:

[Signed — Signé]

T. V. SRIRANGAN

[Signed — Signé]

M. K. RAO

[Signed — Signé]

P. K. GARG

[Signed — Signé]

V. S. SESHADRI

За Индонезийскую Республику:

[Signed — Signé]

R. SOEPANGAT

[Signed — Signé]

R. WIKANTO

[Signed — Signé]

ARNOLD PH. DJIWATAMPU

[Signed — Signé]

S. SOEGIHARTO

[Signed — Signé]

NAZARUDDIN NASUTION

[Signed — Signé]

P. SARTONO

[Signed — Signé]

MUNTOYO HADISUWARNO

[Signed — Signé]

S. A. JASIN

За Исламскую Республику Иран:

Pour la République islamique d'Iran :

[Signed — Signé]

SAYED MOSTAFA SAFAVI

За Республику Ирак:

[Signed — Signé]

ALI M. ABDULAH SHABAN

[Signed — Signé]

JAWAD ABDUL AMIN KHAKI

[Signed — Signé]

Dr. AMER JOMARD

За Ирландию:

[Signed — Signé]

H. E. MICHAEL C. GREENE

[Signed — Signé]

F. G. MCGOVERN

[Signed — Signé]

P. M. Ó CIONNAITH

За Исландию:

[Signed — Signé]
JÓN A. SKÚLASON

За Государство Израиль:

[Signed — Signé]
M. SHAKKÉD

[Signed — Signé]
URI M. GORDON

[Signed — Signé]
G. ROSENHEIMER

За Италию:

[Signed — Signé]
MARCELLO SERAFINI

За Ямайку:

[Signed — Signé]
P. D. CROSS

За Японию:

[Signed — Signé]
TERUO KOSUGI

[Signed — Signé]
MORIYA KOYAMA

[Signed — Signé]
MITSUO KOJIMA

[Signed — Signé]
TOSHIRO TAKAHASHI

За Иорданское Хашимитское Королевство:

[Signed — Signé]
Eng. M. DABBAS

За Республику Кения:

[Signed — Signé]
Hon. HENRY KIPRONO ARAP KOSGEY

За Государство Кувейт:

[Signed — Signé]

ABDULLA M. AL SABEJ

[Signed — Signé]

SALMAN Y. AL ROOMI

[Signed — Signé]

AHEMAD R. AL HUMAIDA

[Signed — Signé]

ADEL A. AL EBRAHIM

За Королевство Лесото:

[Signed — Signé]

M. MATHIBELI

[Signed — Signé]

F. M. RAMAKOAE

За Ливан:

[Signed — Signé]

MAURICE-HABIB GHAZAL

За Социалистическую Народную Ливийскую Арабскую Джамахирию:

[Signed — Signé]

ZAKARIA AHMED FAHMI EL HAMMALI

[Signed — Signé]

ALI MOHAMMED SALEM ENAYLI

[Signed — Signé]

MOHAMED SALEH ALSABEY

[Signed — Signé]

MOHAMED ABULGASSEM GHAWI

За Княжество Лихтенштейн:

[Signed — Signé]

M. APOTHÉLOZ

[Signed — Signé]

J. MANZ

За Люксембург:

[*Signed — Signé*]
CHARLES DONDELINGER

За Демократическую Республику Мадагаскар:

[*Signed — Signé*]
PASCAL RATOVONDRAHONA
[*Signed — Signé*]
BERNARD RABENORO

За Малайзию:

[*Signed — Signé*]
MOHAMED BIN DARUS
[*Signed — Signé*]
CHAN YAN CHOONG

За Малави:

[*Signed — Signé*]
JASPER ANTOINE MBEKEANI
[*Signed — Signé*]
JAMES CHIDAMBO KAMFOSE
[*Signed — Signé*]
EWEN SANGSTER HIWA

За Мальдивскую Республику:

[*Signed — Signé*]
HASSAN MAHIR

За Республику Мали:

[*Signed — Signé*]
MAMADOU BA

За Королевство Марокко:

[*Signed — Signé*]
MOHAMED MOUHCINE
[*Signed — Signé*]
MOHAMED MEZIATI
[*Signed — Signé*]
HASSAN LEBBADI
[*Signed — Signé*]
AHMED KHAOUJA

За Исламскую Республику Мавританию:

[*Signed — Signé*]
OUSMANE SAÏDOU SOW

За Мексику:

Ad referendum
[*Signed — Signé*]
ENRIQUE BUJ FLORES

За Монако:

[*Signed — Signé*]
ETIENNE FRANZI

За Монгольскую Народную Республику:

[*Signed — Signé*]
D. GARAM-OCHIR
[*Signed — Signé*]
L. BALGANSHOSH
[*Signed — Signé*]
L. NATSAGDORJ

За Народную Республику Мозамбик:

[*Signed — Signé*]
SMART EDWARD KATAWALA

За Непал:

[Signed — Signé]

RAM PRASAD SHARMA

За Никарагуа:

[Signed — Signé]

Dr. NORMAN LACAYO RENER

[Signed — Signé]

Ing. AUGUSTO GOMEZ ROMERO

За Республику Нигер:

[Signed — Signé]

DANDARE NAMEOUA

[Signed — Signé]

IDRISSA IBRAHIM

[Signed — Signé]

MOUNKAILA MOUSSA

[Signed — Signé]

HAMANI KINDO HASSANE

За Федеративную Республику Нигерия:

[Signed — Signé]

NUHU MOHAMMED

[Signed — Signé]

STEPHEN JERRY OKAFOR MBANEFO

[Signed — Signé]

IDRIS OLA LEDIJU

[Signed — Signé]

SHEHU ADEBAYO NASIRU

[Signed — Signé]

KEHINDE AYOOLA FADAHUNSI

[Signed — Signé]

JOHN ADEBAYO LATEJU

[Signed — Signé]

ALBERT ADEBAYO BEECROFT

За Норвегию:

[Signed — Signé]

KJELL HOLLER

[Signed — Signé]

IVAR MØKLEBUST

[Signed — Signé]

PER MORTENSEN

[Signed — Signé]

ARNE BØE

За Новую Зеландию:

[Signed — Signé]

D. C. ROSE

[Signed — Signé]

A. TURPIE

[Signed — Signé]

C. W. SINGLETON

[Signed — Signé]

W. J. GRAY

За Султанат Оман:

[Signed — Signé]

H. E. KARIM AHMED AL HAREMI

За Республику Уганда:

[Signed — Signé]

Hon. AKENA P'OJOK

[Signed — Signé]

S. ELIPHAZ K. MUBAALI

[Signed — Signé]

BARNABAS L. KATO

За Исламскую Республику Пакистан:

[Signed — Signé]

ABDULLAH KHAN

За Панау-Новая Гвинея:

[Signed — Signé]

D. P. KAMARA

[Signed — Signé]

K. MAITAVA

[Signed — Signé]

G. H. RAILTON

За Республику Парагвай:

[Signed — Signé]

RAUL FERNANDEZ GAGLIARDONE

[Signed — Signé]

JALEI GARCIA

За Королевство Нидерланды:

[Signed — Signé]

PHILIPPUS LEENMAN

За Перу:

[Signed — Signé]

CARLOS A. ROMERO SANJINES

[Signed — Signé]

ROBERTO KANNA UESU

За Республику Филиппины:

[Signed — Signé]

CEFERINO S. CARREON

За Польскую Народную Республику:

[Signed — Signé]

LEON KOLATKOWSKI

За Португалию:

[Signed — Signé]

AFONSO DE CASTRO

[Signed — Signé]

JOSÉ ANTÓNIO DA SILVA GOMES

[Signed — Signé]

JOÃO VERSTEEG

За Государство Катар:

[Signed — Signé]

FUAD ABBAS

[Signed — Signé]

IBRAHIM A. AL MAHMOOD

За Сирийскую Арабскую Республику:

[Signed — Signé]

Eng. M. R. AL KURDI

[Signed — Signé]

Eng. M. OBEID

[Signed — Signé]

Eng. A. M. NAFFAKH

За Германскую Демократическую Республику:

[Signed — Signé]

Dr. MANFRED CALOV

За Украинскую Советскую Социалистическую Республику:

[Signed — Signé]

VLADIMIR DELIKATNYI

За Социалистическую Республику Румынию:

[Signed — Signé]

I. TĂNASE

За Соединенное Королевство Великобритании и Северной Ирландии:

[Signed — Signé]

J. H. M. SOLOMON

[Signed — Signé]

A. MARSHALL

[Signed — Signé]

J. F. R. MARTIN

За Руандийскую Республику:

[Signed — Signé]

JEAN KAJYIBWAMI

[Signed — Signé]

ASSUMANI BIZIMANA

За Республику Сан-Марино:

[Signed — Signé]

PIETRO GIACOMINI

За Республику Сенегал:

[Signed — Signé]

ASSANE NDIAYE

[Signed — Signé]

MAHMOUDOU SAMOURA

[Signed — Signé]

MARIE-JEANNE NDIAYE

[Signed — Signé]

LEON DIA

[Signed — Signé]

ASSANE GUEYE

[Signed — Signé]

SOULEYMANE MBAYE

[Signed — Signé]

ALIOUNE BADARA KEBE

[Signed — Signé]

GUILA THIAM

[Signed — Signé]

MAMADOU NDIAYE

За Республику Сингапур:

[Signed — Signé]

LIM CHOON SAI

За Сомалийскую Демократическую Республику:

[Signed — Signé]

H. E. ABDUKAHMAN HUSSEIN MOHAMOUD

[Signed — Signé]

ABDULKADIR MOHAMOUD WALAYO

За Демократическую Республику Судан:

[Signed — Signé]

ABDALLA SIRAG ELDIN

[Signed — Signé]

HASSAN BABIKER MOHAMED

[Signed — Signé]

AWAD BABIKER ABDELGADIR

[Signed — Signé]

MAHMOUD TAMIM

За Демократическую Социалистическую Республику Шри-Ланка:

[Signed — Signé]

AMBALAVARNAR SHANMUGARAJAH

За Швецию:

[Signed — Signé]

TONY HAGSTRÖM

[Signed — Signé]

T. LARSSON

[Signed — Signé]

ARNE RÅBERG

За Швейцарскую Конфедерацию:

[Signed — Signé]

M. APOTHÉLOZ

[Signed — Signé]

G. DUPUIS

[Signed — Signé]

J. MANZ

[Signed — Signé]

TH. MOECKLI-PELET

[Signed — Signé]

P. L. GALLI

За Республику Суринам:

[Signed — Signé]

JOHAN RICARDO NEEDE

За Королевство Свазиленд:

[Signed — Signé]

VICTOR SYDNEY LEIBBRANDT

[Signed — Signé]

JOHN SELBY SIKHONDZE

[Signed — Signé]

BASILIO FANUKWENTE MANANA

[Signed — Signé]

JAMES PENZIE MBAYIYANE MHLANGA

За Объединенную Республику Таизания:

[Signed — Signé]

J. A. MSAMBICHAKA

[Signed — Signé]

CHARLES KAZUKA

[Signed — Signé]

ABDULLA H. KHAMIS

[Signed — Signé]

W. J. G. MALLYA

За Чехословацкую Социалистическую Республику:

[Signed — Signé]

MICHAL ONDREJKA

За Таиланд:

[Signed — Signé]

SUCHART P. SAKORN

[Signed — Signé]

KANES SCHMARAKKUL

[Signed — Signé]

MANOTE MITRSOMWANG

[Signed — Signé]

WIDHYA BHOOLSUWAN

За Тоголезскую Республику:

[Signed — Signé]

A. DO AITHNARD

[Signed — Signé]

KOUMA SETHI NENONENE

[Signed — Signé]

KOSSIVI AYIKOE

[Signed — Signé]

K. HINVI EDJOSSAN

[Signed — Signé]

MAHAMA BOUKARI

За Королевство Тонга:

[Signed — Signé]

D. C. ROSE

[Signed — Signé]

A. TURPIE

[Signed — Signé]

C. W. SINGLETON

[Signed — Signé]

W. J. GRAY

За Туниис:

[Signed — Signé]

BRAHIM KHOUADJA

[Signed — Signé]

BECHIR GUEBLAOUI

[Signed — Signé]

RAOUF CHKIR

[Signed — Signé]

MOHAMED EZZEDINE

[Signed — Signé]

CHEDLY HELAL

За Турцию:

[Signed — Signé]
AHMET AKYAMAÇ
[Signed — Signé]
A. MÜNİR ÇAĞAĞI
[Signed — Signé]
ENVER İBEK

За Союз Советских Социалистических Республик:

[Signed — Signé]
Y. ZOUBAREV

За Восточную Республику Уругвай:

[Signed — Signé]
GILBERTO L. VERDIER
[Signed — Signé]
LUIS M. MELIDE

За Ресублику Венесуэла:

[Signed — Signé]
LUIS MANUEL LEAÑEZ LUGO
[Signed — Signé]
HECTOR MIGUEL PALMA NUÑEZ
[Signed — Signé]
MARIA ELENA RODRIGUEZ C.
[Signed — Signé]
ABRAHAM EDUARDO MIZRAHI R.
[Signed — Signé]
CARLOS JULIO MARTINEZ G.
[Signed — Signé]
CARLOS A. SANCHEZ
[Signed — Signé]
MIGUEL LEON CASTRO

За Социалистическую Республику Вьетнам:

[Signed — Signé]
TRUONG VAN THOAN

За Йеменскую Арабскую Республику:

[Signed — Signé]

ABDULLA ALI AL-KHOURABI

За Народную Демократическую Республику Йемен:

[Signed — Signé]

KAMAL ABDULRAHIM

За Социалистическую Федеративную Республику Югославию:

[Signed — Signé]

VUČIĆ ČAGORVIĆ

За Республику Заир:

[Signed — Signé]

NDEZE MATABARO

[Signed — Signé]

LUTULA ELONGA

За Республику Замбия:

[Signed — Signé]

H. E. MUSONDA JUSTIN CHIMBA

[Signed — Signé]

THOMAS NELSON CHINYONGA

За Республику Зимбабве:

[Signed — Signé]

Dr. NAOMI NHIWATIWA

[Signed — Signé]

RAYMOND MUTAMBIRWA

[Signed — Signé]

ABNIEL WHENDERO

[Signed — Signé]

CHEMIST SIZIBA

[Signed — Signé]

DAVIS DAURAMANZI

ПРИЛОЖЕНИЕ 1*

(см. п. 3)

Афганистан (Демократическая Республика)	Сальвадор (Республика Эль Сальвадор)
Албания (Социалистическая Народная Республика)	Объединенные Арабские Эмираты
Алжир (Алжирская Народная Демократическая Республика)	Эквадор (Республика)
Федеративная Республика Германия	Испания
Ангола (Народная Республика)	Соединенные Штаты Америки
Саудовская Аравия (Королевство)	Эфиопия (Социалистическая)
Аргентина (Аргентинская Республика)	Фиджи
Австралия	Финляндия (Финляндская Республика)
Австрия	Франция (Французская Республика)
Багамские острова (Содружество Багамских островов)	Габон (Габонская Республика)
Бахрейн (Государство)	Гамбия (Республика)
Баигладеш (Народная Республика)	Гана (Республика)
Барбадос	Греция (Греческая Республика)
Бельгия	Гренада
Белиз	Гватемала (Республика)
Бенин (Народная Республика)	Гвинея (Гвинейская Революционная Народная Республика)
Белорусская Советская Социалистическая Республика	Гвинея-Бисау (Республика)
Бирма (Социалистическая Республика Бирманский Союз)	Экваториальная Гвинея (Республика)
Боливия (Республика)	Гайана (Кооперативная Республика)
Ботсвана (Республика)	Гаити (Республика)
Бразилия (Федеративная Республика)	Верхняя Вольта (Республика)
Болгария (Народная Республика)	Гоидурас (Республика)
Бурунди (Республика)	Венгрия (Венгерская Народная Республика)
Камерун (Объединенная Республика)	Индия (Республика)
Канада	Индонезия (Республика)
Зеленого Мыса Острова (Республика Острова Зеленого Мыса)	Иран (Исламская Республика)
Центральноафриканская республика	Ирак (Республика)
Чад	Ирландия (Ирландская Республика)
Китай (Китайская Народная Республика)	Исландия (Республика)
Кипр (Республика)	Израиль (Государство)
Ватикан (Государство и город)	Италия (Итальянская Республика)
Колумбия (Республика)	Ямайка
Коморские О-ва (Федеральная Исламская Республика)	Япония
Конго (Народная Республика)	Иордания (Иорданское Хашимитское Королевство)
Корея (Южная)	Кампучия (Демократическая)
Коста-Рика (Республика)	Кения (Республика)
Берег Слоновой Кости (Республика)	Кувейт (Государство)
Куба (Республика)	Лаос (Лаосская Народная Демократическая Республика)
Дания (Королевство)	Лесото (Королевство)
Джибути (Республика)	Ливан
Доминиканская Республика	Либерия (Республика)
Египет (Арабская Республика)	Ливия (Социалистическая Народная Ливийская Арабская Джамахирия)
	Лихтенштейн (Княжество)
	Люксембург (Великое Герцогство)
	Мадагаскар (Демократическая Республика)

* Страны расположены в порядке французского алфавита. (Прим. ред.)

Малайзия (Федерация)	Великобритания (Соединенное
Малави (Республика)	Королевство Великобритании и
Мальдивская Республика	Северной Ирландии)
Малн (Республика)	Руанда (Руандийская Республика)
Мальта (Республика)	Сан-Марино (Республика)
Марокко (Королевство)	Саи-Томе и Принсипн (Демократическая
Маврикий	Республика)
Мавритания (Исламская Республка)	Сенегал (Республика)
Мексика (Мексиканские Соедненные	Сьерра Леоне (Республка)
Штаты)	Снггапур (Республика)
Монако	Сомали (Сомалийская Демократиче-
Монолия (Монольская Народная	ская Республика)
Республка)	Судан (Демократическая Республика)
Мозамбик (Народная Республика)	Шри Ланка (Демократическая
Намбия	Социалистическая Республика)
Науру	Южно-Африкайская Республика
Непал (Королевство)	Швеция (Королевство)
Никарагуа (Республика)	Швейцария (Конфедерация)
Нигер (Республика)	Сурнам (Республика)
Нигерия (Федеративная Республика)	Свазиленд (Королевство)
Норвегия (Королевство)	Танзания (Объединенная Республика)
Новая Зеландия	Чад (Республика)
Омаи (Султанат)	Чехословакия (Чехословацкая
Уганда (Республка)	Социалистическая Республика)
Пакнстан (Исламская Республика)	Таиланд (Королевство)
Паиама (Республика)	Того (Тоголезская Республика)
Папуа-Новая Гвинея	Тонга (Королевство)
Парагвай (Республика)	Трннидад и Тобаго (Республика)
Нидерланды (Королевство)	Тунис (Туннская Республика)
Перу (Республка)	Турция (Турецкая Республика)
Филиппины (Республика)	Союз Советских Социалстических
Польша (Польская Народная Республика)	Республик
Португалия (Португальская Республика)	Уругвай (Восточная Республика)
Катар (Государство)	Венесуэла (Республика)
Сирия (Сирийская Арабская	Вьетнам (Социалстическая Республика)
Республика)	Йеменская Арабская Республика
Германская Демократическая	Народная Демократическая Республика
Республика	Йемен
Корейская Народно-Демократическая	Югославия (Социалистическая
Республика	Федеративная Республка)
Украинская Советская Социалистиче-	Занр (Республика)
ская Республика	Замбия (Республика)
Румыния (Социалистическая Республика)	Зимбабве (Республика)

ПРИЛОЖЕНИЕ 2

ОПРЕДЕЛЕНИЕ НЕКОТОРЫХ ТЕРМИНОВ, ПРИМЕНЯЕМЫХ В КОНВЕНЦИИ И В РЕГЛАМЕНТАХ МЕЖДУНАРОДНОГО СОЮЗА ЭЛЕКТРОСВЯЗИ

2001. Для целей настоящей Конвенции следующие термины имеют значения, определенные ниже.
2002. *Администрация.* Любое правительственное учреждение или любая служба, ответственная за выполнение обязательств по Международной конвенции электросвязи и Регламентам.
2003. *Вредная помеха.* Помеха, которая мешает действию службы радионавигации или других служб безопасности, или серьезно ухудшает ка-

чество, затрудняет или неоднократно прерывает работу службы радиосвязи, работающей в соответствии с Регламентом радиосвязи.

2004. *Общественная корреспонденция.* Любое передаваемое с помощью электросвязи сообщение, которое предприятия и станции связи, предназначенные для обслуживания населения, должны принимать для передачи.
2005. *Делегация.* Группа делегатов, а в некоторых случаях представителей, советников, атташе и переводчиков, направляемых одной и той же страной.
Каждый Член свободен в выборе состава своей делегации по своему усмотрению. В частности, он может включить в нее в качестве делегатов, советников или атташе лиц, принадлежащих к признанным им частным эксплуатационным организациям, или лиц, принадлежащих к другим частным предприятиям, имеющим интересы в области электросвязи.
2006. *Делегат.* Лицо, направленное правительством Члена Союза на Полномочную конференцию, или лицо, представляющее правительство или администрацию Члена Союза на Административной конференции или на заседании Международного консультативного комитета.
2007. *Эксперт.* Лицо, направленное национальной научной или промышленной организацией, которое уполномочено правительством или администрацией своей страны участвовать в собраниях исследовательских комиссий одного из Международных консультативных комитетов.
2008. *Частная эксплуатационная организация.* Любое частное лицо, или компания, не являющееся правительственным учреждением или организацией, которое эксплуатирует оборудование электросвязи, предназначенное для обеспечения международной службы или способное причинить вредные помехи такой службе.
2009. *Признанная частная эксплуатационная организация.* Любая отвечающая вышеуказанному определению частная эксплуатационная организация, эксплуатирующая службу общественной корреспонденции или радиовещания и на которую обязательства, предусмотренные в статье 44 Конвенции, налагаются Членом, на территории которого расположен орган управления этой организации, или Членом, который разрешил этой эксплуатационной организации установить и эксплуатировать на своей территории службу электросвязи.
2010. *Наблюдатель.* Лицо, направленное:
— Организацией Объединенных Наций, специализированным учреждением ООН, Международным агентством по атомной энергии или региональной организацией электросвязи для участия в Полномочной конференции, административной конференции или в заседании Международного консультативного комитета с правом совещательного голоса;
— международной организацией для участия в административной конференции или заседании Международного консультативного комитета с правом совещательного голоса;
— правительством Члена Союза для участия без права голоса в региональной административной конференции;
согласно соответствующим постановлениям Конвенции.
2011. *Радиосвязь.* Электросвязь, осуществляемая посредством радиоволн.
Примечание 1. Радиоволны представляют собой электромагнитные волны с частотами, условно принятыми ниже 3000 ГГц, которые распространяются в свободном пространстве без искусственной направляющей среды.

Примечание 2. Для целей п. 83 Конвенции термин «радиосвязь» включает в себя также виды электросвязи, использующие электромагнитные волны с частотами выше 3000 Гц, которые распространяются в свободном пространстве без искусственной направляющей среды.

2012. *Радиовещательная служба.* Служба радиосвязи, передачи которой предназначены для непосредственного приема населением. Эта служба может осуществлять звуковые передачи, передачи телевидения или другие виды передач.
2013. *Международная служба.* Служба электросвязи между предприятиями или станциями электросвязи любого типа, находящимися в разных странах или принадлежащими разным странам.
2014. *Подвижная служба.* Служба радиосвязи между подвижной и сухопутной станциями или подвижными станциями.
2015. *Электросвязь.* Всякая передача, передача или прием знаков, сигналов, письменного текста, изображений и звуков или сообщений любого рода по проводной, радио, оптической или другим электромагнитным системам.
2016. *Телеграмма.* Письменный текст, предназначенный для передачи по телеграфу с целью доставки адресату. Этот термин относится также к радиотелеграммам, если не оговорено особо.
2017. *Служебные телеграммы.* Телеграммы, которыми обмениваются:
- a) администрации;
 - b) признанные частные эксплуатационные организации;
 - c) администрации и признанные частные эксплуатационные организации;
 - d) администрации и признанные частные эксплуатационные организации, с одной стороны, и Генеральный секретарь Союза, с другой стороны;
- и которые касаются международной электросвязи общего пользования.
2018. *Правительственные телеграммы и телефонные разговоры.* Телеграммы и телефонные разговоры, исходящие от одного из нижеперечисленных официальных лиц или органов:
- главы государства;
 - главы правительства и членов правительства;
 - главнокомандующих вооруженными сухопутными, морскими или воздушными силами;
 - дипломатических или консульских представителей;
 - Генерального секретаря Организации Объединенных Наций; руководителей основных органов Организации Объединенных Наций;
 - Международного суда.
- Ответы на определенные выше правительственные телеграммы также считаются правительственными телеграммами.
2019. *Частные телеграммы.* Телеграммы, кроме правительственных или служебных.
2020. *Телеграфия.* Вид электросвязи, при которой передаваемая информация предназначена для записи при приеме в виде графического документа; переданная информация может быть в некоторых случаях представлена в ином виде или может быть записана для последующего использования.
- Примечание.* графический документ является носителем информации, на котором записывается в постоянном виде печатный или рукописный текст или неподвижное изображение, который может быть подан к которому можно обращаться в дальнейшем.

2021. *Телефония.* Вид электросвязи, предназначенной в основном для обмена информацией в виде речи.

ПРИЛОЖЕНИЕ 3¹

(См. статью 39)

СОГЛАШЕНИЕ МЕЖДУ ОРГАНИЗАЦИЕЙ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ
И МЕЖДУНАРОДНЫМ СОЮЗОМ ЭЛЕКТРОСВЯЗИ

¹ For the Russian text of the annex, see United Nations, *Treaty Series*, vol. 1210, p. 212 — Pour le texte russe de l'annexe, voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1210, p. 212.

ЗАКЛЮЧИТЕЛЬНЫЙ ПРОТОКОЛ* К МЕЖДУНАРОДНОЙ КОНВЕНЦИИ ЭЛЕКТРОСВЯЗИ (НАЙРОБИ, 1982 Г.)

При подписании Международной конвенции электросвязи (Найроби, 1982 г.) нижеподписавшиеся полномочные представители принимают к сведению следующие заявления, являющиеся частью Заключительных актов Полномочной конференции (Найроби, 1982 г.)¹:

I

От имени Гвинейской Народной Революционной Республики

Делегация Гвинейской Народной Республики резервирует за своим правительством право принимать любые меры, которые оно сочтет необходимым для защиты своих интересов в случае, если какие-либо Члены не будут участвовать в расходах Союза либо не будут каким-либо другим образом выполнять положений Международной конвенции электросвязи

* *Примечание Генерального секретариата.* Тексты Заключительного протокола расположены в хронологическом порядке их представления.

¹ The declarations were made in the following original languages — Les déclarations ont été effectuées dans les langues originales suivantes :

Original languages of the Declarations/Langue originale des Déclarations Nairobi, 1982

No. decl.	Original language Langue originale	No. decl.	Original language Langue originale	No. decl.	Original language Langue originale
1	French/français	40	French/français	79	Russian/russe
2	French/français	41	French/français	80	Spanish/espagnol
3	English/anglais	42	English/anglais	81	Spanish/espagnol
4	French/français	43	French/français	82	Spanish/espagnol
5	French/français	44	English/anglais	83	Spanish/espagnol
6	English/anglais	45	French/français	84	English/anglais
7	French/français	46	English/anglais	85	English/anglais
8	English/anglais	47	English/anglais	86	Spanish/espagnol
9	French/français	48	English/anglais	87	English/anglais
10	Spanish/espagnol	49	French/français	88	English/anglais
11	English/anglais	50	French/français	89	English/anglais
12	English/anglais	51	French/français	90	Spanish/espagnol
13	Spanish/espagnol	52	Russian/russe	91	French/français
14	French/français	53	French/français	92	French/français
15	French/français	54	Spanish/espagnol	93	English/anglais
16	French/français	55	English/anglais	94	English/anglais
17	French/français	56	English/anglais	95	Spanish/espagnol
18	Spanish/espagnol	57	English/anglais	96	English/anglais
19	French/français	58	Russian/russe	97	English/anglais
20	Not used/non utilisé	59	Spanish/espagnol	98	English/anglais
21	English/anglais	60	Spanish/espagnol	99	English/anglais
22	English/anglais	61	French/français	100	French/français
23	French/français	62	French/français	101	English/anglais
24	English/anglais	63	English/anglais	102	English/anglais
25	French/français	64	English/anglais	103	English/anglais
26	English/anglais	65	English/anglais	104	English/anglais
27	Spanish/espagnol	66	French/français	105	Russian/russe
28	English/anglais	67	English/anglais	106	Russian/russe
29	English/anglais	68	English/anglais	107	Russian/russe
30	French/français	69	Spanish/espagnol	108	Spanish/espagnol
31	French/français	70	English/anglais	109	Spanish/espagnol
32	French/français	71	English/anglais	110	English/anglais
33	Spanish/espagnol	72	English/anglais	111	English/anglais
34	English/anglais	73	French/français	112	Spanish/espagnol
35	English/anglais	74	English/anglais	113	Spanish/espagnol
36	English/anglais	75	French/français	114	English/anglais
37	English/anglais	76	Spanish/espagnol	115	English/anglais
38	English/anglais	77	Spanish/espagnol		
39	English/anglais	78	Spanish/espagnol		

(Найроби, 1982 г.), приложений и протоколов к ней или если оговорки, сделанные другими странами, поставят под угрозу нормальную работу его служб электросвязи.

2

От имени Франции

Французская делегация резервирует за своим правительством право принимать любые меры, которые оно сочтет необходимыми для защиты своих интересов в случае, если какие-либо Члены не будут участвовать в расходах Союза либо не будут каким-либо другим образом выполнять положений Международной конвенции электросвязи (Найроби, 1982 г.), приложений и протоколов к ней, или если оговорки, сделанные другими странами, поставят под угрозу нормальную работу его служб электросвязи.

3

От имени Таиланда

Делегация Таиланда резервирует за своим правительством право принимать любые меры, которые оно сочтет необходимыми для защиты своих интересов, если некоторая страна каким-либо образом не будет выполнять положений Международной конвенции электросвязи (Найроби, 1982 г.) или если оговорки, сделанные какой-либо страной, поставят под угрозу нормальную работу его служб связи или поведут к увеличению доли его взносов на покрытие расходов Союза.

4

От имени Исламской Республики Мавритании

Делегация правительства Исламской Республики Мавритании на Полномочной конференции Международного союза электросвязи (Найроби, 1982 г.) резервирует за своим правительством право не соглашаться с любыми решениями финансового порядка, которые могли бы привести к увеличению доли его взносов в Союз, и принимать любые меры, которые оно сочтет необходимыми для защиты своих служб электросвязи в случае, если страны-Члены не будут выполнять положений Международной конвенции электросвязи (Найроби, 1982 г.).

5

От имени Алжирской Народной Демократической Республики

Делегация Алжирской Народной Демократической Республики на Полномочной конференции Международного союза электросвязи (Найроби, 1982 г.) резервирует за своим правительством право принимать любые меры, которые оно сочтет необходимыми для защиты своих интересов в случае, если некоторые Члены каким-либо образом не будут выполнять положений

Международной конвенции электросвязи (Найроби, 1982 г.) или если оговорки, сделанные какими-либо Членами, отразятся на работе его служб электросвязи или повлекут за собой увеличение его доли взноса на расходы Союза.

6

От имени Малайзии

Делегация Малайзии:

1. резервирует за своим правительством право принимать любые меры, которые оно сочтет необходимыми для защиты своих интересов в случае, если какие-либо Члены не будут участвовать в оплате расходов Союза, или если некоторые Члены каким-либо другим образом не будут выполнять положений Международной конвенции электросвязи (Найроби, 1982 г.), приложений или протоколов к ней, или если оговорки других стран поставят под угрозу нормальную работу службы электросвязи Малайзии.

2. заявляет, что подпись и возможная последующая ратификация правительством Малайзии упомянутой Конвенции не имеет никакой силы в отношении Члена, значащегося в Приложении I под названием Израиль, и ни в коей мере не означает признания этого Члена правительством Малайзии.

7

От имени Монако

Делегация Княжества Монако резервирует за своим правительством право принимать любые меры, которые оно сочтет необходимыми для защиты своих интересов в случае, если какие-либо Члены не будут принимать участия в расходах Союза, или если они не будут выполнять положений Международной конвенции электросвязи (Найроби, 1982 г.), приложений или протоколов к ней, или если оговорки, сделанные другими Членами, поставят под угрозу нормальную и эффективную работу его служб электросвязи.

8

От имени Федеративной Республики Нигерии

Подписывая постоянную Конвенцию, делегация Федеративной Республики Нигерии заявляет, что ее правительство сохраняет за собой право принимать любые меры, которые оно сочтет необходимыми для защиты своих интересов в случае, если какие-либо Члены не будут участвовать в оплате расходов Союза, или если они не будут каким-либо другим образом выполнять положений Международной конвенции электросвязи (Найроби, 1982 г.), приложений или протоколов к ней, или если оговорки, сделанные другими странами, поставят под угрозу нормальную работу служб электросвязи Федеративной Республики Нигерии.

9

От имени Конфедерации Швейцарии и Княжества Лихтенштейн

1. Делегации вышеупомянутых стран резервируют за своими правительствами право принимать необходимые меры для защиты своих интересов в случае, если какие-либо внесенные оговорки или другие принятые меры смогли бы повлиять на нормальную работу их служб электросвязи или привели бы к увеличению их взносов на расходы Союза.

2. Делегации вышеупомянутых стран официально заявляют, что в отношении Статьи 83 Международной конвенции электросвязи (Найроби, 1982 г.), они сохраняют оговорки, сделанные от имени их администраций при подписании Регламента, упомянутого в данной статье.

10

От имени Аргентинской Республики

1. Подписывая настоящую Конвенцию, делегация Аргентинской Республики заявляет от имени своего правительства, что любая ссылка в Заключительном протоколе Международной конвенции электросвязи (Найроби, 1982 г.) или в любом другом документе Конференции на Мальвинские острова, острова Южной Георгии и острова Южного Сэндвича под ошибочным наименованием «Фолклендские острова и подопечные территории» нисколько не уменьшает суверенных прав Аргентинской Республики на эти острова.

2. Оккупация этих островов в результате акта насилия со стороны Соединенного Королевства Великобритании и Северной Ирландии, которая никогда не признавалась Аргентинской Республикой, заставила Организацию Объединенных Наций в Резолюциях Генеральной Ассамблеи 2065 (XX), 3160 (XXVIII) и 31/49 призвать обе стороны искать мирного решения спорного вопроса о суверенитете над этими островами и побудить их к проведению переговоров, для того чтобы покончить с колониальной ситуацией.

3. Следует также отметить, что любая ссылка в этих документах на так называемые «Британские Антарктические территории» никоим образом не умаляет прав Аргентинской Республики в Аргентинском Антарктическом секторе и что этот же термин фигурирует в статье IV Антарктического договора, заключенного в Вашингтоне 1-го декабря 1959 г., который подписан Аргентинской Республикой и Соединенным Королевством Великобритании и Северной Ирландии.

11

От имени Республики Филиппины

Делегация Республики Филиппины резервирует за своим правительством право принимать любые меры, которые оно сочтет необходимыми для защиты своих интересов, если некоторые Члены не будут участвовать в покрытии расходов Союза, что могло бы привести к увеличению взноса Филиппин,

или если они каким-либо другим образом не будут выполнять положений Международной конвенции электросвязи (Найроби, 1982 г.), приложений и протоколов к ней, или если оговорки, сделанные другими странами, будут затрагивать интересы Филиппин.

12

От имени Барбадоса

Делегация Барбадоса резервирует за своим правительством право принимать любые меры, которые оно сочтет необходимыми для защиты своих интересов в случае, если один или несколько Членов не будут участвовать в оплате расходов Союза, или если они каким-либо другим образом не будут выполнять положений Международной конвенции электросвязи (Найроби, 1982 г.), приложений или протоколов к ней, или если оговорки других Членов смогут поставить под угрозу работу служб электросвязи Барбадоса.

13

От имени Республики Венесуэлы

Делегация Республики Венесуэлы резервирует за своим правительством право принимать любые меры, которые оно сочтет необходимыми для защиты своих интересов в случае, если другие настоящие и будущие Члены не будут участвовать в оплате расходов Союза, или если они не будут выполнять положений Международной конвенции электросвязи (Найроби, 1982 г.), приложений или протоколов к ней, или если оговорки других Членов оставят под угрозу нормальную работу его служб электросвязи. Кроме того, правительство Венесуэлы в своей международной политике не признает арбитража как средства урегулирования спорных вопросов. Поэтому оно выражает оговорку в отношении статей Международной конвенции электросвязи (Найроби, 1982 г.), относящихся к этому вопросу.

14

От имени Социалистической Республики Румынии

В момент подписания Международной конвенции электросвязи (Найроби, 1982 г.), делегация Социалистической Республики Румынии заявляет, что факт удержания в состоянии зависимости некоторых территорий, на что указывается в положениях Дополнительного Протокола III, идет вразрез с документами, принятыми Организацией Объединенных Наций о предоставлении независимости колониальным странам и народам, включая Декларацию о принципах международного права относительно дружественных отношений и сотрудничества между государствами в соответствии с Уставом Объединенных Наций, которая была единогласно принята Генеральной Ассамблеей Организации Объединенных Наций в Резолюции 2625 (XXV) от 24 октября 1970 г. и которая торжественно провозглашает обязанность государств способствовать воиложению принципа равенства прав народов и их права на самоопределение для того, чтобы как можно скорее положить конец колониализму.

15

От имени Социалистической Республики Румынии

Подписывая Заключительный акт Полномочной конференции Международного союза электросвязи (Найробь, 1982 г.), делегация Социалистической Республики Румынии резервирует за своим правительством право:

1. Принимать любые меры, которые оно сочтет необходимыми в отношении финансовых последствий, которые могут вытекать из Заключительных актов Конференции или из оговорок, сделанных другими странами-Членами, включая последствия, связанные с возможным увеличением его взноса в покрытие расходов Союза.

2. Делать любые заявления или оговорки до момента ратификации Международной конвенции электросвязи (Найроби, 1982 г.).

16

От имени Руандийской Республики

Делегация Руандийской Республики на Конференции резервирует за своим правительством право принимать необходимые меры для защиты своих интересов:

- если некоторые Члены не будут участвовать в покрытии расходов Союза, вызывая тем самым увеличение взносов других Членов;
- если некоторые Члены не будут каким-либо образом выполнять Международной конвенции электросвязи (Найробь, 1982 г.), приложений и протоколов к ней;
- если оговорки, сделанные другими администрациями, поставят под угрозу нормальную работу его служб электросвязи.

17

От имени Италии

Делегация Италии заявляет, что итальянское правительство не может принять никаких финансовых последствий, которые могли бы возникнуть в результате оговорок, сделанных другими правительствами, принимающими участие в Полномочной конференции (Найробь, 1982 г.).

Она также сохраняет за своим правительством право принимать любые меры, которые оно сочтет необходимыми для защиты интересов в случае, если Члены каким-либо образом не будут выполнять положений Международной конвенции электросвязи (Найроби, 1982 г.) или если оговорки, сделанные другими странами, поставят под угрозу нормальную работу его служб электросвязи.

18

От имени Республики Гватемалы

Делегация Республики Гватемалы на Полномочной конференции (Найроби, 1982 г.):

1. Резервирует за своим правительством право принимать любые меры, которые оно сочтет необходимыми для защиты своих интересов в случае, если другие Члены не будут выполнять положений Международной конвенции электросвязи (Найроби, 1982 г.), приложений и протоколов к ней, или если какие-либо оговорки, сделанные другими Членами, поставят под угрозу нормальную работу его служб электросвязи;

2. Она также резервирует за своим правительством право делать любое заявление или оговорку до момента ратификации Конвенции (Найроби, 1982 г.).

19

От имени Центральноафриканской Республики

Делегация Центральноафриканской Республики на Полномочной конференции (Найроби, 1982 г.) заявляет, что ее правительство сохраняет за собой право принимать все необходимые меры для защиты своих интересов в случае, если некоторые Члены Союза не будут выполнять положений Международной конвенции электросвязи либо будут делать несостоятельные оговорки, которые могли бы привести к увеличению взносов Центральноафриканской Республики на покрытие расходов Союза.

20

(Этот помер не был использован.)

21

От имени Малави

Подписывая настоящую Коопвенцию, делегация Малави резервирует за своим правительством право принимать любые меры, которые оно сочтет необходимыми для защиты своих интересов в случае, если некоторые Члены не будут выплачивать их долю взносов на покрытие расходов Союза, или если они не будут каким-либо другим образом выполнять положений Коопвенции, приложений или протоколов к ней, или если оговорки, сделанные другими странами, смогут поставить под угрозу работу его служб электросвязи.

22

От имени Народной Республики Бангладеш

Делегация Народной Республики Бангладеш резервирует за своим правительством право принимать любые меры, которые оно сочтет необходимыми для защиты своих интересов:

1. если оговорки, сделанные другими правительствами стран-Членов Союза, приведут к увеличению его доли взноса на покрытие расходов Союза;

2. если Члены каким-либо образом не будут выполнять положений Международной конвенции электросвязи (Найроби, 1982 г.), приложений или протоколов к ней;

3. если оговорки, сделанные другими правительствами, смогут поставить под угрозу нормальную работу его служб электросвязи.

23

От имени Народной Республики Конго

1. Подписывая Заключительный протокол Международной конвенции электросвязи (Найроби, 1982 г.), делегация Народной Республики Конго резервирует за своим правительством право принимать любые меры, которые оно сочтет необходимыми для защиты своих интересов в случае, если некоторые Члены не будут каким-либо образом выполнять положений Международной конвенции электросвязи (Найроби, 1982 г.) или если оговорки, сделанные другими Членами, смогут поставить под угрозу нормальную работу его служб электросвязи.

2. Кроме того, делегация Народной Республики Конго резервирует за своим правительством право не соглашаться ни с какими мерами финансового порядка, если они смогут привести к увеличению доли его взносов на покрытие расходов Союза.

24

От имени Республики Ирак

Делегация Республики Ирак заявляет, что ее правительство резервирует за собой право принимать любые меры, которые оно сочтет необходимыми для защиты своих интересов в случае, если некоторый Член не будет каким-либо образом соблюдать положений Международной конвенции электросвязи (Найроби, 1982 г.) или если оговорки, сделанные этим Членом, поставят под угрозу нормальную работу служб электросвязи Ирака или повлекут к увеличению долевого участия Ирака в покрытии расходов Союза.

25

От имени Ливана

Делегация Ливана заявляет, что ее правительство резервирует за собой право принимать любые меры, которые оно сочтет необходимыми для защиты своих интересов, если некоторый Член не будет каким-либо образом соблюдать положений Международной конвенции электросвязи (Найроби, 1982 г.) или если оговорки, сделанные этим Членом, поставят под угрозу нормальную работу служб электросвязи Ливана или поведут к увеличению долевого участия Ливана в покрытии расходов Союза.

26

От имени Социалистической Народной Ливийской Арабской Джамахирии

Делегация Социалистической Народной Ливийской Арабской Джамахирии резервирует за своим правительством право соглашаться или не соглашаться с последствиями любых оговорок, сделанных другими странами, которые могут повести к увеличению его долевого участия в покрытии расходов Союза, и принимать любые меры, которые оно сочтет необходимыми для защиты своих интересов и служб электросвязи в случае, если некоторый член не будет каким-либо образом выполнять положений Международной конвенции электросвязи (Найроби, 1982 г.) или приложенные к ней Регламенты.

27

От имени Коста-Рики

Делегация Коста-Рики резервирует за своим правительством право:

1. не соглашаться ни с какими мерами финансового порядка, если они смогут привести к увеличению доли его взносов на покрытие расходов Союза;
2. принимать любые меры, которые оно считает необходимыми для защиты своих служб электросвязи в случае, если страны-Члены Союза не будут соблюдать положений Международной конвенции электросвязи (Найроби, 1982 г.);
3. делать оговорки, которые оно сочтет уместными в отношении текстов, включенных в Международную конвенцию электросвязи (Найроби, 1982 г.) и могущих прямо или косвенно затрагивать его суверенитет.

28

От имени Государства Израиль

Делегация Государства Израиль от имени своего правительства, повторяя пункт ХСІХ Заключительного протокола к Международной конвенции электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.), заявляет, что относящиеся к Израилю части Резолюции № 74 основываются на безосновательных обвинениях. В них содержатся фактические и юридические положения, которые не обоснованы ни фактически, ни юридически. Они не служат ни истинным целям, ни назначению МСЭ, и Израиль их полностью отвергает.

29

От имени Республики Индонезии

1. Делегация Республики Индонезии резервирует за своим правительством право:

- a) принимать любые меры, которые оно сочтет необходимыми для защиты своих интересов, если Члены не будут каким-либо образом соблюдать положений Международной конвенции электросвязи 1982 г. или если оговорки, сделанные другими странами, поставят под угрозу нормальную работу его служб электросвязи;
- b) принимать любые другие меры в соответствии с конституцией и законам Индонезийской Республики.

2. Индонезийская делегация от имени правительства Индонезийской Республики заявляет, что она не принимает на себя никаких обязательств в отношении положений параграфа 2 Статьи 50 Международной конвенции электросвязи (Найроби, 1982 г.).

30

От имени Социалистической Федеративной Республики Югославии

Делегация Социалистической Федеративной Республик Югославии резервирует за своим правительством право:

1. принимать любые меры, которые оно сочтет необходимыми для защиты интересов своих служб электросвязи, если некоторые Члены не будут каким-либо образом соблюдать положений настоящей Конвенции или если

оговорки, сделанные другими странами, поставят под угрозу его службы электросвязи;

2. принимать любые меры, которые оно сочтет необходимыми для защиты своих интересов, если некоторые Члены не будут вносить своей доли взносов на покрытие расходов Союза или если оговорки, сделанные другими странами, смогут привести к увеличению его доли взноса на покрытие расходов Союза.

31

От имени Народной Республики Бенин

Делегация Народной Республики Бенин на Полномочной конференции Международного союза электросвязи (Найроби, 1982 г.) резервирует за своим правительством право принимать любые меры, которые оно сочтет необходимыми для защиты своих интересов в случае, если некоторые Члены не будут соблюдать положений Международной конвенции электросвязи (Найроби, 1982 г.) или если оговорки, сделанные другими Членами, поставят под угрозу нормальную работу его служб электросвязи или приведут к увеличению его взноса на покрытие расходов Союза.

32

От имени Тоголезской Республики

Делегация Тоголезской Республики резервирует за своим правительством право принимать любые меры, которые оно сочтет уместными, если какая-либо страна не будет соблюдать положений настоящей Конвенции, или если оговорки, сделанные какими-либо Членами в ходе конференции в Найроби (1982 г.) или при подписании или присоединении к Конвенции приведут к ситуации, угрожающей его службам электросвязи, или к чрезмерно большому увеличению его взноса на покрытие расходов Союза.

33

От имени Восточной Республики Уругвай

Делегация Восточной Республики Уругвай заявляет от имени своего правительства, что последнее резервирует за собой право принимать любые меры, которые оно сочтет необходимыми для защиты своих интересов в случае, если другие Члены не будут соблюдать положений Международной конвенции электросвязи (Найроби, 1982 г.) или положений и протоколов к ней или если оговорки, сделанные другими странами, смогут поставить под угрозу нормальную работу его служб электросвязи.

34

От имени Демократической Республики Афганистан

Делегация Демократической Республики Афганистан на Полномочной конференции МСЭ (Найроби, 1982 г.) резервирует за своим правительством право:

1. принимать любые меры, которые оно сочтет необходимыми для защиты своих интересов, если некоторый Член не будет каким-либо образом выполнять положений Международной конвенции электросвязи (Найроби, 1982 г.), приложений или протоколов к ней или если последствия любой

оговорки, сделанной другой страной, поставят под угрозу его интересы и, в частности, смогут помешать нормальной работе его служб электросвязи;

2. не соглашаться с любыми мерами финансового порядка, которые смогут повести к увеличению доли его взноса на покрытие расходов Союза;

3. делать любые оговорки или заявления до того, как оно ратифицирует Международную конвенцию электросвязи (Найроби, 1982 г.).

35

От имени Государства Кувейт и Государства Катар

Делегации Государства Кувейт и Государства Катар заявляют, что их правительства резервируют за собой право принимать любые меры, которые они сочтут необходимыми для защиты своих интересов, если некоторый Член Союза не будет каким-либо образом соблюдать положений Международной конвенции электросвязи (Найроби, 1982 г.) или если оговорки, сделанные этим Членом, поставят под угрозу их службы электросвязи или поведут к увеличению взносов Кувейта или Катара на покрытие расходов Союза.

36

От имени Королевства Лесото

Делегация Королевства Лесото заявляет от имени своего правительства:

1. что она не принимает никаких последствий, вытекающих из оговорок, сделанных какой-либо страной, и резервирует за собой право принимать любые меры, которые оно сочтет необходимыми;

2. что она резервирует за своим правительством право принимать любые меры, которые она сочтет необходимыми для защиты своих интересов, если другие страны не будут соблюдать положений настоящей Конвенции (Найроби, 1982 г.), приложений или протоколов к ней или если оговорки, сделанные другими странами, поставят под угрозу нормальную работу его служб электросвязи.

37

От имени Демократической Республики Афганистан, Алжирской Народной Демократической Республики, Королевства Саудовской Аравии, Народной Республики Бангладеш, Исламской Республики Иран, Республики Ирак, Иорданского Хашимитского Королевства, Государства Кувейт, Ливана, Социалистической Народной Ливийской Арабской Джамахирии, Мальдивской Республики, Королевства Марокко, Исламской Республики Мавритании, Султаната Омана, Исламской Республики Пакистана, Государства Катар, Сирийской Арабской Республики, Сомалийской Демократической Республики, Демократической Республики Судан, Туниса, Йеменской Арабской Республики, Народной Демократической Республики Йемен

Делегации вышеуказанных стран на Полиомочной конференции (Найроби, 1982 г.) заявляют, что подписание ими Международной конвенции электросвязи (Найроби, 1982 г.), так же как и возможная ратификация этого Акта их соответствующими правительствами, не действительны в отношении сионистского образования, фигурирующего в Приложении I к настоящей Конвенции под именем так называемого Израиля и никоим образом не означают его признания.

38

От имени Республики Сингапур

Делегация Республики Сингапур резервирует за своим правительством право принимать любые меры, которые оно сочтет необходимыми для защиты своих интересов, если некоторый Член Союза не будет каким-либо образом вынужден выполнять обязательства, вытекающих из Международной конвенции электросвязи (Найроби, 1982 г.), приложений или протоколов к ней, или если оговорки, сделанные какой-либо страной, поставят под угрозу нормальную работу его служб электросвязи или поведут к увеличению доли его взноса на покрытие расходов Союза.

39

От имени Республики Кореи

Делегация Республики Кореи резервирует за своим правительством право принимать любые меры, которые оно сочтет необходимыми для защиты своих интересов в случае, если какой-либо Член Союза не будет вносить свою долю взносов на покрытие расходов Союза, или не будет соблюдать положений настоящей Конвенции или приложений, протоколов и регламентов к ней или если оговорки, сделанные другими странами, поставят под угрозу нормальную работу его служб электросвязи.

40

От имени Республики Сенегал

Подписывая настоящую Конвенцию, делегация Республики Сенегал заявляет от имени своего правительства, что оно не припимает никаких последствий оговорок, сделанных другими правительствами, которые могли бы привести к увеличению ее доли взноса на покрытие расходов Союза.

Кроме того, Республика Сенегал резервирует за собой право принимать любые меры, которые она сочтет необходимыми для защиты своих интересов в случае, если какие-либо Члены не будут соблюдать положений Международной конвенции электросвязи (Найроби, 1982 г.), приложений или протоколов к ней или если оговорки, сделанные другими странами будут ставить под угрозу нормальную работу ее служб электросвязи.

41

От имени Республики Бурунди

Делегация Республики Бурунди резервирует за своим правительством право:

1. принимать любые меры, которые оно сочтет необходимыми для защиты своих интересов в случае если некоторые Члены не будут каким-либо образом соблюдать положения Международной конвенции электросвязи (Найроби, 1982 г.), приложений или протоколов к ней;
2. принимать или не принимать любые меры, которые могли бы привести к увеличению его доли взносов.

42

От имени Ганы

Делегация Ганы резервирует за своим правительством право принимать любые меры, которые оно сочтет необходимыми для защиты своих интересов в случае, если несоблюдение Международной конвенции электросвязи (Найроби, 1982 г.), приложений и протоколов к ней или оговорки, сделанные другими странами, поставят под угрозу нормальную работу его служб электросвязи.

43

От имени Демократической Республики Мадагаскар

Делегация Демократической Республики Мадагаскар резервирует за своим правительством право принимать любые меры, которые оно сочтет полезными для защиты своих интересов в случае, если Члены Союза не будут каким-либо образом соблюдать положений Международной конвенции электросвязи (Найроби, 1982 г.) или если оговорки, сделанные другими странами, поставят под угрозу нормальную работу его собственных служб электросвязи.

Она также резервирует за своим правительством право не соглашаться ни с какими финансовыми последствиями, вытекающими из оговорок, сделанных другими правительствами, являющимися участниками настоящей Конференции.

44

От имени Исламской Республики Пакистан

Делегация правительства Пакистана на Полномочной конференции Международного союза электросвязи (Найроби, 1982 г.) резервирует за собой право соглашаться или не соглашаться с последствиями, которые могут быть вызваны несоблюдением любым другим Членом Союза положений Конвенции (1982 г.) или Регламентов к ней.

45

От имени Объединенной Республики Камерун

Делегация Объединенной Республики Камерун на Полномочной конференции Международного союза электросвязи (Найроби, 1982 г.) заявляет, что ее правительство резервирует за собой право принимать все необходимые меры для защиты своих интересов в случае, если оговорки, сделанные другими делегациями, или невыполнение настоящей Конвенции поставят под угрозу нормальную работу его служб электросвязи.

Кроме того, правительство Объединенной Республики Камерун не принимает никаких последствий оговорок, сделанных другими делегациями на настоящей Конференции, которые могут привести к увеличению его взносов на покрытие расходов Союза.

46

От имени Турции

Делегация правительства Турции на Полномочной конференции Международного союза электросвязи (Найроби, 1982 г.) резервирует за своим пра-

вительством право принимать любые меры, которые оно сочтет необходимыми для защиты своих интересов, если оговорки, сделанные другими Членами Союза, приведут к увеличению его долевого участия в расходах Союза.

Кроме того, делегация резервирует за своим правительством право производить пропорциональное снижение доли участия Турции в расходах по любой статье или части статьи бюджета в случае, если оговорки, сделанные другими сторонами, приведут к тому, что эти стороны не будут вносить платежей по этой статье или части статьи.

47

От имени Сирийской Арабской Республики

Делегация Сирийской Арабской Республики заявляет, что ее правительство резервирует за собой право принимать любые меры, которые оно сочтет необходимыми для защиты своих интересов в случае, если некоторый Член не будет каким-либо образом выполнять положений Международной конвенции электросвязи (Найроби, 1982 г.) или если оговорки, сделанные этим Членом, будут ставить под угрозу нормальную работу его служб электросвязи или приведут к увеличению доли взносов Сирии на покрытие расходов Союза.

48

От имени Социалистической Республики Вьетнам

Делегация Социалистической Республики Вьетнам на Полномочной конференции Международного союза электросвязи (Найроби, 1982 г.) заявляет от имени своего правительства следующее:

1. она вновь подтверждает позицию правительства Социалистической Республики Вьетнам, выраженную в заявлении Министерства иностранных дел от 7 августа 1979 г., о том, что архипелаги Хоаинг Са (Параселы) и Труонг Са (Спрэтли) являются неотъемлемой частью территории Социалистической Республики Вьетнам. Поэтому правительство Вьетнама не может принять поправки к распределению частот и разделению зон 6D, 6F и 6G на более мелкие, содержащиеся в Заключительных актах (ADD27/132A) Всемирной административной конференции радиосвязи по воздушной подвижной службе (Женева, 1978). Эти положения ставят под угрозу нормальную работу воздушных служб электросвязи Вьетнама, а также ряда других стран региона, и поэтому они должны быть нерассмотрены на следующих ВАКР по подвижным службам;

2. кроме того, она резервирует за своим правительством право не соглашаться с любыми другими положениями Регламента радиосвязи, которые могут мешать нормальной работе его служб электросвязи, и право принимать любые меры, которые оно сочтет необходимыми для защиты своих интересов и своих служб электросвязи.

49

От имени Габонской Республики

Делегация Габонской Республики резервирует за своим правительством право:

1. принимать любые необходимые меры по защите своих интересов в случае, если Члены не будут каким-либо образом соблюдать положений Международной конвенции электросвязи (Найроби, 1982 г.) или если оговорки, сделанные другими Членами, поставят под угрозу его службы электросвязи;

2. соглашаться или не соглашаться с возможными финансовыми последствиями таких оговорок.

50

От имени Республики Берег Слоновой Кости

Делегация Республики Берег Слоновой Кости заявляет, что она резервирует за своим правительством право соглашаться или не соглашаться с последствиями любых оговорок, сделанных другими правительствами и содержащимися в настоящей Конвенции (Найроби, 1982 г.), которые могут привести к увеличению его доли взносов на покрытие расходов Союза или поставить под угрозу его службы электросвязи.

51

(Этот номер не был использован.)

52

От имени Народной Республики Болгарии

Подписывая Международную конвенцию электросвязи, Народная Республика Болгария заявляет, что она резервирует за собой право принимать любые меры для защиты своих интересов в случае, если другие государства не будут выполнять положений Международной конвенции электросвязи или в случае любых других действий, которые могут нарушить суверенитет Народной Республики Болгарии.

53

От имени Португалии

Делегация Португалии заявляет от имени своего правительства, что она не согласится ни с какими последствиями, вытекающими из оговорок, сделанных другими правительствами, которые могли бы привести к увеличению его доли взносов на покрытие расходов Союза.

Кроме того, она резервирует за своим правительством право принимать любые меры, которые оно сочтет необходимыми для защиты своих интересов в случае, если какие-либо Члены не будут участвовать в покрытии расходов Союза или каким-либо иным образом не будут выполнять положений Международной конвенции электросвязи (Найроби, 1982 г.), приложений или протоколов к ней, или если оговорки, сделанные другими сторонами, будут ставить под угрозу нормальную работу его служб электросвязи.

54

От имени Федеративной Республики Бразилии

Подписывая настоящий Заключительный акт, который должен быть ратифицирован Национальным Конгрессом, делегация Бразилии резервирует за своим правительством право принимать любые необходимые меры для защиты своих интересов в случае, если другие Члены не будут выполнять

положений Международной конвенции электросвязи (Найроби, 1982 г.) или приложений и протоколов к ней или если оговорки, сделанные другими Членами, приведут к увеличению доли взносов Бразилии на покрытие расходов Союза либо смогут поставить под угрозу нормальную работу ее служб электросвязи.

55

От имени Сомалийской Демократической Республики

Делегация Сомалийской Демократической Республики заявляет, что ее правительство не сможет согласиться ни с какими финансовыми последствиями оговорок, сделанных другими правительствами, принимающими участие в Полномочной конференции (Найроби, 1982 г.).

Она также резервирует за своим правительством право принимать любые меры, которые оно сочтет необходимыми для защиты своих интересов в случае, если некоторые Члены не будут каким-либо образом соблюдать положений Международной конвенции электросвязи (Найроби, 1982 г.) или если оговорки, сделанные другими странами, поставят под угрозу его службы электросвязи.

56

От имени Федеративной Республики Германии

Делегация Федеративной Республики Германии официально заявляет в отношении статьи 83 Международной конвенции электросвязи (Найроби, 1982 г.), что она сохраняет оговорки, сделанные от имени Федеративной Республики Германии при подписании Регламентов, упомянутых в этой статье.

57

От имени Федеративной Республики Германии

Делегация Федеративной Республики Германии резервирует за своим правительством право принимать любые меры, которые оно сочтет необходимыми для защиты своих интересов в случае, если некоторые Члены не будут участвовать в покрытии расходов Союза или если они не будут каким-либо иным образом выполнять положений настоящей Конвенции, приложений или протоколов к ней, или если оговорки, сделанные другими странами, могут привести к увеличению ее доли на покрытие расходов Союза или поставить под угрозу нормальную работу ее служб электросвязи. Кроме того, делегация Федеративной Республики Германии делает в качестве предосторожности оговорку против внесения какой-либо поправки в статью 4 Международной конвенции электросвязи, посредством которой в Конвенцию предполагается включить техническое сотрудничество в качестве цели Союза, она также резервирует за своим правительством право принимать любые необходимые меры в случае, если регулярный бюджет Союза будет использоваться для таких целей.

58

От имени Чехословацкой Социалистической Республики

Делегация Чехословацкой Социалистической Республики заявляет от имени своего правительства, что, подписывая Международную конвенцию

электросвязи (Найроби, 1982 г.), она оставляет открытым вопрос о принятии Регламента радиосвязи (Женева, 1979 г.).

59

От имени Чили

Делегация Чили заявляет, что если в Международной конвенции электросвязи, ее приложениях, в регламентах или в любых других документах упоминается или делается ссылка на «территории Антарктиды» как на зависимые территории какого-либо государства, эти упоминания или ссылки не относятся и не могут относиться к чилийскому сектору Антарктиды между 53° и 90° западной долготы, который является неотъемлемой частью национальной территории Республики Чили и на который эта Республика имеет абсолютные права и распространяет суверенитет.

В свете вышеизложенного правительство Чили резервирует за собой право принимать все необходимые меры по защите своих интересов в случае, если другие государства каким-либо образом посягнут на всю вышеупомянутую территорию или ее часть, призывая положения настоящей Конвенции или относящихся к ней приложений, протоколов и/или регламентов.

60

От имени Чили

Делегация Чили на Полномочной конференции резервирует за своим правительством право делать любые необходимые оговорки в отношении текстов, содержащихся в Международной конвенции электросвязи (Найроби, 1982 г.), в ее приложениях, протоколах и регламентах, которые могут непосредственно или косвенно повлиять на работу его служб электросвязи или суверенитет.

Кроме того, она резервирует за собой право защищать свои интересы в случае, если оговорки, сделанные другими правительствами, приведут к увеличению его доли взносов на покрытие расходов Союза.

61

От имени Республики Нигер

Делегация Республики Нигер на Полномочной конференции Международного союза электросвязи (Найроби, 1982 г.) резервирует за своим правительством право:

1. принимать меры, которые оно сочтет необходимыми для защиты своих интересов в случае, если некоторые Члены Союза не будут каким-либо образом выполнять положений Конвенции и регламентов или если оговорки, сделанные этими Членами, поставят под угрозу нормальную работу его служб электросвязи;

2. соглашаться или не соглашаться с последствиями оговорок, которые могут привести к увеличению его доли взносов на покрытие расходов Союза.

62

От имени Греции

Подписывая Международную конвенцию электросвязи (Найроби, 1982 г.), делегация Греческой Республики на Полномочной конференции Междуна-

родного союза электросвязи (Найроби, 1982 г.) официально заявляет, что она резервирует за своим правительством право принимать согласно Конституции, законодательству и международным обязательствам Греческой Республики любые меры, которые оно сочтет необходимыми и полезными для защиты своих прав и национальных интересов, если государства-члены Союза не будут каким-либо образом соблюдать положений настоящей Конвенции, ее приложений, протоколов и регламентов или не будут возмещать свою долю в покрытии расходов Союза.

Она также резервирует за своим правительством право не принимать никаких последствий оговорок, сделанных другими сторонами, которые могли бы привести к увеличению его доли взносов на покрытие расходов Союза, или если эти оговорки поставят под угрозу нормальную и эффективную работу служб электросвязи Греческой Республики.

63

От имени Папуа-Новой Гвинеи

Делегация Папуа-Новой Гвинеи резервирует за своим правительством право принимать любые меры, которые оно сочтет необходимыми, для защиты своих интересов в случае, если некоторые Члены не будут возмещать свою долю в покрытии расходов Союза или если они не будут каким-либо образом выполнять обязательств, вытекающих из положений Международной конвенции электросвязи (Найроби, 1982 г.), приложений и протоколов к ней, или если оговорки, сделанные другими странами, поставят под угрозу нормальную работу служб электросвязи Папуа-Новой Гвинеи.

64

От имени Объединенной Республики Танзании

Делегация Объединенной Республики Танзании резервирует за своим правительством право принимать любые меры, которые оно сочтет необходимыми для защиты своих интересов в случае, если Члены не будут каким-либо образом выполнять положений Международной конвенции электросвязи (Найроби, 1982 г.) или если оговорки, сделанные другими странами, поставят под угрозу нормальную работу его служб электросвязи или приведут к увеличению его доли взносов на покрытие расходов Союза.

65

От имени Гвианы

Делегация Гвианы резервирует за своим правительством право принимать любые меры, которые оно сочтет необходимыми для защиты своих интересов, если Члены не будут каким-либо образом выполнять положений Международной конвенции электросвязи (Найроби, 1982 г.), или если оговорки и действия других стран поставят под угрозу нормальную работу его служб электросвязи или приведут к увеличению его доли взносов на покрытие расходов Союза.

66

От имени Республики Верхней Вольты

Делегация Республики Верхней Вольты на Полномочной конференции Международного союза электросвязи (Найроби, 1982 г.) резервирует за своим правительством право:

1. отклонить любые меры финансового порядка, направленные на увеличение его доли взноса и на покрытие расходов Союза;

2. принимать любые меры, которые оно сочтет необходимыми для защиты своих интересов в случае, если Члены не будут выполнять положений Международной конвенции электросвязи (Найроби, 1982 г.), приложений, регламентов и протоколов к ней, или если оговорки других государств-Членов поставят под угрозу нормальную работу его служб электросвязи.

67

От имени Республики Индии

1. Подписывая Заключительные акты Международной конвенции электросвязи (Найроби, 1982 г.), делегация Республики Индии не соглашается с любыми финансовыми последствиями, являющимися результатами оговорок, которые могут быть сделаны каким-либо Членом по вопросу финансов Союза.

2. Кроме того, делегация Республики Индии резервирует за своим правительством право принимать в случае необходимости соответствующие меры для обеспечения нормальной работы Союза и его постоянных органов, а также принять основные положения Общего регламента и Административных Регламентов, приложенных к Конвенции, если какая-либо страна сделает оговорки и/или не будет выполнять положений Конвенции.

68

От имени Ямайки

Делегация Ямайки резервирует за своим правительством право принимать любые меры, которые оно сочтет необходимыми для защиты своих интересов в том случае, если Члены не будут каким-либо образом выполнять положений Международной конвенции электросвязи (Найроби, 1982 г.), приложений и протоколов к ней, или если оговорки, сделанные другими странами, поставят под угрозу нормальную работу служб электросвязи Ямайки или повлекут увеличение ее доли взноса на покрытие расходов Союза.

69

От имени Кубы

Подписывая Заключительные акты постоящей Полномочной конференции, Администрация Республики Кубы уточняет, что с учетом заявлений, в которых правительство Соединенных Штатов Америки сообщило о своем намерении передавать в управление Кубы программы радиовещания, носящие подрывной и дестабилизирующий характер заявлений, противоречащих положениям Конвенции Международного союза электросвязи, — она резервирует за собой право использовать по мере необходимости имеющиеся в ее распоряжении средства и применять все меры, которые она сочтет полезными для обеспечения наилучшей работы своих служб радиовещания.

70

От имени Соединенных Штатов Америки

Глубоко взволнованные ходом прений на Полномочной конференции МСЭ 1982 г., Соединенные Штаты Америки резервируют за собой право

делать любые оговорки и заявления до ратификации Конвенции Международного союза электросвязи. Основная озабоченность Соединенных Штатов Америки связана с вызывающим сожаление отсутствием реалистического финансового планирования во всех секторах деятельности Союза, политической Союзу и с обязательствами Союза предоставлять сотрудничество и техническую помощь в то время, как они лучшим образом обеспечивались бы Программой развития ООН и частным сектором. Эта оговорка носит общий характер, принимая во внимание неспособность Конференции завершить основную часть своей работы до установленного срока подачи оговорок.

71

От имени Новой Зеландии

Делегация Новой Зеландии резервирует за своим правительством право принимать любые меры, которые оно сочтет необходимыми для защиты своих интересов в случае, если некоторые Члены не будут делать взносов на покрытие расходов Союза или не будут каким-либо другим образом выполнять положений Международной конвенции электросвязи (Найроби, 1982 г.), приложений или протоколов к ней, или если оговорки, сделанные другими странами, поставят под угрозу нормальную работу служб электросвязи Новой Зеландии.

72

От имени Королевства Тонга

Делегация Новой Зеландии от имени правительства Королевства Тонга резервирует за этим правительством право принимать любые меры, которые оно сочтет необходимыми для защиты своих интересов в случае, если некоторые Члены не будут каким-либо образом выполнять положений Международной конвенции электросвязи (Найроби, 1982 г.), приложений и протоколов к ней, или если оговорки, сделанные другими странами, поставят под угрозу нормальную работу служб электросвязи Королевства Тонга.

73

От имени Народной Республики Болгарии, Венгерской Народной Республики, Могольской Народной Республики, Польской Народной Республики, Германской Демократической Республики и Чехословацкой Социалистической Республики

Делегации вышеперечисленных стран резервируют за своими правительствами право не поддерживать никаких финансовых мер, которые могут повлечь за собой неоправданное увеличение доли их взносов на покрытие расходов Союза, а также право принимать меры, которые они сочтут необходимыми для защиты своих интересов.

Кроме того, они резервируют также право делать любые заявления и оговорки в момент ратификации Международной конвенции электросвязи (Найроби, 1982 г.).

74

От имени Республики Кении

Делегация Республики Кения заявляет от имени своего правительства и в соответствии с предоставленными ей полномочиями:

1. что она резервирует за своим правительством право принимать любые меры, которые оно сочтет необходимыми для защиты своих интересов в случае, если какой-либо Член не будет выполнять должным образом положений Международной конвенции электросвязи (Найроби, 1982 г.);
2. что правительство Республики Кении отклоняет любую ответственность за последствия оговорок, сделанных Членами Союза.

75

(Этот номер не был использован.)

76

От имени Мексики

Делегация Мексики заявляет, что ее правительство резервирует за собой право принимать любые меры, которые оно сочтет необходимыми для защиты своих интересов в случае, если Члены не будут каким-либо образом соблюдать положений Международной конвенции электросвязи (Найроби, 1982 г.) или если оговорки, сделанные Членами, нанесут ущерб службам электросвязи Мексики или повлекут за собой повышение ее доли взносов на покрытие расходов Союза.

77

От имени Никарагуа

Подписывая Международную конвенцию электросвязи (Найроби, 1982 г.), делегация Республики Никарагуа резервирует за своим правительством право принимать любые меры, которые оно сочтет необходимыми для защиты своих интересов в случае, если оговорки, сделанные другими правительствами, повлекут за собой увеличение его доли взносов на покрытие расходов Союза либо поставят под угрозу нормальную работу служб электросвязи Никарагуа.

78

От имени Республики Колумбии

Делегация Республики Колумбии резервирует за своим правительством право принимать в соответствии со своим внутренним законодательством и международным правом любые меры, которые оно сочтет необходимыми для защиты своих интересов в случае, если оговорки, сделанные представителям других государств, поставят под угрозу нормальную работу служб электросвязи Колумбии или полное осуществление ее суверенных прав, а также в случае, если применение или толкование какого-либо положения Конвенции сделало бы эти меры необходимыми.

79

От имени Белорусской Советской Социалистической Республики, Украинской Советской Социалистической Республики и Союза Советских Социалистических Республик

Подписывая Международную конвенцию электросвязи, Белорусская Советская Социалистическая Республика, Украинская Советская Социалистическая Республика и Союз Советских Социалистических Республик заявляют,

что они сохраняют за собой право принимать любые меры, которые они сочтут необходимыми по охране своих интересов как в случае несоблюдения другими государствами положений Международной конвенции электросвязи, так и в случае иных действий, нарушающих суверенитет СССР.

Белорусская Советская Социалистическая Республика, Украинская Советская Социалистическая Республика и Союз Советских Социалистических Республик считают незаконным подписание делегацией Чили Международной конвенции электросвязи (Найроби, 1982 г.) и не признают его.

Делегации Белорусской Советской Социалистической Республики, Украинской Советской Социалистической Республики и Союза Советских Социалистических Республик заявляют от имени своих правительств, что они не принимают решений финансового порядка, которые приводят к увеличению их ежегодных членских взносов и, в частности, вследствие вносимого Полномочной конференцией изменения в п. 111 Статьи 15 Международной конвенции электросвязи (Найроби, 1982 г.).

80

От имени Эквадора

От имени своего правительства делегация Эквадора заявляет, что она будет стараться, по мере возможности, соблюдать положения Конвенции, утвержденной настоящей Конференцией (Найроби, 1982 г.), и резервирует за своим правительством право:

- a) принимать все необходимые меры для защиты своих природных ресурсов, своих служб электросвязи и других интересов в случае, если они были бы поставлены под угрозу вследствие несоблюдения положений названной Конвенции и приложений к ней, или вследствие оговорок, сделанных другими странами-Членами Союза;
- b) принимать любые другие решения в соответствии со своим законодательством и международным правом для защиты своих суверенных прав.

81

От имени Испании

Делегация Испании заявляет от имени своего правительства, что слово «страпа», используемое в Преамбуле, в Статьях 1, 2 и в других положениях Международной конвенции электросвязи (Найроби, 1982 г.) в отношении Членов и их нрав и обязанностей, является для этого правительства синонимом термина «суверенное государство» и имеет то же значение, сферу употребления, юридическое и политическое содержание.

82

От имени Испании

Делегация Испании заявляет от имени своего правительства, что она не принимает никаких оговорок, сделанных другими правительствами, которые повлекли бы за собой повышение его финансовых обязательств в отношении Союза.

83

От имени Никарагуа

Правительство Республики Никарагуа резервирует за собой право делать любые заявления или оговорки до тех пор, пока оно не ратифицирует Международную конвенцию электросвязи (Найроби, 1982 г.).

84

От имени Соединенного Королевства Великобритании и Северной Ирландии

I

Делегация Соединенного Королевства Великобритании и Северной Ирландии резервирует за своим правительством право принимать любые меры, которые оно сочтет необходимыми для защиты своих интересов в случае, если некоторые Члены не будут брать на себя часть расходов Союза или не будут каким-либо другим образом выполнять положений Международной конвенции электросвязи (Найроби, 1982 г.), ее приложений или протоколов к ней или если оговорки, сделанные другими странами, поставят под угрозу нормальную работу его служб электросвязи.

II

Соединенное Королевство отмечает, что Конференция приняла 10% сокращение некоторых финансовых пределов, предложенных в проекте Дополнительного протокола I на период с 1984 года; однако это сокращение не устраняет полностью озабоченность, неоднократно выраженную многими делегациями, которые выступали за то, чтобы Союз соразмерял будущие расходы с финансовыми ресурсами всех Членов Союза. Это несоответствие усиливает требование к Административному совету серьезным образом подходить к задаче достижения наибольшей экономии в ежегодном бюджете Союза. Со своей стороны Соединенное Королевство резервирует свою позицию в отношении любого предложения, влекущего за собой расходы, превышающие общую сумму, установленную в бюджете Союза на 1983 год.

III

Соединенное Королевство поддержало деятельность постоянных органов Союза по оказанию технической помощи и возможную роль Союза как стимулятора технического сотрудничества через посредство Специальной добровольной программы, принятой на настоящей Конференции, а также через посредство Программы развития ООН. Вместе с тем при отсутствии ясных указаний настоящей Конвенции в отношении финансовых последствий «технической помощи», включенной в цели Союза, Соединенное Королевство выражает свое беспокойство по поводу последствий расходов на эту деятельность, которые могли бы отразиться на способности Союза выполнять свои обычные технические обязанности. Вследствие этого Соединенное Королевство резервирует за собой право при будущих обсуждениях бюджета Союза настаивать на том, чтобы этим обычным техническим обязанностям отдавался приоритет при распределении кредитов Союза.

85

От имени правительства Канады

Делегация Канады, отмечая повышение финансовых пределов на 1983–1989 гг. в Дополнительном протоколе I, резервирует позицию своего правительства по вопросам принятия финансовых обязательств, вменяемых Дополнительным протоколом I «Расходы Союза на период 1983–1989 гг.».

Согласно п. 2 раздела 16 статьи 77 Международной конвенции электросвязи [(Малага-Торремолинос, 1973 г.)]¹ делегация Канады, кроме того, резервирует за своим правительством право делать любые дополнительные оговорки, которые могут оказаться необходимыми до возможной ратификации и при ратификации Канадой Международной конвенции электросвязи (Найробн, 1982 г.).

86

От имени Перу

Делегация Перу резервирует за своим правительством право:

1. принимать меры, которые оно сочтет необходимыми для защиты своих интересов в случае, если некоторые Члены Союза не будут каким-либо образом выполнять положений Конвенции или ее Регламентов, или если оговорки, сделанные этими Членами, поставят под угрозу нормальную работу служб электросвязи Перу;

2. принимать или не принимать последствия оговорок, которые могут повлечь за собой увеличение его доли взносов на покрытие расходов Союза;

3. делать любые другие заявления при оговорке до ратификации и/или вступившей Конвенции.

87

От имени Исламской Республики Иран

1. Подписывая заключительные акты Полномочной конференции Международного союза электросвязи (Найроби, 1982 г.), делегация Исламской Республики Иран резервирует за своим правительством право принимать любые меры, которые могут быть необходимы для защиты своих интересов, в случае если другие Члены не возьмут на себя часть расходов Союза, или если некоторые Члены не будут каким-либо образом соблюдать положений Конвенции (Найроби, 1982 г.) или приложений и протоколов к ней, или если оговорки, сделанные другими странами, поставят под угрозу нормальную работу его служб электросвязи.

2. Кроме того, делегация Исламской Республики Иран резервирует за своим правительством право принимать при необходимости меры для обеспечения нормальной работы Союза и его постоянных органов.

88

От имени Австралии

От имени своего правительства делегация Австралии, отмечая, что прения, имевшие место на Полномочной конференции (Найроби, 1982 г.) по п. п. 14 и 20 (Статья 4), п. 110 (Статья 15) и п. 1.1 Дополнительного протокола I, не рассеивают сомнений в отношении последствий применения новых

¹ The text within brackets appears in the authentic Russian text only — Le texte entre crochets ne figure que dans le texte authentique russe.

положений Статьи 4, которые могли бы отразиться на финансовых ресурсах Союза, заявляет, что она принимает новые положения Статьи 4 при условии, что:

1. деятельность по техническому сотрудничеству и технической помощи, финансируемая из обычного бюджета, исключает такую деятельность по проектам, как поставка оборудования для систем;
2. техническое сотрудничество и техническая помощь, финансируемые за счет собственных средств Союза, не повлекут за собой значительных изменений в том, что касается финансов Международного союза электросвязи.

89

От имени Дании, Финляндии, Исландии, Норвегии и Швеции

1. Относительно Статей 42 и 83 Международной конвенции электросвязи (Найроби, 1982 г.) делегации вышеуказанных стран официально заявляют о сохранении оговорок, которые они сделали от имени своих администраций при подписании Регламентов, указанных в Статье 83.

2. От имени своих правительств вышеуказанные делегации заявляют, что они не принимают никаких последствий оговорок, которые повлекли бы за собой повышение их доли взносов на покрытие расходов Союза.

3. Делегации вышеуказанных стран резервируют за своими правительствами право принимать любые меры, которые они сочтут необходимыми для защиты своих интересов в случае, если некоторые Члены Союза не возьмут на себя части расходов Союза, или же, если некоторый Член каким-либо другим образом не будет выполнять положений Международной конвенции электросвязи (Найроби, 1982 г.), приложения или протоколов к ней, или если оговорки, сделанные другими странами, поставят под угрозу нормальную работу их служб электросвязи.

90

От имени Республики Колумбии, Народной Республики Конго, Эквадора, Габонской Республики, Республики Индонезии, Республики Кении, Республики Уганда, Сомалийской Демократической Республики

Делегации вышеуказанных стран подтверждают в принципе и с учетом новых положений, внесенных в Международную конвенцию электросвязи (Найроби, 1982 г.), оговорки №№ 40, 42 и 79, сделанные на Всемирной административной конференции радиосвязи (Женева, 1979 г.) в той мере, как они применяются к резолюциям, рекомендациям, протоколам и Заключительным актам Полномочной конференции МСЭ (Найроби, 1982 г.).

91

От имени Австрии, Бельгии, Люксембурга и Королевства Нидерланды

Делегации вышеуказанных стран резервируют за своими правительствами право принимать любые меры, которые они сочтут необходимыми для защиты своих интересов в случае, если некоторые Члены не возьмут на себя части расходов Союза или каким-либо другим образом не будут выполнять положений Международной конвенции электросвязи (Найроби, 1982 г.), приложений и протоколов к ней, или если оговорки, сделанные

другими странами, приведут к увеличению их доли взносов на покрытие расходов Союза, или, накопец, если оговорки, сделанные другими странами, поставят под угрозу нормальную работу их служб электросвязи.

92

От имени Австрии, Бельгии, Люксембург и Королевства Нидерланды

Относительно Статьи 83 Международной конвенции электросвязи (Найроби, 1982 г.) делегации вышеуказанных стран официально заявляют о сохранении оговорки, которые они сделали от имени своих администраций при подписании Регламентов, указанных в статье 83.

93

От имени Республики Зимбабве

Подписывая настоящую Конвенцию и до ее ратификации, правительство Республики Зимбабве делает следующие оговорки:

1. ее подписание несколько не означает, что оно оправдывает агрессивные действия Израэля против его соседей;

2. оно никоим образом не признает политики расовой сегрегации Южно-Африканской Республики и ее агрессивных действий в Намибии, а также ее действий по дестабилизации положения в районе Южной Африки;

3. делегация Республики Зимбабве резервирует за своим правительством право принимать любые меры, которые оно сочтет необходимыми для защиты своих интересов в случае, если некоторые Члены не возьмут на себя части расходов Союза, или каким-либо другим образом не будут выполнять положений Международной конвенции электросвязи (Найроби, 1982 г.), приложений или протоколов к ней, или если оговорки, сделанные другими странами, поставят под угрозу нормальную работу его служб электросвязи.

94

От имени Республики Кипр

A

Делегация Республики Кипр на Полномочной конференции Международного союза электросвязи (Найроби, 1982 г.) заявляет, что она резервирует за своим правительством право не принимать никаких финансовых последствий, которые могли бы явиться результатом оговорок, сделанных другими государствами-участниками Международной конвенции электросвязи (Найроби, 1982 г.).

Она также резервирует за своим правительством право принимать любые меры, которые оно сочтет необходимыми или целесообразными для защиты и сохранения своих интересов или своих международных прав, если государства-Члены Союза не будут каким-либо образом соблюдать положений указанной Конвенции, приложений, протоколов и регламентов к ней, или если оговорки, сделанные другими государствами-Членами, поставят под угрозу нормальную работу его служб электросвязи.

В

Подписывая Международную конвенцию электросвязи (Найроби, 1982 г.), делегация Республики Кипр на Полномочной конференции Международного союза электросвязи (Найроби, 1982 г.) официально и решительно заявляет, что правительство Республики Кипр отрицает, отвергает и считает неприемлемыми любые претензии, выдвинутые в прошлом либо которые могли бы иметь место в будущем, со стороны любого государства-Члена Союза, являющегося участником данной Конвенции, в отношении целостности и национального суверенитета всей территории Республики Кипр.

Она также заявляет, что незаконно и временно оккупированные части территории Республики являются и останутся неотъемлемой частью всей территории, международные связи которой входят в законную компетенцию и являются предметом ответственности правительства Республики Кипр.

В силу вышеизложенного правительство Республики Кипр имеет полное, исключительное, абсолютное и суверенное право представлять в международных отношениях Республику Кипр в целом, учитывая, что оно признано не только международным правом, но также всеми государствами, Организацией Объединенных Наций и ее специализированными учреждениями, а также всеми другими международными либо межправительственными организациями.

95

От имени Республики Эль-Сальвадор

Правительство Республики Эль-Сальвадор резервирует за собой право не принимать никаких финансовых мер, если они могут повлечь за собой повышение его взноса, и делать оговорки, которые оно сочтет необходимыми, по вопросу текстов, содержащихся в Международной конвенции электросвязи (Найроби, 1982 г.) и способных прямо или косвенно посягать на его суверенность.

Оно также резервирует за собой право принимать меры, которые оно сочтет необходимыми для защиты своих служб электросвязи в случае, если страны-Члены не будут выполнять положений Международной конвенции электросвязи (Найроби, 1982 г.).

96

От имени Гренады

В связи с заявлением № 13 делегации Республики Вепесуэлы в отношении политики ее правительства в международных вопросах, в котором говорится, что оно не соглашается на арбитраж как средство разрешения споров, делегация Гренады резервирует за своим правительством право принимать любые меры, которые оно сочтет необходимыми для защиты своих интересов, в случае если какой-либо Член не будет соблюдать положений Международной конвенции электросвязи (Найроби, 1982 г.), приложений или протоколов к ней, или если оговорки других Членов поставят под угрозу нормальную работу служб электросвязи Гренады.

97

От имени Государства Израиль

Поскольку заявления, сделанные некоторыми делегациями в п.п. 6, 37, 93 (1) Заключительного Протокола, находятся в явном противоречии с

принципами и целями Международного союза электросвязи и поэтому лишены юридической силы, правительство Израиля желает официально заявить, что оно просто-напросто отвергает эти заявления и считает, что они не могут иметь никакой силы в отношении прав и обязанностей государств-Членов Международного союза электросвязи.

В любом случае правительство Израиля будет обеспечивать свое право защищать свои интересы, если правительства этих делегаций нарушат каким-либо образом любые положения Конвенции, приложений, протоколов или регламентов к ней.

98

От имени Королевства Свазиленд

Делегация Королевства Свазиленд резервирует за своим правительством право принимать любые меры, которые оно сочтет необходимыми для защиты своих интересов в случае, если Члены не будут выполнять положений Международной конвенции электросвязи (Найроби, 1982 г.) или приложений к ней и регламентов или если оговорки, сделанные другими странами, поставят под угрозу нормальную работу его служб электросвязи.

99

От имени Республики Уганда

Подписывая настоящую Конвенцию, делегация Республики Уганда заявляет, что ее правительство резервирует за собой право принимать любые меры, которые оно сочтет необходимыми для защиты своих интересов, если некоторые Члены не будут соблюдать свои обязательства по отношению к Союзу в том, что касается взносов и покрытие расходов или не будут каким-либо образом выполнять положений Международной конвенции электросвязи (Найроби, 1982 г.), приложений или протоколов к ней, или, если оговорки, сделанные другими странами, поставят под угрозу нормальную работу служб электросвязи Республики Уганда.

100

От имени Республики Мали

Делегация Республики Мали заявляет, что она не согласится ни на какое повышение своей доли взносов в бюджет Союза в результате того, что какая-либо страна не сможет вносить свои взносы и оплачивать другие расходы или по причине оговорок, сделанных другими странами, или из-за несоблюдения некоторыми странами настоящей Конвенции.

Кроме того, она резервирует за своим правительством право принимать все необходимые меры для защиты своих интересов в вопросах электросвязи в случае несоблюдения каким-либо Членом Союза Конвенции (Найроби, 1982 г.).

101

От имени Соединенного Королевства Великобритании и Северной Ирландии

Делегация Соединенного Королевства Великобритании и Северной Ирландии принимает к сведению заявление № 59 делегации Чили, касающееся антарктических территорий. В той степени, в какой это заявление может

затронуть Британскую антарктическую территорию, правительство Соединенного Королевства Великобритании и Северной Ирландии хочет уточнить, что оно нисколько не сомневается в своем суверенном праве в отношении Британской антарктической территории. В связи с указанным заявлением делегация Соединенного Королевства привлекает внимание к положениям Договора по Антарктиде и, в частности, к Статье IV этого Договора.

102

От имени Соединенного Королевства Великобритании и Северной Ирландии

Делегация Соединенного Королевства Великобритании и Северной Ирландии заявляет, что она не принимает заявление № 10, сделанное делегацией Аргентины ввиду того, что это заявление оспаривает суверенные права правительства Ее Королевского Величества на Фолклендские острова и подопечные территории, а также Британскую антарктическую территорию и желает официально зарезервировать права правительства Ее Величества по этому вопросу. Фолклендские острова и подопечные территории, а также Британская антарктическая территория являются и остаются составной частью территорий, за международные связи которых несет ответственность правительство Соединенного Королевства Великобритании и Северной Ирландии.

Делегация Соединенного Королевства не может также согласиться с мнением аргентинской делегации в отношении того, что название «Фолклендские острова и подопечные территории» является ошибочным, а также с мнением, что в той степени, в какой это название относится к Фолклендским островам, оно является ошибочным. Кроме того, делегация Соединенного Королевства не может согласиться с мнением аргентинской делегации в отношении того, что слово «Мальвинские» должно использоваться вместе с названием «Фолклендские острова и подопечные территории». Решение Специального комитета Организации Объединенных Наций добавить слово «Мальвинские» после этого названия относилось исключительно к документам Специального комитета Организации Объединенных Наций, которому поручено изучить вопрос о выполнении Декларации о предоставлении независимости колониальным странам и их народам, и не было принято Организацией Объединенных Наций для всех ее документов. Поэтому это решение никоим образом не затрагивает Международную конвенцию электросвязи (Найроби, 1982 г.) и ее приложений или любых других документов, публикуемых Международным союзом электросвязи.

Что касается резолюций 2065 (XX), 3160 (XXVIII) и 31/49 Генеральной Ассамблеи ООН, делегация Соединенного Королевства не согласна с мотивами, выдвинутыми аргентинской делегацией по этому поводу. Соединенное Королевство воздержалось во время голосования по двум первым резолюциям и высказалось против третьей.

Делегация Соединенного Королевства подчеркивает также, что в текущем году Аргентина без предупреждения прервала переговоры относительно урегулирования конфликта с целью захвата Фолклендских островов.

Делегация Соединенного Королевства принимает во внимание ссылку аргентинской делегации на Статью IV Антарктического договора, подписанного в Вашингтоне 1 декабря 1959 г., но желает заявить, что эта статья не подтверждает и не оправдывает прав или суверенитета какой-либо державы на любую антарктическую территорию. Правительство Ее Величества

не подвергает сомнению суверенные права Соединенного Королевства на Британскую антарктическую территорию.

103

От имени Турции

В отношении оговорки 94 (В), сделанной Кипром, Турецкое правительство считает, что существующая греко-киприотская Администрация представляет только южную часть острова Кипр.

104

От имени Федеративной Республики Германии, Австралии, Австрии, Бельгии, Канады, Дании, Соединенных Штатов Америки, Финляндии, Франции, Греции, Исландии, Италии, Японии, Княжества Лихтенштейн, Люксембурга, Монако, Норвегии, Новой Зеландии, Папуа-Новой Гвинеи, Королевства Нидерландов, Португалии, Соединенного Королевства Великобритании и Северной Ирландии, Швеции и Швейцарской Конфедерации

Ссылаясь на оговорки, сделанные Республикой Колумбия, Народной Республикой Конго, Эквадором, Габонской Республикой, Республикой Индонезия, Республикой Кения, Республикой Уганда и Сомалийской Демократической Республикой в заявлении № 90 и принимая также во внимание, что в этих оговорках содержится ссылка на Декларацию, принятую экваториальными странами в Боготе 3 декабря 1976 г. и содержащую притязания этих стран на суверенитет в отношении сегментов орбиты геостационарных спутников, вышеуказанные делегации считают, что подобные притязания не могут быть признаны настоящей Конференцией. Кроме того, они хотят вновь подтвердить заявление по данному вопросу, сделанное от имени их администраций при подписании Заключительных актов Всемирной административной конференции по радиосвязи (Женева, 1979 г.).

Вышеуказанные делегации хотят также заявить, что ссылка в Статье 33 на «географическое положение отдельных стран» не означает признания каких-либо притязаний в отношении предпочтительных прав на орбиту геостационарных спутников.

105

От имени Демократической Республики Афганистан, Белорусской Советской Социалистической Республики, Народной Республики Болгарии, Венгерской Народной Республики, Германской Демократической Республики, Монгольской Народной Республики, Польской Народной Республики, Союза Советских Социалистических Республик, Украинской Советской Социалистической Республики и Чехословацкой Социалистической Республики

Делегации вышеуказанных стран не признают притязаний на распространение государственного суверенитета на участки орбиты геостационарных спутников как противоречащих общепризнанному международному правовому статусу космического пространства (оговорка № 90).

106

От имени Союза Советских Социалистических Республик

Как уже неоднократно заявляло Советское правительство, касаясь вопроса о территориальных притязаниях в Антарктике, заявленных некоторыми государствами, Союз Советских Социалистических Республик не признавал и не может признать законным какое-либо сепаратное разрешение вопроса о государственной принадлежности Антарктики (оговорки № 10 и 59).

107

От имени Белорусской Советской Социалистической Республики, Украинской Советской Социалистической Республики и Союза Советских Социалистических Республик

Делегации вышеуказанных стран резервируют за своими правительствами право делать любые заявления или оговорки при ратификации Международной конвенции электросвязи (Найроби, 1982 г.).

108

От имени Аргентинской Республики

В том, что касается оговорки № 59, включенной в заключительный протокол Международной конвенции электросвязи, принятой Полномочной конференцией (Найроби, 1982 г.), Аргентинская Республика отвергает содержащееся в ней заявление, будь оно сделано, в частности, Государством, которое является ее автором, или любым другим Государством, и которое могло бы поставить под угрозу ее права на сектор между 25 и 74 градусами западной долготы к югу от 60 градуса южной широты, куда входят территории, в отношении которых Аргентинская Республика располагает неотъемлемыми суверенными правами.

109

От имени Аргентинской Республики

Делегация Аргентинской Республики резервирует за своим правительством право:

1. не соглашаться ни с какими финансовыми мерами, которые могут повлечь за собой повышение его взносов;
2. принимать любые меры, которые оно сочтет целесообразными для защиты своих служб электросвязи в случае, если страны-Члены не будут соблюдать положений Международной конвенции электросвязи (Найроби, 1982 г.);
3. сделать оговорки, которые оно сочтет целесообразными, в отношении текстов, включенных в Международную конвенцию электросвязи (Найроби, 1982 г.) и могущих прямо или косвенно затрагивать его суверенитет.

110

От имени Республики Ботсвана

Делегация Республик Ботсвана заявляет, что она резервирует за своим правительством право принимать любые меры, которые оно сочтет необходимыми для защиты своих интересов в случае, если некоторые Члены не

будут соблюдать положений Международной конвенции электросвязи (Найроби, 1982 г.) или регламентов, приложений и протоколов к ней, или если оговорки, сделанные другими странами, поставят под угрозу нормальную работу его служб электросвязи.

111

От имени Соединенных Штатов Америки

Соединенные Штаты Америки, принимая к сведению оговорку, сделанную Администрацией Кубы (№ 69), подтверждают свое право осуществлять вещание на Кубу на частотах, свободных от преднамеренных или других вредных помех и резервируют за собой право принять любые необходимые меры в отношении существующих помех и любых помех в будущем, создаваемых Кубой службе радиовещания Соединенных Штатов.

112

От имени Чили

Делегация Чили на Полномочной конференции возражает по существу в форме заявления, сделанного Белорусской Советской Социалистической Республикой, Украинской Советской Социалистической Республикой и Союзом Советских Социалистических Республик и помещенного в Заключительный протокол (№ 79), которое относится к делегации Чили. Она считает, что эти делегации не компетентны и не имеют морального права рассматривать себя в качестве трибунала, способного выносить определение о правомочности делегаций, аккредитированных на настоящей Конференции, а делая это, они перечеркивают работу Комиссии по полномочиям юридического органа, созданного Конференцией, который, подобно остальным делегациям Членов Союза, признал законность и правомочность делегации Чили.

В связи с этим делегация Чили категорически возражает и считает незаконным вышеупомянутое заявление, поскольку в нем отсутствует какая-либо юридическая основа и оно мотивируется чисто политическими соображениями, полностью чуждыми целям Международного союза электросвязи и мандату настоящей Конференции, что автоматически выносит его за юридические рамки Конференции.

113

От имени Аргентинской Республики

Аргентинская Республика заявляет, что она не принимает заявления № 102, сделанного при подписании Заключительного протокола Соединенным Королевством Великобритании и Северной Ирландии в отношении его прав на указанные в заявлении территории и касающиеся Мальвинских островов, островов Южной Георгии и островов Южного Сэндвича.

114

От имени Исламской Республики Иран

Во имя Бога, сочувствующего и милосердного,

Делегация Исламской Республики Иран на Полномочной конференции Международного союза электросвязи (Найроби, 1982 г.) решительно отвер-

гает заявления, помещенные в Заключительном протоколе под № 9, 28, 57, 70, 79, 84, 85, 88, 89, 90, 92.

Она заявляет также, что ввиду недостатка времени, которым она располагает для внесения контроговорок, она резервирует за своим правительством право сделать необходимые дополнительные оговорки и контроговорки до даты и включая дату ратификации Международной конвенции электросвязи (Найроби, 1982 г.) правительством Исламской Республики Иран.

115

От имени Китайской Народной Республики

Подписывая настоящую Конвенцию, Китайская Народная Республика заявляет, что:

1. любые притязания на суверенитет над островами Хнша и Нанша, являющимися неотделимой частью территории Китайской Народной Республики, которые могут быть сформулированы некоторой страной в Заключительном протоколе Конвенции МСЭ (Найроби, 1982 г.) и в других документах, будут незаконными и неправомерными, кроме того, такие необоснованные претензии ни в коем случае не повлекут на неоспоримые и абсолютные права Китайской Народной Республики на суверенитет над указанными островами;

2. она резервирует за своим правительством право принимать любые меры, которые оно сочтет необходимыми для защиты своих интересов в случае, если некоторый Член не будет выполнять положений Конвенции (Найроби, 1982 г.) или если оговорки, сделанные другими странами, поставят под угрозу нормальную работу его служб электросвязи.

В УДОСТОВЕРЕНИЕ ЧЕГО соответствующие полномочные представители подписали настоящий Заключительный протокол в одном экземпляре на английском, китайском, испанском, французском и русском языках. Этот протокол будет храниться в архивах Международного союза электросвязи, который направит копию его каждой из подписавшихся стран.

СОВЕРШЕНО в Найроби, 6 ноября 1982 года.

За заключительным протоколом следуют те же подписи, что и после Конвенции.

[For the signatures, see p. 254 of this volume — Pour les signatures, voir p. 254 du présent volume.]

ДОПОЛНИТЕЛЬНЫЕ ПРОТОКОЛЫ

ДОПОЛНИТЕЛЬНЫЙ ПРОТОКОЛ I. РАСХОДЫ СОЮЗА НА ПЕРИОД С 1983 ПО 1989 ГОД

1.1. Административный Совет уполномочен составлять годовой бюджет Союза с таким расчетом, чтобы ежегодные расходы:

- Административного совета,
- Генерального секретариата,
- Международного комитета регистрации частот,
- секретариатов Международных консультативных комитетов,
- лабораторий и технических установок Союза,
- по техническому сотрудничеству и технической помощи для развивающихся стран

не превышали нижеуказанные суммы на 1983 год и последующие годы до следующей Полномочной конференции Союза:

- 66 950 000 швейцарских франков на 1983 г.
- 72 300 000 швейцарских франков на 1984 г.
- 72 850 000 швейцарских франков на 1985 г.
- 74 100 000 швейцарских франков на 1986 г.
- 75 050 000 швейцарских франков на 1987 г.
- 75 400 000 швейцарских франков на 1988 г.
- 76 550 000 швейцарских франков на 1989 г.

1.2. Годовые бюджеты после 1989 года не должны превышать суммы, установленной на предыдущий год.

1.3. Указанные выше суммы не включают суммы, предусмотренные на конференции, собрания, семинары и специальные проекты, включенные в н.н. 2 и 3.

2. Административный совет может разрешить производить расходы на конференции, упомянутые в н. 109 Кооперации, а также расходы на собрания Международных консультативных комитетов и семинаров. Суммы, выделенные для этих целей, должны включать расходы, связанные с подготовкой к конференции, работой между сессиями, с работой самой конференции, а также расходы, связанные с работой, проводимой непосредственно после конференции, включая, при наличии информации, те расходы, на которые придется сразу пойти в результате решений, принятых конференциями или собраниями.

2.1. В период с 1983 по 1989 год принятый Административным советом бюджет на конференции, собрания и семинары не должен превышать следующие суммы:

а) *Конференции*

- 1 950 000 швейцарских франков для Всемирной административной конференции радиосвязи по подвижным службам, 1983 г.

- 10 000 000 швейцарских франков для Всемирной административной конференции радиосвязи по планированию ВЧ диапазона, выделенного службе радиовещания, 1984/1986 гг. (бюджеты на период 1983–1986 гг.)
- 11 100 000 швейцарских франков для Всемирной административной конференции радиосвязи по использованию орбиты геостационарных спутников и планированию космических служб, использующих эту орбиту, 1985/1988 гг. (бюджеты на период 1983–1988 гг.)
- 4 600 000 швейцарских франков для Всемирной административной конференции радиосвязи по подвижным службам, 1987 г. (бюджеты на 1986 и 1987 гг.)
- 1 130 000 швейцарских франков для Всемирной административной конференции по телеграфии и телефонии, 1988 г. (бюджеты на 1987–1988 гг.)
- 4 130 000 швейцарских франков для Полномочной конференции, 1989 г.
- 4 550 000 швейцарских франков, которые должны быть использованы только для выполнения решений конференций; в случае неиспользования эта сумма не может быть переведена на другие статьи бюджета. Соответствующие расходы должны быть одобрены Административным советом.

b) *Собрания МККР*

- 2 700 000 швейцарских франков на 1983 г.,
- 2 200 000 швейцарских франков на 1984 г.,
- 5 250 000 швейцарских франков на 1985 г.,
- 1 100 000 швейцарских франков на 1986 г.,
- 3 450 000 швейцарских франков на 1987 г.,
- 3 500 000 швейцарских франков на 1988 г.,
- 5 300 000 швейцарских франков на 1989 г.,

c) *Собрания МККТТ*

- 4 800 000 швейцарских франков на 1983 г.,
- 6 900 000 швейцарских франков на 1984 г.,
- 6 100 000 швейцарских франков на 1985 г.,
- 6 300 000 швейцарских франков на 1986 г.,
- 6 500 000 швейцарских франков на 1987 г.,
- 6 650 000 швейцарских франков на 1988 г.,
- 7 000 000 швейцарских франков на 1989 г.,

d) *Семинары*

- 800 000 швейцарских франков на 1983 г.,
- 200 000 швейцарских франков на 1984 г.,
- 420 000 швейцарских франков на 1985 г.,
- 200 000 швейцарских франков на 1986 г.,
- 330 000 швейцарских франков на 1987 г.,
- 200 000 швейцарских франков на 1988 г.,
- 330 000 швейцарских франков на 1989 г.

2.2. Если Полномочная конференция не состоится в 1989 г., то Административный совет должен определить расходы каждой из конференций, определенных в п. 109, а также ежегодный бюджет для собраний Международных консультативных комитетов, которые состоятся после 1989 г., при этом предварительно должно быть получено одобрение Членами Союза соответствующих бюджетных кредитов согласно положениям п. 7 настоящего протокола. Соответствующие кредиты нельзя переводить в другую статью бюджета.

2.3. Административный совет может разрешить превышение пределов, установленных для собраний и семинаров и указанных в п.п. 2.1 b), 2.1 c) и 2.1 d), если это превышение может быть компенсировано суммами в пределах расходов:

- неиспользованными в предыдущем году;
- или предусмотренными на будущий год.

3. Расходы на Проект «Расширенное использование ЭВМ в МКРЧ», утвержденные Административным советом, не могут превышать следующих сумм:

- 3 976 000 швейцарских франков на 1983 г.
- 3 274 000 швейцарских франков на 1984 г.
- 3 274 000 швейцарских франков на 1985 г.
- 3 274 000 швейцарских франков на 1986 г.
- 3 274 000 швейцарских франков на 1987 г.
- 3 274 000 швейцарских франков на 1988 г.
- 3 274 000 швейцарских франков на 1989 г.

3.1. Административный совет может разрешить превышение упомянутых пределов, если это превышение может быть компенсировано суммами в пределах расходов:

- неиспользованными в предыдущем году;
- или предусмотренными на будущий год.

4. Совет каждый год ретроспективно подводит итог изменениям, происшедшим в течение двух последних лет, изменениям, которые могут возникнуть в текущем году, и изменениям, которые по наиболее вероятным оценкам могут возникнуть в течение двух ближайших лет (текущий и следующий бюджетный период) по следующим показателям:

4.1. размеры окладов, пенсионные взносы или пособия, включая должностные надбавки, устанавливаемые Организацией Объединенных Наций для своего персонала, работающего в Женеве;

4.2. обменный курс между швейцарским франком и долларом США в той мере, в какой он влияет на расходы, связанные с персоналом, оплачиваемым согласно шкале Объединенных Наций;

4.3. покупательная способность швейцарского франка по отношению к расходам, не связанным с персоналом.

5. В зависимости от этих данных Совет может разрешить для бюджетного года (и временно для следующего) расходы, достигающие сумм, указанных выше в п.п. 1, 2 и 3 и выравненные согласно п. 4 с учетом целе-

сообразности финансирования большей части этих увеличений путем экономии в организации, признавая, что некоторые расходы не могут быть быстро погашены ввиду изменений, не подлежащих контролю Союза. Однако действительные расходы не могут превышать суммы, вытекающей из действительных изменений, предусмотренных в п. 4 выше.

6. Административный совет должен проводить политику строжайшей экономии. С этой целью он должен ежегодно устанавливать самый низкий допустимый уровень расходов, отвечающий нуждам Союза в пределах, установленных в п.п. 1, 2 и 3 с учетом в случае необходимости положений п. 4.

7. Если кредиты, которыми может пользоваться Административный совет согласно вышеуказанным п.п. 1-4, оказываются недостаточными для обеспечения непредусмотренной, но срочной деятельности, Совет может превысить не более чем на 1% кредиты, установленные Полиомочной конференцией. Если предлагаемые кредиты превышают 1%, то Совет может превысить эти кредиты только с одобрения большинства Членов Союза после их соответствующего опроса. При проведении опроса Члены Союза должны быть ознакомлены со всеми обстоятельствами, оправдывающими этот шаг.

8. При определении величины единицы взносов на этот или иной год Административный совет учитывает программу проведения будущих конференций и собраний и предполагаемые расходы на их проведение с тем, чтобы избежать больших колебаний величины единицы взносов от года к году.

Дополнительный протокол II. Порядок выбора Членами своего класса взносов

1. До 1 июля 1983 г. каждый Член сообщает Генеральному секретарю о классе взносов, выбранном им по таблице классов взносов, приведенной в п. 111 Международной конвенции электросвязи (Найроби, 1982 г.).

2. Члены, которые не сообщили о своем решении до 1 июля 1983 г. согласно вышеприведенному п. 1, будут выплачивать взносы в соответствии с количеством единиц, которое они вносили по Конвенции Малага-Торремолинос (1973 г.).

3. На первой сессии Административного совета, следующей за вступлением в силу данной Конвенции, Члены могут, с согласия Административного совета, сократить уровень единицы взноса, который они выбрали, если их обязательства в отношении взносов согласно новой Конвенции оказываются значительно выше их прежних обязательств согласно старой Конвенции.

Дополнительный протокол III. Меры по обеспечению возможности применения Конвенции Организацией Объединенных Наций при выполнении статьи 75 Устава Организации Объединенных Наций

Полиомочная конференция Международного союза электросвязи (Найроби, 1982 г.) решила принять следующие меры с тем, чтобы Организация Объединенных Наций смогла и в дальнейшем применять Международную конвенцию электросвязи, принимая во внимание решение Конференции (Малага-Торремолинос, 1973 г.) об отмене категории Ассоциированного Члена.

Решено, что Организация Объединенных Наций будет после вступления в силу Международной конвенции электросвязи (Найроби, 1982 г.) пользоваться теми же возможностями, которыми она пользуется в настоящее время в соответствии со статьей 75 Устава ООН и в соответствии с Международной конвенцией электросвязи (Монтре, 1965 г.). Каждый случай должен рассматриваться Административным советом Союза.

Дополнительный протокол IV. ДАТА ВСТУПЛЕНИЯ В ДОЛЖНОСТЬ ГЕНЕРАЛЬНОГО СЕКРЕТАРЯ И ЗАМЕСТИТЕЛЯ ГЕНЕРАЛЬНОГО СЕКРЕТАРЯ

Генеральный секретарь и заместитель Генерального секретаря, избранные Полномочной конференцией (Найроби, 1982 г.) в соответствии с условиями, определенными этой конференцией, приступят к исполнению своих обязанностей 1 января 1983 года.

Дополнительный протокол V. ДАТА ВСТУПЛЕНИЯ В ДОЛЖНОСТЬ ЧЛЕНОВ МЕЖДУНАРОДНОГО КОМИТЕТА РЕГИСТРАЦИИ ЧАСТОТ

Члены Международного комитета регистрации частот, избранные Полномочной конференцией (Найроби, 1982 г.) в соответствии с условиями, определенными этой конференцией, приступят к исполнению своих обязанностей 1 мая 1983 г.

Дополнительный протокол VI. ВЫБОРЫ ДИРЕКТОРОВ МЕЖДУНАРОДНЫХ КОНСУЛЬТАТИВНЫХ КОМИТЕТОВ

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Найроби, 1982 г.) приняла решения относительно того, чтобы Директоры Международных консультативных комитетов выбирались Полномочной конференцией. Было решено принять следующие меры на переходный период:

1. До очередной Полномочной конференции Директоры Международных консультативных комитетов избираются их Пленарными ассамблеями в соответствии с процедурой, установленной Международной конвенцией электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.).
2. Директоры Международных консультативных комитетов, избранные в соответствии с п. 1, остаются по решению настоящей конференции на посту до даты вступления в должность их преемников, избранных на следующей Полномочной конференции.

Дополнительный протокол VII. ВРЕМЕННЫЕ ПОЛОЖЕНИЯ

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Найроби, 1982 г.) решила временно принять следующие меры до вступления в силу Международной конвенции электросвязи (Найроби, 1982 г.):

1. Административный совет будет состоять из 41 члена, избранного Конференцией в соответствии с порядком, установленным настоящей Конвенцией. Совет может быть созван сразу же после своего избрания и может выполнять задачи, возложенные на него согласно Конвенции.

2. Председатель и заместитель председателя, которых изберет Административный совет на своей первой сессии, будут выполнять свои функции вплоть до избрания их преемников в начале работы ежегодной сессии Административного совета 1984 года.

В УДОСТОВЕРЕНИЕ ЧЕГО соответствующие полномочные представители подписали настоящие Дополнительные протоколы в одном экземпляре на английском, китайском, испанском, французском и русском языках. Эти протоколы будут храниться в архивах Международного союза электросвязи, который направит копии каждой из подписавших их стран.

СОВЕРШЕНО в Найроби 6 ноября 1982 г.

За Дополнительными протоколами следуют те же подписи, что и после Конвенции.

[For the signatures, see p. 254 of this volume — Pour les signatures, voir p. 254 du présent volume.]

РЕЗОЛЮЦИИ, РЕКОМЕНДАЦИИ, ПОЖЕЛАНИЯ

РЕЗОЛЮЦИЯ № 1. ПЛАНИРУЕМЫЕ КОНФЕРЕНЦИИ СОЮЗА

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Найроби, 1982 г.),

принимая во внимание:

a) п. 3.4 Отчета Административного совета Полномочной конференции о планируемых административных конференциях;

b) предложения, представленные некоторыми Членами Союза;

c) необходимые подготовительные работы перед каждой сессией конференции как со стороны постоянных органов Союза, так и со стороны администраций;

решает:

1. что расписание будущих административных конференций будет следующим:

- 1.1. Всемирная административная конференция радиосвязи по подвижным службам (Женева, 28 февраля–18 марта 1983 г.);
- 1.2. Региональная административная конференция радиосвязи по планированию службы спутникового радиовещания в Районе 2 (Женева, 13 июня–15 июля 1983 г.);
- 1.3. Первая сессия Всемирной административной конференции радиосвязи по планированию ВЧ диапазона, выделенного службе радиовещания (январь 1984 г., 5 недель);
- 1.4. Вторая сессия Региональной административной конференции по звуковому ЧМ-вещанию в ОВЧ диапазоне (Район 1 и некоторые заинтересованные страны Района 3) (конец октября 1984 г., 6 недель);
- 1.5. Первая сессия Всемирной административной конференции радиосвязи по использованию орбиты геостационарных спутников и планированию космических служб, использующих эту орбиту (конец июня–середина августа 1985 г., 6 недель);
- 1.6. Первая сессия Региональной административной конференции по подготовке плана радиовещания в диапазоне 1605–1705 кГц в Районе 2 (первое полугодие 1986 г., 3 недели);
- 1.7. Вторая сессия Всемирной административной конференции радиосвязи по планированию ВЧ диапазона, выделенного службе радиовещания (октябрь–ноябрь 1986 г., 7 недель);
- 1.8. Первая сессия Региональной административной конференции по пересмотру положений Заключительных актов Африканской конференции по радиовещанию в ОВЧ и УВЧ диапазонах (Женева, 1963 г.) (1 полугодие 1987 г., 3 недели);

- 1.9. Всемирная административная конференция радиосвязи по подвижным службам (середина августа–конец сентября 1987 г., 6 недель);
 - 1.10. Региональная административная конференция по определенным критериям совместного использования ОВЧ и УВЧ диапазонов фиксированной радиовещательной и подвижной службами в Районе 3 (конец ноября 1987 г., 4 недели);
 - 1.11. Вторая сессия Всемирной административной конференции радиосвязи по использованию орбиты геостационарных спутников и планированию космических служб, использующих эту орбиту (конец июня–начало августа 1988 г., 6 недель);
 - 1.12. Вторая сессия Региональной административной конференции по подготовке плана радиовещания в диапазоне 1605–1705 кгц в Районе 2 (3-й квартал 1988 г., 4 недели);
 - 1.13. Всемирная административная конференция по телеграфии и телефонии (начало декабря 1988 г., 2 недели) (см. Резолюцию № 10);
 - 1.14. Полномочная конференция (начало 1989 г., 6 недель);
 - 1.15. Вторая сессия Региональной административной конференции по пересмотру положений Заключительных актов Африканской конференции по радиовещанию в ОВЧ и УВЧ диапазонах (Женева, 1963 г.) (сентябрь 1989 г., 4 недели);
2. в отношении повесток дня конференции:
 - 2.1. повестки дня Всемирной административной конференции радиосвязи по подвижным службам, Региональной административной конференции по планированию службы спутникового радиовещания в Районе 2 и первой сессии Всемирной административной конференции радиосвязи по планированию ВЧ диапазонов, выделенного службе радиовещания, уже подготовленные Административным советом, не будут изменены;
 - 2.2. Административный совет, которому поручено Резолюцией № 6 изучить наилучший способ обсуждения проблемы совместимости между службой воздушной радионавигации в диапазоне 108–117, 975 Мгц и службой радиовещания в полосе 87,5–108 Мгц, может, в случае необходимости, внести этот вопрос в повестку дня компетентной по его мнению конференции;
 - 2.3. Административный совет, составляя на сессии 1983 г. повестку дня первой сессии Всемирной административной конференции радиосвязи по использованию орбиты геостационарных спутников и планированию космических служб, использующих эту орбиту, должен будет учитывать директивы соответствующих Резолюций ВАКР-1979 и Резолюции № 8; в повестку дня первой сессии будет включено формальное одобрение соответствующих решений Региональной административной конференции 1983 года по планированию службы спутникового радиовещания в Районе 2 для внесения их в Регламент радиосвязи;
 3. конференции будут проводиться в сроки, которые указаны в п. 1 выше, причем точные даты должны быть установлены Административным

советом после консультации с Членами Союза, при соблюдении достаточного срока между различными конференциями; однако сроки проведения сессий конференций, точная дата созыва которых указана, не должны меняться; сроки, указанные в п. 1 для конференций, повестка дня которых уже подготовлена, не должны меняться; точная продолжительность других конференций в пределах, указанных в п. 1, будет определена Административным советом после подготовки повесток дня.

РЕЗОЛЮЦИЯ № 2. СОЗЫВ ПОЛНОМОЧНОЙ КОНФЕРЕНЦИИ

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Найроби, 1982 г.),

руководствуясь п. 34 Конвенции;

учитывая чрезвычайную важность регулярного созыва Полномочных конференций для обеспечения разносторонней, в частности административной и финансовой деятельности Союза, а также для обеспечения эффективной работы его постоянных органов;

учитывая также, что она решила, что следующая Полномочная конференция должна состояться в течение первых четырех месяцев 1989 года;

порукает Административному совету в тесном сотрудничестве с приглашающим правительством предпринять все необходимые меры для обеспечения того, чтобы Полномочная конференция состоялась в течение первых четырех месяцев 1989 года;

просит членов Союза оказывать Административному совету и Генеральному секретариату помощь и содействие в организации работы по подготовке и проведению очередной Полномочной конференции и обеспечить, чтобы она была созвана в срок, определенный Советом.

РЕЗОЛЮЦИЯ № 3. ПРИГЛАШЕНИЯ НА ПРОВЕДЕНИЕ КОНФЕРЕНЦИЙ ИЛИ СОБРАНИЙ ВНЕ ЖЕНЕВЫ

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Найроби, 1982 г.),

принимая во внимание, что проведение конференций и собраний в Женеве обходится значительно дешевле;

учитывая, однако, что проведение некоторых конференций и собраний в других странах, а не в стране местопребывания Союза, имеет определенные преимущества;

учитывая также, что Генеральная Ассамблея Организации Объединенных Наций в своей Резолюции № 1202 (XII) приняла решение о том, что собрания органов Организации Объединенных Наций должны, как правило, происходить в месте пребывания соответствующего органа, но что собрание может проводиться и вне его места пребывания, если приглашающее правительство согласно принять на себя связанные с этим дополнительные расходы;

рекомендует созывать всемирные конференции Союза и Пленарные ассамблеи Международных консультативных комитетов обычно в месте пребывания Союза;

решает:

1. что приглашения на проведение конференций Союза за пределами Женевы могут быть приняты в том случае, если приглашающее правительство соглашается оплатить дополнительные расходы;

2. что приглашения на проведение собраний исследовательских комиссий Международных консультативных комитетов вне Женевы могут быть приняты только в том случае, если приглашающее правительство предоставит бесплатно, но крайней мере, равноценное помещение, необходимые мебель и оборудование. Однако для развивающихся стран бесплатное предоставление оборудования приглашающим правительством не является обязательным, если правительство об этом просит.

Резолюция № 4. ПРИСУТСТВИЕ В КАЧЕСТВЕ НАБЛЮДАТЕЛЕЙ НА СОБРАНИЯХ МЕЖДУНАРОДНОГО СОЮЗА ЭЛЕКТРОСВЯЗИ ОРГАНИЗАЦИЙ ОСВОБОЖДЕНИЯ, ПРИЗНАННЫХ ОРГАНИЗАЦИЕЙ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Найроби, 1982 г.),

учитывая:

a) Статью 6 Международной конвенции электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.), наделяющую Полномочные конференции всеми полномочиями;

b) Статью 39 той же Конвенции, определяющую отношения Союза с Организацией Объединенных Наций;

c) Статью 40 той же Конвенции, определяющую отношения Союза с другими международными организациями;

принимая во внимание Резолюции 2395, 2396, 2426 и 2465 Генеральной Ассамблеи Организации Объединенных Наций, касающиеся проблемы освободительных движений;

решает, что организации освобождения, признанные Организацией Объединенных Наций, могут в любое время присутствовать на собраниях Международного союза электросвязи в качестве наблюдателей;

поручает Административному совету принять необходимые меры для выполнения настоящей резолюции.

Резолюция № 5. ПОРЯДОК ВЫБОРОВ ПРЕДСЕДАТЕЛЕЙ И ЗАМЕСТИТЕЛЕЙ ПРЕДСЕДАТЕЛЕЙ КОМИССИЙ НА КОНФЕРЕНЦИЯХ И СОБРАНИЯХ

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Найроби, 1982 г.),

учитывая, что в Статье 77 Конвенции не содержится никакого положения, устанавливающего порядок выборов председателей и заместителей председателей комиссий, подкомиссий и рабочих групп на конференциях, но учитывая процедуру, установленную в п. 285;

решает, что все страны-Члены должны иметь возможность заранее изучить список стран и делегатов, предполагаемых для избрания на посты председателей и заместителей председателей, а также другую полезную информацию и что любые их замечания должны быть учтены заседанием глав делегаций и конференций;

порукает Административному совету в соответствии с этой резолюцией установить порядок выборов председателей и заместителей председателей комиссий и независимых рабочих групп для всех конференций и собраний Союза;

порукает Генеральному секретарю:

1. запросить всех Членов их мнения с целью разработки соответствующей процедуры;

2. разработать проект процедуры выборов председателей и заместителей председателей на основе их компетентности и справедливого географического распределения для рассмотрения на следующей сессии Административного совета, при этом должны учитываться все возможные мнения и замечания, высказанные странами-Членами;

3. представлять Административному совету для выполнения стоящей перед ним задачи всю полезную информацию относительно выборов председателей и заместителей председателей в прошлом;

предлагает странам-Членам сообщить Генеральному секретарю свои рекомендации и свое мнение относительно способов выполнения настоящей Резолюции.

РЕЗОЛЮЦИЯ № 6. СОВМЕСТИМОСТЬ МЕЖДУ СЛУЖБОЙ ВОЗДУШНОЙ РАДИОНАВИГАЦИИ В ДИАПАЗОНЕ ЧАСТОТ 108–117, 975 МГц И СЛУЖБОЙ РАДИОВЕЩАНИЯ В ДИАПАЗОНЕ ЧАСТОТ 87,5–108 МГц

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Найроби, 1982 г.),

учитывая

a) что служба воздушной радионавигации является службой, связанной с безопасностью человеческой жизни, и что следует принимать меры по предотвращению воздействия помех на станции этой службы, могущих поставить под угрозу человеческую жизнь;

b) что работа первой сессии Региональной административной конференции по звуковому ЧМ-вещанию в ОВЧ диапазоне для Района 1 и некоторых заинтересованных стран Района 3 (Женева, 1982 г.) показала что станциям службы воздушной радионавигации могут причиняться вредные помехи в диапазоне частот 108–117, 975 МГц;

с) что отсутствие точных данных о совместимости между этими двумя службами вызовет трудности при планировании на второй сессии Региональной конференции по радиовещанию;

д) что первая сессия Конференции поручила МККР продолжать работу в этой области;

е) что сотрудничество с Международной организацией гражданской авиации поможет МККР в достижении положительных результатов;

ф) что может случиться, что критерии совместимости между двумя указанными службами должны будут применяться во всемирном масштабе;

порукает Административному совету:

1. изучить в надлежащее время наилучший способ разрешения проблемы, связанной с критериями совместимости между службой воздушной радионавигации в диапазоне частот 108–117, 975 Мгц и службой радиовещания в диапазоне частот 87,5–108 Мгц, для проведения планирования службы радиовещания на второй сессии Региональной конференции;

2. принять необходимые меры для обеспечения того, чтобы ее решение по этому вопросу было доведено до сведения Международной организации гражданской авиации.

РЕЗОЛЮЦИЯ № 7. ПЛАНИРОВАНИЕ МОРСКОЙ ПОДВИЖНОЙ СЛУЖБЫ И СЛУЖБЫ МОРСКИХ РАДИОМАЯКОВ

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Найроби, 1982 г.),

учитывая

а) что в своей Резолюции № 38 Всемирная административная конференция радиосвязи (Женева, 1979 г.) (ВАКР-79) предложила Административной конференции радиосвязи по подвижным службам, которую планировалось созвать не позднее 1982 г., предоставить приоритет принятию нового плана распределения частот в диапазоне 1606,5–2850 кгц для морской подвижной службы в Районе 1;

б) что в своей Рекомендации № 300 ВАКР-79 учла, что для морской подвижной службы, использующей частоты в диапазоне 435–526,5 кгц в Районе 1, некоторые технические нормы, лежавшие в основе плана распределения частот для европейских стран, приведенного в Заключительных актах Европейской морской конференции (Коненгагеи, 1948 г.), устарели, и рекомендовала Административному совету обеспечить, чтобы конференция по подвижным службам была компетентна принимать решения, связанные с планированием и использованием частот этого диапазона для Района 1;

с) что в своей Рекомендации № 602 ВАКР-79 поручила Административному совету принять необходимые меры для занесения в повестку дня очередной ВАКР по подвижным службам вопросов, касающихся морских радиомаяков, и сочла желательным созвать на основании Статьи 32 Конвенции специальную конференцию по пересмотру Парижского соглашения 1951 г.;

призывая, что если в повестку дня ВАКР по подвижным службам, которая состоится в 1983 г., будет включено изучение вышеуказанных Резолюций и Рекомендаций, то эта конференция из-за своей короткой продолжительности сможет, вероятно, лишь определить основу для указанных работ по планированию;

признавая, кроме того, важность служб радиосвязи для обеспечения безопасности человеческой жизни и необходимость ускорить введение в действие регламента радиосвязи, пересмотренного на ВАКР-79, что зависит от принятия новых планов для морской подвижной службы и службы морских радиомаяков в Районе 1 в диапазонах частот 435–526,5 кГц и 1606,5–3280 кГц;

принимая во внимание различные мнения, выраженные на Полномочной конференции в отношении целесообразности созыва соответствующей административной конференции по радиосвязи в первом полугодии 1985 г. или внесения этого вопроса в повестку дня Всемирной административной конференции по подвижным службам 1987 года;

порукает Административному совету:

1. вновь рассмотреть эту проблему на своей сессии 1983 г. в свете решений, резолюций и рекомендаций ВАКР по подвижным службам, запланированной на 1983 г.; сформулировать предложения о характере и дате созыва конференции, которая будет изучать эту проблему, и подготовить, в случае необходимости, повестку дня этой конференции;
2. дать указания МКРЧ относительно выполнения соответствующих задач, чтобы Конференция смогла разработать планы;
3. уточнить список стран, кроме входящих в Европейскую морскую зону, которые заинтересованы в подобном планировании;

предлагает:

1. сторонам, участвующим в Копенгагенской конвенции (1948 г.), предусмотреть на конференцию соответствующие меры по укреплению этой Конвенции;
2. администрациям направить свои комментарии Генеральному секретарю;

порукает Генеральному секретарю по окончании ВАКР по подвижным службам (1983 г.) проконсультироваться с администрациями относительно их возможного участия в планировании и представить соответствующий отчет Административному совету.

Резолюция № 8. Фидерные линии для станций спутникового радиовещания в диапазонах 11,7–12,5 ГГц (Район 1) и 11,7–12,2 ГГц (Район 3)

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Найробн, 1982 г.),

учитывая

а) что Всемирная административная конференция по радиосвязи (Женева, 1977 г.) приняла план распределения частот и орбитальных позиций для станций спутникового радиовещания, работающих в диапазонах 11,7–12,5 ГГц (Район 1) и 11,7–12,2 ГГц (Район 3);

б) что в своей Резолюции № 101 Всемирная административная конференция радиосвязи (Женева, 1979 г.) решила, что в диапазонах частот, отведенных фиксированной спутниковой службе и зарезервированных в исключительное пользование для фидерных линий спутников радиовещания, работающих в Районах 1 и 3 в вышеуказанных диапазонах, эти линии должны организовываться и эксплуатироваться на основании соглашений и связанных с ними планов;

в) что в своей Резолюции № 102 указавшая Конференция приняла процедуру предварительной координации с целью анализа и обобщения потребностей в фидерных линиях, не нредвосхищая при этом решений будущих административных конференций радиосвязи по их планированию;

д) что некоторые администрации стран Районов 1 и 3 уже применяли или применяют процедуры, предусмотренные в Статьях 11 и 13 Регламента радиосвязи для фидерных линий своих станций спутникового радиовещания, и в связи с этим необходимо срочно провести планирование этих линий для Районов 1 и 3;

порукает Административному совету

1. рассмотреть вопрос о фидерных линиях с целью включения в повестку дня первой сессии Всемирной административной конференции по космической радиосвязи, предусмотренной на 1985 г., вопроса о планировании полос частот, выделенных фиксированной спутниковой службе и зарезервированных в исключительное пользование для фидерных линий спутникового радиовещания*;

2. дать указания МКРЧ относительно выполнения соответствующих задач, с тем чтобы Конференция смогла осуществить планирование этих диапазонов.

Резолюция № 9. ИСПОЛЬЗОВАНИЕ СЛУЖБОЙ РАДИОВЕЩАНИЯ ДОПОЛНИТЕЛЬНЫХ ПОЛОС ЧАСТОТ, РАСПРЕДЕЛЕННЫХ ЭТОЙ СЛУЖБЕ ВАКР-79

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Нairobi, 1982 г.),

принимая во внимание,

а) что полосы 9775–9900 кгц, 11650–11700 кгц, 11975–12050 кгц, 13600–13800 кгц, 15450–15600 кгц, 17550–17700 кгц и 21750–21850 кгц распределены фиксированной службе на первичной основе при условии соблюдения процедуры, указанной в Резолюции № 8 Всемирной административной конференции радиосвязи (Женева, 1979 г.);

* Следующие диапазоны частот фиксированной спутниковой службы зарезервированы в исключительное пользование для фидерных линий спутников радиовещания в Районах 1 и 3.

— для Района 1: 10,7–11,7 ГГц; 14,5–14,8 ГГц (для стран, расположенных вне Европы, и для Мальты); 17,3–18,1 ГГц;

— для Района 3: 14,5–14,8 ГГц; 17,3–18,1 ГГц.

b) что использование этих полос службой радиовещания будет определяться положениями, которые разрабатывает Всемирная административная конференция радиосвязи по планированию ВЧ диапазона, присвоенного этой службе;

c) что в пределах этих полос частот радиовещательные станции не должны вводиться в действие до даты завершения удовлетворительного переноса в другие полосы (в соответствии с процедурой, предусмотренной Резолюцией № 8 ВАКР-79) всех частотных присвоенных станциям фиксированной службы, которые работают в соответствии с таблицей распределения частот и другими положениями Регламента радиосвязи, занесены в Справочный регистр и могут испытывать помехи со стороны радиовещательных станций;

решает

1. что администрации должны будут строго руководствоваться положениями п. 531 Регламента радиосвязи;

2. что станции радиовещания в упомянутых полосах не будут введены в эксплуатацию до тех пор, пока не будет закончено планирование и пока не будут выполнены условия, указанные в п. 531 Регламента радиосвязи;

поручает Международному комитету регистрации частот:

1. обратить внимание всех администраций на настоящую Резолюцию;

2. сотрудничать со всеми администрациями в деле организации постоянного и последовательного контроля за этими полосами, с тем чтобы обнаружить любую передачу службы радиовещания, которая будет противоречить положениям п. 531 Регламента радиосвязи;

3. публиковать сведения о результатах этого контроля и принимать необходимые действия.

РЕЗОЛЮЦИЯ № 10. ВСЕМИРНАЯ АДМИНИСТРАТИВНАЯ КОНФЕРЕНЦИЯ ПО ТЕЛЕГРАФИИ И ТЕЛЕФОНИИ

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Найроби, 1982 г.),

отмечая

a) что как следствие технического прогресса создаются и продолжают создаваться новые службы электросвязи;

b) что Телефонный регламент (Женева, 1973 г.) касается только международной телефонной службы;

c) что Телеграфный регламент (Женева, 1973 г.) касается только международной телеграфной службы;

учитывая

a) что желательно, по мере необходимости, разработать полные международные регламенты для всех новых существующих или проектируемых служб электросвязи;

b) что введение и использование новых служб электросвязи влечет за собой возникновение ряда проблем, относящихся к электросвязи;

учитывая, кроме того, что Международный союз электросвязи, являясь единственным специализированным учреждением, ответственным за электросвязь, должен принять необходимые меры для решения этих проблем;

решает созвать Всемирную административную конференцию по телеграфии и телефонии сразу после Пленарной ассамблеи МККТТ в 1988 г. для изучения предложений о новой регламентации, отражающих сложившуюся ситуацию в области новых служб электросвязи;

порукает Международному консультативному комитету по телеграфии и телефонии разработать для этой цели предложения и представить их Пленарной ассамблее МККТТ в 1988 г. для их последующего рассмотрения на указанной конференции;

порукает Административному совету подготовить повестку дня указанной Всемирной административной конференции и принять необходимые меры для ее созыва.

РЕЗОЛЮЦИЯ № 11. ОБНОВЛЕНИЕ ОПРЕДЕЛЕНИЙ (ПРИЛОЖЕНИЕ 2 К КОНВЕНЦИИ)

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Найроби, 1982 г.),

учитывая

а) что Приложение 2 к Конвенции содержит определения некоторых терминов, используемых в Конвенции и в административных регламентах;

б) что в результате технического прогресса и развития методов эксплуатации может оказаться желательным пересмотреть некоторые из этих определений;

отметив, что МККР и МККТТ поручили объединенной исследовательской комиссии МККР-МККТТ по словарию изучить возможные изменения, которые следовало бы сделать в определениях, содержащихся в регламентах и Конвенции;

порукает Административному совету предусматривать при подготовке повестки дня каждой административной конференции рассмотрение и последующую передачу Совету всех изменений определений, входящих в компетенцию конференции и содержащихся в Приложении 2 к Конвенции; Совет передает эти определения Полномочной конференции, которая и принимает соответствующие решения.

РЕЗОЛЮЦИЯ № 12. СЕМИНАРЫ ПО ВОПРОСАМ УПРАВЛЕНИЯ СПЕКТРОМ РАДИОЧАСТОТ НА НАЦИОНАЛЬНОМ УРОВНЕ

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Найроби, 1982 г.),

Напоминая

а) что ВАКР-79 в своей Резолюции № 7 приняла решение об организации семинаров с участием представителей МКРЧ, МККР и служащих администрации развивающихся и развитых стран по вопросам управления спектром радиочастот на национальном уровне;

б) что целью этих семинаров является разработка образцов моделей для администраций развивающихся стран и обсуждения способов создания и методов работы служб управления спектром радиочастот;

с) что эти семинары должны также выявить особые потребности развивающихся стран в создании подобных служб и определить требуемые для удовлетворения этих потребностей средства;

д) что меры, изложенные МКРЧ и Директором МККР в документе № 5788 (АС37) Административного совета (1982 г.), касаются действий, предпринятых для организации первого семинара, который должен состояться в 1983 г. в Женеве непосредственно после семинара МКРЧ;

учитывая, что первый семинар 1983 г. должен не только рассмотреть основные элементы моделей служб управления спектром радиочастот, но может также изучить вопрос о необходимости проведения других семинаров в соответствии с Резолюцией № 7 ВАКР-79;

признавая, что с учетом сжатых сроков было невозможно подробно изучить предложенные МКРЧ и Директором МККР варианты;

решает

1. что необходимо умножить усилия для достижения целей, поставленных в Резолюции № 7 ВАКР-79, как они изложены выше;

2. что МКРЧ совместно с Директором МККР необходимо разработать более подробную программу для представления на сессию Административного совета 1983 г., руководствуясь при этом сделанными на настоящей Конференции указаниями;

порукает Административному совету в целях успешного выполнения программы рассмотреть совместный отчет МКРЧ и Директора МККР, после чего выделить фонды на проведение будущих семинаров;

предлагает администрациям положительно отвечать на все просьбы об оказании помощи для успешного осуществления этой важной программы.

РЕЗОЛЮЦИЯ № 13. ВОПРОСЫ, ОТНОСЯЩИЕСЯ К ГОЛОСОВАНИЮ НА ПОЛНОМОЧНОЙ КОНФЕРЕНЦИИ МЕЖДУНАРОДНОГО СОЮЗА ЭЛЕКТРОСВЯЗИ (НАЙРОБИ, 1982 Г.)

Полиомочная конференция Международного союза электросвязи (Найроби, 1982 г.),

учитывая, что Исламская Республика Мавритания, задержавшая оплату своего взноса Союзу на сумму 389.062.45 швейцарских франков, сообщила в Союз телеграммой от 1 октября 1982 г., что Центральный банк Мавритании получил поручение на перечисление в Союз суммы 4.500.000 угуйя в счет частичного погашения взноса Мавритании и что после получения Союзом эквивалентной суммы в швейцарских франках Исламская Республика Мавритания вновь получит право голоса;

учитывая, кроме того, что Центральноафриканская Республика, задержавшая оплату своего взноса Союзу на сумму 629.909.95 швейцарских франков, предприняла, несмотря на трудности, перечисленные в документе № 126 настоящей Конференции, усилия и выплатила из вышеуказанной суммы 135.045.75 швейцарских франков в порядке оплаты взноса за 1980 г. и части взноса за 1981 г., и что эта сумма получена Союзом;

решает

1. что без ущерба для других действующих положений Ковенции Исламская Республика Мавритания и Центральноафриканская Республика могут участвовать в голосовании на настоящей Конференции;

2. что данная Резолюция не будет ни в коем случае рассматриваться как прецедент для будущих конференций, собраний и консультаций Союза.

РЕЗОЛЮЦИЯ № 14. ИСКЛЮЧЕНИЕ ПРАВИТЕЛЬСТВА ЮЖНО-АФРИКАНСКОЙ РЕСПУБЛИКИ ИЗ ЧИСЛА УЧАСТНИКОВ ПОЛНОМОЧНОЙ КОНФЕРЕНЦИИ И ВСЕХ ДРУГИХ КОНФЕРЕНЦИЙ И СОБРАНИЙ СОЮЗА

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Найроби, 1982 г.),

напомная:

a) Устав Организации Объединенных Наций и Всемирную Декларацию прав человека;

b) Резолюцию № 45 Полномочной конференции Международного союза электросвязи (Монтре, 1965 г.), касающуюся исключения правительства Южно-Африканской Республики из числа участников Полномочной конференции;

c) Резолюцию 2145 (XXI) Генеральной Ассамблеи Организации Объединенных Наций от 27 октября 1966 г. по вопросу Намибии;

d) Резолюцию 2396 (XXIII) Генеральной Ассамблеи Организации Объединенных Наций от 2 декабря 1969 г. в отношении политики апартеида, проводимой правительством Южно-Африканской Республики;

e) Резолюцию 2426 (XXIII) Генеральной Ассамблеи Организации Объединенных Наций от 18 декабря 1968 г. с требованием ко всем специализированным учреждениям и всем международным организациям принять необходимые меры для прекращения оказания всякой финансовой, экономической, технической или другой помощи правительству Южно-Африканской Республики до тех пор, пока оно не откажется от своей политики расовой дискриминации;

f) Резолюцию № 6 Всемирной административной конференции по телеграфам и телефонии (Женева, 1973 г.) в отношении участия правительства Южно-Африканской Республики в конференциях и собраниях Международного союза электросвязи;

g) Резолюцию 36/121 Генеральной Ассамблеи Организации Объединенных Наций от 10 декабря 1981 г., относящуюся к действиям межправительственных и неправительственных организаций в отношении Намибии;

h) положения Резолюции № 619 Административного совета Международного союза электросвязи, в соответствии с которыми правительство Южно-Африканской Республики больше не имеет права представлять Намибию в Союзе;

i) Резолюцию № 31 Полномочной конференции Международного союза электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.), относящуюся к исключению правительства Южно-Африканской Республики из числа участников Полномочной конференции и других конференций и собраний Союза;

решает, что правительство Южно-Африканской Республики продолжает оставаться исключенным из числа участников Полномочной конференции и всех конференций и собраний Международного союза электросвязи.

РЕЗОЛЮЦИЯ № 15. УТВЕРЖДЕНИЕ СОГЛАШЕНИЯ МЕЖДУ ПРАВИТЕЛЬСТВОМ КЕНИИ И ГЕНЕРАЛЬНЫМ СЕКРЕТАРЕМ ОТНОСИТЕЛЬНО ПОЛНОМОЧНОЙ КОНФЕРЕНЦИИ (НАЙРОБИ, 1982 Г.)

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Найроби, 1982 г.),

учитывая:

a) что соглашение относительно надлежащих мер для организации и финансирования Полномочной конференции в Найроби было заключено между правительством Кении и Генеральным секретарем Союза в соответствии с положениями Резолюции 83 (измененная) Административного совета;

b) что Административный совет принял к сведению это соглашение;

c) что комиссия бюджетного контроля Конференции рассмотрела это соглашение;

решает одобрить соглашение, заключенное между правительством Кении и Генеральным секретарем.

РЕЗОЛЮЦИЯ № 16. УЧАСТИЕ СОЮЗА В ПРОГРАММЕ РАЗВИТИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ (ПРООН) И В ДРУГИХ ПРОГРАММАХ СИСТЕМЫ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Найроби, 1982 г.),

учитывая раздел 5.2 отчета Административного совета (документ № 65), отдельный отчет о выполнении резолюций и т. н., касающихся деятельности Союза в области технического сотрудничества (документ № 46), и отдельный отчет о будущей деятельности МСЭ в области технического сотрудничества (документ № 47);

одобряя меры, принятые Административным советом во исполнение Резолюции № 16 Полномочной конференции (Малага-Горремелинос, 1973 г.) в отношении участия Союза в Программе развития Организации Объединенных Наций (ПРООН);

выражая свое удовлетворение тем, что развитие средств связи учтено ПРООН;

решает:

1. что Союз продолжит в полной мере участвовать в ПРООН в рамках Конвенции и с учетом условий, установленных Административным советом ПРООН или другими компетентными органами системы Объединенных Наций;

2. что расходы административных и исполнительных служб, связанные с участием Союза в ПРООН, будут включены в отдельную часть бюджета Союза на том условии, что компенсирующие платежи по затратам на поддержку ПРООН будут рассматриваться как доход по этой части бюджета;

3. что платежи по затратам на поддержку ПРООН, получаемые от самой ПРООН, не должны приниматься во внимание при установлении пределов обычного бюджета Союза;

4. что ревизоры Союза будут проверять все расходы и доходы по участию Союза в ПРООН;

5. что Административный совет также будет проверять эти расходы и принимать все меры, которые он сочтет необходимыми для того, чтобы обеспечить использование фондов, выделяемых ПРООН, исключительно на расходы административных и исполнительных служб;

порукает Генеральному секретарю:

1. ежегодно представлять Административному совету подробный отчет об участии Союза в Программе развития Организации Объединенных Наций;

2. представлять на рассмотрение Административного совета такие рекомендации, которые он сочтет необходимыми для того, чтобы это участие было более эффективным;

порукает Административному совету:

1. принимать все необходимые меры для обеспечения максимально эффективного участия Союза в ПРООН;

2. принимать во внимание решения Совета управляющих ПРООН в отношении платежей по затратам на поддержку ПРООН, неречисляемых исполнительным организациям при определенных кредитах, требующихся на покрытие расходов административных и исполнительных служб, связанных с участием Союза в ПРООН.

Резолюция № 17. МНОГОНАЦИОНАЛЬНЫЕ ПРОЕКТЫ, ФИНАНСИРУЕМЫЕ ПО ПРОГРАММЕ РАЗВИТИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ (ПРООН)

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Найроби, 1982 г.),

подчеркивая, что службы электросвязи по своему характеру являются в значительной степени многонациональными и требующими, чтобы техническое оснащение и подготовка персонала были на одинаково высоком уровне во всех странах для успешной эксплуатации международных каналов связи и четкого управления спектром радиочастот;

признавая, что во многих развивающихся странах национальные ресурсы в отношении оборудования, организации эксплуатации и национальных кадров не достигли еще достаточно высокого уровня для обеспечения приемлемого качества работы служб электросвязи при умеренных затратах;

выражая мнение:

a) что важной потребностью любой страны, независимо от уровня ее технического и экономического развития, является наличие определенного количества хорошо работающих установок электросвязи для внутренних и международных служб;

b) что ПРООН и, в частности, ее многонациональная программа является важным средством помощи развивающимся странам в деле улучшения работы их служб электросвязи;

выражая свое удовлетворение тем, что ПРООН с вниманием подошла к этой проблеме в некоторых районах, где МСЭ были выделены ассигнования на осуществление многонациональных проектов по оказанию технической помощи развивающимся странам;

решает предложить ПРООН в целях расширения технического сотрудничества в области электросвязи и тем самым эффективного содействия

ускорению прогресса интеграции и развития положительно рассмотреть вопрос об увеличении кредитов на многонациональные проекты технической помощи и на поддержку деятельности в этой области;

предлагает администрациям Членов довести содержание настоящей Резолюции до сведения правительственных органов своих стран, отвечающих за координацию помощи извне, подчеркнув важность, придаваемую ей Конференцией;

предлагает тем Членам Союза, которые являются также Членами Совета управляющих ПРООН,

обратить внимание Совета на эту Резолюцию.

РЕЗОЛЮЦИЯ № 18. БЮДЖЕТНЫЕ И ОРГАНИЗАЦИОННЫЕ АСПЕКТЫ ТЕХНИЧЕСКОГО СОТРУДНИЧЕСТВА И ТЕХНИЧЕСКОЙ ПОМОЩИ СО СТОРОНЫ СОЮЗА

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Найроби, 1982 г.),

принимая во внимание положения Конвенции относительно технического сотрудничества и технической помощи со стороны Союза на благо развивающихся стран;

учитывая:

a) значение электросвязи для экономического и социального развития человечества;

b) что страны-Члены, как развивающиеся, так и развитые, признают необходимость сотрудничества в целях создания всемирной сети электросвязи, которая бы служила общим интересам;

c) что несоответствие между уровнем развития сетей развивающихся и развитых стран постоянно растет;

d) что Союз является наиболее подходящим международным органом для изучения всякого рода проблем электросвязи и, в особенности, для координации большей части ресурсов, предназначенных для технического сотрудничества и технической помощи в области электросвязи;

e) что одной из основных целей Союза является содействие международному техническому сотрудничеству между Членами в области электросвязи с приданием особого значения технической помощи развивающимся странам;

f) что основные цели Союза в области технического сотрудничества и технической помощи должны заключаться в том, чтобы:

- i)* достичь наибольшего понимания роли электросвязи в сбалансированной программе экономического развития;
- ii)* способствовать профессиональной подготовке во всех сферах, связанных с развитием электросвязи;
- iii)* предпринимать все необходимые действия в пределах компетенции Союза, чтобы помочь странам стать самостоятельными;
- iv)* поощрять сотрудничество среди развивающихся стран, с тем чтобы они могли создать надежную программу взаимной помощи;
- v)* способствовать передаче имеющихся средств на благо всех Членов и в особенности развивающихся стран;

vi) оказывать помощь в развитии электросвязи в сельских районах;

решает:

1. продолжить участие Союза в программах системы ООН и других программах;

2. расширить оперативные возможности Союза для предоставления технического сотрудничества и оказания технической помощи развивающимся странам;

3. утвердить следующий список видов деятельности по техническому сотрудничеству и технической помощи, для которых финансирование могло бы официально осуществляться из источников МСЭ:

- услуги группы инженеров,
- услуги Отдела профессиональной подготовки, включая деятельность по программе КОДЕВТЕЛЬ (Стандарты по профессиональной подготовке),
- краткосрочные командировки специалистов и группы инженеров,
- материально-техническое обеспечение семинаров,
- программа стипендий для участия в семинарах МСЭ (например, семинары МКРЧ) и в собраниях Исследовательских комиссий МКК,
- региональное присутствие,
- услуги начальника Департамента технического сотрудничества и его сотрудников,
- материально-техническое обеспечение добровольной программы технического сотрудничества,
- специальная помощь наименее развитым странам,
- предоставление общих услуг для обеспечения деятельности в области технического сотрудничества,
- выявление пользы от электросвязи для процесса развития,
- действия, вытекающие из рекомендаций и решений, принятых на конференциях и собраниях Союза и направленных на благо развивающихся стран,
- публикации МСЭ,
- Всемирный год связи,
- обзор деятельности МСЭ в области технического сотрудничества и помощи,
- поиск средств, предназначенных для развития технического сотрудничества среди развивающихся стран,
- любая другая деятельность, которую Административный совет сочтет необходимой;

4. что увеличение требований на кредиты из обычного бюджета Союза, которое произойдет из-за расширения технического сотрудничества и технической помощи, должно покрываться каждый раз, как только это возможно, за счет экономии по другим пунктам бюджета;

порукает Генеральному секретарю

1. пересмотреть существующую практику Союза в области технического сотрудничества и технической помощи;

2. пересмотреть организацию и структуру Департамента технического сотрудничества и представить предложения относительно улучшения его организационных возможностей, с тем чтобы позволить Союзу вносить свой вклад в процесс развития самым эффективным и экономичным образом в соответствии с решениями Полномочной конференции;

3. представить как можно раньше Административному совету подробный отчет о срочных изменениях, которые необходимы для достижения целей, указанных в п. 2 выше;

4. представлять каждый год Административному совету проект программы технического сотрудничества и технической помощи на следующий год вместе с подробным отчетом о реализации программы за предыдущий год, сопровождая их качественными и количественными оценками встречающихся трудностей;

5. представить сессии Административного совета в 1983 г. подробный проект программы по техническому сотрудничеству и технической помощи, принятый Полномочной конференцией. В частности, каждый вид деятельности, содержащийся в предыдущем разделе, должен быть описан таким образом, чтобы дать возможность Совету оценить эффективность, степень срочности и расходы на его реализацию;

порукает Административному совету

1. создать без дополнительных расходов для Союза консультативную комиссию при Административном совете для рассмотрения вопросов о способах решения первоочередных задач Союза по техническому сотрудничеству и технической помощи в рамках имеющихся средств;

2. подробно изучить организацию и управление деятельностью Союза в области технического сотрудничества и технической помощи, с тем чтобы:

2.1. выявить функции, вытекающие из участия Союза в программах Системы Организации Объединенных Наций и других программах;

2.2. определить функции постоянных органов Союза в области технической помощи развивающимся странам;

3. реорганизовать в свете вышесказанного Департамент технического сотрудничества и определить роль, отведенную по Конвенции Генеральному секретарю с целью эффективного и экономного выполнения задач, упомянутых выше;

4. выделить кредиты в пределах обычного бюджета для технической помощи МСЭ в соответствии с целями Союза;

5. подготовить для информации всех администраций годовой отчет о выполнении задач по техническому сотрудничеству и технической помощи со стороны Союза.

РЕЗОЛЮЦИЯ № 19. СПЕЦИАЛЬНАЯ ДОБРОВОЛЬНАЯ ПРОГРАММА ТЕХНИЧЕСКОГО СОТРУДНИЧЕСТВА

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Найроби, 1982 г.),

признавая

а) большое значение, которое представляет улучшение электросвязи для равномерного экономического и социального развития;

b) заинтересованность всех администраций связи и эксплуатационных организаций в дальнейшем по возможности более быстром расширении всемирных сетей на основе развитых национальных сетей связи;

и в частности

c) необходимость специальной технической помощи во многих странах с целью улучшения емкости и эффективности оборудования и сетей связи и сокращения разрыва между развивающимися и развитыми странами;

учитывая, что кредиты, предусмотренные в рамках обычного бюджета постоянным органом МСЭ для технического сотрудничества и технической помощи, недостаточны для удовлетворения потребностей развивающихся стран в части улучшения их национальных сетей;

учитывая также, что Союз может играть очень важную роль при разработке проектов развития и доведения их до сведения руководителей двусторонних и многосторонних программ с целью наилучшего использования ресурсов;

решает создать специальную добровольную программу технического сотрудничества, предусматривающую внесение денежных вкладов, создание служб по подготовке специалистов или любые другие формы технической помощи с целью максимального удовлетворения потребностей развивающихся стран в области электросвязи;

настоятельно просит страны-Члены, их национальные частные эксплуатационные организации, научные и промышленные организации и другие организации осуществлять в тесном сотрудничестве с Союзом техническое сотрудничество в любой требуемой форме с целью наиболее эффективного удовлетворения потребностей развивающихся стран в области электросвязи;

порукает Генеральному секретарю

1. принять немедленные меры для определения конкретных видов технической помощи и технического сотрудничества, необходимых для развивающихся стран и отвечающих характеру специальной добровольной программы;

2. активно пытаться найти широкую поддержку программы и регулярно публиковать результаты этого поиска для информации всех Членов Союза;

3. в рамках возможностей Департамента технического сотрудничества разработать необходимые правила, структуру управления и процедуры, необходимые для осуществления управления и контроля за программой;

4. принять необходимые меры для обеспечения интеграции этой программы с другой деятельностью в области технического сотрудничества и оказания технической помощи;

5. представлять на рассмотрение Административного совета годовой отчет об управлении и развитии программы;

порукает Административному совету рассмотреть результаты осуществления программы и принять все необходимые меры для обеспечения ее успешного развития.

РЕЗОЛЮЦИЯ № 20. СОЗДАНИЕ НЕЗАВИСИМОЙ МЕЖДУНАРОДНОЙ КОМИССИИ ПО РАЗВИТИЮ ВСЕМИРНОЙ ЭЛЕКТРОСВЯЗИ

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Найроби, 1982 г.),

признавая исключительно важное значение инфраструктуры связи как основополагающего элемента социально-экономического развития всех стран, как об этом говорится в Резолюции № 36/40 Генеральной Ассамблеи Организации Объединенных Наций;

убежденная в том, что провозглашение 1983 года «Всемирным годом связи» (Всемирный год связи: Разработка инфраструктуры связи) откроет всем странам возможность провести исчерпывающее изучение и анализ политики развития связи и будет стимулировать развитие инфраструктуры электросвязи;

напоминая о важности вклада «Независимой комиссии Брандта по изучению международных вопросов развития» в диалог по всемирным экономическим проблемам;

отмечая широкий консенсус, которого достигла Международная комиссия по изучению проблем связи (Комиссия МакБрайда) в вопросе общей заинтересованности в ускоренном развитии инфраструктуры электросвязи;

кроме того, отмечая с озабоченностью, что, несмотря на важное значение связи и передачи информации для социального, экономического и культурного развития, что зависит от степени развития инфраструктуры электросвязи, до настоящего времени были выделены незначительные средства на развитие электросвязи со стороны международных организаций, занимающихся оказанием помощи и инвестициям;

решает

1. создать международную Комиссию по развитию всемирной электросвязи;
2. что эта Комиссия должна быть полностью независимой и состоять из добровольных международных членов;
3. что расходы Комиссии должны финансироваться за счет независимых некоммерческих источников;

порукает Генеральному секретарю

1. после предварительной консультации и в сотрудничестве с правительствами-Членами предложить список из 15–20 ведущих представителей администраций, эксплуатационных организаций и промышленности развивающихся и развитых стран, а также крупнейших финансовых учреждений (включая банки развития и ПРООН) и других соответствующих организаций, учитывая наилучшее возможное представительство всех районов мира;

2. сообщить о принятых мерах в отчете, представляемом на сессию Административного совета в 1983 г.;

порукает Административному совету:

1. рассмотреть отчет Генерального секретаря и принять меры по созданию Комиссии, а также любые другие меры, которые он сочтет необходимыми для того, чтобы дать возможность этой комиссии выполнить ее функции;
2. дать этой Комиссии следующий мандат:

- 2.1. рассмотреть комплекс существующие и будущие отношения между странами в области электросвязи, включая техническое сотрудничество и передачу средств с тем, чтобы определить наиболее приемлемые методы такой передачи;
- 2.2. рекомендовать методы, включая новые методы для стимулирования развития электросвязи в развивающихся странах с помощью соответствующей технологии, которые:

- a) служили бы интересам правительств, эксплуатационных организаций, публики и групп специализированных клиентов в развивающихся странах, а также интересам общественного и частного сектора в развитых странах,
 - b) постоянно обеспечивали бы самостоятельность развивающихся стран и сокращали разрыв между развивающимися и развитыми странами;
- 2.3. рассмотреть наиболее экономичный способ, с помощью которого Союз смог бы стимулировать и поддерживать деятельность, необходимую для более равномерного развития сетей электросвязи;
- 2.4. выполнять свою работу приблизительно через год;
- 2.5. представить отчет Генеральному секретарю;

решает далее, что Административный совет рассмотрит этот отчет и в отношении вопросов, требующих действия со стороны Союза, примет меры, какие он сочтет необходимыми.

РЕЗОЛЮЦИЯ № 21. АНАЛИЗ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЩЕГО НАПРАВЛЕНИЯ ДЕЯТЕЛЬНОСТИ В ОБЛАСТИ ТЕХНИЧЕСКОГО СОТРУДНИЧЕСТВА И ТЕХНИЧЕСКОЙ ПОМОЩИ

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Найроби, 1982 г.),

учитывая

- a) необходимость максимального использования средств, выделяемых на техническое сотрудничество и техническую помощь;
- b) растущие потребности развивающихся стран в области технического сотрудничества и технической помощи;
- c) недавние изменения в структуре оказания помощи со стороны Программы развития Организации Объединенных Наций;
- d) необходимость составить комплексную программу работы по различной деятельности в области технического сотрудничества и технической помощи;
- e) рекомендации Административного совета, содержащиеся в его отдельном Отчете о будущей деятельности МСЭ по техническому сотрудничеству (Документ № 47);
- f) отчет Генерального секретаря по организации и методам работы Департамента технического сотрудничества (Документ № 5816/АС37 Административного совета);

принимая во внимание

- a) что она приняла ряд резолюций по вопросам деятельности и целям в области технического сотрудничества и технической помощи;
- b) что необходимо оптимальное комплексное расширение национальных сетей электросвязи в развивающихся странах;
- c) что техническое сотрудничество и помощь должны привести к введению соответствующей технологии в развивающихся странах;
- d) что передача технологии и знаний должны способствовать самостоятельности развивающихся стран в области планирования, эксплуатации и технического обслуживания, включая производство оборудования электросвязи;

е) что применение новой технологии на соответствующем этапе развития может быть выгодно для развивающихся стран в случае ее эффективного технического и экономического интегрирования с существующей системой;

призывая и высоко ценя

а) значительные услуги, оказанные Членам Союза Департаментом технического сотрудничества;

б) усилия, предпринятые Генеральным секретарем по выполнению большого числа рекомендаций, содержащихся в его Отчете;

решает:

1. что необходимо провести анализ организации и общего направления деятельности Союза в области технического сотрудничества и технической помощи;

2. что необходимо пересмотреть управление и деятельность постоянных органов Союза, с тем чтобы они могли осуществлять программы по техническому сотрудничеству и технической помощи, используя имеющиеся ресурсы наиболее производительным и экономически эффективным способом;

порукает Административному совету

1. создать независимую исследовательскую группу для проведения такого анализа при минимальных расходах;

2. поручить этой группе представить окончательный отчет и рекомендации для рассмотрения на сессии Совета в 1985 г.;

3. поручить группе рассмотреть все аспекты деятельности Союза, направленной на осуществление технического сотрудничества и технической помощи развивающимся странам, и в частности те из них, которые не анализируются в Отчете Генерального секретаря;

4. поручить группе рекомендовать внесение таких изменений в штат персонала и методы руководства этой деятельностью, которые способствовали бы повышению ее эффективности;

5. изучить заключительный отчет и рекомендации группы и направить их вместе со своими заключениями Членам Союза;

6. принять по рекомендациям меры, которые он сочтет необходимыми;

7. представить отчет по этому вопросу следующей Полномочной конференции;

предлагает Членам Союза принимать активное участие в деятельности исследовательской группы, помогать Административному совету в проведении анализа и, в частности, предоставлять в распоряжение Совета и исследовательской группы квалифицированных экспертов в области управления и других связанных с этим областях с тем, чтобы они могли оказать помощь в проведении анализа без каких-либо расходов для Союза;

порукает постоянным органам оказывать исследовательской группе все необходимое содействие для успешного завершения ее работы.

РЕЗОЛЮЦИЯ № 22. УЛУЧШЕНИЕ ВОЗМОЖНОСТЕЙ СОЮЗА ПО ОКАЗАНИЮ ТЕХНИЧЕСКОЙ ПОМОЩИ РАЗВИВАЮЩИМСЯ СТРАНАМ

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Найроби, 1982 г.),

приняв к сведению отдельные отчеты Административного совета по выполнению резолюций и т. д., касающихся деятельности Союза в области технического сотрудничества (документ № 46) и будущей деятельности МСЭ в области технического сотрудничества (документ № 47);

оценивая техническое содействие, оказанное развивающимся странам в порядке выполнения Резолюции № 17 Полномочной конференции (Малага-Торремолинос, 1973 г.);

принимая во внимание

a) что необходимо и в дальнейшем увеличивать масштабы технической помощи Союза и улучшать ее качество;

b) что во многих случаях развивающиеся страны и в особенности страны, недавно получившие независимость, нуждаются в советах по конкретным вопросам и что такой совет часто необходимо получить по первому требованию;

c) что развивающиеся страны получают от Международных консультативных комитетов и от Международного комитета регистрации частот (МКРЧ) или через их посредство ценные технические знания и опыт;

решает

1. что деятельность группы инженеров Департамента технического сотрудничества будет расширена, чтобы включить в себя такие специальности, как коммутация, планирование сетей, радиорелейная и спутниковая связь, передача данных, радиовещание, телевидение и системы питания аппаратуры связи;

в обязанности группы будет входить:

- 1.1. сотрудничество со специализированными секретариатами Международных консультативных комитетов и МКРЧ с целью предоставления информации и консультаций по вопросам, представляющим важность для развивающихся стран при планировании, организации и развитии их систем связи;
- 1.2. обеспечение оперативных и конструктивных консультаций либо посредством перепоски, либо посредством командирования специалистов по практическим вопросам, с которыми к группе обращаются развивающиеся страны-члены Союза;
- 1.3. обеспечение возможности проведения консультаций экспертами и консультаций на высоком уровне для руководящего персонала из развивающихся стран, посещающего место пребывания МСЭ;
- 1.4. участие в семинарах, организуемых в месте пребывания МСЭ или где-либо еще по специальным аспектам проблем техники связи;

2. что при необходимости будет набираться группа высококвалифицированных специалистов на срок, каждый раз обычно не превышающий одного месяца, с целью пополнения списка услуг, предоставляемых группой инженеров; поручает Генеральному секретарю

1. изучить необходимый объем и характер помощи для случаев, когда развивающимся странам требуется срочная консультация весьма специального характера;

2. представить на рассмотрении Административного совета отчет:

- 2.1. указав специальности инженеров, необходимых для группы, упомянутой в п. 1 раздела «решает»,

2.2. определить объем и содержание предоставляемой технической помощи и оценить трудности, которые встречаются при удовлетворении запросов развивающихся стран;

поручает Административному совету:

1. рассмотреть отчет Генерального секретаря и принять необходимые меры;

2. включить в ежегодный бюджет Союза средства, необходимые для нормальной работы группы инженеров, и общую сумму расходов по оплате специалистов, нанятых на короткий срок, о чем говорится выше в п. 2 раздела «решает»;

3. внимательно следить за количественным и качественным развитием технической помощи, оказываемой Союзом во исполнение настоящей Резолюции.

РЕЗОЛЮЦИЯ № 23. НАБОР ЭКСПЕРТОВ ДЛЯ ПРОЕКТОВ ТЕХНИЧЕСКОГО СОТРУДНИЧЕСТВА

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Найроби, 1982 г.),

учитывая

a) важность набора высококвалифицированных специалистов для успешного осуществления программ технического сотрудничества Союза;

b) трудности, с которыми встречаются при таком наборе;

отмечая

a) что во многих странах, выдвигающих наибольшее число кандидатов на должности экспертов, пенсионный возраст неуклонно снижается, тогда как здоровье населения улучшается;

b) что в странах, которые могут предоставлять экспертов, недостаточно известно о потребностях Союза в высококвалифицированных специалистах и условиях их найма;

c) отдельный отчет Административного совета (документ № 46) о применении Резолюции № 22 Полномочной конференции (Малага-Торремолинос, 1973 г.);

учитывая, кроме того, что крайне необходимо усилить техническое сотрудничество между развивающимися странами;

желает выразить свою благодарность администрациям, которые предоставили специалистов для проектов технического сотрудничества;

просит Членов Союза

1. приложить максимальные усилия для того, чтобы выявить всех кандидатов на посты экспертов среди персонала администраций, промышленных и учебных центров, распространяя как можно шире информацию относительно вакансий;

2. максимально упростить процедуру откомандирования выбранных кандидатов и возвращения их на родину по окончании командировки с тем, чтобы время их отсутствия не сказалось отрицательно на их карьере;

3. предоставлять, как и прежде, бесплатно лекторов и оказывать необходимые услуги для проведения семинаров, организуемых Союзом;

просит развивающиеся страны-Члены Союза особо учитывать кандидатов, представляемых другими развивающимися странами, при условии, что они отвечают предъявляемым требованиям;

порукает Генеральному секретарю

1. обращать особое внимание на квалификацию и способности кандидатов на вакантные должности при составлении списков экспертов для передачи странам, которым оказывается помощь;

2. не устанавливать возрастных ограничений для кандидатов на должности экспертов, но удостоверяться при этом, что кандидаты, которые достигли пенсионного возраста, установленного в общей системе Организации Объединенных Наций, способны выполнять задачи, указанные в извещении о вакансии;

3. составлять, обновлять и распространять список должностей экспертов по различным специальностям, которые, как предполагается, должны быть заняты в ближайшие несколько лет, прилагая информацию об условиях работы;

4. составлять и обновлять список потенциальных кандидатов на должности экспертов, выделяя из этого числа специалистов для краткосрочных командировок; этот список посылается по заявке любому Члену;

5. ежегодно представлять Административному совету отчет о мерах, принятых во исполнение настоящей Резолюции, и об успехах в решении проблемы экспертов;

порукает Административному совету внимательно следить за вопросом набора экспертов и принимать меры, которые он сочтет необходимыми для выявления как можно большего количества кандидатов на посты экспертов, объявленные Союзом для проектов технического сотрудничества для развивающихся стран.

РЕЗОЛЮЦИЯ № 24. ИНФРАСТРУКТУРА ЭЛЕКТРОСВЯЗИ И СОЦИАЛЬНО-ЭКОНОМИЧЕСКОЕ РАЗВИТИЕ

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Найроби, 1982 г.),

признавая, что социальная и экономическая отсталость значительной части мира является одной из наиболее серьезных проблем, которая отрицательно влияет не только на сами отсталые страны, но и на весь мир в целом;

учитывая:

a) что средства и услуги электросвязи являются не только следствием экономического роста, но и непременным условием общего экономического развития;

b) что развитие инфраструктуры электросвязи является важной частью национального и международного процесса экономического развития;

c) что грандиозный технический прогресс, достигнутый за последнее десятилетие, сделал связь быстрее и надежнее, а также снизил эксплуатационные расходы;

подчеркивает важную роль, которую играет электросвязь в развитии сельского хозяйства, здравоохранения, образования, транспорта, промышленности, народонаселения, торговли, передачи информации для социального благосостояния, а также в общем экономическом и социальном прогрессе развивающихся стран;

проявляя озабоченность относительно того, что неравномерное распределение в мире двух наиболее распространенных служб электросвязи — телефонии и радиовещания — является одним из реальных препятствий на пути к экономическому развитию во многих странах и районах и препятствием для эффективной связи между развитым и развивающимся миром;

напоминая:

а) что «Международная стратегия развития на третье десятилетие по развитию» предусматривает, среди всего прочего, мероприятия, входящие в компетенцию МСЭ, по расширению международного развития и указывает на то, что «следует уделять особое внимание преодолению узких мест и трудностей, с которыми сталкиваются развивающиеся страны в области транспорта и связи, в особенности с целью усиления внутрорегиональных и межрегиональных связей»;

б) решения, принятые Генеральной Ассамблеей Организации Объединенных Наций на Седьмой специальной сессии, а также на регулярных ежегодных сессиях относительно необходимости иметь международную стратегию для ускорения процесса социального и экономического развития в сельских районах, а также Резолюцию 34/14, принятую в 1979 году и призывающую специализированные организации ООН усилить свое участие в достижении вышеназванной цели;

с) решение Организации Объединенных Наций от 1981 г. об объявлении 1983 года «Всемирным годом связи» с целью подчеркнуть важность инфраструктуры электросвязи как неиременимого условия и неотъемлемой части экономического и социального развития;

отмечая:

а) что хотя повсеместно признается, что хорошо развитая система электросвязи является основополагающим условием для любой современной экономики, все же попытки многих развивающихся стран, направленные на предоставление более высокого приоритета капиталовложениям в этом секторе, в большинстве случаев не смогли завершиться успехом;

б) что одним из основных препятствий на пути развития инфраструктуры электросвязи является нехватка капиталовложений в этом секторе — ситуация, причины возникновения которой многочисленны, но которая объясняется, в частности, недостатком исследований, неравномерным распространением информации и недостаточным информированием национальными министерствами по планированию взаимосвязи между электросвязью и социально-экономическим развитием;

с) что исследования, проводившиеся до сих пор по вопросу о пользе, которую можно извлечь из электросвязи, сводились в основном к анализу таблиц «затраты-выгоды» и поиску корреляции между валовым национальным продуктом, телефонной плотностью и другими переменными величинами без объяснения, однако, причинных связей;

оценивая инициативу Союза в проведении совместно с Организацией экономического сотрудничества и развития (ОЭСР) исследования о вкладе электросвязи в дело экономического и социального развития, в котором уделяется особое внимание проблемам комплексного развития сельских районов, а также вопросу о дополнительном добровольном финансировании для проведения такого исследования;

признавая необходимость предоставления правительствам, администрациям, исполнительным и экономическим органам, финансовым и другим учреждениям, организациям, занимающимся вопросами развития, результатов подробных исследований по прямым и косвенным выгодам от капиталовложений в инфраструктуру электросвязи и по корреляции между ростом служб электросвязи и социально-экономическим развитием в целом с тем, чтобы дать возможность развивающимся странам лучше оценить свои собственные приоритеты в процессе развития и отдать нужный приоритет электросвязи;

решает, чтобы МСЭ продолжал организовывать и проводить такие исследования, тесно объединяя эти усилия с общей программой по вопросам технического сотрудничества и технической помощи;

предлагает администрациям и правительствам стран-Членов, учреждениям и организациям системы Организации Объединенных Наций, неправительственным и межправительственным организациям, финансовым учреждениям, поставщикам оборудования и организаторам служб электросвязи оказывать поддержку для достижения удовлетворительной реализации этой Резолюции;

настоятельно просит ПРООН, включая его Секретариат и региональных представителей, а также страны-Члены, как доноров, так и получателей, проявлять большее понимание важности электросвязи в процессе развития с тем, чтобы обеспечить для сектора электросвязи выделение соответствующих средств ПРООН;

просит Генерального секретаря

1. довести настоящую Резолюцию до сведения Генеральной Ассамблеи Организации Объединенных Наций и регулярно представлять Ассамблее отчеты о ходе и результатах исследований по этому вопросу;

2. довести настоящую Резолюцию в целях сотрудничества до сведения всех других заинтересованных организаций, в особенности ПРООН, Международного банка реконструкции и развития (МБРР), региональных банков развития и национальных фондов развития;

3. ежегодно предоставлять отчет Административному совету о ходе выполнения настоящей Резолюции;

просит Административный совет

1. рассматривать отчеты Генерального секретаря и принимать соответствующие меры для выполнения настоящей Резолюции;

2. представить отчет по этому вопросу следующей Полномочной конференции.

РЕЗОЛЮЦИЯ № 25. ПРИМЕНЕНИЕ НАУЧНО-ТЕХНИЧЕСКИХ ДОСТИЖЕНИЙ В ОБЛАСТИ ЭЛЕКТРОСВЯЗИ В ИНТЕРЕСАХ РАЗВИВАЮЩИХСЯ СТРАН

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Найроби, 1982 г.),

учитывая положения различных резолюций, принятых Экономическим и Социальным советом ООН, а также Генеральной Ассамблеей Организации Объединенных Наций с целью ускорить применение достижений науки и техники в интересах развивающихся стран;

приимая во внимание, что Международный союз электросвязи должен в своей сфере деятельности в полную меру возможностей участвовать в работе, ведущейся в этом направлении учреждениями системы Организации Объединенных Наций;

отметив отдельный Отчет Административного совета (документ № 46) по мерам, принятым во исполнение Резолюции № 18 Полномочной конференции (Малага-Торремолинос, 1973 г.);

норучает Административному совету принять в пределах имеющихся возможностей необходимые меры для того, чтобы Союз:

1. в максимальной мере сотрудничал с соответствующими органами Организации Объединенных Наций;

2. в полной мере содействовал ускорению передачи и распространению в развивающихся странах научных знаний и технического опыта в области электросвязи, которыми располагают наиболее технически развитые страны, путем публикации соответствующих руководств и других документов;

3. учел настоящую Резолюцию при осуществлении деятельности по техническому сотрудничеству.

РЕЗОЛЮЦИЯ № 26. РЕГИОНАЛЬНОЕ ПРИСУТВИЕ МСЭ

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Найроби, [1973]¹ г.),

признавая:

a) важную роль, которую МСЭ играет в расширении и развитии сетей и служб электросвязи во всех странах-Членах;

b) вклад, который вносит деятельность Союза в области технического сотрудничества и технической помощи для достижения этой цели в развивающихся странах;

c) необходимость тесных и постоянных контактов между Союзом и всеми странами различных географических районов и преимущества, вытекающие из этого для всех;

d) необходимость должным образом удовлетворять растущие потребности различных стран, подрегионов и регионов относительно информации, консультации и помощи в области электросвязи;

e) что для обеспечения этой деятельности все постоянные органы должны играть соответствующую им роль;

f) что роль Союза в качестве исполнительного органа Программы развития Организации Объединенных Наций является основополагающим условием для достижения этих целей;

g) что эти цели уже выполнялись региональными советниками и экспертами, действующими от имени Союза;

h) что темп развития служб электросвязи в развивающихся странах различных регионов должен быть ускорен в ближайшем будущем;

¹ Should read "1982" — Devrait se lire «1982».

считая:

а) что отдельный Отчет Административного совета «О будущей деятельности МСЭ в области технического сотрудничества» (документ № 47) показал, что необходимо предпринять меры, обеспечивающие расширение и более эффективное региональное присутствие;

б) необходимым для МСЭ соблюдать общую линию Организации Объединенных Наций относительно регионального присутствия специализированных учреждений;

решает, что более активное региональное присутствие Союза будет способствовать увеличению эффективности помощи Союза странам-Членам и, в частности, развивающимся странам;

порукает Генеральному секретарю

1. провести изучение репутации и методов организации работы, включая рассмотрение вопросов деятельности Департамента технического сотрудничества Союза, с целью обеспечения расширенного регионального присутствия, преследуя цель достижения наибольшей экономии при повышении эффективности деятельности Союза;

2. представить отчет, содержащий рекомендации для сессии Административного совета 1983 г., как можно скорее и не позднее 1 марта 1983 г.;

порукает Административному совету

1. рассмотреть отчет Генерального секретаря;

2. провести консультации с администрациями-Членами относительно своих предварительных выводов;

3. на основе этих консультаций принять необходимые меры для выполнения рекомендаций, принимая во внимание бюджетные ограничения Союза и учитывая общую линию Организации Объединенных Наций относительно регионального присутствия их специализированных учреждений;

4. постоянно давать оценку эффективности расширенного регионального присутствия в рамках постоянных задач по руководству деятельностью Союза;

5. представить следующей Полномочной конференции отчет о достигнутых результатах и встречаемых в ходе выполнения этой резолюции трудностях.

РЕЗОЛЮЦИЯ № 27. СПЕЦИАЛЬНЫЕ МЕРЫ, КАСАЮЩИЕСЯ НАИМЕНЕЕ РАЗВИТЫХ СТРАН

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Нairobi, 1982 г.),

учитывая Резолюцию 36/194 Генеральной Ассамблеи Организации Объединенных Наций от 17 декабря 1981 года, в которой была принята «Новая программа основных мер на 80-е годы в отношении наименее развитых стран», разработанная Конференцией Организации Объединенных Наций по наименее развитым странам (Париж, сентябрь 1981 г.), и отдельный Отчет (документ № 48) Административного совета по применению Резолюции № 19 Полномочной конференции (Малага-Торремолинос, 1973 г.),

признавая важность электросвязи для развития вышеупомянутых стран,

поручает Генеральному секретарю:

1. продолжать изучать состояние служб электросвязи в наименее развитых странах, определенных Организацией Объединенных Наций и требующих принятия особых мер для развития электросвязи;

2. представлять отчеты со своими заключениями Административному совету;

3. предложить конкретные меры, рассчитанные на реальные улучшения и обеспечение эффективной помощи этим странам, прибегая к средствам Специальной добровольной программы технического сотрудничества, к собственным средствам Союза и других источников;

4. представлять ежегодные отчеты по этому вопросу Административному совету;

поручает Административному совету:

1. рассматривать вышеупомянутые отчеты и принимать соответствующие меры для того, чтобы Союз и впредь проявлял активный интерес и обеспечивал сотрудничество в развитии служб электросвязи в этих странах;

2. выделять с этой целью ассигнования из Специальной добровольной программы технического сотрудничества, из собственных средств Союза и других источников;

3. постоянно следить за положением дел и представлять отчет по этому вопросу следующей Полномочной конференции.

РЕЗОЛЮЦИЯ № 28. УЧЕБНЫЕ СЕМИНАРЫ

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.),

призывая:

a) что для персонала администраций электросвязи, особенно из развивающихся стран, учебные семинары представляют ценную возможность приобретения знаний о последних достижениях в области электросвязи и обмена опытом;

b) что деятельность МСЭ в этой области должна продолжаться и расширяться;

отметив отдельный Отчет Административного совета (документ № 46) по мерам, принятым во исполнение Резолюции № 25 Полномочной конференции (Малага-Торремолинос, 1973 г.);

благодарит администрации, которые уже организовали или планируют организацию семинаров и которые представляют для этого за свой счет квалифицированных лекторов или докладчиков;

настоятельно просит администрации продолжать и усилить работу в этом направлении, поддерживая контакт с Генеральным секретарем;

поручает Генеральному секретарю:

1. координировать деятельность Членов Союза, которые планируют организовать семинары, чтобы избежать дублирования или частичного совпадения тем, обращая особое внимание на используемые языки;

2. отбирать и предоставлять информацию о вопросах, которые могли бы рассматриваться на семинарах;

3. содействовать организации или организовывать семинары в пределах имеющихся фондов;

4. постоянно повышать эффективность семинаров, используя накопленный опыт;

5. принимать помимо прочего следующие меры:

5.1. издавать предварительные и заключительные документы семинаров и своевременно направлять их администрациям и заинтересованным участникам с помощью наиболее подходящих средств;

5.2. принимать соответствующие меры по результатам работы семинаров;

6. представлять Административному совету годовой отчет и предложения с целью достижения указанных выше целей, учитывая при этом мнения, выраженные на Конференции, и имеющиеся в распоряжении кредиты;

предлагает Административному совету учитывать рекомендации Генерального секретаря и обеспечивать включение в годовые бюджеты Союза соответствующих кредитов, необходимых для выполнения задач, указанных в настоящей Резолюции.

Резолюция № 29. НОРМЫ ПРОФЕССИОНАЛЬНОЙ ПОДГОТОВКИ ПЕРСОНАЛА ЭЛЕКТРОСВЯЗИ

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Найробн, 1982 г.),

рассмотрев вопрос развития людских резервов для электросвязи и подготовки персонала электросвязи на основе информации, содержащейся в соответствующих разделах Отчета Административного совета Полномочной конференции (документ № 65), в отдельных отчетах выполнении резолюций и т. д., относящихся к деятельности Союза в области технического сотрудничества (документ № 46), по будущей деятельности Союза в области технического сотрудничества (документ № 47) по анализу состояния электросвязи в наименее развитых странах и конкретным мерам по развитию электросвязи (документ № 48), а также в предложениях, относящихся к проекту ПРООН/МСЭ КОДЕВТЕЛЬ (документ № 175);

выражает свое удовлетворение полученными к настоящему времени результатами в достижении целей, поставленных в Резолюции № 23 Полномочной конференции (Малага-Торремолинос, 1973 г.);

отмечает с удовлетворением поддержку, оказанную Союзу в выполнении указанной Резолюции Членами Союза и Программой развития Организации Объединенных Наций;

учитывая, что быстрое и эффективное установление связи и техническое обслуживание каналов требуют:

a) совместимого оборудования на обоих концах и в транзитных пунктах;

b) равноценной технической подготовки технического и эксплуатационного персонала и соответствующего знания языков;

учитывая также важность

a) дальнейшего повышения качества подготовки персонала электросвязи;

b) создания и широкого распространения программ подготовки для различных категорий персонала, участвующего в строительстве, эксплуатации и техническом обслуживании оборудования электросвязи;

с) эффективной координации мер по подготовке и разработке программ курсов на национальном, региональном и межрегиональном уровнях в свете опыта, приобретаемого при осуществлении проекта КОДЕВТЕЛЬ;

порукает Генеральному секретарю для достижения целей, перечисленных в вышеприведенных разделах:

1. продолжить разработку программ подготовки, в частности:
 - 1.1. путем участия в исследованиях по вопросам подготовки персонала, проводимых специализированными учреждениями Организации Объединенных Наций и другими организациями;
 - 1.2. путем изучения возможностей использования современной техники обучения и техники электросвязи, в частности, для решения проблем подготовки персонала для развивающихся стран;
 - 1.3. путем проведения дальнейших собраний Рабочей группы по программам профессиональной подготовки;
 - 1.4. путем дальнейшей организации собраний производителей и потребителей оборудования электросвязи, путем разработки инструкций для обучения, проводимого производителями;
 - 1.5. путем обновления и совершенствования Инструкции по развитию профессиональной подготовки, Справочного пособия МСЭ для центров подготовки персонала электросвязи и Пособия по совместному использованию курсов подготовки с учетом опыта, приобретенного в применении этих пособий;
2. способствовать целенаправленной подготовке персонала, консультировать администрации в отношении наиболее подходящих методов обучения и помогать им применять рекомендованные методы обучения;
3. вносить свой вклад в подготовку персонала, отвечающего за обучение персонала электросвязи (инструкторов, составителей программ для курсов и руководителей профессиональной подготовки) и инструктировать экспертов по обучению МСЭ по вопросам применения действующих программ МСЭ по подготовке персонала;
4. помогать осуществлять межрегиональную координацию деятельности по подготовке персонала электросвязи в частности:
 - 4.1. путем сотрудничества с региональными организациями связи и с соответствующими организациями по обучению;
 - 4.2. путем поощрения создания региональных и субрегиональных центров подготовки и документации использования в этих центрах методов и программ обучения, рекомендованных МСЭ;
 - 4.3. путем облегчения обмена информацией и опытом по управлению персоналом и учебными заведениями;
5. разработать и поддерживать международную систему обмена учебными пособиями для подготовки персонала электросвязи и связи с этим информацией;

6. облегчить в рамках деятельности по техническому сотрудничеству обмен инструкторами, стажерами, техниками, персоналом и педагогическим материалом между администрациями;

7. иметь новейшие сведения о результатах использования системы обмена;

8. предложить Административному совету принять необходимые организационные и кадровые меры, необходимые для выполнения целей, указанных в настоящей Резолюции;

норучает Административному совету

1. рассмотреть рекомендации, которые будут разработаны Генеральным секретарем с целью предоставления ему средств и кредитов, необходимых для решения задач, поставленных в настоящей Резолюции;

2. контролировать на своих ежегодных сессиях ход проведения мероприятий, достигнутые результаты и принимать все необходимые меры для достижения целей, указанных в настоящей Резолюции;

убежденная в важности развития людских ресурсов для электросвязи и в необходимости технической подготовки с тем, чтобы дать возможность развивающимся странам ускорить внедрение и применение соответствующей техники;

предлагает всем Членам Союза участвовать и оказывать по мере возможности помощь в выполнении настоящей Резолюции.

Резолюция № 30. ПРОГРАММА ПОДГОТОВКИ СТИПЕНДИАТОВ МСЭ

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Найроби, 1982 г.),

признавая, что для обеспечения хорошей связи во всемирном масштабе требуется одинаковый уровень технических знаний во всем мире;

учитывая

a) важность того, чтобы стипендиатам МСЭ по линии технического сотрудничества предлагались практически приемлемые программы;

b) трудности обеспечения приемлемости таких программ;

отметив, что

a) потребности в количестве стипендий, содержащиеся в заявках, могут отличаться для разных стран по одним и тем же вопросам обучения;

b) стоимость специализированных программ часто оказывается высокой и поэтому они недостижимы для стран, имеющих ограниченные фонды ПРООН;

c) кандидаты иногда не обладают достаточным знанием соответствующего языка для того, чтобы извлечь максимальную пользу из программы обучения;

желает выразить благодарность администрациям, организовавшим программы обучения стажеров для проектов технического сотрудничества;

убедительно просит страны, предоставляющие помощь,

1. приложить все возможные усилия в целях определения возможных мест обучения стажеров МСЭ в их администрациях, промышленных и учеб-

ных учреждениях, сообщая как можно более широко о потребностях стран, нуждающихся в помощи;

2. приложить все возможные усилия для составления программ, отвечающих интересам стран, нуждающихся в помощи, и информировать Генерального секретаря о всех программах, способных удовлетворить эти потребности;

3. продолжать предлагать бесплатно или с наименьшими расходами для Союза обучение, наиболее приемлемое для обладателей стипендий;

убедительно просит страны, нуждающиеся в помощи,

1. обеспечивать, чтобы кандидаты обладали хорошим знанием языка, на котором будет осуществляться программа, при этом в некоторых случаях могут приниматься специальные меры по договоренности с приглашающей страной;

2. обеспечивать информирование кандидатов о продолжительности и содержании программ обучения, передаваемых приглашающей страной МСЭ;

3. обеспечивать ознакомление кандидатов с «Административным руководством для стажеров МСЭ»;

4. использовать стажера после его возвращения таким образом, чтобы извлечь максимальную пользу из полученной им подготовки;

порукает Генеральному секретарю

1. обобщить по возможности сходные потребности при направлении приглашающим странам просьб относительно составления программ для подготовки стажеров;

2. разработать и опубликовать документ, содержащий типовые условия обучения для разных уровней квалификации, отвечающий требованиям развивающихся стран;

3. составить в рамках специальных проектов технического сотрудничества список необходимых стипендий, основанный на предполагаемых запросах стран, нуждающихся в помощи и подлежащих реализации в течение следующего года; этот список по запросу будет представляться всем Членам;

4. разработать и вести список возможностей приема стажеров в приглашающих странах на следующий год; этот список по запросу будет представляться всем Членам;

5. представлять по возможности заблаговременно просьбы приглашающим странам относительно программ для стажеров;

просит Административный совет следить с особым вниманием за данным вопросом, чтобы обеспечить подготовку специалистов МСЭ при наименьших затратах.

Резолюция № 31. ПРОФЕССИОНАЛЬНАЯ ПОДГОТОВКА ПЕРСОНАЛА ЭЛЕКТРОСВЯЗИ ИЗ ЧИСЛА БЕЖЕНЦЕВ

Полиомочная конференция Международного союза электросвязи (Найроби, 1982 г.),

отметив

а) Резолюцию № 36/68 Генеральной Ассамблеи Организации Объединенных Наций по выполнению деклараций о предоставлении независимости

колоннальным странам и народам и другие резолюции, относящиеся к помощи беженцам;

b) Резолюции № 659 и 708 Административного совета;

c) отдельный Отчет Административного совета по выполнению резолюций и т. д., касающийся деятельности Союза в области технического сотрудничества (документ № 46);

учитывая меры, принятые во исполнение Резолюции № 24 Полномочной конференции (Малага-Торремолинос, 1973 г.),

просит Генерального секретаря

1. приложить все усилия с целью применения Резолюции Организации Объединенных Наций;

2. тесно сотрудничать со службой Верховного комиссара Организации Объединенных Наций по делам беженцев;

предлагает администрациям стран-Членов сделать еще больше для того, чтобы принять некоторых беженцев и обеспечить их профессиональную подготовку по электросвязи в центрах или школах профессиональной подготовки.

РЕЗОЛЮЦИЯ № 32. ПОМОЩЬ НАРОДУ ЧАДА

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Найроби, 1982 г.),

учитывая положения Статей 2 и 4 Конвенции, предусматривающих желательность участия в работе Союза всех стран и указывающих на необходимость международного сотрудничества в качестве одной из основных целей Союза;

учитывая, кроме того, положения Резолюции № 19 Полномочной конференции (Малага-Торремолинос, 1973 г.) в отношении специальных мер для наименее развитых стран, в число которых входит Республика Чад;

отмечая специфическую ситуацию, в которой оказался Чад, администрация и инфраструктура связи которого серьезно пострадали;

порукает Генеральному секретарю

1. определить наиболее подходящие пути и средства и принять необходимые меры для мобилизации многосторонних и двусторонних средств на благо Республики Чад с тем, чтобы:

1.1. помочь ей в восстановлении сети связи;

1.2. предоставить техническую помощь с целью реорганизации ее администрации и обучения персонала;

2. сотрудничать со всеми заинтересованными организациями для реализации программы помощи Чаду;

3. представлять регулярные отчеты Административному совету о мерах, принятых во исполнение этой Резолюции;

просит Административный совет рассматривать отчеты Генерального секретаря и принимать по ним необходимые меры.

РЕЗОЛЮЦИЯ № 33. УЧЕБНЫЙ ЦЕНТР АРТУРА Ч. КЛАРКА ПО ЭЛЕКТРОСВЯЗИ, ЭНЕРГЕТИКЕ И КОСМИЧЕСКОЙ ТЕХНИКЕ

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Найроби, 1982 г.),

учитывая

а) информационный документ, представленный делегацией Шри Ланка относительно Учебного центра Артура Ч. Кларка по электросвязи, энергетике и космической технике (документ № 292);

б) решение конференции ООН по исследованию и мирному использованию космического пространства о необходимости расширения сотрудничества в области космоса, науки и техники в рамках организационной системы Организации Объединенных Наций, особо указывающие на вопросы профессионального обучения и предоставления технических консультаций;

признавая трудности, испытываемые развивающимися странами в деле ликвидации существующего между ними разрыва в развитии и применении техники электросвязи;

сознавая необходимость помощи развивающимся странам в их усилиях извлечь пользу от существующего прогресса в области науки и техники электросвязи;

отдавая себе отчет, что для достижения этой цели необходимы большие усилия для обучения научного и технического персонала развивающихся стран;

решает выразить благодарность правительству Шри Ланка за инициативу по созданию Учебного центра Артура Ч. Кларка по электросвязи, энергетике и космической технике, который благодаря новаторскому предвидению замечательного человека предоставит техническому персоналу из развивающихся стран учебное и исследовательское оборудование;

просит всех Членов Союза благожелательно рассмотреть просьбу Шри Ланка о помощи в развитии этого Центра на двусторонней основе либо посредством программы технического сотрудничества Союза;

порукает Генеральному секретарю оказывать всевозможную помощь властям Шри Ланка в пределах средств, которые могут быть выделены для этой цели, и представить Административному совету отчет о предпринятых действиях;

порукает Административному совету рассмотреть отчет, представленный Генеральным секретарем, и внимательно следить за прогрессом в развитии Учебного центра Артура Ч. Кларка по электросвязи, энергетике и космической технике.

РЕЗОЛЮЦИЯ № 34. РОЛЬ МЕЖДУНАРОДНОГО СОЮЗА ЭЛЕКТРОСВЯЗИ В РАЗВИТИИ ВСЕМИРНОЙ СВЯЗИ

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Найроби, 1982 г.),

учитывая

а) положения Международной конвенции электросвязи (Найроби, 1982 г.), а также положения Телефонного и Телеграфного регламентов и Регламента радиосвязи;

б) рекомендации МККР и МККТТ;

с) учитывая также, что все эти документы являются весьма важными для создания технических основ планирования и обеспечения работы служб электросвязи во всем мире;

d) что темпы технического прогресса создают необходимость постоянного сотрудничества всех администраций и частных эксплуатационных организаций с целью обеспечения совместимости систем связи во всем мире;

e) что наличие современных средств связи является жизненно важным фактором для экономического, социального и культурного развития во всех странах;

признавая заинтересованность Организации Объединенных Наций по вопросам образования, науки и культуры (ЮНЕСКО), Международной организации гражданской авиации (ИКАО), Международной морской организации (ИМО), Международной организации по стандартизации (ИСО), Международной электротехнической комиссии (МЭК) и других специализированных организаций в различных видах электросвязи;

решает в связи с этим, что Международный союз электросвязи должен:

1. продолжать работу по согласованию, развитию и улучшению электросвязи во всем мире;

2. обеспечить, чтобы вся его работа отражала особую роль МСЭ, как учреждения, ответственного в системе Организации Объединенных Наций за своевременную разработку технических и эксплуатационных норм для всех видов электросвязи и за обеспечение рационального использования радиочастотного спектра и орбиты геостационарных спутников;

3. максимально поощрять техническое сотрудничество в области электросвязи между Членами Союза.

Резолюция № 35. МЕЖДУНАРОДНАЯ ПРОГРАММА ПО РАЗВИТИЮ СВЯЗИ

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Нairobi, 1982 г.),

напоминая

a) Всеобщую декларацию прав человека, принятую Генеральной Ассамблеей Организации Объединенных Наций 10 декабря 1948 г.;

b) резолюции 31/139 и 33/115, принятые Генеральной Ассамблеей Организации Объединенных Наций 16 декабря 1976 г. и 18 декабря 1978 г. соответственно;

c) рекомендации Межправительственной конференции по сотрудничеству, связанному с мероприятиями, потребностями и программами по развитию связи (Париж, апрель, 1980 г.), и особенно Рекомендации viii, часть III отчета этой Конференции;

d) Резолюцию № 4.21, принятую на 21-й сессии Генеральной Ассамблеи Организации Объединенных Наций по вопросам образования, науки и культуры (ЮНЕСКО) (Белград, 1980 г.), учредившую Международную программу по развитию коммуникаций (МПРК);

приняв к сведению отчет, который по просьбе Административного совета Генеральный секретарь представил на Полномочную конференцию с целью определения курса участия Союза в мероприятиях МПРК (документ № 54);

признавая

a) значение сотрудничества между Союзом и ЮНЕСКО для успешного выполнения МПРК;

b) важность наличия инфраструктуры электросвязи, необходимой для реализации целей этой программы;

c) необходимость поддержания постоянной связи между Союзом и различными службами ЮНЕСКО, участвующими в реализации МПРК;

вновь подтверждая первостепенную роль, которую играет Союз в вопросах электросвязи в системе ООН, являясь основной международной инстанцией по изучению и развитию международного сотрудничества в целях улучшения и рационального использования всех видов электросвязи;

одобряет меры, принятые Административным советом для укрепления сотрудничества между Союзом и ЮНЕСКО;

решает, что Административный совет и Генеральный секретарь примут соответствующие меры для продолжения и поддержания участия Союза в МПРК, включая ее Межправительственный совет, причем это участие должно быть непосредственно связано с деятельностью Союза в области технической помощи развивающимся странам;

поручает Генеральному секретарю

1. представить Отчет Административному совету о ходе осуществления этих мероприятий;

2. довести настоящую Резолюцию до сведения Генеральной Ассамблеи ООН, Межправительственного совета МПРК и Генерального директора ЮНЕСКО;

поручает Административному совету изучить отчеты Генерального секретаря и принять меры, обеспечивающие МПРК техническую поддержку со стороны МСЭ, включая в годовой бюджет Союза необходимые кредиты для поддержания связей с Межправительственным советом, секретариатом МПРК и службами ЮНЕСКО, участвующими в работах МПРК.

Резолюция № 36. СОТРУДНИЧЕСТВО С МЕЖДУНАРОДНЫМИ ОРГАНИЗАЦИЯМИ, ЗАИНТЕРЕСОВАННЫМИ В ИСПОЛЬЗОВАНИИ КОСМИЧЕСКОЙ РАДИОСВЯЗИ

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Найроби, 1982 г.),

отчетливо представляя многочисленные возможности использования космического пространства в мирных целях в международном масштабе;

учитывая возрастающую роль, которую неизбежно играет в этой связи электросвязь и, как следствие, Союз;

напоминая соответствующие статьи Договора о принципах деятельности государств в исследовании и использовании космического пространства, включая Луну и другие небесные тела, а также резолюции, принятые Генеральной Ассамблеей Организации Объединенных Наций по международному сотрудничеству в области использования космического пространства в мирных целях;

с удовлетворением отмечает:

a) меры, принятые различными органами Союза для того, чтобы обеспечить наиболее эффективное использование всех космических служб радиосвязи;

b) успехи, достигнутые в области технологии и использования космической радиосвязи;

призывает Административный совет и Генерального секретаря принять необходимые меры для того, чтобы:

1. продолжать информировать Организацию Объединенных Наций и заинтересованные специализированные учреждения об успехах, достигнутых в области космической радиосвязи;

2. способствовать продолжению сотрудничества между Союзом и специализированными учреждениями Организации Объединенных Наций и другими международными организациями, заинтересованными в использовании космической радиосвязи.

РЕЗОЛЮЦИЯ № 37. УЧАСТИЕ ОРГАНИЗАЦИЙ МЕЖДУНАРОДНОГО ХАРАКТЕРА В ДЕЯТЕЛЬНОСТИ СОЮЗА

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Найроби, 1982 г.),

отметив предложение относительно интерпретации понятия «международная организация» (документ № 64);

учитывая, что у нее не было времени для достаточного рассмотрения вопроса о международных организациях;

порукает Генеральному секретарю

1. рассмотреть статус международных организаций, которые участвуют в деятельности Союза;

2. представить сессии Административного совета 1983 г. предложение о пересмотре списка организаций международного характера, помимо ООН, организаций системы ООН и региональных организаций электросвязи, которые будут считаться охваченными Статьей 40 и другими соответствующими статьями Конвенции;

порукает Административному совету

1. учитывая дискуссии, имевшие место на настоящей Конференции, установить степень участия в деятельности Союза организаций, находящихся в списке, упомянутом в предыдущем параграфе, и других организаций международного характера, не включенных в этот список;

2. решать в каждом случае, какие организации международного характера могут быть освобождены от уплаты взносов в соответствии с положениями Статьи 79 Конвенции;

3. разработать директивы для Генерального секретаря, определяющие порядок рассмотрения просьб о признании в качестве «международной организации» с целью проведения консультаций, предусмотренных Статьей 68 Конвенции;

порукает также Административному совету

1. изучать с помощью Генерального секретаря международную правовую практику, в особенности находящую применение в ООН и организациях системы ООН;

2. представить следующей Полномочной конференции отчет об участии организаций международного характера в деятельности Союза со своими выводами по этому вопросу.

РЕЗОЛЮЦИЯ № 38. ОБЪЕДИНЕННАЯ ИНСПЕКЦИОННАЯ ГРУППА

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Нairobi, 1982 г.),

напоминая Резолюцию № 33 Полномочной конференции (Малага-Торремолинос, 1973 г.);

отметив

a) отдельный Отчет Административного совета относительно Объединенной инспекционной группы (документ № 37);

b) Резолюцию Генеральной Ассамблеи ООН 31/192 от 22 декабря 1976 г.;

учитывая, что Международный союз электросвязи продолжает извлекать пользу от той роли, которую играет Объединенная инспекционная группа, являющаяся независимой инспекцией и аналитической службой системы ООН;

решает принять Устав Объединенной инспекционной группы (ОИГ), содержащийся в Приложении к Резолюции 31/192 Генеральной Ассамблеи на следующих условиях:

1. поскольку основной документ Союза, Международная конвенция электросвязи, не содержит никакого механизма, который позволил бы ОИГ стать вспомогательным органом законодательных органов Союза, как это определено в параграфе 2 Статьи 1 Устава ОИГ, то ОИГ будет продолжать признаваться Союзом в качестве компетентного органа системы ООН в его конкретной сфере деятельности и ответственности, определенной в основных положениях Устава ОИГ, и будет продолжать представлять отчеты Административному совету через Генерального секретаря Союза;

2. несмотря на положения Статей 5 и 6 Устава ОИГ, техническая деятельность Союза, касающаяся в особенности весьма специальных вопросов электросвязи — включая изучения, выводы, пожелания, решения, резолюции, отчеты и инструкции, рассматриваемые постоянными органами Союза в порядке выполнения ими своих обязанностей, во исполнение соответствующих положений Конвенции, приложенных к ней Регламентов, а также рекомендаций, резолюций и решений, принятых законодательными органами Союза — не будет затронута функциями, полномочиями или сферой ответственности ОИГ, которая при этом будет полностью компетентна рассматривать все общие вопросы административного или финансового характера, включая общие вопросы управления деятельностью постоянных органов Союза;

3. в отношении положений п. 4 Статьи 11 Устава ОИГ, содержащих сроки передачи и рассмотрения отчетов ОИГ, Союз имеет мнение, что следует скорее соблюдать общую идею этих положений, а не оговоренные там конкретные сроки с тем, чтобы обеспечить тщательную и оперативную обработку отчетов Союзом, относительно распределения отчетов ОИГ; Союз решает, что отчеты ОИГ, не разосланные Организацией Объединенных Наций Членам Союза, будут рассылаться Генеральным секретарем Союза только Членам Административного совета Союза;

порукает Генеральному секретарю

1. оповестить, в соответствии с п. 3 Статьи 1 Устава ОИГ, Генерального секретаря ООН о принятии Союзом Устава ОИГ, и передать ему при этом текст пастоящей Резолюции, на которой основывается это принятие;

2. продолжать сотрудничество с ОИГ и представлять Административному совету отчеты ОИГ, представляющие интерес для Союза, совместно с замечаниями, которые он считает уместными;

порукает Административному совету рассматривать отчеты ОИГ, представляемые Генеральным секретарем, и принимать по ним соответствующие меры.

РЕЗОЛЮЦИЯ № 39. ИСПОЛЬЗОВАНИЕ СЕТИ ЭЛЕКТРОСВЯЗИ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ ДЛЯ ПЕРЕДАЧИ СООБЩЕНИЙ СПЕЦИАЛИЗИРОВАННЫХ УЧРЕЖДЕНИЙ

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Найробн, 1982 г.),

учитывая

a) Резолюцию № 26 Полномочной конференции Международного союза электросвязи (Буэнос-Айрес, 1952 г.), вызванную просьбой ООН о том, чтобы Международный союз электросвязи санкционировал передачу сообщений специализированных учреждений по сети прямых линий связи ООН по тарифу, прямо пропорциональному эксплуатационным расходам и соответствующему объему осуществляемого обмена;

b) отдельный Отчет Административного совета Полномочной конференции по обновлению Резолюции № 35 (Малага-Торремолинос, 1973 г.) (документ № 35);

отмечая

a) что 1 января 1954 г. Генеральный секретарь ООН аннулировал сделанное ранее предложение специализированным учреждениям об осуществлении обмена сообщениями по сети связи Организации Объединенных Наций;

b) что Объединенная инспекционная группа подготовила отчет «Электросвязь в системе ООН»;

подтверждает мнения, изложенные в вышеуказанной Резолюции № 26, а именно:

1. что в обычных условиях прямые линии связи Организации Объединенных Наций не должны использоваться для передачи сообщений специализированных учреждений и конкурировать с существующими коммерческими сетями электросвязи;

2. что Союз не одобряет любых отступлений от положений Статьи XVI Соглашения между ООН и МСЭ.

3. что тем не менее Союз не будет возражать, если в критических случаях передача сообщений специализированных учреждений будет осуществляться по сети связи Организации Объединенных Наций по тарифу, который должным образом учитывает соответствующие Рекомендации МККТТ по тарифам, или бесплатно;

порукает Генеральному секретарю продолжать сотрудничество с соответствующими организациями системы ООН, включая Объединенную инс-

пекционную группу, для изучения вопросов связи в системе ООН и представить подготовленный этими организациями отчет Административному совету со своими замечаниями и предложениями по дальнейшим действиям МСЭ;

порукает Административному совету изучить отчеты, замечания и предложения, представленные Генеральным секретарем, и принять все необходимые меры.

РЕЗОЛЮЦИЯ № 40. ВОЗМОЖНЫЙ ПЕРЕСМОТР СТАТЬИ IV РАЗДЕЛА 11 КОНВЕНЦИИ О ПРИВИЛЕГИЯХ И ИММУНИТЕТАХ СПЕЦИАЛИЗИРОВАННЫХ УЧРЕЖДЕНИЙ

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Найроби, 1982 г.),

учитывая Резолюцию № 28 Полномочной конференции в Буэнос-Айресе (1952 г.), Резолюцию № 31 Полномочной конференции в Женеве (1959 г.), Резолюцию № 23 Полномочной конференции в Монтре (1965 г.) и Резолюцию № 34 Полномочной конференции в Малаге-Торремолиносе (1973 г.),

принимая во внимание Резолюцию № 36 Полномочной конференции в Малаге-Торремолиносе (1973 г.);

а также учитывая:

a) кажущееся противоречие между определением правительственных телеграмм и правительственных вызовов и разговоров, приведенным в Приложении 2 к Международной конвенции электросвязи и в положениях статьи IV раздела 11 Конвенции о привилегиях и иммунитетах специализированных учреждений;

b) что Конвенция о привилегиях и иммунитетах специализированных учреждений не была исправлена таким образом, как того требовали Полномочные конференции в Буэнос-Айресе (1952 г.), Женеве (1959 г.), Монтре (1965 г.) и Малаге-Торремолиносе (1973 г.);

решает подтвердить решения Полномочных конференций, состоявшихся в Буэнос-Айресе (1952 г.), Женеве (1959 г.), Монтре (1965 г.) и Малаге-Торремолиносе (1973 г.), не включать глав специализированных учреждений в список лиц, приведенных в Приложении 2 к настоящей Конвенции, как имеющих право посылать правительственные телеграммы или заказывать правительственные телефонные разговоры;

выражает надежду, что Организация Объединенных Наций согласится пересмотреть этот вопрос и, принимая во внимание вышеупомянутое решение, внесет необходимое изменение в статью IV раздела 11 Конвенции о привилегиях и иммунитетах специализированных учреждений;

порукает Административному совету принять необходимые меры в контакте с соответствующими органами ООН для достижения удовлетворительного решения.

РЕЗОЛЮЦИЯ № 41. ТЕЛЕГРАММЫ И ТЕЛЕФОННЫЕ РАЗГОВОРЫ СПЕЦИАЛИЗИРОВАННЫХ УЧРЕЖДЕНИЙ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Найроби, 1982 г.),

учитывая

а) что главы специализированных учреждений не указаны в определении правительственных телеграмм и телефонных разговоров, приведенном в Приложении 2 к Конвенции;

б) что могут иметь место случаи, когда срочность или важность сообщений специализированных учреждений оправдывает особую обработку их телеграмм или телефонных разговоров;

решает, что если какое-либо специализированное учреждение Организации Объединенных Наций сообщает Административному совету о своем желании получить особые привилегии для своих сообщений, обосновывая конкретные случаи, в которых необходима их особая обработка, Административный совет:

1. извещает Членов Союза о просьбе, которая, по его мнению, должна быть удовлетворена;

2. принимает по этим просьбам окончательное решение, учитывая при этом мнение большинства Членов;

порукает Генеральному секретарю извещать Членов Союза о любых решениях, принятых Административным советом.

Резолюция № 42. СЛУЖБА ЭЛЕКТРОННОЙ ПОЧТЫ И ПЕРЕДАЧИ СООБЩЕНИЙ

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Найроби, 1982 г.),

отметив отдельный Отчет Административного совета Полномочной конференции (документ № 38);

одобряя

а) меры, принимаемые с 1978 г. Генеральным секретарем с целью создания основ возможного сотрудничества между Всемирным почтовым союзом (ВПС) и Международным союзом электросвязи;

б) меры, принятые МККТТ в начале 1982 года, по укреплению такого сотрудничества в технических вопросах с тем, чтобы пойти навстречу желанию, высказанному Консультативным советом почтовых изучений (КСПИ) ВПС на его сессии в октябре 1981 г.;

учитывая, что было бы желательно подождать решений, которые будут приняты компетентными органами ВПС после того, как последние будут информированы о первоначальных результатах изучения, проводимых совместно с МККТТ;

порукает Генеральному секретарю

1. поддерживать и развивать по мере необходимости связи между секретариатами МСЭ и ВПС и принимать все необходимые меры по удовлетворению запросов, которые могут быть сделаны компетентными органами ВПС;

2. сообщать о всех шагах в этой области Административному совету;

порукает МККТТ продолжать изучение всех вкладов, предоставляемых в МККТТ компетентным органам ВПС по вопросам, которые были или могут быть предложены для изучения, с целью определения и стандартизации универсальной факсимильной службы для учреждения («Бюрофакс»);

кроме того, поручает МККТТ учитывать, что его задачей является определение службы, а не рассмотрение или решение вопроса о том, кто эксплуатирует эту службу, что является национальным вопросом;

поручает Административному совету изучить отчеты, представляемые Генеральным секретарем, и принять меры, которые будут сочтены необходимыми.

РЕЗОЛЮЦИЯ № 43. ОБРАЩЕНИЯ ЗА КОНСУЛЬТАЦИЯМИ В МЕЖДУНАРОДНЫЙ СУД

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Найробь, 1982 г.),

приписывая во внимание

a) статью VII Соглашения между Организацией Объединенных Наций и Международным союзом электросвязи, которая предусматривает обращение за консультациями в Международный суд Полномочной конференцией или, с ее разрешения, Административным советом;

b) решение Административного совета «присоединить Союз к Административному трибуналу Международной организации труда» и заявление о признании юрисдикции Трибунала, сделанное Генеральным секретарем в соответствии с этим решением;

c) положения, содержащиеся в Приложении к Уставу Административного трибунала Международной организации труда, в соответствии с которыми действие этого Устава полностью распространяется на любую международную правительственную организацию, признавшую юрисдикцию Трибунала согласно параграфу 5 статьи II Устава Трибунала;

d) статью XII Устава Административного трибунала Международной организации труда, в соответствии с которой на основании вышеупомянутого заявления Административный совет Международного союза электросвязи может ставить перед Международным судом вопрос о законности решения, принятого Трибуналом;

отмечает, что Административный совет уполномочен обращаться в Международный суд за консультациями, как это предусмотрено в статье XII Устава Административного трибунала Международной организации труда.

РЕЗОЛЮЦИЯ № 44. УТВЕРЖДЕНИЕ СЧЕТОВ СОЮЗА ЗА 1973–1981 ГГ.

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Найроби, 1982 г.),

учитывая

a) положения п. 34 Международной конвенции электросвязи (Малага-Торремолнос, 1973);

b) п. 2.2.7.3 Отчета Административного совета Полномочной конференции (документ № 65), отдельный Отчет, касающийся управления финансами за период с 1973 по 1981 год (документ № 43) и первый отчет Финансового комитета настоящей Конференции (документ № 208),

c) отчет внешнего ревизора счетов Союза о финансовой и расчетной системе Союза (приложение 10 к документу № 43);

решает окончательно утвердить счета Союза за 1973–1981 гг.

РЕЗОЛЮЦИЯ № 45. ПРОВЕРКА СЧЕТОВ СОЮЗА

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Найроби, 1982 г.),

учитывая, что внешний ревизор, назначенный правительством Швейцарской Конфедерации, произвел самую тщательную, компетентную и точную проверку счетов Союза за 1973–1981 гг.;

выражает:

1. глубокую благодарность правительству Швейцарской Конфедерации;
2. надежду на то, что существующие соглашения по проверке счетов Союза могут быть возобновлены;

порукает Генеральному секретарю довести содержание этой Резолюции до сведения правительства Швейцарской Конфедерации.

РЕЗОЛЮЦИЯ № 46. ПОМОЩЬ, ОКАЗАННАЯ ПРАВИТЕЛЬСТВОМ ШВЕЙЦАРСКОЙ КОНФЕДЕРАЦИИ ПО ФИНАНСИРОВАНИЮ СОЮЗА

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Найроби, 1982 г.),

учитывая, что в течение 1974, 1975, 1976 и 1981 гг. правительство Швейцарской Конфедерации предоставляло в распоряжение Союза фонды для улучшения его финансового положения;

выражает

1. свою признательность правительству Швейцарской Конфедерации за его щедрую помощь в финансовых вопросах;
2. надежду на то, что соглашения в этой области могут быть возобновлены;

порукает Генеральному секретарю довести содержание этой Резолюции до сведения правительства Швейцарской Конфедерации.

РЕЗОЛЮЦИЯ № 47. СТРУКТУРА БЮДЖЕТА И АНАЛИТИЧЕСКИЕ РАСЧЕТЫ

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Найроби, 1982 г.),

рассмотрев отдельный Отчет Административного совета о структуре бюджета и аналитических расчетах (документ № 45);

учитывая положения п. 287* Международной конвенции электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.);

порукает Генеральному секретарю при содействии Координационного комитета:

1. впредь сводить все документы, относящиеся к бюджету, в единый документ с оглавлением;
2. добавлять к существующей форме представления бюджета разбивку по видам деятельности;

* п. 304 Международной конвенции электросвязи (Найроби, 1982 г.).

3. подготавливать в будущем проекты бюджетов на второй и, при возможности, на третий год;

4. продолжать анализ расходов, стараясь при этом его совершенствовать;

5. сообщать Административному совету о финансовых последствиях решений конференций и пленарных ассамблей, которые могут влиять, в частности, на единицу взносов;

предлагает Административному совету

1. соответствующим образом пересмотреть Финансовый регламент Союза;

2. произвести проверку управления Союзом с помощью экспертов из стран-Членов Административного совета, предоставляемых бесплатно;

3. изучить с помощью внешнего ревизора возможность создания внутренней службы проверки счетов Союза.

РЕЗОЛЮЦИЯ № 48. ВЛИЯНИЕ НА БЮДЖЕТ СОЮЗА НЕКОТОРЫХ РЕШЕНИЙ АДМИНИСТРАТИВНЫХ КОНФЕРЕНЦИЙ И ПЛЕНАРНЫХ АССАМБЛЕЙ МЕЖДУНАРОДНЫХ КОНСУЛЬТАТИВНЫХ КОМИТЕТОВ

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Найроби, 1982 г.),

отмечая:

a) необходимость эффективного финансового управления со стороны Союза и его Членов, требующего тщательного контроля всех запросов по статьям годовых бюджетов;

b) что административные конференции и пленарные ассамблеи МКК принимали решения или резолюции и рекомендации, финансовые последствия которых вызывали дополнительные расходы, ложившиеся грузом на годовые бюджеты Союза;

c) что финансовые ресурсы Союза должны поэтому учитываться всеми административными конференциями и всеми пленарными ассамблеями МКК;

признавая, что вышеупомянутые решения, резолюции и рекомендации могут оказаться решающими для успешного исхода административных конференций или пленарных ассамблей МКК;

признавая также, что Административный совет, рассматривая и одобряя годовые бюджеты Союза, связан финансовыми ограничениями Дополнительного Протокола I и не может по своему усмотрению удовлетворить все потребности по бюджетам;

признавая далее, что положения статей 7, 69, 77 и 80 отражают важность эффективного финансового управления;

решает:

1. что до принятия резолюций и рекомендаций, которые могут повлечь за собой дополнительные и непредвиденные расходы по статьям бюджетов Союза, а будущие административные конференции и пленарные ассамблеи МКК, учитывая необходимость в экономии, будут:

- 1.1. подготавливать и учитывать сметы дополнительных расходов по статьям бюджетов Союза;
- 1.2. располагать в порядке приоритета предложения в тех случаях, когда их будет два или более;
- 1.3. подготавливать и представлять Административному совету доклад, содержащий оценку финансовых последствий предполагаемых решений и краткую справку об их значении и выгоде для Союза в случае проведения финансирования, в случае необходимости указывая приоритет предполагаемых решений,

2. что Административный совет должен учитывать все подобные отчеты, оценки и приоритет при рассмотрении, одобрении и принятии решений о реализации вышеупомянутых резолюций и решений в рамках бюджета Союза.

РЕЗОЛЮЦИЯ № 49. ВЗНОСЫ НА ПОКРЫТИЕ РАСХОДОВ СОЮЗА

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Найроби, 1982 г.),

учитывая:

a) что п. 111 Конвенции предусматривает возможность для наименее развитых стран, перечисленных ООН, вносить взносы на покрытие расходов Союза в классе 1/8 единицы;

b) что это положение предусматривает, что класс 1/8 единицы может быть также выбран другими странами, определяемыми Административным советом;

c) что некоторые страны с небольшим населением и низким национальным доходом на душу населения* могут встретиться с финансовыми затруднениями при уплате взносов на покрытие расходов Союза в классе 1/4 единицы;

d) что всеобщее участие в организации соответствует интересам Союза;

e) что следует привлекать малые страны к вступлению в Члены Союза; отмечает замечания, сделанные в ходе прений, относительно членства малых суверенных стран;

порукает Административному совету рассматривать на каждой сессии положение малых стран, которые не включены в список наименее развитых стран ООН и могут встретиться с трудностями при уплате взносов в классе 1/4 единицы, и решать, если эти страны того попросят, кто из них может платить взносы на покрытие расходов Союза в классе 1/8 единицы.

РЕЗОЛЮЦИЯ № 50. ВРЕМЕННЫЕ СОГЛАШЕНИЯ ДЛЯ СКОРЕЙШЕГО ВЫПОЛНЕНИЯ РЕЗОЛЮЦИИ № 49

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Найроби, 1982 г.),

признавая, что некоторые страны с небольшим населением и низким национальным доходом на душу населения могут столкнуться с финансовыми

* Например, следующие страны: Антигуа и Барбуда, Белиз, Доминика, Гренада, Кирибати, Науру, Сент-Люсия, Сент-Томе и Принсипи, Сент-Винсент и Гренадины, Сейшеллы, Тонга, Тувалу и Вануату.

трудностями при уплате взносов на покрытие расходов Союза согласно положениям Конвенции (Малага-Торремолинос, 1973 г.);

отмечая

a) что всеобщее участие в организации соответствует интересам Союза;

b) что следует привлекать малые страны к вступлению в члены Союза;

учитывая Резолюцию № 49, которая предусматривает анализ положения малых стран Административным советом для решения вопроса о том, кто из них может платить взносы в классе минимальных единиц;

считает, что для выполнения положений Резолюции № 49 в 1983 г. могут понадобиться временные соглашения;

решает, что исключительно для целей Резолюции № 49 будет считаться, что п. 111 Конвенции (Найроби, 1982 г.) вступает в силу 1 января 1983 г., невзирая на любые противоречащие положения в какой-либо другой статье.

РЕЗОЛЮЦИЯ № 51. ФИНАНСОВЫЕ УСЛОВИЯ УЧАСТИЯ МЕЖДУНАРОДНЫХ ОРГАНИЗАЦИЙ В КОНФЕРЕНЦИЯХ И СОБРАНИЯХ МСЭ

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Найроби, 1982 г.),

отметив отдельный отчет Административного совета о финансовых условиях участия международных организаций в конференциях и собраниях МСЭ (документ № 30);

учитывая, что в соответствии с п. 548* Международной конвенции электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.) международные организации участвуют в покрытии расходов на конференции и собрания, в которых им разрешено участвовать, если только они не освобождены от взносов Административным советом на условиях взаимности;

порукает Административному совету

1. пересмотреть список международных организаций, освобожденных на данный момент от всех взносов для того, чтобы выяснить, какие освобождения можно сохранить во исполнение положений п. 617 Конвенции;

2. принимать во внимание при будущем рассмотрении просьб международных организаций их освобождение от всех взносов, удостовериться относительно

2.1. статуса этих организаций;

2.2. пользы для Союза от сотрудничества с этими организациями;

3. предоставлять бесплатно международным организациям только такую документацию, которая непосредственно их касается.

РЕЗОЛЮЦИЯ № 52. ВЗНОСЫ ПРИЗНАННЫХ ЧАСТНЫХ ЭКСПЛУАТАЦИОННЫХ ОРГАНИЗАЦИЙ, НАУЧНЫХ ИЛИ ПРОМЫШЛЕННЫХ ОРГАНИЗАЦИЙ И МЕЖДУНАРОДНЫХ ОРГАНИЗАЦИЙ

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Найроби, 1982 г.),

* п. 617 Международной конвенции электросвязи (Найроби, 1982 г.).

отмечая

a) вклад в деятельность Союза, вносимый признанными частными эксплуатационными организациями, научными или промышленными организациями и международными организациями;

b) что принцип добровольных взносов стран-Членов применяется также в отношении взносов признанных частных эксплуатационных организаций, научных или промышленных организаций и международных организаций в пределах, установленных в Конвенции;

c) что при действии Международной конвенции электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.) признанные частные эксплуатационные организации, научные или промышленные организации и международные организации никогда не выбрали класс взносов более чем 5 единиц;

d) что п. 622 Конвенции устанавливает единицу взноса, выплачиваемого частными эксплуатационными организациями, научными или промышленными организациями и международными организациями для покрытия расходов Международных консультативных комитетов, в работе которых они согласились участвовать, равную 1/5 единицы взноса Членов Союза;

e) что признанные частные эксплуатационные организации и международные организации участвуют также в покрытии расходов на административные конференции, в которых они согласились участвовать;

призывая

a) что признанные частные эксплуатационные организации, научные или промышленные организации и международные организации вносят значительный технический вклад в работу Международных консультативных комитетов;

b) что признанные частные эксплуатационные организации, научные или промышленные организации и международные организации получают выгоду от участия в работах Международных консультативных комитетов;

решает, что признанные частные эксплуатационные организации, научные или промышленные организации и международные организации должны побуждаться к выбору максимально возможного числа единиц взноса в свете выгод, которые они извлекают;

норучает Генеральному секретарю довести настоящую Резолюцию до сведения всех признанных частных эксплуатационных, научных или промышленных организаций и международных организаций.

Резолюция № 53. ОПЛАТА ПРОСРОЧЕННЫХ СЧЕТОВ

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Нairobi, 1982 г.),

учитывая

a) отчет Административного совета Полномочной конференции, а также документы, представленные Генеральным секретарем;

b) Резолюцию № 10, приложенную к Международной конвенции электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.);

с удовлетворением отмечает,

a) что Чили, Перу, Восточная Республика Уругвай и Йеменская Арабская Республика полностью погасили свои прежние задолженности;

б) что Республика [Эль] Сальвадор и Республика Гаити иогашают свои задолженности периодическими выплатами;

сожалеет

а) что Боливия, Коста-Рика и Доминиканская Республика не сообщили Генеральному секретарю плаи погашеппя своих задолженностей Союзу;

б) что некоторые страны зиачительно задержнвают выплату своих взносов;

учитывая просьбу Члепов Союза, имеющих крупные задолженности;

учнтывая, кроме того, что все Члеиы Союза заинтересоваиы в сохранении прочной финансовой осповы Союза;

решает

1. относительно Центральноафриканской республики:

1.1. что взносы Центральноафриканской Республики с 1974 (сальдо) по 1979 год на общую сумму 310.570,15 швейцарских франков иереводятся на сиECIALный счет задолженностей, проценты на который не начисляются;

1.2. что задержанные проценты ио задолженности Центральноафриканской Республики по взпосам за 1974–1979 гг., т. е. 97.572,70 швейцарских франков переводятся на специальный счет, дающий проценты;

2. относительно Республики Гватемала:

2.1. что 50% от суммы взноса Ресиублики Гватемала, т. е. ½ единицы, за 1979–1982 гг., составляющих общую сумму 352.393 швейцарских франка иереводятся на специальный счет задолженностей, проценты па который не начисляются;

2.2. что половина задержанных процентов по задолженности Республики Гватемала за 1978–1981 гг., т. е. 34.174,80 швейцарских франков переводятся на специальный счет, дающий ироценты;

2.3. что Республика Гватемала будет участвовать в расходах Союза на 1983 год по классу взноса 1/2 единицы;

3. относительно Исламской Республнкн Мавритания:

3.1. что 50% от суммы взносов Исламской Ресиублики Мавритания за 1978–1982 гг., т. е. 170.525 швейцарских франков, переводятся на специальный счет задолженностей, нроценты па который не начисляются;

3.2. что иоловина задержанных процентов по задолженности Исламской Республики Мавритании за 1977–1981 гг., т. е. 24.006,25 швейцарских фрайков, иереводятся на специальный счет, дающий проценты;

4. относительно Республик Чад:

4.1. что суммы взносов Республики Чад за 1971–1982 гг., т. е. 629.793,50 швейцарских франков, иереводятся на специальный счет задолженностей, проценты на который не начисляются;

4.2. что задержанные ироценты по задолженности Республики Чад за 1971–1981 гг., т. е. 178.640,25 швейцарских фрайков, иереводятся на специальный счет, дающий проценты;

5. что перевод на специальный счет задолженностей ие освобождает страпы от выплаты их задолженностей;

6. что суммы, находящиеся на специальном счете задолженностей, при применении положений п. 117 Конвенции, не учитываются;

7. что выплата сумм за нублнкации должба нронзводптсь заиитересованнымп странами;

8. что настоящая Резолюция ни при каких обстоятельствах не будет рассматриваться как прецедент;

порукает Генеральному секретарю

1. провести переговоры с компетентными органнзациями всех стран, задерживающпх выплату свонх взносов, отпосптельно условий постепенного погашения их задолженностей;

2. ежегодно докладывать Адмпнистративному совету о ходе погашеппя этими странами задолженпостей;

предлагает Адмпнистративному совету:

1. изучить форму ведения специального счета, дающего проценты;

2. прпнять надлежащпе меры с целью выполнения настоящей Резолюции;

3. представить следующей Полномочной конференции отчет о результатах, которые были достигнуты благодаря этим мерам.

РЕЗОЛЮЦИЯ № 54. ОЗДОРОВЛЕНИЕ ПЕНСИОННОГО ФОНДА СТРАХОВОЙ КАССЫ ПЕРСОНАЛА МСЭ

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Най-роби, 1982 г.),

учитывая состояние Пенсионного фонда в свете выводов, содержащихся в статистической проверке по состоянию на 31 декабря 1981 г.;

принимая во внимание меры, паправленные па поддержание Пепсионного фонда, принятые Адмпнистративным советом на его 32-й (1977 г.), 33-й (1978 г.) и 35-й (1980 г.) сессиях;

порукает Административному совету тщательно изучить результаты следующих статистических данных Страховой кассы МСЭ п прпнять любые меры, которые он сочтет необходимыми;

решает, что ежегодные отчисления в сумме 350.000 шв. франков из обычного бюджета в Пенсионный фонд будут производиться и впредь до тех пор, пока фонд не будет в состоянии выполнить свои обязательства.

РЕЗОЛЮЦИЯ № 55. ОКЛАДЫ И ПРЕДСТАВИТЕЛЬСКИЕ РАСХОДЫ ИЗБИРАЕМЫХ СЛУЖАЩИХ

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Най-роби, 1982 г.),

учитывая Резолюцию № 2 Полномочной конференции Международного союза электросвязи (Малага-Торремолнос, 1973 г.);

признавая, что оклады избираемых служащих должны быть установлены на адекватном уровне выше окладов, выплачиваемых назначаемым служащим в Общей системе Организации Объединенных Наций;

решает, что при условии выполнения мер, которые Административный совет может предложить Членам Союза, руководствуясь нижеприведенными указаниями, Генеральный секретарь, заместитель Генерального секретаря, директоры Международных консультативных комитетов и члены Международного комитета регистрации частот, начиная с 1 января 1983 г., должны получать оклады, установленные в соответствии со следующей надбавкой относительно максимального оклада назначаемого служащего:

Генеральный секретарь	134%
Заместитель Генерального секретаря и директоры Международных консультативных комитетов	123%
Члены МКРЧ	113%

порукает Административному совету:

1. утверждать изменения окладов избираемых служащих, пользуясь вышеприведенными процентными соотношениями, если произойдет изменение шкалы окладов общей системы;

2. предлагать для одобрения большинством Членов Союза пересмотренные и обоснованные должным образом процентные соотношения в случае возникновения чрезвычайных обстоятельств, оправдывающих такие изменения;

решает, кроме того, что расходы на представительство будут возмещаться по предъявлению счетов в пределах следующих сумм:

	<i>швейцарских франков в год</i>
Генеральный секретарь	20000
Заместитель Генерального секретаря, директора Консультативных комитетов	10000
МКРЧ (для всего Комитета по усмотрению председателя)	10000

порукает, кроме того, Административному совету в случае заметного повышения стоимости жизни в Швейцарии предлагать для утверждения большинством Членов Союза соответствующие изменения вышеуказанных пределов.

РЕЗОЛЮЦИЯ № 56. ВЫБОРЫ ЧЛЕНОВ МЕЖДУНАРОДНОГО КОМИТЕТА РЕГИСТРАЦИИ ЧАСТОТ

Полиомочная конференция Международного союза электросвязи (Найроби, 1982 г.),

учитывая,

a) что члены Международного комитета регистрации частот избираются Полиомочными конференциями в соответствии с п. 43 Конвенции;

b) что нет ограничения по числу переизбраний, на которые может претендовать член Комитета;

c) что на Конференции был представлен ряд предложений с целью включения в Конвенцию положения о том, что член может быть переизбран только один раз;

d) что было бы желательно ввести ротацию членов Комитета и одновременно гарантировать определенную степень преемственности в его работе;

e) что задачи, выполняемые Комитетом, весьма специфичны и ответственные;

порукает Административному совету

1. изучить методы, которые могли бы быть использованы для достижения целей, указанных в п. *d)* выше, и возможные поправки, которые для этого следовало бы внести в Кооперацию;

2. довести выводы этого изучения до сведения всех Членов Союза как минимум за год до начала следующей Полномочной конференции;

предлагает администрациям стран-Членов подготовить к очередной Полномочной конференции соответствующие предложения.

РЕЗОЛЮЦИЯ № 57. НОРМЫ КЛАССИФИКАЦИИ И КЛАССИФИКАЦИЯ ДОЛЖНОСТЕЙ

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Найроби, 1982 г.),

отметив с одобрением меры, принятые Административным советом для выполнения Резолюции № 4 Полномочной конференции (Малага-Торремолинос, 1973 г.) и приведенные в отчете Административного совета Полномочной конференции (документ № 65, п. 2.2.5.1);

учитывая введение Комиссией по международной гражданской службе (КМГС) новой системы классификации должностей, применимой ко всем организациям системы Организации Объединенных Наций;

порукает Административному совету принять меры, которые он сочтет необходимыми, не производя при этом дополнительных расходов, для того, чтобы добиться скорейшего применения новой системы классификации должностей КМГС внутри Союза. Это требует применения новых норм и методов классификации должностей с пересмотра всех ранее присвоенных градаций постов.

РЕЗОЛЮЦИЯ № 58. НАБОР ПЕРСОНАЛА СОЮЗА

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Найроби, 1982 г.),

учитывая

a) соответствующие положения Международной конвенции электросвязи (Найроби, 1982 г.);

b) необходимость проведения рациональной и эффективной политики набора персонала, соответствующей общей системе Организации Объединенных Наций;

c) необходимость улучшения географического распределения постов в секретариатах постоянных органов Союза как во всемирном масштабе, так и в отношении определенных районов мира;

d) постоянный прогресс в области техники и эксплуатации электросвязи и, исходя из этого, необходимость набора наиболее квалифицированных специалистов для работы в секретариатах постоянных органов Союза;

подтверждает, что в соответствии с принципом справедливого географического распределения необходимо расширить представительство районов, которые среди персонала Союза представлены недостаточно;

решает

1. что в целях улучшения географического распределения назначаемых служащих профессиональной и высшей категорий (классы Р.1 и выше);

1.1. как правило, о вакансиях на посты этих категорий будет сообщаться администрациям всех Членов Союза. Однако персоналу, уже состоящему на службе, должны также предоставляться возможности разумного продвижения;

1.2. при назначении на эти должности по набору на международной основе предпочтение следует отдавать, при прочих равных качествах, кандидатам из тех районов мира, которые представлены недостаточно. В частности, при назначении на должности класса Р.4 и выше особое внимание следует уделять обеспечению справедливого географического представительства среди районов Союза;

2. что для категории общих служб (классы G.1–G.7):

2.1. служащие по возможности набираются из числа лиц, проживающих в Швейцарии или в пределах 25 км от Женевы на территории Франции;

2.2. в исключительных случаях при освобождении должностей технического характера классов от G.5 до G.7 в первую очередь должна учитываться важность набора на международной основе;

2.3. если окажется невозможным при соблюдении вышеприведенного п. 2.1 подобрать штат соответствующей квалификации, Генеральный секретарь должен набрать его из числа лиц, проживающих возможно ближе к Женеве. Если это окажется невозможным, он должен известить все администрации об освободившейся должности, но при определении своего выбора он обязан учитывать финансовые последствия;

2.4. персонал классов G.1–G.7 считается набранным на международной основе и имеет право пользоваться льготами международного набора, как это предусмотрено в Регламенте персонала, при условии, что служащие не принадлежат к швейцарской национальности и набраны вне зоны, указанной в вышеприведенном п. 2.1;

порукает Генеральному секретарю:

1. проводить активную политику в вопросе набора персонала, направленную на расширение представительства определенных районов, если последнее недостаточно;

2. рассмотреть вопрос перераспределения должностей, учитывая при этом его финансовые аспекты с целью создания должностей класса Р.1 и Р.2, которые могли бы быть использованы для набора молодых специалистов, и представить Административному совету отчет для принятия решения;

3. следить за тем, чтобы на должности класса Р.4 и выше своевременно назначались высококвалифицированные лица;

порукает Административному совету:

1. рассмотреть и одобрить перечень должностей профессиональной категории, на которые следует набирать служащих по контрактам ограниченной длительности;

2. принять решение о перераспределении должностей, направленное на создание постов класса Р.1 и Р.2 на основе отчетов Генерального секретаря;

3. следить за развитием этого вопроса с тем, чтобы добиться более широкого и более представительного географического распределения;

просит Членов Союза принять меры к тому, чтобы сохранить положение специалистов, возвращающихся в свои администрации по окончании работы в МСЭ, и чтобы срок работы в Союзе включался в непрерывный стаж, предоставляющий право на льготы и привилегии, предусмотренные внутренними уставами персонала администраций.

РЕЗОЛЮЦИЯ № 59. ОБНОВЛЕНИЕ ШТАТНОГО РАСПИСАНИЯ

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Найроби, 1982 г.),

отмечая с озабоченностью, что значительное количество служащих используется на краткосрочных контрактах и контрактах ограниченной длительности на должностях, не содержащихся в штатном расписании, как это указано в Отчете Административного совета для Полномочной конференции;

отмечая, кроме того,

a) что Административный совет не смог выделить достаточные кредиты на создание должностей в соответствии со своей Резолюцией № 753/АС 30;

b) что растущее число внештатных должностей категории общих служб и некоторых должностей профессиональной категории было длительное время занято обладателями краткосрочных контрактов или контрактов ограниченной длительности;

учитывая,

a) что следует избегать повторения такой ситуации не только по причинам, связанным с бюджетом, но и по гуманитарным соображениям;

b) что наиболее точная оценка потребностей Союза в персонале будет вытекать из более тщательного планирования работы, связанной, в частности, с проведением конференций и собраний;

порукает Административному совету:

1. изучить вопрос о создании должностей профессиональной категории и дать разрешение на постепенное, начиная с 1 января 1983 г., создание должностей категории общих служб для урегулирования сложившейся ситуации (см. документ № 42, приложение I), выделяя необходимые кредиты в рамках разделов 2 и 3 обычного бюджета;

2. разрешить создание должностей, принимая во внимание и 251 Конвенцию, относящуюся к профессиональной категории, и Резолюцию № 58, выделяя ежегодно кредиты, отвечающие росту потребностей Союза, в пределах, определенных в Дополнительном протоколе № 1;

порукает Генеральному секретарю:

1. избегать использования в течение длительного периода лиц, имеющих контакты ограниченной длительности;

2. следить за тем, чтобы баланс между постоянными и краткосрочными контрактами в категории общих служб отражал потребности Союза;

3. продолжать изучение этого вопроса, наилучшим образом использовать положения п. 283 Конвенции и информировать ежегодно Административный совет о принятых мерах.

Резолюция № 60. ПОВЫШЕНИЕ КВАЛИФИКАЦИИ ПЕРСОНАЛА

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Найроби, 1982 г.),

приняв к сведению раздел п. 2.2.5.1 отчета Административного совета, касающийся проведения в жизнь Резолюции № 7 Полномочной конференции (Малага-Торремолинос, 1973 г.), а также отдельный отчет Административного совета по данному вопросу (документ № 28);

изучив и одобрив предложения Административного совета, касающиеся принципов, которые должны регулировать повышение квалификации персонала;

порукает Генеральному секретарю принять «Правила повышения квалификации персонала МСЭ», исправленные данной Конференцией;

порукает Административному совету следить за развитием этого вопроса и представлять необходимые кредиты для повышения квалификации в пределах 0,25% доли бюджета, выделяемой на покрытие расходов на персонал.

Резолюция № 61. УПОРЯДОЧЕНИЕ ПЕНСИЙ

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Найроби, 1982 г.),

напоминая Рекомендацию № 3, принятую Полномочной конференцией (Малага-Торремолинос, 1973 г.), относительно упорядочения пенсий;

рассмотрев отчет Комитета по пенсиям персонала МСЭ, в котором отмечается, что меры, принятые Генеральной Ассамблеей ООН, соответствуют Рекомендации № 3;

проявляя озабоченность потребностью, которая отрицательно сказывается на размерах пенсий из-за несовершенства существующей системы и ее возможных будущих изменений, а также из-за будущих последствий валютных колебаний и инфляции;

порукает Административному совету внимательно следить за развитием вопроса, с целью сохранения размеров пенсий, и, по мере необходимости, принимать для этого меры, которые он сочтет необходимыми.

Резолюция № 62. ОСНОВНОЙ ДОКУМЕНТ СОЮЗА

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Найроби, 1982 г.),

учитывая, что во всех других специализированных учреждениях Организации Объединенных Наций имеются основные документы стабильного и постоянного характера;

напоминая Резолюцию № 41 Полномочной конференции (Малага-Торремолинос, 1973 г.);

установив, что Административный совет не смог в достаточной степени выполнить эту Резолюцию;

убежденная в том, что Союз также должен принять основной документ, позволяющий ему соответствующим образом достигать своих целей, сохраняя при этом необходимую стабильность организации;

решает:

1. что положения Международной конвенции электросвязи (Найроби, 1982 г.) будут разделены на два документа;

1.1. Устав, в который войдут положения постоянного характера;

1.2. Конвенция, в которую войдут прочие положения, требующие в силу своих свойств периодического пересмотра;

2. что для каждого из этих документов будет предусмотрена собственная процедура внесения изменений, при условии, что для изменения Устава потребуются квалифицированное большинство;

порукает Административному совету

1. изучить этот вопрос, составить и рассмотреть проекты текстов Устава и Конвенции и разослать их Членам Союза по крайней мере за год до начала следующей Полномочной конференции;

2. создать, по возможности на сессии 1983 года, при соблюдении принципа справедливого географического распределения группы экспертов, выделенных на добровольной основе Членами Союза, для оказания помощи по выполнению данной Резолюции, имеющую следующий мандат:

2.1. разработать проекты Устава и Конвенции Международного союза электросвязи путем перегруппировки положений Международной конвенции электросвязи (Найроби, 1982 г.) и внесения необходимых изменений с целью соблюдения п.п. 1 и 2 постановляющей части и с учетом сформулированных Членами Союза замечаний;

2.2. представить в удовлетворительные сроки Административному совету проекты Устава и Конвенции Международного союза электросвязи;

3. при назначении группы экспертов следить за тем, чтобы к обычному бюджету Союза не были добавлены никакие расходы, помимо расходов на секретариат, связанных с разработкой, публикацией и рассылкой проектов указанных текстов Членам Союза;

порукает Генеральному секретарю оказать необходимую помощь Административному совету и группе экспертов по выполнению данной Резолюции.

РЕЗОЛЮЦИЯ № 63. РАБОЧИЕ ПОМЕЩЕНИЯ В МЕСТЕ ПРЕБЫВАНИЯ СОЮЗА

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Найроби, 1982 г.),

учитывая, что для обеспечения нормальной работы всех служб необходимо достаточное количество рабочих помещений в месте пребывания Союза для размещения персонала, оборудования и материалов;

изучив отдельный отчет и предложения Административного совета о предоставлении Союзу необходимых помещений (документ № 49);

порукает Генеральному секретарю:

1. представить на сессию Административного совета 1983 г. дополнительное исследование, которое должно охватывать также финансовые аспекты расширения существующих помещений Союза, учитывая:

- 1.1. темпы роста штатного состава в результате решений, принятых настоящей Конференцией;
- 1.2. приоритетность разных задач и трудности, связанные с особенностями расширения;
 2. обратиться к швейцарским властям по вопросу возможности получения земельной площади для строительства в будущем дополнительного здания;
 - уполномочивает Административный совет:
 1. принять после изучения исследования, которое представит Генеральный секретарь, наиболее подходящее решение по удовлетворению потребностей в помещениях;
 2. принять постановления по административным и финансовым мероприятиям, необходимым для реализации этого решения. Финансовые последствия этого решения должны быть представлены на одобрение Членам в соответствии с п. 7 Дополнительного протокола 1 к Конвенции.

РЕЗОЛЮЦИЯ № 64. ЮРИДИЧЕСКИЙ СТАТУС

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Найроби, 1982 г.),

принимая во внимание соглашение, заключенное 22 июля 1971 г. между Швейцарским Федеральным Советом и Международным союзом электросвязи по определению юридического статуса этой организации в Швейцарии и связанные с ним исполнительные договоры;

с удовлетворением отмечая замечания Административного совета, содержащиеся в его отчете Полномочной конференции (документ № 65, п. 2.2.9.1) относительно Резолюции № 40 Полномочной конференции (Малага-Торремолинос, 1973 г.);

порукает Генеральному секретарю следить за соглашением и способами его применения с тем, чтобы привилегии и иммунитеты, предоставляемые МСЭ, были равноценны привилегиям и иммунитетам, полученным другими организациями системы ООН, имеющими место пребывания в Швейцарии, и, по мере необходимости, представлять отчеты Административному совету;

порукает Административному совету в случае необходимости представить отчет по этому вопросу следующей Полномочной конференции.

РЕЗОЛЮЦИЯ № 65. ОФИЦИАЛЬНЫЕ И РАБОЧИЕ ЯЗЫКИ СОЮЗА

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Найроби, 1982 г.),

принимая во внимание статьи 16 и 78 Конвенции;

желая обеспечить наиболее справедливую и эффективную систему официальных и рабочих языков Союза;

созидая:

а) возможность более широкого использования официальных языков Союза, что позволило бы странам-Членам более активно участвовать в работе Союза;

b) технические, кадровые, административные и финансовые последствия такого более широкого использования;

напоминая рекомендации Объединенной инспекционной группы по применению языков в учреждениях Организации Объединенных Наций;

независимо от положений п.п. 126, 418, 432 и 607 Конвенции;

решает:

1. что следующие документы, подготавливаемые Генеральным секретарем в ходе исполнения им своих обязанностей, составляются на официальных языках Союза:

— еженедельный циркуляр МКРЧ (только специальный раздел по космическим службам);

— основные тома Международных консультативных комитетов (считается, что объем соответствующей документации составит около 50% всего объема, издаваемого Международными консультативными комитетами);

2. что связанные с этим общие затраты остаются в пределах, установленных Дополнительным протоколом 1;

порукает Генеральному секретарю:

1. организовать после консультации с заинтересованными странами или группами стран подготовку этих документов, стремясь к наибольшей эффективности и экономии;

2. представить Административному совету доклад о состоянии дел по настоящему вопросу;

порукает Административному совету

1. рассмотреть отчет, представленный Генеральным секретарем;

2. принять необходимые меры для обеспечения общей рассылки вышеуказанных документов на официальных языках Союза при соблюдении финансовых ограничений, установленных настоящей Конференцией.

РЕЗОЛЮЦИЯ № 66. РАЦИОНАЛИЗАЦИЯ РАБОТЫ

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Найроби, 1982 г.),

учитывая,

a) что рабочая нагрузка персонала Союза увеличилась, что привело к росту бюджета Союза;

b) что, поскольку необходимо оптимальным образом использовать финансы и персонал, и что более широкое применение современной техники поможет достичь этой цели, принимая во внимание кадровые и финансовые трудности, которые должен преодолеть Союз;

признавая:

a) что были приняты решения, связанные с применением современной техники в МКРЧ;

b) что ассортимент изделий, представляющих передовую конструкторскую технику, расширяется, и что такие изделия могут иметь все большее значение для деятельности других органов Союза, особенно секретариатов и служб, связанных с обработкой информации;

поручает Генеральному секретарю рассмотреть, в какой степени применяется в настоящее время современная конторская техника в месте пребывания Союза, изучить будущие возможности, учитывая необходимость наиболее эффективного использования материальных и финансовых средств, рекомендовать Административному совету соответствующий план действий;

поручает Административному совету рассмотреть рекомендации, представленные Генеральному секретарю, и предпринять действия, которые Совет сочтет уместными для обеспечения рационализации работы, оставаясь при этом в рамках бюджета Союза.

РЕЗОЛЮЦИЯ № 67. УЛУЧШЕНИЕ ОБРАБОТКИ ДОКУМЕНТОВ И ПУБЛИКАЦИЙ СОЮЗА

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Найроби, 1982 г.),

учитывая:

a) широкий диапазон деятельности Союза и разнообразие потребностей его постоянных органов;

b) что результаты этой разнообразной деятельности Союза распространяются и рассылаются в письменной форме для наиболее эффективного удовлетворения потребностей Членов и особенно развивающихся стран;

c) что соответствующие положения Конвенции требуют публикации разных документов и отчетов о деятельности Союза;

d) что подготовка документов и обработка информации, необходимой для издания итоговых материалов, поглощают значительную часть средств Союза;

принимая во внимание:

a) продолжающиеся усилия, прилагаемые Генеральным секретарем для удовлетворения потребностей в области публикации, а также с целью автоматизации этого процесса;

b) большой объем работы Союза;

c) характер математического обеспечения для обработки документов и составления текстов Союза;

d) необходимость продолжения поиска наиболее экономичных способов выполнения возросших объемов работы по обработке документов и их публикации;

признавая:

a) разнообразные потребности органов Союза по обработке документов и их публикации, а также автономию, вытекающую из федеральной структуры Союза;

b) что в связи с большим разнообразием этих потребностей будет целесообразно разработать и ввести в практику специальные методы подготовки и унифицированные формы представления документов;

c) различия между администрациями в отношении их возможностей по потребностям в области автоматизации, вызывающие в некоторых развивающихся странах недостаток оборудования, позволяющего иметь доступ к информации, издаваемой самыми современными методами; хотя эти

методы и могут представлять наиболее экономичный способ публикации и годятся для тех стран, которые их уже приняли, их реализация может оказаться не под силу для развивающихся стран в течение 5 последующих лет;

d) что в настоящее время в Союзе значительная часть обработки документов и информации еще проводится вручную;

e) что имеющееся на рынке оборудование для обработки документов и составления текстов, а также возможности математического обеспечения постоянно улучшаются;

f) что постоянное расширение процессов автоматизации обработки документов и составления текстов может улучшить производительность, увеличить объем обработки и дать возможность обработки все более сложных документов;

порукает Административному совету провести глубокое исследование требований, предъявляемых к обработке документов и составлению текстов, изучить соответствующие современные методы, оборудование и математическое обеспечение, следя за тем, чтобы это не уменьшило потока информации, направляемой администрациям, применить скорейшим образом на практике частично или полностью результаты этого исследования, если это поможет довести до минимума расходы, связанные с распространением изданий и документов среди всех администраций.

Резолюция № 68. ИЗУЧЕНИЕ ДОЛГОСРОЧНЫХ ПЕРСПЕКТИВ МЕЖДУНАРОДНОГО КОМИТЕТА РЕГИСТРАЦИИ ЧАСТОТ С УЧЕТОМ ИЗМЕНЕНИЯ ОБСТОЯТЕЛЬСТВ

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Найроби, 1982 г.),

учитывая:

a) изменившиеся обстоятельства со времени создания МКРЧ Полномочной конференцией в Атлантик-Сити (1947 г.);

b) характер, объем и продолжительность выполнения дополнительных работ, возложенных на МКРЧ решениями недавних административных конференций по радиосвязи;

c) дальнейшие изменения, которые могут явиться следствием осуществления проекта более широкого использования вычислительной техники в работе МКРЧ, предпринятого Союзом;

признавая и ценя большие услуги, оказанные Союзу Комитетом со времени его основания;

признавая также динамичный характер развития электросвязи, который ведет к значительным изменениям в характере и объеме использования радиочастот, а также необходимость оказания специальных услуг развивающимся странам со стороны МКРЧ;

решает, что должно быть проведено изучение долгосрочных перспектив Международного комитета регистрации частот с учетом изменения обстоятельств;

решает, кроме того:

1. предложить Административному совету:

- 1.1. создать Группу экспертов администраций для проведения вышеупомянутого изучения;
- 1.2. просить Группу экспертов провести пересмотр и представить Совету отчет с рекомендациями к 1 января 1985 г.;
- 1.3. предложить Группе экспертов тщательно изучить, не будет ли другой механизм лучше служить предвидимым интересам Союза в последующие годы;
- 1.4. предложить Группе экспертов включить в свой отчет сравнительный анализ достоинств и недостатков любого другого представленного на рассмотрение механизма;
- 1.5. рассмотреть отчет и рекомендации Группы экспертов и передать отчет вместе со сделанными на его основе заключениями администрациям до 1 июля 1986 г.;
- 1.6. включить этот вопрос в повестку дня следующей Полномочной конференции;
 2. предложить администрациям поддержать инициативу Административного совета, выделив соответствующих специалистов для включения в Группу экспертов;
 3. предложить Генеральному секретарю, председателю и членам МКРЧ и Директорам МКК оказывать Группе экспертов помощь, которая может потребоваться для успешного выполнения их работы;
 4. предложить следующей Полномочной конференции рассмотреть отчет и рекомендации Группы экспертов после их одобрения Административным советом и принять соответствующие меры.

Резолюция № 69. РАСШИРЕННОЕ ИСПОЛЬЗОВАНИЕ ЭВМ МЕЖДУНАРОДНЫМ КОМИТЕТОМ РЕГИСТРАЦИИ ЧАСТОТ

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Найроби, 1982 г.),

учитывая:

a) непрерывный рост объема и сложности работ, проводимых МКРЧ и связанных с одной стороны с деятельностью по присвоению частот, а с другой стороны с технической подготовкой административных конференций по радиосвязи и с реализацией их решений;

b) настоятельную необходимость для Союза в выделении значительных капиталовложений на расширенное использование ЭВМ Международным комитетом регистрации частот;

согласившись с выводами и рекомендациями отчета Рабочей группы, созданной настоящей конференцией (документ № 280);

решает расширять технические средства, имеющиеся в распоряжении МКРЧ, продолжая выполнять проект «Расширенное использование ЭВМ Международным комитетом регистрации частот» в соответствии с поэтапным планом;

порукает МКРЧ подготовить и представить сессии Административного совета 1983 г. пересмотренный поэтапный план, предназначенный для реализации в течение восьмилетнего периода, начиная с 1984 г.;

порукает Генеральному секретарю передать отчет Рабочей группы (документ № 280) Административному совету;

порукает Административному совету:

1. рассмотреть, исправить в случае необходимости и принять пересмотренный поэтапный план в качестве гибкой основы для дальнейших решений Совета;

2. продолжать реализацию плана, начиная с 1984 г., в соответствии с финансовыми пределами, установленными Дополнительным протоколом I;

3. создать добровольную группу из экспертов от различных администраций для представления консультаций и оказания помощи по осуществлению постоянного контроля за реализацией поэтапного плана;

4. проследить за тем, чтобы не было допущено роста персонала, занятого реализацией этого проекта;

далее поручает Административному совету при активном участии постоянных органов провести исследование и представить за шесть месяцев до начала следующей Полномочной конференции отчет с рекомендациями по проблемам, которые могут возникнуть при предоставлении услуги, дающей администрациям возможность прямого дистанционного доступа с любыми целями к банку данных МКРЧ или других постоянных органов; в этом исследовании должны быть затронуты вопросы обеспечения равного доступа и оказания технической помощи развивающимся странам;

порукает постоянным органам сотрудничать, когда это необходимо, с целью успешной реализации поэтапного плана и исследования вопросов прямого доступа к банку данных Союза;

порукает Генеральному секретарю и МКРЧ представлять Административному совету, после одобрения Координационным комитетом, ежегодный отчет по всем основным стадиям поэтапного плана для его последующей рассылки Членам Союза.

Резолюция № 70. КОЭФФИЦИЕНТ ПЕРЕСЧЕТА МЕЖДУ ЗОЛОТЫМ ФРАНКОМ И СПЕЦИАЛЬНЫМИ ПРАВАМИ ЗАИМСТВОВАНИЯ (СПЗ)

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Нairobi, 1982 г.),

приняв золотой франк и денежную единицу Международного валютного фонда (МВФ) в качестве денежных единиц, используемых при установлении тарифов за услуги международной электросвязи и при составлении международных счетов;

учитывая

a) что способы применения должны быть включены в Административные регламенты;

b) что конференция, которая компетентна пересматривать эти Регламенты, не сможет быть проведена до 1988 г.;

c) что до этого времени для применения статьи 30 Конвенции необходимы временные положения;

d) что в настоящее время денежной единицей МВФ являются специальные права заимствования (СПЗ);

приняв к сведению Пожелание, выраженное VII Пленарной ассамблеей МККТТ относительно необходимости определить на Полномочной конференции коэффициент пересчета между золотым франком и любой новой денежной единицей;

решает, что в ожидании решений конференции, компетентной пересматривать Административные регламенты, коэффициент пересчета между золотым франком и СПЗ будет определяться соответствующей Рекомендацией МККТТ; о любом изменении коэффициента пересчета будет сообщаться в Эксплуатационном бюллетене Союза.

РЕЗОЛЮЦИЯ № 71. ПОЖЕЛАНИЕ № 81 XV ПЛЕНАРНОЙ АССАМБЛЕИ МККР
(ЖЕНЕВА, 1982 Г.)

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Найроби, 1982 г.),

рассмотрев Пожелание № 81 XV Пленарной ассамблеи МККР (Женева, 1982 г.), озаглавленное «Системы телевидения с условным доступом»;

решает:

1. что этот вопрос входит в компетенцию МСЭ;
2. что технические аспекты этого вопроса должны быть предметом исследований МККР.

РЕЗОЛЮЦИЯ № 72. ВСЕМИРНЫЙ ДЕНЬ ЭЛЕКТРОСВЯЗИ

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Найроби, 1982 г.),

изучив отчет Административного совета Полномочной конференции (документ № 65, раздел 2.2.9.1);

учитывая интерес, проявляемый странами-Членами Союза к празднованию Всемирного дня электросвязи;

имея в виду Резолюцию № 46 Полномочной конференции (Малага-Торремолинос, 1973 г.), учредившую Всемирный день связи, отмечаемый ежегодно 17 мая;

предлагает администрациям стран-Членов:

1. ежегодно праздновать этот день;
2. использовать этот день для того, чтобы информировать население о важности электросвязи с точки зрения экономического, социального и культурного развития, пробуждать интерес к электросвязи в университетах и других учебных заведениях с целью привлечения новых молодых талантливых специалистов к данной профессии и распространять широкую информацию о деятельности Союза в области международного сотрудничества;

порукает Генеральному секретарю предоставлять администрациям электросвязи информацию и оказывать необходимую им помощь для координации подготовки к празднованию Всемирного дня электросвязи в странах-Членах Союза;

порукает Административному совету предлагать Членам Союза отдельные темы для празднования каждого Всемирного дня электросвязи.

РЕЗОЛЮЦИЯ № 73. ВСЕМИРНЫЙ ГОД СВЯЗИ, РАЗВИТИЕ
ИНФРАСТРУКТУРЫ СВЯЗИ

Полиомочная конференция Международного союза электросвязи (Най-роби, 1982 г.),

напомная:

a) Резолюцию Генеральной Ассамблеи Организации Объединенных Наций 32/160 от 19 декабря 1977 г. о Десятилетии транспорта и связи в Африке;

b) Резолюцию № 1980/69 Экономического и Социального совета о Всемирном годе электросвязи;

c) Резолюцию Генеральной Ассамблеи Организации Объединенных Наций 36/40 (1981 г.), согласно которой 1983 год объявляется «Всемирным годом связи и развития инфраструктуры связи», а Международный союз электросвязи ведущей организацией, несущей ответственность за межорганизационную координацию программ и других видов деятельности различных организаций;

d) Резолюции Административного совета МСЭ № 820 (1978) и № 872 (1982);

признавая, что основными целями Всемирного года связи, поставленными Генеральной Ассамблеей Организации Объединенных Наций, являются:

a) представление всем странам возможности провести глубокое исследование и анализ их политики в отношении развития связи;

b) обеспечение ускоренного развития инфраструктуры связи;

отметив:

a) отчет Генерального секретаря (документ № 52) о подготовке к Всемирному году связи;

b) что программа деятельности, связанная с развитием инфраструктуры, предусмотренная для Всемирного года связи, была подготовлена Генеральным секретарем в тесном сотрудничестве с Членами Союза, Организацией Объединенных Наций и ее специализированными учреждениями;

просит Генерального секретаря обеспечить наибольший вклад в программу Всемирного года связи в соответствии с требованиями развивающихся стран и при тесном сотрудничестве с организациями системы ООН;

призывает настоятельно Членов Союза, администрации почт и электросвязи, частные признанные эксплуатационные организации, неправительственные организации, производителей и пользователей средств электросвязи, радиовещательные организации, университеты и учебные заведения сотрудничать с Генеральным секретарем в деле реализации программы Всемирного года связи;

обращается к правительствам, частному сектору и средствам массовой информации с просьбой помогать Генеральному секретарю в выполнении просьб развивающихся стран, как это определено в программе Всемирного года связи, путем добровольного предоставления средств, оборудования и услуг;

порукает Генеральному секретарю:

1. при выполнении своих обязанностей в качестве координатора и подготовки к Всемирному году связи принимать все необходимые меры для

поддержки этой программы в пределах средств, выделенных ему для этой цели;

2. представить на одобрение Административного совета отчет, который он должен подготовить для 38-й Сессии Генеральной Ассамблеи Организации Объединенных Наций.

**Резолюция № 74. РЕЗОЛЮЦИЯ ПОЛНОМОЧНОЙ КОНФЕРЕНЦИИ
ОТНОСИТЕЛЬНО ИЗРАИЛЯ И ПОМОЩИ ЛИВАНУ**

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Найроби, 1982 г.),

напоминая Устав Организации Объединенных Наций и Всеобщую декларацию прав человека;

учитывая, что основные принципы Международной конвенции электросвязи направлены на укрепление мира и международной безопасности путем развития международного сотрудничества и взаимопонимания между народами;

принимая во внимание Резолюцию № 48 Международной конвенции электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973);

отмечая, что Израиль отказался принять и выполнять многочисленные соответствующие резолюции Совета Безопасности и Генеральной Ассамблеи Организации Объединенных Наций;

обеспокоенная серьезностью положения на Ближнем Востоке, вызванной интервенцией Израиля в Ливане;

озабоченная разрушением средств электросвязи Ливана;

безоговорочно осуждает постоянное нарушение Израилем норм международного права;

осуждает, кроме того, истребление гражданского палестинского и ливанского населения;

иоручает Генеральному секретарю МСЭ изучить возможности оказания помощи Ливану в восстановлении средств электросвязи, разрушенных в ходе агрессии Израиля, и подготовить соответствующий отчет Административному совету для его рассмотрения на очередной сессии;

просит председателя Полномочной конференции немедленно довести настоящую резолюцию до сведения Генерального секретаря ООН.

**Резолюция № 75. СОКРАЩЕННОЕ НАЗВАНИЕ И ФОРМА ПРЕДСТАВЛЕНИЯ
КОНВЕНЦИИ МЕЖДУНАРОДНОГО СОЮЗА ЭЛЕКТРОСВЯЗИ 1982 Г.**

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Найроби, 1982 г.),

отмечая:

a) что для того, чтобы обеспечить удобную ссылку на Коопвенцию 1982 г., необходимо будет иметь для нее сокращенное название и отличительную форму представления;

b) что администрации, присутствующие на Конференции, глубоко благодарны Правительству Республики Кении за организацию Конференции и за создание отличных условий для работы Конференции;

решает:

1. что Международная конвенция электросвязи (Найроби, 1982 г.) будет называться «Конвенция Найроби»;
2. что при условии согласия Ресублики Кении обложка отпечатанной и предназначенной для публикации Конвенции Найроби, будет содержать горизонтальные полосы цветов национального флага Ресублики Кения.

РЕКОМЕНДАЦИЯ № 1. СВОБОДНОЕ РАСПРОСТРАНЕНИЕ ИНФОРМАЦИИ

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Найроби, 1982 г.),

принимая во внимание:

a) Всемирную декларацию прав человека, принятую 10 декабря 1948 г. Генеральной Ассамблеей Организации Объединенных Наций,

b) преамбулу и статьи 4, 18, 19 и 20 Международной конвенции электросвязи (Найроби, 1982 г.),

c) положения Устава ЮНЕСКО относительно свободного распространения идей словесным и изобразительным путем, Декларации об основных принципах, принятой на XX сессии Генеральной конференции ЮНЕСКО и касающейся вклада органов информации в укрепление мира и международного взаимопонимания, в развитии прав человека, в борьбу против расизма, апартеида и подстрекательства к войне и соответствующие резолюции XXI сессии Генеральной конференции ЮНЕСКО,

сознавая благородный принцип свободной передачи информации,

сознавая также важность того факта, что этот благородный принцип будет способствовать распространению информации и, следовательно, укреплению мира, сотрудничества, взаимопонимания между народами и духовному обогащению человеческой личности, а также распространению культуры и образования среди всех людей без различия расы, пола, языка и религии,

рекомендует Членам Союза способствовать свободной передаче информации службами электросвязи.

ПОЖЕЛАНИЕ № 1. ОБЛОЖЕНИЕ НАЛОГАМИ

Члены Союза признают желательным, чтобы международные сообщения электросвязи не облагались налогами.

ПОЖЕЛАНИЕ № 2. РЕЖИМ БЛАГОПРИЯТСТВОВАНИЯ РАЗВИВАЮЩИМСЯ СТРАНАМ

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Найроби, 1982 г.),

учитывая

a) цель Союза, заключающуюся в поддержании и расширении международного сотрудничества для улучшения и рационального использования всех видов электросвязи;

b) возрастающее несоответствие в современных условиях экономического роста и уровня технического развития развитых и развивающихся стран;

с) что экономическая мощь развитых стран базируется на высоком уровне развития их техники или связана с ним, что выражается в расширении международных рынков, в то время как в развивающихся странах экономика является относительно слабой и часто убыточной в связи с тем, что они находятся в стадии освоения или овладения этой техникой;

выражает пожелание, чтобы развитые страны учитывали просьбы развивающихся стран о предоставлении им режима благоприятствования при решении коммерческих или других вопросов, относящихся к электросвязи, помогая тем самым прийти к желаемому экономическому равновесию, способствующему ослаблению существующей в мире напряженности.

Принадлежность стран к той или иной экономической категории может быть определена, исходя из уровня дохода на душу населения, валового национального дохода, уровня развития национальной телефонной сети или на основе любых других взаимообусловленных критериев из числа тех, что признаны в международном плане специализированными источниками информации Организации Объединенных Наций.

ПОЖЕЛАНИЕ № 3. ВЫСТАВКИ ЭЛЕКТРОСВЯЗИ

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Найроби, 1982 г.),

признавая, что выставки электросвязи оказывают значительную помощь в деле информирования Членов Союза о последних достижениях в технике электросвязи и рекламировании возможностей применения науки и техники электросвязи на благо развивающихся стран,

выражает пожелание, чтобы Всемирная выставка электросвязи организовывалась желательнее в месте пребывания Союза под руководством МСЭ и в тесном сотрудничестве с его Членами, при условии, что это не повлечет для Союза никаких затрат из его бюджета и не будет вносить никакой коммерческой заинтересованности;

также выражает пожелание, чтобы администрация, чьи страны проводят у себя региональные или всемирные собрания илановых комитетов или другие региональные собрания либо мероприятия, относящиеся к электросвязи, рассматривали возможность организовать в сотрудничестве с Союзом специализированные выставки электросвязи для стран-Членов, особо подчеркнув необходимость собственной инфраструктуры электросвязи для каждого региона;

кроме того, выражает пожелание, чтобы значительная часть любого превышения доходов над расходами, полученного при проведении таких выставок, могла быть внесена в Фонд технического сотрудничества Союза.

ФАКУЛЬТАТИВНЫЙ ДОПОЛНИТЕЛЬНЫЙ ПРОТОКОЛ К МЕЖДУНАРОДНОЙ КОНВЕНЦИИ ЭЛЕКТРОСВЯЗИ (НАЙРОБИ, 1982 Г.)

ОБЯЗАТЕЛЬНОЕ РАЗРЕШЕНИЕ СПОРОВ

При подписании Международной конвенции электросвязи (Найроби, 1982 г.) нижеподписавшиеся полномочные представители подписали также следующий Факультативный дополнительный протокол относительно обязательного разрешения споров, являющийся частью Заключительных актов Полномочной конференции (Найроби, 1982 г.),

Члены Союза, подписавшие настоящий Факультативный дополнительный протокол к Международной конвенции электросвязи (Найроби, 1982 г.), выражая пожелание прибегать в отношениях между собой к обязательному арбитражу для разрешения всех споров по вопросам, относящимся к толкованию или применению Конвенции или регламентов, предусмотренных Статьей 42 Конвенции,

договорились о следующих положениях:

Статья 1. Если с общего согласия не выбран ни один из методов разрешения спора, перечисленных в Статье 50 Конвенции, споры по вопросам применения Конвенции или регламентов, предусмотренные в Статье 42, по просьбе одной из сторон передаются на обязательный арбитраж. Процедура аналогична процедуре, описанной в Статье 82 Конвенции, п. 5 которой изменен следующим образом:

«5. В течение трех месяцев со дня получения извещения о передаче спорного вопроса на арбитраж каждая из двух спорящих сторон назначает арбитра. Если по истечении этого срока одна из сторон не назначила своего арбитра, это назначение производится по просьбе другой стороны Генеральным секретарем, который действует в соответствии с положениями п.п. 3 и 4 Статьи 82 Конвенции».

Статья 2. Настоящий протокол открыт для подписания Членами, которые подпишут Конвенцию. Он ратифицируется в соответствии с процедурой, предусмотренной для ратификации Конвенции, и открыт для присоединения стран, которые станут Членами Союза.

Статья 3. Настоящий протокол вступает в силу с того же дня, что и Конвенция, или с тридцатого дня после депонирования второй ратификационной грамоты или акта о присоединении, но не ранее даты вступления Конвенции в силу.

Для каждого Члена, который ратифицирует настоящий Протокол, или присоединится к нему после его вступления в силу, этот Протокол вступает в силу с тридцатого дня после депонирования ратификационной грамоты или акта о присоединении.

Статья 4. Генеральный секретарь известит всех Членов:

- a) о подписях, поставленных под настоящим Протоколом, и депонировании ратификационных грамот или актов о присоединении;
- b) о дате, с которой настоящий Протокол вступает в силу.

В УДОСТОВЕРЕНИЕ ВЫШЕИЗЛОЖЕННОГО соответствующие полномочные представители подписали один экземпляр настоящего Протокола на английском, китайском, испанском, французском и русском языках, причем в случае расхождения имеет силу французский текст; этот экземпляр будет храниться в архивах Международного союза электросвязи, который направит копию каждой из подписавших стран.

СОВЕРШЕНО в Найроби 6 ноября 1982 года.

Примечание Генерального секретаря. Настоящий Факультативный дополнительный протокол подписан следующими делегациями: Демократическая Республика Афганистан, Королевство Саудовской Аравии, Аргентинская Республика, Австралия, Австрия, Народная Республика Бангладеш, Барбадос, Бельгия, Белиз, Народная Республика Бенин, Республика Ботсвана, Федеративная Республика Бразилия, Республика Бурунди, Объединенная Республика Камерун, Центральноафриканская Республика, Чили, Республика Кипр, Республика Колумбия, Народная Республика Конго, Южная Корея, Коста-Рика, Республика Берег Слоновой Кости, Куба, Дакия, Арабская Республика Египет, Республика Эль-Сальвадор, Эквадор, Фиджи, Финляндия, Габонская Республика, Республика Гамбия, Гана, Греция, Гренада, Республика Гватемала, Гвинейская Народная Революционная Республика, Республика Экваториальная Гвинея, Гайана, Республика Верхняя Вольты, Исландия, Италия, Ямайка, Япония, Иорданское Хашимитское Королевство, Государство Кувейт, Ливан, Социалистическая Народная Ливийская Арабская Джамахирия, Княжество Лихтенштейн, Люксембург, Демократическая Республика Мадагаскар, Малави, Мальдивская Республика, Республика Мали, Королевство Марокко, Исламская Республика Мавритания, Мексика, Непал, Никарагуа, Республика Нигер, Федеративная Республика Нигерия, Норвегия, Новая Зеландия, Султанат Оман, Республика Уганда, Папуа-Новая Гвинея, Республика Парагвай, Королевство Нидерланды, Республика Филиппины, Государство Катар, Сирийская Арабская Республика, Соединенное Королевство Великобритании и Северной Ирландии, Руандская Республика, Республика Сап-Марино, Республика Сенегал, Демократическая Республика Судан, Демократическая Социалистическая Республика Шри-Ланка, Швеция, Швейцарская Конфедерация, Республика Суринам, Королевство Свазиленд, Объединенная Республика Танзания, Таиланд, Тоголезская Республика, Тунис, Восточная Республика Уругвай, Йеменская Арабская Республика, Народно-Демократическая Республика Йемен, Республика Заир, Республика Замбия, Республика Зимбабве.
